Gérard JAMME

AU SEUIL D'UN MILLENAIRE 2000

27. Le 13 mai 1968, à la gare de l'Est, les prochinois haranguent la foule. Au micro, Tiennot Grumbach, cachant Jean-Paul Ribes, et, à côté, portant le haut-parleur, Jean-Jacques Porchez.

28. La marche sur Renault. Au premier plan, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Didier Truchot et Jacques Rémy.

Utilisateur
Microsoft
[Sélectionnez la date]

AU SEUIL D'UN MILLENAIRE

Gérard JAMME

INTRODUCTION

Le changement de siècle a, dans l'inconscient collectif, une image sacrée, mystique. Elle tient à la fois de l'importance que l'on accorde aux nombres et à la quantité de changement et de transformations constatées historiquement dans le même laps de temps.

L'an 2000 qui a marqué un nouveau siècle, période de référence dans l'accélération fantastique de l'espèce humaine, a doublement été marqué par la mystique humaine. Nous avons fait de 1900 la date anniversaire du capitalisme européen et de la société industrielle et il est vrai que depuis cette date la société humaine a déployé des moyens gigantesque pour la connaissance de son milieu, de sa reproduction et le plus souvent pour la domination de celle-ci .

Le matérialisme économique a créé sa propre philosophie : L'idéalisme pratique.

Aujourd'hui, l'homme ne réfléchit plus seulement à son existence par rapport aux autres développements naturels, mais aussi à la nature matérielle de ses rapports entre individus.

L'accélération de la nouvelle rationalité de l'ère industrielle a eu comme conséquence secondaire d'entretenir une interrogation sur le bonheur et ses facteurs.

L'an 2000 de la civilisation judéo-chrétienne est le moment d'une réflexion privilégié pour une partie importante de l'humanité inscrite dans la mondialisation sur cet idéalisme pratique qu'elle a suscité.

Il ne s'agit nullement ici de faire un pré-bilan de cette réflexion ni de tenter de définir son devenir en termes de prospective mais de constater de la façon la plus objective possible ce qu'elle nous laisse en termes d'échecs et d'espoirs.

La société européenne toute entière est secouée par une remise en cause du développement :

-crise de la chrétienté, qui tente de faire revenir les critères de développement à des facteurs moraux ,d'une part.

-Explosion des sciences humaines et la diffusion de masse des résultats des recherches entreprises qui font exploser les structures culturelles de la société d'autre part.

C'est à partir de cette interrogation dont les aspects sont loin d'être répertoriés que nous pouvons faire le point sur le révolution scientifique et technique produite par l'**idéalisme pratique** et aboutissant à l'immense accumulation de résultats scientifiques différents, divergents voire contradictoires.
La science comme ensemble de faits dûment vérifiés, répertoriés, reproduisibles dans la limite des faits eux-mêmes avait jusqu'alors servie de conclusion aux philosophies spéculatives classiques. Ceci faisait dire à Marx que "là où la spéculation cesse dans la vie réelle commence la science réelle, positive ."
Ce positivisme s'effrite sous la masse des constatations variées et contradictoires des sciences humaines qui accumulent en un temps très court une énorme quantité de renseignements autant sur le milieu naturel que sur l'ensemble des humains vivants et leurs racines, sans toutefois permettre d'établir une rationalité scientifique.
Alors que la technique investit ces nouveaux champs expérimentaux et s'ingère dans la vie quotidienne de multitudes de plus en plus importantes de la planète;les philosophies spéculatives se trouvent confortées par cette absence de synthèse,voir connaissent des développements alimentés par les concepts les plus archaïques, Gourous,Médiums et prophètes de toutes sortes font recette peut être mieux encore qu'au Moyen-age en Occident.
Les effets destructeurs de cette technologie sont sans cesse controversés ,par exemple les variations dangereuses de la couche d'ozone ,les effets produits par les radiations de l'énergie nucléaire,les effets pervers des manipulations génétiques ect..ect.. .
Le fatalisme métaphysique que la science explicative avait réduit à n'être qu'une simple méthode de disjonction de l'action et de son objet, devient, dans les faits,cette fantastique immobilisation de la conception scientifique de l'humanité,cauchemar métaphysique d'un Marx philosophe ..
C'est dans ce contexte de confusion idéologique que la technologie aux mains des grands complexes économiques va devoir s'imposer .
Elle le fera sans scrupule en généralisant et en adaptant à ses besoins un principe de la révolution Française; **la terreur institutionnalisée qu'elle introduit dans le fonctionnement de l'état .**
Grâce à cette intégration ou plutôt cette substitution elle s'emploie a briser les résistances qu'elles soient politiques (divergence d'intérêts)ou religieuses. .
De cette normalisation nait "l'économisme" qui tend à devenir "la science totale de l'homme".Il devient en place des philosophie traditionnelles «le pourquoi insaisissable d'une existence de concurrence et de luttes impitoyables» .Il devient le sens même de la vie et de ses disciplines .

Cette réduction abusive de la conception de la science provoque une réaction dans le monde des scientifiques d'où ressortent deux tendances principales:
- L'une "**StructuraIiste**": **le potentiel culturel aussi important soit -il, que produit un état social peut- il être considéré comme une finalité?**
-l'autre **"Situationiste"** : **Existe-t-il une science ennemie?**

L'HOMME ET LA NATURE
DESCARTE SINGE NU !

L'impuissance à saisir la nature dans sa totalité et la non définition de sa condition sociale par le chercheur comme acteur ,devient la connaissance parfaite d'une science matériellement déterminée .

De fait les résistances à la normalisation technologique sont d'abord venues de groupes ou d'individus d'obédience religieuse qui opposent des critères moraux au fatalisme métaphysique. En particulier les mouvements catholiques (JOC,Vivre autrement,les chrétiens marxistes ect)qui rejetaient l'intégration de la guerre dans les facteurs économiques du fatalisme métaphysique et condamnent de ce fait le mercantilisme comme fauteur de guerre,« l'opposition des intérêts fait la guerre,l'association des intérêts fait l'essence de la paix»

Mais ce mouvement pour la paix aussi important qu'il soit ne cherche qu'à « socialiser» les termes de l'échange dans la perspective d'une association d'intérêt.

Parallèlement le marxiste scientifique ,en tant qu' idéologie concentrée,devient une forme élaborée du dogmatisme pragmatique comme système de société.

Il n'y a plus de discipline scientifique mais plutôt un amas de découvertes ,constatations,,expériences lesquelles sont comme les éléments d'un puzzle où l'un ou plusieurs faits connus viennent étayer un raisonnement sur le phénomène observé. **Nous n'avons plus de phénoménologie explicative.**

Expliquer tout par chaque chose, sans identité propre, sans donner un sens à la vie humaine et à son activité est l'aboutissement de la science expérimentale.

L'implosion des «sciences de la vie »dans la société moderne ,sociologie , physiologie etc... par leurs intérêts propres participe à la création de groupes de pression très important dans les rapports de pouvoir par exemple le budget développement militaire, partisans des manipulations génétiques laissant entrevoir un nouvel eudémonisme .

Le mythe de la race pure qui se retrouve réactivé vient renforcer la xénophobie ambiante conséquence de la crise sociale.

La physique a dominé le 20° siècle, la biologie dominera le 21 ème :

«**Trop souvent bourreau de soi -même, la nature s'est prise aux filets de ta vie**»

L'utopie du propos permet d'envisager une alternative , l'amour contre la fonction reproductive.

Porteurs de la révolte intellectuelle de Mai 68 ,le STRUCTURALISME et le SITUATIONISME perdent l'un et l'autre leur valeur doctrinale pour ne devenir que de simples outils spéculatifs.

Le structuralisme cesse d'être une tentative du positivisme d'explication de la globalité de l'être pour ne devenir qu'une simple méthode opératoire assurant les liaisons indispensables entre les éléments de production nécessaire à la reproduction recherchée.
Ainsi que le définit jean CAZENEUVE dans son Encyclopédie Larousse sur l'ethnologie :
«On trouve déjà chez Ruth Benedict trois idées essentielles que développent les théories structuralistes. D'une part, les différentes cultures apparaissent comme définies par un certain style de vie. D'autre part, les types de cultures possibles sont en nombre limité, de sorte qu'il est possible de les classer. Enfin, l'étude des sociétés primitives constitue le meilleur moyen pour parvenir a déterminer les combinaisons possibles des éléments culturels, qui, d'ailleurs, ne dépendent pas des caractères raciaux propres à telle ou telle société, mais peuvent être envisagés en eux-mêmes sans considération des individus qui composent le groupe. Bref, ce qui compte, c'est la structure d'une société, et il est logiquement possible, grâce à l'investigation ethnologique, de dresser l'inventaire de toutes les structures qui peuvent se présenter.
Ces positions ont été explicitées et systématisées par Claude Lévi-Strauss dont l'oeuvre est particulièrement représentative de ce qu'il nomme lui-même l'anthropologie structurale.
L'homme ne peut vivre qu'en société, et ce qu'il y a de plus universel dans la nature humaine, ce sont donc les possibilités mêmes de la vie en société. Il y a dans la nature humaine, dès lors, deux sortes d' a priori: d'une part des instincts qui constituent notre équipement biologique et que l'on retrouvera évidemment dans toutes les collectivités, et d'autre part la tendance à vivre en société et par conséquent à s'imposer des règles.
Celles-ci peuvent varier d'un groupe à l'autre; ce qui est général c'est le fait qu'il y ait des règles.
En somme, la nature humaine est universelle et impose l'existence d'une culture.
Mais la culture, ,elle, est invariable. Au point précis où la nature se prolonge dans la culture, c'est-à-dire sur le plan des conditions très générales de la culture, nous pouvons donc trouver des règles universelles. Ce ne sont pas des instincts, mais des conditions indispensables de la vie en société qui est, elle-même, inscrite dans la nature humaine. La prohibition de l'inceste est un exemple de ces règles universelles.
Elle a pour fondement la nécessité des échanges, comme nous le verrons en étudiant les structures familiales.

L'ethnologie pourrait donc se proposer de faire d'abord la description de tout ce qui est ainsi indispensable à la vie en société, c'est-à-dire des modèles de toute culture possible, ou, si l'on préfère, de ce qu'il y a d'à priori dans toute société humaine.

Bien entendu, on n'atteindrait ainsi que des principes très généraux, et l'anthropologie structurale peut aller plus loin, car les façons de combiner ces règles a priori ne sont pas infinies. Il en est qui sont viables, d'autres qui ne le sont pas. Telle institution ne peut pas coexister avec telle autre. Telle forme de vie en implique au contraire telle autre. Pour reprendre une comparaison utilisée par notre auteur, les éléments de la culture tels qu'on les trouve dans le modèle a priori de toute société humaine possible sont comme les cartes d'un jeu. Et ce jeu comporte des règles. On peut, avec ces cartes et en respectant ces règles, jouer un grand nombre de parties fort différentes les unes des autres: mais ce nombre est pourtant, théoriquement, limité. .....
Or. selon Lévi-Strauss, le fait culturel par excellence c'est le langage et c'est pourquoi la linguistique fournit les principes de la méthode permettant de voir comment se pénètrent ou s'excluent les différents éléments constituant ce système qu'est une culture. Ces éléments sont en effet des signes, et les rapports entre les individus qui composent une société sont des échanges de signes, des communications. Ici, notre auteur oriente le culturalisme dans un sens qui, comme nous l'avons dit, avait été indiqué par Sapir. Lévi-Strauss a procédé d'une manière analogue à celle des linguistes lorsqu'il a voulu, en étudiant un certain nombre de sociétés primitives, dégager ce qu'il nomme les «structures élémentaires de la parenté ». Il pense qu'on pourrait procéder de la même façon avec les phénomènes économiques, l'art, le mythe, la religion. Comme tout se réduit à des signes, il est d'ailleurs possible que d'un domaine à l'autre il y ait une transposition. ...

La personnalité de base

Une conception, de nos jours, oriente les travaux de nombreux ethnologues, et se situe au point de rencontre du culturalisme et de la psychanalyse: c'est celle qui a été élaborée autour du concept de « personnalité de base». Les chefs de file de cette école sont l'ethnologue Linton et le psychologue Kardiner, et parmi les autres auteurs qui s'y rattachent directement, on peut citer Ruth Bunzel, Cora du Bois, James West et Ruth Benedict, dont le point de vue culturaliste s'allie aisément aux recherches dont nous parlons maintenant. Par la suite, un sociologue français, M. Dufrenne, consacra à la personnalité de base une étude dans laquelle il ne se bornait pas à exposer clairement l'ensemble des travaux réalisés par les auteurs précédents, mais donnait à la même notion une signification nouvelle.

La conception américaine de la personnalité de base.
Voici d'abord, dans ses grandes lignes, le principe des recherches ethnologiques de Linton, de Kardiner et de leurs disciples. D'après eux, la culture se définit comme la configuration totale des institutions. Par ce dernier mot, il faut entendre « un mode fixe de la pensée ou du comportement commun à un groupe d'individus, qui peut être communiqué, qui est communément accepté et dont le refus provoque un trouble dans l'individu ou dans le groupe». L'ethnologie doit se donner pour tâche d'étudier les rapports entre l'individu et la culture dans laquelle il vit. Or les individus sont divers, et chacun pris en particulier reçoit à sa manière cette formation que lui donnent les institutions de la société. L'ethnologue doit donc retenir seulement dans la psychologie de tout membre d'une collectivité ce qui est commun à tous.
Par exemple, on recherchera ce qui fait qu'un Malgache appartient à la culture de Madagascar, ce qu'il y a de spécifiquement australien dans n'importe quel Australien. Cela revient à définir une sorte d'abstraction: le Malgache en soi, l'Australien typique. L'ethnologue doit donc définir le modèle idéal de l'individu incarnant la société où il se trouve et qui détermine ses caractères d'une manière spécifique.
La personnalité de base, c'est cela. C'est, dit Dufrenne, « une configuration psychologique particulière, propre aux membres d'une société donnée et qui se manifeste par un certain style de vie sur lequel les individus brodent leurs variantes singulières ». ,C'est le portrait-robot du Français, du Papou, etc.
Il n'y a rien, dans cette manière de voir, qui doive nous surprendre, car le bon sens populaire s'est toujours fait une certaine idée de la personnalité de base, sans en employer les termes. Nous avons coutume, par exemple, de dire que l'Anglais est flegmatique, l'Américain bon enfant, l'Espagnol passionné, l'Italien léger. Ce sont, bien sûr, des affirmations qui n'ont rien de scientifique. Mais elles signifient qu'au-delà des diversités entre les individus nous concevons une certaine définition abstraite de l'Anglais, de l'Américain, de l'Espagnol, de l'Italien.
Pourquoi l'ethnologie aurait-elle recours à cette typologie? **Pourquoi** essaierait-elle de construire, pour chaque culture, l'image d'une personnalité de base qui la représenterait mais qui, en fait, ne serait peut-être parfaitement réalisée dans aucun individu existant réellement? C'est que la culture ne peut se définir vraiment qu'à travers les hommes qui la vivent. Autrement dit, elle ne peut être comprise qu'en termes psychologiques. Vous ne saurez vraiment ce qu'est la culture française que lorsque vous aurez vu ce qui fait qu'un Français est français.

L'individu et la société sont des réalités indépendantes qui agissent l'une sur l'autre, et l'on ne peut comprendre l'une que dans son rapport avec l'autre.

Institutions primaires et secondaires.

Il y a donc, d'une part, des effets de la culture sur la personnalité de base, par laquelle celle-ci se forme et prend ses caractères originaux, et, d'autre part, en retour, une action de cette personnalité de base sur la culture, par laquelle celle-ci évolue et se transforme. Autrement dit, la personnalité de base est à la fois effet et cause, et elle se trouve entre deux séries de phénomènes culturels, les uns qui la conditionnent et qu'on appellera les institutions primaires, les autres qui sont produits par elle et qu'on nommera les institutions secondaires. Le schéma est donc simple en apparence.

L'ethnologue observe d'abord toutes les institutions qui façonnent l'individu de manière à lui imprégner la marque d'une culture particulière, et il pourra ainsi décrire la personnalité de base de cette culture; puis il verra comment cette personnalité réagit sur la société pour déterminer d'autres institutions adaptées à elle. Or la manière dont l'individu est formé par une culture puis la façonne à son tour n'apparaît pas nettement si l'on se borne à observer les comportements extérieurs et les pensées explicites. Une partie importante de ce double processus se déroule dans l'inconscient, et c'est pourquoi l'on doit recourir aux méthodes fournies par la psychanalyse. Linton et Kardiner n'ont cependant pas accepté entièrement les principes énoncés par Freud. Comme le faisait Malinowski, ils lui reprochent de trop attribuer à l'instinct ce qui, en réalité, revient à la culture. Nous ne pouvons pas entrer ici dans le détail des critiques adressées par ces ethnologues au freudisme. Disons simplement que, pour eux, ce qui compte, c'est surtout l'effort de l'individu pour s'adapter au monde social, tandis que Freud avait tendance à substituer à l'action de la société celle d'une force inconsciente qui la représentait et qu'il nommait le *surmoi*. Selon Linton et Kardiner, la discipline sociale, (c'est-à-dire les institutions primaires) agit directement sur la nature humaine pour constituer la personnalité de base.

Cette contrainte qu'exercent les institutions primaires d'une culture sur les individus se manifeste toujours plus ou moins par une frustration. Elle discipline d'une certaine manière les besoins fondamentaux (besoin sexuel, besoin de protection, besoin alimentaire), et aussi les besoins créés par la société, ainsi d'ailleurs que l'agressivité produite secondairement par cette frustration elle-même. D'ailleurs, celle-ci est compensée par des gratifications, c'est-à-dire par les avantages donnés par la société à ceux qui acceptent sa discipline.

La frustration produit de l'anxiété et celle-ci déclenche des processus de défense, des « systèmes de sécurité».

L'ethnologue étudiera donc les types d'anxiété que développe telle ou telle culture et les systèmes de sécurités engendrés ainsi chez les individus.
Tout cela fait partie de la personnalité de base. Ou bien, il examinera comment l'individu s'intègre à la culture et comment la personnalité de base formée par cette intégration se projette ensuite dans la société pour déterminer les institutions secondaires.

Difficultés de la théorie.

La notion de personnalité de base et la distinction entre institutions primaires et secondaires se heurte à plusieurs objections. A la première, on peut reprocher son caractère trop abstrait. En fait, il y a une extrême diversité entre les individus appartenant à une culture, surtout si l'on tient compte de leurs classes sociales. Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre un milliardaire et un manoeuvre appartenant à une même nation? Il se pourrait, comme le dit Dufrenne, et comme le soutiendraient les marxistes, que le manoeuvre français fût d'abord manoeuvre, et français seulement par surcroît. Mais en définitive, Dufrenne lui-même estime que si l'on conçoit la personnalité de base comme une norme, ou si l'on veut, une sorte de type idéal auquel les individus participant à une culture sont seulement sollicités de se conformer plus ou moins, alors cette notion est acceptable et peut rendre de grands services aux ethnologues. Il est vrai qu'alors on s'attache moins à l'action directe et, pour ainsi dire, mécanique exercée par le groupe et par ses disciplines sur l'individu qu'à ce qui exprime l'esprit de la culture».
Quant à la distinction entre le primaire et le secondaire, elle entraîne bien des difficultés. Linton et Kardiner classent en général, nous l'avons dit, la religion parmi les institutions secondaires. De quel droit? N'est-il pas évident que la religion, en tant qu'élément d'une culture, joue un rôle important dans la formation des individus? D'autre part, réduire le primaire à ce qui agit sur l'enfance, c'est supposer que l'homme est tout entier défini par les premières années de sa vie. Certes, beaucoup de psychanalystes seraient prêts à l'admettre. Mais ne serait-il pas plus légitime de dire, au contraire, que l'essentiel, pour une culture, et par conséquent ce qui est primaire, c'est ce qui règle le comportement de l'adulte? L'homme, comme le rappelle Dufrenne, n'a-t-il pas pour vocation de se libérer de son enfance? L'éducation ne sert, en somme, qu'à perpétuer une forme de culture faite pour les adultes.

La personnalité de base selon Dufrenne.

C'est pourquoi Dufrenne en vient à bouleverser de fond en comble l'ordre des facteurs indiqué par Linton et Kardiner. Pour s'en tenir au sens le plus rigoureux des mots, il faut entendre par primaire tout ce qui forme la personnalité de base, aussi bien celle de l'adulte que celle de l'enfant.

Cela comprend à la fois le milieu naturel et les contraintes exercées par le monde social: l'opinion publique et les institutions imposant des règles. Bref, le primaire, c'est l'ensemble des conditions géographiques, démographiques, alimentaires, économiques et de toutes les institutions sociales agissant sur les individus pour leur donner un caractère conforme à la culture en question. Et le secondaire, c'est simplement l'ensemble des pratiques par lesquelles l'individu réagit au primaire. Par exemple, le régime patriarcal est une institution primaire. Mais, dans une société patriarcale, les pères peuvent se montrer plus ou moins autoritaires. Cette manière de se comporter dans le cadre de l'institution patriarcale, c'est un trait de culture secondaire. D'ailleurs, dit Dufrenne, les comportements secondaires d'aujourd'hui peuvent devenir des institutions de demain. Mais il reste que, selon sa formule, le secondaire désigne la culture dans sa réalité vécue, tandis que le primaire la constitue dans son essence. Et, entre les deux, la personnalité de base permet de saisir ce qu'est en soi la culture envisagée.

Reconnaissons que la position de Dufrenne est plus claire que celle de Linton et de Kardiner, mais qu'elle n'a malheureusement pas, jusqu'à présent, inspiré des recherches effectives. L'expérience serait à tenter. En tout cas, ce prolongement du culturalisme qu'est la théorie de la personnalité de base, sous l'une ou l'autre de ses formes, a le grand mérite d'aiguiller les ethnologues vers une étude, souvent difficile, de ce qui représente l'unité fondamentale d'une culture et de les amener à chercher cette unité dans la réalité vécue. L'ethnologie devient alors, selon le mot de Dufrenne, une sociologie psychologique, qui examine les situations sociales en relation avec l'humain et en fonction de l'état de culture.

L'ethnologie aujourd'hui.

De cette revue des principales tendances de l'ethnologie contemporaine, dominée surtout par le culturalisme, le structuralisme, la psychanalyse et les théories de la personnalité de base, on peut conclure que le problème des rapports entre la pensée primitive et la pensée moderne ne se pose plus exactement dans les mêmes termes qu'à l'époque de Lévy-bruhl. D'une part, on met l'accent sur les phénomènes psycho-sociologiques inconscients pour approfondir les rapports entre l'individu et la culture, de sorte que les processus peuvent être moins différents entre l'un et l'autre cas qu'il ne semblait au premier abord. En effet, c'est surtout au niveau de la conscience claire que le civilisé se conçoit autrement que le primitif. Quand on descend dans le substrat inconscient, on trouve pour comprendre l'attitude de l'un et de l'autre des mécanismes bien souvent assez semblables.

D'autre part, le dogme de l'universalité de la nature humaine se réduit à la reconnaissance d'un certain nombre de possibilités ou de virtualités communes à tous les hommes mais dont les unes sont plus ou moins refoulées ou au contraire stimulées par telle ou telle culture.
Cela revient à constater qu'au fond toutes les sociétés sont confrontées avec un même problème fondamental: celui de l'acceptation par l'homme de sa propre condition. Chaque type de culture fournit des solutions différentes. Et c'est en étudiant les sociétés les plus différentes de la nôtre qu'on a des chances de mieux dégager les données de ce problème éternel.
Le situationisme cesse d'être le développement négatif de la science en reconstituant son élément critique contradictoire,pour devenir un élément «ennemi» de la science et de la société dans son ensemble puisqu'il en est la négation , il devient un élément destructeur de ceux ci et de ce fait perd son appartenance à l'humanité. La barbarie de l'action révolutionnaire armée de ces dernières décennies ,le développement du «terrorisme aveugle» ont marqué les limites de cette conception de l'existentialisme humain .
Nous avons choisi Jean Paul SARTRE (note: les existentialistes et la politique)pour donner une définition de ce situationisme et de son fondement conceptuel tel qu'il le présente dans son livre «**question de méthode**»
La méthode progressive-régressive
«QUESTION DE METHODE»
L'homme est pour lui-même et pour les autres un être signifiant puisqu'on ne peut jamais comprendre le moindre de ses gestes sans dépasser le présent pur et l'expliquer par l'avenir. C'est en outre un créateur de signes dans la mesure où, toujours en avant de lui-même, il utilise certains objets pour désigner d'autres objets absents ou futurs. Mais l'une et l'autre opération se réduisent au pur et simple dépassement: dépasser les conditions présentes vers leur changement ultérieur, dépasser l'objet présent vers une absence, c'est une même chose. L'homme construit des signes parce qu'il est signifiant dans sa réalité même et il est signifiant parce qu'il est dépassement dialectique de tout ce qui est simplement donné. **Ce que nous nommons liberté, c'est l'irréductibilité de l'ordre culturel à l'ordre naturel.**

Pour saisir le sens d'une conduite humaine, il faut disposer de ce que les psychiatres et les historiens allemands ont nommé «**compréhension**». Mais il ne s'agit là ni d'un don particulier, ni d'une faculté spéciale d'intuition: **cette connaissance est simplement le mouvement dialectique qui explique l'acte par sa signification terminale à partir de ses conditions de départ.**
Elle est originellement progressive. Je comprends le geste d'un camarade qui se dirige vers la fenêtre à partir de la situation matérielle où nous sommes tous deux: c'est, par exemple, qu'il fait trop chaud. Il va nous « donner de l'air ». Cette action n'est pas inscrite dans la température, elle n'est pas « déclenchée » par la chaleur comme par un «stimulus » provoquant des réactions en chaîne: il s'agit d'une conduite synthétique qui unifie sous mes yeux le champ pratique où nous sommes l'un et l'autre en s'unifiant elle-même; les mouvements sont neufs, ils s'adaptent à la situation, aux obstacles particuliers: c'est que les montages appris sont des schèmes moteurs *abstraits* et insuffisamment déterminés, ils se déterminent dans l'unité de l'entreprise: il faut écarter cette table; après cela, la fenêtre est à battants, à guillotine, à glissière ou peut-être - si nous sommes à l'étranger - d'une espèce qui nous est encore inconnue. De toute manière, pour dépasser la succession des gestes et percevoir l'unité qu'ils se donnent, il faut que je ressente moi-même l'atmosphère surchauffée comme un besoin de fraîcheur, comme un appel d'air, c'est-à-dire que je sois moi-même le dépassement vécu de notre situation matérielle. Dans la pièce, portes et fenêtres ne sont jamais tout à fait des réalités passives: le travail des autres leur a donné leur sens, en a fait des instruments, des possibilités *pour un autre* (quelconque). Cela signifie que je les ***comprends*** déjà comme des structures instrumentales et comme des produits d'une activité dirigée. Mais le mouvement de mon camarade explicite les indications et les désignations cristallisées dans ces produits; son comporte-ment me révèle le champ pratique comme un « espace hodologique » et inversement les indications contenues dans les ustensiles deviennent le sens cristallisé qui me permet de comprendre l'entreprise. Sa conduite unifie la pièce et la pièce définit sa conduite.
II s'agit si bien là d'un dépassement enrichissant *pour nous deux* que cette conduite, au lieu de s'éclairer d'abord par la situation matérielle, peut me la révéler: absorbé dans un travail en collaboration, dans une discussion, j'avais ressenti la chaleur comme un malaise confus et innommé; dans le geste de mon camarade, je vois à la fois son intention pratique et le sens de mon malaise.

Le mouvement de la compréhension est simultanément progressif (vers le résultat objectif) et régressif (je remonte vers la condition originelle).
Au reste c'est l'acte lui-même qui définira la chaleur comme intolérable: si nous ne levons pas le doigt, c'est que la température peut se supporter. Ainsi l'unité riche et complexe de l'entreprise naît de la condition la plus pauvre et se retourne sur elle pour l'éclairer. En même temps d'ailleurs mais dans une autre dimension, mon camarade se révèle par son comportement:
-s'il s'est levé posément avant de commencer le travail ou la discussion pour entrouvrir la fenêtre, ce geste renvoie a des objectifs plus généraux (volonté de se montrer méthodique, de jouer le rôle d'un homme ordonné ou réel amour de l'ordre); il apparaîtra bien différent s'il se dresse en sursaut tout à coup pour ouvrir la croisée au grand large, comme s'il suffoquait.
Et cela aussi, pour que je le comprenne, il faut que mes propres conduites dans leur mouvement projectif me renseignent sur ma profondeur, c'est-à-dire sur mes objectifs les plus vastes et sur les conditions qui correspondent au choix de ces objectifs. Ainsi **la *compréhension* n'est pas autre chose que ma vie réelle,** c'est-à-dire **le mouvement totalisateur qui ramasse mon prochain, moi-même et l'environnement dans l'unité synthétique d'une objectivation en cours.**
Précisément parce que nous sommes *projet*. la compréhension peut être entièrement régressive. Si nous n'avons ni l'un ni l'autre pris conscience de la température, un tiers, venant à entrer, dira certainement:
« Leur discussion les absorbe tellement qu'ils sont en train d'étouffer. »
Cette personne a, dès son entrée dans la pièce, vécu la chaleur comme un besoin, comme une volonté d'aérer, de rafraîchir; du coup la fenêtre close a pris pour elle une signification: non parce qu'on allait l'ouvrir mais tout au contraire parce qu'on ne l'avait pas ouverte. La chambre close et surchauffée lui révèle un acte qui n'a pas été fait (et qui était indiqué comme possibilité permanente par le travail déposé dans les ustensiles présents). Mais cette absence, cette objectivation du non-être ne trouvera de vraie consistance que si elle sert de révélateur à une entreprise positive: à travers l'acte à faire et non fait, ce témoin découvrira la passion que nous avons mise à discuter. Et s'il nous appelle en riant: « rats de bibliothèque », il trouvera des significations plus générales encore à notre conduite et nous éclairera dans notre profondeur. Parce que nous sommes des hommes et que nous vivons dans le monde des hommes, du travail et des conflits, tous les objets qui nous entourent sont des signes.

Ils indiquent par eux-mêmes leur mode d'emploi et masquent à peine le projet réel de ceux qui les ont faits tels *pour nous* et qui s'adressent à nous à travers eux; mais leur ordonnance particulière en telle ou telle circonstance nous retrace une action singulière, un projet, un événement. Le cinéma a tant usé de ce procédé qu'il en est devenu un poncif: on montre un souper qui commence et puis on coupe; quelques heures plus tard, dans la pièce solitaire, des verres renversés, des bouteilles vides, des bouts de mégots jonchant le sol indiqueront à eux seuls que les convives se sont enivrés. Ainsi les significations viennent de l'homme et de son projet mais elles s'inscrivent partout dans les choses et dans l'ordre des choses.
Tout, à tout instant, est toujours signifiant et les significations nous révèlent des hommes et des rapports entre les hommes à travers les structures de notre société. Mais ces significations ne nous apparaissent que dans la mesure où nous sommes nous-mêmes signifiants.
Notre compréhension de l'Autre n'est jamais contemplative: ce n'est qu'un moment de notre *praxis,* une manière de vivre, dans la lutte ou dans la connivence, la relation concrète et humaine qui nous unit à lui. Parmi ces significations, il en est qui nous renvoient à une situation vécue, à une conduite, à un événement collectif: ce serait le cas, si l'on veut, de ces verres brisés qui sont chargés, sur l'écran, de nous retracer l'histoire d'une soirée d'orgie. D'autres sont de simples indications: une flèche sur un mur, dans un couloir du métro. D'autres se réfèrent à des « collectifs ». D'autres sont des symboles: la réalité signifiée est présente en elles, comme la nation - dans le drapeau. D'autres sont des déclarations d'ustensilité; des objets se proposent à moi comme *moyens* - un passage clouté, un abri, etc. D'autres, qu'on saisit surtout - mais pas toujours - à travers les conduites visibles et actuelles des hommes réels, sont tout simplement des fins. Il faut rejeter résolument le prétendu « positivisme » qui imprègne le marxiste d'aujourd'hui et qui le pousse à nier l'existence de ces dernières significations. La mystification suprême du positivisme, c'est qu'il prétend aborder l'expérience sociale sans *a priori* alors qu'il a décidé au départ de nier une de ses structures fondamentales et de la remplacer par son contraire. Il était légitime que les sciences de la nature se délivrassent de l'anthropomorphisme qui consiste à prêter aux objets inanimés des propriétés humaines. :Mais il est parfaitement absurde d'introduire par analogie le mépris de l'anthropomorphisme dans l'anthropologie : que peut-on faire de plus exact, de plus rigoureux quand on étudie l'homme que de lui *reconnaître des propriétés humaines?*

La simple inspection du champ social aurait dû faire découvrir que le rapport aux fins est une structure permanente des entreprises humaines et que c'est *sur ce rapport* que les hommes réels apprécient les actions, les institutions ou les établissements économiques. On aurait dû constater alors que notre compréhension de l'autre se fait nécessairement par les fins. Celui qui regarde, de loin, un homme au travail et qui dit: « Je ne comprends pas ce qu'il fait », l'illumination lui viendra quand il pourra unifier les moments disjoints oints de cette activité grâce à la prévision du résultat visé**. Mieux encore pour lutter, pour déjouer l'adversaire, il faut disposer de plusieurs systèmes de fins à la fois.** On donnera à une feinte sa véritable finalité (qui est, par exemple, d'obliger *le* boxeur a remonter sa garde si l'on découvre et rejette à la fois sa finalité prétendue (lancer un direct du gauche à l'arcade sourcilière).
Les doubles, triples systèmes de fins qu'utilisent les autres conditionnent aussi rigoureusement notre activité que nos fins propres; un positiviste qui, dans la vie pratique, conserverait son daltonisme téléologique ne pourrait vivre longtemps.
Il est vrai que dans une société tout entière aliénée où « le capital apparaît de plus en plus comme une puissance sociale dont le capitaliste est le fonctionnaire », les fins manifestes peuvent masquer la nécessité profonde d'une évolution ou d'un mécanisme monté.
Mais même alors la fin comme signification du projet vécu d'un homme ou d'un groupe d'hommes demeure réelle, dans la mesure même où, comme dit Hegel, l'apparence en tant qu' apparence possède une réalité; il conviendra donc, dans ce cas aussi bien que dans les précédents, de déterminer son rôle et son efficacité pratique. Je montrerai plus loin comment la stabilisation des prix sur un marché concurrentiel, *réifie* la relation du vendeur et de l'acheteur. Politesses, hésitations, marchandages, tout cela est désamorcé, récusé puisque les jeux sont faits; et pourtant chacun de ces *gestes* est vécu par son auteur comme un acte; nul doute que cette activité ne tombe dans le domaine de la pure représentation. Mais la possibilité permanente qu'une fin soit transformée en illusion caractérise le champ social et les modes de l'aliénation: elle n'ôte pas à la fin sa structure irréductible.
Mieux *encore,* les notions d'aliénation et de mystification n'ont précisément de sens que dans la mesure ou elles volent les fins et les disqualifient.

Il y a donc deux conceptions qu'il faut se garder de confondre: la première, celle de nombreux sociologues américains et de certains marxistes français, substitue sottement aux données de l'expérience un causalisme abstrait ou certaines formes métaphysiques ou des concepts comme ceux de motivation, d'attitude ou de rôle qui n'ont de sens qu'en liaison avec une finalité; la seconde reconnaît l'existence des fins partout où elles se trouvent et se borne à déclarer que certaines d'entre elles peuvent être neutralisées au sein du processus de totalisation historique -. C'est la position du marxisme réel et de l'existentialisme. Le mouvement dialectique qui va du conditionnement objectif à l'objectivation permet, en effet, de comprendre que les fins de l'activité humaine ne sont pas des entités mystérieuses et surajoutées à l'acte lui-même: elles représentent simplement le dépassement et le maintien du donné dans un acte qui va du présent vers l'avenir; la fin, c'est l'objectivation elle-même, en tant que se constitue la loi dialectique d'une conduite humaine et l'unité de ses contradictions intérieures. Et la présence de l'avenir au coeur du présent ne surprendra pas si l'on veut bien considérer que la fin s'enrichit en même temps que l'action elle-même; elle dépasse cette action en tant qu'elle en fait l'unité mais le contenu de cette unité n'est jamais plus concret ni plus explicite que n'est au même instant l'entreprise unifiée. Si l'on se refuse à voir le mouvement dialectique originel dans l'individu et dans son entreprise de produire sa vie, de s' objectiver, il faudra renoncer à la dialectique ou en faire la loi immanente de l' Histoire.
On a vu ces deux extrêmes: parfois, chez Engels, la dialectique explose, les hommes se heurtent comme des molécules physiques, la résultante de toutes ces agitations contraires, c'est une *moyenne:* seulement un résultat moyen ne peut devenir à lui tout seul appareil ou procès, il s'enregistre passivement, il ne s'impose pas, au lieu que le capital « comme puissance sociale aliénée, autonome, en tant qu'objet et en tant que puissance du capitaliste *s'oppose* à la société par l'entremise de cet objet» *(Das Katpital,* t. III, p. 293) ; pour éviter le résultat moyen et le fétichisme stalinien des statistiques, des marxistes non communistes ont préféré dissoudre l'homme concret dans les objets synthétiques,étudier les **contradictions** et les mouvement des collectifs en tant que tels: ils n'y ont rien gagné, la finalité se réfugie dans les concepts qu'ils empruntent ou qu'ils forgent, la bureaucratie devient une personne, avec ses entreprises, ses projets, etc., elle a attaqué la démocratie hongroise (autre personne) parce qu'elle ne pouvait pas tolérer... et dans l'intention de... etc. On échappe au déterminisme scientiste pour tomber dans l'idéalisme absolu.

En vérité le texte de Marx montre qu'il avait admirablement compris la question: « **le capital s'oppose à la société, dit-il. Et pourtant c'est une puissance sociale. La contradiction s'explique par le fait qu'il est devenu *objet*. Mais cet objet qui n'est pas « moyenne sociale» mais au contraire « réalité antisociale » ne se maintient comme tel que dans la mesure où il est soutenu et dirigé par la puissance réelle et active *du capitaliste* (lequel, à son tour, est entièrement possédé par l'objectivation aliénée de sa propre puissance car celle-ci fait l'objet d'autres dépassements par d'autres capitalistes).**
Ces rapports sont moléculaires parce qu'il n'y a que des individus et des relations singulières entre eux (opposition, alliance, dépendance, etc.) ; mais ils ne sont pas mécaniques parce qu'il ne s'agit *en aucun cas* du heurt de simples inerties: dans l'unité même de sa propre entreprise, chacun dépasse pore à titre de moyen (et vice versa) chaque couple de relations unificatrices est à son tour dépassé par l'entreprise d'un tiers. Ainsi, à chaque niveau se constituent des hiérarchies de fins enveloppantes et enveloppées, dont les premières volent la signification des dernières et dont les dernières visent à faire éclater les premières. Chaque fois que l'entreprise d'un homme ou d'un groupe d'hommes devient objet pour d'autres hommes qui la dépassent vers leurs fins et pour l'ensemble de la société, cette entreprise garde sa finalité comme son unité réelle et elle devient pour ceux mêmes qui la font un objet extérieur (on verra plus loin certaines conditions générales de cette aliénation) qui tend à les dominer et à leur survivre.
«Ainsi se constituent des systèmes, des appareils, des instruments qui sont en même temps des objets réels possédant des bases matérielles d'existence et des *processus* qui poursuivent - dans la société et souvent contre elle - des fins qui ne sont plus celles de personne, mais qui, comme objectivation aliénante de fins réellement poursuivies, deviennent l'unité objective et totalisante des *objets collectifs*. Le procès du capital n'offre cette rigueur et cette nécessité que dans une perspective qui fait de lui non point une structure sociale ni un régime mais un appareil matériel dont le mouvement impitoyable est l'envers d'une infinité de *dépassements* unificateurs.

Il conviendra donc de recenser dans une société donnée les fins vivantes qui correspondent à l'effort propre d'une personne, d'un groupe ou d'une classe et les finalités impersonnelles, sous-produits de notre activité qui tirent leur unité d'elle et qui finissent par devenir l'essentiel, par imposer leurs cadres et leurs lois, à toutes nos entreprises »

Le champ social est plein d'actes sans auteur, de constructions sans constructeur: si nous redécouvrons en l'homme son humanité véritable, c'est-à-dire le pouvoir de faire l' Histoire en poursuivant ses propres fins, alors, en période d'aliénation, nous verrons que l'inhumain se présente sous les allures de l'humain et que les « collectifs», perspectives de fuite à travers les hommes, retiennent en eux la finalité qui caractérise les relations humaines. Cela ne signifie pas, bien entendu, que tout soit finalité personnelle ou impersonnelle.

Les conditions matérielles imposent leur nécessité de fait: le fait est qu'il n'y a pas de charbon en Italie; toute l'évolution industrielle de ce pays, au XIXe et au XXe , dépend de cette donnée irréductible. Mais, Marx y a souvent insisté, les données géographiques (ou autres) ne peuvent agir que dans le cadre d'une société donnée, conformément à ses structures, à son régime économique, aux institutions qu'elle s'est données. Qu'est-ce que cela veut dire sinon que la nécessité de fait ne peut être saisie qu'à travers des constructions humaines? L'indissoluble unité des « appareils» - ces monstrueuses constructions sans auteur où l'homme se perd et qui lui échappent sans cesse – de leur fonctionnement rigoureux, de leur finalité renversée (qu'il faudrait, je crois, appeler *contre- finalité),* des nécessités pures ou « naturelles» et de la lutte furieuse des hommes aliénés, cette indissoluble unité doit apparaître à tout enquêteur qui veut comprendre le monde social. Ces objets sont devant ses yeux: avant de montrer les conditionnements infrastructurels, il doit s'imposer de les voir comme ils sont, sans négliger aucune de leurs structures; car il lui faudra rendre compte de tout, de la nécessité et de la finalité si étrangement emmêlées ; il faudra qu'il dégage à la fois des contre finalités qui nous dominent et qu'il montre les entreprises plus ou moins concertées qui les exploitent ou qui s'y opposent. Il prendra le donné tel qu'il se manifeste, avec ses fins visibles, avant même de savoir si ces fins expriment l'intention d'une personne réelle.

D'autant plus à l'aise qu'il dispose d'une philosophie, d'un point de vue, d'une base théorique d'interprétation et de totalisation, il s'imposera de les aborder dans un esprit d'empirisme absolu et les laissera se développer, livrer d'eux-mêmes leur sens immédiat, dans l'intention d'apprendre et non de retrouver. C'est dans ce libre développement que se trouvent les conditions et la première esquisse d'une ***situation*** de l'objet par rapport à l'ensemble social et de sa totalisation, à l'intérieur du processus historique ,au rôle de *signifié*.

Cela est vrai dans la mesure où, par exemple, le colonel en uniforme qui se rend à la caserne est *signifié* dans sa fonction et dans son grade par son vêtement et ses attributs distinctifs. De fait, je perçois le signe avant l'homme, je vois un colonel qui traverse la rue. Cela est vrai encore dans la mesure où le colonel entre dans son rôle et se livre devant ses subordonnés aux danses et aux mimiques qui signifient l'autorité. Danses et mimiques sont apprises; ce sont des significations qu'il ne produit pas lui-même et qu'il se borne à reconstituer. On peut étendre ces considérations aux costumes civils, au maintien. Le costume tout fait qu'on achète aux Galeries Lafayette est par lui-même une signification. Et, bien entendu, ce qu'il signifie c'est l'époque, la condition sociale, la nationalité et l'âge de celui qui le porte.
Mais il ne faut jamais oublier - sous peine de renoncer à toute compréhension dialectique du social que l'inverse est tout aussi vrai: la plupart de ces significations objectives, qui semblent exister toutes seules et qui se posent sur des hommes particuliers, ce sont aussi des hommes qui les ont créées. Et ceux-là mêmes qui les revêtent et les présentent aux autres, ils ne peuvent paraître signifiés *qu'en se faisant signifiants,* c'est-à-dire: en essayant de s'objectiver *à travers* les attitudes et les rôles que la société leur impose. Ici encore, les hommes ***font l' histoire*** sur la base de conditions antérieures. Toutes les significations sont reprises et dépassées par l'individu -Vers l'inscription dans les choses de sa propre signification totale; le colonel ne se fait colonel signifié que pour se signifier lui-même (c'est-à-dire une totalité qu'il estime plus complexe) ; le conflit Hegel-Kierkegaard trouve sa solution dans le fait que l'homme n'est ni signifié ni signifiant mais tout à la fois (comme l'absolu-sujet de Hegel mais en un autre sens) signifié-signifiant et signifiant-signifié.
Et de conclure :
Depuis Kierkegaard, un certain nombre d'idéologues, dans leur effort pour distinguer l'être du savoir, ont été amenés à mieux décrire ce que nous pourrions appeler la « région ontologique»des existences. Sans préjuger des avancées de la psychologie animale et de la psycho biologie, il va de soi que la présence-au-monde décrite par ces idéologues caractérise un secteur – ou peut-être même l'ensemble - du monde animal. mais, dans cet idéologie » de l'existence.univers vivant, l'homme occupe pour nous une place privilégiée. D'abord parce qu'il peut être historique 4, c'est-à-dire se définir sans cesse par sa propre praxis à travers les changements subis ou provoqués et leur intériorisation puis le dépassement même des relations intériorisées. Ensuite parce qu'il se caractérise comme l'existant que nous sommes. En ce cas le questionneur se trouve être précisément le questionné, ou, si l'on préfère, la réalité humaine est l'existant dont l'être est en question dans son être.

Il va de soi que cet « être-en-question » doit se prendre comme une détermination de la praxis et que la contestation théorique n'intervient qu'à titre de moment abstrait du processus total.
Au reste la connaissance même est forcément pratique: elle change le connu. Non pas au sens du rationalisme classique. Mais comme l'expérience, en microphysique, transforme nécessairement son objet.
En se réservant d'étudier, dans le secteur ontologique, cet existant privilégié (privilégié pour nous) qu'est l'homme, il va de soi que l'existentialisme pose lui-même la question de ses relations fondamentales avec l'ensemble des disciplines, . qu'on réunit sous le nom d'anthropologie. Et - bien que son champ d'application soit théoriquement plus large - il est l'anthropologie elle- même, en tant qu'elle cherche à se donner un fondement. Notons, en effet, que le problème est celui-là même que Husserl définissait à propos des sciences en général: la mécanique classique, par exemple, utilise l'es pace et le temps comme des milieux homogènes et continus mais elle ne s'interroge ni sur le temps, ni sur l'espace, ni sur le mouvement. De la même façon, les sciences de l'homme ne s'interrogent pas sur l'homme: elles étudient le développement et les relations des faits humains et l'homme apparaît comme un milieu signifiant déterminable par des significations)dans lesquel des faits particuliers (structures d' une société groupe, évolution des institutions, etc.) se constituent. Ainsi, quand nous supposerions que l'expérience nous aurait donné la collection complète des faits concernant un groupe quelconque et que les disciplines anthropologiques auraient relié ces faits par des rapports objectifs et rigoureusement définis, la « réalité humaine » ne nous serait pas plus accessible, en tant que telle, que l'espace de la géométrie ou de la mécanique, par cette raison fondamentale que la recherche ne vise pas à la dévoiler mais à constituer des lois et à mettre au jour des relations fonctionnelles ou des processus.
Mais, dans la mesure où l'anthropologie, à un certain moment de son développement, s'aperçoit qu'elle nie l' homme (par refus systématique de l'anthropomorphisme) ou qu'elle le présuppose (comme l'ethnologue le fait à chaque instant), elle réclame implicitement de savoir quel est l'être de la réalité humaine. Entre un ethnologue ou un sociologue - pour qui l' histoire n'est trop souvent que le mouvement qui dérange les lignes - et un historien - pour qui la permanence même des structures est perpétuel changement - la différence essentielle et l'opposition tirent beaucoup moins leur origine de la diversité de méthodes que d'une contradiction plus profonde qui touche au sens même de la réalité humaine.

Si l'anthropologie doit être un tout organisé, elle doit surmonter cette contradiction - dont l' origine ne réside pas dans un Savoir mais dans la réalité elle-même - et se constituer d'elle-même comme anthropologie structurelle et historique.
Cette tâche d'intégration serait facile si l'on pouvait mettre au jour quelque chose comme une essence humaine, c'est-à-dire un ensemble fixe de déterminations à partir desquelles on pourrait assigner une place définie aux objets étudiés.
Mais, l'accord est fait sur ce point entre la plupart des chercheurs, la diversité des groupes - envisagés du point de pue synchronique - et l'évolution diachronique des société interdisent de fonder l'anthropologie sur un savoir conceptuel. Il serait impossible de trouver une « nature humaine» commune aux Muria - par exemple - et à l'homme historique de nos sociétés contemporaines.
Mais inversement une communication réelle et, dans certaines situations, une compréhension réciproque s'établissent ou peuvent s'établir entre des existants aussi distincts (par exemple entre l' ethnologue et les jeunes Muria qui parlent de leur Gothul)
C'est pour tenir compte de ces deux caractères opposés (pas de nature commune, communication toujours possible) que le mouvement de l'anthropologie suscite à nouveau et sous une forme neuve « l' idéologie » de l'existence.univers vivant, l'homme occupe pour nous une place privilégiée. D'abord parce qu'il peut être historique 4, c'est-à-dire se définir sans cesse par sa propre praxis à travers les changements subis ou provoqués et leur intériorisation puis le dépassement même des relations intériorisées. Ensuite parce qu'il se caractérise comme l'existant que nous sommes. En ce cas le questionneur se trouve être précisément le questionné, ou, si l'on préfère, la réalité humaine est l'existant dont l'être est en question dans son être. Il va de soi que cet « être-en-question » doit se prendre comme une détermination de la praxis et que la contestation théorique n'intervient qu'à titre de moment abstrait du processus total.
Celle-ci, en effet, considère que la réalité humaine, dans la mesure où elle se fait, échappe au savoir direct.
Les déterminations de la personne n'apparaissent que dans une société qui se construit, sans cesse en assignant à chacun de ses membres un travail, un rapport au produit de son travail et des relations de production avec les autres membres, le tout dans un incessant mouvement de totalisation. Mais ces déterminations elles-mêmes sont soutenues, intériorisées et vécues (dans l'acceptation ou le refus) par un projet personnel qui a deux caractères fondamentaux: il ne peut en aucun cas se définir par des concepts; en ta,nt que projet humain il est toujours compréhensible (en droit sinon en fait).

Expliciter cette compréhension ne conduit nullement à trouver les notions abstraites dont la combinaison pourrait la restituer dans le Savoir conceptuel mais à reproduire soi-même le mouvement dialectique qui part des données subies et s'élève à l'activité signifiante. Cette compréhension qui ne se distingue pas de la praxis est à la fois l'existence immédiate (puisqu'elle se produit comme le mouvement de l'action) et le fondement d'une connaissance indirecte de l'existence (puisqu'elle comprend l'existence de l'autre).
Par connaissance indirecte, il faut entendre le résultat de la réflexion sur l'existence. Cette connaissance est indirecte en ce sens qu'elle est présupposée par tous les concepts de l'anthropologie, quels qu'ils soient, sans faire elle-même l'objet de concepts. Quelle que soit la discipline envisagée, ses notions les plus élémentaires seraient incompréhensibles sans l'immédiate compréhension du projet qui les sous-tend, de la négativité comme base du projet, de la transcendance comme existence hors-de-soi en relation avec l'Autre-que-soi et l' Autre-que-l' homme, du dépassement comme médiation entre le donné subi et la signification pratique, du besoin enfin comme être-hors-de-soi-dans-le-monde d'un organisme pratique. Vainement cherche-t-on à la masquer par un positivisme mécaniste, par un « gestaltisme» chosiste: elle demeure et soutient le discours. **La dialectique elle-même - qui ne saurait faire l'objet des concepts, parce que son mouvement les engendre et les dissout tous,n'apparaît, comme Histoire et comme Raison historique, que sur le fondement de l'existence, car elle est par elle-même le développement de la praxis et la praxis est en elle-même inconcevable sans le besoin, la transcendance, et le projet.** L'utilisation même de ces vocables pour **désigner** l'existence dans les structures de son dévoilement, nous indique qu'elle est susceptible de dénotation .Mais le rapport du signe au signifié ne peut être conçu, ici, dans la forme d'une signification empirique: le mouvement signifiant - en tant que le langage est à la fois une attitude immédiate de chacun par rapport à tous et un produit humain - est lui-même projet. Cela signifie que le projet existentiel sera dans le mot qui le dénotera, non comme le signifié - qui, par principe, est dehors - mais comme son fondement originel et sa structure même. Et, sans doute, le mot même de langage a une signification conceptuelle: une partie du langage peut désigner le tout conceptuellement. Mais le langage n'est pas dans le mot comme la réalité qui fonde une totale nomination; c'est plutôt le contraire et tout mot est tout le langage. Le mot « projet » désigne originellement une certaine attitude humaine (on « fait » des projets) qui suppose comme son fondement le projet, structure existentielle et ce mot, en tant que mot, n'est lui-même possible que comme effectuation particulière de la réalité humaine en tant qu'elle est projet.

En ce sens il ne manifeste par lui-même le projet dont il émane qu'à la façon dont la marchandise retient en elle et nous renvoie le travail humain qui l'a produite.,
Cependant il s'agit ici d'un processus parfaitement rationnel: en effet le mot, bien qu'il désigne régressivement son acte, renvoie à la compréhension fondamentale de la réalité humaine en chacun et en tous; et cette compréhension, toujours actuelle, est donnée dans toute praxis (individuelle et collective) quoique dans une forme non systématique. Ainsi les mots - même ceux qui ne tentent pas de renvoyer régressivement à l'acte dialectique fondamental - contiennent une indication régressive qui renvoie à la compréhension de cet acte.
Et ceux qui tentent de dévoiler explicitement les structures existentielles se bornent à dénoter régressivement l'acte réflexif en tant qu'il est une structure de l'existence et une opération pratique que l'existence effectue sur elle-même. L'irrationalisme originel de la tentative kierkegaardienne disparaît entièrement pour faire place à l'anti-intellectualisme. Le concept, en effet, vise l'objet (que cet objet soit hors de l'homme ou en lui) et, précisément pour cela, il est Savoir intellectuel . Dans le langage, autrement dit, l'homme se désigne en tant qu'il est l'objet de l'homme. Mais dans l'effort pour retrouver la source de tout signe et par conséquent, de toute objectivité, le langage se retourne sur lui-même pour indiquer les moments d' une compréhension perpétuellement en acte puisqu'elle n'est rien d'autre que l'existence elle-même. En donnant des noms à ces moments, on ne les transforme pas en Savoir - puisque celui-ci concerne l'interne et ce que nous appellerons plus loin le pratico-inerte - mais on jalonne l'actualisation compréhensive par des indications qui renvoient simultanément à la pratique réflexive et au contenu de la réflexion compréhensive. Besoin, négativité, dépassement, projet, transcendance forment en effet une totalité synthétique où chacun des moments désignés contient tous les autres. Ainsi l'opération réflexive - en tant qu'acte singulier et daté- peut être indéfiniment répétée. Par là même, la dialectique s'engendre indéfiniment tout entière dans chaque processus dialectique, qu'il soit individuel ou collectif.
Mais cette opération réflexive n'aurait nul besoin d'être répétée et se transformerait en un savoir formel si son contenu pouvait exister par soi-même et se séparer des actions concrètes, historiques et rigoureusement définies par la situation. Le véritable rôle des « idéologies de l'existence » n'est pas de décrire une abstraite« réalité humaine » qui n'a jamais existé, mais de rappeler sans cesse à l'anthropologie la dimension existentielle des processus étudiés. **L'anthropologie n'étudie que des objets. Or, l' homme est l'être par qui le devenir-objet vient à l'homme.**
L'anthropologie ne méritera son nom que si elle substitue à l'étude des objets humains celle des différents processus du devenir-objet.

Son rôle est de fonder son savoir sur le non-savoir rationnel et compréhensif, c'est-à-dire que la totalisation historique ne sera possible que si l'anthropologie se comprend au lieu de s'ignorer. Se comprendre, comprendre l'autre, exister, agir: un seul et même mouvement qui fonde la connaissance directe et conceptuelle sur la connaissance indirecte et compréhensive, mais sans jamais quitter le concret, c'est-à-dire l'histoire ou, plus exactement, qui comprend ce qu'il sait.
Cette perpétuelle dissolution de l'intellection dans la compréhension et, inversement, la perpétuelle redescente qui introduit la compréhension dans l'intellection comme dimension de non-savoir rationnel au sein du savoir, c'est l'ambiguïté même d'une discipline dans laquelle le questionneur, la question et le questionné ne font qu'un.
Ces considérations permettent de comprendre pourquoi nous pouvons à la fois nous déclarer en accord profond avec la philosophie marxiste et maintenir provisoirement l'autonomie de l'idéologie existentielle. Il n'est pas douteux en effet que le marxisme apparaisse aujourd'hui comme la seule anthropologie possible qui doive être à la fois historique et structurelle, C est la seule en même temps, qui prenne l'homme dans sa totalité , c'est-à-dire à partir de la matérialité de sa condition. Nul ne peut lui proposer un autre point de départ car ce serait lui offrir un autre homme comme objet de son étude.
C'est à l'intérieur du mouvement de pensée marxiste que nous découvrons une faille, dans la mesure où, en dépit de lui-même, le marxisme tend à éliminer le questionneur de son investigation et à faire du questionné l'objet d'un Savoir absolu. Les notions même qu'utilise la recherche marxiste pour décrire notre société historique exploitation, aliénation, fétichisation, réification, etc. - sont précisément celles qui renvoient le plus immédiatement aux structures existentielles. La notion même de praxis et celle de dialectique - inséparablement liées - sont en contradiction avec l'idée intellectualiste d'un savoir. Et, pour arriver au principal, le travail, autant que reproduction par l'homme de sa vie, ne peut conserver aucun sens si sa structure fondamentale n'est pas de projeter. A partir de cette carence - qui tient à l'événement et non aux principes mêmes de la doctrine l'existentialisme, au sein du marxisme et partant des mêmes données, du même Savoir, doit tenter à son tour - fût-ce à titre d'expérience – le déchiffrement dialectique de l'histoire. Il ne remet rien en question, sauf un déterminisme mécaniste qui n'est précisément pas marxiste et qu'on a introduit du dehors dans cette philosophie totale. Il veut, lui aussi, situer l'homme dans sa classe et dans les conflits qui l' opposent aux autres classes à partir du mode et des relations de production.

Mais il peut tenter cette « situation », à partir de l'existence, c'est-à-dire de la compréhension: il se fait questionner et question en tant que questionneur; il n'oppose pas, comme Kierkegaard à Hegel, la singularité irrationnelle de l'individu au Savoir universel.
Mais il veut dans le Savoir même et dans l'universalité des concepts réintroduire l'indépassable singularité de l'aventure humaine.
Ainsi la compréhension de l'existence se présente comme le fondement humain de l'anthropologie marxiste. Toutefois, en ce domaine, il faut se garder d'une contusion lourde de conséquences.
En effet, dans l'ordre du Savoir, les connaissances de principe ou les fondements d'un édifice scientifique, même lorsqu'elles sont apparues - ce qui est ordinairement le cas postérieurement aux déterminations empiriques, sont exposées d'abord; et l'on déduit d'elles les déterminations du Savoir de la même manière que l'on construit un bâtiment après avoir assuré ses fondations. Mais c'est que le fondement lui- même est connaissance et si l'on peut en déduire certaines propositions déjà garanties par l'expérience, c'est qu'on l'a induit à partir d'elles comme l' hypothèse la plus générale.
Par contre le fondement du marxisme, comme anthropologie historique et structurelle, c'est l' homme même, en tant que l'existence humaine et la compréhension de l' humain ne sont pas séparables. Historiquement, le Savoir marxiste produit son fondement à un certain moment de son développement et ce fondement se présente masqué: il n'apparaît pas comme les fondations pratiques de la théorie mais comme ce qui repousse par principe toute connaissance théorique.
Ainsi la singularité de l'existence se présente chez Kierkegaard comme ce qui, par principe, se tient en dehors du système hégélien (c'est-à-dire du Savoir total), comme ce qui ne peut aucunement se penser mais seulement se vivre dans l'acte de foi. La démarche dialectique de la réintégration de l'existence non sue au coeur du Savoir comme fondement ne pouvait alors être tentée puisque les attitudes en présence – Savoir idéaliste, existence spiritualiste - ne pouvaient Prétendre ni l'une ni l'autre à l'actualisation concrète. Ces deux termes esquissaient dans l'abstrait la contradiction future.
Et le développement de la connaissance anthropologique ne pouvait conduire alors à la synthèse de ces positions formelles: le mouvement des idées – comme le mouvement de la société - devait produire d'abord le marxisme comme seule forme possible d'un Savoir réellement concret.
Et,. comme nous l'avons marqué au début, le marxisme de Marx, en marquant l'opposition dialectique de la connaissance et de l'être, contenait à titre implicite l'exigence d'un fondement existentiel de la théorie. Au reste, pour que des notions comme la réification ou l'aliénation prennent tout leur sens, il eût fallu que le questionneur et le questionné ne fassent qu'un.

Que peuvent être les relations humaines pour que ces relations puissent apparaître dans certaines sociétés définies comme les relations des choses entre elles?
Si la réification des rapports humains est possible, c'est que ces rapports, même réifiés, sont principiellement distincts des relations de chose.
Que doit être l'organisme pratique qui reproduit sa vie par le travail, pour que son travail et, finalement, sa réalité même soient aliénés, c'est-à-dire reviennent sur lui pour le déterminer en tant qu'autres?
Mais le marxisme, né de la lutte sociale, devait, avant de revenir sur ces problèmes, assumer pleinement son rôle de philosophie pratique, c'est-à-dire de théorie éclairant la praxis sociale et politique. Il en résulte un manque profond à l'intérieur du marxisme contemporain, c'est à-dire que l'usage des notions précitées - et de bien d'autres - renvoie à une compréhension de la réalité humaine qui fait défaut.
Et ce manque n'est pas - comme certains marxistes le déclarent aujourd'hui - un vide localisé, un trou dans la construction du Savoir: il est insaisissable et partout présent, c'est une anémie généralisée.
Nul doute que cette anémie pratique devienne une anémie de l' homme marxiste - c'est-à-dire de nous, hommes du XXe siècle, en tant que le cadre indépassable du Savoir est le marxisme et **en tant que ce marxisme éclaire notre praxis individuelle et collective, donc nous détermine dans notre existence.** Vers 1949, de nombreuses affiches ont couvert les murs de Varsovie: « La tuberculose freine la production. »
Elles tiraient leur origine de quelque décision du gouvernement et cette décision partait d'un bien bon sentiment. Mais leur contenu marque plus évidemment que n'importe quel autre, à quel point l'homme est éliminé d'une anthropologie qui se veut pur savoir. La tuberculose est objet d'un Savoir pratique: le médecin la connaît pour la guérir; le parti détermine son importance en Pologne par des statistiques.
Il suffira de relier celles-ci par des calculs aux statistiques de production (variations quantitatives de la production dans chaque ensemble industriel en proportion du nombre des cas de tuberculose) pour obtenir une loi du type y = f(x) où la tuberculose joue le rôle de variable indépendante. Mais cette loi, celle même qu'on pouvait lire sur ces affiches de propagande, en éliminant totalement le tuberculeux, en lui refusant jusqu'au rôle élémentaire de médiateur entre la maladie et le nombre des produits usinés, révèle une aliénation nouvelle et double: dans une société socialiste, à un certain moment de sa croissance, le travailleur est aliéné à la production; dans l'ordre théorico - pratique le fondement humain de l'anthropologie est englouti par le Savoir.

C'est précisément cette expulsion de l' homme, son exclusion du Savoir marxiste, qui devait produire une renaissance de la pensée existentialiste en dehors de la totalisation historique du Savoir.
La science humaine se fige dans l'inhumain et la réalité-humaine cherche à se comprendre hors de la science. Mais, cette fois, l'opposition est de celles qui exigent directement leur dépassement synthétique.
Le marxisme dégénérera en une anthropologie inhumaine s'il ne réintègre en soi l'homme même comme son fondement. mais cette compréhension, qui n'est autre que l'existence elle-même, se dévoile à la fois par le mouvement historique du marxisme, par les concepts qui l'éclairent indirectement (aliénation, etc.) et à la fois par les nouvelles aliénations qui naissent des contradictions de la société socialiste et qui lui relèvent
son délaissement. c'est-à-dire l' incommensurabilité de l'existence et du Savoir pratique. **Il ne peut se penser qu'en termes marxistes et se comprendre que comme existence aliénée, que comme réalité-humaine chosifiée**. Le moment qui dépassera cette opposition doit réintégrer la compréhension dans le Savoir comme son fondement non théorique.
En d'autres termes, le fondement de **l'anthropologie** c'est l' homme lui-même, non comme objet du Savoir pratique mais comme organisme pratique produisant le Savoir comme un moment de sa praxis.
Et la réintégration de l'homme, comme existence concrète, au sein d'une anthropologie, comme son soutien constant, apparaît nécessairement comme une étape de « devenir-monde» de la philosophie. En ce sens le fondement de l'anthropologie ne peut la précéder (ni historiquement ni logiquement): **si l'existence précédait dans sa libre compréhension d'elle-même la connaissance de l'aliénation ou de l'exploitation, il faudrait supposer que le libre développement de l'organisme pratique a précédé historiquement sa déchéance et sa captivité présentes (et quand cela serait établi, cette préséance historique ne nous avancerait guère dans notre compréhension puisque l'étude rétrospective de sociétés disparues se fait aujourd'hui dans l'éclairage des techniques de restitution et à travers les aliénations qui nous enchaînent).** Ou, si l'on s'en tient à une priorité logique, il faudrait supposer que la liberté du projet pourrait se retrouver dans sa réalité plénière sous les aliénations de notre société et qu'on pourrait passer dialectiquement de l' existence concrète et comprenant sa liberté aux altération diverses qui la défigurent dans la société présente. Cette hypothèse est absurde: certes, on n'asservit l'homme que s'il est libre.

Mais pour l'homme historique qui se sait et se comprend, cette liberté pratique ne se saisit que comme condition permanente et concrète de la servitude, c'est-à-dire à travers cette servitude et par elle comme ce qui la rend possible, comme son fondement.
Ainsi le Savoir marxiste porte sur l'homme aliéné, mais s'il ne veut pas fétichiser la connaissance et dissoudre l' homme dans la connaissance de ses aliénations, il ne suffit pas qu'il décrive le procès du capital ou le système de la colonisation: il faut que le questionneur comprenne comment le questionné - c'est-à-dire lui-même existe son aliénation, comment il la dépasse et s'aliène dans ce dépassement même il faut que sa pensée même dépasse à chaque instant la contradiction intime qui unit la compréhension de l' homme-agent à la connaissance de l'homme-objet et qu'elle forge de nouveaux concepts, déterminations du Savoir qui émergent de la compréhension existentielle et qui règlent le mouvement de leurs contenus sur sa démarche dialectique. Diversement, la compréhension - comme mouvement vivant de l'organisme pratique - ne peut avoir lieu que ans une situation concrète, en tant que le Savoir théorique illumine et déchiffre cette situation.
Ainsi l'autonomie des recherches existentielles résulte nécessairement de la négativité des marxistes (et non du marxisme). Tant que la doctrine ne reconnaîtra pas son anémie, tant qu'elle fondera son Savoir sur **une métaphysique dogmatique (dialectique de la Nature) au lieu de l'appuyer sur la compréhension de l'homme vivant, tant qu'elle repoussera sous le nom d'irrationalisme les idéologies qui - comme l'a fait Marx - veulent séparer l'être du Savoir et fonder, en anthropologie, la connaissance de l'homme sur l'existence humaine, l'existentialisme poursuivra ses recherches.**
Cela signifie qu'il tentera d'éclairer les données du Savoir marxiste par les connaissances indirectes (c'est-à-dire, nous l'avons vu, par des mots qui dénotent régressivement des structures existentielles) et d'engendrer dans le cadre du marxisme une véritable connaissance compréhensive qui retrouvera l'homme dans le monde social et le suivra, dans sa praxis ou, si l'on préfère, dans le projet qui le jette vers les possibles sociaux à partir d'une situation définie.
Il apparaîtra donc comme un fragment du système, tombé hors du Savoir.
A partir du jour où la recherche marxiste prendra la dimension humaine (c'est-à-dire le projet existentiel) comme le fondement du Savoir anthropologique, l'existentialisme n'aura plus de raison d'être: absorbé, dépassé et conservé par le mouvement totalisant de la philosophie, il cessera d'être une enquête particulière pour devenir le fondement de toute enquête.

Les remarques que nous avons faites au cours du présent essai visent, dans la faible mesure de nos moyens, à hâter le moment de cette dissolution.

NOTES de l'auteur

1. La contradiction entre la réalité d'une fin et son inexistence objective apparaît tous les jours. Pour ne citer que l'exemple quotidien d'un combat singulier le boxeur qui, trompé par une feinte, lève sa garde pour se protéger les yeux poursuit réellement une fin; mais pour l'adversaire, qui veut le frapper à l'estomac, c'est-à-dire en soi ou objectivement, cette fin devient le moyen et de porter son coup de poing-. En se faisant sujet, le boxeur maladroit s'est réalisé comme objet. Sa fin est devenue complice de celle de l'adversaire. Elle est fin et moyen à la fois. On verra dans la Critique de la Raison dialectique que « l'atomisation des foules» et la récurrence contribuent l'une et l'autre à retourner les fins contre ceux qui les posent.

2 La Peste noire a fait monter les salaires agricoles en Angleterre. Elle a donc obtenu ce que pouvait seule obtenir une action concertée des paysans (d'ailleurs inconcevable à l'époque). D'où vient cette efficacité humaine d'un fléau? C'est que sa place, son étendue, ses victimes sont décidées d'avance par le régime: les propriétaires fonciers sont à l'abri dans leurs châteaux; la foule des paysans est le milieu rêvé pour la propagation du mal. La Peste n'agit que comme une exagération des rapports de classe; elle choisit: elle frappe la misère elle épargne les riches.

Mais le résultat de cette finalité renversée rejoint celui que voulaient atteindre les anarchistes (quand ils comptaient sur le malthusianisme ouvrier pour provoquer la hausse des salaires) : la pénurie de main-d'oeuvre - résultat synthétique et collectif oblige les barons à payer plus cher. Les populations ont eu bien raison de personnaliser ce fléau, de l'appeler « la Peste ». Mais son unité reflète, à l'envers, l'unité déchirée de la société anglaise.

3 Il est de mode, aujourd'hui, dans une certaine philosophie, de réserver aux institutions (prises au sens le plus large) la fonction signifiante et de réduire l'individu(sauf en quelques cas exceptionnels)

4. Il ne faudrait pas définir l'homme par l'historicité **- puisqu'il y a des sociétés sans histoire** - mais par la possibilité permanente de vivre hisitoriquement les ruptures qui bouleversent parfois les sociétés de répétition. Cette définition est nécessairement a posieriori, c'est-à. dire qu'elle naît au sein d'une société historique et qu'elle est en elle-même le résultat de transformations sociales.

Mais elle revient s'appliquer sur les sociétés sans histoire de la même manière que l'histoire elle-même revient sur celles-ci pour les transformer - d'abord, par l'extérieur et ensuite, dans et par l'intériorisation de l'extériorité.

5. **Dans une anthropologie rationnelle, elles pourraient être coordonnées et intégrées.**

6-il ne s'agit pas de nier la priorité fondamentale du besoin; nous le citons en dernier, au contraire, pour marquer qu'i! résume en lui toutes les structures existentielles. Dans son plein développement le besoin est transcendance et négativité (négation de négation en tant qu'i! se produit comme manque cherchant à se nier) donc dépassement-vers (projet rudimentaire).

7. Et cela doit être d'abord - dans notre société-sous forme de fétichisation du mot.

L'erreur serait, ici, de croire que la compréhension renvoie au subjectif. Car subjectif et objectif sont deux caractères opposés et complémentaires de l'homme en tant qu' objet de savoir. **En fait, il s'agit de l'action elle-même en tant qu'elle est action,** c'est-à-dire distincte par principe des résultats (objectifs et subjectifs) qu'elle **engendre.**

Marx: Das kapital, III, t. 1, p. 293.

le matérialisme historique

Le mouvement communiste par ses outils spécifiques d'analyse a ressenti les effets de ce fatalisme métaphysique sur les comportements sociaux mais est incapable d'y opposer une dialectique matérialiste cohérente . D'autant que dans la patrie du «socialisme réel» à la mort de Staline ,le stalinisme est vidé de son substratum scientifique par les «révélations» des «Ukases» de la politique stalinienne sur les travaux scientifiques. Pour pallier le vide laissé par des données scientifiques politiquement erronées sur la réalité «socialiste» les mouvements européens tentent de faire une synthèse des deux corps épistémologiques dominants (marxisme et structuralisme),synthèse «positiviste» qui confirmerait l'analyse marxiste comme une possibilité de syncrétisme.

C'est ce que définit Lucien SEVE dans «Marxisme et théorie de la personnalité»

Formes d'individualité et théorie de l'individu. Lucien SEVE

Le point dont nous partons, et qui marque par rapport à tout humanisme philosophique, à tout idéalisme psychologique un point de non-retour, **c'est la découverte capitale consignée dans la *VIe Thèse sur Feuerbach:* l'extériorité et si l'on peut dire l'étrangeté de l'essence humaine par rapport à l'individu isolé, à la forme psychologique.**

La base de la personnalité n'est pas une personnalité de base. Les rapports sociaux ne sont pas des modèles culturels, des comportements - types, des formes de conscience, etc., mais des positions objectives qu'occupent les hommes dans le système de la production, de la propriété, de la distribution sociales. Le capitalisme, par exemple, ce n'est pas l'esprit d'entreprise « la soif du profit» l'éthique protestante, etc., mais un ensemble de rapports objectifs étrangers en eux-mêmes aux processus psychologiques et aux représentations idéologiques dont ils sont le support, irréductibles à des « rôles » individuels et à des « mentalités» collectives.

Quitte à rendre apparemment infranchissable le fossé entre le terrain d'une psychologie de la personnalité et celui des sciences sociales, y compris les sciences psychosociales, il faut pour commencer s'attacher à cette différence *qualitative* qui existe entre individu concret et ensemble des rapports sociaux, à l'absence de correspondance immédiatement visible et pensable de l'un aux autres.

Cela signifie, en particulier, qu'il faut être extraordinairement vigilant à l'égard des illusions dont risque toujours d'être porteuse l'idée même d'une psychologie sociale. Si des formes psychologiques se rencontrent, indubitablement, dans les réalités sociales objectives - par exemple les croyances et les sentiments sociaux, les formes psychologiques de la conscience de classe, etc. - cela ne tient pas du tout à une capacité qu'aurait la société de prendre originairement et mystérieusement la forme psychologique sans passer par le psychisme des individus concrets, mais tout au contraire à ce que la forme psychologique de l'individu concret se projette à son tour sur les données sociales. Il y a là un ensemble de déterminations dialectiques réciproques dans lesquelles on a toute chance de se perdre sans la boussole du **matérialisme historique.**

On semble croire souvent que le point de vue de la priorité foncière des formes sociales du psychisme et de la conscience sur les formes individuelles est par excellence un point de vue matérialiste, marxiste.

En réalité, si l'on s'en tient là, on est en plein idéalisme, puisqu'on attribue à la société comme telle la forme psychologique, c'est-à-dire qu'on la psychologise. Or si l'essence sociale des formes psychologiques est indépendante des individus, si les superstructures et les idéologies, tout comme les infrastructures, sont essentiellement non psychologiques, cela veut précisément dire que le fait qu'elles prennent aussi forme psychologique n'est pas d'origine sociale.

Pour paradoxal que cela puisse paraître à un matérialisme simpliste, c'est justement l'idée que la forme psychologique vient des individus à la société, et non l'inverse, qui exprime le point de vue véritablement matérialiste: il n'est originairement de psychisme que dans et par les individus concrets. Et sous ce rapport **l'opposition relative entre un sociologisme de la conscience collective à la Durkheim et un psychologisme de l'imitation sociale à la Tarde** se déroule tout entière à l'intérieur d'un idéalisme sociologique fondamental, dont le matérialisme historique est d'avance une réfutation décisive. Mais s'il n'est originairement de psychisme que dans et par les individus, le contenu et les formes de ce psychisme ne sont pas du tout originaires, mais socialement produits: c'est la société qui produit les formes et le contenu concrets du psychisme humain, mais elle ne les produit originairement que dans les individus concrets où la forme psychologique apparaît comme un effet de l'individualité, et c'est à partir des individus qu'elle se projette à son tour dans la société, s'y manifestant dès lors en tant que « psychisme social » dérivé, d'où résultent toutes sortes d'interactions secondes extraordinairement complexes avec les individus.

La psychologie sociale épistémologiquement naïve prend ces interactions de nième degré qui apparaissent à la surface des phénomènes comme l'essence d'emblée compréhensible des choses et s'enfonce sans recours dans l'idéalisme. C'est ce qui se produit par exemple dans l'anthropologie culturelle américaine lorsqu'elle tente de définir ce qu'elle appelle des institutions sociales **primaires** dont dériverait la personnalité de base et des institutions **secondaires** qui refléteraient à leur tour cette personnalité de base: comprenant les institutions sociales de façon psychologisée, elle ne peut évidemment pas établir correctement leur caractère primaire, c'est-à-dire matériel et objectif, et doit supposer une nature humaine comme fondement de l'ensemble, donc rester prisonnière de toutes les illusions idéalistes relatives à l'homme.

Or ce qu'il s'agit de comprendre, tout au contraire, c'est que les rapports sociaux ne sont à aucun degré des rapports inter subjectifs, et que pourtant, étrangers dans leur matérialité objective à la forme psychologique, mais n'en étant pas moins des rapports entre les hommes, ils déterminent des formes d'individualité au sein desquelles se produisent les individus concrets, où prend forme psychologique l'essence humaine.

Si l'on s'en tient fermement à cette vérité cardinale de la non-correspondance *immédiate* entre l'ensemble des rapports sociaux et l'individu isolé, donc entre formes sociales de l'individualité et forme psychologique de la personnalité, on est en état d'apercevoir le tracé réel de frontière entre les deux domaines scientifiques.

La théorie de l'individu concret, autrement dit de la personnalité, se distingue profondément de la théorie des formes générales de l'individualité, qui appartient aux sciences sociales, en ce qu'elle rencontre comme problème central, et en un sens unique, celui de la *forme psychologique* comme telle, celui de la *personnalité* à proprement parler, par exemple et notamment sur les points suivants:

la personnalité concrète se développe à partir d'un *support biologique* qui détermine certaines conditions dans lesquelles elle se produit en tant que formation historico-sociale, tout en lui devenant de plus en plus subordonné.

Ce support biologique est par définition absent dans les formes sociales d'individualité: ainsi le « conflit à la Faust» qui s'élève dans l'âme du capitaliste entre penchant à l'accumulation et penchant à la jouissance n'a aucunement sa source, en tant que contradiction caractéristique d'une formation sociale donnée, dans des besoins de l'individu concret, c'est lui au contraire qui induit dans la personnalité des capitalistes les motivations psychiques correspondantes.

Le fait que Sartre dans sa *Critique de la raison dialectique* reprenne cette analyse à Marx, sans s'y référer, et en la transcrivant dans une conceptualisation psychologique où l'ascétisme du capitalisme apparaît comme « une invention individuelle» suffit à montrer combien peu il a en réalité assimilé l'esprit du matérialisme historique avec lequel il se dit d'accord.

L'existence du support biologique fait apparaître sur le terrain de la science de la personnalité un ensemble de déterminations (par exemple, une base naturelle des besoins) et de différenciations (par exemple, selon les types nerveux) qui n'ont pas de répondant sur le terrain des formes sociales d'individualité.

En même temps, la personnalité concrète se trouve foncièrement marquée par les limitations qu'implique naturellement le ***fait général de l'individualité,*** abstraction faite de ses formes et de ses variations historiques: étroitesse du contenu de chaque personnalité par rapport à la richesse immense de l'essence humaine objective, de l'ensemble du patrimoine social; contingence relative du cours singulier de la biographie par rapport à la nécessité du développement historique; limitation impliquée par la courbure de la vie et la transitivité des âges jusqu'à la mort, fait fondamental qui s'oppose à la pérennité du monde social à travers la constante et insensible relève des générations, etc.

Il y a là une source inépuisable de discordance entre psychisme individuel et conditions sociales, d'inégalité dans l'importance des données objectives: ce qui compte le plus du point de vue de la formation sociale est parfois très secondaire du point de vue de la personnalité, et inversement.

3. Plus encore, le passage de l'individualité social à la personnalité concrète signifie qu'on se trouve en face d'une formation fonctionnant comme ***une totalité d'un ordre spécifique,*** impliquant comme telle des structures spécifiques n'ayant pas leur homologue dans les structures sociales, et réciproquement. Ainsi la personnalité, en tant que système individuel complexe d'activités ayant son unité sur le terrain psychologique, est le siège de régulations, par exemple les sentiments, qui ne trouvent comme telles aucun répondant direct dans des régulations sociales, tandis qu'inversement la société possède des formes de régulation, par exemple les institutions politiques et juridiques, qui n'ont pas comme telles de répondant direct dans les personnalités concrètes. Tout cela souligne combien la psychologie de la personnalité concrète a peu de chances d'être fondée à partir d'un postulat d'homologie avec la psychologie sociale par la médiation d'un concept comme celui de personnalité de base.

En réalité, la position de la première est juxtastructurelle par rapport à la seconde: elle en dépend dans son essence, tout en conservant par rapport à elle une spécificité de base.
Cela nous conduit à une conclusion de première importance : bien que l'individu trouve son essence humaine en dehors de lui, dans le monde social, ***la forme psychologique de cette essence humaine est un effet de l'individualité concrète, et n'existe originairement que dans l'individualité concrète.*** Ce n'est pas là d'ailleurs un fait de nature exceptionnelle et incompréhensible, du moins pour qui aborde les rapports de causalité non en termes mécanistes, mais en termes dialectiques, c'est-à-dire comme des rapports de détermination fonctionnelle.
Pour prendre une comparaison, la forme spécifique d'un être vivant, tout en ayant sa source ultime au niveau de la molécule d'A. D. N., ne s'y trouve aucunement ***préformée;*** déterminée fonctionnellement à ce niveau moléculaire, elle n'existe en tant que forme organique qu'au niveau de l'individu total.
De la même manière, la forme psychique de l'activité humaine est déterminée fonctionnellement au niveau des structures cérébrales et des processus neuroniques, mais elle ne s'y trouve aucunement comme telle, préformée, ainsi que le pensait non sans naïveté le fondateur de l'éphémère phrénologie au siècle dernier, Gall, qui prétendait localiser, dans d'hypothétiques bosses du cerveau, même des traits psychiques comme l'orgueil ou la vénération.
De ce point de vue, l'idée que la forme psychologique de la personnalité existerait comme telle dans les données sociales sous prétexte qu'elle y trouve sa source n'est pas tellement différente, épistémologiquement, du naïf préformisme.
Ce qu'il faut comprendre au contraire, c'est la nature des processus de détermination fonctionnelle par lesquels la personnalité concrète vient ***s'informer*** dans des réalités sociales qui n'ont précisément pas sa ***forme.***
Or, s'expliquer sur ce point, c'est, comme on l'a entrepris au chapitre précédent, définir avec exactitude le statut des formes sociales d'individualité dont Marx le premier a commencé la théorie, ouvrant ainsi la voie à une psychologie sociale correctement conçue. Reprenons l'analyse au point où nous l'avions laissée, à partir d'un texte essentiel des ***Grundrisse :*** **« Il convient de mettre en évidence ici un élément qui ne découle pas seulement de l'observation, mais du rapport économique lui-même. Dans le premier procès ~ l'échange entre le capital et le travail ~ le travail en tant que tel, existant *pour soi,* est nécessairement incarné par *l'ouvrier.* Il en va de même ici, dans le second procès.**

Le capital se présente, lui, comme une valeur existant pour elle-même, pour ainsi dire *égocentrique* (ce qui dans l'argent est simple tendance). Mais, le capital existant pour lui-même, n'est-il pas le *capitaliste?*
Divers socialistes affirment cependant qu'ils ont besoin du capital mais non des capitalistes. C'est supposer que le capital n'est qu'une simple chose et non un rapport de production qui, réfléchi en lui-même, est le capitaliste. Certes, je peux séparer le capital de tel ou tel capitaliste et le faire passer en d'autres mains. Mais, privé de son capital, il perd sa qualité de capitaliste. On peut donc distinguer le capital de tel capitaliste, mais on ne peut le distinguer *du* capitaliste, qui, en tant que tel, fait face à l'ouvrier. De même, tel ouvrier peut cesser lui aussi d'être le travail en soi; par exemple s'il hérite ou vole de l'argent. Il cesse alors d'être *ouvrier,* car en tant que tel il est uniquement du travail existant pour soi . »
Texte particulièrement éloquent contre un antihumanisme théorique qui voudrait séparer rapports sociaux et concept d'homme; mais tout à fait clair aussi contre la confusion des catégories économiques de capitaliste et d'ouvrier avec des concepts de « **psychologie concrète** »puisque l'individu concret (tel ouvrier, tel capitaliste) est ici expressément laissé de côté ***comme tel.*** De quoi donc s'agit-il? Il s'agit, du côté des réalités économiques, du fonctionnement et de la reproduction des rapports sociaux, fonctionnement et reproduction qui, du côté des individus, apparaissent comme des ***matrices d'activité nécessaires.***
Ce que vise cette dernière expression se distingue foncièrement de ce que Linton par exemple entend par modèles culturels, ou de ce que la psychologie sociale désigne aujourd'hui sous le terme de rôles.
En premier lieu, un modèle culturel, un rôle, serait **un standard de comportement que l'individu *pourrait adopter ou non*** selon le profit psychique qui en résultera pour lui, par exemple la satisfaction du « **besoin de réponse affective**» invoqué par Linton.
Or, sans nier qu'une réalité corresponde à une telle notion, on doit bien reconnaître que les *bases* de la personnalité, loin d'être le résultat d'un choix individuel, sont par excellence un **produit social objectivement déterminé.** C'est ce dont rend bien compte la notion de rapports de production: rapports déterminés, nécessaires, indépendants de la volonté des individus qui s'y trouvent engrenés dans la production sociale de leur existence. Certes la position d'un individu dans le système des rapports de production, et plus largement des rapports sociaux, n'est pas totalement indépendante de sa volonté, mais la moindre expérience de la vie réelle dans une société de classes montre combien les limites à l'intérieur desquelles la volonté des individus peut s'exercer sont elles-mêmes étroitement déterminées par les rapports sociaux objectifs.

Être un capitaliste ou un prolétaire dans une société capitaliste est donc tout autre chose que se conformer à des modèles culturels ou tenir un rôle social par « besoin de réponse affective» ou en vertu de toute autre motivation psychologique **émanant de l'individu*;*** il s'agit là au contraire de matrices d'activité nécessaires qui impriment aux individus des ***caractères sociaux objectivement déterminés.***
De plus, ces matrices d'activité nécessaires se distinguent foncièrement des modèles culturels ou des rôles en ceci qu'elles n'ont pas en elles-mêmes la forme ***psychologique****,* mais déterminent seulement les formes et les contenus sociaux de l'activité individuelle qui doit passer par elles. Ainsi la forme psychologique concrète que peut prendre le « conflit à la Faust » entre penchant à l'accumulation et penchant à la jouissance dans l'âme de tel capitaliste n'est d'aucune façon contenue dans la matrice d'activité impliquée par les rapports capitalistes. Cette forme est des plus variables, et d'ailleurs indifférente au point de vue économique. Ce qui en revanche est déterminé d'avance et de manière générale, c'est que l'activité du capitaliste individuel est qu'il le veuille ou non un aspect du processus d'accumulation du capital et un aspect du processus du crédit, ce qui régit fondamentalement sa ***logique interne.***
Autrement dit les rapports sociaux, tout en se distinguant absolument des conduites psychiques, constituent du fait qu'ils sont des rapports ***entre les hommes*** des matrices sociales au sein desquelles vient nécessairement s'informer l'activité humaine concrète. *Le* capitaliste, l'ouvrier n'est pas une personnalité de base, un type psychologique, un système de modèles culturels ou un ensemble de rôles, mais la **logique sociale objective** de l'activité de tel ou tel individu concret, pour autant qu'il déploie son activité au sein des rapports sociaux correspondants et pour autant que cette activité est envisagée dans ces limites.
Les mêmes remarques peuvent être faites à propos de toutes les formes sociales d'individualité, depuis les formes des besoins jusqu'aux contradictions de base des processus de vie personnelle.
Tout le problème de la frontière - donc aussi de la connexion réelle - entre sciences psychosociales et psychologie de la personnalité se pose au point exact où nous en sommes arrivés.
Et il se pose ainsi: l'essence de l'individu concret ne peut être comprise et faire l'objet d'une étude scientifique que sur la base d'une théorie des ***formes générales de l'individualité*** dans une formation sociale donnée; mais pour l'individu concret, et pour une science psychologique qui veut le prendre pour objet, **c'est sa *singularité* qui est *essentielle***.

Il n'est pas essentiel à la compréhension de la personnalité de tel capitaliste en tant que capitaliste qu'il soit tel, mais seulement qu'il soit capitaliste - et à cet égard son étude relève des sciences sociales - mais en même temps il est essentiel à la compréhension de ce capitaliste comme tel de le comprendre non en tant que capitaliste en général mais en tant que ***tel capitaliste singulier*** - ce qui nous renvoie à une psychologie de la personnalité concrète. Mais cette psychologie de la personnalité concrète doit elle-même, en tant que science, donner une ***théorie générale de son objet*****:** sa tâche paradoxale est donc de comprendre le général en tant que singulier et le singulier en tant que général. Il est clair que la psychologie n'a aucune chance de débrouiller ce noeud de contradictions autrement que ***dialectiquement***. Et c'est pourquoi, ici encore, l'accession de la psychologie de la personnalité à l'âge adulte passe par la philosophie, à la condition que ce soit une philosophie authentiquement et scientifiquement dialectique, puisqu'il s'agit en somme de résoudre le problème épistémologique crucial de la ***science de l'individuel,*** des rapports entre singularité et généralité, autrement dit d'élucider radicalement la question de l'essence et du concept.
Pour tenter de résoudre ce problème, qui apparaît comme la croix des sciences de l'homme, considérons-le d'abord tel qu'il se présente dans l'épistémologie contemporaine, par exemple dans l'ouvrage déjà classique de G.-G. Granger : ***Pensée formelle et sciences de l'homme*** . Dans le dernier chapitre de son livre, consacré précisément à cette question, G.-G. Granger souligne d'emblée qu'
« **à première vue nous nous trouvons enfermés dans un dilemme: ou il y a connaissance de l'individuel, mais elle n'est pas scientifique, - ou bien il y a une science du fait humain, mais qui n'atteint pas l'individu. Aucune réussite éclatante en psychologie, en sociologie, n'est encore venue apporter la preuve indiscutable de la spéciosité de l'alternative.** »
« **Une *science spéculative* de *l'individuel* est impossible, c'est vrai: tel est le sens de l'aphorisme aristotélicien, qu'il n'y a de science que du général . »**
Pour l'auteur, il n'est de véritable issue que sur le terrain d'une pratique.
« **On pourrait parler de *pôle clinique* des sciences de l'homme pour caractériser cet aspect .** »
Et, après avoir examiné sous cet angle la méthode psychanalytique, il ajoute:
« Il suffit, pour que s'établisse la dialectique du cas, que le fait examiné, que le second terme du couple clinique soit visé comme « déviant» par rapport à une construction schématique. Et tel nous paraît être pour la science l'aspect positif de l'individuel»

Ces constructions schématiques, l'auteur en voit le développement futur en psychologie dans la direction d'une « **distinction opératoirement valable entre une « infrastructure» énergétique et une «superstructure» informationnelle, d'une«distinction provisoirement radicale entre description diachronique et description synchronique »**
bref, dans le sens de la construction de théories structurales nourries des enseignements de la biologie d'une part et de la linguistique d'autre part.
« **Description clinique et théorie structurale convergeraient alors vers une science appliquée, une pratique scientifique, seule capable de donner, en un sens limité mais précis, une détermination par concepts de l'individuel** .»
Mais il ne s'agit là que d'une connaissance pratique.
«I**l faut donc renoncer au rêve inconsistant d'une science qui nous ferait atteindre l'individuel, et singulièrement l'individuel humain, de la même manière qu'il nous est donné dans l'expérience - tout en conservant la rigueur, la précision, l'efficacité** »
« **C'est la pratique comme art qui achève de résoudre, dans chaque domaine, le problème spéculativement insoluble de l'aliénation individuelle [...]. Il nous faut conclure que la notion d'individu, renvoyant toujours au vécu, n'est pas à proprement parler un concept de la science; elle est le signe de notre condition aliénée, et le thème de la praxis plutôt que celui d'une connaissance isolée. Une philosophie de la connaissance qui érige en essences ce qui n'est qu'expériences vécues sur le mode de l'individuel traite spéculativement ce qui relève de la *praxis,* et laisse définitivement irrésolu le problème de l'individu .**»
On reconnaît ici la plupart des thèmes principaux de l'antihumanisme théorique - thèmes dont l'épanouissement récent ne doit pas peu au livre de G.-G. Granger. Mais on voit aussi combien est décisif pour notre propos le problème qu'il aborde: le projet de constituer, au-delà des frontières des sciences psychosociales, de **la théorie des formes *générales* de l'individualité, une *science théorique de la personnalité concrète*** ne serait-il pas contradictoire en soi? il y a là de toute évidence un préalable épistémologique absolu à la mise en oeuvre d'un tel projet.

Or il est évident que si l'on admet les prémisses de G.-G. Granger, ses conclusions sont inattaquables: ***si l'on prend pour base l'aphorisme aristotélicien,*** *a*utrement dit si l'on admet la conception de l'essence, et du concept, sur laquelle repose cet aphorisme, aucune science théorique de l'individuel n'est à proprement parler possible: il n'est de science que du général. Mais faut-il admettre une telle conception de l'essence et du concept?

Faut-il admettre que, si toute science procède par concepts, ce qu'à coup sûr personne ne contestera, elle ne peut donc atteindre directement que le général dans l'individuel? Cela ne s'impose que dans la mesure où l'on identifie en dernier ressort le concept, et son contenu l'essence, à une ***généralité abstraite****, c*'est-à-dire dans la mesure où l'on tient pour inessentielles les transformations à notre sens fondamentales introduites dans la théorie de l'essence et du concept par la dialectique moderne et tout spécialement par celle de Marx. De ce point de vue, force est de constater que le livre de G.-G. Granger, bien qu'il traite de la méthodologie générale des sciences de l'homme, ne s'attache pas à analyser ce qu'apporte de radicalement nouveau sur ce terrain la méthode de Marx dans L*e Capital, e*t plus largement dans tous ses travaux de maturité. Or n'y aurait-il pas précisément là une de ces « **réussites éclatantes»**, que Granger dit absentes sur le terrain des sciences de l'homme, et qui bouleversent de fond en comble la manière traditionnelle d'aborder le problème de la science de l'individuel?

Dans la conception qu'on doit bien qualifier de ***prédialectique,*** même si elle se manifeste encore de nos jours, ***l'essence est conçue comme un objet général,*** c'est-à-dire qu'elle est tirée de la connaissance des objets concrets singuliers et de leur comparaison par simple et directe abstraction. L'essence est alors l'être général des choses existantes, leur point commun, et par conséquent elle est conçue elle-même comme une chose. Le statut de réalité de cet objet général qu'est l'essence, et que note le concept, peut bien varier d'une philosophie à une autre, d'un type de pensée scientifique à un autre; on peut situer sa source ou son siège en Dieu ou dans les choses mêmes ou dans la conscience humaine; mais en tous les cas - idéalisme objectif, matérialisme abstrait, idéalisme subjectif - l'essence est détachée des objets concrets singuliers, opposée en tant que généralité abstraite à la vie de leurs rapports et de leur mouvement singuliers.

A ce titre, toutes ces attitudes philosophiques et scientifiques sont des variantes de la pensée ***métaphysique,*** qui conçoit à travers des catégories fixes et séparées et se représente l'essence des choses comme une généralité abstraite. Sur une telle base, il est bien évident qu'une science par concepts de l'individuel comme tel est une absurdité.

Par exemple, connaître scientifiquement l'homme, ce sera d'une part faire la théorie de ***l' homme général,*** d'autre part renvoyer ***l'individu singulier*** à la conscience de soi, à l'expérience des rapports inter-subjectifs, à l'approche esthétique, voire à l'approche clinique, à l'art médical - c'est-à-dire, rigoureusement parlant, à la non-science. Double impasse, pour qui projette une science de la personnalité concrète.

Cette épistémologie de la généralité abstraite, Marx, on l'a vu au chapitre précédent, la critique jusqu'en son tréfonds et la dépasse dans la dialectique matérialiste, dans l'épistémologie de l'essence concrète.

Non que les généralités abstraites soient à ses yeux sans valeur et sans vérité: dans la mesure où elles expriment rationnellement les déterminations communes à plusieurs objets, elles constituent une première étape positive dans l'appropriation du réel par la pensée. Ainsi, définir l'homme en général comme fabricateur d'outils au moyen desquels il produit socialement ses moyens de subsistance représente à coup sûr un point de départ correct de la réflexion anthropologique. Mais en rester au niveau des généralités abstraites, c'est être hors d'état de comprendre le mouvement des rapports réels, y compris le plus important de tous: le mouvement du rapport entre la généralité abstraite (l'essence) et la singularité concrète (les objets existants), par exemple entre l'homme en général et les individus réels. Or si l'on y regarde mieux on s'aperçoit que ***la généralité abstraite est elle-même inséparable du mouvement réel:***

« **Les définitions les plus abstraites, si on les soumet à un examen plus précis, font apparaître toujours une *comparaison* par simple et directe *abstraction*. L'essence est alors l'être général des choses existantes, leur point commun, et par conséquent elle est conçue elle-même comme une chose. Le *statut de réalité* de cet objet général qu'est l'essence, et que note le concept, peut bien varier d'une philosophie à une autre, d'un type de pensée scientifique à un autre; on peut situer sa source ou son siège en Dieu ou dans les choses mêmes ou dans la conscience humaine; mais en tous les cas - idéalisme objectif, matérialisme abstrait, idéalisme subjectif - l'essence est détachée des objets concrets singuliers, opposée en tant que généralité abstraite à la vie de leurs rapports et de leur mouvement singuliers. A ce titre, toutes ces attitudes philosophiques et scientifiques sont des variantes de la pensée *métaphysique,* qui conçoit à travers des catégories fixes et séparées et se représente l'essence des choses comme une généralité abstraite**.»

Pour aller plus loin dans l'appropriation du réel, dans la compréhension de l'essence, il faut donc prendre conscience que les généralités abstraites n'expriment pas encore le fond réel des choses et n'ont de valeur qu'en tant qu'étapes provisoires de la connaissance. Par exemple, traitant des généralités par lesquelles il est d'usage de commencer en économie politique, comme *marchandises, valeurs d'usage,* etc., Marx note dans les *Grundrisse* :

« Ce qu'on dit à ce sujet en général, et par pure convenance, se ramène à des lieux communs, qui ont une valeur historique tout au début de la science lorsque les formes sociales de la production bourgeoise vont se différenciant péniblement de la matière et sont saisies au prix des plus grands efforts comme objets indépendants de la recherche »

Plus tard, ces généralités« **deviennent des lieux communs racornis,**
d'autant plus écoeurants qu'elles ont des prétentions scientifiques .

Pour dépasser ce niveau des généralités abstraites et des concepts correspondants, il faut rompre de façon résolue avec l'identification de l'essence à un ***objet général,*** et, par-delà les ***choses,*** installer la science au niveau des *rapports* internes fondamentaux. Là est le premier élément caractéristique de la méthode scientifique de Marx: au lieu de prendre pour ***l'essence vraie,*** interne, le noyau inerte des propriétés communes à un ensemble d'objets - communes, du point de vue d'une comparaison extérieure, subjective, instaurée par notre connaissance entre ces objets - et de concevoir les rapports vivants, concrets des choses comme une mise en relation simplement externe, donc *inessentielle,* même si l'on juge prépondérant leur rôle extéro -conditionnant, puisqu'on oppose ces rapports externes à l'essence interne, - Marx s'élève à un point de vue où l'on découvre dans le précédent une illusion épistémologique type, une inversion idéologique enracinée dans la nature des phénomènes comme tels.

Entre choses et rapports, Marx opère un renversement copernicien, bien avant le « structuralisme », et d'une façon beaucoup plus dialectique : ***c'est le fond des choses même qui est rapport.*** Au lieu d'une essence interne inerte et de rapports vivants extérieurs, la dialectique matérialiste découvre la vie des rapports à l'intérieur même de l'essence, et c'est la généralité abstraite qui se révèle n'être qu'une mise en rapport extérieure, inessentielle, sans vie. Au niveau de la science profonde chez Marx, tous les concepts fondamentaux sont donc des concepts d'une nouveauté épistémologique frappante: *des concepts de rapports,* au sens interne du terme.

Ainsi l'essence humaine n'est-elle pas une généralité abstraite ayant la forme d'un homme-type, et comme le dit très suggestivement **la *VIe Thèse sur Feuerbach,* une « universalité interne, muette, liant d'une façon purement *naturelle* les nombreux individus , mais l'ensemble des *rapports* sociaux par lesquels les individus se trouvent déterminés au-dedans d'eux-mêmes.**» Tout l'effort scientifique de Marx va dans ce sens. Écrivant à Engels quelques jours après avoir corrigé les dernières épreuves du premier livre du *Capital,* et jetant sur son oeuvre un regard synthétique, il dit :
«J'ai sué sang et eau pour trouver les choses ***elles-mêmes,*** c'est-à-dire ***leur enchaînement***»
Dans une lettre à Kugelmann de l'année suivante, il écrit:
« **L'économiste vulgaire croit faire une grande découverte lorsque, se trouvant devant la révélation de la connexité interne des choses, il se targue avec insistance que ces choses, telles qu'elles apparaissent, ont un tout autre aspect.**
En fait, il tire vanité de son attachement à l'apparence qu'il considère comme la vérité dernière. Alors, à quoi bon encore une science? »
Mais comprendre l'essence comme rapport, et par conséquent les choses entre lesquelles il y a rapport, prises dans leur immobilité extérieure, comme inessentielles, c'est comprendre le rapport nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives ne nous dit substantiellement rien par elle-même de ce qu'est ***en général*** le mode de développement de ***la société concrète,*** ce qui serait un non-sens, mais elle nous met de façon générale en état de saisir dans chaque cas concret en quoi consiste la nécessité de son mouvement.
C'est pourquoi ici non plus il n'y a aucune contradiction entre loi générale et connnaissance scientifique du singulier comme tel: la loi générale est dans son essence même loi de la réalité concrète singulière. Chaque formation économique a sa loi de développement, chaque nation sa loi de population, et, pour anticiper sur les hypothèses qui seront présentées au prochain chapitre, dans notre conception **chaque personnalité a sa loi de croissance, qu'il s'agit d'élaborer de façon dialectique, c'est-à-dire à la fois *essentielle* et *concrète,* si du moins l'on veut avoir quelque chance de saisir rationnellement l'âme de cette personnalité.**
Est-il besoin de souligner que cette conception de l'essence, du concept et de la loi n'implique aucune sous-estimation de l'importance des ***données empiriques*** dans le travail scientifique, et même tout au contraire?

Si l'essence est la logique spéciale de l'objet spécial, si le concept définit la stratégie de la connaissance du singulier, si la loi est ce qui permet de comprendre le mouvement nécessaire du concret, ce sont donc des éléments théoriques qui ne fonctionnent scientifiquement que ***dans la connaissance empirique*** dont ils sont d'ailleurs issus eux-mêmes en dernière analyse.
Si l'essence humaine est l'ensemble des rapports sociaux, la connaissance scientifique essentielle d'un individu ou d'un groupe humain passe par l'étude empirique de ce que sont concrètement les rapports sociaux au sein desquels est produit ce groupe ou cet individu; si la loi générale du développement social est la correspondance nécessaire entre rapports de production et caractère des forces productives, la connaissance scientifique essentielle de la loi du développement d'une société donnée passe par l'étude empirique du caractère de ses forces productives et de la structure de ses rapports de production concrets.
L'étude de la réalité empirique est donc la substance même du travail scientifique, mais une fois la matière empirique rassemblée, loin de chercher à y séparer. ce qui se laisse penser comme généralité abstraite et les singularités concrètes qu'on rangera sous la rubrique de l'inessentiel, l'épistémologie marxiste permet et prescrit de considérer ***l'ensemble*** de ces données sous les espèces de l'essence et de la nécessité concrètes, c'est-à-dire de les penser ***en tant que singulières*** **dans la** ***forme du concept dialectique.***
Cela ne veut d'ailleurs nullement dire qu'une telle démarche ignore la différenciation entre l'essentiel et l'inessentiel, le plus essentiel et le moins essentiel; mais le plus essentiel n'est pas moins concret et singulier, le moins essentiel n'est pas moins abstrait et général: simplement, dans l'enchevêtrement des rapports et des processus qui constituent le réel, une hiérarchie objective existe dans l'ordre de l'essentiel, qui doit être démêlée elle aussi dialectiquement, en son essence concrète. Marx résume admirablement toute la démarche dans un passage du livre III du *Capital:*
« **C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social, et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée.**

Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider .»

Texte qui distingue, on le voit, non pas la généralité abstraite d'une société-type (fût-elle considérée comme historiquement relative) et la singularité concrète de sa réalisation au niveau de chaque société réelle, mais l'essence concrète déterminante des formations économico-politiques, et les éléments subordonnés à cette essence.

Pour exprimer ces résultats d'une autre façon, on peut dire que l'épistémologie marxiste ne substitue pas seulement le point de vue dialectique de l'essence concrète au point de vue métaphysique de la généralité abstraite dans le mode de traitement des ***objets existants,*** mais dans celui de ***l'essence*** elle-même: l'essence aussi est mouvement, vie concrète, de sorte que la topologie à laquelle elle donne lieu, la logique de la chose qu'elle détermine ne sont à aucun degré une logique, une topologie immuables, Ainsi la définition de l'essence humaine par l'ensemble des rapports sociaux ne prend effet qu'à un stade déterminé du processus biologique d'anthropogenèse et acquiert sa forme la plus mûre avec le développement le plus général des rapports sociaux.

Il y a plus: ce n'est pas seulement l'existence et l'essence qui doivent faire l'objet d'un traitement dialectique, mais ***les rapports mêmes entre l'existence et l'essence.*** Ce dernier point, fréquemment méconnu ou sous-estimé, est sans doute celui dont la portée épistémologique est la plus grande. On semble admettre souvent que, si l'essence est un processus, son mode de rapport avec la réalité existante demeurerait quant à lui invariant, comme une sorte de statut logique éternel des choses.

Or si l'essence n'est pas une généralité abstraite étrangère à la vie du concret, son rapport avec le concret est nécessairement concret lui aussi, c'est-à-dire historiquement variable.

C'est ce que Marx montre non seulement dans ***l'Introduction*** de 1857, mais dans tous ses travaux économiques de 1857-1859, et au-delà. Ainsi le travail en général, qui dans la Grèce antique est à peine dégagé comme concept abstrait, n'a avec la réalité des activités productives à ce stade de leur développement que des rapports eux-mêmes très abstraits. Mais les choses changent avec l'épanouissement des forces productives modernes.

« **L'indifférence à l'égard de tel travail déterminé correspond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à l'autre, et dans laquelle le genre précis de travail est pour eux fortuit, donc indifférent. Là le travail est devenu non seulement sur le plan des catégories, mais dans la réalité même, un moyen de créer la richesse en général, et a cessé, en tant que détermination, de ne faire qu'un avec les individus, sous quelque aspect particulier.** »
Donc, si l'essence existe en chaque objet concret et si l'existence concrète est toujours de quelque façon essentielle, le mode de présence de l'essence dans l'existence, du général dans le singulier est lui-même vivant et changeant, et il est l'indice du ***degré de maturité objective*** de l'essence et du général: tantôt l'essence encore embryonnaire se manifeste à peine dans l'existence extérieure dispersée et faiblement significative, tantôt au contraire, parvenue à maturité, elle affleure directement dans une existence concentrée en elle-même et hautement typique.
Mieux: dans certaines conditions, l'essence *en tant que générale* en vient à exister comme *forme singulière,* directement concrète, à côté des autres formes singulières. Il y a là un fait capital et qui demeure totalement incompréhensible en dehors de la théorie dialectique matérialiste de l'essence concrète. Marx aborde notamment ce point dans une page essentielle des ***Grundrisse,*** où il montre que, si le capital en un sens est une simple abstraction, qui représente
« **la *differentia specifica* du capital en opposition à toutes les autres formes de la richesse»**
et qui à ce titre n'existe qu'à travers les diverses espèces et formes de capital concret, il faut voir aussi que« **le capital en général a une existence *réelle,* différente de tous les capitaux particuliers et réels.»**
C'est ce qu'on voit lorsque le capital s'accumule dans les banques est distribué par elles, lorsque le capital d'une nation « **est prêté à une tierce nation pour se valoriser. Ce dédoublement, ce rapport à soi-même comme à un tiers devient bougrement réel dans ce cas. »**
Et Marx conclut:
« **Si le général est une *differentia specifica pensée,* il est aussi par ailleurs une forme réelle *particulière* à côté de la forme du particulier et de l'individuel. *Nous reviendrons Plus tard sur* ce *point qui, quoique d'un caractère plus logique qu'économique, a néanmoins une grande importance dans le progrès de notre recherche.* Il en va de même en algèbre.**

Ainsi, a, b, c, d, sont des nombres en général; mais par la suite, ce sont des nombres entiers en opposition à a/b, *b/c, c/b, c*/a, b/a, etc., qui les supposent alors, en tant qu'éléments généraux . »

Cette analyse, dont l'importance saute aux yeux, est partout sous-jacente chez Marx, et si on ne l'a pas assimilée, on prend à contre-sens littéralement *toute* la science marxiste. C'est elle par exemple qui éclaire le fond de l'analyse marxiste de l'argent:

« Lorsque la valeur d'échange trouve dans l'argent la *marchandise générale,* à côté de toutes les marchandises particulières, elle se fixe du même coup dans une *marchandise particulière,* l'argent (qui a une telle existence à côté de toutes les autres marchandises. »

De là résultent les contradictions caractéristiques de l'argent qui «e**st une marchandise comme les autres en même temps qu'il n'est pas une marchandise comme les autres**». Quant à la valeur d'échange, elle est à la fois une propriété générale existant en chaque marchandise particulière, et, dans l'argent, une marchandise particulière représentant une propriété générale.

Il en va de même du travail en général, du travail abstrait: la réduction des différents travaux concrets à un travail non-différencié, uniforme, simple, apparaît d'abord comme une abstraction,

« **mais c'est une abstraction qui s'accomplit journellement dans le procès de production social [.... Cette abstraction du travail humain général *existe* dans le travail moyen que peut accomplir tout individu moyen d'une société donnée ".**

De même encore l'homme en général, l'homme abstrait n'est en un sens qu'une généralité abstraite, mais cette généralité abstraite commence à exister concrètement dans les individus détachés de tout lien particulier que crée la société capitaliste, dans le prolétaire moderne où se préfigure l'individu intégral de la société communiste future. Cet *affleurement objectif du général dans la forme de l'existence particulière* est la pierre angulaire de la conception dialectique *matérialiste* de la formation du concept et du mouvement de la science.

Non pas, bien entendu, qu'il faille confondre le *concret réel* et sa reproduction mentale sous la forme du *concret pensé,* confusion caractéristique aussi bien de l'idéalisme spéculatif que le l'empirisme précritique.

Comme le montre parfaitement *l'introduction* de 1857, les modes de formation du concret réel et du concret pensé ne coïncident pas nécessairement, et même à certains égards s'opposent:
«**La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, et de le reproduire sous la forme d'un concret pensé. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même.**»
La pensée va du concret immédiat, non encore critiqué et analysé, à l'abstrait, aux notions simples, aux catégories générales, et de là elle revient au concret, mais au concret compris comme synthèse de multiples déterminations, c'est-à-dire saisi scientifiquement; au contraire, la matière procède du concret au concret, àtravers le mûrissement objectif de l'essence réelle et son affleurement dans l'existence singulière. Mais si la matière ne fait évidemment pas à notre place le travail spécifique de la science, si elle ne produit pas *le concret pensé comme tel,* il est tout aussi important de bien voir que le mouvement du concret réel et l'affleurement objectif de l'essence sont les bases objectives et les conditions matérielles de l'élaboration des concepts et du développement du concret pensé.
« **Les abstractions les plus générales ne prennent somme toute naissance qu'avec le développement concret le plus riche, où un caractère apparaît comme commun à beaucoup, comme commun à tous. On cesse alors de pouvoir le penser sous une forme particulière seulement»**
Là est le fond de la **dialectique matérialiste** de la connaissance.
On voit comment la conception marxiste de l'essence et du concept permet d'apercevoir la solution du problème traditionnellement insoluble de la science de l'individuel, d'une façon dont G.-G. Granger ne tient pas compte parce que, négligeant, selon une vieille habitude de l'épistémologie française, l'approfondissement radical de la dialectique de Marx pour s'en tenir à celle, bien plus limitée et bien moins matérialiste, malgré ses mérites, de Bachelard, il ne se livre pas à une critique préalable des fondements logiques de l'aphorisme aristotélicien selon lequel il n'est de science que du général 1. Cette solution, sur le terrain de la théorie de la personnalité, passe par l'abandon sans retour de toute la problématique de l'homme conçu comme généralité abstraite, par exemple sous la forme de la notion de personnalité de base. Un aspect caractéristique de cet abandon est la critique radicale à laquelle il est nécessaire de soumettre ce que, depuis Stern, on appelle la *psychologie différentielle*.

La moindre analyse épistémologique de cette notion fait d'emblée apparaître son inconsistance scientifique. Que penser en effet d'une «**science**» qui prend pour objet les seules « **différences** » entre des objets?
Si ces objets présentent entre eux des différences analysables, c'est qu'il est possible de les comparer, et s'il est possible de les comparer c'est qu'ils ont tous entre eux des traits communs. Ces traits communs, selon la logique la plus élémentaire, renvoient donc à une ***essence générale*** de ces objets, dont les différences, autrement dit la singularité, apparaissent comme ***inessentielles***. L'idée d'une psychologie différentielle est en somme l'idée d'une «science » qui, sur la base de l'opposition abstraite entre le général et le singulier, décide de prendre pour objet le singulier *à part* en tant qu'inessentiel, c'est-à-dire qui renonce d'avance et par principe à atteindre l'essence de son objet: une telle «science » usurpe son nom.
En fait, toute psychologie différentielle est donc nécessairement l'envers d'une psychologie générale au moins implicite, conçue elle-même comme la science de l'individu général abstrait dont elle étudie pour sa part les « variantes » : nous sommes de bout en bout sur le terrain de l'abstraction spéculative. Mais le sens pratique de cette abstraction spéculative n'est pas très difficile à entrevoir: s'occuper des ***différences entre les individus*** (et corrélativement de leurs ***ressemblances,*** qui définissent « l'individu général » c'est s'intéresser non à ***eux-mêmes,*** mais à leur ***comparaison;*** et c'est les comparer à partir d'une norme ***extérieure.***
Cette norme extérieure *est* le plus souvent une tâche socio-professionnelle préétablie à laquelle il est question d'affecter des individus. Le sens de la psychologie différentielle est, dans cette mesure, purement pragmatique, et dans la société capitaliste le pragmatisme d'une science de l'homme est tout simplement la forme épistémologique du conservatisme: la généralité et la différence de l'individu, qui n'ont aucune signification scientifique profonde sur une telle base, ne sont rien d'autre que des facteurs positifs ou négatifs pour sa *subordination* à un système de rapports sociaux, qui est en définitive le seul but qu'on se propose. On comprend par là pourquoi et comment le grand problème de la psychologie différentielle est celui des « **rapports entre l'influence de l'hérédité et l'influence du milieu** » : « **hérédité** » et « **milieu** », dans un tel contexte, ne sont que les désignations idéologiques de ce qu'on ne sait pas et de ce qu'on sait modifier chez les individus par des procédures socio-pédagogiques définies dans le cadre intangible des rapports sociaux existants.
Telle est justement la fonction idéologique de la croyance aux « dons» : est dit « non doué » celui dont on ne sait pas – ou dont on ne veut pas - prendre en charge le développement psychique au-delà d'un certain point.

La méthode des combinaisons factorielles ne change rien à cette situation: représenter l'individu psychique comme une combinaison originale de traits généraux, c'est-à-dire le concevoir comme un assemblage de pièces découpées dans la fiction d'un individu général abstrait, c'est toujours échouer à saisir l'individuel comme tel dans la forme du concept, c'est rester radicalement en dehors de son essence concrète, c'est ne rien comprendre à son âme.
Toute cette psychologie de la personnalité est imprégnée jusqu'en son tréfonds, et souvent à son insu, par l'esprit des rapports marchands et de la société bourgeoise, que Marx résumait en cette formule extraordinairement pénétrante: « **C'est la *comparaison*, au lieu de la *communauté* et de *l'universalité* véritables**» Car l'humanisme abstrait est en dernière analyse le complément théorique naturel de la réduction de l'homme à une ***marchandise*.**
Si l'on renonce absolument à la problématique illusoire de l'homme général, si l'on pense le problème dans les termes de l'épistémologie dialectique matérialiste, il n'est pas d'autre issue que dans le principe suivant: ***la théorie de l'individu concret ne peut pas reposer sur un modèle substantiel, mais sur une topologie*.** Là réside pour la science de la personnalité la seule chance de passage à l'âge adulte. Il s'agit d'élaborer, à partir de la théorie des formes d'individualité correspondantes, ***la théorie des rapports et processus au sein desquels* se *produit une personnalité concrète*.** Bien entendu, une telle topologie ne saurait elle-même être conçue comme abstraitement générale et historiquement invariante, sous peine de retomber indirectement dans le naturalisme. Chaque formation sociale implique ses formes propres d'individualité, lesquelles à leur tour, pour autant qu'elles sont fonctionnellement déterminantes à l'égard des juxta-structures de la personnalité, en définissent la topologie. Ainsi les rapports et formes d'individualité du capitalisme impliquent une topologie de la personnalité dans laquelle par exemple l'activité sociale abstraite joue un rôle médiateur déterminant entre l'activité psychique concrète et la satisfaction des besoins. On voit ici se dessiner une conception de l'individu concret qui n'a encore aucun précédent scientifique - sauf, en partie peut-être, dans la psychanalyse freudienne. Nulle part, à notre sens, ne se manifeste mieux le génie de Freud que dans sa tentative de représenter l'ensemble de l'appareil psychique dans une théorie des ***instances***. Cette vue topique, selon le terme consacré par l'usage freudien, et en même temps dynamique, est en effet la seule qui permette d'éviter radicalement l'impasse des modèles substantiels, du repérage des individus par rapport à la fiction d'un homme général.

Malheureusement, le profit scientifique immense qui aurait pu être retiré de cette théorie des instances s'est trouvé lourdement grevé par la conception substantialiste du **ça et des pulsions -** et comment d'ailleurs cette conception pourrait-elle n'être pas substantialiste, quand elle ignore la notion fondamentale des ***rapports sociaux*** comme essence humaine réelle? Comme le reconnaît J. Laplanche, Freud, malgré tout ce qu'il avait lui-même élaboré en sens contraire, « **finit avec sa théorie du ça** » **pour replacer apparemment la pulsion dans l'ordre de la nature et du biologique** . »
Dès lors, la notion d'instance, empruntée à la représentation des superstructures juridiques, et par elle-même flottante entre une acception statique et une acception dynamique, se trouve invinciblement ***spatialisée,*** c'est-à-dire qu'elle suit la pente descendante de la pensée structurale: du fonctionnel au statique, au lieu de la suivre en montant vers la dialectique: du fonctionnel à l'historique.
Au contraire, si l'on écarte résolument de la théorie de la personnalité, non pas bien entendu la prise en considération des données biologiques, mais la biologisation idéologique des activités d'essence sociale, il apparaît que la topologie cherchée doit être une ***topologie temporelle.***
La personnalité n'est pas une ***architecture,*** contrairement à ce que sous-entend à peu près sans exception toute la psychologie de la personnalité existante, pour la raison qu'elle ne peut s'empêcher de naturaliser l'individu en tant qu'objet général; c'est un ***système de processus organisés dans le temps.***
Et c'est pourquoi, selon nous, les concepts de base de la théorie de la personnalité sont nécessairement des concepts temporels.
A partir de là, se découvre également la solution du paradoxe de l'individualité - et corrélativement du paradoxe de l'humanité - dont on a vu plus haut qu'il est la croix de la psychologie de la personnalité.
Comment, demandions-nous, la singularité de l'individu peut-elle résulter de la généralité des rapports sociaux?
Comment l'individu peut-il s'individualiser à mesure même qu'il se socialise? Quel est donc le processus historique qui réalise l'unité de ces contraires? La réponse est clairement lisible dans l'oeuvre scientifique de Marx: c'est la ***division du travail.*** Et à vrai dire il suffit de réfléchir à ce que nous révèle la comparaison d'ensemble du psychisme humain et du psychisme animal pour apercevoir le rôle décisif de cette division du travail, dans tous les sens de l'expression: sans elle, les individus humains ne diffèreraient pas plus entre eux que les animaux d'une même espèce.

La division du travail social humain, avec l'ensemble de ses conséquences, est la base *sociale* la plus profonde et la plus générale de ***l'individuation*** chez l'homme, laquelle apparaît comme une conséquence du fait primordial de l'extériorité sociale deI 'essence humaine par rapport aux individus. L'essence humaine réelle, le patrimoine social humain se capitalisant historiquement *en dehors* des individus sous la forme des modifications de la nature par le travail, de l'accumulation des moyens de production, des rapports sociaux, des produits de la culture, etc., il apparaît un phénomène sans aucune comparaison dans l'ensemble du monde animal: l'essence humaine, non seulement ne prend pas objectivement la ***forme psychologique,*** mais elle perd de plus en plus la ***mesure de l'individualité.***
Elle déborde immensément ce qu'un individu peut s'approprier psychiquement dans le cours de sa vie, ce qui ne peut par définition se produire avec un patrimoine biologique de savoir-faire héréditaires, et ce pourquoi l'individu humain ne peut jamais s'hominiser que d'une manière immensément particulière. Et plus le patrimoine social humain se développe, plus le système social de la division du travail se complique et se diversifie, plus les bases sociales de l'individuation psychologique s'affermissent. Bien entendu, il ne faut surtout pas, renouvelant ici les erreurs de l'anthropologie culturelle et de la théorie de la personnalité de base, concevoir chaque subdivision du système de la division du travail comme un type psychologique: les notions de « **personnalité professionnelle»** ou de «**personnalité de classe**», confondant matrices sociales d'activité et formes psychologiques concrètes,sont tout aussi spéculatives que celle de « **personnalité de base** ». Mais il faut considérer le système de division du travail dans tous ses aspects, techniques et économiques, domestiques, politiques, culturels, etc., comme un ensemble de données sociales objectives indispensables pour comprendre la topologie temporelle des personnalités concrètes dans une société déterminée. Certes, l'individuation psychologique humaine ne se réduit pas tout entière aux effets de la division du travail; et il n'est question de nier ici le rôle ni des données biologiques, ni du hasard, ni de la liberté, à la condition que ces éléments soient eux-mêmes pensés dans les termes d'une conception correcte de l'individu. Mais si la singularité individuelle est prise au sérieux comme une réalité ***essentielle*** de la personnalité, on doit bien convenir alors que, comme l'essence de la personnalité dans son ensemble, elle est en son fond un fait ***social.***

Or seule la division du travail permet de comprendre comment singularité et socialité peuvent coïncider, la seconde étant la base de la première; comment l'homme peut s'individualiser justement dans la mesure où il se socialise - ce qui suffit d'ailleurs à faire éclater le caractère idéologique de la croyance selon laquelle la « société industrielle » tendrait fatalement vers« **la termitière** » : ce n'est pas l'enrichissement du patrimoine social humain qui menace l'individuation humaine, au contraire, il la développe objectivement; mais c'est un système économique qui crée pour des classes sociales entières des limitations extérieures à l'assimilation de ce patrimoine, et qui, appauvrissant des millions d'hommes, les uniformise.
En somme, le secret de l'individualité psychique humaine la plus essentielle réside dans la connexion de ces deux données capitales: ***l'extériorité sociale et par suite le développement illimité du patrimoine humain total,*** de l'essence humaine réelle; et par rapport à elle ***les limitations naturelles et sociales de l'individu,*** dont la conséquence est qu'il ne peut s'approprier l'essence humaine qu'à travers une division sociale dont la forme est indépendante de sa volonté, voire de sa conscience, et dont le contenu détermine toute sa personnalité concrète.
On voit donc en fin de compte en quoi consistent la nature et le tracé de la frontière entre sciences psychosociales et psychologie de la personnalité telle qu'elle est ici conçue. Cette frontière repose entièrement sur la distinction fondamentale entre ***individualité*** **et** ***individu,*** autrement dit sur l'extériorité sociale de l'essence humaine, ***par conséquent le caractère non psychologique des formes de l'individualité,*** totalement méconnu par l'humanisme spéculatif et l'idéologie psychologique ordinaire dont il est le fond; et sur la coïncidence de la forme psychologique avec *l'individu concret*. Cette frontière peut difficilement être perçue à travers l'ambiguïté de la notion de psychologie sociale. Ou bien, en effet, on se propose d'étudier les formes sociales de l'individualité, les bases sociales de la topologie de la personnalité: dans ce cas, bien que les résultats auxquels on aboutit présentent pour la psychologie de la person-nalité un intérêt fondamental, on se trouve clairement sur le terrain des sciences *sociales,* et en deçà de la frontière de la ***psychologie,*** qui ne peut être définie comme science spécifique, non sociale, que sur la base du concept d'individu. Ou bien on se propose d'étudier précisément l'individu concret: dans ce cas, même si l'on conçoit l'individu comme social dans son essence, on a quitté le terrain des sciences sociales dès l'instant où l'on prend pour objet ce qui *n'existe pas* ailleurs qu'en chaque individu concret, c'est-à-dire la forme psychologique.

Radicalement distincte des sciences psychobiologiques en ce qu'elle étudie non les rapports naturels, mais les ***rapports sociaux entre les conduites,*** la psychologie de la personnalité se distingue non moins radicalement des sciences psycho-sociales en ce qu'elle étudie le système vivant des rapports sociaux entre les conduites ***dans la forme de l'individu concret.*** Brièvement, on peut donc la définir comme la science de l'individu. Mais, il importe au plus haut point de bien entendre ce qu'on place alors sous ce concept. En particulier, il est essentiel de ne pas confondre l'étude des bases sociales générales de l'individu, autrement dit la théorie de l'individualité, qui n'appartient pas à la psychologie de la personnalité, et la partie la plus générale de la théorie de l'individu, la topologie temporelle de la personnalité, qui en est au contraire le coeur.

C'est cette théorie générale de la personnalité, comprise dans le sens de l'épistémologie dialectique matérialiste, et que met objectivement à l'ordre du jour l'affleurement dans la société capitaliste avancée de l'individu dégagé des liens particuliers, la préfiguration dans la société socialiste de l'individu intégral, qui permet d'envisager comme une tâche scientifique réalisable ***la construction empirique du concept de tel ou tel individu concret,*** c'est-à-dire la solution rationnelle du problème crucial de la science de l'individuel.

NOTES de l'auteur

l'examen de l'articulation de la théorie sur les pratiques économiques et politiques, décisives en dernière instance cependant pour rendre compte du processus de connaissance si le mouvement ***réel*** de l'essence est bien la base du mouvement de la conscience. Je pense que c'est par là surtout que, contre la volonté de son auteur, cette interprétation du marxisme a pu faire l'objet de tentatives de récupération, d'ailleurs malaisées, par la pensée non-marxiste.

P.-S. -Cette note était déjà composée quand j'ai pris connaissance de l'important *Avertissement* placé par Louis Althusser en tête de la 2e édition de *Lire le Capital,* et dans lequel il écrit notamment: ((Nous avons maintenant toutes les raisons de penser que l'une des thèses que j'ai avancées sur la nature de la philosophie exprime, malgré toutes les précisions données, une tendance ((théoriciste » certaine. Plus précisément, la définition (donnée dans *Pour Marx* et reprise dans la préface à *Lire le Capital)* de la philosophie comme théorie de la pratique théorique est unilatérale et donc inexacte.

En l'occurrence, il ne s'agit pas d'une simple équivoque de terminologie, mais d'une erreur dans la conception même.

Définir la philosophie de façon unilatérale comme Théorie des pratiques théoriques (et, par conséquent, comme Théorie de la différence des pratiques) est une formule qui ne peut pas ne pas provoquer des effets et des échos théoriques et politiques soit « spéculatifs », soit « positivistes ». Les conséquences de cette erreur, qui concerne la définition de la philosophie, peuvent être reconnues et délimitées en quelques points précis de la Préface de *Lire le Capital.*
Mais, à part sur quelques détails mineurs, ces conséquences n'entachent pas l'analyse que nous avons donnée du *Capital* (**« L'objet du *Capital*», et l'exposé de Balibar**). Nous aurons l'occasion de rectifier la terminologie et de corriger la définition de la philosophie dans une série d'études prochaines. "
Je ne cite pas ici ce texte pour en tirer sommairement argument, avant même d'avoir pu prendre connaissance des nouvelles études qui y sont annoncées et donc d'être en mesure d'apprécier jusqu'à quel point s'en trouveront modifiés les termes du débat. Je le cite parce que le développement de la réflexion de Louis Althusser sur une question d'aussi haute importance est en soi un fait qui mérite la plus extrême attention et aussi par respect pour une démarche corrective publique qui constitue pour tout marxiste et plus largement, je le pense, pour tout chercheur, dont le plus haut souci est la vérité à la fois une leçon et un exemple.
1. Ne serait-il pas temps, à cet égard, d'entreprendre le bilan critique d'ensemble de cette bachelardisation générale de l'épistémologie française depuis trente ans, qui a représenté sans aucun doute un progrès considérable
1. *Contribution,* p. 165. *2. Ibid.,* p. 168.
3. Si l'interprétation générale du marxisme qu'a développée Louis Althusser peut, malgré sa profondeur, faire l'objet non seulement de critiques partielles mais d'un désaccord défini portant sur l'ensemble, comme je le pense pour ma part, c'est ici, sans aucun doute, que ce désaccord trouve son point focal. .
Louis Althusser a remarquablement montré comment la conception marxiste du concret et du concept rompt avec l'usage empiriste-idéaliste de l'abstraction conçue comme l'extraction d'un concret *pensé* qui serait miraculeusement préformé dans le *réel.* (Cf. par exemple *Pour Marx,* pp. 194*195, Lire* « *Le Capital* ", I, point 10.) Et il est très vrai que Marx, dans ses travaux de 1857-1859 comme dans *Le Capital,* ne confond jamais, par opposition à Hegel, le concret réel et le concret pensé, dont il souligne que les modes de formation sont loin de coïncider en tout point, et parfois même s'opposent.

Cependant, il est non moins vrai que, pour lui comme pour Engels, il y a une unité profonde de ces deux concrets, car *l'essence* a aussi une *existence* objective, de sorte que, si elle n'existe naturellement pas dans les choses sous la forme du concept, elle n'en fonde pas moins l'objectivité de la science et lui rend possible de *reproduire* finalement le mouvement réel dans la pensée, sans qu'il y ait là aucune rechute dans l'idéalisme hégélien. Comme le dit la Postface de la deuxième édition allemande du *Capital:* « A l'investigation (scientifique) de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori.* " *(Le Capital,* I, 1, p. 29.)

Louis Althusser, à mon sens, durcit et isole le premier aspect de la conception de Marx. Il affirme que pour Marx l'objet de pensée est « absolument distinct de l'objet réel" *(Lire* « *Le Capital",* I, p. 50. Cf. II, pp. 29, 172-173; *Pour Marx,* p. 189), ce que ne dit nullement *l'Introduction* de 1857 par exemple, et il en vient à contester à l'essence une existence objective: là est à mes yeux l'altération décisive. Il écrit: **« Nous dirons que *n'existent,* au sens fort du terme, que des objets réels et concrets singuliers. " (Sur le travail théorique, *La Pensée,* n° 132, avril 1967, p. 4. Cf. *Pour Marx,* p. 202), et qu'au contraire les « objets formels abstraits)J, qui n'existent pas, constituent l'objet de la « théorie au sens fort» (p. 7),** alors que pour Marx, on l'a vu, non seulement l'essence existe objectivement, mais le général comme tel peut se présenter en personne sous la forme d'un concret singulier. Cette coupure entre production de la théorie et mouvement objectif de l'essence, cette amorce de glissement à un *idéalisme de l'essence* est à mon sens, étant donné l'importance proprement universelle de cette question, la véritable *matrice théorique* de l'interprétation althussérienne du marxisme dans tous ses aspects, et en particulier dans ses deux massifs principaux : la réduction de la dialectique à une théorie de la surdétermination(la contradiction *n'est* jamais *générale)* ; la réduction du matérialisme historique à l'antihumanisme théorique *(l'essence* humaine *n'existe* pas), avec toutes les conséquences dérivées que cela commande. On conçoit qu'une telle épistémologie soit fort à l'aise dans l'analyse du niveau spécifique de la théorie (la « pratique théorique "), mais qu'elle croie possible *d'ajourner* par rapport à l'époque de Brunschvicg, mais dont les limites et les impasses particulièrement perceptibles dans l'oeuvre de Michel Foucault où elle confine au maniérisme, représentent ce qu'il s'agit maintenant de dépasser?

J.-P. SARTRE: C*ritique de la raison dialectique,* Gallimard, 1960 pp. 717-719.
G.-G. GRANGER : *Pensée formelle et sciences de l'homme,* Aubier, 1960. *2. Ibid.,* p. 185.

2-Les paradoxes de la psychologie sociale

Pour bien prendre la mesure de cette difficulté, avant de tenter de la surmonter, il est instructif d'examiner d'abord les contradictions dans lesquelles se trouve prise la psychologie sociale - contradictions symétriques de celles que rencontre la psychologie biologique - lorsqu'elle cherche à rendre compte sur son terrain de la personnalité humaine. Dans la mesure où par psychologie on entend de la manière la plus large la ***science du psychisme,*** la science des comportements et des conduites, il semble que la notion de **psychologie *sociale*** soit parfaitement claire en soi, même si ses rapports frontaliers avec la psychologie et la sociologie donnent lieu à contestation: son objet est l'étude des conduites non en tant que réalités nerveuses, mais en tant qu' activités sociales. C'est ainsi par exemple que la **psychologie biologique étudiera les processus cérébraux de la mémoire et la psychologie sociale ses cadres sociaux.**

Cette deuxième approche des conduites de mémoire suppose donc une abstraction et une généralisation spécifiques: nous faisons ***abstraction*** des réalités nerveuses en quoi consiste toujours chez l'individu réel ***une*** conduite de mémoire, et par-delà les singularités individuelles nous étudions dans sa ***généralité*** de conduite sociale commune à un grand nombre d'hommes *la* mémoire, quitte à repérer des variations du type général. Rien de contradictoire dans tout cela, puisque rien dans le concept de mémoire, ni plus largement dans le concept d'une ***fonction*** psychique, ne répugne ni à cette généralisation ni à cette abstraction. Il y a en effet une ***unité relative des fonctions psychiques*** à l'échelle de l'humanité tout entière qui tient à l'unité biologique relative de l'espèce humaine, et qui se trouve reproduite et confirmée à l'échelle de chaque société par l'unité relative des conditions les plus générales d'hominisation et d'activité qu'y déterminent le niveau des forces productives et de la culture, l'allure la plus générale des rapports sociaux, etc.

En ce sens, il est légitime et scientifiquement viable d'étudier une fonction psychique comme si elle était le fait d'un ***individu social général,*** abstraction faite de ses bases nerveuses et de sa singularité concrète en chaque personnalité.

Mais il en va tout autrement quand on aborde les problèmes de la personnalité en elle-même. Car la personnalité dans ce qu'elle a de plus essentiel est ***concrète* et *singulière,*** ou elle n'est pas.

Que peut bien signifier l'idée d'une personnalité ***abstraite,*** alors qu'elle est dans son essence même totalité, et ***générale,*** alors qu'elle est dans son essence même individualité? Certes, que la psychologie sociale repère des cc traits » communs à plusieurs individus, àbeaucoup, à tous, et qu'elle entreprenne d'en rendre compte àpartir de considérations sociales, cela est pensable. C'est même Marx, on l'a vu plus haut, qui a ouvert à ce type de recherches une voie authentiquement scientifique en montrant comment une formation sociale donnée implique des ***normes historiques générales d'individualité,*** notion à mon sens beaucoup plus rigoureuse que bien des concepts élaborés depuis par la psychologie sociale dans la méconnaissance des rapports de production et de leur rôle explicatif fondamental.

Mais la théorie des formes d'individualité n'est pas du tout encore la théorie de la personnalité: les premières sont générales et abstraites, communes à beaucoup d'individus et non exhaustives du point de vue de l'étude des personnalités; au contraire, la personnalité est le ***système total*** de l'activité ***d'un individu,*** lequel n'est un individu que dans la mesure où il est différent des autres. C'est pourquoi lorsque la psychologie sociale se propose d'étudier non plus tel ou tel aspect du ***psychisme*** mais la ***personnalité,*** elle se trouve devant la double et contradictoire exigence de traiter de ***l'individu concret,*** mais en tant ***qu'objet général et abstrait****:* entre ce que vise alors le terme de *psychologie* et ce qu'implique la qualification de *sociale,* une contradiction éclate, dont on ne voit pas que dans son ensemble la psychologie sociale l'ait actuellement dépassée, ni même comment elle pourrait être dépassée.

A travers la variété de ses tendances et de ses écoles, la psychologie sociale, au sens le plus large de l'expression, est donc hantée par un concept inconcevable: celui ***d'individu général,*** c'est-à-dire qu'en son fond, malgré la positivité de ses recherches, elle n'a pas réussi à se délivrer vraiment de la représentation idéologique d'**un *homme abstrait,* dont la *VIe Thèse sur Feuerbach* a montré le caractère spéculatif**. Un exemple tout à fait clair de cet état de choses nous est donné par la notion de ***personnalité de base,*** qui joue un si grand rôle dans l'anthropologie culturelle américaine, et plus généralement dans les sciences de l'homme aujourd'hui. Prenons la telle qu'elle nous est exposée par exemple dans **Le fondement culturel de la personnalité, de Ralph Linton ,** ou **dans La personnalité de base, de Mikel Dufrenne** - pour retenir, dans une bibliographie immense, deux ouvrages classiques. Qu'est-ce que la personnalité de base selon Linton ? C'est une « **configuration bien intégrée» d'éléments de personnalité commune** » aux membres d'une société, éléments dérivés eux-mêmes de **« modèles culturels »**, c'est-à-dire de standards de comportement inhérents à cette société .

« **L'existence de cette configuration dote les membres de la société de manières de comprendre et de valeurs communes, et leur permet de répondre affectivement de façon unifiée aux situations qui intéressent leurs valeurs communes.** »
« On peut aussi constater qu'il existe dans toute société des configurations de réponses supplémentaires qui sont liées à certains groupes socialement délimités au sein de la société », par exemple sexes, classes d'âge, positions dans un système de parenté, etc., qui constituent autant de ***statuts*** de la personnalité.
« Ces configurations de réponses liées au statut peuvent être nommées ***Personnalités statutaires.*** » Ces personnalités statutaires
« **sont superposées à (la) personnalité de base, et elles y sont profondément intégrées.** »
« Chaque société a son propre type de personnalité de base et sa propre gamme de personnalités de statut »
qui définissent des ***rôles*** correspondants, c'est-à-dire « les attitudes, les valeurs et les comportements 5 » que la société assigne aux individus qui occupent des statuts donnés»
Maintenant, qu'en est-il de l'individu concret par rapport à tout cela? Cette question n'est pas de celles qui préoccupent particulièrement l'auteur, soucieux avant tout de la personnalité prise dans sa généralité sociale. Toutefois, à la fin du livre, Linton reconnaît qu'il
« **reste à expliquer pourquoi les membres d'une société donnée présentent toujours des variations individuelles considérables dans leur personnalité** ».
Il déclare aussitôt que ce problème « **présente peu de difficulté** ».
Quelle en est donc la solution? C'est d'abord que :
«**deux individus, seraient-ils des jumeaux vrais, ne sont jamais rigoureusement identiques.**
Quel que soit leur degré de parenté, les membres d'une société n'ont jamais sur le, plan génétique les mêmes capacités de croissance et de développement ».
Autrement dit, la source de la ***singularité*** des individus serait à chercher en premier lieu dans l'hérédité biologique.

« **Il est significatif, *écrit Linton,* que les processus culturels, que la culture dans sa totalité paraissent avoir un effet négligeable sur les *processus* relatifs à la constitution et au fonctionnement de la personnalité. Les processus de la personnalité dérivent des propriétés inhérentes à l'organisme humain: ils représentent les capacités psychologiques de l'individu en action.**
A travers l'expérience que l'individu tire de son contact avec la culture, celle-ci ne détermine en partie que les matériaux sur lesquels les processus de la personnalité agissent . »
Et ce seraient les « **qualités innées de l'individu** » qui influeraient en particulier sur son mode de réaction à la culture dont il fait l'expérience.
Or, sans même discuter ici cette notion de ***qualités psychiques innées,*** qui pour l'essentiel paraît bien relever de la croyance tenace et pourtant dénuée de tout fondement probant à ***l'hérédité psychologique,*** une telle «explication » de la singularité des personnalités par la biologie ne répond pas du tout à la question posée.
Que des données *biologiques,* sans qu'on ait nul besoin de les travestir en hypothétiques qualités ***psychiques*** innées, jouent leur rôle dans les processus de l'individuation psychologique, au cours de la formation de la personnalité, c'est bien certain.
Mais cela ne nous explique encore pas, et n'a aucune chance de nous expliquer jamais, comment et pourquoi les personnalités des **individus concrets diffèrent *en tant que formations historico-sociales***.
Ce ne sont évidemment pas des considérations biologiques, fussent-elles d'ailleurs bien fondées, qui peuvent par exemple rendre compte de la différenciation introduite par les rapports sociaux entre personnalité abstraite et personnalité concrète. L'argument biologique de Linton, même s'il contient une idée juste, est donc complétement à côté de la vraie question, comme pourrait l'être l'argument géographique pour rendre compte de la diversité des formations sociales: si la géographie peut sans aucun doute contribuer à éclairer les différences entre deux sociétés capitalistes, elle est par principe incapable de rendre compte de la différence entre une société capitaliste, une société féodale et une société socialiste.
On voit ici combien chez Linton - et cela nous semble valoir plus largement de l'anthropologie culturelle américaine, voire de l'anthropologie culturelle tout court même si l'on s'en fait ordinairement une tout autre idée -, l'insistance sur le fondement *social* de la personnalité n'exclut pas un ***biologisme*** complémentaire très insuffisamment critiqué.
« **Les systèmes sociaux peuvent avoir changé et évolué**, *écrit-il,* **mais les qualités innées des êtres humains sont restées sensiblement les mêmes 1»**

Alors que nous nous attendons à être aux antipodes, sommes-nous ici tellement loin de Sheldon ? Et la raison profonde de cette proximité au sein du biologisme n'est pas difficile à apercevoir: chez l'un comme chez l'autre, c'est la conceptualisation hérédité-milieu, admise dans la complète méconnaissance des découvertes fondamentales de Marx à ce sujet.

Dès lors, le débat classique et finalement vain sur les « **parts**» respectives de chacun des deux « facteurs » dans la formation de la personnalité est assuré de se dérouler ***à l'intérieur du biologisme,*** même chez qui semble attribuer presque tout au « milieu)), puisqu'en concevant la société comme simple milieu, donc comme simple détermination ***externe*** d'un individu ***psychiquement préexistant,*** on a d'avance accordé ***l'essentiel*** au biologisme.

Aussi bien, il faut le reconnaître, Linton a-t-il jusqu'à un certain point conscience de la portée limitée de son argument biologique. Il en ajoute aussitôt un second:

« **De plus,** *écrit-il,* **la façon dont (les) capacités s'exercent se trouve affectée par toutes sortes de facteurs de l'environnement .**

Le processus de formation de la personnalité semble être essentiellement un processus d'intégration de l'expérience, laquelle à son tour résulte de l'interaction de l'individu avec son environnement. Il s'ensuit que des environnements même identiques, pour autant que ce soit concevable, fournissent à des individus différents des expériences différentes et finalement leur constituent des personnalités différentes. »

Et plus loin:

« **Les différences d'individu et les différences d'environnement peuvent entrer dans une quantité à peu près infinie de permutations et de combinaisons, et l'expérience que des individus eux-mêmes différents peuvent en retirer ne peut que varier pareillement. Voilà qui suffit parfaitement à rendre compte des différences de contenu de la personnalité telles qu'on les constate chez les membres d'une même société** »

Ce deuxième argument, plus encore peut-être que le précédent, est révélateur de la référence au moins implicite à l'idée d'homme abstrait, au naturalisme anthropologique, qui sous:-tend toute la théorie de la personnalité de base. Quelle est en effet ici l'explication proposée à la singularité des individus? **Le *hasard.***

Et bien entendu, tout comme les données biologiques, le hasard joue objectivement un rôle dans les processus d'individuation. Il est vrai que la série d'événements ***uniques,*** à certains égards, qui constituent une biographie, la somme ***unique*** des rapports concrets avec des aspects déterminés du monde social *différent* nécessairement d'un individu à un autre. Mais il faut bien voir à quoi on s'engage si on se propose d'expliquer par là la singularité foncière d'une personnalité. En rendre compte par la simple ***contingence,*** c'est donc la concevoir comme une singularité ***inessentielle,*** comme une variation brodée autour de la personnalité de base et des personnalités de statut, comprises pour leur part comme ***l'essence commune*** des individualités concrètes.C'est ce que dit très clairement Linton par exemple avec sa comparaison du complet de confection.

«**Les modèles culturels se présentent à l'individu comme des complets de confection: ils sont approximativement à la mesure de leurs exigences, mais ils ne leur vont pas vraiment tant qu'ils n'ont pas été diminués ici et lâchés là. Tout comme pour les complets, les modèles réels constituent les limites extrêmes dans lesquelles ces modifications restent possibles, mais d'habitude ces limites sont assez larges pour pourvoir à toute éventualité, sauf anomalie remarquable . »**

Mais, dans ces conditions, la ***singularité concrète*** des individus étant conçue comme *inessentielle, l'essence* de la personnalité se voit forcément identifiée à une ***généralité abstraite,*** selon la fausse conception traditionnelle et pré dialectique de l'essence dont Marx a fait la critique en profondeur. Que la base objective de la personnalité soit dans la société, c'est ce que dit déjà la ***VIe Thèse sur Feuerbach:*** cette base est l'ensemble des rapports sociaux. Mais cet ensemble de rapports sociaux n'a aucunement la forme psychologique, la forme d'un ***individu général.***

Au contraire, chez Linton, faute d'une conception authentiquement dialectique de l'essence et de l'existence, de l'individuel et du général, de l'abstrait et du concret, ***la base de la personnalité se voit idéologiquement travestie en personnalité de base,*** dont on ne nous définit jamais rigoureusement, et pour cause, le statut de réalité. La personnalité de base est-elle une simple configuration de traits, une collection de modèles culturels? De quel droit alors l'appeler personnalité? Est-elle réellement une personnalité? Comment alors pourrait-elle exister en dehors des individus concrets, dans le monde social?

En fait, pour Linton, et plus largement pour l'anthropologie culturelle, les individus concrets sont compris comme des variantes plus ou moins fortuites d'un ***homme social en général,*** véritable abstraction réalisée, qu'il ne suffit pas de concevoir comme culturellement relatif, historiquement variable, pour en faire disparaître le caractère profondément spéculatif.
Par-delà l'empirisme des méthodes, nous avons ici encore une forme simplement historicisée de l'humanisme philosophique.Combien Marx a vu plus profond, un siècle plus tôt, en un temps où n'existait rien encore qui ressemblât à une ***science*** psychologique! Il a parfaitement aperçu le problème de la ***contingence*** des rapports entre l'individualité concrète et les conditions sociales à partir desquelles elle se forme. Mais, étant un dialecticien de premier ordre, il a tout de suite compris - **dès *L'idéologie allemand****e* - que cette contingence ne pouvait absolument pas être le pauvre rapport passe-partout d'une généralité sociale à une singularité individuelle toujours identiques à elles-mêmes dans leur essence, mais que cette contingence, c'est-à-dire ce mode de rapports entre les bases d'une formation sociale donnée et la diversité des individus qui y sont produits, était, de toute nécessité, concrète, diverse et variable historiquement; que chaque formation sociale détermine son propre mode de contingence dans les rapports entre l'individuel et le social.
Il a montré que dans le capitalisme cette contingence est poussée à l'extrême et prend des formes très visibles quoique mystificatrices, de sorte que si elle peut apparaître à un Linton comme une donnée évidente et abstraitement universelle, cela justement est l'indice d'une réflexion dominée à son insu par les conditions du capitalisme.
« **La différence entre l'individu personnel et l'individu contingent, *lit-on dans* « *L'idéologie allemande*,n'est pas une distinction du concept, mais un fait historique. Cette distinction a un sens différent à des époques différentes: par exemple, l'ordre en tant que contingence pour l'individu au XVIIIe siècle, et la famille aussi plus au moins. C'est une distinction que nous n'avons pas, nous, à faire pour chaque époque, mais que chaque époque fait elle-même parmi les différents éléments qu'elle trouve à son arrivée, et cela non pas d'après un concept, mais sous la pression des conflits matériels de la vie 1.))**
[Mais] « c'est seulement la concurrence et la lutte des individus entre eux qui engendrent et développent cette contingence en tant que telle .»
« **Dans la concurrence, la personnalité elle-même n'est qu'une contingence, et la contingence, une personnalité»**

Cette caractéristique de la société capitaliste, où l'individuation est foncièrement subordonnée au hasard, c'est-à-dire en fait aux nécessités aveugles du développement social, est elle-même transitoire :
« **A l' époque actuelle, la domination des individus par les conditions objectives, l'écrasement de l'individualité par la contingence ont pris des formes extrêmement accusées et tout à fait universelles, ce qui a placé les individus existants devant une tâche bien précise: remplacer la domination des conditions données et de la contingence sur les. individus par la domination des individus sur la contingence et les conditions existantes** . »
Les *Grundrisse* reviennent à maintes reprises sur ces problèmes . Et Marx y fait notamment remarquer, avec une extrême profondeur, que le fait même de poser le problème des différences entre les individus comme un problème de variation d'une grandeur commune suppose la réduction préalable de l'actIvité humaine à sa forme abstraite, c'est-à-dire le marché capitaliste et la concur-rence.
« **C'est la *comparaison*,** *écrit-il,* **au lieu de *la communauté* et de *l'universalité véritables*** . »
Il y a là matière à réflexion pour une psychologie qui considère comme allant de soi la mesure différentielle des aptitudes. Mais Linton et l'anthropologie culturelle, malgré leurs mérites, sont bien loin de soupçonner ce fond du problème. Ne voyant de la personnalité que certains aspects, souvent très secondaires, de sa forme, et parce que d'un point de vue très général une belle-mère est évidemment toujours une belle-mère, et un médecin débutant un médecin débutant, il soutient qu'on note
« **dans toutes les sociétés à peu près la même marge de variation et à peu près les mêmes types de personnalité 4».**
C'est comme si l'on soutenait que, la société étant dans son essence toujours identique à elle-même, les sociétés réelles ne sont que des variantes singulières réparties selon une distribution à peu près constante. C'est bien d'ailleurs ce que soutiennent, aux antipodes du marxisme, les tenants d'une anthropologie profondément ***naturaliste*** derrière l'importance qu'elle attache au ***culturel;*** tel **Lévi-Strauss:**
« **Aucune société n'est foncièrement bonne,** *affirme-t-il;* **mais aucune n'est absolument mauvaise; toutes offrent certains avantages à leurs membres, compte tenu d'un résidu d'iniquité dont l'importance paraît approximativement constante et qui correspond peut-être à une inertie spécifique qui s'oppose, sur le plan de la vie sociale, aux efforts d'organisation»**

Indépendamment des objections historiques et politiques qu'on peut adresser à une telle conception, il est aisé de voir qu'elle repose sur une représentation fixiste, pré dialectique de l'homme, ou des structures dont il serait l'effet. Cette représentation tourne le dos à ce que nous avons appris de plus essentiel en la matière depuis le XIXe siècle.
Ainsi, lorsque Ljnton écrit que le problème de la singularité de chaque personnalité « **présente peu de difficulté**», il est permis de dire que cela révèle chez lui une profonde sous-estimation de sa complexité. Car ni l'explication par les données biologiques, ni l'explication par la contingence, encore qu'elles contiennent toutes deux quelque chose de juste, ne répondent à la question posée: elles ont pour effet; et pour principe, de ***séparer singularité et socialité.*** Or s'il y a effectivement une singularité de l'individu qui est irréductible aux données sociales générales, la singularité la plus essentielle, celle qui constitue le coeur du problème, est justement celle de ***la personnalité historico-sociale comme telle***. Ce qu'il faut expliquer, c'est que, selon la formule de Marx, l'homme s'individualise *dans* le processus historique, et non pas malgré lui ou à sa marge. Il ya là une contradiction qu'on ne peut esquiver, parce qu'elle est tout le problème: c'est que l'individu est un individu en tant qu'être social général, un être social en tant qu'individu singulier. Cette explication par la biologie ou par la contingence (au sens que Linton par exemple donne à cette idée) ne résout pas cette contradiction mais la fuit. Cependant, à partir de l'anthopologie culturelle, et sur le terrain de la personnalité de base, une troisième explication nous est proposée, par exemple par Mikel Dufrenne : l'explication par la liberté du sujet.
Dans son livre sur ***La personnalité de base,*** où il aborde le problème à la lumière des travaux de Linton, mais plus encore de Kardiner, M. Dufrenne reprend nettement à son compte la **« théorie de la nature humaine»** de l'anthropologie culturelle, comme ce qui peut selon lui inspirer une sociologie psychologique et aider à comprendre la culture», Toutefois, il reconnaît en même temps les difficultés que comporte cette position quand il s'agit de situer théoriquement l'individu singulier. Citant Kardiner, qui avoue que « **la relation entre personnalité de base, caractères individuels et systèmes de valeurs, est encore très obscure** », il se demande:
«**L'idée d'un fond psychologique commun à tous les individus d'une même société est-elle viable?** »

Et il ne méconnaît pas à quel étrange paradoxe on aboutit lorsqu'on réfléchit sur le concept même d'individu humain:
« **L'individu est unique; et paradoxalement, on peut le dire de tout individu, c'est-à-dire de l'individu en général; et ceci nous avertit déjà qu'on ne peut dire que l'individu est unique parce qu'il est réel et parce que, en tant que réel, il est le résultat d'un concours singulier et singularisant de circonstances; il lui appartient d'être unique, c'est un trait de son être: il a une personnalité** »
On voit que pour M. Dufrenne l'explication lintonienne de la singularité individuelle par la contingence n'est pas une suffisante explication. Mais quelle est alors l'explication véritable?
« **L'individu est inépuisable non seulement par la maladresse des concepts, mais par ce qu'il y a en lui de profond et de libre, parce qu'en dernier ressort il décide lui-même de son être, et de façon imprévisible .** »
« **Il y a de la nature en l'homme, et par conséquent de l'universel et du général, par quoi une définition est tout de même possible, mais cette nature est pour une liberté. Certes, en faisant une place à la liberté, la théorie de la nature humaine reconnaît la singularité de l'individu, qui n'est pas seulement le résultat de l'intervention de certaines variables dans un concert de lois, mais l'acte même de l'individu qui va inscrire dans l'univers son choix existentiel** »
M. Dufrenne y revient dans *Pour l'homme,* où l'antihumanisme structuraliste est combattu au nom d'un humanisme éthique:
« **Ce qui nous oblige aussi à accueillir avec réserve l'idée d'une nature humaine, c'est la singularité de l'homme»; car « la première ressemblance que les hommes aient entre eux, c'est qu'ils sont chacun uniques»** sur quoi il affirme, avec Sartre, qu'
« **il faut bien définir l'homme par la liberté** ». « **Si la Nature invente l'homme, c'est comme l'être qui doit inventer sa propre nature, toujours singulière. L'idée de l'homme n'est pas un concept, elle est l'affirmation où s'exprime un vouloir, et que tout vouloir enveloppe .**»
Conception de la liberté et du vouloir qui, malgré des efforts pour la rattacher au matérialisme dialectique et à la praxis 5, nous renvoie hors de toute genèse historique réelle, à un **«transcendant comme inengendrable».**

Ce qui nous paraît irrecevable dans cette troisième tentative d'explication de la singularité individuelle, ce n'est pas seulement le caractère spéculatif, métaphysique - au sens dialectique du mot - de la liberté invoquée; c'est le fait même d'invoquer «**la liberté»** comme ***deus ex machina Philosophique*** pour tirer d'embarras une ***science*** qui échoue à rendre compte sur son terrain du caractère foncièrement unique de chaque personnalité.
Que la notion de liberté humaine ait du sens, ce n'est pas un marxiste qui y contredira. Mais ce n'est pas une vue philosophique sur *la* liberté qui peut apporter à la science la solution du problème de l'individualité psychologique, c'est au contraire la science psychologique qui doit établir la légitimité de l'attribution d'une liberté concrètement définie à l'individu: telle est la seule démarche non-spéculative, scientifiquement recevable.
A l'inverse, projeter la solution du problème scientifique irrésolu dans la sphère d'une philosophie de la liberté revient à avouer qu'on ne parvient pas à la trouver sur le terrain de la science elle-même; invoquer une liberté scientifiquement inélucidée n'est pas la solution du problème mais l'aveu même de son irrésolution. Ici encore, on doit le dire, il y aurait profit à méditer, de plus près que cela n'est fait d'ordinaire par la psychologie, les analyses de Marx, à commencer par celles de *L'idéologie allemande,* où, critiquant Stirner, l'un des ancêtres de l'humanisme existentiel, il montre le fond de
« **la détermination de la liberté caractéristique de tous les idéologues, et surtout des idéologues allemands: la liberté comme autodétermination, comme individualité** ».
Ce fond, on l'a rappelé plus haut, c'est la transmutation idéologique des processus concrets de « **libération historique**» des hommes en une «**catégorie abstraite: *la* liberté**», *déjà donnée* à l'individu du seul fait qu'il est humain ; c'est-à-dire, au point de vue pratique, l'acceptation des limites sociales actuelles du processus de libération, ou la méconnaissance des conditions réelles de son développement au-delà de ces limites, acceptation ou méconnaissance tenaces chez l'intellectuel de la société bourgeoise.
Ainsi, pas plus que l'explication par les données biologiques ou par la contingence, l'explication par la liberté ne résout le problème de la singularité essentielle de l'individu humain. Et cela met radicalement en cause le concept de personnalité de base, c'est-à-dire au fond d'individu général. Admettre la notion de personnalité de base, c'est accepter de concevoir la société comme simple milieu, comme ***environnement*** porteur de modèles culturels ***généraux,*** à quoi vient s'opposer du dehors ***l'individu,*** défini comme tel de façon préalable, donc *naturalisé*.

Dès lors, pour culturelle qu'on la veuille avec insistance, l'anthropologie est ***naturaliste,*** c'est-à-dire prisonnière d'une théorie spéculative de la nature humaine, d'un humanisme philosophique, et elle naturalise tout ce qu'elle touche: données biologiques, contingence, liberté, qu'elle ne comprend pas comme produits historiques concrets.
Les rapports entre individu et société étant compris, dans la méconnaissance du concept capital de rapports sociaux, comme des rapports essentiellement *externes* entre deux ***abstractions,*** on s'est condamné à penser les conditions sociales sous la forme d'une généralité abstraite, la personnalité de base, et la singularité individuelle comme inhérente à la « **nature humaine** », dans toute la gamme des sens du mot nature.
L'essence sociale de la personnalité concrète, l'essence concrète de la personnalité sociale échappe. Aucune théorie scientifique de la personnalité n'est possible dans ces conditions: ainsi entendue, la psychologie sociale bouche toute perspective sur une réelle psychologie de la personnalité, dont le terrain et la frontière du côté des sciences sociales demeurent donc introuvables.
Ce qui est en cause ici, on le voit, ce n'est nullement l'étroitesse spécifique de l'anthropologie culturelle américaine. Il est bien vrai, par exemple, comme le note M. Dufrenne, que la sociologie américaine « **se défie de ce qui a une saveur marxiste** », ce qui ajoute de sérieuses difficultés à l'entreprise de l'anthropologie culturelle telle que la mènent Linton ou Kardiner.
Mais l'essentiel, du point de vue où nous nous plaçons ici, est situé beaucoup plus profond.
Si l'absence de défiance, voire la sympathie déclarée à l'égard « de ce qui a une saveur marxiste» signifie simplement qu'on cherche à incorporer de façon extérieure des matériaux prélevés chez Marx à une recherche anthropologique dont le principe même est prémarxiste, situé en deçà de la ***VIe Thèse sur Feuerbach*** et de la critique matérialiste radicale de la conception spéculative de l'essence humaine, cela ne peut évidemment rien changer au fond.
De ce point de vue, il est fort instructif de confronter à l'anthropologie culturelle américaine des tentatives toutes différentes quant à leur attitude à l'égard du marxisme, qui ont cependant en commun avec elle la volonté de rendre compte de la personnalité humaine en termes historiques et sociaux, mais sans avoir suffisamment réfléchi aux pièges idéologiques qu'il faut éventer pour y parvenir, et qu'on ne peut éventer sans en passer par Marx. Prenons pour exemple le livre, historiquement important, de 1. Meyerson :

Les fonctions psychologiques et les oeuvres , d'où est issu le courant contemporain de la « **psychologie historique** », dans lequel la référence positive à Marx n'est pas rare. D'emblée, Meyerson souligne que l'étude de l'homme à travers ses oeuvres, l'analyse des comportements à travers leur manifestation historique modifient heureusement la perspective traditionnelle du psychologue.
« **Il n'a pas affaire à l'homme abstrait, mais à l'homme d'un pays et d'une époque, engagé dans un contexte social et matériel, vu à travers d'autres hommes également d'un pays et d'une époque .** »
Affirmation fort claire en un sens: à l'idée d'homme éternel, la psychologie historique et comparée substitue celle d'homme historiquement relatif, socialement déterminé.
Mais affirmation plus secrètement contradictoire quand il s'agit d'étudier la personnalité : « **Il n'a pas affaire à *l'homme abstrait,* mais à *.l'homme* d'un pays et d'une époque...** ». Or ***l'homme*** d'un pays et d'une époque est précisément encore un homme *abstrait,* même s'il est conçu de façon historicisée, socialisée, dans la mesure où il est considéré indépendamment des ***rapports sociaux concrets*** au sein desquels est produit chaque individu ***singulier***. Bien entendu, comme cela a été précisé plus haut, ce n'est pas le fait de manier un concept abstrait d'homme qui est discutable, mais de confondre concept abstrait d'homme et concept d'homme abstrait; c'est le fait de croire qu'on a dépassé le niveau de 1'« homme abstrait» parce qu'on le conçoit désormais dans sa variabilité historique - ce qui est sans aucun doute un progrès, en effet - mais sans voir que cela ne va nullement encore au fond des choses ***en matière de théorie de la personne*** si l'on conserve à l'intérieur de la perspective historique l'idée d'un ***individu général*** d'un pays et d'une époque: l'historicisation de l'individu abstrait de l'anthropologie spéculative n'en est pas encore le réel dépassement scientifique. En d'autres termes, on en reste à la cc psychologie de r844 » - et en ce sens on peut se référer à Marx avec faveur - mais on n'a pas encore tenu compte des enseignements essentiels du marxisme dans la question de la ***personnalité.***
Ce qui trompe ici, redisons-le, c'est que dans la mesure où l'on se propose d'étudier seulement les fonctions psychiques, ce qu'annonce le titre du livre de Meyerson, ce point de vue de l'individu social général est en somme recevable. Dans une société donnée, il existe sans aucun doute des formes sociales relativement communes de la mémoire, de la perception ou de l'émotion, car ces fonctions ont des bases sociales (et biologiques) relativement communes pour les membres de cette société.

Mieux: on peut aborder également de ce point de vue la personnalité elle-même, dans la mesure où il existe aussi des formes sociales plus ou moins générales d'individualité dans une société bien définie. Encore faudrait-il, sur ce plan, à plus forte raison si l'on veut tenir compte du marxisme, étudier les formes et contenus de classe de la personnalité, dont l'importance est évidente, et dont malheureusement le livre de Meyerson ne s'occupe pas; tout ce que Le Capital nous montre sur les formes **d'individualité du capitaliste ou du prolétaire, du travail concret et du travail abstrait, etc.**, demeure complètement méconnu, chez Meyerson aussi bien que dans l'anthropologie culturelle américaine.

Mais le plus important n'est pas là. Le plus important, c'est que l'étude des formes historico-sociales de l'individualité, même la mieux conçue, ne nous donne absolument pas la connaissance de la personne d'un pays et d'une époque, c'est-à-dire d'une personnalité générale qui n'existe en réalité nulle part.

Là est le piège épistémologique dans lequel il est vital pour les sciences psychologiques de ne pas tomber: ce qui vaut pour les fonctions psychiques, qui possèdent une essence relativement générale, ne vaut justement pas pour la personnalité, dont la singularité est essentielle; dans le deuxième cas, l'abstraction par rapport aux individus concrets ne donne pas naissance à un concept scientifique, mais à une entité spéculative.

Cette entité, l'homme général, fût-ce dans les limites « d'un pays et d'une époque» , est aussi mystificatrice que peut l'être par exemple sur le terrain de la science sociale le concept de société industrielle: il est parfaitement vrai que les forces productives industrielles avancées sont relativement les mêmes dans tous les pays, ce qui crée entre eux un certain nombre de ressemblances, une certaine problématique commune; .mais s'imaginer à partir de là que tel pays socialiste et tel pays capitaliste sont ou tendent à être des exemplaires singuliers du type général « **société industrielle**», c'est commettre une erreur théorique monumentale. Or, à cet égard, lorsque dans un chapitre intitulé « **L'histoire des fonctions**», Meyerson prend comme exemple principal la personne, il tombe dans le piège de façon caractéristique . Au reste, la preuve la plus visible qu'il s'agit bien là d'une impasse épistémologique, c'est que dans tout le développement qui lui est consacré, la personne n'apparaît pratiquement jamais en personne, et pour cause, mais sous la forme de la notion de personne. On comprend tout le sens de cette substitution: traiter, à propos de la personne, du nom propre ou du costume, des représentations religieuses ou juridiques, c'est en revenir en fait de la personnalité réelles aux formes sociales de l'individualité, aux institutions qui les règlent, aux idéologies qui les reflètent.

Tâche scientifiquement légitime, à la condition d'avoir une claire conscience de sa nature et de ses limites. Malheureusement, par un glissement constant sur lequel on reviendra et que couvre la notion extraordinairement ambiguë de psychologie historique, Meyerson raisonne comme si la notion de personne, loin d'être une vue idéologique au plus haut point complexe, coïncidait par définition avec un objet réel, la personnalité à la fois générale et concrètement existante, et sur cette base s'autorise à chaque instant à parler de l'homme: nous ne sommes pas vraiment sortis de l'anthropologie spéculative.
La contre-épreuve de tout ce qui précède est facile à faire.
En effet, s'il est vrai que toutes ces approches insuffisamment critiques de la personnalité humaine reposent sur la fonction spéculative, bien qu'historicisée, d'un individu général – personnalité de base, personne d'un pays et d'une époque, etc. - cela signifie qu'elles demeurent tributaires de l'illusion selon laquelle l'essence humaine aurait originairement la forme psychologique, la forme de l'individu isolé, c'est-à-dire de l'illusion dont la VIe Thèse a fait justice.
Mais dans ces conditions on peut s'attendre en toute certitude à ce que, simultanément, toutes ces conceptions psychologisent la société: si on confond la personnalité avec ses bases sociales, on confond réciproquement les bases sociales avec une personnalité, on se représente peu ou prou la société comme une sorte d'individu total.
Or c'est bien ce qu'on constate en règle générale. C'est ainsi que Linton, dans l'ouvrage analysé plus haut en tant qu'exemple représentatif, pose successivement comme définitions fondamentales que « **le système social pris dans son ensemble est une configuration [...] de modèles culturels** », et que la culture à son tour est « **la configuration des comportements appris et de leurs résulats»** ; les modèles culturels, fondement de la personnalité, sont des « formes stéréotypées de comportement» .
La société est donc considérée ici comme une somme de comportements, comme une réalité homologue au psychisme des individus. Dans ces conditions l'individu psychique, loin d'apparaître comme un produit social, une juxtastructure des rapports sociaux objectifs, est représenté au contraire comme l'élément constituant de la société, sa base réelle.
« **La société ne se compose pas d'individus**, *écrit Marx;* **elle exprime la somme des rapports et des conditions dans lesquels se trouvent ces individus les uns vis-à-vis des autres »**

Linton, au contraire, affirme dès les premières pages de son livre: « **Toute société est en dernière analyse un ensemble d'individus** », ce qui suppose que les rapports sociaux sur quoi repose la structure des personnalités sont confondus avec les conduites psychiques qui leur correspondent, que la conception de la société est mise la tête en bas, que le rapport essentiel de dépendance théorique de la psychologie de la personnalité à l'égard de la science des rapports sociaux se trouve renversé en un rapport faussement synthétique et réciproque où pour finir « **l'individu est le point de départ logique de toute investigation portant sur la configuration globale** ». Ce ne sont pas les conditions sociales qui déterminent les processus de vie et les besoins des individus.
Bien entendu, l'analyse du travail productif ne trouve aucune place dans une telle perspective.
Linton écrit nettement que sa conception de la personnalité « **ne prend pas en considération les effets que (le) comportement peut avoir sur l'environnement de l'individu, autrui compris .** »
Cela signifie que le travail salarié par exemple n'est considéré, pour autant qu'on s'en occupe, que comme un « **agrégat /organisé de processus et d'états psychologiques** »où se révèlent des modèles culturels - par exemple, la manière d'utiliser tel type d'outil-mais où le phénomène décisif de l'exploitation de l'homme par l'homme est entièrement volatilisé.
C'est bien pourquoi, alors que le livre contient maintes analyses intéressantes dans des domaines secondaires, le contenu essentiel de la vie personnelle donne lieu à des considérations d'une pauvreté, d'une futilité souvent saisissantes: rien, ou si peu que rien, sur les rapports vitaux du travail social - bien que les classes sociales soient fugitivement évoquées - mais des développements sur l'heure du coucher, le nombre des repas, l'attitude à l'égard du beau-père, la défiance à l'endroit des jeunes médecins, l'intolérance au plumage des animaux vivants, les modèles de fabrication des paniers ou la façon de se tenir à table .
Quand il en vient de la personnalité de base aux personnalités de statut, Linton désigne sans hésiter comme catégories élémentaires, comme infrastructures essentielles, l'âge et le sexe; « **aussitôt après » vient « la position dans le système familial** » : mais les rapports de production qui, dans la vie réelle, ne jouent pas seulement en soi un rôle déterminant, mais vont jusqu'à se subordonner, en leur imprimant une signification sociale définie, l'âge, le sexe, et les rapports familiaux, ne sont même pas mentionnés.

Le résultat, et sans doute la finalité insconsciente, de cette psychologisation générale de la société, c'est de masquer les causes et jusqu'au fait même des contradictions criantes qui caractérisent les personnalités au sein de la société capitaliste.

« **Ce qui incite l'individu à faire siens [les] modèles [culturels], c'est qu'ils satisfont ses besoins personnels, et plus précisément le besoin qu'autrui lui réponde favorablement .** »

Comme si l'ouvrier par exemple subissait toutes les conséquences de la condition ouvrière sur sa personnalité parce qu'elle « **satisfait ses besoins** », fût-ce le besoin de « réponse affective » ! En fait, le rôle théorique de ce « besoin de réponse affective » chez Linton, c'est d' « expliquer» au sein d'une représentation idéologique d'ensemble comment les individus peuvent être forcés de se plier aux « modèles culturels», alors qu'on nous les donne comme premiers, et libres, par rapport à ces modèles; c'est-à-dire de suppléer à la méconnaissance du fait capital mis en lumière par Marx: les individus

« **trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel ; ils sont subordonnés à leur classe .»**

C'est pour l'essentiel la même psychologisation ruineuse de la société qu'on retrouve dans toute l'anthropologie culturelle.

« **La méthode de Kardiner, *écrit M. Du/renne,* revient à considérer la culture non en soi, mais telle qu'elle est pour quelqu'un, ce quelqu'un abstrait qu'est la personnalité de base »**

Ainsi les institutions sociales sont définies par Kardiner comme « **ce que les gens font, pensent, croient ou sentent**», et il ajoute: « **Le lieu des institutions est à l'intérieur de la personnalité»**.

On comprend que pour lui « **toute révolution doit d'abord porter sur le psychologique»** . Nous sommes en pleine mystification idéaliste. Mais si M. Dufrenne fait grief à Kardiner de penser « **le social en termes de psychologie»**, c'est à son propre compte, semble-t-il, qu'il écrit, dans la ligne d'une réflexion sur l'apport de la phénoménologie aux sciences de l'homme:

« **La société n'est pas une personnalité, mais elle est comme l'oeuvre d'une personnalité qui serait non la personnalité de tel ou tel individu, mais une personnalité à sa taille: et on voit poindre ici l'idée de personnalité de base, c'est-à-dire d'une personnalité qui à la fois serait produite par la société et la produirait .»**
La société apparaît ainsi, et d'autant plus aisément qu'on n'en cherche pas assez les bases matérielles derrière les formes de conscience et de conduite sociales, comme une autre puissance du psychique:
«**Si l'humain se distingue de l'individuel, c'est comme le général du singulier, non comme le collectif de l'individuel: il n'y a rien de plus dans l'humain que dans l'individuel, il n'y a que du moins »**
C'est prendre le contre-pied de la *VIe Thèse sur Feuerbach,* et se mettre hors d'état de rendre compte ne serait-ce que des classes sociales. Aussi bien M. Dufrenne lui-même marque-t-il assez nettement les limites et les difficultés d'une telle attitude.
« **Après tout**, *note-t-il,* **les analyses de Kardiner n'établissent de relation vraiment convaincante qu'entre deux institutions, l'éducation et la religion»**
Relevant l'idée de Kardiner selon qui « **il y a trop d'insécurité dans le système social»** tel qu'il ressort de l'étude de Plainville, aux États-Unis, il écrit :« **Il y a une question que Kardiner ne résout pas: dans quelle mesure la naissance du monde moderne est-elle une cause ou un effet des drames de la personnalité de base. L'insécurité, par exemple, est-elle la cause ou la conséquence de l'individualisme économique ?»**
Des remarques semblables, que l'auteur ne pousse pas assez loin, font resurgir précisément la question décisive: si pour rendre compte de la personnalité à partir de la société on commence par concevoir la société elle-même de façon psychologique, n'est-il pas clair qu'on s'est enfermé dans un cercle théorique d'où émerge en fin de compte l'illusion psychologiste qu'il était question de dissiper?
Ici non plus, le cas de l'anthropologie culturelle n'est pas un cas d'espèce. Partant d'autres préoccupations et se référant à d'autres vues théoriques, la psychologie historique de Meyerson achoppe aux mêmes difficultés dans la mesure où elle implique elle aussi une psychologisation de la société.

Dès le début de son livre, Meyerson passe du principe méthodologique, en soi inattaquable, selon lequel il y a intérêt à « **analyser les comportements à travers des faits historiques** » et les actes à travers les oeuvres, à la thèse toute différente et hautement contestable, idéaliste de façon manifeste, selon laquelle ce serait ***l'esprit humain*** qui s'exprimerait dans les oeuvres, l'homme intérieur qui serait la source ultime des comportements extérieurs. « **Le psychologue sait que c'est par un effort de l'esprit que l'homme a édifié ces oeuvres, et même uniquement par un effort de l'esprit, car les mains ont été guidées, l'outil construit, la matière modelée par l'esprit»**
D'emblée se trouve donc écarté justement le point de vue le plus fondamental et le plus fécond, celui du matérialisme historique, c'est-à-dire le point de vue inverse: comment « **l'esprit humain»**, comme dit la philosophie spéculative, se forme à partir des activités et des rapports matériels, et en eux.
Tout l'ouvrage d'ailleurs repose sur l'idée que *« **l'esprit se détermine successivement dans ses créations** »*, « **le mental se projette sur l'actif** » « **l'humain se projette dans les oeuvres** » nous revenons en deçà même des *Manuscrits de I844*
Sur une telle base fleurit inévitablement l'idéalisme sociologique, inspiré par exemple par une très ancienne étude de Seignobos sur la méthode psychologique en sociologie:
« **Les faits économiques impliquent des motifs, des buts, des plans de travail, des connaissances, des habitudes techniques; la notion fondamentale de la vie commerciale, la valeur, la notion fondamentale du crédit, la confiance, sont des phénomènes de représentation** .»
Nous sommes. ici aux antipodes du marxisme, et en même temps des vérités les plus essentielles: on s'étonne qu'il soit encore possible, un siècle après *Le Capital,* de se référer à un auteur pour qui la valeur d'échange n'est qu'une représentation. Une autre référence fréquente de Meyerson, concourante à cet idéalisme sociologique, c'est l'oeuvre de Cassirer, dont l'influence au moins indecte a été grande sur les courants de pensée structuraliste. Tout cela se traduit par le fait que le concept d'acte, que Meyerson semblait devoir mettre en valeur très opportunément, demeure chez lui, comme dans l'anthropologie culturelle, le concept d'un acte qui n'est pas socialement productif, et tend alors à se réduire aux concepts pauvres de la psychologie ordinaire :« **Nos actes, enfin, tous nos gestes, toutes nos attitudes »**, écrit-il. Et donnant aussitôt un exemple de ce qu'il a en vue, il cite les « **gestes de salutation** ».

Le monde du travail et des rapports sociaux n'est donc pas même touché par ce pseudo-concept d'acte.
De la même manière, pour analyser la notion de personne, Meyerson juge important d'examiner des faits cc sociaux, moraux, religieux et linguistiques «, **mais n'évoque les conditions économiques qu'en quelques mots parmi les cc conditions qui jouent à titre accessoire »**
Rien ne montre mieux comment la psychologie historique, comme toute approche de l'individu à partir de la société, lorsqu'elle part sans critique préalable assez approfondie de l'idée apparemment toute simple et en réalité spéculative d'homme, de personne, d'individu *en général,* cette généralité fût-elle historiquement spécifiée, finit par n'être vraiment satisfaisante ni du point de vue de la science psychologique, ni du point de vue de la science sociale.
Cela ne veut nullement dire qu'à notre sens une psychologie sociale, culturelle, historique, comparée, etc., soit intrinsèquement impossible. D'une façon générale, redisons-le, le point de vue défendu ici n'est exclusif d'aucun autre point de vue existant, pourvu qu'il se révèle empiriquement fécond et théoriquement élucidable.
Or les notions de ***bases sociales générales de la personnalité,*** **de** ***formes historiques d'individualité,*** répondent clairement à ces critères; il y a là matière à une ou des sciences psycho-sociales. Mais ce qu'il est capital de ne pas perdre de vue alors, c'est que, négligeant par définition le support psychologique individuel de ces réalités psycho-sociales, on manie des abstractions ***du point de vue de la personnalité concrète,*** bien que ces abstractions soient des réalités concrètes *du point de vue de la société.* Le danger est donc, par un calembour épistémologique qu'accrédite l'emploi glissant du concept de ***psychologie*** **sociale,** de rechercher un ***support psychologique général à ces réalités sociales, sans comprendre qu'en soi elles n'ont justement pas la forme psychologique,*** c'est-à-dire de donner dans la fiction d'un individu général, d'un psychisme collectif, d'une nature humaine socialisée. Marx a déjà parfaitement démonté le mécanisme de l'illusion dans L'idéologie allemande: « **Une fois coupées des choses réelles, les représentations et les idées des hommes n'ont plus besoin, comme fondement, des individus réels, mais bien de l'individu de la représentation philosophique, de l'individu coupé de sa réalité et simplement conçu par l'esprit, de « l'Homme » en soi, du concept de l'homme ».**
Le développement moderne des sciences de l'homme montre assez que cela ne concerne pas seulement la *spéculation des Philosophes.* C'est ici que l'épistémologie décide de tout, et que la réflexion sur celle de Marx et d'Engels en particulier est proprement irremplaçable.

Car l'illusion dont il est ici question est par excellence l**e résultat d'un usage de l'abstraction fondé sur la méconnaissance de la dialectique matérialiste.**
On pense par exemple à ce qu'Engels dit de la catégorie de *matière:*
« La matière, comme telle, est pure création de la pensée et pure abstraction. Nous faisons abstraction des différences qualitatives des choses en les embarrasant en tant qu'existant corporellement sous le concept de matière. La matière comme telle, à la différence des matières déterminées existantes, n'a donc pas d'existence sensible. Quand la science de la nature entreprend de dépister la matière une en tant que telle, de réduire les différences qualitatives à des différences purement quantitatives, dans la combinaison de particules infimes identiques, elle fait la même chose que si, au lieu de cerises, de poires, de pommes, elle voulait voir le fruit en tant que tel, ou, au lieu de chats, de chiens, de moutons, etc., le mammifère en tant que tel, de même le gaz en tant que tel, le métal en tant que tel, la pierre en tant que telle, la combinaison chimique en tant que telle, le mouvement en tant que tel »
C'est de la même manière que la psychologie sociale est tentée de concevoir un *homme en tant que tel* comme support de ses données, c'est-à-dire de réaliser une abstraction. Cette première erreur, qui bouche toute perspective sur une théorie de la personnalité concrète, puisque l'individu n'apparaît plus dès lors que comme une variante inessentielle du type, est naturellement liée à une deuxième: l'homme général ne peut pas ne pas avoir son répondant dans une société comprise elle aussi comme générale, car l'abstraction est communicative.
La société apparaît alors avant tout comme un ensemble de formes de comportement et de conscience directement homologues à l'individu général, c'est-à-dire qu'on en retient seulement un certain nombre de superstructures et d'idéologies. De même qu'elle court-circuite l'analyse de la personnalité concrète, support réel de tout psychisme, la psychologie sociale tend à court-circuiter l'analyse des infrastructures, base réelle de l'ensemble des rapports sociaux et des formes sociales de comportement et de conscience. Le rapport entre individu et société se présente dans ces conditions de la manière la plus simple, pour la bonne raison qu'il a été totalement mystifié: l'homme en général se développe au sein d'un psychisme social qu'il modifie à son tour.

Cette pseudo-dialectique de la « **réciprocité des perspectives**», de l'immanence réciproque de l'individu et de la société, qui est par excellence ce que Marx dénonce sans cesse, demeure jusqu'à nos jours ce qui vicie les oeuvres d'autre part les plus valables, de l'anthropologie culturelle à la sociologie de Gurvitch, de la psychologie historique au structuralisme dynamique de Lewin.
C'est pourquoi une psychologie sociale ou historique d'intention réellement matérialiste doit s'entourer des précautions les plus grandes dans la délimitation de son champ de validité et l'interprétation psychologique de ses résultats. Un exemple intéressant à cet égard est celui des recherches de J.-P. Vernant sur le travail et la pensée technique en Grèce.
Bien que dérivés expressément de la psychologie historique et comparée fondée par Meyerson, les travaux de J.-P. Vernant se distinguent de ceux de Meyerson notamment par leur base et leur méthodologie réellement matérialistes, même si l'on y rencontre ici ou là des formulations qui ne sont pas sans rappeler les tendances idéalistes des ***Fonctions psychologiques*** **-** en particulier l'évocation fréquente de *l'homme intérieur* considéré comme ***l' homme psychique réel,*** alors que l'homme psychique réel est tout autant dans le circuit ***extérieur*** de ses actes que dans le « statut intérieur du sujet 1 ». J.-P. Vernant montre quel « anachronisme psychologique 2» on commettrait si l'on appliquait à la cité grecque antique les idées modernes de travail en général et de division du travail telles qu'elles se sont développées avec le capitalisme, et il est remarquable de constater combien à ce sujet les données concrètes de l'histoire grecque corroborent les analyses de Marx dans *Le Capital.*
Dans la Grèce antique, « **le travail, sous sa forme de métier, ne se manifeste pas encore comme échange d'activité sociale, comme fonction sociale de base** », l'activité technique et le travail « **ne sont pas encore dégagés comme fonction psychologique** »; « **D'une façon générale l'homme n'a pas le sentiment de transformer la nature, mais plutôt de se conformer à elle .** »
Conclusions importantes, et qui contribuent à montrer l'inanité de la conception traditionnelle d'une nature psychique humaine dans laquelle le découpage en fonctions et la position respective de ces fonctions seraient nécessairement toujours les mêmes. Cependant la portée de cette contribution à une théorie des transformations historiques des fonctions psychiques et des formes de l'individualité doit être exactement appréciée. Ce qu'établit J-P. Vernant, c'est d'abord que n'existe pas chez les Grecs ***l'idée*** et plus largement la ***conscience*** du travail en général, qui ne s'est dégagée historiquement qu'avec la généralisation de ce que Marx a analysé sous le nom de travail abstrait .

Ce qu'il montre aussi, du même coup, c'est que si l'idée et la conscience du travail en général et de son rôle de base ne sont pas formés, c'est que le ***travail social réel,*** à la campagne et à la ville, n'a pas encore acquis l'universalité qui le caractérise lorsque domine la production marchande, puis le capitalisme.
Mais cela signifie-t-il que dans la Grèce antique la production des biens matériels et les rapports de production correspondants n'avaient pas objectivement une importance déterminante en dernière instance, du point de vue de la formation des personnalités comme du point de vue du développement historique?
En aucune façon. Il ne faut absolument pas confondre ***l'anachronisme*** qui consiste à appliquer le concept de travail tel qu'il se développe avec le capitalisme sur une société qui l'ignore, et la ***rétroactivité légitime*** du matérialisme historique qui, même s'il n'a pu être fondé qu'à un stade déterminé du développement historique, n'en est pas moins la clef des stades antérieurs eux-mêmes, tout comme
« **l'anatomie de l'homme est la clef de l'anatomie du singe** 1 ».
Comme l'écrit Marx dans un des textes où il a le plus approfondi la diversité historique foncière des modes de développement des individus selon les formations sociales:
« **La vie des humains a depuis toujours été basée sur la production, *sociale* d'une manière ou d'une autre, dont nous désignons précisément les rapports comme économiques»**
Ainsi le risque existe de faire dire à de telles analyses de psychologie historique ce qu'elles ne disent pas et ne peuvent pas dire: que l'évolution de la personne en Grèce serait à expliquer plutôt par des considérations superstructurelles et idéologiques, juridiques et religieuses, que par les rapports de production, sous prétexte que « **le travail»** n'était pas alors dégagé comme fonction unifiée de base. On ne peut pas juger une époque historique sur la conscience qu'elle a d'elle-même, et pas davantage la personnalité d'une époque sur les formes de conscience dans lesquelles est réfléchie la catégorie de la personne.
Faute de quoi on ferait, avec des intentions matérialistes, de la psychologie sociale selon sa pente descendante, qui ramène à l'idéalisme.
Aussi bien J-P. Vernant souligne-t-il souvent la dualité des plans.
Traitant du dédain de Platon pour le travail, il note par exemple qu'
« **entre la réalité psychologique et son expression littéraire ou philosophique, il y a normalement un décalage. Dans le cas de Platon, il risque de se trouver accru par le jeu de considérations sociales et politiques»**

Toutefois, lorsqu'il écrit: « **Dans ce système social et mental, l'homme « agit»quand il utilise les choses, non quand il les fabrique»,** une ambiguïté apparaît: que cela soit parfaitement vrai de « l'homme» tel qu'il apparaît ***idéologiquement*** dans le « système mental » de la Grèce antique ne signifie pas qu'il y ait là la ***vérité objective*** du « système social » et *des* hommes concrets de cette époque, même si leur inconscience de la vérité objective en cette affaire a elle-même sa source dans l'immaturité réelle des forces et des rapports de production. Ici comme ailleurs, ce singulier abstrait, « l'homme », apparaît comme le faux ami n° 1 des sciences *de l' homme.*

Les remarques qui précèdent font donc ressortir l'obscurité particulière du problème de frontière entre sciences psychosociales et psychologie de la personnalité. Deux paradoxes inséparables résument cette obscurité: celui de l'individualité et celui de l'humanité.

Le paradoxe de l'individualité peut être formulé ainsi: chaque individu est ***singulier,*** et par conséquent la singularité individuelle est un fait *général,* un fait social. Mais ce fait *social* consiste dans la diversité foncière des ***individus.***

De plus, chaque individu n'étant un individu que dans la mesure où il est singulier, la singularité est *essentielle* à l'individualité; et pourtant, l'individualité étant un fait social et général, la singularité de l'individu y apparaît comme ***inessentielle.*** Comment dans ces conditions concevoir une théorie générale de l'individualité, une théorie sociale de la personnalité psychologique? Comment concevoir l'individu comme le produit des rapports sociaux, donc la singularité de l'individu comme le résultat de la généralité des rapports sociaux? Ce paradoxe n'est en son fond pas autre chose que le paradoxe épistémologique crucial de la ***science de l'individuel.*** S'il est bien vrai que la science procède par concepts, et que le concept est général, peut-on échapper à l'axiome d'Aristote selon lequel il n'est de science que du général? Et la théorie de la personnalité concrète n'est-elle pas alors la quadrature du cercle? Le paradoxe de l'humanité peut être formulé ainsi: chaque individu, semble-t-il, « **porte en soi la forme de l'humaine condition** », comme dit Montaigne, chaque individu est un exemplaire singulier de l'humanité en général; et pourtant nous savons depuis Marx que cette humanité en général, l'humanité entendue en compréhension, le fait d'être homme, l'essence humaine, n'a pas en soi la forme de l'individualité, la forme psychologique. C'est la somme historiquement varigible et concrète des forces productives, des rapports sociaux, des acquis culturels, etc. ***L'humanité en son essence n'a pas la forme humaine.*** Et cependant c'est en cette essence qui n'a pas la forme humaine que chaque individu vient prendre sa forme d'individualité, sa forme humaine.

Comment la forme psychologique de l'individualité humaine peut-elle correspondre à la forme non psychologique des rapports sociaux, et réciproquement? Comment concevoir une ***science*** de la personnalité, donc une connaissance qui atteint dans son objet jusqu'à l'essence, alors que cette essence n'est pas dans cet objet? Ce paradoxe n'est en son fond pas autre chose que le paradoxe épistémologique crucial de ***l'essence concrète***. Si l'essence est générale, comment peut-elle n'être pas simple abstraction étrangère à la vie de l'objet; et si elle exprime la vie concrète de l'objet, comme peut-elle atteindre à la généralité scientifique? Paradoxe de la science, de l'individuel et paradoxe de l'essence concrète ne sont que les deux faces d'une même difficulté: celle de l'exacte compréhension et mise en pratique de ce que Marx désignait dès 1843 comme la seule voie d'une science réelle, la « logique spéciale de l'objet spécial », c'est-à-dire la dialectique matérialiste.

Faute d'avoir suffisamment approfondi la dialectique matérialiste, et par suite d'avoir vraiment surmonté les paradoxes de l'individualité et de l'humanité, les tentatives d'approche des problèmes de la personnalité à partir des données sociales sont vouées à tomber, on l'a vu, dans la généralisation abstraite de l'individu et dans la psychologisation de la société. Ce double échec correspond aux variétés de l'humanisme spéculatif, sans en excepter celui qui se fait oublier au fond de l'a-philosophisme apparent de maintes recherches positives.

Inversement, la prise de conscience de ces échecs, mais en l'absence, ou l'insuffisance, d'une solution réelle de ces deux paradoxes et des problèmes épistémologiques qui les sous-tendent, s'exprime dans l'antihumanisme théorique positif, lequel, ne parvenant pas à concevoir un statut rigoureux du concept d'homme, décide de l'éliminer, ce qui laisse la difficulté en l'état.

Or, comme l'a montré le chapitre précédent, le marxisme contient en réalité tous les éléments théoriques nécessaires qui doivent permettre de surmonter cette difficulté. La tâche qui se présente à nous maintenant, c'est précisément de mettre en oeuvre ces éléments pour résoudre les paradoxes anthropologiques et épistémologiques qui nous arrêtent, de proposer un tracé rationnel de frontière entre science de la personnalité et sciences sociales qui en sont la base, mais dans lesquelles pourtant elle ne se résorbe pas.

«**Or ce qu'il s'agit de comprendre, tout au contraire, c'est que les rapports sociaux ne sont à aucun degré des rapports intersubjectifs, et que pourtant, étrangers dans leur matérialité objective à la forme psychologique, mais n'en étant pas moins des rapports entre les hommes, ils déterminent des formes d'individualité au sein desquelles se produisent les individus concrets, où prend forme psychologique l'essence humaine.»**

NDLR : Si nous avons bien compris il y a les hommes (psychologique) et les choses (matériellement déterminées) et l'activité sociale ne va de l'un à l'autre que dans le sens homme – chose entre l'ensemble des rapports sociaux et l'individu isolé, donc entre **formes sociales de l'individualité et forme psychologique de la personnalité**, en ramenant cette relation à ma petite personne il n'y a pas de surmoi mais un moi et moi
On comprend facilement que les militants marxistes sombrent dans la schizophrénie.
En même temps, la personnalité concrète se trouve foncièrement marquée par les limitations qu'implique naturellement le ***fait général de l'individualité,*** abstraction faite de ses formes et de ses variations historiques: étroitesse du contenu de chaque personnalité par rapport à la richesse immense de l'essence humaine objective, de l'ensemble du patrimoine social; contingence relative du cours singulier de la biographie par rapport à la nécessité du développement historique; limitation impliquée par la courbure de la vie et la transitivité des âges jusqu'à la mort, fait fondamental qui s'oppose à la pérennité du monde social à travers la constante et insensible relève des générations, etc. Il y a là une source inépuisable de discordance entre psychisme individuel et conditions sociales, d'inégalité dans l'importance des données objectives: ce qui compte le plus du point de vue de la formation sociale est parfois très secondaire du point de vue de la personnalité, et inversement.
NOTA DLR :Il s'agit là d'inverser la conclusion de Sartre «l'enfer ce sont les autres» pour positiver la société humaine dans un «le paradis se sont les autres» en rendant la matérialité individuelle insignifiante .
Pour fonder ce concept l'auteur après avoir abondamment fait appel à la dialectique de Marx prend comme sujet les travaux entrepris *par l'église* sur les enfants sauvages pour en conclure *avec elle* que l'essence humaine n'existe pas car il est quasiment impossible de modifier les besoins des individus se développant hors des *formes sociales de la personnalité*
On est effaré par la spéciosité du propos et par le manque de méthode sur le choix de sa démonstration . La preuve est faite que le parti a toujours raison sur l'individu «naturel» d'autant plus que :
«-A partir de là, se découvre également la solution du paradoxe de l'individualité - et corrélativement du paradoxe de l'humanité - dont on a vu plus haut qu'il est la croix de la psychologie de la personnalité.

Comment, demandions-nous, la singularité de l'individu peut-elle résulter de la généralité des rapports sociaux?
Comment l'individu peut-il s'individualiser à mesure même qu'il se socialise? Quel est donc le processus historique qui réalise l'unité de ces contraires? **La réponse est clairement lisible dans l'oeuvre scientifique de Marx: c'est la division du travail.** Et à vrai dire il suffit de réfléchir à ce que nous révèle la comparaison d'ensemble du psychisme humain et du psychisme animal pour apercevoir le rôle décisif de cette division du travail, dans tous les sens de l'expression: sans elle, les individus humains ne diffèreraient pas plus entre eux que les animaux d'une même espèce.»
Point final .
Comme on le voit Lucien SEVE tente une synthèse des deux méthodologies opératoires en essayant d'intégrer la notion d'individualité comme objet de recherche dans la phénoménologie marxiste ce qui aurait pour effet de donner au «parti de la classe ouvrière» une valeur scientifique de «base» à sa «praxis».
Nombreux sont ceux qui ressentent cette tentative comme la manoeuvre politique d'une bureaucratie dirigeante que sont devenu les partis communistes en établissant un «modus vivendis» avec l'«intelligentia» occidentale non marxiste ,et concluent à la nécessité d'élaborer un nouvel outil épistémologique marxiste: le socialisme autogestionnaire.
Mais les échecs politiques de la gauche social démocrate «réaliste»altère encore davantage l'idée du socialisme et en ne développant comme programme culturel qu'une vague notion d' Alternance avec la droite capitaliste elle laisse le «libéralisme économique»devenir le paradigme dominant .
Le rêve a un coût inacceptable par les économies classiques qui maintiennent un mode de développement similaire à celui de la recherche militaire:
-l'arrêt du progrés (notion de danger global)
-le secret (élitisme des centres de décisions)
Ce blocage structurel ultra sélectif stoppe toute possibilité de changer l'appareil d'état de l'intérieur.
«**Il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas faire**» disait Enstein faisant appel à une morale compatible avec l'objectif comme critère du développement scientifique.
Pour les alternatifs cette morale doit prioritairement reposée sur la notion que l'évolution de l'espèce ne travaille pas au niveau de l'individu mais de la population (notion de géo- politique par exemple la région)ce qui suppose non l'apparentement mais le brassage des gènes .
Cette affirmation n'est pas une négation «marxiste» de l'existence de l'individualité humaine mais une base de travail reposant sur des constatations objectives de la vie sociale.

Donc nous considérerons comme postulat de base que l'évolution humaine travaille au niveau de la population et est donc une résultante du brassage des gènes avant d'être une conséquence culturelle.
C'est pourquoi la «société post industrielle» se pose en termes de démocratie pure c'est à dire de mécanisme collectifs géo-politiquement limités en fonction de l'espèce humaine qui la compose.
.La vision utopique d'une production désirante doit évacuer l'imprégnation marxiste de la répression des contraires **utopie≠science, raison≠rêve,normalité≠folie** pour que l'utopie acquiert par sa capacité alternative une valeur expérimentale.
C'est en cela que les écologistes dans leur grande majorité sont des anti-totalitaristes politiques potentiels. Car ce principe est inscrit dans la grille de lecture écologique même si elle ne reconnaît pas les doctrines politiques comme génératrice d'évolution.
La forme doctrinale la plus élaborée,le communisme,a lui au contraire ignoré cette loi. Les communistes principale force organisée d'opposition, aidés en cela par une forte majorité du mouvement socialiste SFIO, électoraliste ect... ont tenté d'enrayer le mouvement de retour à l'idéalisme religieux et politique des mouvements de la jeunesse en particulier.
Il ont craint, et l'histoire leur en donne raison, que le rejet du matérialisme ,constitutif de l' «homme nouveau» humanicus sovieticus, n'entraine la distanciation entre les éléments du front de lutte et prive le mouvement communiste de son rôle dirigeant de la lutte de classes (au travers de l'institut des sciences soviétiques de Moscou).
Parmi les anecdotes sur la «bolchevisation» des partis communistes nationaux nous ne citons que celle qu'annie Kriegel a évoqué dans son livre sur le PCF:
«J'ignore ce qui avait fait désigner Maurice Tréand pour être élève, à Moscou, de l'École spéciale du *Komintern* chargée de former les « techniciens» de son appareil clandestin: c'était en tous cas une première affectation fâcheuse. En 1932, son stage terminé, Tréand avait été nommé « patron» de l'appareil de liaison dont l'existence a déjà été évoquée et qui avait mission de résoudre notamment les problèmes de sécurité posés par la présence en France d'une équipe de militants internationaux (illégaux). Or, à peine avait-il commencé d'assumer cette responsabilité qu'en juin (peu de jours avant que n'éclate l'affaire Fantômas), se produisit un« accident» : à une réunion du bureau politique, clandestine parce qu'y participaient deux illégaux - Ferrat, sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis cinq ans et Geroe, qui assurait l'intérim de Fried -, la police fit irruption et arrêta les deux clandestins. Première mésaventure: Tréand, même s'il n'était pas directement coupable, ne pouvait que supporter les conséquences d'un tel accroc.

Il fut néanmoins mis hors de cause et en 1933 placé à la tête de la commission des cadres qui venait d'être constituée. Nouvelle charge délicate dont il s'acquitta d'ailleurs avec honneur puisqu'il fut élu membre suppléant du comité central au IXe congrès en 1937.
Mais le sort s'acharnait: en juillet 1940, c'est Maurice Tréand, qui, avec Jean Catelas, est désigné pour accomplir la première démarche auprès des autorités allemandes visant à obtenir la reparution légale de l' Humanité. Arrêté entre-temps par la police française, il est d'ailleurs libéré sur ordre des Allemands. Or. après que cette démarche, qui n'avait rien d'une initiative personnelle, fut apparue, avec l'évolution des choses, comme bien gênante pour l'interprétation que le Parti voulait suggérer de son comportement en 1940, on eut recours à la seule issue qui permettait de « contester» toute l'affaire :« Tréand fut planqué. A la Libération, il fut isolé comme un pestiféré, une liaison du « 44 » lui transmettait tout ce dont matériellement il avait besoin. Lorsqu'il mourut à Antony, ignoré de tous, la direction eut l'élégance de faire déposer des fleurs sur sa tombe par une délégation du comité central. L' Humanité publia un communiqué rendant hommage à « ce militant fidèle. ' »
Tristesse des anecdotes, Qui n'ont qu'un mérite: faire comprendre pourquoi les communistes ont un comportement si bizarre avec la discipline de l'histoire. D'une part en effet, ils ont pour elle un goût très prononcé et en usent comme de la science des sciences: s'essayer à restituer la genèse des phénomènes leur est d'une pratique théorique constante et c'est par là qu'ils opposent une résistance de principe et des arguments d'ailleurs très sérieux à la méthode structuraliste dès lors que celle-ci est employée à l'exclusion de la méthode historique, sans référence à la diachronie et sans souci de ce qui change en permanence à l'intérieur et même contre les permanences. Mais, d'autre part, les communistes français, jusqu'à présent du moins, témoignent d'une prodigieuse allergie à la recherche historique sur les matières qui les touchent de près, qu'ils s'y livrent eux-mêmes ou qu'on s'y livre pour eux. On en arrive par- là à se demander quel rôle joue, dans l'univers communiste, non plus tel secret en particulier, mais, de manière générale, le secret.

Extrait de «LES COMMUNISTES FRANCAIS» d'Annie KRIEGEL Ed Seuil 1968

Finalement, les communistes se sont employés eux aussi à accréditer l'idée qu'entre marxisme et autogestion il n'y avait rien de commun.

Une interprétation du marxisme, qui va culminer dans l'« antihumanisme » aIthussérien, devient le bréviaire de toutes critiques à l'encontre de ce courant intellectuel.

Dans son article « Socialisme et humanisme », qui est reproduit dans le recueil Marxisme et Sciences humaines (cf Victor Leduc)Lucien Goldmann notait déja :
« La pensée de Marx et d'Engels, ainsi que celle des penseurs marxistes qui lui ont succédé, se situait, on l'a dit assez souvent, dans le cadre de l'humanisme occidental, tant sous ses formes chrétiennes que sous ses formes rationalistes et athées. Si radicales qu'ait été leur critique de la religion, et notamment de la religion chrétienne et de la religion juive, si forte qu'ait été leur opposition à la société bourgeoise, leur pensée s'est développée dans la ligne d'un humanisme intégral, affirmant les valeurs de la liberté individuelle, de la liberté d'expression, de l'universalité et de l'égalité, bien qu'en penseurs dialectiques ils eussent envisagé et accepté la nécessité de périodes de dictature comme étapes indispensables, mais transitoires, vers la réalisation authentique et intégrale de ces valeurs. »
Annie Kriegel dans son ouvrage «les communistes français» définit par trois types de démarche l'adhésion personnelle au dogme marxiste de l'historicité du parti de la classe ouvriére :
ADHÉSION POLITIQUE
Note : le militant révolutionnaire (Che guevara)
Il y a en effet une première manière, mesurée, et pour ainsi dire cartésienne, d'être communiste: c'est la manière de qui circonscrit rigoureusement ses obligations de militant à la seule sphère de la politique.
Lapalissade? Pas du tout. Concevoir son adhésion au communisme comme une adhésion à un *parti politique,* comme le choix d'une politique entre d'autres n'est pas témoigner de candeur intellectuelle ou, si l'on préfère, de clarté d'esprit: c'est se situer dans une catégorie de communistes répandue surtout dans les couches plébéiennes qui sont venues au P.C. comme au parti de gauche le plus « radical », comme au parti le plus « républicain» du camp républicain, comme à l'héritier légitime du radicalisme jacobin puis du socialisme guesdiste.
Le communiste du sud de la Loire, du Midi rouge, tout particulièrement du Sud-Ouest, appartient fréquemment à cette catégorie-là: c'est pourquoi les paysans communistes de la Corrèze ou de la Dordogne n'ont jamais éprouvé de troubles de conscience à ne pas être de farouches partisans de la collectivisation des terres..., pas même des formes plus modestes, et plus modernes, de la coopération agricole.

Le communiste de cette manière-là serait d'ailleurs fort étonné qu'on déduise, de son appartenance proclamée, que le Parti a quoi que ce soit à dire, ou même seulement à voir, avec ce qui, dans sa vie, ne relève pas de la politique. Par contre il aime et il fait « de la politique» : ce qui n'est pas le cas, on le verra, des communistes de plus stricte observance qui « n'aiment pas la politique» et d'ailleurs n'en font guère , j'entends ici politique, non pas dans son sens le plus étroit de politique électorale et parlementaire, mais dans son sens le plus large: les affaires publiques, les affaires du monde.
Les spéculations de café du Commerce, les « discussions politiques» entre hommes, la « dimension politique» concrète de la vie locale ou nationale - plus rarement internationale -,voilà ce qu'affectionnent ces communistes première manière, fils d'une civilisation de plein air où la fréquentation du forum attestait la dignité des hommes libres. N'est-ce pas d'ailleurs à ces communistes-là qu'on doit l'idée répandue - et fondée -que les communistes ont le sens de l'État? Plus précisément même: le sens de la Cité. Sans doute ont-ils substitué à la vieille et claire appellation de « citoyens», de résonance juridique et délibérément « politique» - celle, plus sombre et plus farouche, de « camarades» : mais, au premier appel à l'union des gauches, resurgissent chez eux, intactes, les notions de discipline républicaine et de salut public.

ADHÉSION EXISTENTIELLE

Il y a une seconde manière, plus ample, moins sélective mais non moins détendue d'être communiste: une manière existentielle. Elle est le fait de ceux pour qui appartenir au parti communiste constitue un état de nature. Qui le sont « de naissance» : pas nécessairement parce qu'ils sont nés dans des familles communistes, mais parce que l'option communiste a dérivé tout uniment chez eux de leurs coordonnées nationales, sociales, professionnelles, culturelles. Moins parti politique que milieu de vie, le P.C. n'est alors que la structure d'accueil conforme aux virtualités initiales et l'adhésion est vécue comme un accomplissement logique, rationnel, normal, ce qui explique qu'elle soit, dans ce cas, rarement précoce. Sauf conjoncture exceptionnelle qui accélère l'évolution , une grève, une période d'agitation politique, parfois une campagne électorale , le jeune ouvrier en effet ne se précipite pas: devenir un militant, c'est comme devenir père de famille, contracter des responsabilités nouvelles qui vont de soi mais qui impliquent le vieillissement.

A l'encontre de l'étudiant qui adhère souvent d'autant plus jeune que son adhésion est vécue comme une rupture ou une tentative de rupture avec sa famille, l'âge moyen de l'adhésion pour un ouvrier qui s'accomplit en devenant communiste se situe, semble-t-il, vers 24-25 ans, au retour du service militaire, et même après une assez longue période d'acquisition des gestes du métier et de stabilisation professionnelle, souvent au surplus à l'issue d'un débat intérieur qui a fait balancer l'intéressé entre deux voies: celle du combat politique et celle du perfectionnement technique; entre deux perspectives: devenir un militant ou devenir un technicien, sinon un ingénieur.

On ne saurait trop observer que ce type de *curriculum,* s'il offre des choix et implique des sacrifices, est cependant dominé par la notion de conformité. Ainsi s'explique que le militant de cette catégorie - le modèle préféré des romanciers populistes et des responsables aux cadres - est un homme solide, pleinement mature, ayant totalement intériorisé ses options: serein, convaincu, enraciné, représentatif. Mais menacé de sclérose: la bonne conscience endort, et la trop grande harmonie avec le milieu environnant.

On touche peut-être ici à l'un des ressorts qui ont fait glisser le Parti hors de la sphère révolutionnaire: beaucoup de ses militants sont parfaitement « adaptés », non dans le sens d'un embourgeoisement, comme on le dit trop vite, mais dans le sens d'une adéquation complète avec le Parti devenu un mode et un milieu de vie.

ADHÉSION IDÉOLOGIQUE

Il y a enfin une troisième manière d'être communiste: une manière qu'on pourrait qualifier d'idéologique. C'est la manière, en règle générale, des étudiants et des intellectuels.

Non qu'on ne trouve des intellectuels communistes qui appartiennent à la première manière: ceux-là continuent les traditions de la haute Université d'avant 1914, de ces « socialistes de la chaire» jacobins, patriotes, maçons, cartésiens parce que mécanistes, kantiens quand ils avaient de l'audace, contempteurs d'une dialectique qu'interdit l'esprit de rigueur, le souffle un peu étroit, parfois mesquins, puérilement honteux d'humaines faiblesses dont les secrets les offusquent, discrètement ambitieux mais timorés et finalement indifférents, pas toujours aussi naïfs qu'ils ont bien voulu le faire croire, fort amateurs de mystifications pourvu que celles-ci fussent en référence avec des souvenirs gréco-latins, au demeurant scrupuleux, érudits, affables, croyant au bien, au progrès, à la justice, au travail, à la vérité.

A vrai dire, ces intellectuels-là - professeurs, médecins, scientifiques - sont fort nombreux dans le Parti; ils y sont honorés; on prend garde de ne pas les troubler avec des affaires par exemple celles de l'intelligentsia dans les pays socialistes qui sont extérieures à leur claire conception du monde et à une sensibilité fine mais sèche et dépourvue d'imagination; leur goût de l'abstraction et leur aptitude à réduire la complexité du réel concret à des notions, à des essences, à des épures, à des principes, font qu'ils sont, parce que sceptiques, d'un maniement assez aisé. En somme, n'ayant jamais cru devoir se refaçonner à l'image du Parti, ils acceptent fort bien à l'inverse que le Parti ne soit pas à leur image: cette distance, faite d'un peu de mépris et de beaucoup d'indulgence réciproques, assure les bons rapports.

On peut même se demander si les intellectuels communistes de ce type ne sont pas en fin de compte les plus nombreux : discrets, ils constituent la piétaille ironique, détachée et serviable des cellules universitaires. Mais quelque nombreux qu'ils soient, ils ne sont pas vraiment significatifs: vieilles gens savoureux, ils demeurent comme les témoins d'une époque qui s'apaise dans les lointains de la mémoire, d'une époque préléniniste et pour tout dire « classique ». Ils sont d'ailleurs venus tardivement au Parti: beaucoup s'étaient longtemps accommodés de la « vieille maison» qu'était la S.F.I.O. et ils n'ont glissé à l'obédience voisine , pas par modification de leurs opinions rationalistes et positivistes antérieures ,mais au contraire par fidélité à eux-mêmes et sans drame , qu'à l'époque du Front populaire et dans les années de la Résistance et de la Libération.

Mais les intellectuels communistes qui comptent appartiennent à une tout autre lignée et procèdent d'une autre dynamique: la dynamique de la *conversion.*

Déjà on avait observé que les intellectuels qui furent en France, dans les années 20, gagnés parmi les premiers au communisme, étaient issus des milieux anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, à dominante sorélienne, et frottés de bergsonnisme. Le petit monde des intellectuels rollandistes, rassemblé dès 1914 en Suisse, donnait par exemple du nerf à son pacifisme en le corsant de bolchevisme.

Or l'anarchisme - ce feu qui court, dévorant les marges et les fentes de la société organisée, ce feu qui, ayant longtemps couvé, jaillit haut et clair, avec la brusquerie et la dérision des catastrophes cosmiques - a séduit, dans les années 90 du siècle dernier, l'intelligentsia française fatiguée des raisons et de la raison raisonnante de nos scientistes. *L'intelligentsia,* et pas les intellectuels: je veux dire pas les professeurs, pas ceux qui tiennent la vie pour une longue carrière où la vérité se conquiert au petit point. Pas non plus d'ailleurs les écrivains et les artistes abondants et solides qui ont le répondant de leur talent.

Mais les marginaux, les trop jeunes, les paresseux, les incongrus, les génies, les minables, les rêveurs, les rétifs, les inguérissables d'on ne sait quelle maladie, les critiques, les médecins, les héros fatigués, tous ceux qui, pour des raisons professionnelles, sociales, intellectuelles, personnelles, donnent la migraine aux programmeurs, tant ils sont inclassables et imprévisibles. Les « en dehors », les «réfractaires », les «hors du troupeau» pour reprendre des titres de journaux anarchistes. Qu'est-ce donc que l'anarchisme? Une rupture. Une négation. Un refus. L'extériorité radicale par rapport au monde, à la société, à la civilisation, aux valeurs établies: le même stupéfiant entêtement bloque les intellectuels libertaires du procès des trente (1894), ceux du procès des survivants de la bande à Bonnot (1913), les dadaïstes et surréalistes au retour de la plus sanglante des guerres. Comment, à la lumière de ces séquences, tenir mai 1968 pour un incompréhensible égarement?
Mais l'adhésion à l'anarchie n'est pas seulement rupture avec la société établie, elle est rupture plus intime, plus exigeante: avec le moi établi dans la société établie. Toute biographie d'anarchiste comporte cette cassure: cette mort et cette résurrection. Cette conversion à une réforme personnelle. Changer la vie, c'est d'abord changer sa vie.
Or l'adhésion au communisme, entendue d'une certaine façon, comporte pour les intellectuels le même arrachement intérieur, la même procédure de condamnation, d'expiation et de renaissance. C'est que, dans la ligne de l'interprétation orthodoxe que la social-démocratie allemande avait imposée du marxisme, le bolchevisme et ses filiales assument cette entreprise, dérisoire et pathétique, de fonder en théorie le droit du Parti, au nom du socialisme de demain, à dire dès aujourd'hui le vrai, à le décider, à le promulguer. De là, ces tensions perpétuellement récurrentes dans les rapports que le P.c. entretient avec les intellectuels: ceux-ci, par leur existence même et en tous cas dans l'exercice de leur activité spécifique, démentent que le Parti, c'est-à-dire la seille préfiguration du monde à venir, soit la source de la science, un parti-science. De là encore, l'originalité propre de l'intellectuel communiste - et le défi qu'il se lance à lui-même. Il n'est pas seulement un homme qui « honore» son parti, un militant qui apporte sa contribution à la vie politique de l'organisation dont il est membre. Il est,il peut être du moins, car sur ce chemin, tous ne s'avancent pas ou n'avancent pas également, sans d'ailleurs qu'il leur en soit tenu nécessairement rigueur ,un homme qui ose, au plus intime de lui-même, une expérience initiatique complexe, l'adhésion au Parti marquant le début d'un long et aléatoire processus au bout duquel, s'étant « placé sur les positions de la classe ouvrière », selon la formule classique, doit apparaître un « intellectuel de type nouveau ».

Expérience fascinante. Que ce soit dans les années 20, 30 ou après la Seconde Guerre mondiale, un nombre finalement assez considérable d'hommes, qui n'étaient ni complètement stupides, ni complètement naïfs, ni complètement pervers (pris dans leur ensemble, c'était même plutôt des hommes du commun: c'est-à-dire de bonne volonté et professionnellement qualifiés) est entré dans une interprétation générale du monde ,dont la suite a démontré qu'elle était largement erronée. Comme était largement erronée l'idée qu'ils se faisaient de la société qu'ils combattaient, des temps où ils vivaient, des hommes dans lesquels ils plaçaient leurs espoirs. Peu importe ici la part de l'erreur. Peu importe même ici que cette erreur, à bien des niveaux, s'apparente à la complicité criminelle - faut-il dérouler cette chronique glacée:l'affaire Nizan, l'affaire Mar'kos, l'affaire Tito, les procès Rajk, Kostov, Slanski, le procès David Rousset-Daix sur l'existence ou non des camps de déportation en U.R.S.S., l'affaire Lyssenko, le 70. anniversaire de Staline linguiste et économiste, l'affaire des Blouses blanches, plus près de nous, tout près, l'affaire Soljenitsine, l'affaire Siniavski-Daniel, et le grand silence de Varsovie...?

Il reste, et c'est là le point nodal qu'on ne peut pas esquiver,que ce dérèglement, pour ceux du moins qui avaient du talent(rien, même le dérèglement, ne pouvant remédier à l'absence de talent) a été producteur d'énergie créatrice.

Sans doute convient-il de faire le point exact du phénomène.

D'un côté Picasso, Eluard ou Joliot-Curie avaient beau être des communistes éminents, les rapports de leur art ou de leur science avec leur conviction politique n'étaient pas tout à fait nuls, mais sans doute assez épisodiques, détendus, distendus.

De l'autre, il faut bien faire la part de la jactance provinciale dont le P.C. est assez coutumier: Daix et S'ils n'étaient de grands écrivains qu'autant que ce monde clos, hors des valeurs classiques,ignorait avec une candeur villageoise le mouvement des idées et des oeuvres de la littérature non communiste. Ainsi s'explique que le bilan, individuel et collectif, donne tant de peine à établir et soit affaire de conscience.

Mais la nature de cette démarche initiatique explique pourquoi elle ne fut pas absolument et dans tous les cas un échec. S'il était peu vraisemblable que le biologiste puisse arracher au Parti-pythie la bonne orientation de recherche, en revanche, le poète,l'artiste, le philosophe, le théoricien en général pouvaient, dans le Parti aussi bien que dans n'importe quel autre monde humain à la fois réel et mythique, trouver inspiration, énergie, ouverture sur une parcelle neuve de beauté ou de vérité.

Même au plus sombre du jdanovisme, il y eut des moments de foi et d'enthousiasme, des découvertes illuminantes, des courants vivifiants,des chemins ouverts qu'il fallait d'abord emprunter pour découvrir qu'ils débouchaient sur des précipices. Et des oeuvres qui, dans la multitude périssable, survivent, éternelles fleurs du mal de l'ordre politique.

Finalement, est-il trop aventureux de découvrir ici l'étroite passerelle qui relie le communisme français à un phénomène plus ancien: le phénomène pluri-séculaire qu'est, dans l'ordre religieux, le mouvement de la Réforme?

Dans un pays comme l'Italie où même le communisme ne se situe pas franchement hors de l'Église - les communistes continuent à y recevoir le baptême, à célébrer mariages et funérailles religieux -, l'appartenance à la sphère du communisme est moins l'expression d'une aspiration religieuse en milieu athée qu'une sorte de réforme protestante: « La section, écrit avec finesse le dirigeant communiste Pajetta, est ce que furent les paroisses protestantes aux débuts de la Réforme. » En France, les choses sont plus compliquées.

Dans les premières années de son développement, le phénomène communiste français s'est présenté, lui aussi, directement comme une sorte de Réforme. On est d'ailleurs frappé par la quantité d'hommes nés dans le protestantisme et qui ont illustré ce passage de l'anarchisme au communisme comme modalité profane d'une aspiration fondamentale à briser avec les compromissions. La personnalité fiévreuse et tragique de l'écrivain Raymond Lefèbvre me semble de ce point de vue exemplaire.

Il est probable également que la confondante fascination qu'exercent aujourd'hui le marxisme et le communisme sur les « catholiques de gauche» français ont moins à voir avec une claire compréhension de ce que sont effectivement le marxisme et le communisme pour les marxistes et les communistes qu'avec une recherche voilée (camouflée?) des thèmes, de l'esprit et des Églises de la Réforme.

Mais, de manière générale, le fait communiste se déploie en France entièrement hors de l'Église; les militants communistes et, dans leur masse, les électeurs communistes sont absolument et totalement déchristianisés. Dans ces conditions, le Parti est libre de se comporter comme un substitut, un ersatz de l'Église: il peut être entièrement l'Église de ceux qui n'en ont pas, avec ses saints - les grands ancêtres -, ses héros-martyrs, ses assemblées-cérémonies du culte, ses défilés-processions, ses permanents-prêtres, ses militants-fidèles plus ou moins observants et pratiquants, ses rites et son langage.

Au demeurant on ne saurait oublier que ni les tentations occultistes ni les tentations cléricales n'ont cessé de jalonner l'histoire révolutionnaire ouvrière et socialiste française. Le compagnonnage, les sociétés secrètes des années 1830 et 1840 du XIXe siècle, les phalanstères où, comme chez Godin, on faisait tourner les tables, le surréalisme, autant de mouvements que fascina l'occultisme. La religion robespierriste de l'Être suprême, l'Église saint-simonienne, le guesdisme - « Guesde, c'est un prêtre », disait Jaurès -, autant d'épisodes qui témoignent pour les tentations cléricales.
Dans cette foulée, comme y tendent actuellement toutes les sociétés civiles, comme le font la société soviétique, la société américaine ou les sociétés des trois-continents, la microsociété communiste française tend aussi à sécréter une sorte de nouvelle cléricature : parallèlement au recul des Églises consacrées, il y a surgissement d'une caste-Église, essai de cristallisation d'un Ordre à qui l'on impose et refuse tout à la fois le privilège d'être médiateur de l'avenir et donneur de sens.
Les intellectuels communistes sont alors conduits, pour protester contre ce rôle qui leur est dévolu et plus généralement contre l'évolution globale qui modifie le sens profond du phénomène communiste en le cléricalisant à l'extrême, à s'orienter dans deux directions partiellement opposées (et quand ils veulent, comme Althusser, prendre en même temps ces deux directions partiellement opposées, ils sont alors écartelés).
Ils veulent d'une part détruire le Parti comme pseudo-Église et revenir au rationalisme. C'est par là qu'ils retrouvent le chemin du positivisme des grands ancêtres de l'Université socialiste. Mais ils veulent aussi d'autre part, et c'est incompatible, ne détruire le Parti que dans sa fonction d'Église catholique en lui restituant sa fonction d'Église de la Réforme.
D'où cet étrange appel:
«Pour devenir des« idéologues de la classe ouvrière» (Lénine), des « intellectuels organiques» du prolétariat (Gramsci), il faut que les intellectuels réalisent une révolution radicale dans leurs idées: rééducation longue, douloureuse, difficile. Une lutte sans fin, extérieure et intérieure.»(Althusser.)
Qu'est-ce donc qui permet de penser que Marx, Lénine(surtout Lénine !), Mao se soient infligé cette « rééducation longue, douloureuse, difficile» et, sinon, qu'est-ce qui les en a dispensés? N'est-ce pas avec ce genre de considérations sur les nécessités d'une ascèse initiatique qu'ont été brisés la dignité, l'honneur et la simple capacité de pensée, précisément dans les camps de « rééducation»?

«**Il n'y a pas plus de révolution culturelle que de révolution commençant par une révolution culturelle**»disait LEROY à Argenteuil en 1966 pour définir le dogmatisme pragmatique qu'il voulait introduire comme méthode c'est à dire:

l-L'émancipation de la classe ouvrière par accession à la culture.

2-L'élargissement du recrutement et de l'activité des intellectuels

3-Procéder à une assimilation critique de l'héritage culturel.

Compte tenu des caractéristiques de la totalisation technologique que nous venons d'évoquer,on voit immédiatement ce que cette définition pouvait avoir d'erronée.

Dans les quarante années qui nous séparent de cette prise de position la main d'oeuvre ouvrière a presque disparue dans le mode de reproduction du capitalisme au profit de la robotique .

La« société de carrefour» qui s'est constituée par l'effet de la révolution scientifique et technique des années 60-70 a aboutit a la révolte internationale et interclassiste de 1968.

Il me semble qu'elle fut la première révolte qui ne soit pas causée et dirigée par la volonté de se libérer elle même d'une condition politique nationale inacceptable bien que ses composants fassent toujours référence aux front de libération de la décolonisation et à la lutte contre le capitalisme comme forme de société aliénante .

Pour comprendre la constitution de cette société de carrefour il faut intégrer, je crois ,trois données constitutives essentielles qui vont évoluées en fonction de l'apport de la révolution scientifique et technique notoirement en matière de sciences humaines:

a- une très forte impulsion par les croyants de différentes religions d'organisations socio-religieuses très critique par rapport à leur clergé (chrétiens et catholiques de fait ,les protestants formant une ossature politique d'accueil.)

b- l'émergence d'une nouvelle couche d'intellectuels spécialisés fondant des théories« révolutionnaire» dans les sciences spéculatives traditionnelles.

c- Un fort courant critique dans le mouvement communiste confronté au bilan des luttes de libération nationales et à la nature et l'action de la « patrie du socialisme» Ce courant réfléchit sur la forme organisationnelle qu'il peut se donner et par ce simple fait se trouve contraint d'échanger avec l'ensemble du mouvement social nobnostant son axe stratégique de privilégier une alliance avec la «gauche non communiste»
Voilà à mon avis les conditions idéologiques qui ont permis la « société de carrefour» où une multitude d'individus « unidimensionnels» suivant des voies sociales divergentes se sont retrouvés à un carrefour de l'élaboration idéologique d'où par exemple ce qualificatif de «laboratoire d'idées» pour le PSU et la notion d' «autonomie syndicale» pour la CFDT,
C'est pourquoi il nous faut dépasser le stade de cliché de « photo de famille» sur l'importance qu'ont eu ces organisations dans la révolution de Mai 68 et approfondir comment le concept d'autogestion de la société est devenu le lien social de milliers de militants comme le marxisme a été la dialectique de la praxis révolutionnaire de cette époque .
Plus complexe et à la fois plus restrictive est la démarche qui tente de comprendre le repli des générations actuelles sur le sectarisme religieux et le renforcement de ses extrêmes intégristes
La première hypothèse c'est qu'elle provient de l'effondrement de l'idéalisme pratique consécutivement à la mondialisation du système capitaliste et de la dictature technologique qui l'accompagne.
L'idéalisme pratique considéré comme valeur constante d'individus ou de groupes d'individus dans la longue histoires des inventions humaines ne devint un phénomène de masse complètement hégémonique qu'avec l'avènement de l'industrialisation et partant la valeur primaire de référence de toute la société industrielle.
La société dite de consommation n'est en fait que le résultat objectif de cette valeur sur le comportement de l'individu.
L'effondrement de l'idéalisme collectif suppose également l'affaiblissement du rôle de l'état hégélien.
Dans les pays fortement industrialisés ce phénomène s'est traduit par une adhésion massive aux thèses neo-libérales sur l'économie et dans les pays en voie de développement par un repli autour du clergé séculier comme acteur de la solidarité religieuse; .

L'état local n'étant pas relié à une volonté d'entraide internationale n'est plus considéré que comme un cadre national le plus souvent oppressif
Le marxisme qui se veut une méthode substitutive d'analyse des facteurs sociaux est tombé en panne d'idée à la suite des mouvements de libération nationale et se fige dans une caricature organisationnelle .militante sans réelle explication des mouvements sociaux actuels ,le matérialisme dialectique ne suffisant pas à discerner les motivations de ceux ci. .
La science objective n'a plus comme sujet/objet que la nature en soi et par son infinité perd sa fonction de méthode explicative.
Ce sont certainement les raisons de ce retour a priori incompréhensible à des pratiques sectaires et à l'intégrisme religieux.
La démarche du matérialisme dialectique/historique prétendant résoudre cette question par l'avènement de l'homme nouveau est devenu un voeu pieux tout comme celui de la laïcité comme garantie démocratique d'un état nous oblige a penser une méthode plus en conformité avec notre conviction de la nécessité d'une société alternative autogestionnaire
C'est ce que les autogestionnaires doivent expliqués pour combattre le fatalisme métaphysique qui semble touché l'ensemble de l'espèce (et qui fut le cauchemar d'un certain Karl Marx philosophe).
Ceci est d'autant plus nécessaire si nous voulons convaincre qu'une société autogestionnaire justement induite par le capital culturel et pratique de chaque individu est une solution alternative viable et indispensable.
Ce fatalisme métaphysique est exploité par les états occidentaux comme les Etats- unis dans leur politique unilatérale et la définition d'un axe du mal cherchant a établir un synchronisme entre démocratie et critères religieux. La Russie également a développé une stratégie anti-islamique comme d'abord incompatible avec le développement de l'état dit soviétique du modèle russe puis en s'appuyant sur la défense ethnique des minorités religieuses russo- européenne dans les pays d'Asie centrale.

Les pays de la communauté européenne reprenant la stratégie de l'expansion de la grande Bretagne tentent de d'influencer les états islamiques autoritaires pour enrayer le développement de l'intégrisme religieux de masse tout en défendant ici ou là de façon ambiguë l'intégration de minorités ethniques par des états hégémonique (Inde Chine etc... ... ..)
Ce contexte global de développement des conflits ne peut être sans effet sur les individus de l'espèce humaine dans sa quasi totalité du fait même de la mondialisation économique et de l'exploitation médiatique qu'en font les sphères culturelles de toutes les parties du globe.
C'est le travail de ceux qui se réclament de l'alternative sociale et de l'Autogestion.
Il ne s'agit nullement de refaire pour la nième fois une polémique pour déterminer laquelle des religions de l'espèce humaine est la plus progressiste mais de comprendre de la façon la plus épistémologique possible son action dans la révolte de l'individu et la formation «d'idéal types» communs à des formes de pensées fondamentalement antinomiques.
La 6 eme thèse de Marx sur les travaux de Feuerbach est ainsi rédigé:
« **Feuerbach dissout l'être religieux dans l'être humain. .Mais l'être humain n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé**. **Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux»**
Cette critique dans l'idéologie allemande de 1846 dont la nature épistémologique fonde la méthode d'analyse du matérialisme dialectique est toujours valable aujourd'hui. Alors que la réalité de l'homme est constituée d' autant de réalités virtuelles vécues par l'individu que de constituants physiques et physiologiques de l'être humain générique.
C'est la compréhension parfois confuse et critique de cet état social ,non plus d'une seule élite de groupes sociaux dominants, mais de la grande multitude ,comme dirait un taoïste, qui a motivée l'idée d'une autogestion de la société dans son ensemble , société garante de ses acquis structurels par son savoir faire universel et constituée sur des valeurs normatives en rupture avec ce fatalisme métaphysique, une société formée à partir de mouvement sociaux important numériquement pratiquant une médiation à long terme entre pratique autogestionnaire du système économique et en particulier la production de biens sociaux et l'organisation politique de répartition de ces biens sociaux.

Le sujet de l'autogestion est l'individu ,l'être en lutte, et non l'homme générique nouveau produit d'une classe prométhéenne. Le prolétariat mondial est l'essence du projet autogestionnaire et son objet comme force alternative mais il appartient aux organisations politiques autogestionnaires actuelles d'être des forces de propositions alternatives renforçant l'unité de ce prolétariat.
Le 21 éme siécle sera métaphysique ou ne sera pas disait une grande partie de nos édiles intellectuelles
Prouvons que le 21 ème siècle doit être autogestionnaire ou ne sera pas.
Le concept d'autogestion apparaît au début des années soixante avec la prise de contact avec l'expérience yougoslave, mais il est développé avec une très grande force dans les derniers textes, ceux qui sont postérieurs à Mai 68. (Lucien Goldmann)
C'est, par exemple,en France à partir de Mai 68 que la CFDT, bientôt suivie par le PSU, va faire de l'autogestion le thème central, le fondement de son projet de société.
Comme le souligne Victor Leduc dans son livre «autogestion ou aliénation» :
«**La tentation était forte, et beaucoup y cédèrent, de voir dans l'autogestion le moyen d'établir à l'intérieur du mouvement ouvrier une coupure permettant de le diviser en deux courants opposés: un courant dit « centraliste », « autoritaire» et « étatiste », assimilé non seulement au Parti communiste mais encore à tout ce qui se réclame du marxisme; un autre courant anti-autoritaire, anti-étatiste et, bien entendu, non marxiste, qui seul serait porteur du projet autogestionnaire.»**
Socialisme et humanisme sont les valeurs auxquelles Victor LEDUC rattache le concept d'autogestion comme forme concréte de l' épistémologie marxiste .
«**Mais ces valeurs,**dit-il, **dont la réalisation constituerait au fond cette réalisation-dépassement de la philosophie par le prolétariat dont parle la *Contribution à la Critique de la philosophie du droit de Hegel,* le marxisme sait qu'elles ne sont pas des absolus inscrits de toute éternité au ciel des idées ou dans la volonté de Dieu, mais qu'elles sont créations historiques, produits et instruments des luttes de classes.**

Goldmann **... insiste et note que l'affirmation de l'autonomie de la conscience individuelle est liée à certaines époques particulières dans le monde occidental, « cette autonomie étant d'ailleurs sérieusement menacée d'être vidée de l'intérieur par les formes que prend aujourd'hui cette même société occidentale qui avait jadis assuré son développement »«Car, si le développement des valeurs humanistes s'est trouvé lié au développement de la production pour le marché, il a été dialectiquement uni,** observe encore Goldmann**, au caractère individualiste de cette production, caractère que l'on trouve dans les formes artisanales de la production et dans la première phase du capitalisme, le capitalisme libéral. Mais, en même temps, le développement relativement faible de la production dans ces périodes ne permet pas aux valeurs humanistes de s'imposer de façon à structurer l'ensemble de la société.**»

En effet, dans la société capitaliste, le travailleur est annihilé, atrophié et déformé dans son « âme », nous dit Georges Lukacs, par le processus de réification, tant qu'il ne se révolte pas contre lui; mais du moins son essence psychique et humaine n'est pas transformée en marchandise. C'est à partir de ce noyau résistant de la subjectivité qu'il pourra prendre conscience de la structure de réification à laquelle il est soumis, et parvenir à la conscience de classe, selon un processus que Lukacs décrit comme un mouvement ininterrompu vers la totalité .

Mais, dans les sociétés où prédomine la bureaucratie comme forme sociale, les travailleurs eux-mêmes ne vont-ils pas intérioriser les formes réifiées de la vie sociale et de leur propre existence de telle sorte que ce processus leur soit entièrement dissimulé comme à cet homme dont parle Lukacs qui, « réifié dans la bureaucratie, se mécanise et devient marchandise jusque dans les organes qui pourraient être les porteurs de sa révolte» ?

On voit que le concept d'autogestion est, pour lui, étroitement lié au concept marxiste d'aliénation développé dans la théorie lukacsienne de la réification.

Ce sont, en effet, ces concepts qui fondent en profondeur le combat pour l'autogestion. Car ils font apparaître en pleine lumière son objectif fondamental: réaliser la désaliénation, la déréification en assurant aux travailleurs la pleine maîtrise de leur existence sociale dans la production comme dans toutes les phases de la vie.

C'est ce dont est pleinement conscient Lucien Goldmann lorsqu'il résume ainsi sa pensée: « **On aboutit ainsi, par l'analyse aussi bien des sociétés capitalistes occidentales que des sociétés à caractère socialiste, à une idée centrale: celle de l'autogestion ouvrière qui nous paraît être le seul axe et le seul fondement possible d'un véritable programme socialiste dans le monde contemporain** . »
Mais, surtout, l'autogestion joue un rôle fondamental par son action transformatrice sur les hommes. Nous retrouvons ici le concept d'autotransformation de la troisiéme thése sur Feuerbach. Elle est même le seul antidote au règne universel de la marchandise et de l' « homme unidimensionnel ».
« **La facilité de créer chez les gens le besoin des marchandises qu'on veut leur vendre est le résultat de la réduction de leur activité psychique et intellectuelle dans une société qui en fait de simples exécutants et consommateurs. Dans la mesure, cependant, où ils participeront aux décisions, le courant sera renversé, leur activité psychique et intellectuelle sera considérablement renforcée, et il sera beaucoup plus difficile de les façonner et de les manipuler. L'éducation dont nous avons parlé n'est pas seulement préalable à l'autogestion, elle se fera aussi en grande partie et grâce à l'autogestion, par son instauration et son fonctionnement progressif . » L'autogestion, on le voit, remplit une fonction que l'on pourrait appeler de « révolution culturelle** ».
Comme le souligne ce canevas de texte, le concept d'Autogestion n'est pas un concept creux évoquant une vague utopie anarchisante mais est la résultante d'un travail à la fois critique et propositionnel en opposition au non sens existenciel d'un matérialisme scientifique fondé sur la révolution russe.
Cette opposition Victor Leduc la caractérise par rapport à un antagonisme entre Aliénation et Autogestion :

L'aliénation: la critique de Feuerbach

«**Marx, dans ses oeuvres de jeunesse, a repris à Hegel et à Feuerbach le concept d'aliénation. Je ne m'arrêterai pas longuement sur la signification qu'il avait dans les oeuvres de ces philosophes. Disons simplement que, pour Hegel, l'aliénation,c'est-à-dire le fait de devenir autre que soi, avait une signification métaphysique. Dans le système de Hegel, c'est l'idée absolue qui s'aliénait dans la nature et dans l'histoire pour se retrouver consciente de soi dans l'esprit. Pour Feuerbach, l'aliénation est déjà un fait humain. C'est l'homme qui s'est aliéné dans la religion, Il a transféré toutes ses qualités humaines à un dieu qu'il a inventé et auquel il se subordonne. Il s'est appauvri, dépossédé; il est devenu la chose, la créature du dieu qu'il a créé.**»

Marx a repris ce concept, mais en lui donnant une signification historique concrète. Dans sa quatrième thèse sur Feuerbach. il écrit: «**Feuerbach part du fait que la religion éloigne l'homme de lui-même et dédouble le monde en un monde religieux, objet de représentation, et un monde réel. Son travail consiste à dissoudre le monde religieux en le ramenant à sa base temporelle. Il ne voit pas que, ce travail une fois accompli, le principal reste encore à faire. Le fait, notamment, que la base temporelle se détache d'elle-même et se fixe dans les nuages en tant que royaume indépendant ne peut s'expliquer précisément que par la dissociation et la contradiction interne de cette base temporelle. Il faut donc d'abord comprendre celle-ci dans sa contradiction pour la révolutionner pratiquement en supprimant cette contradiction.. Donc, une fois qu'on a découvert, par exemple, que la famille terrestre est le secret de la famille céleste, *c'est la première désormais, dont il faudra faire la critique théorique et qu'il faudra révolutionner dans la pratique.* »**

L'aliénation dans le travail

Pour Marx, le phénomène fondamental de l'aliénation, c'est **l'aliénation du travail**. C'est à partir du travail tel qu'il fonctionne dans toutes les sociétés de classe qu'il faut saisir le processus par lequel l'homme producteur est dépossédé, réduit à l'état d'objet, qu'il devient une chose, qu'il est réifié, comme le dira plus tard Georges Lukacs.

La production capitaliste, dira profondément Marx, ne consiste pas seulement à produire un objet pour un sujet. Elle consiste à produire un sujet pour un objet. C'est-à-dire que le travailleur est façonné, fabriqué, littéralement produit par l'ensemble du système, usine, Etat, école, famille, en fonction de la tâche qu'il a à accomplir, en fonction de la place qui lui est assignée dans les rapports de production.
Dans l'étude de l'aliénation, Marx mettra l'accent sur la divisision du travail. La puissance sociale qui naît de la coopération des individus dans la division du travail est, pour les individus, une structure imposée du dehors. Elle leur apparaît comme une puissance étrangère, dominatrice. Ce caractère de puissance étrangère est porté à son comble au stade de la division du travail dans la société bourgeoise.
« Plus la division du travail se perfectionne, dira Marx dans *l'idéologie allemande,* **plus l'accumulation augmente, plus le morcellement se précise. Les forces productives se présentent complètement indépendantes et détachées des individus,comme un monde à part. Dans aucune période précédente les forces productives n'avaient pris cette forme indifférente au commerce des individus en tant qu'individus, parce que leurs relations étaient encore bornées et que, de ce fait, la production de la vie matérielle pouvait encore passer pour une manifestation de soi (économie domestique, artisanat). Dans la société industrielle, au contraire le travail a perdu toute apparence de manifestation de soi. Il ne maintient la vie du travailleur qu'en le privant de son sens** .
Au moment où le capitalisme s'est emparé de toutes les sphères de l'activité humaine, nous avons à prolonger ces analyses, à montrer comment le concept d'aliénation peut s'appliquer à une série de situations humaines concrètes, situation de la femme, situation de la jeunesse, situation des minorités nationales. On .saisit l'immense portée révolutionnaire du concept d'aliénation repris et redéfini par Marx. C'est cette portée révolutionnaire qui explique toute la bataille idéologique qui s'est livrée autour du concept d' aliénation. Pour les marxistes soviétiques, et notamment Jdanov, le concept d'aliénation était un concept prémarxiste, utilisé dans la période où Marx était encore sous l'influence de Hegel et de Feuerbach. Il l'aurait, par la suite, abandonné pour lui substituer le concept d'exploitation. Althusser a emboîté le pas à cette interprétation jdanovienne du marxisme. Je ne vais pas ici entrer dans une discussion philologique qui serait fastidieuse.
Althusser lui-même a dû reconnaître par la suite que Marx employait encore le concept d'aliénation dans *le Capital*. Il est impossible de le nier depuis la publication des *Fondements de la critique de l'économie politique*.

Althusser s'en tire, mal, en disant en substance, que Marx a continué jusqu'à la fin de sa vie à parler un langage non marxiste.
L'important est de savoir ce qu'il y a derrière cette bataille idéologique. Ce qu'il y a derrière, c'est **toute la réalité du système soviétique**. Si l'on suit la pensée de Marx, puisque dans ce système subsistent la division sociale du travail, la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, la séparation entre la ville et la campagne, il y a encore aliénation dans le travail et dans la vie quotidienne.» **Victor Leduc**
Sur cette forte pensée de Victor Leduc sur le systéme soviétique ,critique difficile pour un militant communiste tel que lui, il la compléte par la necessité d'une solution alternative au capitalisme .

ACTUALITE DE L'AUTOGESTION

La pratique a montré et continue de montrer que les tentatives de constituer des îlots autogestionnaires dans un entourage capitaliste sont vouées à l'échec ou à la dénaturation: pas plus qu'il n'y a de socialisme sans autogestion, il n'y a d'autogestion sans socialisme. Dans cet esprit, le programme de Limoges définissait le socialisme comme « une dynamique longue de transition vers le communisme» ; et précisait: «Enclencher cette dynamique, c'est déjà provoquer un changement radical de société, car cela suppose réunies deux conditions indispensables: *a)* la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange et leur appropriation par les travailleurs; *b)* un Etat des travailleurs constitué par les organes de pouvoir que ceux-ci se sont donnés de la base au sommet pour assurer leur direction dans tous les domaines de la vie sociale. »
C'est, en effet, à ces deux conditions - appropriation sociale des moyens de production et construction d'un pouvoir des travailleurs - que l'autogestion prend son sens révolutionnaire en modelant les rapports de production et l'ensemble des rapports sociaux de la société socialiste de transition au communisme.
La lutte des Lip, si fertile en innovations, a constitué et constitue encore une vaste expérimentation sociale placée sous les yeux de l'ensemble des travailleurs.

Mais les travailleurs de Lip, précisément, ont toujours été conscients des limites d'une expérience menée dans un environnement capitaliste et se heurtant aux règles et aux forces de l'Etat bourgeois, et ils se sont toujours refusé à la confondre avec l'autogestion.
Ces tendances à l'émiettement de l'autogestion en attitudes individuelles ou en réalisations parcellaires rencontrent, aujourd'hui, des initiatives du patronat et même du gouvernement tout à fait favorables à la prise en charge par les intéressés d'un certain nombre d'activités, de services, d'entreprises moribondes, à la condition que soient préservées toutes leurs prérogatives dans les secteurs où se réalisent les profits et où se prennent les décisions politiques.
Socialisme et autogestion y sont posés comme indissociables. La faillite du socialisme à l'Est donne à cette affirmation toute sa portée; mais déjà on pouvait la formuler à partir de l'expérience séculaire du mouvement ouvrier, de la tendance spontanée de la classe ouvrière en révolution à former ses propres organes de pouvoir économique et politique comme à partir de la théorie révolutionnaire et notamment celle de Marx combattant la tendance lassalienne au socialisme d'Etat *(cf* la *Critique du programme de Gotha,* 1875) appelant les travailleurs à s'émanciper eux - mêmes et à réaliser 1'« autogouvernement des producteurs associés ».
Ainsi, en nous appuyant sur les acquis du PSU, nous avons eu les moyens de mener un débat rigoureux à l'égard de ceux qui méconnaissent ou dénaturent les conditions du socialisme autogestionnaire.
Il est vrai que si l'on réfléchit aux problèmes de l'écologie, c'est-à-dire du contrôle des rapports des hommes avec le milieu naturel, ce sont tous les problèmes de la croissance, de la production, du travail et même des besoins qui se trouvent posés.
Ces questions sont partie intégrante de la problématique du socialisme autogestionnaire et ne peuvent trouver leur solution que dans ce cadre.
Certes, au niveau élémentaire, au niveau de la prise de conscience immédiate, qui reste souvent celui du mouvement écologique, on peut se contenter de constater que l'exploitation aveugle de la nature conduit à la catastrophe. On formera alors des groupes de pression pour éviter tel dommage causé à l'environnement, telle menace sur la santé ou la vie des hommes.
On peut aussi ériger l'écologie en principe autonome de pensée et d'action d'où l'on essayera de tirer une morale et même une politique.
C'est aussi une tendance du mouvement écologique.

Cette tendance renvoie dos à dos partis de gauche et partis de droite en s'appuyant sur le fait que les formes et les ravages de la croissance sont analogues à l'Est et à l'Ouest et qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre la droite et la gauche traditionnelle dans l'attitude à l'égard de la croissance.
Ces affirmations ne sont pas fausses, mais relèvent d'une analyse tout à fait insuffisante. En ne voyant plus qu'un ennemi dont viendrait tout le mal et qui serait indistinctement capitaliste ou socialiste, le productivisme, en faisant l'impasse sur deux problèmes fondamentaux - le type de propriété des moyens de production et le type de pouvoir politique **-,** les écologistes se retirent, en réalité, les moyens de parvenir à la solution des problèmes qu'ils posent, à la construction de rapports rationnels entre l'homme et la nature.
La notion de productivisme ne recouvre, en réalité, qu'un effet. Prise pour une cause, elle comporte le danger de dissimuler des réalités. Car la production n'est jamais une fin en soi, contrairement à ce que laisse entendre le terme de productivisme.
Elle est toujours un moyen, soit de satisfaire des besoins, soit d'accumuler de la plus-value, soit de conquérir ou de préserver de la puissance.
En s'attaquant au « productivisme » on met sur le même plan les efforts tout à fait justifiés de tels pays du tiers monde pour acquérir l'indépendance économique et se donner les bases d'une industrie capable de satisfaire aux besoins de sa population, la recherche effrénée du profit maximum par les entreprises capitalistes ou encore la machine de production soviétique, instrument d'une bureaucratie dirigeante.

La thèse et l'antithèse

La thèse du productivisme suscite l'antithèse de « l'antiproductivisme » qui, si elle était prise au sérieux, sèmerait la confusion entre l'écologie et on ne sait quelle mystique du salut par le retour à l'âge néolithique. Cette absence d'analyse et ces orientations aberrantes sont d'autant plus regrettables que les questions posées par les écologistes sont réelles. Il est bien vrai que, pour préserver les équilibres naturels et l'avenir de l'humanité et, nous pouvons ajouter, construire un socialisme qui ne soit pas une caricature, il faut s'attaquer à la politique de croissance, aux structures de production et de consommation qui caractérisent tant les sociétés capitalistes que les sociétés de type soviétique.

Le communiste allemand oppositionnel Rudolf Bahro, dans son livre *l'Alternative* (pour lequel il a été condamné à huit ans de prison par les autorités de la RDA), en donne les raisons fondamentales.
En même temps qu'il critique fortement un type de reproduction élargie qui prend des dimensions d'avalanche sous ses aspects matériels et techniques, un gaspillage des ressources qui empêche les peuples non développés de se libérer des vieilles contraintes historiques, il dénonce « la politique de croissance qui se révèle plutôt un agent stabilisateur pour les rapports de domination existants ».

Les ravages de la croissance

C'est une réflexion très importante. La liaison que Bahro établit entre les rapports de domination, qu'il s'agisse de l'Ouest ou de l'Est, et les structures de la production et de la consommation est étayée par une analyse des sociétés de l'Est, et particulièrement de la RDA, mais elle rejoint notre analyse des sociétés capitalistes.
Ce qu'il dit de la façon dont le pouvoir cherche, en favorisant une certaine consommation, à développer et à satisfaire les besoins de compensation aux frustrations subies par l'immense majorité des individus sur le terrain de leurs libertés et de leur propre pouvoir, de ce qu'il appelle leur besoin d'émancipation, se retrouve dans l'expérience de chacun. Même si l'acuité de la crise, en replaçant au premier plan le problème de l'emploi et du pouvoir d'achat, la masque pour un temps, il reste que, indissolublement liée à l'exploitation de la force de travail, l'aliénation à la marchandise demeure la réalité fondamentale de nos sociétés.
Marx disait déjà que, dans la production capitaliste, on ne produit pas seulement un objet pour un sujet, mais aussi un sujet pour un objet. Lutter pour un type de production et de croissance qui ne traduira pas par une aliénation et une soumission des besoins de la majorité des hommes aux intérêts d'une minorité, c'est le véritable fondement de notre lutte pour des rapports différents entre l'homme et la nature. Et comment ces rapports nouveaux pourraient-ils être établis sans un changement de société comportant la socialisation de l'ensemble des moyens de dominer la nature et leur autogestion à tous les niveaux par les collectivités concernées?
Intégrer au socialisme autogestionnaire, dont seule l'instauration rendrait possible de la satisfaire, l'exigence écologique, ce n'est pas une opération « récupératrice». Ce n'est pas, pour le PSU, tenter de s'annexer un mouvement social extérieur.

Il pourrait d'ailleurs, du point de vue de l'histoire des luttes écologiques et notamment des luttes contre le nucléaire, revendiquer des priorités. Mais là n'est pas l'important. Ce qui compte, c'est l'enrichissement réciproque, l'approfondissement du contenu du socialisme autogestionnaire et la plus forte cohérence donnée à notre projet politique et à l'ensemble de notre action.

Sur les problèmes du travail, notre réflexion pourrait partir d'un fait universellement reconnu: l'attitude d'évasion et même de refus d'une importante partie de la jeunesse à l'égard du travail. Ce phénomène, à peine masqué par l'ampleur de la crise et ses répercussions sur l'emploi des jeunes, va même au-delà de la jeunesse. Il se manifeste à un degré moindre, mais tout de même significatif, dans le développement de l'absentéisme ouvrier.

Il ne s'agit pas ici d'analyser toutes les causes de cette attitude nouvelle à l'égard du travail. On y trouverait des réactions de rejet qui s'apparentent à l'exigence écologique, contre un type de production et un type de consommation aliénante.

On y trouverait la révolte contre l'organisation capitaliste du travail, la parcellisation des tâches, le travail répétitif, l'absence totale de participation à la maîtrise du processus de production, révolte d'autant plus profonde que s'accroît le niveau général de formation et la contradiction entre l'ouverture culturelle et l'horizon borné du travail tel qu'il est.

Mais l'essentiel est de noter à quel point ce refus pose déjà concrètement deux problèmes: le premier, c'est celui de l'abolition de la division du travail, abolition qui ne devrait pas être considérée comme une perspective lointaine mais comme une tâche essentielle du socialisme autogestionnaire.

La contradiction entre compétents et exécutants, entre savoir et non-savoir, loin de fonder une nouvelle lutte des classes, est artificiellement maintenue et entretenue par les possédants et le pouvoir pour diviser les forces sociales qui les menacent.

Dans les sociétés modernes, les possibilités de formation et d'information sont telles, elles se développent à un tel rythme, qu'en dépit des tentatives de les détourner au profit des systèmes hiérarchiques elles entrent déjà en contradiction avec les cadres traditionnels de la division du travail.

Le second problème est lié à la revendication de la réduction de la durée du travail. Ce qui est une question, en réalité, va bien au-delà: c'est ce que l'on pourrait appeler le problème de l'appropriation sociale du temps. .

Avec la revendication des trente-cinq heures, on est encore loin de répondre à l'exigence posée par Marx dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* lorsqu'il réclamait que le « temps de travail soit réduit pour l'ensemble de la société à un minimum de plus en plus mince, afin que tous puissent consacrer le temps ainsi libéré à leur propre épanouissement ».
Libérer le temps, telle serait, en effet, la véritable finalité de l'économie dans une société socialiste autogestionnaire, s'il est vrai que, comme le disait encore Marx, le temps libre est « la vraie richesse» .
Ainsi, devraient être réunis tous les éléments qui peuvent concourir à ce résultat: utilisation du progrès technique allant dans le sens d'une suppression du travail humain, développement d'une structure de besoins et de la consommation permettant d'éviter les excès et le gaspillage de production qui caractérisent les systèmes actuels, élévation continue et générale du niveau culturel afm que le maximum d'individus trouve dans le temps libre les possibilités maximales d'épanouissement.
Avec l'abolition de la division du travail, l'autogestion du temps social, en vue d'aboutir sinon à l'abolition complète du travail, du moins à le réduire au point que la proportion temps du travail/temps libre soit radicalement inversée, est un objectif majeur du socialisme autogestionnaire. Il faut ajouter que, dans de nouvelles conditions sociales, une partie des activités qui entrent aujourd'hui dans le domaine du travail, notamment les activités scientifiques, éducatives ou culturelles, sociales et, pourquoi pas, artisanales, pourraient être intégrées dans les activités de temps libre.
Tribune socialiste, 7 novembre 1979
Voici ce qui ,pour moi, aujourd'hui ,en 2006 , donne à une finalité autogestionnaire de l'activité humaine ce caractère de solution unique aux risques qui menacent son devenir car maintenant ,et nous n'en avions que la prémonition dans une vision pessimiste du développement capitaliste ,il est avéré que la réalité dépasse l'imagination au moins pour ce qui est du devenir de l'humanité .
C'est toute l'idéologie issue du « siècle des lumières» qui s'effondre devant la probabilité scientifique d'une extinction de l'espèce humaine dans un délai qui de laisse pas la place à l'espoir d'une solution technique autre que celle, justement, d'un changement radical de technologie.
Le «jardinier de la Nature» devient son bourreau et seul le recours au «miracle» peut tenir lieu de raison .

La conséquence en est comme nous le soulignions le retour à la foi religieuse comme secours et à l'intégrisme comme solution ultime.
Contre les effets mortels des contradictions des idéologies métaphysiques religieuses d'intégristes de tous poils,il nous faut rétablir la notion de Fraternité qu'un retour identitaire massif a dénaturé.
La fraternité comme base de reconnaissance de l'homme en l'homme est la mesure de l'éthique ,pour autant qu'elle peut par son affirmation matérielle mesurer les liens organiques des diverses composantes de la société humaine.
Sur ce point elle diffère de la liberté car on peut mériter et vivre sa liberté même dans la société la plus répressive qui soit. Toutes les sociétés admettent une marge libertaire: le milieu artistique en général, nécessaire à la permanence de notion d'ennemi de la culture véhiculée par une société donnée: -ennemi à combattre au nom de la culture martyrisée (romantisme historique) .
Par contre la fraternité est la valeur des liens organiques eux-mêmes, elle peut être évaluée par le degré de solidarité déployé par des groupes sociaux dans des situations diverses .
Elle est l'ambivalence de la vie sociale définit par les anciens entre le Logos et l'Eros.
Il est remarquable qu'une récente enquête sur l'éducation nationale ai eu pour sujet: Faut-il privilégier l'Etre ou le Faire?
Cela marque l'incohérence de notre système démocratique et l'effondrement des concepts de la révolution bourgeoise: liberté,égalité,fraternité .
Le tiers- mondisme également après avoir privilégié la liberté comme facteur d'unité est également en crise du fait de la difficulté de décryptage d'une culture par une autre et de la reconnaissance mutuelle du potentiel de fraternité dans les cultures mises ainsi en équivalence; cette crise aboutit à la rupture avec l'universalisme.
Ce qui rend une société insoutenable jusqu'à l'aspiration au non-être ,au suicide collectif,c'est précisément une sophistication de la démocratie vers les libertés: notion de libéralisme ,alors que les phénomènes culturels que sous tend la crise actuelle du capitalisme entraînent la négation de la fraternité comme base des rapports sociaux fussent-ils égalitaires

L' AUTOGESTION ET LA FRATERNITÉ

Lévy-strauss en conclusion de ses travaux «structuralistes» sur les sociétés définit l'homme comme **un fabricateur d'outil '?**
J P Sarthe,grand prêtre du « situationisme », comme **un peuple martyrisé .**
L'idée autogestionnaire sans rejeter l'une ou l'autre de ces conclusions ,leur substitut une notion plus abstraite mais à mon avis plus proche de la réalité humaine:

- **L'aptitude à une répartition méthodique de la matière**

Cela posé il s'agit de démontrer pourquoi et comment cette virtualité naturelle fut contrefaite par le capitalisme.
Il y a contrefaçon du capitalisme dans l'utilisation par une volonté totalitaire de la faculté de répartition méthodique de la matière ,naturellement propre à chaque individu.
Dans et par cette contrefaçon le capitalisme masque sa véritable nature: la destruction de la nature pour satisfaire la loi du profit maximum.
-La seconde contrefaçon fut mise en évidence par le marxisme dans sa théorie du **travail aliéné** même si il limitait ce travail à la production d'objets.
En ne faisant que contrefaire la nature humaine pour sa reproduction ,le capitalisme n'a *jamais pu ,jusqu'à présent ,intégrer la virtualité de l'individu en rapport* à la *Matière* et de fait a plutôt eu tendance à la réprimer
C'est en ce sens que le syndicalisme comme forme de conflit collectif est intéressant à étudier. Les solidarité fraternelles autour du mythe d'un communisme primitif qui aurait disparu remonte en Europe au Moyen-age .
Les associations corporatives du 13° siecle, les armateurs vénitiens ,les syndicats hollandais, les compagnons du 19° siècle avaient le contrôle effectif de l'économie sur lequel reposait le pouvoir royal.
Contrepoids de ce pouvoir absolu elles distillaient une culture « prolétarienne» sur l'état social.
La révolution bourgeoise de 1789 dans son entreprise de totalisation et de permanence le pouvoir économique, entra en contradiction avec l'activité anarchique de ces associations.
Elle promulgua la loi du 10 juin 1791 la loi Chapelin qui marquait leur: dissolution et leur interdiction : le jacobinisme était né.
Cette mesure substitua jusqu'à la III ° République.
Ce n'est qu'en 1884 que peut se reconstituer une 2° Internationale.
C'est a dire une fois que le capitalisme international avait trouvé sa structure dite de maturité.

Ce phénomène retard de la lutte prolétarienne ne pourra pas être comblée par les penseurs qui l'animent comme la révolution russe ne pourra que démontrer la nature objective du marxisme sans en faire l'outil de la victoire.
L'accè1ération de l'exclusion et le libéralisme triomphant actuel est très certainement une conséquence directe de cette défaite.
IL APPARTIENT DONC A L'AUTOGESTION D'OUVRIR UNE ALTERNATIVE A CETTE PHENOMENOLOGIE CYCLIQUE.
Il lui faut rétablir un axe idéologique incluant les liens naturels de solidarité entre les individus
L'émancipation de ces liens naturels doivent êtres prouvés par un large mouvement politique ignorant la dualité syndicalisme-parti .
C'est une tache considérable pour les autogestionnaires car, pour l'instant l'ensemble de leur pratique à plus reposée sur l'élargissement des libertés par la création d'espaces de liberté que sur la fraternité.
Leur pratique qui a pleinement accompagné la prise de pouvoir parlementaire du PS et du PC ressent le contre coup de l'échec de ceux ci . La faiblesse relative de leurs forces n'a pas permis de combler le vide laissé par la «Real po1itick» .
Leur seule capitalisation au niveau social est dans ce qu'ils sont composés de toutes les tendances du mouvement syndical de la gauche démocratique.
C'est sur ce petit plus que nous pouvons agir et participer à la recomposition syndicale que tous considèrent aujourd'hui indispensable à la vie sociale.
Notre rôle doit consister à introduire dans cette demande de recomposition des thèmes de débats élargissant les bases de la réflexion des forces syndicales actuelles et partant d'espérer déboucher sur une perspective alternative qui ne soit pas issue de la projection de quelques intellectuels du "scénario catastrophe" .
Par exemple le débat sur UNITE ou SOCIETE MULTICULTURELLE permet de définir un concept global de la fraternité à développer .Cette réflexion peut reposer sur l'action humanitaire charismatique mais on voit combien cette action est contrôlée par les états ou même par les forces politiques impliquées dans le conflit auquel cette action est censée répondre.
Elle ne peut à cet égard servir de matériel à une démarche d'intervention et de substitution aux situations sur lesquelles elle agit.
Ce n'est en aucun cas une «finalité» de la société autogestionnaire .

Actuellement l'affrontement idéologique entre ces deux tendances de l'organisation «fraternelle» des cadres étatiques nationaux n'est qu'une conséquence de la survivance dans l'hégémonie culturelle du capitalisme des deux «sphères culturelles» générées par le structuralisme et le situationisme alors que comme nous le disions en introduction ces deux corps de doctrine ont perdu toute valeur objective .
Notre premier objectif est d'analyser et de modifier le contexte démocratique des sociétés dans lesquelles l'autogestion prend une forme militante.
Dans un premier temps et dans un but introductif nous avons éclairé notre propos par les appréciations divergentes des trois penseurs marxistes dont nous avons repris les textes à savoir sur ce point : Victor LEDUC, Lucien SEVE, jean paul SARTRE. A présent nous nous attacherons au développement du «socialisme» de nos jours .
Les analyses en annexe du groupe «socialisme ou barbarie» sur la révolution russe ainsi que celle effectués par « il Manifesto »sur la révolution chinoise faites dans les années 60-70 ,limitent dans le formidable soulèvement prolétarien ce qu'a été la révolte des pays du tiers monde jusqu'à nos jours.
Ces limites engendrées par la "patrie du socialisme "a certainement eu des conséquences négatives sur son internationalisme même si avec le temps nous discernons mieux les carences de cette révolte et son énorme coût en vies humaines.
La paupérisation et la destructuration des peuples qui ont participé à cette révolte est pour moi un gigantesque constat d'échec de ce nous nommions en terme convenu "la révolution mondiale"
Le retour à la barbarie guerrière comme solution des conflits nationaux que ce soit en Yougoslavie en Afrique ou ailleurs marque la dégénérescence de cette révolte armée contre l'impérialiste souvent sous le drapeau du socialisme.
L'effondrement du régime soviétique et le chaos politique qui en résulte en Russie et dans le monde laisse le champ libre aux USA pour rétablir son leader ships et laisse sans réponse immédiate la formidable vague de prolétarisation qu' entraine la mondialisation de la production.
Néanmoins,nos intellectuels vont un peu vite en besogne lorsqu'ils prétextent la montée du nationalisme en Europe pour dire que la société multiculturelle n'est plus qu'un mythe alors qu'à mon avis elle est en recherche certes conflictuelle dans la plupart des pays ,y compris aux USA.
L'Europe politique n'est pas née et bien malin celui qui peut dès à présent en fixer les caractéristiques.

Le 29 mai 2005, une large majorité des citoyennes et citoyens de notre pays, ainsi que les pays bas plus tard, ont dit Non au projet de Constitution européenne.
Loin d'être un rejet de l'idée de la construction européenne, ce vote a témoigné du refus croissant des politiques néo-libérales qui sévissent depuis plus de vingt ans.
Ce mouvement n'est pas propre à la France, il s'exprime aussi, sous des formes diverses dans d' autres pays de l' Union Européenne et dans d'autres continents. Les libéraux n'ont donc pas réussi à susciter une adhésion à leur " modèle " de société. Mais les expériences du passé ont semé le doute sur la possibilité d'une alternative. - Assurer la justice sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes, pour promouvoir les services publics, pour refonder la démocratie, pour établir de nouveaux rapports avec la nature, pour interroger notre mode de développement, pour construire une autre Europe, pour construire des rapports d'égalité avec les pays du Sud,pour promouvoir une politique de paix dans le monde, etc. sont les objectifs d'un «socialisme» réel.
Nous ne pouvons nous résoudre à l'absence d'alternative aux politiques néo-libérales ou social-libérales.
Pour restaurer l'espoir de la transformation sociale, il faut, en s'appuyant sur les acquis de la campagne du NON, construire, par- delà les luttes immédiates et les campagnes de mobilisation, des alternatives qui permettent que les droits des êtres humains l'emportent sur le droit de la concurrence et la logique du profit.

SECONDE PARTIE ECONOMIE POLITIQUE OU SOCIOLOGIE ET POLITIQUE ?

La venue au pouvoir de couches social-démocrates dans un grand nombre de pays industrialisés de l'Europe du Nord est sans doute due à l'obligation des sociétés industrielles de surmonter les contradictions structurelles qu'elles ont engendrées:
-couts sociaux en décalage avec le cadre global de développement économique de l'entreprise capitaliste d'où la necessité d'un état régulateur des solidarités nationales.
En France on peut classer 1968 dans les tentatives d'instaurer un régime identique.
Pourtant la montée inexorable du chômage structurel qui accompagne le capitalisme va à partir des années 80 marquer la défaite politique de ces régimes jusqu' à l'écroulement de l'union soviétique qui ne peut survivre aux crises qui la minent :crise intérieure due à la pénurie des biens de consommation et un retard dans la construction sociale, crise extérieure 1ière justement à la disparition dans les gouvernements sociaux démocrate d'Europe du nord des appuis indispensables à sa stratégie mondiale.
De surcroît dans un contexte d'appauvrissement de l'économie régionale incapable de prendre le relais et entrainant une raréfaction des superstructures nécessaires au redéploiement ou a l'extension de l'entreprise de production avec comme corrol1aire la perte de pouvoir d' achat pour des couches de plus en plus larges. cette crise de la notion d' état national n'a pas encore trouver son substitutif
La création de nouvelles zones de libre échange:
Europe,Asie,CEE,Allemagne réunifiée n'ont pour l'instant eu d' autres résultats que de bloquer la progression arithmétique des éléments négatifs de cette crise.

LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME

" Dans la société bourgeoise achevée,chaque rapport économique en suppose un autre sous sa forme bourgeoise et économique, l'un conditionnant l'autre comme c'est le cas de tous système organique .Ce systéme organique lui-même dans son ensemble,a ses présuppositions propres,et son développement total implique qu'il se subordonne tous les éléments constitutifs de la société ou qu'il crée à partir de lui même les organes qui font encore défaut. Le devenir vers cette totalité constitue un élément de son processus, de son développement ."*MARX Fondement de la critique de l'économie politique.*

Les marxistes croyait à l'autodestruction du procés capitaliste pour deux raisons qui marque négativement l'apogée de sa valorisation
1- La contradiction entre son développement et les moyens de production
-2 Plus le capital se développe, plus il lui est difficile d'avoir une augmentation importante de plus-value relative d'après la formule: Δp = n/t (1-1/q)
(p= variation de plus value,
n= travail nécessaire,
t= durée de la journée de travail,
***q* = productivité .)**
Cette contradiction s'est manifestée jusqu'à la révolution scientifique et technique dans l'antagonisme privatisation-socialisation. Plus il se développe plus il socialise,créant de vaste unités productives et créant des liens absolus entre les hommes.
La contradiction s'effectue entre la base sur laquelle s'est édifié le capital (loi de la valeur) et le résultat auquel il aboutit par la socialisation de la production des hommes ainsi que la négation tendantielle de la valeur par suite de l'utilisation de la science devenue "force productive immédiate." .
" **L'histoire ne fait rien, elle ne possède pas de richesse énorme, elle ne livre pas de combats! C'est plutôt l'homme, l'homme réel et vivant qui fait et possède tout cela et livre des combats ;ce n'est pas l'histoire.**
Comme si elle était un personnage à part qui se sert de l'homme comme moyen de réaliser ses buts, car elle n'est rien d'autre que l'activité de l'homme poursuivant ses buts ."
MARX La sainte famille
C'est au cours de la révolution française que s'effectue le mieux pour la première fois ,la coupure entre mouvement bourgeois et prolétarien. Elle fixe ce protagonisme en deux caractères opposés : la révolution bourgeoise est une révolution sociale à "âme" politique, la révolution prolétarienne est une révolution politique à "âme" sociale **..**
La révolution bourgeoise en plaçant le prolétariat en simple opposant politique et non plus en force radicale comme le fut par exemple la révolte des paysans en ALLEMAGNE ,a permis au capitalisme de prendre son essor.
Même les partis communistes européens ne pourront refonder politiquement la radicalité prolétarienne ni éviter quelle se pervertisse dans la mascarade de la radicalité étatique du fascisme et du national-socialisme.

Si l'histoire communiste semble aboutir à un immense échec à l'échelle mondiale, la nature prolétarienne des couches exploitées par le capitalisme pour sa reproduction reste une donnée politique réelle mais sans concrétisation historique autre que par ses explosions radicales contre les rouages faibles du capitalisme: Russie, Asie , Afrique etc....
Dans le pragmatisme de l'«utopie-réaliste» qui sous-tendra la révolution culturelle de MAI 68 ,la partie "éclairée" des militants politiques des mouvements sociaux tente de conceptualiser la classe prolétarienne dans son ensemble par un terme qui se veut l'expression d'une doctrine: l' **AUTOGESTION .**
Comme en 1950 où l'utilisation l'énergie atomique a inquiété les scientifiques, qui sont plus que toutes autres catégories intellectuelles sensibles à cette accelération difficilement maitrisée, (Oppenheimer)
Il faut éviter que les forces politiques les réduisent au silence.
Ce qui avait été réussi dans la période 1950-1960 aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.
Le 23 decembre 1954 bertrand RUSSELL fait une émission de radio "l' Homme en péril" . le philosophe lançait un cri d'alarme dénonçant essentiellement le danger nucléaire.
Ce n'est que dans la période1965 -1970 que l'on verra cette inquiétude se transformer en mouvement de masse avec 1968 comme phase culminante de prise de conscience des dangers pour la démocratie et les risques écologiques que faisait courir à l'humanité l'une et l'autre faces de ce mode de développement.
Cette prise de conscience de la mondialisation de la marchandise et de la destruction du milieu naturel qui en résulte devient le trait d'union entre les individus en leur permettant de lutter dans un mouvement social en palliant l'impossibilité de faire référence à des politiques existantes.
Le marxisme et sa finalité socialiste reste néanmoins le fil conducteur et l'articulation sémantique des rapports entre les militants dit "gauchistes" et entre ceux- ci et les formations politiques traditionnelles.

Mais à la suite des échecs successifs de transformation radicales de la société et la disparition progressive des catégories ouvrières, l'écroulement de la bureaucratie russe et ses conséquences sur les pays et mouvements socialistes de par le monde, l'idée d'une société autogestionnaire fut un peu mise à l'écart au profit de concept plus flou comme «nouvelle citoyenneté» ou «luttes écologiques et. écologistes». Alors que l'autogestion tente d'infléchir la nature des luttes vers la constitution d'une société spécifique (socialiste) l'écologie par contre ignore celle-ci pour ne prendre en compte que des rapports de l'homme à la nature. Il reste néanmoins qu'en 1981 l'ampleur du risque écologique pousse une fraction non négligeable de la population et des intellectuels à chercher un moyen de lutte adaptée au gigantisme de cette situation. La fin de la décennie verra-t-elle à travers le monde se développer un mouvement ouvrant une perspective alternative à la marchandisation de la planète ?

C'est l'enjeu.

Nous venons de voir que depuis 1968 le pouvoir politique n'a eu d'autre fonction que d'intégrer les mouvements sociaux à son propre fonctionnement tout en maintenant à un degré acceptable le coût de cette opération .

De cette intégration des révoltes intellectuelles successives il reste:

1- une modification des structures mentales,certitude dans l'avenir des sciences humaines mais confusion dans des concepts souvent contradictoires .

2-les rapports se trouvent modifiés par de nouvelles possibilités techniques dans l'entreprise capitaliste mais aussi dans les systémes dits "socialistes"jusqu'à leur implosion .

De fait la production dépend de moins en moins du travail humain.

Cet ensemble de transformation dans le rôle de l'état détermine des rapports sociaux plus complexes entre les individus et appelle des définitions nouvelles de délégation de pouvoirs:

- délégation limitative (Exp: Régionalisation)
-la compétence d'attribution (le présidentialisme)

Des groupes de pression se constituent sur des aspects spécifiques de la vie sociale : Sexualité ,contraception,consommation ect ....
Mais cette montée des luttes a pour corollaire une accentuation des différenciations au sein du prolétariat :
-Disparition des O.S ,nouvelles couches techniciennes sans aucune ou peu de liens avec le développement traditionnel du mouvement ouvrier.
-Un développement accéléré du tertiaire
Cette différenciation entraîne également une révision en catastrophe du droit et des statuts,laquelle volontairement ou non aboutit à des types d'exclusions différentes :
- **Exclusoins iuridiques (exp:les immigrés,les individus vivant en dessous du seuil de pauvreté**
- Exclusions économique (exp:les handicapés,les non spécialisés,ect)
Cette révision du droit ,surtout immédiatement après Mai 68,induit une remise en cause des structures hiérarchiques: notion de faute,nature des responsabilités, sans s'attaquer frontalement aux pouvoir patronal et à la propriété .
Cette situation ambiguë amplifie et prolonge la crise globale des valeurs de la société. De ce fait elle prend un caractère culturel exploité par les organisations patronales cherchant à dépasser leurs contradictions économiques entre l'intérêt immédiat de certains (reproduction simple) et ceux à long termes des grands capitaux (reproduction élargie par intégration à la production de la révolte des intellectuels) ainsi cette reproduction élargie utilise,grâce à la révolution scientifique et technique sur laquelle elle s'appuie,une émulation contradictoire des besoins pour créer des produits nouveaux:
. **ESTHETIQUE ≠ PRATIQUE- HISTORIQUE≠UTILITAIRE - COLLECTIF ≠PRIVE**
créent des besoins nouveaux = produits nouveaux

..L'exacerbation de ces contradictions a été renforcée par un **langage objet** dans lequel ce n'est plus l'objet qui renferme un procès particulier de rapports sociaux mais un ensemble d'objets dont la valeur peut etre réduite à un temps socialement necessaire voisin de zéro qui en définit le sens et sa représentation en terme sociologique (Gadgets). Ce langage objet largement explicité par la publicité par un système analogique de valeur extraites de l'héritage culturel des classes dirigeantes ou de celles en voie de disparition

Ce langage objet tend à devenir un mode de vie et par conséquence une nouvelle appréciation du salaire.

En France ,et dans tous les pays d'Europe,l'effondrement des mouvements sociaux de l'aprés 68 marque l'accélération de la normalisation technologique comme valeur triomphante (Crey Malville,le Larzac) avec il faut le dire l'assentiment passif d'une grande partie de la classe ouvrière .

Ceci posé,il reste à déterminer si la social-démocratie,comme appendice du développement du procès du capital et fruit de ses contradictions a également disparue avec l'avènement du pouvoir technocratique et l'élimination des catégories sociales qu'elle représentait . ou de conclure que, outil socialisant du capitalisme elle se concrétise dans 1 'apogée des Nations-états modernes comme on voudrait nous le faire croire et qu'elle est, au travers de la démocratisation obligée de l'appareil d'état, la réalité du pouvoir politique et la finalité de la crise du capitalisme(par l'alternance au pouvoir).

En analysant l'histoire comme un phénomène binaire c'est à dire deux blocs historiques qui s'affrontent jusqu'au triomphe de l'un sur l'autre et ainsi de suite on nous sussure à longueur d'année que c'est le bloc démocratique qui l'a définitivement remporté sur l'idéologie radicale :révolutionnaire et totalitaire. II ne resterait donc plus qu'aux nostalgiques du bloc vaincu qu'a rentrer dans le rang et suivre la pratique politique du pouvoir. C'est ce que pensent ou disent ceux qui désertent l'extréme gauche ou l'extréme droite pour Ie PS ou le RPR .Ils deviennent les promoteurs zélés de la reaI politik ou de la pensée unique.

"Globalement positive" cette analyse a quelque chose de bâclée,de non dit comme si la peur du débat recouvrait en fait la peur de voir un nouveau bloc historique antagonique venir troubler la Paix Américaine.

Ainsi l'on peut également faire rentrer dans ce schéma l' alternoiement de «l' intelligentia» devant la montée institutionnelle du FN .

En France sur le fond elle n'a eu que des explications conjoncturelles pour caricaturer l' atypisme de ce fascisme électoraliste ..

La construction de l'Europe soutenue par toutes les organisations politiques d'une façon ou d'une autre,le présidentialisme et la décentralisation des compétences administratives ne laisse que l'insurrection de masse comme stratégie de prise de pouvoir.

Pour qu'un pouvoir fasciste de type 1930 s'instaure il lui faudrait de telles superpositions institutionnelles qu'il serait en fait le pouvoir.

Le danger fasciste consiste plus de nos jours en une radicalisation de secteurs de l'appareil d'état que dans celui de l 'instauration d'un état fasciste de type hitlérien ,mussolinien ou même franquiste .

C'est pour cela que la classe politique n'a pas de réponse efficace pour enrayer la progression électorale du F.N, alors qu'après -guerre elle a pu réduire à un état marginal un mouvement qui malgré la défaite de l'Allemagne restait fort en Europe et dans le monde .

C'est cette incapacité qui laisse comme évidence que ce n'est pas la social-démocratie qui est au pouvoir mais bien une couche technicienne élitiste.

La conclusion de cette constatation est donc bien qu'il y a eu échec de social démocratie comme il y a eu échec du communisme.

Il n'y a donc pas affrontement entre une doctrine d'état républicain et une doctrine d'état puissance comme le développe Badinter mais bien plus un jeu de cooptation d'une élite technocratique. L'appareil d'état n'ayant pour fonction que de créer un milieu sensoriel entre la structure du capitalisme et ses éléments de fonctionnement afin d'avoir une zone de médiatisation qui les influe pour réduire toute opposition destructrice.

Liberté, Egalité, Fraternité sont des mots creux disent aujourd'hui les jeunes générations et ils ont raison .La perte de ses valeurs essentielles qui ont fondé toute la culture bourgeoise ont un coût humains immense: guerre sans nom contre le tiers monde, massacre d'une partie de l 'humanité par l'accroissement de la misère d'une paupérisation mondialisée.
Du point de vue éthique il est sûr que l'affaiblissement de la science explicative et universelle a masqué la rupture de la doctrine d'état providence avec sa base constitutive (démocratie des droit de l 'homme) L'affirmation de la nécessité d'une Révolution alternative à cet ordre social ne deviendra donc crédible que si elle s'affirme comme son historique antagonique. Cette affirmation ne fait pas partie des occupations politiques des tenanciers de l'alternative pourtant le concept d'autogestion qui porte la contradiction au coeur même du processus de développement de la production de marchandise reste le concept le plus offensif contre ce nouvel ordre social.
Bien que concept fort d'opposition et de résistance à l'aliénation capitaliste de l' individu ,l'Autogestion ,comme le socialisme, ait souffert de l'écroulement de la bureaucratie soviétique en Russie ,et souffre ,dans l'opinion, du destin de l'Algérie et de la Yougoslavie deux pays qui ont à leur maniére et suivant les intérêts de leurs gouvernements successifs fait référence à l'Autogestion dans leur pratique sociale et dont on connaît aujourd'hui les conflits barbares qui les agitent.
Il va de soi ,sans être obligé d'en faire une démonstration laborieuse,que l'autogestion n'a rien à voir avec la dérive nationaliste, raciste et violente de la Yougoslavie ou avec l'intégrisme religieux islamiste terroriste et obscurantiste de l'Algérie.
Même si dans ces pays des expériences autogestionnaires ont existé et aidé parfois à trouver des solutions à des problèmes sociaux spécifiques à ces pays. Leurs pratiques de l'autogestion ont été si partielles et limitées que le concept ne peut pas en souffrir.
Il en est de même pour l'URSS "patrie du socialisme" en rapport avec la nécessité d'une force politique privilégiant le progrès social sur les tribulations du profit économique objectif du socialisme .
L'engouement des édiles politiques pour le libéralisme ambiant n'a pas scrupules à jeter le bébé et l'eau du bébé.

Dans la réalité économique cet engouement est loin d'être aussi opérant que ces édiles veulent bien nous le faire croire.
Le long et difficile cheminement de la construction européenne en est ,à lui seul,une parfaite illustration.
Nous avons vu que pour masquer à l'opinion les résultats peu glorieux d'une stratégie économique libérale,les puissances capitalistes ont eu recours à une instru- mentalisation et un retournement à leur profit des gains politiques de l'autogestion,gains acquis par l'expérimentation de ses militants particulièrement dans le rapport de production. Ils les ont intégrés aux gains de production en s'appuyant sur la technologie et une rationalisation toujours plus forte de la politique de la logique de maximalisation du taux de profit. Autonomie, polyvalence et valorisation des taches furent les maîtres-mots de cette instrumentalisation avec pour interface la réduction d'emploi et flexibilité.
Malgré ce retournement à leur profit par les grandes sociétés capitalistes,il reste néanmoins que la constitution d'une Europe politique marquant définitivement la construction européennes et la convergence d'intérêt entre les états membres reste du domaine de l'infrastructure juridique et ,en cela, indépendante des fluctuations nationales et internationales.
Le "danger communiste" et le jeu exclusif des deux "super puissances" ont disparue des projets de maisons communes sans que pour cela le processus s'accélère
POMPIDOU à l'aube européenne a fait alliance avec la G.B pour contre-balancer l'influence économique allemande.
MITTERAND paracheva l'alliance France -Allemagne comme moteur de cette construction.
Aujourd'hui ce couple voit ses intérêts réciproques contrariés par la réuni- fication de la famille allemande .La question est de savoir jusqu'où cette locomotive bicéphale résistera à la réalité politique de ses composants et pourra s'opposer à la pression anglo saxonne appuyée avec détermina- tion par les Etats unis d'Amériques.
La question de l'OTAN, remise en exergue aprés la guerre du Kosssov,est symptomatique de cet affrontement.
Les multinationales seules véritables bénéficiaires des structures européennes ont senti le danger et ont voulu. forcer le destin.

L'AMI en levant les tutelles administratives des états dont ces sociétés sont organiquement dépendantes les mettrait à l'abri de ces incertitudes en leur garantissant que celles ci ne viendront pas perturber leur stratégie de recherche de profit.
I1 y a là un test majeur dans l'harmonie relative entre les technocraties nationales et anationales .
Le rejet, provisoire sans doute, de l'AMI par la classe politique française dans sa majorité est un phénomène qui marquera certainement durablement les rapports de forces dans les institution.
En ce qui concerne la nouvelle nature des pays de l'URSS en dehors du faux horizon que peut leur apporter la construction européenne, horizon qui malgré la facilité d'élargissement des institutions européennes restera strictement contrôlé par les intérêts des firmes multinationales ,quelle peut être leurs possibilités d'avenir ?
Pour répondre à cette question nous ne pouvons faire comme si rien ne s'était passé c'est donc dans une analyse du groupe «socialisme ou barbarisme» que nous tenterons de déterminer ce qui subsiste dans la réalité sociale et non dans ce que nous montre les «médias» occidentaux

LES CLASSES ET LA MONDIALISATION

Schéma pour le débat (M. FIANT)

VOIR NOTE : identités de classes identités sociales

y a-t-il encore des classes ? Bien sûr.

Les luttes, les conflits qui d'un pays à l'autre posent et délimitent les forces sociales et politiques sont là pour le rappeler sans cesse. À ceux qui en douteraient, se renouvellent de loin en loin ces explosions qui mettent explicitement en cause les structures, les institutions et les représentations que nous en avons. Mais si le capitalisme perdure, s'il a établi un empire unique sur les gens et sur les choses, il se transforme et les classes avec lui. Pendant le dernier quart de siècle une série de mutations se sont opérées qui font système. La société dominée par le capitalisme est entrée dans un nouvel âge où de nouvelles tensions s'ajoutent aux anciennes, où pointent de nouvelles raisons et de nouvelles possibilités de dépassement.
Pour réaliser celles-ci, les mouvements d'émancipation doivent tirer les leçons d'une passe dramatique et retrouver leurs marques.

QUELLES MUTATIONS?

Le nouvel âge du capitalisme c'est l'achèvement du processus de mondialisation, un mouvement de concentration d'où émergent quelques centaines d'entreprises planétaires (banques, assurances, aéronautique, automobile, pétrole, chimie, pharmacie, informatique, etc.) ; c'est aussi la financiarisation par laquelle les capitaux" *institutionnels"* privilégient le rendement financier plutôt que l'investissement matériel.

C'est dans la production, la valorisation, l'administration des biens, des services, de la société, une marchandisation généralisée, mais aussi un travail qui retrouve l'oeuvre; qui encore prend du champ avec la matière, s'intellectualise, réclame des coopéra:ions étendues; une individuation porteuse à la fois de l'individualisme et d'une critique sociétale qui s'attaque aux dominations à relents patriarcaux sur les femmes et les jeunes et à l'exclusion des personnes et des peuples.
Le capitalisme envahit tous les territoires, gaspille les richesses naturelles, perturbe les cycles de l'air, de l'eau, du carbone et signifie que le monde est fini, la survie de l'espèce humaine incertaine.

Quelles institutions, quelles représentations?

Toutes les institutions politiques traditionnelles - gouvernement, assemblées, partis voient leur rôle et leur crédibilité mis en question. On ;avait depuis le siècle dernier lue le capitalisme et le suffrage universel ne pouvaient durablement cohabiter que dans une démocratie" *encadrée"* qui, par le jeu des institutions et des procédures électorales limitait, les alternances éventuelles aux forces politiques modérées, de droite ou de gauche.
Aujourd'hui, les droits souverains (droit, justice, fiscalité, monnaie, armée) sont largement délégués à des instances internationales, voire planétaires, publiques ou privées, échappant à tout mode démocratique d'élection et de contrôle. L'État et le capital constituent toujours un couple indissociable, mais dans une hiérarchie inversée; c'est le capital qui par le biais des marchés financiers délimite l'espace et les tâches étatiques. Dans leurs frontières, les États doivent maintenir l'ordre établi, assurer pour ce faire une régulation sociale, politique, idéologique. A l'extérieur, ils doivent imposer le libéralisme économique. De façon paradoxale, c'est sous couvert de démocratie qu'ils vont assurer ces politiques, déconsidérant à la fois l'institution et l'idéologie.
De façon plus générale, la médiation des institutions politiques change de sens.
Les partis se voient ou se croient obligés d'accepter et donc de justifier l'ordre existant. À droite parce que leur base sociale et électorale, tant urbaine que rurale, s'effiloche. Menacée dans leur survie, une partie de cette assise ne voit d'issue que dans un Etat fort réactionnaire. A gauche, parce que faute de concevoir et d'oser la rupture, ils sont de moins en moins aptes à rassembler et à synthétiser. Il faudrait un effort particulier, des formes nouvelles, ouvertes, pour comprendre, proposer et agir et dépasser ainsi les échecs parallèles de la social-démocratie, du "socialisme d'État", de l'ultra-gauche. C'est alors que la gauche traditionnelle s'en avère le moins capable. Les classes exploitées et dominées sont soumises à des tensions centrifuges, les espaces de mémorisation, de sociabilisation de l'expérience et de l'initiative leur font défaut.

Les classes aujourd 'hui

Dans cette nouvelle époque capitaliste, quatre tendances se développent donc, à l'échelle du globe, dans l'organisation et le comportement de classe.

1. Les formations sociales où subsistent des rapports sociaux et des statuts pré-capitalistes s'intègrent progressivement à la société capitaliste mondiale.
2. Un mouvement tumultueux et dramatique de paupérisation et de prolétarisation frappe les pays dominés, au détriment notamment de la paysannerie.
3. Une polarisation s'opère au profit des intérêts d'une hyper-bourgeoisie planétaire qui depuis quelques pays prétend dominer l'ensemble de l'activité économique et politique du monde.
4. Ces mutations provoquent une crise des institutions et des représentations politiques, accentuant notamment le désarroi des forces anti-capitalistes, qui ne parviennent à dépasser ni l'espace national, ni les référents idéologiques anciens.

Déjà sont visibles les traits essentiels d'évolution des classes sociales reconditionnées par cette histoire concrète.

Une classe capitaliste mondiale se met en place. Elle est aux postes de commande des quelques centaines d 'entreprises qui dominent l'économie mondiale. Elle intègre une large partie des dirigeants politiques et des hauts fonctionnaires, nationaux et internationaux. Les dirigeants passent du public au privé ou inversement; le pouvoir politique et le pouvoir économique dans leur finalité comme dans leur méthode tendent à se confondre.

Le plus souvent, de même origine sociale, ils partagent les mêmes modes et institutions de sélection et de formation, le même langage, la même idéologie. Bénéficiant de revenus directs et indirects très élevés, ils deviennent très rapidement des copropriétaires de leur entreprise lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes des héritiers.

Cette classe sociale a ses forums, ses tables rondes, ses clubs, ses publications qui lui permettent les confrontations et les choix parfois contestés, qui les uns et les autres aboutissent à une réelle socialisation des comportements et des représentations.

Les travailleurs manuels et intellectuels, salariés ou chômeurs, représentent une part croissante de la population, déjà très largement majoritaire dans les pays capitalistes *"avancés"*. Dans nos pays cette généralisation du salariat recouvre une grande diversité de statuts, de conditions de travail et d'existence, de parcours individuel. À cela s'ajoute pour tous l'extension du salaire différé, *"socialisé",* par l'intermédiaire des institutions gestionnaires: pensions de retraite et d'invalidité, indemnités de maladie et de chômage, etc.

Les conflits sociaux subsistent, leur objet s'élargit, mais ils ne conduisent pas spontanément à délimiter la classe, à donner une identité, une conscience collective.
Pour s'en tenir à l'Europe et à l'Amérique du nord, il faut distinguer trois situations.
Les chômeurs et les salariés précaires constituent d'un quart à un tiers des classes populaires de nos pays et certes davantage dans les pays de la périphérie. La financiarisation planétaire engendre surcapitalisation et sous-consommation, surexploitation et paupérisation. La marginalisation - effective ou latente - n'aboutit pas seulement à une réduction sévère du niveau de vie, mais aussi à la détérioration des liens sociaux. La débrouillardise est beaucoup plus fréquente que les tentatives d'organisation collective.
Les Alternatifs sont autogestionnaires. Ils n'ont pas l'ambition de jouer le rôle de ***"conscience extérieure" des mouvements sociaux***
-de construire le parti dirigeant de ces mouvements ou de les mettre à la remorque de stratégies d'occupation du pouvoir
D'ailleurs ils ne veulent pas "prendre le pouvoir'; ils veulent contribuer à un nouveau système politique,aux pouvoirs du plus grand nombre, à une société d'autogestion généralisée.
Pour cela, il y a nécessité de construire au travers des multiples contestations, sociales, politiques, culturelles, écologistes, des instances et des méthodes d'autodétermination. Or les luttes et expériences politique en cours ouvrent de nouvelles perspectives, proposent de nouveaux moyens, de nouveaux objectifs**. C'est le cas notamment en Amérique latine.**
Mais le succès du Non de gauche en France, son écho en Europe est aussi un signe que la crise politique, économique, écologique, culturelle atteint un nouveau seuil.
Le mouvement alter mondialiste est le forum planétaire dans lequel ces expériences peuvent s'exprimer, dans le quel les mouvements de contestation tendent à converger.
Pour lesAlternatifs, les pratiques et les objectifs autogestionnaires sont une condition de cette nouvelle radicalité, de ces nouvelles avancées, une autogestion qui soit à la fois moyen, chemin et but:partis-mouvement,mouvements.....
La gauche du 20eme siècle a été dominée par deux courants majeurs:
- les social-démocraties
- les courants communistes issus de la tradition bolchevique
Mais lors de chaque grand moment de mobilisation, l'exigence d'autodétermination a ressurgi, exigence d'auto-organisation et de démocratie dans la lutte, espoir d'une société nouvelle, remettant en cause les exploitations et les dominations.

L'aspiration autogestionnaire prend sens et force en regard des échecs historiques de la social-démocratie et des courants post-bolcheviques, qui se sont évertués à canaliser ces mobilisations, à les instrumentaliser pour des stratégies et des fins qui se sont avérées vaines voire criminelles.
Mais elle est aussi une réponse à la globalisation capitaliste, à la marchandisation de tous les aspects de la vie, au tournant autoritaire qui, dans la plupart des pays, conduit à réduire ou ignorer les droits démocratiques et sociaux, à l'incapacité de la démocratie de délégation à répondre aux problèmes et décisions que suppose une société complexe dans laquelle le travail intellectuel, la culture se généralisent.
Cette perspective autogestionnaire suppose pour nous, Alternatifs:

Des moyens:

- mettre en oeuvre systématiquement des pratiques d'auto-détermination des luttes, des initiatives, des expériences dans tous les champs de la vie sociale.
- transformer les rapports entre les travailleurs et travailleuses et les organisations, mais aussi entre celles- ci, partis, syndicats, associations. Il faut rompre avec toute tentative d'hégémonie. Il faut que changent les structures et les procédures, que constamment le plus grand nombre puisse s'approprier les débats et peser sur eux, et comprenne les décisions et leurs justifications.
- créer et expérimenter des formes nouvelles de débat et d'initiatives citoyennes: forums et collectifs sont les bancs d'essais des assemblées populaires de demain.
- élaborer dans la multiplicité des confrontations et des expériences le projet, les rapports sociaux, les institutions politiques d'une société libérée des exploitations et des dominations.

L'enjeu est de produire une culture politique autogestionnaire et dans la même dynamique de construire le rassemblement des classes, des couches et des peuples exploités et dominés comme acteur politique majeur.

Un chemin:

- il n'y aura de dépassement du capitalisme mondial que global. Ce sont ces principaux foyers, états et firmes, qu'il faut mettre hors d'état de nuire.

Ce sont les rapports et les institutions des différents champs sociaux qu'il faut changer. Mais les contradictions et les antagonismes, les forces sociales et politiques, l'histoire et les représentations qui en découlent, ont des traits spécifiques à chaque continent, à chaque pays. Les affrontements sont le plus souvent partiels et sectoriels. C'est un mouvement global qu'il faut concevoir et construire. La mobilisation mondiale contre l'invasion de l'Irak, d'une ampleur sans précédent, montre qu'il est possible.

Mais cette mobilisation n' pas suffis à empêcher l'agression et la main mise états-unienne sur les ressources pétrolières irakiennes. Il s'avère nécessaire d'élargir et stabiliser les objectifs et les forces d'opposition à l'Empire.
chaque lutte contre l'exploitation et la domination, d'une certaine ampleur doit être soutenue, popularisée, analysée, qu'elles qu'en soient les causes initiales, qu'elle aboutisse à une avancée ou à un échec, car c'est une lutte commune~ Si l'on considère ainsi les événements au Chiapas et à Porto Alegre, en Argentine, au Vénézuela et en Bolivie, ils prennent un autre sens, une autre dimension. C'est bien ici et là, les initiatives et les mobilisations populaires, très largement spontanées qui ont permis des avancées notables. L'occupation des latifundia, la prise en main d'entreprises privatisées ou abandonnées, le renouveau des formes de luttes et de mobilisation, l'émergence de nouvelles formes démocratiques sont pour tous et toutes des leçons.
C'est ainsi que ces mobilisations ont crée un nouveau rapport de forces à l'encontre de l'impérialisme.
Nous sommes vraisemblablement entrés dans une période de transition, dans une longue révolution. Loin de s'atténuer exploitation et domination se renforcent. Loin de se démobiliser les forces de contestation se radicalisent. Elles ont, sous les auspices de l'altermondialisation, créé un espace de confrontation et de convergence, d'élaboration et d'initiatives. Comme un grand nombre nous souhaitons que le processus qui s'est ouvert soit aussi pacifique qu'il est possible. Très vraisemblablement il connaîtra des avancées, des ruptures, des échecs, mais il y a des contradictions incontournables, des forces sociales qui se rassemblent, un projet qui s'esquisse dans l'expérience commune. Il sera difficile de l'arrêter. Déjà les pouvoirs dominants s'inquiètent, ils multiplient les mesures de surveillance et de répression. Lorsque les polices s'avèrent insuffisantes ils ont recours à des troupes mercenaires. Les ripostes nécessaires supposent des manifestations, des grèves, des mobilisations massives et durables. Or cela, dans une société complexe, réclame d'entrée de jeu, la prise en charge du ravitaillement, des services publics mais aussi la surveillance et la démoralisation des forces de répression. Dans ses tactiques cette révolution doit aussi être autogestionnaire.

Des buts:

- pour avancer il faut un objectif, un projet concret. Si celui-ci répond à des aspirations populaires, à des contradictions effectives, il va conforter les luttes, des forces sociales nouvelles vont s'engager. Mais aussi vont se révéler des oppositions et des attentes, des obstacles et des possibles, jusqu'alors ignorés. Avant de pouvoir se concrétiser le projet aura bien évolué. Aujourd'hui nous n'en sommes qu'aux premiers pas, une élaboration collective s'ébauche.

C'est une problématique commune qu'il faut dégager et soumettre à la pratique et à la critique. C'est à cette problématique que les Alternatifs veulent en premier lieu contribuer.
- pour une véritable citoyenneté. Il faut, dans une société dans laquelle la coopération devient nécessité, dans laquelle se construit l'individu social, que chacun et chacune, dans ses' pratiques quotidiennes, qu':elles soient économiques, politiques, sociétales, culturelles, puisse participer aux débats, aux décisions, aux actes. Il est nécessaire dans une société complexe d'aborder et de régler les questions collectives au travers de délégations dûment mandatées, sans doute élargies en nombre et fréquemment renouvelées, de manière que la politique cesse d'être un métier.
Il est nécessaire, de construire une démocratie active. Cela pourrait conduire par exemple, à privilégier, dans la conception et le fonctionnement des institutions, les Assemblées populaires locales, en recourant sans doute au suffrage universel de tous les résidents pour défendre leurs propositions. L'élection annuelle d'une Assemblée nationale, constituée de représentants beaucoup plus nombreux qu'actuellement, permettrait un rapport constant avec les attentes et les positions exprimées par les Assemblées locales, les syndicats, les associations et les autres formes de contre-pouvoir.
Il est urgent de substituer à la personnalisation croissante des pouvoirs des responsabilités et des représentations collégiales? Aux cohortes de hauts-fonctionnaires sélectionnés et formés pour maintenir et reproduire le système d'exploitation et de domination, il est concevable de substituer des conseils élus à la proportionnelle. Pour élaborer les lois et décrets, les plans et budgets ? En réponse aux orientations de l'Assemblée ou par auto-saisine, ils pourraient être amenés, à proposer au débat et à la ratification de celle-ci des documents reflétant les différentes orientations possibles. Les interventions des Assemblées locales seraient alors d'un grand apport pour guider les représentants dans leur choix et vérifier la faisabilité des propositions en présence.
Dès lors qu'une formation, qu'un travail, qu'un revenu seraient garantis à tous et toutes ne pourrait-on décloisonner l'administration publique, permettre et favoriser les passages entre les activités administratives et productives? La polyvalence, les savoirs collectifs ne bénéficieraient-ils pas de semblables permutations?
- pour la production des biens, des services, des savoirs.
L'autogestion c'est aussi le primat du politique, de la démocratie sur l'économique, sur les intérêts privés. Mais pour l'assurer il faut bien autre chose qu'une extension de la démocratie formelle.

Bien malgré lui le capitalisme dans son évolution a déjà développé, de façon fragmentaire, des formes de socialisation, du travail, de sa reproduction et même de la composition du capital à partir des sociétés anonymes au XIX° siècle jusqu'aux fonds communs de placement et de pension à l'étape présente. Les contradictions entre cet état de fait et la course au profit s'expriment notamment dans l'opposition entre savoir et pouvoir, entre un savoir qui se généralise et un pouvoir économique plus concentré que jamais. Dépasser ces contradictions suppose non seulement de supprimer la propriété privée des principaux moyens de production mais aussi que le plus grand nombre s'approprie l'utilisation et la gestion de ceux-ci. Quand le travail tend à retrouver l'oeuvre, l'autogestion de la production des biens, des services, des savoirs, devient indispensable à la conception et la construction d'une République autogérée.
L'implication des hommes et des femmes dans la production suppose sans doute un certain niveau de revenu mais aussi une maîtrise des objectifs et des modalités de la production à laquelle ils sont associés. La production réclame des formes spécifiques de démocratie.
Elles vont entre- autres dépendre de la nature des biens et services produits. Les biens communs, inaliénables, les services publics, les coopératives de production - qui devraient assurer l'essentiel de la gestion des entreprises privées actuelles- vont réclamer la présence des mêmes acteurs, mais pas sans doute, avec le même poids ni de la même façon. Les travailleurs doivent avoir partout une part majeure dans la gestion de leur entreprise ou établissement. Mais les objectifs et les financements ici déterminés par des collectivités nationales ou locales, voire européenne ou mondiale, là contrôlés par des banques coopératives, devraient conduire à des modalités de gestion différenciés. Le plan arrêté par les instances nationales ou pour certains aspects, continentales serait donc impératif pour les biens communs, directif pour les services publics et indicatif pour les coopératives. Il faut renoncer au mythe d'une planification totalement centralisée. Elle est d'une part incapable de déterminer la quantité et le prix de millions de marchandises et de prestations différentes sans dysfonctionnement majeur, sans produire en même temps des pénuries et des gaspillages. Par ailleurs tous les modèles d'administration de la production des biens de consommation sans recours au marché, supposent une information et une rationalité irréelles des consommateurs. D'ores et déjà, les usines et les magasins ont d'ailleurs les moyens de moduler rapidement la production et les commandes.

Si le plan, national, régional ou local doit décider des principaux aménagements et investissements, s'il doit favoriser les consommations collectives, c'est à dire les services publics ou collectifs, il devrait laisser au marché la détermination des qualités, quantités et prix des biens de consommation, sous réserve de subventions de certains d"entre eux, sans qu'il apparaisse souhaitable de généraliser cette pratique. En tout état de cause le plan peut aussi agir en cadrant les crédits d'investissements. Dans ce cas la monnaie n'aurait plus comme fonction que la mesure et l'échange des biens et services voire l'épargne individuelle mais sans possibilité de spéculations ou de reconstitution d'un capital permettant l'exploitation salariale.
L'élaboration du plan, s'inscrivant dans le moyen et le long terme, mais annuellement précisé pour le court terme, devrait se réaliser dans un dialogue itératif. En premier lieu entre un conseil économique élu et les comités de gestion des entreprises et établissements, de l'industrie et des services, y compris bien entendu la fonction publique.
Mais aux différentes étapes d'élaboration ce conseil devrait rendre compte à l'Assemblée nationale pour s'assurer de la cohérence des axes principaux du plan avec les orientations politiques générales. En dernier ressort c'est d'ailleurs l'Assemblée qui devrait arrêter le plan. .

Michel FIANT

A NOUVELLE ÉPOQUE, NOUVELLE PENSÉE POLITIQUE. P.ZARIFIAN

1. Des bouleversements intenses, sans crise apparente.

Nous vivons, depuis le début des années 70, une période d'intenses bouleversements, dont nous risquons davantage de sous-estimer l'intensité que de la surestimer. Sous nombre d'aspects, ces bouleversements s'expriment de manière négative pour la majorité de la population mondiale. Et ces effets négatifs ne sont pas moins vastes et graves que ceux qui ont pu se manifester, par exemple, lors que la *"grande crise* "de 1929. Qui plus est: ils durent et s'amplifient depuis plusieurs dizaines d'années.
Pourtant, et à juste titre, personne n'invoque une grande crise structurelle du capitalisme, comme on avait coutume de le faire et comme on a commencé à le faire lors de la crise du début des années 70 (faussement imputée au quadruplement des prix du pétrole).
Bien au contraire: **le système capitaliste, désormais mondialisé, ne s'est jamais mieux porté. On peut le prendre sous n'importe quelle facette ou n'importe quel indicateur: c'est à un capitalisme fleurissant, sur un plan économique, que nous avons affaire.** Le taux de profit moyen dans la sphère productive a atteint un niveau inédit, et ceci, à quelques variations près, depuis la fin des années 80.

S'est greffé dessus un rapport du capital de placement qui, malgré des chocs, est, pour les grands capitaux des *"investisseurs"*
sur les machés boursiers et monétaires (majoritairement anglo-saxons) très élevé lui aussi et entretient une pression permanente sur le taux de profit des entreprises de la sphère directement productive. Les crises financières ont, malgré leur gravité potentielle, été jugulées et des mécanismes d'alertes soigneusement mis au point.
Aucune grave crise de surproduction n'est en vue, d'autant moins que l'explosion du capitalisme dans les pays d'Asie, si elle crée une nouvelle zone de concurrence, représente aussi un marché solvable d'une ampleur exceptionnelle (dans les pays à population nombreuse, l'enrichissement d'un faible pourcentage des personnes et l'émergence inévitable de classes moyennes dans le pourtour de cet enrichissement représentent aussitôt un très vaste marché).
La seule question sérieuse qui semble apparaître, pour le fonctionnement interne du système économique capitaliste, est la crise énergétique. Elle a, pour l'instant, été relativement bien absorbée, mais n'est de loin pas rèsolue. Pourtant, cet exemple ne dément pas le diagnostic de *"bonne santé"* de l'économique capitaliste mondial: il nous ouvre, au contraire, sur d'autres types de problèmes.
Voici donc bien l'étrange situation que nous vivons: comment concilier une*"non-crise"du* système économique avec l'ampleur durable des dégradations sociales (et écologiques) ?
Il nous semble qu'il faut alors décaler et renouveler le cadre d'analyse. L'hypothèse que nous proposons est la suivante: le fond du problème, et ce qui origine les bouleversements que nous vivons, réside dans une disqualification, progressive, mais forte, du système capitaliste, comme*"centre"* de production et reproduction du vivre au sein d'une société en voie de mondialisation. Par *"vivre';* nous proposons d'appeler, de manière condensée,'à la fois les formes de vie et les manières de vivre, dont la survie de l'humanité concrète fait partie intégrante et constitue la condition première.
Qu'entendons nous par ***"disqualification'?*** **Nous voulons dire, de manière rapide et imagée, que le capitalisme n'est plus qualifié pour affronter les considérables défis et problèmes qui ont, assez rapidement, surgi dans la dernière période** (surgi, avec une gravité nouvelle, à notre vision et conscience, car certains d'eux avaient commencé de se développer bien antèrieurement, comme la question écologique ou féministe le prouvent). Tout au contraire: c'est dans sa réussite même, dans son insolente *"bonne santé';* dans la poursuite de son expansion, que la capitalisme, loin de les atténuer, aggrave ces problèmes et se situe en reculade permanente face aux nouveaux défis et aux décisions de fond qu'il faudrait prendre.

C'est là une situation nouvelle dans la brève histoire du capitalisme : les périodes de reprise économique n'induisent plus d'atténuation des conséquences négatives. Tout au contraire: elles les exacerbent.
On pourrait pousser la paradoxe encore plus loin: !es choses iraient mieux, si le capitalisme était en récession... la pression sur !es équilibres écologiques serait moins forte, les tenants du capitalisme seraient plus faibles face aux revendications sociales, etc... Mais laissons de côté ce paradoxe et concentrons nous sur l'hypothèse que nous proposons.
Qu'est ce qui fait que le capitalisme, comme système (et non pas seulement comme*"politique')* est disqualifié et devient dès lors, pour l'essentiel, une force d'aggravation et de résistance, placée sur la défensive (et d'autant plus violente et agressive), ne proposant plus aucun avenir crédible?
J'avancerai trois raisons:
-Première raison: les sources centrales qui ont historiquement, été à l'origine de l'accumulation capitaliste et de l'essor nouveau de la productivité qu'il a généré, se sont modifiées et na peuvent plus être *"capturées"* et exploitées par le capital comme autrefois. La tentative actuelle pour les contrôler entraîne en large partie le blocage e leur potentiel et leur épuisement .
J' entend ici d'abord la « *force de travail*»devenue ,pour l'essentiel,une intelligence qui se déploie dans de multiples canaux de socialisation, de communication et de prise d'initiative collective. Cette intelligence excède en permanence, et de loin, les cadres de contraintes et de contrôle dans lesquels les dirigeants d'entreprise voudraient les enfermer. Une large partie de la *"souffrance au travail"* et des épuisements psychiques viennent des blocages et interdits que les travailleurs se voient opposés dans la mise en oeuvre de cette intelligence et puissance et leur confinement dans des tâches accomplis sous forte intensité, largement en dessous de leurs capacités. Il en résulte des pertes de productivité potentielle considérable.
On le voit empiriquement: si la rentabilité du capital atteint des niveaux nédits, par contre la productivité du travail reste bloquée à un niveau deux fois moindre de celui de la période' de l'après guerre, et ceci, malgré l'impact des *"nouvelles technologies"*
Cette question retentit dans le système éducatif: ce dernier a pris une importante totalement inédite et reste, pour l'essentiel, sous contrôle du secteur public. Mais précisément, les efforts du capital pour en capturer les effets conduit à des débats très vifs qui traversent ce système, avec une tendance à *"professionnaliser"*les études, pour les rabattre sur les attentes immédiates et l'idéologie managériale que les dirigeants d'entreprise demandent.

L'existence prolongée d'un chômage élevé pour les jeunes offre la possibilité de réaliser un chantage permanent pour légitimer des *"professionnalisations"à* courte vue et dénigrer l'apprentissage des connaissances de base qui ouvre à l'intelligence des phénomènes qui caractérisent l'univers physique et le monde social et qui nourrissent positivement l'imaginaire créatif.
Mais cela ouvre un nouveau front de luttes, qui déborde en permanence cette tentative archaïque de contrôle. la majorité des Jeunes se font une image de plus en plus négative de l'entreprise, ils tentent de repousser le chantage dans lequel on veut les enfermer.
J'entends aussi les sources énergétiques. Exprimées sous le vocable considérablement réducteur de *« ressources »;* on s'aperçoit, en effet, à travers la considérable crise énergétique qui se profile, que l'exploitation de ces ressources a totalement occulté la question de leur renouvellement, autant que masquer, pendant toute une période historique, leurs effets de dégradation de l'éco-système. Baser l'apport énergétique sur des énergies fossiles a toujours été une aberration: on détruit définitivement, en très peu de temps, des ressources qui ont mis un temps très long à se former et on libère à haute dose, en très peu de temps, du gaz carbonique.
On sait ce qu'il en est de la ***"solution"*** par la nucléaire. la solution est évidente: non seulement investir sur des énergies renouvelables (basées sur les forces des vents et de l'eau), mais surtout orienter la science et les technologies vers la découverte et mise au point d'autres sources, dont la plus évidente est la captation de l'énergie solaire. la question énergétique est d'abord une question d'orientation de l'intelligence humaine pour s'assurer l'accès à de nouvelles sources, qui se renouvellent par elles-mêmes et sont non polluantes.
Nous avons pris, dans ce domaine, un retard terrible, à cause de l'orientation que le système capitaliste a fait prendre à l' ***"exploitation"*** des ressources énergétiques. là aussi, le capitalisme s'est, de lui-même, disqualifié.
on peut considérer la disqualification du capitalisme sous un second angle: les compromis, qui ont pu, non sans mal, et dans les seuls pays du Nord s'établir entre *"système capitaliste"* et *"société démocratique"* craquent. Il nous semble important de dire, pour éviter toute confusion, que le terme, souvent utilisé, de *"société capitaliste "* est faux, le système capitaliste, dans ses aspects économiques, politiques et idéologiques, n'a jamais pu résumer, à lui-seul, la grande diversité des rapports sociaux, des mouvements et des formes de vie dont une société est faite.

Le système politique démocratique, qui a émergé, non sans douleurs, au 17 et 18ème siècle, était d'entrée de jeu marqué par un compromis : sur fond de destruction des systèmes féodaux et théocratiques, il reconnaissait une nouvelle figure: le citoyen libre, détenteur légitime de la nouvelle souveraineté.
Mais, dans le même mouvement, ce système politique a été inféodé aux intérêts, d'abord commerciaux, puis industriels et financiers du capitalisme, et s'est doté de mécanisme de "représentation" et d'une machine d'Etat fondamentalement oppressives. Ce n'est pas que l'Etat soit la pure expression directe des intérêts du capital, contrairement à certaines caricatures. les décisions et actions étatiques sont le fruit de compromis et parfois sont prises contre les intérêts immédiats des "patrons", à partir d'une vision plus large et plus durable des intérêts du capitalisme comme système.
Or ce sont ces compromis qui sautent actuellement. La fameuse "bonne santé" du système capitaliste, désormais mondialisé et financiarisé, repose sur des dégâts et des oppressions telles (en intensité comme en extension) qu'elle devient de plus en plus incompatible avec la reconnaissance, même réduite, de la citoyenneté, alors que cette dernière grandit en intelligence, en niveau de conscience des problèmes, en qualité éthique. On constate alors un éclatement, désormais rapide, du compromis (dont l'alternance politique et l'Etat-Social étaient les deux expressions symbole), au profit d'un écrasement de la nature et de l'horizon de la pensée politique officielle et des décisions prises sous les intérêts immédiats du capital privé.
En même temps, la dégradation des finances publiques (qui est la contrepartie, à la fois de l'ampleur durable prise par le chômage et la précarité, de l'importance nouvelle prise par les dépenses sécuritaires et militaires, mais aussi du recul permanent de la taxation des entreprises, dont les marges bénéficiaires sont pourtant fleurissantes) réduit très sensiblement les marges de compromis.
Autrement dit, le compromis social et politique, qualifié de keynésien, se défait et le pouvoir politique perd peu à peu la distance qui s'était constituée, non sans luttes, entre action étatique et intérêts du capital.
Mais cette évolution va à ce point à l'encontre de la montée en puissance et en intelligence de la citoyenneté "ordinaire" qu'elle implique l'entrée dans une ère de plus en plus autoritaire et policière. Capitalisme et démocratie deviennent de plus en plus incompatibles.
Il faut enfin situer une troisième raison: une partie des problèmes et défis du monde actuel sont, au sens propre, des choix de civilisation.

Or le système capitaliste est dans l'incapacité totale de les poser et moins encore de les affronter. Il serait faux, simpliste et réducteur de faire, du capitalisme, l'origine de tous nos maux. L'oppression des femmes, par exemple dépasse largement, en historicité et en causalité, le capitalisme (même si celui-ci a su et sait toujours en exploiter les conséquences).
De même, les interrogations fortes sur la compatibilité entre les niveaux de croissance économique et les capacités de préservation des éco-systèmes nécessaires à la vie, ne se réduisent pas à une simple mise en cause du capitalisme.
Par contre le capitalisme se disqualifie chaque jour comme cadre, non seulement économique, mais politique et idéologique, susceptible de poser ces problèmes, et plus encore de les résoudre.
Pourquoi? D'abord parce que les formes de pensée égoïstes, dominatrices et individualistes qu'il génère spontanément sont à l'antipode des cadres intellectuels et éthiques nécessaires pour simplement "penser" ces questions. Ensuite, parce que, sans en être la cause unique, voire première, le capitalisme se maintient en utilisant largement les effets de ces problèmes.
Il possède un intérêt immédiat à l'oppression des femmes et aux discriminations qui les touchent, comme il lui est nécessaire, pour écouler les "marchandises" et donc se réaliser comme capital, de traduire les interrogations sur les formes de vie en termes de "niveau de consommation", en excluant toute interrogation sérieuse sur la nature de cette "consommation", et surtout en opérant une réduction des nécessités et attentes de formes de vie nouvelles sous ce vocable, incroyablement réducteur, de "consommation" (consommer, par définition, c'est détruire).
Mais nous devons aller encore plus loin: le capitalisme vise spontanément à "éterniser" la civilisation occidentale qui l'a enfanté et dont il radicalise les traits négatifs. Très loin d'ouvrir à une interrogation profonde sur une rectification de trajectoire de notre civilisation, très loin de nous ouvrir sur l'apport des autres civilisations, il radicalise l'occidentalo-centrisme et contribue, directement ou indirectement, à la destruction des autres civilisations.
Le point maximum est idéologiquement atteint lorsqu'il est considéré, par les dirigeants des niveaux les plus élevés de certains pays occidentaux, que seul l'occident a bénéficié d'une "vraie" civilisation, les autres peuples vivant dans une forme ou une autre de barbarie.

De ces différentes formes de disqualification du capitalisme, sortent deux phénomènes majeurs.
Le premier, nous le voyons à l'oeuvre: une radicalisation de l'autoritarisme inhérent à ce système, déjà depuis longtemps présent dans le monde de l'entreprise, mais qui devient l'orientation et la pratique explicites de l'univers étatico-politique. Nous basculons durablement, sous prétexte de "sécurité", dans un ordre social et politique autoritaire, sous-tendu par un discours de guerre civile latente, qui dénie chaque jour un peu plus le simple exercice des libertés démocratiques.
A l'émergence de cet ordre autoritaire correspond une banalisation du discours et des pratiques, mêmes localisées, de guerre.
Entre les guerres externes, actuellement symbolisées par l'Irak et la guerre civile interne (réelle ou fictive), il existe une porosité de plus en plus forte, ce qui se marque dans la confusion et l'interpénétration croissantes entre armée, police et justice.
Le second, profondément positif, est que la disqualification du capitalisme devient visible. Certes les citoyens n'ont pas nécessairement la capacité d'établir les chaînes de causalité et de situer l'origine des problèmes, mais néanmoins il existe un sentiment diffus, mais fort et tenace que "quelque chose" est en train de mourir et qu'il devient urgent de repenser la manière de concevoir, organiser, orienter notre vivre commun, à l'échelle de la mondialité.
Ce qui se présente comme des problèmes devient, peu à peu, à la fois des rejets explicites (marqués dans les votes dont les votes Non aux référendum sur le projet de Traité constitutionnel pour l'Union Européenne ont été exemplaires), mais aussi des défis et engagements.
Mais nous achoppons, ici, sur une double difficulté:
- ces engagements ont tendance à s'éparpiller sur de multiples fronts, faute de situer et de voir ce qu'il y a de commun et central dans les problèmes du monde actuel,les formes de l'action politique tardent terriblement à se renouveler. La démocratie représentative classique, le système des partis, les formes de compromis établis avec les intérêts du capitalisme, ne tiennent plus et il serait archaïque et désormais conservateur de vouloir les "rétablir". Il nous appartient d'inventer une démocratie active qui soit le cadre adéquat pour l'expression convergente des défis et engagements dont nous venons de parler.

La mondialité est aujourd'hui son véritable horizon, même si tous les "niveaux" d'action gardent leur pertinence propre.

2. La question de l'émancipation.

Enoncer quels sont les principaux problèmes du monde contemporain est assez aisé. On peut en dresser une liste (non exhaustive) :

- la question écologique et donc celle du maintien de la vie humaine et équivalente sur Terre,
- le problème de la pauvreté,
- la question de l'oppression des femmes, dans des formes différentes et à des niveaux d'historicité différenciées, mais équivalentes quant au fond, dans les diverses civilisations,
- la question de l'exploitation dans le rapport capital-travail, avec tout l'arc de ses modalités possibles selon les régions du monde,
- la question de la confrontation entre civilisations,enfin, et comme un condensé politique de tous ces problèmes, la question de la guerre ou de la paix, avec interpénétration entre front interne et front externe (que nous avons proposé d'appeler: la question du régime de guerre face au régime de paix).

Mais, précisément, nous ne pouvons nous en tenir à ce listage.

Si un des grands apprentissages que nous avons fait est qu'aucun problème ne peut être rabattu sous un autre, et en particulier si nous savons désormais que le rapport capital-travail ne recouvre pas et ne résume pas tous les autres rapports et tous les fronts de lutte, il nous faut néanmoins rechercher un point de jonction, d'intersection, qui dise quelque chose quant à ce que ces problèmes et défis ont de commun.

Notre proposition est la suivante: tous ces problèmes, à l'échelle de la mondialité, se retrouvent sur et dans un seul et même processus: l'émancipation humaine. Non pas l'émancipation du travail, mais bel et bien l'émancipation humaine concrète, sous ses différentes facettes.

S'émanciper, c'est se libérer d'une oppression. Ce n'est pas un état, ni l'indication d'une société future. C'est un mouvement, un processus, sans fin assignable, mais qui se joue dans le devenir présent, dans ce que le présent condense, à la fois comme histoire passée et donc mémoire et comme anticipation de futurs possibles.

Ce qu'il y a de profondément original dans la situation présente est que l'émancipation ne se joue pas fondamentalement contre un ennemi (de sorte que son mode ne peut être principalement l'acceptation d'un régime de guerre).
L'émancipation se joue:
- dans la capacité à penser, prendre en charge, agir pour nouer de nouveaux rapports au sein desquels l'association entre différences remplace l'oppression (l'association entre hommes et femmes, à égalité de droits et dans la complémentarité de leurs différences, l'association entre êtres humains et Nature, dans le respect des propensions de cette dernière comme aptes à soutenir et développer durablement la vie humaine et équivalente, l'association entre « producteurs », comme aptes à mettre en commun leur intelligence, dans la diversité des talents singuliers de chacun, l'association entre civilisations dans la confrontation critique de l'apport de leur trajectoire, etc),
- dans le rapport à nous-mêmes comme apte à repenser notre vivre, nos formes et modes de vie, car ce rapport à nous-mêmes et à nos comportements conditionne, intersubjectivement, les autres.
Cette politique de l'émancipation ne désigne, a priori, aucun ennemi. C'est pourquoi elle porte en elle, en profondeur, une exigence de paix. Mais nous savons que les adversaires se désigneront d'eux-mêmes: les oppresseurs ne peuvent que réagir, car, face à leur disqualification possible, à leur mise "hors jeu", ils ne peuvent que défendre leur position et leurs intérêts. C'est ce qu'ils font déjà. Nous ne pouvons anticiper les modalités que ces luttes prendront. Par contre nous pouvons poser une exigence : ne jamais envisager ces luttes comme ayant leur finalité en elles-mêmes. Pour dire les choses autrement - et c'est l'immense enseignement de ce qui s'est passé en Afrique du Sud sous l'impulsion de Nelson Mandela -, il ne s'agit jamais d'avoir pour objectif de détruire, ni même d'écraser un "ennemi". " faut l'affaiblir jusqu'à paralyser ses capacités de nuisances, et la meilleure façon de le faire est de résoudre, en positif, ce que cet adversaire est dans l'incapacité de faire et auquel il tente de s'opposer. C'est ici où une politique de l'émancipation rejoint le beau concept d'alternative.
Nous savons en même temps que les formes de l'action politique sont à réinventer. Nous ne partons pas de rien. Mille et une formes d'action et donc d'organisation de l'action politique se sont déjà, à maintes reprises, manifestées au sein de ce que nous avons collectivement appelé: la démocratie active. Mais ce qui manque encore, c'est ce que nous proposons d'appeler: le point de vue de la centralité. La centralité s'oppose à la centralisation, de la même manière que la mondialité s'oppose à la mondialisation.

La centralité est la capacité, la plus diffuse possible, la plus partagée possible, à saisir ce qu'il ya de central et de commun, aussi bien dans les luttes que dans l'édification d'alternatives.
La centralité ne se décrète pas.
Elle ne peut surgir que d'un processus profondément démocratique, donc égalitaire (dans lequel chacun a autant de poids et de valeur qu'un autre) au sein duquel se confronteront, seront débattues toutes les expériences (de pensée et d'action) singulières, sous le regard, précisément, de la nécessaire centralité. Saisir la centralité, c'est en permanence, au gré d'événements largement imprévisibles, comprendre en quoi consiste l'émancipation et quelle priorité accorder à telle ou telle initiative commune. C'est aussi apprendre collectivement à s'attaquer aux causes, sans se limiter aux effets. C'est saisir les problèmes dans toute leur ampleur, même lorsque l'action immédiate ne peut être que partielle.
P.ZARIFIAN

LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

En introduction au développement du concept d'autogestion nous pouvons affirmer que l'idée de l'instauration de communautés alliant la démocratie,la gestion collective des moyens de production est aussi vieille que l'activité sociale des hommes et se retrouve dans de multiples révolte de groupes sociaux contre le pouvoir central (cf. yvon BOURDET TS N°52) .
Les références historiques de cette permanence sont souvent caractérisés dans les pays occidentaux par la révolte de Spartacus,celles de Müdzer(en Allemagne) ,la commune de Paris etc.....
L'écrasement successif de ces tentatives a contribué à qualifier celles ci d'utopiques par rapport à une analyse «scientifique » des forces hégémoniques dans une histoire linéaire.
Mais cette permanence historique de l'idée autogestionnaire ne trouvera sa consistance conceptuelle qu'avec la conjonction du débat critique du mouvement communiste sur les formes organisationnelle, comme nous l'avons dit en introduction,de la prise de pouvoir «léniniste» et du stalinisme et des effets de la révolution scientifique et technique des Années 60-70.

C'est dans ce contexte intellectuel d'une **« société de carrefour »** que prend forme les principaux fondements du **« socialisme autogestionnaire »** comme base d'une organisation sociale révolutionnaire (Algérie,Pologne,tchecoslovaquie ,Yougoslavie ,Grèce) qui anime de nombreux militants dans les sociétés hautement industrialisées.
Dans l'implosion sociales des années 60-75 ,sans parvenir à faire la preuve qu'elle peut prétendre à l'hégémonie culturelle ,elle devient une référence incontournable dans les luttes des mouvements sociaux. .
On peut schématiser les axes de développement du concept sur trois points fondamentaux ;
1-**une médiation dans la production (**contrôle ouvrier, contrôle populaire)
2-l'**intervention consciente des autogestionnaires pendant et avant les crises politiques.**
3-l'**organisation de la perspective politique et des alliances :bloc, front, parti ligue,parti-mouvement ,mouvement ……**. avec pour réserve qu'aucune forme organisationnelle n'est à privilégier à priori et doit correspondre à l'aspiration démocratique des mouvements sociaux et des masses en lutte.
C'est suivant ce schéma que nous nous proposerons de faire un récapitulatif non exhaustif mais le plus objectif possible de l'élaboration théorique du concept de socialisme autogestionnaire .et de son effet dans les luttes sociales des 30 dernières années.

LA MÉDIATION DANS LA PRODUCTION

Cette partie, la plus pragmatique du processus autogestionnaire par son implantation directe dans les systèmes économiques est le plus souvent la base des critiques des adversaires de celle-ci. Depuis l'avènement de la société industrielle capitaliste, cette médiation ne s'est posée qu'au travers du rapport entre parti et syndicat pour la satisfaction des besoins physiologiques des masses selon le modèle étatique (voir schémas) empreint de St simonisme et de son idéalisme pratique propre au positivisme. Dans la pensée socialiste elle s'est bornée à une controverse entre contrôle ouvrier et contrôle populaire.
C'est ainsi que par exemple dans un article du monde du 3/7/74 Albert Mester,fait la critique des « micro expériences yougoslaves: «Ce qui est à prévoir c'est que des organisations qui ont inscrit l'autogestion à leur programme ne s'épuisent dans des débats sur les transformation structurelles préalables à l'instauration de l'autogestion, négligeant pendant ce temps d'orienter les réformes et les institutions qui naissent sous nos yeux et qui dans l'hypothèse d'un passage pacifique au socialisme ne seront pas balayées d'un seul coup… »

« un bon exemple de cet ordre de préoccupations nous fut donné en décembre dernier au colloque des sociologues sur l'autogestion à Dubrovnick, où les yougoslaves purent finalement dialoguer avec les sociologues américains venus très nombreux, riches de leurs recherches sur les fonctionnement des organisations...»
Pour limitée qu'elle soit, cette critique est pertinente et révèle le danger d'une théorisation trop évoluée sur ce sujet par exemple en France entre ergonomes et sociologues où si l'actualité du syndicalisme des années 70-761ui a conféré une raison d'être force est de constater qu'elle n'a aboutit qu'a un échec face â la culture d'entreprise mise en place par les grandes industries à l'intention des « perce neige »individualistes et arrivistes qui ont dominés les couches techniciennes les isolant de toute tentation syndicaliste.
L'intellectualisme et le confinement dans un milieu d' expert aboutissent à ce qu' il advint des lois Auroux .c'est à dire la perte de tout objectif démocratique pour éclater en revendications insignifiantes sur les« plans de carrière »,les« groupes de qualité » perdant toute capacité fédératrice et émancipatrice .
Aujourd'hui les micro expériences sociales dans divers pays victimes de la mondialisation ,soit en Inde, en Egypte, en Amérique latine ou dans les pays asiatiques relance une réflexion sur les possibilités d' «économie sociale» et à une confrontation d'expérience à l'échelle planétaire.

L'INTERVENTION CONSCIENTE DES AUTOGESTIONNAIRES

Si la conscience dans le Bréviaire marxiste est assez bien définie en rapport avec les modifications et les nécessités de la lutte de classe, il est loin d'en être de même pour définir une « conscience autogestionnaire» . Il n'est certainement pas inutile de rappeler sa définition par les grands courants intellectuels marxistes.
MARX:Il établit une distinction entre« être social» et «conscience» . Pour lui la conscience n' est pas le fruit d'un savoir mais d'un être en mouvement d'un élément constitutif conscient de son état prolétarien,du parti ,forme politique du premier état de l'être social conscient,son mode d'être transitoire.
LENINE : Le prolétariat ne peut spontanément dépasser le « trade - unionisme» la conscience est apportée de l'extérieur par des intellectuels révolutionnaires diffusant celle ci par un organe central Journal dans « que faire ? »
ROSA LUXEMBOURG
Le parti est l'émanation des luttes de la classe. Le lien entre spontanéité et organisation politique réside dans les lois.du développement historique de la lutte de classe (grève de masse,parti et syndicat)

GRAMSCI Par la formation d'un intellectuel collectif lié aux luttes de masse mais rattachement à l'internationale communiste pour éviter les dérives nationalistes.
Pour les autogestionnaire,faute de pouvoir apporté une réponse organisationnelle, ils se contentèrent d'avancer que la conscience est dans l' **être en lutte** et par conséquent le parti un lieu privilégié mais non unique de la conscience. Cependant la forme organisationnelle doit constamment être redéfinie en fonction du sujet réel de cette révolution pour le socialisme autogestionnaire .Cette question reste fondamentale pour ceux qui conceptualise l'autogestion comme un nouveau bloc historique devenant hégémonique.

L'ORGANISATION DE LA PERSPECTIVE POLITIQUE ET DES ALLIANCES

Là également il convient de rappeler que le socialisme autogestionnaire donne le primat à l'homme dans:
-le rapport de l'homme et de la nature
-le rapport des hommes entre eux
nous savons que ces deux aspect de l'être social sont indissociable et ne peuvent se cantonner dans la problématique cartésienne de l'homme jardinier de la nature .
La sociologie qu'elle prenne l'homme comme objet ou comme sujet ne permet pas non plus de définir son devenir dans un avenir proche. Entre scénarios catastrophes et eudémonisme technologique, la stratégie autogestionnaire peut consister a dégager une méthodologie par exemple:
-respect des grands équilibres
-defense de la bio-diversité
-methode non-aliénantes et émancipatrices
-developpement d'une production désirante
-lute contre le. consumérisme
-répartition équitable des richesses .
-règlement pacifique des conflits par la diplomatie et par l'implication d'un complexe civil et militaire (pour ne citer que ceux qui me viennent spontanément à l'esprit.)
Pour conclure sur cette perspective d'intervention des militants autogestionnaires,nous reprendrons les conclusions de MARCUSE dans «l'homme unidimensionnel»
«La société unidimensionnelle avancée a modifié la relation entre le rationnel et l'irrationnel. En opposition avec les aspects fantastiques et démentiels de sa rationalité, le domaine de l'irrationnel devient le domaine du véritable rationnel» En opposition avec les aspects fantastiques et démentiels de sa rationalité, le domaine de l'irrationnel devient le domaine du véritable rationnel

- des idées qui peuvent « promouvoir l'art de vivre ». La société établie organise toute communication normale, elle la sanctionne ou la met en cause, en fonction des exigences sociales.
De ce fait les valeurs étrangères aux exigences sociales n'ont peut-être pas d'autre moyen de se transmettre qu'à travers la fiction. Dans la dimension esthétique il y a encore la liberté d'expression qui permet à l'écrivain et à l'artiste d'appeler les hommes et les choses par leur nom - de nommer ce qui, sous une autre forme, serait innommable.»

promouvoir une production désirante .

«L'homme joue délibérément avec des possibilités fantastiques, il sait agir avec bonne conscience, contra naturam expérimenter sur les hommes et sur les choses, convertir l'illusion en réalité et la fiction , en vérité, cela prouve à quel point l'imagination est devenue un instrument de progrès. Et c'est un instrument dont, comme tant d'autres dans les sociétés établies, on abuse méthodiquement.
A travers le style de la politique, le pouvoir de l'imagination va beaucoup plus loin qu'Alice au pays des Merveilles, quand il manipule les mots, quand il fait du sens un non-sens et du non-sens un sens.
Des domaines auparavant antagoniques se confondent sur fond technique et politique - la magie et la science la vie et la mort, la joie et la misère.
La beauté révèle qu'elle peut être terrible sous la forme des laboratoires et des usines nucléaires, dans des lieux très secrets qui deviennent des « Parcs industriels» dans un environnement agréable; le quartier général de la défense civile expose un « luxueux abri contre les bombes» avec une moquette (« souple»),des fauteuils profonds, la télévision et des jeux; on dit de lui qu'il peut « être en même temps la pièce familiale en temps de paix (sic !) et l'abri familial contre les retombées radioactives en cas de guerre 1 ».
Si la conscience ne ressent pas l'horreur de ces réalisations ,si elle les admet sans arrière pensée,.c'est parce que ces réalisations sont:
a) parfaitement rationnelles dans les termes de l'ordre existant,
b) des signes de l'ingéniosité et du pouvoir humains qui dépassent les limites traditionnelles de l'imagination.
Sujet :l'intervention des autogestionnaires doit être signifiante pour le plus grand nombre.
L'association indécente de l'esthétique et de la réalité sont un démenti pour les philosophes qui opposent l'imagination « poétique» à la raison empirique et scientifique. Le progrès technologique va de pair avec une rationalisation et même une réalisation progressives de l'imaginaire. Les archétypes de l'horreur et de la joie, de la guerre et de la paix perdent leur caractère catastrophique. Ils ne sont plus, dans la vie quotidienne de l'individu, des forces irrationnelles, ils sont les avatars modernes des éléments de la domination technologique qui lui sont soumis.

Le caractère scientifique, rationnel de l'imagination a depuis longtemps été reconnu en mathématique, dans les hypothèses et les expériences des sciences physiques. Il est également reconnu dans la psychanalyse, qui, en théorie,admet, fondamentalement, la rationalité spécifique de l'irrationnel; on comprend l'imagination, on lui donne une orientation nouvelle, elle devient alors une force thérapeutique. Mais cette force thérapeutique, si elle peut servir à traiter les névroses, peut avoir une tout autre sorte d'efficacité. Ce n'est pas un poète, c'est un homme de science qui a indiqué cette perspective:
L'imagination a été touchée par le processus de réification. Nous sommes possédés par nos images, nous souffrons par nos images. La psychanalyse l'a bien compris, elle a bien compris quelles en sont les conséquences.
Cependant, « donner à l'imagination tous ses moyens d'expression» serait faire une régression. Les individus mutilés (mutilés aussi dans leur facilité d'imagination) tendraient à organiser et à détruire encore plus qu'on ne leur permet actuellement de le faire. Cette libération constituerait l'horreur absolue - non pas le dénouement de la culture mais le libre mouvement de ses tendances les plurépressives. Rationnelle est l'imagination qui peut être un *a priori* pour reconstruire l'appareil de production et pour l'orienter vers une existence pacifiée, une vie sans angoisse.
La politique c'est la pratique dans laquelle les institutions sociales de base se développent, sont définies, sont maintenues, sont changées. C'est la pratique des individus, quelle que soit la façon dont ils sont organisés. Ainsi il faut une fois de plus se poser la question: comment les individus administrés - dont la mutilation est inscrite dans leurs libertés, dans leurs satisfactions, et se multiplie sur une échelle élargie peuvent-ils se libérer à la fois d'eux-mêmes et de leurs maîtres? Comment peut-on penser que le cercle vicieux peut être brisé?
Paradoxalement, le plus difficile, semble-t-il, n'est pas d'obtenir des *institutions* sociales nouvelles, ce n'est pas sur ce point qu'on est empêché de répondre à la question. Les sociétés établies sont en train de changer, ou elles ont déjà changé les institutions de base dans le sens d'une planification accrue. La condition première de la pacification c'est de développer et d'utiliser toutes les ressources disponibles pour satisfaire d'une façon générale les besoins vitaux -les intérêts particuliers ne peuvent qu'empêcher la société d'atteindre ce but. Le changement qualificatif se fera donc à condition que le tout s'organise contre les intérêts particuliers et une société libre et rationnelle ne peut surgir que sur cette base.

Et pourtant tous les faits sont là pour donner raison à une théorie marxiste de cette société et de son développement fatal: l'irrationnel ne cesse de croître; la productivité est restreinte tout en étant basée sur le gaspillage; le besoin d'une expansion agressive se fait de plus en plus sentir; la guerre est une menace constante; l'exploitation s'aggrave; il Y a une déshumanisation. Tous ces faits font qu'une évolution historique est urgente: il faut désormais utiliser et planifier les ressources pour satisfaire les besoins vitaux avec un minimum de labeur pour transformer le loisir en temps libre, pour pacifier la lutte pour l'existence. Cependant, au-dessous des classes populaires conservatrices, il y a le substrat des parias et des « outsiders », les autres races, les autres couleurs, les classes exploitées et persécutées, les chômeurs, et ceux qu'on ne peut pas employer. Ils se situent à l'extérieur du processus démocratique; leur vie exprime le besoin le plus immédiat et le plus réel de mettre fin aux conditions et aux institutions intolérables. Ainsi leur opposition est révolutionnaire même si leur conscience ne l'est pas. Leur opposition frappe le système de l'extérieur et de ce fait le système ne peut pas l'intégrer; c'est une force élémentaire qui viole les règles du jeu et, en agissant ainsi, elle montre que c'est un jeu faussé. Quand ils s'assemblent, quand ils marchent dans les rues, sans armes, sans protection, pour réclamer les droits civils les plus élémentaires, ils savent qu'ils s'exposent aux chiens, aux pierres, aux bombes, à la prison, aux camps de concentration et même à la mort. Leur puissance est derrière toute manifestation en faveur des victimes de la loi et de l'ordre. Le fait qu'ils ne veulent plus jouer le jeu est peut-être un fait qui marque la fin d'une période et le début d'une autre.

Rien ne prouve que ce sera une bonne fin. Les sociétés établies ont des ressources économiques et techniques telles qu'elles peuvent se permettre des conciliations et faire des concessions aux misérables; elles ont des forces armées assez bien entraînées pour faire face aux situations d'urgence. Cependant la menace est là encore, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des sociétés avancées. On peut faire un parallèle historique facile avec les barbares qui ont menacé l'empire de la civilisation (un parallèle qui préfigure ce qui va se passer); mais il se peut bien que la seconde période barbare soit l'empire continu de la civilisation elle-même. Toutefois il Y a des chances pour que, au cours de cette période, les extrêmes historiques se rencontrent à nouveau: c'est-à-dire la conscience humaine la plus évoluée et la force humaine la plus exploitée.Ce ne sont pas des certitudes. La théorie critique de la société ne possède pas de concepts qui permettent de franchir l'écart entre le présent et le futur; elle ne fait pas de promesses; elle n'a pas réussi; elle est restée négative. Elle peut ainsi rester loyale envers ceux qui, sans espoir, ont donné et donnent leur vie au Grand Refus.

Au début de l'ère fasciste, Walter Benjamin écrivait:
« *Nur um der Hotfnungslosen willen ist uns die Hoffnung gegeben.* »
« C'est seulement à cause de ceux qui sont sans espoir que l'espoir nous est donné. »
(Marcuse :l'homme unidimensionnel)conclusion (extraits)
Pour compléter cet argumentaire en faveur de l'autogestion socialiste,il est important d'évoquer les arguments des intellectuels non marxistes qui bien que sensibles au concept d'autogestion dans le sens d'un système démocratique plus étendu sont opposés à la notion de désaliénation ,renforçant en cela les prises de position les plus «staliniennes». Comme illustration de cette opposition nous avons pris les textes d'Aron dans «le prolétariat, opium des intellectuels»

L'activité scientifique selon ARON (extraits)

....En fait, nous l'avons vu, on peut déterminer tout au plus formellement l'état prétendu final et encore faut-il se donner par hypothèse la vocation raisonnable de l'humanité. Cet état final ne nous révèle pas rétrospectivement, dans la suite des sociétés,un ordre nécessaire. L'ordre approximatif que l'on dégage de l'accumulation des documents et des faits, s'explique adéquatement par le déterminisme aléatoire, les rencontres imprévisibles entre les situations .et les personnes, le milieu naturel, la pesanteur des collectivités et l'initiative de quelques-uns.
A ramener le long apprentissage de l'humanité aux efforts vers l'abondance relative, on appauvrirait l'aventure des collectivités. Pendant de longs siècles,les moyens de production ont peu changé : rejettera-t-on au néant l'édification et l'effondrement des cités, les palais élevés par les princes heureux et les tombeaux qui témoignent de la vaine fidélité du conquérant à la femme aimée? Si l'on se désintéresse des alternances monotones de guerres et de paix,d' Etats rivaux et d' empires triomphants, décidera-t-on d'oublier ce que jamais on ne verra deux fois,le Législateur, l'artisan de songes pétrifiés?
Réduite aux antécédents du socialisme, l'histoire sacrée ne retiendrait presque rien des oeuvres et des aventures qui furent, pour tant de millions d'hommes, la justification de leur passage sur cette terre.
Que l'on fixe l'attention sur la seule succession des régimes sociaux: on la comprend, on ne la juge pas nécessaire. De civilisation à civilisation, on retrouve des analogies, passablement grossières. La durée des phases, prétendument homologues, varie de l'une à l'autre . Les empires surgissent avec quelques siècles de retard ou d'avance (si l'on baptise empires toutes les unités politiques imposées, sur de vastes espaces, à de multiples peuples). Les nations qui appartiennent à un même ensemble ne passent pas toutes par les mêmes étapes. Certaines en sautent une: la Russie celle de la démocratie bourgeoise,l'Europe occidentale celle du stalinisme.

La prétendue dialectique de l'histoire sociale résulte d'une métamorphose de la réalité en idée.
On durcit chaque régime, on lui attribue un principe unique, on oppose le principe du capitalisme à celui de la féodalité ou à celui du socialisme. Finalement on s'exprime comme si les régimes étaient contradictoires et que de l'un à l'autre, le passage fût comparable à celui d'une thèse à l'antithèse. On commet une double erreur. Les régimes sont différents et non contradictoires et les formes dites intermédiaires plus fréquentes et plus durables que les formes pures.
A supposer que le principe du capitalisme s'oppose à celui de la féodalité comme le néant à l'être ou le spinozisme au cartésianisme, rien ne garantit que le déterminisme aléatoire accomplira cette nécessité intelligible. A supposer que le socialisme réconcilie féodalité et capitalisme, comme le devenir réconcilie l'être et le néant, l'avènement de la synthèse n'est pas prévisible à la manière d'une explosion nucléaire ou de la conjoncture économique.
Selon l'ordre des événements, il n'y a pas de sélection automatique, conforme à nos exigences morales. La recherche d'une intelligibilité supérieure à celle du déterminisme aléatoire, à la pluralité des impératifs actuellement contradictoires, reste légitime. Mais cette recherche n'implique pas l'acte de foi selon lequel l'avenir se pliera aux décrets de la raison. L'humanité peut être emportée demain par une catastrophe cosmique, comme notre plume tomber de nos mains à chaque instant. Le chrétien espère son salut de la miséricorde divine. De qui l'humanité sans Dieu exigerait-elle l'assurance de son salut collectif ?
Les révolutionnaires inclinent à exagérer et la marge de leur liberté et la puissance du destin. Ils imaginent qu'avec eux la préhistoire s'achève. Le prolétariat, transfiguré par Sa lutte, donnera aux sociétés humaines une face nouvelle. Soulevés par la foi au-dessus des leçons.. de la sagesse, ils attendent la paix perpétuelle de la violence illimitée. Ils proclament la fatalité de leur triomphe, parce que la cause, qui porte tant d'espoir, ne peut pas périr.
A mesure que le temps passe, qu'ils assument à leur tour les charges du Pouvoir, que la nature immémoriale des collectivités s'affirme à travers les bouleversements, la déception ronge la confiance. On croit moins à la société sans classes, on fait profession de croire d'autant plus à la nécessité qui se joue des hommes et de leurs vaines résistances. L'invocation au destin a été d'abord le soutien de l'optimisme, elle devient l'alibi de la résignation.
Fanatiques par espérance ou par désespoir, les révolutionnaires continuent à ratiociner sur un avenir inévitable; cet avenir qu'ils sont incapables de décrire et qu'ils prétendent annoncer.
Nulle loi, humaine ou inhumaine, n'ordonne le chaos vers un aboutissement, radieux ou horrible.

1. Que l'on se réfère à Marx, Spengler ou Toynbee.
2Le jugement intervient aussi dans les actes du politique ou du stratège. Mais ces derniers sont éprouvés comme choix entre des possibles. En revanche, le savant aspire à mettre au jour une nécessité intelligible qui ne soit pas la création arbitraire de son esprit ou même de l'esprit humain.»
ARON
Ce fatalisme métaphysique est bien celui qu'il nous faut combattre avec la plus grande énergie car pour être un contradicteur brillant dans un débat entre intellectuels ,il est le fondement de la non prise en charge des résultats alarmants de cette science qu'il prétend défendre et la justification des agissements des capitalistes au nom de cette même science .

LA CRITIQUE INTERNE DU MOUVEMENT AUTOGESTIONNAIRE

Une autre critique est une critique interne au mouvement autogestionnaire conjoncturelle et souvent motivé par les intérêts organisationnels du moment ,elle repose sur une soi-disante expérimentation de l'organisation autogestionnaire c'est pour moi le cas de la critique de P.Santini ,militant de P.S.U de Colombes.

L'autogestion et les problèmes d'organisation

Par P.Santini(les Alternatifs)

Il me semble aujourd'hui indispensable de faire un bilan critique de la notion d'autogestion et de son impact réel sur les organisations qui s'en réclament. Pourquoi un tel bilan? Parce qu'aujourd'hui, le mot autogestion est si Polysémique – il contient une telle pluralité de sens qu'on ne sait plus ce qu'il veut dire ni ce à quoi il sert réellement.
En ce qui concerne le PSU, l'autogestion fait figure de cri de ralliement et d'élément fondateur.
Mais rien - si ce n'est une attitude purement religieuse - ne s'oppose à la remise en question, voire à la mise en question de ces principes fondateurs qu'on considère généralement - mais c'est une erreur comme des principes sacrés et intouchables

Autogestion: principe de fonctionnement

Au niveau de l'autogestion comme principe de fonctionnement organisationnel, le paradoxe est bien connu: tous les partis et syndicats de gauche se sont ralliés à l'autogestion - encore que ce ralliement soit plus un échouage qu'une avancée enthousiaste - sans que ledit ralliement ait modifié un tant soit peu les règles de fonctionnement interne: Partis et syndicats sont restés tels qu'ils étaient avant comme après ce ralliement. Autrement dit, les choix idéologiques ou "théoriques", généralement surestimés dans nos milieux sont par eux-mêmes impuissants à générer le moindre changement dans la manière de fonctionner d'une organisation. Et sauf à jouer avec les mots, il n' y a

même pas de relation dialectique entre les deux: une chose est la théorie, une toute autre chose le fonctionnement.
Pire encore, on peut penser qu'il existe un déficit énorme du nombre des formes organisationnelles par rapport à l'infinité des choix idéologiques. Je connais peu d'organisations politiques ou associatives qui ne reproduisent paspeu ou prou le modèle étatique. D'un côté, le chef de l'Etat, le conseil des ministres, et l'Assemblée Nationale, de l'autre un secrétaire national, un bureau politique et un comité central (ou une direction politique). Il faut bien constater que ce diagramme fonctionne de façon universelle indépendamment des choix politiques des uns ou des autres.

Autogestion et religion

Et pourtant toutes les organisations ne se ressemblent pas. Ce qui les différencie : les organisations, c'est beaucoup moins leur choix politique (qui ne sont que des symptômes) que la composition sociologique de leurs adhérents et militants: "on ne gère pas de la même façon une population d'ouvriers immigrés ou d'ouvriers français, une population de cadres et une autre de techniciens. Comment poser le problème à ce niveau. Voici un texte de Bourdieu qui peut nous éclairer, nous PSU:
"Les nouvelles sectes religieuses à fort import intellectuel notamment aux Etats. Unis (il y a *un côté PSU dans certaines sectes, un côté sectaire dans le PSU ou les groupuscules trotskistes), ont à voir avec* le *fait qu'un certain nombre de gens, grâce à l'élévation du niveau d'instruction, ont été en mesure d'accéder à la production culturelle en première personne, à l'autogestion spirituelle. Le refus de délégation de pouvoir fondé sur le sentiment d'être à soi-même son meilleur porte- parole conduit* à *toutes sortes de groupements qui sont des rassemblements* de *petits prophètes charismatiques. Autre trait du fonctionnement de ces sectes, qui est très lié au niveau d'instruction: toutes les techniques de manifestation. Le mouvement étudiant* a *renouvelé l'arsenal des techniques de protestation, qui n'avait pas bougé depuis le XIX siècle. Tout cela suppose un fort capital culturel incorporé."*
Voici une image du PSU, peu flatteuse sans doute, et sans céder à l'auto-flagellation, on peut penser qu'elle correspond à la réalité: un groupe de militants à fort "capital culturel incorporé" (le militantisme politique élève le niveau culturel et c'est une bonne chose), des militants persuadés "d'être à soi-même leur meilleur porte-parole" (il s'agit là en revanche d'une prétention grotesque) et en bout de chaîne apparaît l'autogestion. Mais ici autogestion n'a plus rien à voir avec ce qu'on peut rêver sous le terme de "fonctionnement autogestionnaire". Au contraire, l'autogestion se transmute en son opposé: Vont apparaître des micro-féodalités ordonnées autour de "petits prophètes charismatiques".

L'étape ultime est franchise lorsque ces micro-féodalités "autogérées" estiment en fin de compte qu'elles n'ont plus besoin de l'organisation pour continuer à fonctionner.
C'est une situation bien connue au PSU, où des tas de gens que nous ne connaissons ni d'Eve ni d'Adam ou qui ont quitté le PSU, il y a bien longtemps, continuent dans des débats publics locaux de se dire "PSU" tout en n'entretenant aucune relation avec le PSU (et en racontant n'importe quoi). Autrement dit l'autogestion, c'est un processus de liquidation permanente de l'organisation. Le mot n'est pas seul responsable, bien sûr: c'est le couple Autogestion-Petit bourgeois déclassés et sur cultivés qui obéit à sa logique propre. Mais, il y a là un échec total de l'autogestion en tant que principe de renouvellement organisationnel.

Pour le contrôle ouvrier

Pourtant au départ, rien ne laissait présager un avenir aussi grotesque. Lorsque l'autogestion est apparue dans le vocabulaire du PSU (dès 1968), il ne s'agissait pas d'un principe organisationnel, mais d'un principe à valeur stratégique. Il y a eu à cette époque lutte t entre deux expressions. D'un côté,contrôle ouvrier et pouvoir populaire, de : l'autre autogestion. Et à mon avis, Autogestion, ne signifiait rien d'autre qu'un élargissement théorique et pratique, de ce qui était entendu par "contrôle ouvrier et populaire"; au plus, l'autogestion et l'organisation qui en était porteuse devaient remplir une fonction d'intégration (au sens mathématique du terme) : fédérer, coordonner, unifier les initiatives de contre-pouvoir (ici un contrôle ouvrier sur la production, ici un contrôle de locataires sur le montant des loyers, ailleurs un contrôle de consommateurs sur le prix ou la qualité de telle ou telle marchandise), , pour les faire passer à un niveau plus global et plus politique. Mais déjà , l'autogestion se révélait ambiguë, car à la , différence de "contrôle", la notion de lutte et de lutte pour le pouvoir passait à la trappe ; en outre l'Histoire en a décidé autrement : tout ce qui bougeait dans les années 70 s'est finalement intégré au parti socialiste (dès 1974) pour finir dans l'appareil d'Etat en 1981 : les contre-pouvoirs ont en quelque sorte "choisi" de s'auto-anéantir. Mais de toute façon, même si on ne refait pas l'histoire, la notion de "contrôle ouvrier et populaire" me parait bien préférable à celle d'autogestion. Et ce n'est pas un hasard, si dans le colloque sur "l'autogestion aujourd'hui", le seul intervenant qui avait quelque chose à dire, à savoir Daniel Richter n'utilise jamais (deux fois, mais en passant, pour être précis), le terme autogestion, mais emploie au contraire ceux de "contrôle ouvrier, et de "pratique de masse" (en l'occurence contrôle ouvrier sur les mutations technologiques).

La machine Ni...Ni...

Mais au fur et à mesure que les pratiques sociales qui avaient présidé à sa naissance (les expériences de contrôle) disparaissaient du champ social, le mot "autogestion" connaissait lui une singulière fortune au point de devenir un objet de discussion tout à fait étonnant dans le rôle du troisième larron style arlésienne: celle dont on parle toujours mais qu'on ne voit jamais. Car à relire les actes du colloque "l'autogestion aujourd'hui" où a entendre ses défenseurs, l'autogestion semble avoir d'énormes qualités: l'autogestion doit nous sortir des impasses dans lesquelles nous enferment et le libéralisme et l'étatisme, et le capitalisme et le socialisme réel, et le léninisme et la social-démocratie, et le plan et le marché, et j'en passe et des meilleurs ..., l'autogestion, déconnecté du social, devenait tout d'un coup une pillule miracle, capable de résoudre le problème du "mal" social. Côté magique de l'autogestion et des autogestionnaires?

C'est un raisonnement bien connu qu'on peut appeler "Ni...Ni...". Pour ceux qui aiment les références canoniques, on rappellera que Marx identifia très précisément cette position du "Ni...Ni..." comme la position petite bourgeoise par excellence: le petit bourgeois n'est ni ouvrier ni patron, ni de droite ni de gauche, il cherche désespérement un ailleurs, une troisième voie conforme à sa position de classe.

Or ce "Ni... Ni..." est une machine franchement odieuse: on se dispense d'analyser le réel toujours entrevu sous des aspects catastrophiques, pour fabuler, révasser en chambre sur ce qui devrait ou aurait du être (usage spécifique du conditionnel). Et à s'installer dans les "Ni...Ni...", dans cette mécanique de la double exclusion (mais qui exclut le tout de la réalité), on apparait comme un arbitre doué d'une spiritualité fort équilibée, et on occupe une position transcendante par rapport à un univers bi-partite; or il y a de fortes chances pour que le réel soit un peu plus compliqué que ce système de bi-partition ne le laisse supposer, et l'autogestion loin de nous amener à nous "collecter avec le réel" pour le transformer nous conduit à fabuler doucement. (ce côté magique de l'autogestion, Felix Damette le met bien en valeur dans le dernier numéro de la revue "M" : les réformateurs soviétiques rêvent de l'autogestion comme d'un lubrifiant entre Plan et Marché, et d'un autre côté Damette insiste sur le côté irénique- magique de la vision politique des autogestionnaires des pays capitalistes). Il faut bien voir enfin que sur ce "Ni...Ni...", la notion d'alternative n'est qu'une triste resucée de l'autogestion.

L'arlésienne et l'auberge espagnole

Dernier point: il semble que l'autogestion devenu pillule-miracle atteigne pour finir un statut d'auberge espagnole. Chacun y apporte ce qu'il veut. Tout cela est très sympathique mais ne constitue certes pas une pensée politique. Essayons de fixer les bornes de l'éventail "si riche en nuances variées et diverses" nommé autogestion:

Borne 1 : l'autogestion est un mythe régulateur. Il assigne un but mais si lointain **si peu adapté aux réalités actuelles** qu'on ne saurait envisager de l'utiliser ici et maintenant. Il s'agit d'un guide pour l'action, d'un très beau principe éthique (mais qui curieusement n'exclut pas les pires manipulations bureaucratiques). On peut dire que la confédération CFDT et les rocardiens du PS se situent sur cette position.

Borne 2 : A l'opposée, des camarades rénovateurs, des membres du PSU ou de la LCR identifient communisme et autogestion: c'est l'**autogouvernement des hommes par les hommes.** Si le but est devenu lointain, il se rapproche néanmoins du fait de la nécessité de construire une organisation préfigurant la société à venir. Reste qu'on n'a jamais vu une organisation autogestionnaire, et que remplacer un mot par un autre (celui d'autogestion remplaçant celui de communisme), n'est pas un signe de pensée politique très approfondi. Entre ces deux bornes, on trouvera un peu de tout; et si l'on demande à quoi ça sert l'autogestion, on répondra que ça sert à débattre et que ça ne sert qu'à ça . . (Voir à ce sujet les actes du colloque "l'autogestion aujourd'hui") Mais peut- on dire que débattre jusqu'à plus soif et au conditionnel de préférence constitue une nouvelle manière de faire de !a politique . . Si donc on se résume, on arrive aux conclusions suivantes:

1) Comme principe organisationnel, "autogestion "conduit à la liquéfaction de l 'organisation

2)comme principe stratégique, l'autogestion machine à intégrer les divers centres de contre-pouvoir, reste une pensée nécessaire. Certes l'histoire lui a donné tort mais ce n'est pas une raison suffisante pour l'abandonner.

3)Au niveau de l'analyse du réel, l'autogestion c'est l'arlésienne contente d'être arlésienne. Le NI-NI est la meilleure manière de ne pas penser le réel et en conséquence de ne pouvoir le transformer.

4)Au niveau idéologique, l'autogestion c'est l'auberge espagnole, le débat infini.. .... une identité problématique.

Ceci conduit donc à se demander s'il faut, oui ou non abandonner l'autogestion comme référence.

Pour ma part, le point 2 me semble devoir être conservé si on prend bien soin d'articuler l'autogestion avec les notions de contrôle ouvrier et populaire (ce que l'autogestion était à l'origine).
Quant aux points 1,3 et 4 leur abandon me paraît urgent; ces trois points me semblent d'ailleurs faire système on rêve d'un fonctionnement autogestionnaire mais on n'y arrive jamais; on commence alors, à s'abstraire du monde réel pour se réfugier dans le conditionnel et la pensée magique.
Sous cet aspect, l'autogestion produit une culture de la dépression et de l'impuissance. Sous cet aspect encore l' "alternative" sauf si on la pense comme devant briser le système de l'alternance, le jeu de miroir droite/gauche qui commande le champ politique français à l'heure actuelle - ne me semble pas très différent d'autogestion. "Dans ces conditions, peut-on construire une identité autogestionnaire ou alternative? A -t-on jamais réussi à construire une maison sur des sables mouvants?

Patrick SANTINI

Cette critique qui se veut objective a pourtant un aspect très subjectif en gommant justement ce qui dans la réalité distingue le concept d'autogestion socialiste de celui de société communiste.
Elle a le même fondement que la critique que nous évoquions tout à l'heure concernant la tentative yougoslave c'est d'avoir comme à priori une solution «positiviste» que l'on n'expose pas explicitement.
D'autre part , la pratique politique nous a appris que lors de l'échec d'une perspective de prise de pouvoir il faut craindre soit le renversement idéologique comme par exemple pour le PC où les staliniens convaincus ont renforcé les nationaux du FN ,soit l'éparpillement sur la scène politique.
Il faut donc que les militants d'une« révolution lente» offrent un pôle politique radical, hors influence de l'alliance actuelle des verts qui sont censés incarner ce positivisme .
Ce pôle doit conserver sa rigueur idéologique en ne privilégiant que les possibilités de renforcement sur les thèmes de son programme.
Dans cinq ans environ (2001-2006) cette stratégie portera pleinement ses fruits et l'écologie deviendra ou redeviendra le véritable corps de doctrine de l'Autogestion.
L'avenir de la "révolution lente "passe par là. Bien sûr, comme pour l'ensemble des démarches politiques actuelles il ne peut s'agir d'un passage obligé de l'histoire et sur ce point, nous autres alternatifs ,sommes très clairs
Nous ne possédons pas la "vérité" historique et nous savons aussi que la création, par les masses. de valeurs cognitives est chose fragile, les meilleurs stratèges politiques y ont souvent perdu leurs humanités.

Mais le défi écologique nous oblige à faire notre l'affirmation «qu'il n'est pas obligé de réussir pour entreprendre.»
Reste une question récurrente, et ce sera la deuxième partie de notre réflexion:

COMMENT CHANGER LES REVENDICATIONS QUANTITATIVES ACTUELLES EN REVENDICATIONS QUALITATIVES ?

Cette question depuis Mai 68 a secoué toutes les centrales syndicales,du syndicalisme"rouge" au recentrage d'accompagnement économique.
Elle a pour objet autant la "croissance Zéro" que le chômage structurel.
Les 3% de croissance préconisé par le PS d'alternance ne parvient pas à en masquer l'évidente contradiction et les nécessités environnementales contre les pollutions ,les destructions de sites et d'espèces,l'effet " sociétal"de la misère, font qu'elle est toujours un élément majeur de la réflexion politique.
Déjà les syndicats majoritaires des salariés ont inclus le thème de l'environnement dans leur démarche le liant très souvent avec des fléaux plus directement spécifiques de l'activité salariée comme les maladies professionnelles: amiante, plomb, etc.....
On peut donc se demander si il est possible d'introduire d'autres revendications qualitatives dans les syndicats? sinon quelles sont les structures les plus favorables à cette démarche : associations, mouvements sociaux etc...
Sans conclure sur le fond on peut dire que c'est d'abord de la nature démocratique de ces structures dont dépend cette possibilité.
La question de la démocratie et de son organisation usuelle est la question prioritaire .Elle a depuis toujours été un sujet de controverse et un facteur de révolte mais aujourd'hui c'est son essence même qui est mise en cause paradoxalement avec la critique de l'état.
Depuis le siècle des lumières c'est l'appel à plus de démocratie qui a prévalue dans presque toutes les révoltes sociales en servant de valeur cognitive à toute projection idéalisée de l'état-Nation.
Pourtant la démocratie apparaît de moins en moins comme une garantie de progrès social pour des raisons multiples et complexes tenant à la fois du renouveau des aspirations métaphysiques métabolisées par l'ensemble de la population mondiale et au contrôle des techniques.
Il est troublant d'entendre des multitudes d'hommes politiques surtout africains, qui ont par ailleurs des positions généreuses pour leur peuple dire que la démocratie n'est pas pour eux une priorité.
Cette attitude a son revers dans les bases constitutives des pouvoirs forts : Soudan, Indonésie, Chine et d'autres .
Au reste elle est devenu un élément du discours diplomatique.

Ce discours est en fait celui du mouvement politique des couches de décideurs économiques militant pour une neutralisation de l'état, (Etat sans plan économique) ou même anti-état : privatisation de l'état dans les mêmes pays moralisateurs.
Ce mouvement a pour base la même dialectique: **l'état objet de la démocratie est un obstacle à l'activité humaine et à son développement.**
L'idée généralisée de l'incompétence des fonctionnaires ,de lourdeur de l'état administratif, de coût exorbitant de l'appareil qui sont des critiques constante dans la population et entretenue par de larges couches de politiciens de tous bords renforce la tendance à l'inégalitarisme et à l'élitisme d'une société de plus en plus "libérale". Utopie libérale comme dirait le philosophe Balibar .
Utopie certes mais si présente dans la "modernité" qu'elle prend des allure de corps idéologique de remplacement de l'organisation de l'état actuel.
Les «Hobbys» de toutes sortes qui se multiplient avec l'élargissement des institutions européennes s'en sont fortement imprégnées pour fustiger tout acte administratif en contradiction avec leur intérêt.
Et dans un développement social paradoxal ,ce sont les associations qui en sont porteuses .si nous reprenons le tableau de la constitution sociale des associations en France nous arrivons rapidement à la conclusion que cette utopie libérale à été conceptualisée par les classes moyenne (cadre moyens,professions libérales) et relayée par les organisations d' extrême droite qui s'en sont servies pour élaborer un paradigme"d'état idéal" calqué en partie sur le national socialisme des années 40.
Les socialistes européens l'ont,à mon avis,compris assez tot mais plutôt que de promouvoir une action politique capable d' éradiquer ce phénomène ils ont préféré s'inscrire dans une série de demi mesures à la fois au profit des classes moyennes dans leur finalité économique et des associations dans l'action politique.
Cette stratégie"molle" de sauvegarde de la notion d'état social fédérateur n'en est pas moins une attitude qui participe à la mondialisation de l'économie néo ou ultra-libérale.
En conséquence les effets destructeurs qu'elle entraîne renvoie en écho le besoin d"une nouvelle forme de démocratie plus conforme à la «modernité» c'est ce besoin de plus en plus manifeste qui peut faire espérer des formes d'organisations internationales plus axée sur l'organisation autogestionnaire de la société .
Nous avons dorénavant une vision claire du débat qui a agité les intellectuels politiques et culturels face aux bouleversements et aux interrogations de notre temps .

Devant la difficulté de faire ressortir la nécessité autogestionnaire sous sa forme de programme politique ,c'est substituer une démarche pragmatique permettant aux militants autogestionnaires de s'intégrer dans le jeu traditionnel des partis sans abandonner leurs convictions :l'élargissement et l'approfondissement de la démocratie.

LA RESPONSABILITÉ DES INTELLECTUELS

La responsabilité des intellectuels, c'est :

1-**De trahir leur propre classe et le système dans lequel ils travaillent Exemple, dans le champ éducatif, l'enseignant participe, en même temps qu'à une certaine fonction d'"instruction", aux fonctions de placement social inégalitaire, et de légitimation des inégalités sociales. Selon P.Bourdieu, il transforme, le plus souvent inconsciemment, en INDIVIDUALISANT la réussite ou l'échec, "ceux qui héritent" (d'un capital social, culturel, économique de classe), en ceux qui "méritent" (qui réussissent individuellement grâce à leur talent encouragé, reconnu et certifié par l'école). Ceux qui méritent scolairement (diplômes) deviennent ceux qui dirigent, gagnent plus, etc... Le couple diplômés/non-diplômés remplace le couple nobles/roturiers de jadis. Les transfuges qui quittent leur classe et accèdent à la classe moyenne confortent la règle, et élargissent l'assise des dominants. L'école sait donc faire échapper quelques individus à la misère, mais ne participe pas d'un processus de promotion collective, d'abolition collective de la misère collective, qui suppose une mobilisation des citoyens, des changements sociaux... mais aussi une autre école...Les enseignants sont pris dans une double injonction paradoxale, celle de faire réussir et celle de sélectionner. L'enseignant, s'il obéit à la sélection, trahit le peuple (de ses élèves). S'il refuse - mais le peut-il isolé, sans soutien extérieur des citoyen-" - il trahit sa classe (il appartient à la fraction dominée de la classe dominante)**

La responsabilité d'un intellectuel dans le champ éducatif, c'est de cesser de collaborer aux fonctions à lui assignées par l'État (qui n'a guère fait évoluer ses demandes) et assignées sous la pression des dominants (pression des classes dominantes pour des filières d'excellence, pour l'apprentissage, etc.), c'est de résister (y compris en lui-même) à la culture dominante... La responsabilité d'un intellectuel, c'est de se mettre délibérément dans le camp de, et au service de, tous ceux qui subissent le système.

Dans les cours, les dominés sont amenés à incorporer, en même temps que des "instruments de connaissance", une culture hiérarchique, compétitionnelle, conformiste, individualiste.

C'est ainsi que les agents participent ensuite inconsciemment à la reproduction, du système de la compétition libérale, quand bien même ils le critiquent. Ainsi des élèves plutôt "en échec" et leurs parents peuvent redemander le rétablissement des notes supprimées au profit d'une évaluation régulatrice, ainsi des pauvres votant pour Le Pen, des employées de Carrefour défendant la mal-bouffe industrielle sous l'argument que le bio c'est pire, c'est cher, etc.
2-"La responsabilité des intellectuels occidentaux est de dire la vérité..." à propos de sujets qui importent, comme les logiques cachées des institutions éducatives: violence symbolique (ou dominations invisibles), marchandisation du savoir et conformation de l'esprit, culture de compétition et d'inégalisation (exclusion individualisée des perdants), légitimation des inégalités sociales.. .
(Ou les exactions cachées de l'impérialisme US ou français dans le monde, ou les magouilles de l'agroalimentaire productiviste, ou les dangers du super-incinérateur (de Bourg-en-Bresse... ou d'ailleurs)
"La responsabilité des intellectuels occidentaux est de dire la vérité...sur les exactions du monde occidental "(Chomsky, p23)
3-"Dire la vérité" à qui ?
En plus du dévoilement du pourquoi et du comment, chercher de préférence des interlocuteurs citoyens qui soient à même d'intervenir, de s'engager dans des alternatives concrètes à la situation... "à .un public occidental susceptible d'y réagir..."
Chomsky fait état d'un désaccord avec des pacifistes qui avaient adopté le slogan :"dire la vérité au pouvoir". "La cible est parfaitement inadéquate... C'est un vain projet que de dire la vérité à Henry Kissinger.. .ou à qui que ce soit d'autre qui exerce le pouvoir dans une institution coercitive... Plus qu'un public, il doit s'agir d'une assemblée,unie par des intérêts communs et à laquelle il se doit de participer activment".
Par ailleurs, il ne s'agit pas de s'adresser à", mais de "discuter avec".
La responsabilité des intellectuels, c'est donc de résister aux pensées dominantes, c'est de chercher et de dire la vérité, c'est de chercher à "faire prendre conscience" des réalités de leur situation à ceux-là mêmes qui les vivent.
Les dominés n'ayant pas nécessairement fait de longues études peuvent être "écrasés" par la forme magistrale universitaire, laquelle sélectionne son public parmi ceux qui sont préparés à le recevoir, tout en s'adressant à tous.
L'intellectuel" efficace, doit se situer non pas au-dessus, mais à côté des gens moins "instruits" ou "diplômés" que lui.
Il doit amener son expertise en appui aux citoyens, seuls sujets de l'histoire. Il ne doit pas "rapter" le pouvoir au nom de son savoir.
Ainsi en irait-il des "intellectuels organiques" (Gramsci) mobilisant des "savoirs engagés" (Bourdieu)

4-Pourquoi faire : Pour "mettre fin effectivement"... aux systèmes d'asservissement.
Résister en construisant des alternatives, c'est-à-dire construire des pôles de contre-pouvoir alternatifs ici et là, connecté à d'autres pôles résistants, dans une démarche d'affranchissement collectif... (Cfn. Benasayag "Du contre-pouvoir")
Mais sans participer avec les dominés aux actions collectives et aux échanges de savoirs, l'intellectuel ne saurait sentir et comprendre ce qui est nécessaire pour réellement savoir (dénoncer) et surtout savoir (construire) l'alternative...
5.**oui, mais comment** ?
En effet, la seule dénonciation d'horribles réalités ou de processus finement cachés ne suffit pas à mobiliser les gens qui les subissent: elle peut renforcer le cynisme ambiant, l'esprit de fatalisme, ou inciter au repli sur les jouissances seulement "privées".
En somme, en plus du dévoilement du pourquoi et du comment, l'intellectuel doit se situer non pas au-dessus, mais à côté des gens moins "instruits" ou "diplômés" (mais aussi intelligents que lui) en cherchant corrélativement et de préférence, avec ceux qui sont à même d'intervenir, la construction de résistances, la réalisation de modifications de la situation, la recherche d'alternatives concrètes...L'intellectuel, de préférence en collectif, devenant intellectuel collectif peut, doit, contribuer au dévoilement des mécanismes cachés...
-soit magistralement (cf. les Conférences à l'université d'été d'Attac dévoilant comment ça marche l'OMC, la BM, ou comment se met en place l'AGLCS (privatisation des services de l'eau, de l'éducation, de la santé,... etc) devant 1000 personnes fort motivées. Mais certain(e) s, moins préparés universitairement que d'autres, et peu familiers de ce rapport au savoir universitaire perdaient pied dans leur prise de note et leur compréhension.
Il y a plusieurs formes de magistralités : certaines font participer à la genèse et aux enjeux de la question, font par le récit vivant de processus de recherches, s'insurger les esprits, d'autres anesthésient sous l'exposition des seuls résultats...
-soit selon des mises en situation de "conscientisation constructiviste" (cf. la démarche d'alphabétisation des paysans d'un Paulo Freire, l'apprentissage de la lecture se faisant dans le contexte de création d'une coopérative, la préparation d'une action de résistance ou de choix de semences.....accompagné de la «conscientisation des oppressions» Cf. nos démarches ": "les attentes" ou la soumission à l'autorité", simulations permettant des "prises de conscience de l'expérience antérieure"

(« dégagements » ou ruptures de pensée) intervenant sur de forts questionnement en ce cas le discours magistral suscite d'autres mises en relation ,donne d'autres information complémentaires, élargit la problèmatique.il n'écrase plus la réflexion, n'infériorise plus

Autre exemple, la démarche de projet collectif, une pédagogie populaire de libération des dominés par eux-mêmes

La mise en cause pratique des réalités portant les dominations ne peut se faire que l'intérieur seulement du système mais surtout sur sa périphèrie territoriale et dans la société civile,avec tout le mouvement social et citoyen anti-libéral. Par exemple, l'école s'insérant dans le développement solidaire de son territoire.

Dans les projets collectifs d'action transformatrice du milieu local les savoirs necessaires pour surmonter obstacles sont construits par les apprenants, confrontés au réel social dans toute sa complexité.

Des étayages (dispositifs de construction et-ou d'information) sont mis en place, juste à propos, de la part du ou des intellectuels (ou formateurs).

Mais ce dernier, s'il participe au projet, ne se contente pas des élaborations des "apprenants". Il fait aussi des propositions qui marquent les limites de leurs savoirs actuels, en donnant d'autres directions, en les intégrant ou reliant à des problématiques plus étendues, en développant des partenariats avec d'autres "professionnels" et des interactions sociales plus étendues. créant ainsi de l'hétérogénéité. des échanges dissymétriques. ce qui stimule leur développement. Il provoque l'élargissement et la conscientisation de leur expérience, bref PARTICIPE A LA CONSTRUCTION DE LEUR CULTURE (démocratie culturelle) par confrontation aux autres cultures et savoirs. en un dégagement progressif de la tutelle de l'idéologie dominante. Il ne DEMOCRATISE donc pas la culture dominante pour les dominés comme le fait l'école.

Les dispositifs d'écriture notamment le processus de mise en écriture réflecxive,grande organisatrice d'une pensée réellement plus critique ,est essentielle dans cette perspective d'une EDUCATION POPULAIRE NOUVELLE .

Cette "nouvelle éducation populaire" engagée et intervenante dans le corps social,connectée en mailles serrées aux mouvements sociaux et anti-mondialisation libèrale pourrait peut être non pas relayer complèmentairement l'action d'un Etat dominé par les dominants, non pas faire tourner mieux la machine de la promotion individuelle(de quelques pauvres vers les riches) mais plutôt participer à la construction de pôles de contre pouvoir alternatifs et là, connectés à d'autres pôles résistants locaux,dans une démarche d'affranchissement collectif,impliquant la dimension politique citoyenne globale.

«**une éducation qui a pour objet d'abolir l'assujettissement ne peut se développer que si les instruments de connaissance se forgent dans la production pratique de la mise en cause de la réalité qui porte la domination.**
(Yvanne Chenouf, Jean Foucambert, AFL). .

&&&&&&&&&&&

L'EUROPE

Définition

C'est a travers les conflits qui ont , jusqu'à hier, secoués les peuples des pays de l'Atlantique à l'Oural que s'est forgé une culture spécifique européenne.
Qu'elle soit uniquement littéraire ou fasse partie de la mémoire collective de ses habitants ,c'est cette culture qu'il va falloir faire vivre pour cimenter la constitution de l'Europe politique malgré les influences et pressions économiques nouvelles : influence anglo saxonne ,américanisme, modèle asiatique....
Si l'égalité une langue = un peuple est vraie,l'Europe que nous construisons ne peut être que l'Europe des Peuples tant est varié le panel de langues parlées dans l'espace européen et leur différenciation originelle.
Les transformations de l'enseignement que suppose cette nécessité peut paraître insurmontable si l'on compare avec les problèmes linguistiques et dirons nous le "nationalitaire" des nations elles même ex:en France iskasola ,diwan, bressoleta ,scola ect.....
Pour mener a bien cette transformation ,les peuples européens doivent donner à la conception de l'Europe une teneur politique d'une autre envergure que l'intérêt économique immédiat qui nous le voyions peut être constamment remis en question. Aujourd'hui par la libéralisation du marché économique en URSS et le retour au marché capitaliste de certains de ses satellites:Pologne,Roumanie
Que la future Nation porte le nom de la belle phénicienne enlevée à l'Asie et portée en Crête par Zeus métamorphosé en taureau est un signe de ce sentiment que les racines de celle ci sont ailleurs qu'elle ne peut être qu'une construction volontaire.
Cette réalité qu'elle retrouva en 1270 avec le récit de Marcô POLO de ses voyages,lorsqu'il raconta à une Europe confinée dans la satisfaction d'elle même et de ses blessures ,ce qu'elle avait oubliée de l'Antiquité, la route des caravanes,la route de la soie et les peuples qui les jalonnent.
Cette même réalité qui faisait écrire en 1623 à un français Emeric CRUCE un "momean cynee" qui prônait une organisation de la paix par l'arbitrage.
En 1693 William PENN écrivait un"essai pour la paix présente et future de l'Europe

En 17712 l'abbé ST Pierre un projet de paix perpétuelle.
En 1795 RANT
En 1835 Jeremy BENTHAM
Et c'est bien la même idée de paix pour les peuples européens qui président au XIX 0 siecle Mme de Stael,Proudhon;St Simon et Victor Hugo ...qui en 1849 lors du congrés des amis de la paix constitua l'appel aux "états unis d'Europe".
C'est bien cette réalité qui engendrera les tentatives hégémoniques qu'elle soient germaniques ,russes ,francaises et suscitera les conflits modernes ,l'utilisation abusive par des groupes politiques du nationalisme et de la conception européenne vidée de tout contenu,si ce n'est une vision mègalomanique et tyrannique de son avenir politique.
En 1924 c'est avec l'arrivée en France du "cartel des gauches" avec E HENRIOT favorable a une reconciliation avec l'Allemagne que reprenant la proposition du comte CONDENHOVE KALERSI que l'idée de l'Europe politique resurgit pour faire face aux E.U ,à l'URSS et à l'empire Britanique.
Aujourd'hui l'Europe politique voudrait oublier cette réalité,la sortir de son passé ,revenir aux temps moyenâgeux où St Pierre de Rome était l'abrégé du monde donc l'Europe.
Avec les destructions écologiques,elle voudrait exorciser son sentiment de culpabilité dans la destruction de la planète,se refaire une virginité culturelle en revenant à une pureté éthique et un nouveau repli sur elle même. .
Cette crise de conscience sur une base égocentrique est dangereuse à plus d'un titre .Aprés avoir tenté par la création d'un "état autoritaire atomique" visant à stabiliser les mouvements sociaux aussi bien à l'intérieur qu'à l'exterieur de l'Europe,le pouvoir économique européen qu'a déja phagocité les institutions européennes peut être tenté de rechercher un concenssus lui permettant d'assurer sa survie aussi bien dans le pangermanisme et le nazisme qu'un repli idéologique sur le cour européen c'est a dire le coeur industriel de l'Europe la Rhur Le Nord de la France la Suisse une partie de l'Angleterre ect...considérant le reste de la population comme une composante duale de l'entité européenne,comme l'a fait ,avec l'organisation politique et économique l'URSS et les pays d'Europe EST qui lui étaient rattachés.
Il faut certes que dans la construction de l'Europe politique et compte tenu de la disparité sociale des états qui la composent, que celle-ci s'accompagne d'une recherche d'alliés privilégiés qui soit autre chose que la recomposition du "coeur européen" dans sa version supranationale :un axe Franco-allemand avec ce qu'il comporte de compromissions ,mais une véritable recherche prospective en fonction de la finalité sociale de l'Europe et de sa destinée dans la politique mondiale et certainement à l'égard des pays sous développés.

L'entité régionale ,déjà reconnue comme base politique majeure dans la décentralisation administratives et par les luttes d'autonomie régionale reste le meilleur cadre d'analyse pour apprécier ce que pourrait être l'unité politique de l'Europe.
Plus que les états nationaux ,les régions portent la trace des stigmates sociaux laissés par les choix successifs de ces états sur les populations qui les composent et la mesure concrète du mouvement social autant sinon plus que l'activité municipale peut l'être pour la citoyenneté.
Cette évidence est contenue dans la seule institution européenne qui ai un véritable sens de régulateur social: l'aide aux régions de la C.E.E
Les extraits de presse qui suivent ,regroupés sous le titre "le prix de Maastrich" mettent en lumière les mécanismes d'une complexité administratives entretenues par les gouvernement des états membres qui relient les grands projets libéraux d'économie à l'échelle européenne et l'obligation qui est faite aux puissances économiques d'amortir les effets de la redistribution géo politique des centres de production et de profits. ce faisant en utilisant en grandes partie les eléments d'analyse du FMI sur le tiers monde.
Les régions européenne ont été classées par groupes presentant les mêmes critéres d'attribution de cette aide:
1- Les régions en retard de développement :PIB inférieur à la moyenne de la C.E.E
2-Les régions aux bassins d'emploi affectes par le déclin industriel.
3- Les régions ou zones rurales ou de montagne
Ce classement ,comme pour les pays les plus pauvres de la planète,n'est en rien le fruit d'une analyse des causes de sous developpement mais un simple constat administratif reposant sur la capacité d'une région à l'industrialisation et sur le calcul d'un P I B régional.
Nous sommes là au coeur de l'Europe politique avec sa disparité gouvernementale suivant les états nationaux et plus globalement le résultat du développement du capitalisme en Europe. '
Si pour ce qui concerne les nations le taux de change des monnaies a permis jusqu'à maintenant de réguler les échanges entre elles avec une négociation permanente entre leurs gouvernements ,l'Europe de Maastrich et la monnaie unique n'offrirons pas les mêmes possibilités de médiation en faveur des régions les plus pauvres.
L'effort de réèquilibrage structurel tel qu'il est pratiqué ne peut être qu'un palliatif sans grande efficacité,comme l'est,toute proportion gardée,le FMI pour les échanges internationaux.
Contrairement à l'affirmation des néo-libéraux que la pauvreté est due aux effets de la compétition des nations entre elles pour l'implantation d'un tissus industriel et commercial, nous pouvons prouver aujourd'hui que le facteur primordial de la pauvreté est le manque de main d'oeuvre qualifiée et spécialisée.

Après la théorie des modéles géo-politiques prônés comme autant de solutions mirifiques au sous developpement ,on s'est apercu,avec les grandes délocalisation que le critère de choix est avant tout la possibilité de trouver une main d'oeuvre spécialisée ensuite vient la question de différentiel de salaire et de fiscalité.
Les régions européennes n'échappent pas à cette loi .Le Nord et la Lorraine en sont en France une parfaite illustration malgré la capacité d'infrastructure héritées de leur prépondérance industrielle.
Administrativement, la France, l'Espagne et l'Italie sont les mauvais élèves de la gestion nationale des déséquilibres régionaux.
Pour des raisons totalement différentes elles ont perpétré et souvent accentué les inégalités entre les régions constitutives de la nation.
Hors CEE la Russie est également le théatre de l'accroissement rapide de ce phénomène et même l'ex RDA malgré les efforts confédéraux en subit les effets.
En France la décentralisation ,fruit-des luttes régionalistes, a créé une distanciation entre les compétences et les moyens dont disposes les différentes régions. Par exemple:
Pour le poste entretien routier.
La lozére :33 kms par habitant
Les Hauts de seine : 180 métres. (p. Gugunheim)
Il est évident que ces déséquilibre budgétaires accroissent le handicap.
L'harmonisation de l'Europe éducative et de ses objectifs reste donc au coeur de s a constitution politique. A quand le tour d'Europe des O.H.Q?
L'Allemagne par son système fédéral a su mieux que les autres gérer les écarts de développement de ses provinces. En Allemagne le déficit d'un Land ne peut excéder 5% de la moyenne des Landers. Il en est de même pour l'excèdent.
En France sur 117 milliards de taxes professionnelles 5 milliards seulement sont redistribués.
Malgré la mise en garde des édiles régionaux la réforme des moyens stagne en France compromettant d'avantage les chances d'une Europe sociale. .
Le néo libéralisme prôné par les institutions européennes est incapable,nous venons de le voir,de resorber l'énorme coût social qu'il génère.
Il est donc objectivement fauteur de guerre et il n'est pas du tout exclu que l'engouement passé cette Europe libérale que l'on veut nous imposer ne débouche sur des conflits armés entre les composantes européennes comme le souligne A. Lipietz .
Déjà les contradictions et les luttes politiques qui traversent les partis traditionnels en Europe risque d'etre les prémisses de ces affrontement et la montée du nationalisme lui fourni sa base sociale.

La necessité de concilier la démocratie entre les membres d'un parti politique avec celles de la prise de pouvoir a été jusqu'à présent le seul schéma organisationnel proposé à l'action des forces sociales car c'est toujours jusqu'à présent le seul qui ai permis à des forces politiques de devenir hégémoniques sur la société.
Les crises actuelles de ces partis un peu partout dans le monde sont déjà les signes evidents de l'insuffisance de cette vision « jacobine» de la prise de pouvoir. Dans ce cadre l'alternance est l'ultime tentative institutionnelle de maintenir l'efficience de l'état.
La complexité fonctionnelle de la société que l'état régulateur a introduit dans les mécanismes sociaux pour maintenir un consensus de plus en plus délicat,ne permet plus d'imaginer,par une classe ou des catégories sociales atteintes dans leurs intérêts majeurs de pouvoir rétablir le régulation économique à leur avantage relatif. Dans le developpement du capitalisme aux Etats unis le prolétariat noir pourrait incarner cette situation voir Socialisme et Barbarie)
En 1968 l'interrogation sur la continuité politique malgré les discontinuités économiques massives(état de guerre,révolution technologique ect jetait déjà une interrogation sur les rapport de l'état moderne avec les individus.
30 ans plus tard la construction de l'Europe économique la repose avec encore pus d'acuité et met en exergue avec encore plus de clarté l''action des technocraties et de leur pouvoir de mutation.
Mais jusqu'où ?
jusqu'où cette technocratie pourra créer des situations virtuelles sans se heurter aux intérêts réels des composantes du mouvement social?
Ces contradictions d'intérêts s'accroissent et faute de trouver leur résolution politique risquent de déboucher sur un retour à la barbarie comme nous en avons eu quelques exemples en Yougoslavie pour ne citer qu'elle.
Il n'existe qu'une seule solution : l'Autogestion.

LA DÉMOCRATIE ACTIVE.

P.ZARIFIAN

Il me semble que l'expérience accumulée - et le brassage intellectuel entre spinozisme, marxisme et pensée libertaire - nous permettent d'avancer les cinq nouvelles propositions suivantes:
1)les fondements de la souveraineté ne résident pas dans la vision d'une société composée d'individus humains atomisés, faisant lien entre eux par le seul jeu de leur raison ou volonté. Elle réside dans la production historique d'un composé de culture et de nature qui se singularise dans chaque individualité.

Ce n'est pas de l'individu, quelle que soit la puissance et la liberté a priori qu'on lui reconnaît, qu'il faut partir, mais des modes de socialisation qui engendrent des individualités historiquement déterminées, selon un double rapport: le rapport aux mutations incessantes de la Nature, dont nous ne sommes qu'une partie, le rapport aux communautés, aux civilisations qui se sont développées historiquement et ont socialisé leurs membres selon un cours culturel. Toute individualité est d'entrée de jeu un composé singulier de culture et de nature, sans qu'il soit possible, ni nécessaire de démêler l'un de l'autre. La puissance de pensée et d'action de chacun de nous, de chaque individualité singulière, est une reformulation et une création inédites, opérées à partir de ces vecteurs de socialisation. Autrement dit : notre puissance ne doit pas simplement s'exercer de manière pseudo-libre, pseudo-résultant de notre libre arbitre, comme le pensaient Hobbes, Locke et tous les inventeurs de la démocratie moderne. Elle doit avant tout se réfléchir comme mobilisation, actualisation, mutation de tout ce dont nous héritons et qui s'exprime dans notre puissance créatrice individuelle. C'est la transformation réfléchie de notre histoire qui nous rend libre, et de cette double histoire étroitement imbriquée: du rapport à la Nature et à la culture civilisationnelle.

2) Le moment inédit que nous vivons est celui, tout à la fois:

-d'une prise de conscience inédite de notre appartenance aux propensions et mutations de la Nature, et du caractère proprement vital, crucial, de la manière dont nous pouvons réfléchir et agir sur ce rapport. Notre puissance de pensée et d'action, qui est à la source de tout pouvoir, dépend, en affaiblissement dramatique, comme en renforcement, de la manière de traiter « politiquement » ce rapport dit « écologique».

-Et d'un rapprochement tout aussi inédit, en intensité, entre civilisations qui se doivent de reconnaître leurs affinités et différences. Là aussi, notre puissance actuelle et future dépend, au plus haut point, de la manière dont ces rapprochement et ce mélange vont s'opérer: soit par destruction mutuelle et annihilation de nos apports, ouvertures béantes laissées à des retours vers des formes diverses de barbaries, soit par métissage critique, par apport et filtrage de ce que chaque trajectoire civilisationnelle a pu nous apporter.

C'est donc à un double défi que nous sommes affronté, défi qui se pose et se résout au sein de chacun d'entre nous, de chaque individualité dans son éthique de vie personnelle et sociale, mais qui suppose aussi des engagements de vaste ampleur de nature collective et politique, au plus haut sens du terme, car il en va du devenir de la communauté humaine dans son ensemble.

3) Les fondements, la légitimité, l'exercice de la souveraineté ne peuvent plus se penser selon le modèle libéral (de la démocratie moderne) du principe d'autorisation à un souverain qui nous soit extérieur et nous gouverne de manière autoritaire, sans véritable engagement ni contrôle.
La souveraineté politique est d'abord à constituer au sein de chacun d'entre nous, dans son individualité propre, dans ses choix de vie et de comportement, comme dans la constitution de communautés « métisses» qui tout à la fois assument la mise en commun critique des apports des différentes civilisations (assument le mélange culturel, dit d'une autre façon), mais surtout acceptent d'affronter en commun les défis de notre devenir d'une humanité désormais solidaire, pour le pire comme pour le meilleur.
La politique n'est plus à déléguer, ou autoriser, ou faire se représenter par des professionnels de la politique. Elle est à pratiquer, en permanence, dans nos réflexions, nos échanges, nos actions.
Elle ne nous est pas extérieure, mais intérieure. La civilisation occidentale nous a légué un acquis considérable: le refus, le rejet de tout pouvoir théocratique, l'affirmation du caractère irremplaçable de la citoyenneté e de l'égalité de chaque individu humain, de chaque quelconque. Mais nous devons désormais aller plus loin: affirmer que chaque individu peu devenir, directement, l'auteur de l'action politique, un auteur qui n'autorise personne à parler et agir en son nom, qui revendique son plein pouvoir.
Et il le peut, car, sortant de la fiction libérale de 1 'individu isolé nous pouvons réfléchir les tendances qui nous socialisent et nous déterminent, qui provoquent une histoire et des problèmes qui nous sont communs. Nous pouvons faire retour critique sur la manière dont nous pensons, nous nous comportons, agissons face à ces problèmes. C'est pat ce retour critique que nous devenons réellement libre. Et nous pouvons le faire ensemble, individuellement et collectivement, sans besoin du recours à une autorité étatique souveraine extérieure à nous. Il faut passer du « il » (le souverain externe) au «nous» (le souverain interne, la communauté des individualités, un nouveau type de multitude).
L'objet central de l'exercice de la souveraineté politique n'est plus la sécurité et la paix (et la justice). Son objet central est la conduite de l'émancipation, sur tous les fronts. Son objet central est la promotion de la pleine liberté dans le double rapport: à la Nature qui nous conditionne aux autres humains dont nous sommes objectivement solidaires. La question de la justice, de la sécurité, de la paix prennent alors d'autres significations.
4) La justice n'est plus un problème de repartage équitable des ressources ou de redressement des torts moraux. La justice est une question éthique. Elle est affaire de pratique du souci d'autrui, d'un autrui quelconque et de responsabilité par rapport à lui.

On aurait dit, à une autre époque, de fraternité (mais le mot «fraternité» se trouve disqualifié par sa connotation sexiste, qui nous vient, d'ailleurs, de la tradition grecque).
o La sécurité n'est plus affaire principalement de police et de tribunaux. La sécurité réside dans la montée en maturité et en citoyenneté de chacun d'entre nous, du fait que les questions d'organisation de la Cité deviennent les nôtres, de façon pratique et concrète.
o La paix n'est plus le contraire de la guerre. Ce n'est plus, comme chez Hobbes, un moyen d'étouffer des tendances spontanées à la guerre civile, donc un mode de légitimation de l'oppression étatique (la paix devenant, dans les démocraties modernes en crise le prétexte au déploiement de régimes policiers et sécuritaires). La paix représente le « bain» le plus propice au rapprochement entre cultures et passions différentes, le plus propice au dialogue ouvert et sans cesse relancé, un esprit qui accepte le conflit, le différent, 1e débat sans concessions, mais rend intolérable le recours aux vocables guerriers, vocables qui ne cessent de désigner des ennemis, qui sont orientés vers la destruction et l'élimination de l'autre. La paix ne s'impose pas, elle se trouve.
5) Enfin, des formes institutionnelles doivent être inventées, par transformation de l'Etat tel que nous en héritons. Ces formes varieront nécessairement d'un pays à l'autre, et plus encore d'une civilisation à une autre. Il n'existe pas de forme politique institutionnelle idéale. Mais nous pouvons remobiliser le principe de Spinoza: ce que devons avant tout attendre d'une institution politique, c'est qu'elle crée les conditions de son extinction. Autrement dit, qu'elle soit propice à ce que les quatre autres conditions soient progressivement réunies. Son action est affaire de lucidité, d'appréciation exacte de degré de maturité de l'exercice direct de la citoyenneté, de connaissance de ce qui est possible et ne l'est pas, dans telle période et telle circonstance. Elle est affaire de «phronesis », de prudence au sens d'Aristote.
Nous, occidentaux, avons tendance à penser que les institutions doivent être gouvernées par des personnes élues « démocratiquement». Peut être. Mais cette assertion doit être regardée avec prudence, à l'épreuve de l'expérience. Nous pouvons expérimenter dès aujourd'hui que bien des institutions sont, en réalité, dirigées par des « volontaires », des personnes qui acceptent d'en assumer la responsabilité, qui sont à la fois révocables, mais aussi aisément reconductibles, qui peuvent oeuvrer dans la longue durée. C'est (ce pourrait être) le cas des associations, comme c'est, de facto, le cas du gouvernement d'institutions scolaires, universitaires, sociales... L'expérience montre que ce ne sont pas les élections qui priment, mais une certaine forme de volontariat.

L'association entre institutions ouvertes à se rendre les moins nécessaires possibles en oeuvrant au déploiement de la démocratie active dans leur champ de responsabilité (de souci) et pratique du volontariat est sans doute un champ à explorer, ; conceptualiser, à partir de la profusion d'expériences qui en existent déjà.
De quoi faut-il parler alors, sur la base de ces cinq principes?
D'autogestion, de démocratie participative, de démocratie active? J'ai une nette préférence pour le terme de « démocratie active », pour des raisons philosophiques profondes: passer de la passivité à l'initiative, de la soumission à la liberté en action, des passions instables aux affects actifs et généreux, de l' autodéfmition des règles ~ l'ouverture sur un devenir sans règles ni lois assurées, mais fort de ses perspectives éthiques, autant de raisons pour préférer cette formulation. Parmi d'autres possibles.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Sans doute la démarche autogestionnaire rejoint la pensée de Spinoza sur la béatitude de l'homme dans la découverte du créateur (**le mouvement social)** assurant son éternité dans la raison universelle. Cette Béatitude trouve sa résolution dans la procréation de l'espèce.
Il est remarquable que cette procréation considérée comme naturelle au Moyen age deviennent en 1798 avec Malthus un simple phénomène quantitatif et qu'aujourd'hui elle apparaît comme une donnée de la crise qui aurait besoin d'être "inventée" p1utôt que de la considérer comme inscrite dans le processus génétique des groupes sociaux.
Cette nouvelle conception de la procréation ,partant de l'auto réduction dans les sociétés industrie1les par les couches privi1égiées,fait qu'elle devient un élément déterminant de la nouvelle société alternative.
Cette "conscience naturelle" pour se libérer doit s'imposer à tous les groupes sociaux dont les besoins physiologiques sont différents voir antagoniques

DEMOCRATIE ET DEMOGRAPHIE

Comme nous l'avons vu pour la fraternité contemporaine de l'espèce, la démographie est censée être la mesure de l'optimisme d'une population dans son devenir et la régulation naturelle de cette espèce en rapport avec les richesses naturelles immédiatement disponibles. Or la statistique nous transmet un tableau global où la volonté de procréer est plus grande dans les pays en voie de développement que dans les pays riches.
A l'inverse la démocratie n'a vraiment pris de sens social que dans les pays riches à forte concentration culturelle et de croissance démographique faible.
La réponse autogestionnaire est entre ces deux termes.

Dans les pays en V.D ,la croissance démographique accroît les désordres engendrés par la destruction capitaliste et de ce fait limite les possibilité de **démocratie..** Pour que puisse éclore cette nouvelle conscience naturelle de l'espèce nous ne pouvons qu'influer sur la structure démocratique de ces pays non en régulant l'échange mais en accompagnant celui-ci d'un contrat de garantie pour les populations consommatrices de notre propre production.
Ce contrat d'intervention, en soutien au développement démocratique des pays de l'échange inégal devra permettre progressivement ces pays de trouver leur propre notion de la citoyenneté.
Cette intervention civile et militaire permettra de catalyser les formes de crise de l'échange inégal comme: la famine, les épidémies.
Ces actions spécifiques pourraient être financer par un prélèvement sur les bénéfices de l'échange inégal ,grâce à la création d'un fond de solidarité.
La guerre en Yougoslavie nous à démontré que, faute d'avoir cette volonté des dizaines d'années d'efforts politiques peuvent sombrer en quelques mois dans la barbarie la plus sauvage.
Cette notion d'intervention, ce devoir d'ingérence, contradictoire avec la démarche de l'OMC qui veut : «Moraliser l'échange»; qui inclus la possibilité ou non de pratiquer l'arrêt de ses valeurs marchandes par le boycott en particulier et l'on sait combien de morts d'enfants cette pratique entraîne dans les pays concernés: par exemple : L'Irak.
Nos armes doivent donc être adaptées à la nature de l' intervention ce qui suppose une réorientation globale de nos armes ,une organisation originale de l'intervention civile et militaire .
La conception d'un bras armée de la démocratie n'est pas exempte de calcul politique de la part des grandes nations occidentales et des puissances asiatiques ou moyen orien- tales :Chine ,Japon,Indes Europe..... . C'est dans ce cadre que les états unis ont pu reprendre leur leader schips sur tous les secteurs géopolitiques sans l'opposition de quelques pays que ce soit.
Il ressort de cette incapacité une complaisance de plus en plus grandes dans les milieux progressistes pour laisser faire les E.U et ne critiquer que les effets pervers de leur intervention.
Faute d'instances pouvant codifier le droit d'ingérence permettant à des ensembles fédérés d'intervenir de façon opérationnelle les états se cantonnent à fixer les limites de leur participation à l'opération d'ingérence des EU dans le cadre de l'ONU .
Sur cette base les récents conflits (Yougoslavie, Irak, Zaire ect... ont montré l'incohérence et les faibles résultats de l'ONU et de ses casques bleus quant l'action n'est pas pervertie au bénéfice même des EU.

Si le développement d'une juridiction contre les crimes de guerre et contre l'humanité est une avancée qu'il faut saluer elle risque d'être très vite circonscrite par les EU à la punition de quelques cas de responsables militaires ou politiques et l'on sait que le procès de Nuremberg a laissé l'humanité tout aussi désarmée devant la montée du fascisme qu'avant l'aventure nazie.
Pour que le droit d'ingérence puisse avoir un résultat progressiste il faut que l'action militaire toujours nécessaire s'accompagne de l'organisation d'un réseau de solidarité avec les groupes actifs locaux (ONG,Associations,Entreprises)afin de rétablir les conditions et les valeurs fondamentales de la démocratie avant toute chose.
Mais pour nous autogestionnaires cela doit se faire à l'abri de la mondialisation de la marchandise qui ne fait que destructurer de façon massive la société en conflit la vouant à une mise sous surveillance militaire qui n'a alors d'autres buts que de renforcer les intérêts du gendarme .La définition d'une nouvelle citoyenneté reconnue par tous les groupes sociaux est le seul cadre normatif répondant à cette exigence.
La revendication d'une nouvelle citoyenneté, portée surtout par les pays européens ,est liée à la lutte contre la déformation caricaturale du système démocratique dans les pays hautement technologiques ,déformation permettant dans les pays en crise à des groupes politiques réactionnaires ou théocratiques de se, poser en alternative à celle -ci.
Le vote à la proportionnelle, la participation active du citoyen dans la mesure ou elle permet à des ensembles cohérents de citoyens de se déterminer sur des mandats limitatifs et conceptualisés son des éléments de réponse immédiats.
La lutte pour la liberté de contraception est également un élément primordial pour l'efficacité du système démocratique puisque nous avons admis qu'elle était intimement liée à celui-ci.
La femme,principal producteur et gestionnaire de la reproduction humaine, est à ce titre un élément actif pour cette nouvelle citoyenneté .si le slogan « Mon corps m'appartient» ne renferme pas à mon avis ,une grande valeur cognitive, la lutte des femmes pour une régulation consciente des naissances est primordiale pour l'avenir du système démocratique.
Elles ne sont pas les seuls sujets de la future démocratie.
Les «exclus », fantômes de la personne civile, par leur nature massive créé par la nécessité du processus capitaliste de maintenir un équilibre entre ses composants: « Le capitalisme ignore le consommateur autrement que sous sa forme payante» disait Marx et l'élargissement de l'exclusion dans les pays« riches» jusqu'à devenir massive prouve la pertinence de cette remarque, les exclus donc forme une composante du prolétariat.

L'ÉCOLOGISME ET L'APRÈS 68

1968 a, entre autre, mis en évidence la très grande maturité du mouvement social dans les pays industrialisés. Si comme nous l'avons déjà souligné le discours était marxiste dans sa forme, l'élément contestataire était toujours présent sur le fond. Cette maturité est consécutive bien sû r de l'éducation de masse et à l'amélioration constante du niveau de vie ,thèmes centraux du NEW DEAL .

Les années 80 ont vu la fin du discours marxiste de nombreux intellectuels soixante huitards et la montée des groupes de pression sur les thèmes sociaux les plus divers conservant leur radicalité mais non plus traités dans une vision globalisante de la société: L'écologisme politique était né.Cette nouvelle radicalité ignorant les problèmes societaux de production marchande pour ne mettre en exergue que les conséquences de l'activité animale sur l'environnement a ,dans un premier temps ,était perçu comme une déviance opportuniste de la radicalité marxiste par de nombreux militants politiques avant de s'imposer devant le gigantisme de la mondialisation.

Les sociétés de fast food, pharmaceutique, de production d'énergie , engenering ,informatique etc... étaient devenues tellement tentaculaires avec la révolution scientifique et technique qu'elles échappaient à la classification marxiste.

De plus le boycott de COCA COLA ou des MAC DONALD ont montré la capacité qu'avaient ces géants de combattre sur le terrain du droit et de la médiatisation. Leur production ne pouvant véritablement être contrôlée il devenait certain que la contradiction marxiste entre les producteurs et les moyens de production devenait inopérante pour l'avenir de l'humanité même si elle conservait sa réalité au sein de la production. Automation, nouvelles techniques de gestion, intégration des salariés à l'entreprise firent le reste.

La lutte contre le nucléaire qui reste l'exemple le plus fort de ce changement politique ,stigmatise bien la dérive du mouvement écologique avec en filigrane l'abandon sectoriel de radicalité suivant les enjeux électoraux pour se limiter aux risque potentiel alors qu'à l'origine la lutte anti -nucléaire était surtout une lutte politique contre le type de société que sa production sous- tendait, paradoxalement plus l'évidence du risque écologique s'avérait plus la radicalité était soumise à des critères de possibilité politique de plus en plus conciliants

Le désastre de TCHERNOBIL restant pour les édiles écologistes comme dû à un « retard » de l'URSS.
Problème de conscience, direz-vous, pour lutter efficacement contre un danger il faut avoir une conscience claire et déterminée de celui-ci. Or nous l'avons vu aucune science explicative ne peut valablement et surtout expérimentalement définir un danger ce qui ramène la conscience à un phénomène ludique de la raison. Quel pourcentage de telle ou telle définition du danger a – t-elle pour devenir réalité ?.
Ce caractère ludique est tellement vrai que le nouvel ordre social n'hésite plus à produire par voie médiatisée des milliers de scénarios catastrophiques de plus en plus effroyables les uns que les autres cherchant a inclure dans la conscience individuelle une contingence restrictive dans l'appréciation des dangers écologiques .
Cette contingence alliée à l'inconnu universel (comme le développe raymond ARON) fait de l'individu un objet de l'immobilisme métaphysique et de l'économie humaine.
Cette perte de conscience objective est une cause de l'inopérance des thèses « conseillistes» qui avaient idéologiquement résolue le problème de la conscience dans l'action politique par le marxisme et le primat de la classe ouvrière comme condition objective de celle-ci.
C'est en cela que l'utopie devient une donnée nécessaire de la raison
Le léninisme et son déterminisme marxiste aboutit à la nécessité de tuer ses désirs à chaque instant pour ne pas altérer les termes de la conscience de son sujet, le devenir de la classe ouvrière .
Aujourd'hui l'expression médiatisée de tous ses désirs doit devenir le moteur de l'action politique .Mais comment cette utopie peut elle s'exprimer par une pratique démo- cratique ? Les spécialistes de la vie sociale savent mieux que personne que l'expression directe de l'utopie ne peut se traduire dans un schéma électoral. Les tentatives autoges-tionnaires qui ont tenté ce tour de force n'ont abouti qu'à des échecs.
Cette incapacité conduit à raisonner sur une forme d'organisation politique permettant ce développement **: le parti-mouvement .**
Bien que l'épistémologie politique actuelle distingue comme deux formes antagoniques ces termes du mouvement et de parti ,il nous faut tenter de concilier les attitudes que chacun sous tend: le parti comme outil de la volonté consciente de ses membres et le mouvement comme organe d'action mût par les désirs de ses acteurs.

La forme mouvement-parti est la forme alternative à l'immobilisme scientifique

il faut sous cette forme tenir compte de la diversité des êtres sur l'ensemble de la planète .

Le tiers mondisme malgré sa bonne volonté n'a pas répondu à cette exigence .Par une explication mécanique de l'échange inégal comme seul facteur d'appauvrissement,il a négligé ceux qui ont entraîné l'échec sanglant de l'internationalisme prolétarien: la faculté d'adaptation du capitalisme à des potentiels culturels différents.

Si le tiers monde nous renvoie aujourd'hui l'image du libéralisme triomphant et de la sauvagerie barbare de populations éclatées,paupérisées,se déchirant avec acharnement pour obtenir quelques avantages du système marchand dominant c'est que' il n'ont pas eu d'autre affirmation politique vis à vis de l' impérialisme que la lutte pour la libration nationale et la liberté des peuples concepts exportés sur lesquels parfois inconsciemment nous projetions notre vision de la démocratie dans un cadre universel.

Nous ne pouvons rester sur cet échec. Il faut admettre que le capitalisme a su surmonter les luttes anti-coloniales de 1950 à 1980 et qu'il a engager la plus fantastique opération de déstructuration des sociétés dites archaïques,faisant éclater les cadres collectivistes traditionnels, introduisant sa technique marchande et parfois sa forme de production, une éducation stéréotypée sans y apporté d'autre possibilité que l'achat de marchandises produites ailleurs.

Pour nous autogestionnaires nous ne pouvons juguler ce cataclysme qu'en ouvrant sans contrainte nos structures démocratiques .C'est convaincus de notre échec de développement auto-centré que nous devons aujourd'hui envisager notre implication politique vis a vis des êtres issus de la misère et de l'acculturation programmée.

La société multiculturelle reste en la matière la forme la plus efficace pour pouvoir dans un avenir lointain redevelopper une stratégie de développement auto centré reposant sur des cadres culturels reconstitués.

Mais la fracture essentielle reste la division mondiale du travail. Si la robotique est la cause de taux de chômage structurel jamais atteins auparavant dans les pays occidentaux ,la masse paupérisée des pays du sud assure au capitalisme un inépuisable réservoir de main d'oeuvre lui permettant de régulier son taux de baisse de profit.

Ce ballon d' oxygène est renforcé par la dé localisation de certain savoir faire alliée avec l'évolution de l'éducation dans les pays en voie de développement.
L'Asie du sud- est illustre parfaitement cette délocalisation et ce n'est pas un hasard si les couches dirigeantes ont enfourché le cheval du « miracle asiatique ». Le patronat ne se prive pas de brandir l'accélération de cette déloca1isation pour casser les contraintes juridiques ou contractuelles en Europe. pour lutter contre cet état de fait il nous faut impliquer toutes nos forces dans l'organisation horizontale des forces de production des pays du sud et faire en sorte que cette organisation soit cohérente avec la démocratie que nous voulons instituer.

QUE FAIRE EN L'AN 2000?

Le constat de l'effritement du mouvement syndical notoirement dans les zones anglo saxonne et latino-européenne entraîne une carence de réflexion sur le de venir des forces de production et de leur éventuels intérêts de classe. Pourtant l'existence permanente de mouvements sociaux divers prouvent à l'évidence que même si ils sont interclassistes ils traduisent les intérêts d'une catégorie de salariés et de classes moyennes dans le processus d'intégration au libéralisme. Cette réalité des mouvements sociaux interroge sur deux points:

1- Existe t il encore des classes sociales?

2-Les écologistes sont-ils le seul palliatif à la dégradation sociale et l'unique possibilité d'une stratégie social-démocrate?

Existe t il encore des classes sociales? nous avons répondu affirmativement à cette question (voir texte de michel FIANT page 68)
En dehors des certitudes marxistes sur les contradictions et les antagonismes de classe issus du rapport de production ,la notion de classe reste dans le mouvement social actuel un élément conceptuel vague et polémique (voir Bourdieu,Bertaux ect...)
La substitution de classe ouvrière en classe travailleuse (Michel Fiant) est un paradigme au moins identique à l' écologie car il engloberait les contradictions de la quasi totalité des couches moyennes (techniciens) et limiterait l'antagonisme de classe entre une classe non travailleuse (pouvoir financier) et une classe travailleuse (sans définition scientifique du travail) . De plus cette dernière incluraient les « exclus » ce qui, est un comble. L'existence d'une telle classe est en fait la projection idéalisée d'un front anti- capitaliste avec toutes les interrogations de son échec des derniers 30 ans.
Les écologistes sont-ils le seul palliatif à la dégradation sociale et l'unique possibilité de stratégie social -démocrate
«Socialisme ou barbarie» projette l'URSS (texte en annexe) comme un pouvoir donneur de travail pouvoir dans lequel se hiérarchisaient des groupes sociaux capables de se reproduire de générations en générations.

Cette reproduction fixant des «strates» de plus en plus important ,créant un sentiment d'appartenance. La menace d'exclusion restant comme pour le capitalisme la garante du système. Cette définition peut très bien être appliquée à la notion moderne de l'état ,ce qui reviendrait à dire que la révolution russe n'a fait qu'anticiper l'organisation du capitalisme de maturité actuel.
Que ce processus échappe à toutes les régies démocratiques est une évidence
Les écologistes n'ont pas ce type d'analyse et le paradigme écologique ignore le mouvement social qu'il ne considère que comme objet. Il en ressort que l'écologie peut se satisfaire de n'importe quel pouvoir du moment que celui -ci respecte 1'environement .
Là diverge l'analyse des militants autogestionnaires ,l'état doit être changé si l'on veut changer de société.
La recherche d'alliance des autogestionnaires doit donc passer par une alliance avec tous ceux qui ont dans leur démarche ou dans leurs concepts ,même non énoncés ,la volonté de changer l'état. Que cette volonté se traduise au niveau macro politique comme la lutte contre la mondialisation ou micro organique comme le mouvement d'approfondissement de la démocratie ou de Porto allegre .
Que se soit dans la transmission de l'héritage culturel ou dans celui des biens matériels que ce forment les classes , celles ci n'échappent pas aux systèmes d'exclusions modernes successifs et diversifiés et le Lupen prolétariat ne suffit plus à définir la couche qui en résulte . De la hiérarchisation des revenus à la sélection universitaire en passant par la sélection du« profil» des salariés ces phénomènes d'exclusion sont mis en lumière par les mouvements sociaux actuels . «Du travail et du pain » n'est plus la base du mouvement social .Les derniers défenseurs de l'hégémonie de la classe ouvrière (trotskistes et autres) comme détentrice des savoir-faire de production nient farouchement la centralité écologiste et ne voient dans le mouvement anti -mondialiste qu'un compagnon de route.
Ils devraient réfléchir a l'impossibilité de créer l'Homme nouveau par la révolution violente et relativiser le poids politique des ouvriers dans le système de production actuel, ce à quoi ils se refusent. Les autogestionnaires doivent eux relativiser les points d'alliances possibles avec ces organisations. Il ne suffit plus de citer MARX ou ENGEL pour avoir raison sur les rapports de l'homme avec la nature.
L'idée d'une production« désirante » a remplacé la production de valeurs d'échange et l'application de Lénine de tuer le désir en soi n'est plus de mise. C'est ce qui fait la réalité du « parti vert» et son émergence spectaculaire sur la scène politique contre tous les critères sélectifs de la classe politique. Ils représentent l'absolue d'une médiation entre Etat technoscience / individus.

Nous l'avons dit et nous le répétons comme essentiel la forme mouvement -parti est la plus adaptée des organisations politiques. Ce en vue de constituer un bloc historique totalement différent. Dans sa version marxiste la notion de bloc historique supposait une articulation méthodique des éléments sociaux le composant (société de carrefour ou maturité des consciences de classe) il n'était que la conclusion de phénomènes sociaux dûment analysés par le parti de la classe ouvrière. La situation paradoxale que nous vivons après la révolution scientifique et technique de 1960-80 demande en plus du principe d'incertitude d'introduire l'ensemble des spéculations majeures comme des données scientifique (voir ISOU et sa théorie galactique par exemple) L'autogestion, et son pointeur social le mouvement syndical, devrait produire une astrolabe capable de surmonter cette contradiction.

LES STRATEGIES SYNDICALES

L'absence de perspectives révolutionnaires autant politique qu' organique renforce la stratégie de la composante« enseignant» sur la formation permanente des forces productives en vue de leur réadaptation à l'outil de travail et le dégagement de gain de productivité. Cette stratégie est très vite admise par le patronat français et le gouvernement qui voit là une façon de se déculpabiliser du chômage croissant. La formation permanente est cet instrument. Très vite également la structure « confédérale» des syndicats s'étoffe avec les bons soins des deux partenaires et de leurs finances. Ce gonflage par le haut (Delors a fait partie de la CFDT) des confédérations permet d'introduire la stratégie du corps enseignant dans les structures syndicales qui parallèlement perdent leurs adhérents et leurs ouvriers ce qui laisse aux organisations d'enseignant les mains libres pour renforcer leur pouvoir sur la structure .Le phénomène est retardé à la CGT par son implantation ouvrière importante mais très rapide dans les autres confédérations. On voit dans ce résumé les effets de la diminution massive du travail ouvrier humain sur le pouvoir politique et l'organisation syndicale aujourd'hui constituée par l'adhésion de salariés du tertiaire c'est à dire des services ou des secteurs de production du profit financier . Avec de moins en moins de moyen d' action sur l'appareil de production et de plus en plus de sollicitation pour régulier les conflits sociaux ,il n'est pas surprenant que petit à petit la nature bureaucratique de l'appareil syndical prennent le pouvoir sur l'ensemble de la structure. Dans un premier temps cette bureaucratie se cantonne à élargir les structures et les moyens d'information offerts par le syndicalisme de régulation sous le double slogan : Formation -Information.

Pour éviter d'être phagocyté complètement, l'image du syndicalisme des travailleurs est maintenue ainsi qu'une certaine solidarité avec les conflits sociaux durs tout en prenant comme liew - motif que la grève (entendons le contrôle de la production) n'est pas le seul moyen de faire aboutir des revendications.
Puis c'est résolument la volonté de mettre hors état d'agir ceux qui pensent dans l'organisation que seule la lutte paie; c'est une attaque politique sur le thème de la modernité contre des formes archaïques de luttes. Compte tenu du contexte politique que nous avons décrit précédemment le thème de la modernité conjugué avec
- l'autonomie personnelle (voir individuelle)
-la négociation contractuelle
-le partage des pouvoirs devient vite majoritaire auprès d'adhérents de plus en plus privés de moyens d'action directe sur l'entreprise ou le droit.
Fort de cette majorité la bureaucratie syndicale tente de se substituer au cadre technocratique de l'état. Pour ce faire elle veut qu'un statut d'expertise économique lui soit reconnu. C'est la phase actuelle de défense du paritarisme contre le pouvoir gouvernemental, de pression sur les instances européennes pour y acquérir des garanties organiques. Malgré leur pugnacité ils ont du mal à trouver leur place dans le nouvel espace libéral européen et la libre concurrence qui y est prônée. La gauche démocratique a quelques difficultés à faire admettre la nécessité absolue des syndicats après le mitérandisme et les déclarations tonitruantes de certains ministrables sur l'entreprise patronale,sur la sublimation des « gagneurs» ect sur cette base l'intégration de nombreux militants au PS ,leplus souvent par intégration sur un mandat politique local ,le rapport partis-syndicats se modifia au gré des intérêts immédiats des uns ou des autres. Cette stratégie reprise par l'ensemble des confédérations avec des variantes suivant leurs implantations ou la nature de leurs dirigeants confédéraux rompt définitivement avec la stratégie social -démocrate réformiste ou révolutionnaire.
En 1964 Eugéne Deschamps définit le militantisme syndical comme le noyau de résistance contre les séductions de la société industrielle ,contre le « consomme et tais toi» proposé aux citoyens. La traduction révolutionnaire de cette orientation fera dire que la révolution ouvrière est anti-capitaliste et non marxiste c'est à dire pas uniquement consécutive de la contradiction des forces et des moyens de production.
le New Deal est caractérisé comme producteur de :
-l'injustice
- l'oubli des plus pauvres
-l'embourgeoisement d'une partie de la classe ouvrière
-l'aliénation à la consommation
-la concentration des pouvoirs
-l'accroissement des disparités.

Dans ce contexte le concept de l'action syndicale unitaire autour de la classe ouvrière est remise en question. Celle ci reste-t-elle le moteur de l'action syndicale?
La baisse progressive et massive de jours de grève dans le secteur industriel semble marquer son déclin . Privé de son «moteur» revendicatif l'action syndicale perd peu à peu sa crédibilité auprès des salariés qui n'en voit plus la nécessité qu'au travers des oeuvres sociales ou de la délégation directe (délégués du personnel) .En dehors du secteur fonctionnarisé ,il ne compte sur lui ni pour leur promotion ,ni pour l'amélioration de leur salaire.
Peur du chômage ,baisse de la crédibilité,intérêt marqué des techniciens pour les mouvements sociaux ,l'alternance politique font le reste. Cette désagrégation organique est assez voisine de la désagrégation de la bureaucratie de l'URSS après la reforme GORBACHEV n'ayant plus de base politique réelle, créant des rapports nouveaux entre groupes sociaux sur un schéma immédiatiste.
Cette similitude devrait inciter les générations actuelles de travailleurs à réfléchir sur l'opportunité des centrales syndicales et sur un éventuel recentrage de l'action sur les rapports de production pour l'amélioration de leur qualité de vie.
Cette question est également très importante pour la conceptualisation d'un bloc historique autogestionnaire d'abord parce que l'activité syndicale est née de la production de la valeur marchande et est partie intégrante du développement de celle ci .
Pour LIEPETZ ,économiste des « VERTS » ce recentrage autour des thèmes suivants:
-La lutte pour le choix systématique des technologies les plus écologiques
-La transformation des rapports entre les personnes dans le travail vers une plus grande maîtrise des producteurs sur leur activité.
-La réduction de la part du temps consacré au travail salarié.
-La transformation des formes de solidarité
-Une évolution de la démocratie de base
_La remise en cause des rapports inégalitaires entre le Nord et le Sud.

Ces thèmes sur lesquels un compromis social est sans doute possible surtout si il sont fortement articulés sur le monde du travail peuvent permettre d'élaborer des revendications qualitatives capables de donner un sens social à l'entreprise et bloquer la tentative libérale d'en faire un centre de flexibilité des facteurs de la production industrielle.
C'est une démarche prométeuse si elle introduit un concept formatif: Produire pour qui? Pour quoi? Dans les perspectives catastrophiques qui sont celles de l'humanité aujourd'hui ,systématisation de l'exclusion ,accroissement de la misère,universalité des phénomènes de pollution de la planète ,ils favorisent l'appropriation des thèses écologistes par la jeunesse . C'est un immense espoir!
Pour beaucoup de syndicalistes le technicien reste une représentation de 1 'homme aliéné dans sa relation salariée.
Pourtant l'individualisme dominant ces couches n'est pas un facteur provisoire et demande une grande prudence politique.
Les espoirs mis dans cette «nouvelle classe ouvrière» a fait les beaux jours de bien des sociologues et économistes qui voyait là une concrétisation de l'émancipation de la classe ouvrière et somme toute un nouveau « bilan positif» des forces socialistes.
Il faut constater qu'aujourd'hui cette « nouvelle classe ouvrière » si elle a acquit un sentiment d'appartenance à une couche sociale ,reste dans sa quasi totalité individualiste dans sa démarche sociale(les BoBos). Elle ne remet pas plus en cause le développement implicite de la technologie mais accuse par contre les éléments paramétriques de cette technologie dans l'entreprise de la freiner. Un certain standing qui les rend assimilables à l'ancienne aristocratie ouvrière favorise cette satisfaction d'eux mêmes. L'aspect prométhéen de la technique issu de l'idéalisme pratique du NEW DEAL fait que la plupart considèrent que l'élimination du travail humain du processus de production est un mal nécessaire pour la modernité. Dans la même mesure que les intégristes religieux,ils figent la société dans la « pensée unique» et la mondialisation.
Comme nous venons de le voir à propos de la classe ouvrière traditionnelle et son échec politique le rapport économie=science n'existe pas. La crise « morale» qui s' ensuit ,donc irrationnelle laisse les syndicats sans perspective .Le courant« autonomiste» toujours fortement représenté héritier de l'anarco- syndicalisme ,s'essouffle .Il cède le pas à l' instrumentalisation et l' institutionnalisation de l'appareil syndical. La conséquence fut une baisse massive des adhérents :

1973 + 1 MILLION pour la CFDT 770 000 adhérents
1976 1 152 631 dont 829 024 Cotisants (retraités compris)
1977 1 1551 000 824 516
1981 1 030050 730270
1982 1 040 490
1983 967 170
CGT
1973 2 400000 (y compris retraité)
1980 1 918 583
Ces chiffres marquent la désaffection consécutive aux nouvelles orientations syndicales.
Considérant que toutes les modifications des structures humaines se sont faites sur la conviction en une vision cognitive (morale ,utopique) de la société,le siècle des lumières s'est imprégné du concept cartésien de « l'homme architecte de la nature» il convient de lui substituer un concept actuel faisant appel aux rêves de nos générations ,dégageant l'homme de son rôle de jardinier mais en lui assignant le rôle de défenseur de la nature.
C'est ce en quoi le mouvement écologiste peut servir à restaurer le syndicalisme dans et hors entreprise. L'alliance avec celui -ci est incontournable.

LA CRISE DU SYNDICALISME EST LA CRISE DE LA SOCIETE DANS SA TOTALITE

La crise du syndicalisme est la crise de la société dans son ensemble et de sa conception du travail .

La mondialisation du procès capitaliste et de la technoscience brise les cadres culturels sans leurs substituer de nouvelles valeurs autre que le salariat et le profit.

Des le début du siècle le sociologue WEBER a mis en évidence le rapport de la religion(donc de la définition du travail humain) et du développement capitaliste.Le « tu gagneras ton pain a la sueur de ton front »des récits bibliques vu comme une des malédictions du dieu envers l'homme a subit bien des interprétations .

Aujourd'hui on peut dire que l'Europe ,exportatrice du procès capitaliste, se divise en trois zones:

-Les pays latino européens

-Les pays anglo saxon

-Les pays germaniques

Leur zone d'influence réciproque correspond aux zones de prépondérance d'un des grands schismes religieux. On pourrait maintenant considérer les influences transversales des populations immigrées et en particulier l'Islam. « Dieu aime le travail bien fait» dit ,en substance,le Coran. Et il en va ainsi pour la totalité des croyances religieuses avec il est vrai une place pour le travail humain hiérarchiquement différente suivant que la religion est plus transcendantale que cosmologique .

« Travail et obéissance aux préceptes du Seigneur» préconisent les réformés ce qui confirme WEBER dans l'idée que c'est le protestantisme qui a fourni le substrat culturel aux besoins du capitalisme en développement.

Pour nous en tenir qu'à la réalité européenne nous schématiseront les conceptions de ses trois zones comme suit.

La qualité seule permet de dépasser les conflits entre éléments producteurs.

C'est la perception de ce facteur culturel par les autres communautés qui a fait vanter le travail ouvrier allemand puis ses produits.

2- Le pôle Anglo saxon

Le pôle anglo saxon est ,quand à lui, « incarné» dans les causes structurelles de l'exclusion.

De ces phénomènes d'exclusion, les institutions anglaises puis américaines ont déduit un corps doctrinal philosophico-biologique qui sert aujourd'hui de mode explicatif au libéralisme. Il est fondateur de l'individualisme tel qu'on le voit transgresser dans le discours « moderniste ».

La technique et la morale sont les seules critères essentiels de la production. Le profit est la seule finalité de son processus.
Cette conception prégnante de la culture anglo -saxonne s'est parfaitement adaptée à la période du NEW DEAL et à la flexibilité économique du moins tant que les TRADES UNIONS ont pu garantir le caractère moral du phénomène d'exclusion.

3 Le pôle Latino européen

Dans le pôle latino européen le travail humain, labeur, est perçu comme la satisfaction immédiate des besoins individuels. La nature du travail détermine la personnalité dans l'ordre social. Il fonde la hiérarchie sociale dans le travail, rappelons la définition du « fonctionnaire» de Machiavel et de nombreux états italiens. Toute production qui ne se fonde pas sur cette hiérarchie est marginale.
Cette hiérarchisation du travail a favorisé et même accéléré le capitalisme des grands entreprises et la tendance politique à la «nationalisation» c'est à dire au capitalisme d'état.
Le syndicalisme des pays latino européens est donc un engagement individuel et un rapport collectif dans le but de cette «nationalisation ».
Il est convaincant de voir la différenciation de comportement syndical entre le secteur privé et la secteur public.
Le phénomène d'exclusion structurel est ressentie comme la conséquence d'une mauvaise politiques des dirigeants politiques ou économiques. La technique est considérée quand à elle comme un élément neutre lié à la répartition du savoir.
Ainsi, la France ,plaque tournante européenne, subit de façon équivalente ces trois tendances. Dans le droit français pays cartésien par excellence « l'homme chassé du travail» est peut être perçu plus qu'ailleurs comme une atteinte à la personne plutôt que comme une agression contre la nature humaine.
La personne est d'autant abusivement exclue qu'elle est hiérarchiquement haut placée : cadres ,jeunes diplômés. Elle est une contradiction entre le caractère fautif de la personne et son mérite dans le travail. Il ne s'agit donc que de rétablir son droit c'est à dire le droit au travail.
Cette vision est hégémonique dans le mouvement syndical même si le mouvement situationniste de 1968-74 avait tenté de faire un lien entre notion du travail et chômage structurel avec son droit à la paresse; mais ce débat fut abandonné par les groupes d'intellectuels tiraillés entre thèses collectivistes et individualisme. En fait c'est le« retour à la terre »qui prévalut et qui fonda l'économie sociale actuelle.
Cette assise culturelle permit de freiner le processus d'exclusion au moins jusqu'en 1978 avec un effet pervers le maintien de structure de reconversion (méthode germanique) sans prise en compte réelle par les pouvoirs publics autrement que comme réservoirs de main d'oeuvre.

Il s'ensuit une succession de« plans pour l'emploi» à caractère plus électoraliste qu'idéologique. Elle a pour effet également d'occulter l'importance de la technologie dans le processus d'exclusion.
Cette introduction aux stratégies syndicale peut apparaître comme purement didactique mais au contraire elle est le véritable fondement de celles ci .elle est la cause du dépérissement de la démocratie syndicale car aucune démarche scientifique ne venant alimenter le débat devant la« mondialisation» du processus de production capitaliste ,le concept hégémonique est seul normatif.
La science neurologique cherche bien à établir le lien entre l'activité cérébrale (centre de la mémoire) et les éléments corporels de la production (oeil,mains voir pieds) mais dans un rapport d'excitation physiologique plutôt que dans un cadre sociologique: comment je reproduit suivant la conception du travail que j'ai et pourquoi ,jugé trop « politique» . Si des recherches sont faites par des scientifiques pluridisciplinaires dans ce sens elles restent à un niveau de confidentialité qui ne risque pas d'altérer le concept hégémonique.
Dans ce cocon culturel la France a un mouvement syndical divers et actif sinon massif . Les sociologues classent suivant les origines sociales,le poste de travail,les études la probabilité qu'a un individu d'adhérer à l'un ou l'autre syndicat.
Les grandes centrales syndicales ne peuvent ignorer ce phénomène social, aussi leur stratégie sera d'abord la formation d'une image de marque vis à vis de ces éventuels adhérents rejoignant ainsi la pratique électoraliste des partis politiques privilégiant l'adhésion sociale au programme c'est à dire la solidarité entre ses membres.
Pour illustrer cette attitude prenons le congrès de l'Union Parisienne des syndicat de la Métallurgie CFDT,qui par nature,était en cette année 1986 l'un des syndicats résistant à la stratégie « moderniste» de la confédération.
«Nous ne voulons pas que le syndicalisme ne soit qu'une pratique a mi chemin entre le parti politique et le lancement d'un produit de consommation» voeux pieux qui les laissa au bord du chemin.
Aujourd'hui les « Modernistes» ont gagné grâce à la désaffection continue de la population pour les partis politiques et leur pratique de prise de pouvoir. C'est pourquoi elle permit au plus hardi d'entre eux dont Nicole NOTAT de poser le syndicalisme en alternative au parti politique; Cette opportunité leur permet de s'attribuer le mêrite d'un regain d'intérêt de la partie de la population,la plus victime de l'injustice sociale ,pour le syndicalisme.

L'autre aspect de la décomposition de la démocratie comme principal facteur du déclin du syndicalisme et de la désyndicalisation de masse (dont le regroupement d' «experts» sociaux est la conséquence) réside dans l'intervention de plus en plus forte de l' ED dans la politique française et des pays européens.

Sa capacité à se servir des aspects institutionnels que le pôle social démocrate ou social molletiste à mis en place pour maintenir une continuité politique autour de la « bande des quatres» vilipendée par Le Pen grandit d'année en année.

Même si, comme nous l'avons vu précédemment la capacité militante de l'ED est réelle ,elle ne peut à elle seule expliquer ce résultat. .

Certes le «miterrandisme» avec sa notion de gestion loyale du capitalisme et l'alternance a permis aux factions de l'ED de s'appuyer sur le libéralisme économique pour fustiger les errements de la gestion gouvernementale. (La montée de l'ED favorise Mr F MITTERAND . Le Monde du 16.4.88)

Le mitterandisme, qu'elle que soit le calcul fait par F MITTERAND lui - même (Cf la main droite de Dieu) qui avait, c'est certain, un passé assez trouble et des amitiés douteuses, peut avoir fait figure de réponse à l'attitude subversive du Front National et penser que la gauche prise dans son sens de dialectique politique démocratique n'a pas voulu sacrifier son avantage électoral au danger factieux. Elle a, néanmoins, jouer un double jeu qui n'était pas sans inquiéter en agitant le chiffon rouge devant l'électeur et dans sa pratique en méprisant ce danger ,voir à reprendre elle même les thèmes sécuritaires .

En 1986-87 par exemple ,pour le P.S.U : «**la montée de l'E.D n'est qu'un poujadisme qui a su former des exutoires aux couches défavorisées:**

Pour les défavorises : l'arabe

Pour les petits commerçants :,personnes âgés ,l'insécurité et la bande à Badinter

-pour les pieds noirs :une forme de revanche de leur départ d'Algérie

-Pour les chômeurs il pousse la démagogie jusqu'à créer des comités de chômeurs (Rouge et vert 1988)

Cette analyse qui était partagée par la quasi totalité des organisations d' extrême gauche traduit bien les limites d'analyse de celle ci :

Les électeurs de l'E.D c'est:

1 des « petits blancs» et des « pieds noirs»

2 L'arabe est le bouc émissaire de la crise économique

3 l'insécurité une machine politique contre les réformes Badinter
Cette faiblesse d'analyse du mouvement autogestionnaire et de l' extrême gauche, futurs Verts compris est le résultat de son désarroi et de sa dépendance vis à vis du PS gouvernemental.
C'est ce manque de courage de ne pas voir la délinquance pour ce qu'elle était réellement qui fera qu'elle sera dans l'incapacité d'avoir une expression originale sur la Yougoslavie, l'intégrisme et la guerre du foulard en France. Son discours est resté au niveau des poncifs de la lutte anti fascistes des années 30-50 .
Cette carence est venue renforcer le froid calcul politicien électoraliste des édiles du PS .
Cet «enfermement» de la réflexion est encore sensible sur les solutions proposées par le PSU après débat organisationnel :
-Promouvoir au plus près des quartiers et des entreprises l'expression associative ,syndicale et politique pour la solidarité et l'égalité des droits"
On peut aujourd'hui mesurer la fatuité d'un tel mot d'ordre, aucune analyse sérieuse de la vie associative ni de l'activité syndicale. L'accent est bien entendu mis sur l'éducation mais de façon globale et critique préconisant l'égalité des droits sur l'égalité des chances comme solution alternative à la « méritocratie» de la Nouvelle Droite.
Le gouvernement Jospin n'a pas modifier la politique du PS face à la montée de l'ED . Il se contente de déclaration d'auto satisfaction sur la persistance de son hégémonie politique jusqu'à la déclaration de « victoire» lors de l'éclatement du FN en France.
Seules quelques voix minoritaires lie ce phénomène à la nécessité d'une rénovation syndicale.(R&V 298 2.4.1997)
Pourtant les résultats aux élections présidentielles de 2002 prouvent bien qu'il n'existe aucune autre voie politique dans la lutte contre l'ED et que ses déchirements politiques apparents ou son antagonisme avec la droite traditionnelle ne sont que des épi phénomènes.
Le désarroi actuel des forces politiques de gauche se référant au socialisme provient sans conteste de la défaite du « programme commun» en 1978 .
A ce moment de la défaite aux élections présidentielles de 1978 les forces productives déjà éprouvées par l'incapacité de trouver un débouché à leurs luttes et une sortie de crise à leur avantage, notoirement dans la sidérurgie, éprouvent une déception intense. Elles réalisent tout à coup qu'elles n'ont pas le soutien populaire qu'elles escomptaient pour relayer leurs luttes syndicales.
Tous ou presque sont conscient que cette défaite est le triomphe de la radicalisation technologique et la porte ouverte à la suppression drastique des emplois ouvriers, ce qui se concrétisera dans les décennies qui suivirent

Le PCF essayera vainement de « récupérer » ses bases militantes sur la base d'une critique d'un conseil de la résistance d'une autre époque et en jouant ,sans pour cela céder en rien sur le terrain institutionnel une alliance avec le PSU, force politique restée hors alliance.
De son coté le PS met au point sa stratégie de « gestion loyale du capitalisme» par le gouvernement de gauche.
La victoire en 1981 de Francois Mittérand aux présidentielles marquera définitivement le « dictat » des mitterandistes et ouvrira « l'etablishement » avec les puissances économiques par la politique d'alternance.
Les vingt ans d'alternance qui suivirent virent la disparition du PSU,l'échec électoral de toutes les petites formations,la montée de l' Extrême droite et pour finir le déclin du PCF.
Dans le même temps les intellectuels portés par la vague de 1968 et pour ne pas manquer le « train» du modernisme flattent dans leur quasi totalité la perspective libérale et vilipendent le communisme international et la prise de pouvoir par la révolution politique radicale.
Cette trahison des couches intellectuelles bloquera toutes tentatives de la gauche non communiste essentiellement implantée dans les milieux populaires catholiques et les progressistes protestants de recréer une force politique d'opposition .
Les couches populaires après une tentative de diversion de type Thierry de vignancourt avec Le Pen qui ne débouchent pas sur le terrain institutionnel et devant la mise en forme de la « mondialisation» ressentent un profond sentiment d'injustice renforcé par les« affaires» des politiciens.
C'est ce sentiment d'injustice sociale qui aboutit à l'élection de CHIRAC à 80% en 2002.
II reste à l'heure actuelle ,2003, le principal facteur d'unité des forces progressistes et c'est dans la capacité qu'auront les syndicats et les forces« anti mondialistes »de répondre concrétement à cette attente populaire qui pourra permettre de refonder une force politique radicale contre les effets du capitalisme mondial et la paupérisation accélérée des populations de tous les continents.
Cette histoire des évolutions de la« gauche issue de la résistance de 1940 de 1978 à nos jours sous l'effet des mutations technologiques se cristallise dans les syndicats. Ils sont des lieux où persiste une forme de démocraties échappant aux pressions institutionnelles. De Maire à Nicole Notat de Segui à Bernard Thibault,par delà les déclarations d'intentions ou d'opportunités ,c'est la succession des tentatives du syndicalisme français de retrouver une image de marque positive dans l'inconscient populaire.

Cette image de boutique est rendu nécessaire comme nous l'avons vu par la concurrence que se font les confédérations dans les élections professionnelles.
Obnubilés par la préoccupation de la représentation maximum dans les comités d'entreprise ou les délégués du personnel ils ont l'obligation de contrôler l'information et l'impact médiatique. Aussi tiennent ils à se distinguer des mouvements « anti mondialiste » moins structurés mais plus actifs. Le développement de plus en plus massif de ceux ci ainsi que l'élection de gouvernement de type «péroniste de gauche» en Amérique latine contrecarre également la stratégie des écologistes de droite et les « réalistes» du parti vert qui voyaient leur avenir dans un axe transversal entreprise-état européen. Aussi avec leurs arguments particuliers se démarquent -ils en évoquant une soit disant spécificité. Par exemple dans l'interview de N. Notat par «LIBERATION» le 9/11/2001 elle reprend les arguments des tenants d'un parti (conception organique centralisée)qu'elle applique aux syndicats contre les mouvements sociaux(résaux) alors que si l'on considère le syndicalisme dans sa totalité il n'apparaît plus que comme un groupe de pression sur le terrain de l'entreprise capitaliste. Elle ne développe pas une vision erronée ou décalée de sa stratégie mais la substance même de l'organisation syndicale.
Le passage de pouvoir de Notat à Chéréque fils à la CFDT marque peut être une période de transition dans cette politique.
Après avoir tenté de noyauté le mouvement« ATTAC» forme la plus structurée du mouvement anti-mondialiste en négociant des postes de direction de l'organisation et face à l'échec de cette tentative contrairement par exemple au mouvement« touche pas mon pote» phagocyté par le P.S, les syndicats sont obligés de négocier.
L'axe prioritaire des alternatifs dans les syndicats doit être le développement organique -sur les sujets de l'injustice sociale et l'approfondissement de la démocratie par les UD ou les UL
L'espoir d'une refondation est à ce prix. Il s'agit encore une fois d'éviter la contradiction Parti- Mouvement sociaux comme contradiction unique mais de mettre en pratique ce que peut être un Parti-mouvement autogestionnaire.
Cette priorité ne nécessite pas de s'opposer aux syndicats professionnels comme d'une représentation social démocrate. Ils ne sont en fait que la représentation des luttes économiques actuelles .
La mise en place d'instrument de lutte contre l'injustice sociale doit s' accompagnée de la formation de jeunes afin qu'ils s'affrontent à la réalité sociale participant ainsi à leur émancipation .
En 2006 comment peut on répertorier les causes profondes de cette transformation de l'expression syndicales dans les pays européens et dans des conditions proches des travailleurs du monde entier.

Les articles de presse qui suivent nous éclairent sur ce point

Syndicalisation : les nouvelles stratégies

Les syndicats français sont moribonds. Mais les salariés en redemandent d'irréductibles optimistes se sont mis en tête de regagner des adhérents en adoptant des démarches proches du marketing.

A force d'entendre, depuis dix ans au moins, tous les Cassandres annoncer chaque 1er-Mai la mort du syndicalisme, on pouvait croire que les militants s'étaient résignés à un déclin annoncé comme inéluctable. Le syndicalisme français ne détient-il pas le record du taux d'adhésions le plus bas de tous les pays européens (moins de 10 %)? Avec, en prime, la palme du mouvement le plus divisé? Pourtant, sondages après 'sondages, 40 à 45 % des salariés expriment leur souhait de voir des syndicats jouer un rôle plus importa:t1t dans l'arène sociale.

Une poignée d'irréductibles optimistes se sont donc dit qu'il y avait là un marché. Et ils se sont mis en. tête de repartir à la conquête des adhérents. Avec, déjà, des progressions de 8, 10, voire 15 %. Renversant. ..

Des scores flatteurs, évidemment très isolés. Si certains leaders nationaux affirment depuis un an constater un léger frémissement et une amélioration du nombre des adhésions, ils reviennent de très loin. Pétries de bureaucratisme, les centrales ont laissé leurs syndicats toucher le fond, ou presque, sans lever le petit doigt.

Toutes tendances confondues, elles ont assisté à l'hémorragie de leurs propres troupes, divisées par deux en une décennie. Et rien ne dit que le mouvement est enrayé. Longtemps dissimulée - maladroitement - cette hémorragie est aujourd'hui reconnue par tous. Certains en ont profité pour prendre de vitesse les appareils et tenter de refaire le plein d'adhérents. C'est le cas en Lorraine, où les quatre unions régionales (CFDT, CGC, FEN, CFTC), probablement impressionnées par la puissance du DGB, qui, juste de l'autre côté de la frontière, rassemble quatre fois plus d'adhérents qu'elles toutes réunies (FO et CGT comprises), ont décidé d'agir ensemble pour gagner de nouveaux adhérents. Ensemble?

« Nous nous sommes aperçus que nous avons le même problème, et que rien ne nous sépare sur l'analyse, explique un responsable. Alors, pourquoi pas ? » La nouvelle "bande des Quatre" voudrait notamment pouvoir intervenir dans les facultés pour y exposer devant les étudiants le rôle des syndicats dans l'entreprise et la société. Bref, de faire du prosélytisme!

Une pratique quasiment incongrue dans un environnement où le militant de base persiste à croire, contre toute évidence, qu'une action syndicale efficace suffit à attirer de nouveaux adhérents. « Les Français ont toujours été de piètres commerciaux », commente ironiquement un responsable fedéral.

Comme d'autres élus - au sein de la CFDT et de FO, notamment - il est les convaincu qu'un syndicat tire sa force de la masse de ses adhérents,et que la syndicalisation est à la fois une tâche prioritaire et spécifique. Et il a laissé tomber la langue de bois pour le marketing.
Depuis un an, les vieux militants, ébahis, ont vu débouler de véritables VRP de la carte syndicale (des "développeurs", en jargon CFDT). Leur mission recruter des adhérents, monter et implanter des sections, et doper l'existant avec des formations spécialisées dans cette quête. Leurs méthodes: analyse de marché, sélection de cibles, adaptation du produit syndical. «Nous commençons par rechercher sur un site les plus fortes concentrations de salariés, puis nous croisons ces cartes avec les résultats des élections»ter Un bon score de la CFDT est évidemment un indice du potentiel d'adhérents de la cible définie. La Fédération de la santé a déjà une trentaine de ces développeurs en activité; celle des travailleurs communaux une vingtaine. Mais la CFDT, dans son ensemble, n'en compte guère plus d'une centaine...
Les résultats? Motivants, selon les responsables concernés. Une région qui avait vu ses effectifs plonger de 16 % une année, puis encore de 14 % l'année suivante, a enregistré un gain de 9 % en 1989 et de 8 % en 1990. Plus significatif pour les promoteurs de ce type d'intervention, qui doivent affronter l'incrédulité de leurs camarades: c'est la quasi-totalité des fedérations de la région (dix-sept sur vingt) qui progresse désormais. Autre exemple: la Fédération des travailleurs communaux, qui avait perdu 30 % de ses effectifs au niveau national entre 1982 et 1988, a inversé la tendance après avoir lancé ses développeurs dans la bataille. Elle s'est fixé pour objectif de revenir en 1993 à son score de 1982...
Chez FO, l'union départementale parisienne fait figure de pionnière. Les syndicalistes ont d'abord analysé le salariat parisien. Edifiant. En décortiquant les statistiques de la direction régionale du travail, les militants découvrent un monde nouveau, sur lequel les discours rodés sont devenus inopérants. « En caricaturant, je pourrais dire que dans nos tracts nous visions les ouvriers métallos de 40 ans travaillant dans de grandes boîtes, alors que nous avons affaire à une population jeune, de plus eu plus qualifiée, féminisée, travaillant dans les services.» Révision déchirante... « Inutile de lancer des appels grandilo-quents à l'action collective quand tout le monde baigne dans un individualisme forcené.» Redéfinition de la communication et réorientation de la stratégie: l'accent est mis sur le service à l'adhérent. L'idée : **apporter quelque chose en plus.** Une obsession que l'on retrouve à la CFDT. Le patron d'un groupe de développeurs y ajoute même la notion provocatrice - de "service après vente":
« Les nouveaux adhérents ne supportent plus les réunions qui durent des heures et permettent au plus manoeuvrier d'emporter la décision ou de bloquer le débat: ils exigent transparence et efficacité. »

Pour éviter de voir fuir leurs nouvelles recrues, c'est souvent l'ensemble de leurs pratiques que les sections et les fédérations ont à revoir. On y entend même parler de démarche participative. Comme si, après avoir emprunté aux entreprises leurs techniques de vente, les syndicats devaient aussi s'inspirer de leurs modes de management pour relever le "challenge de la syndicalisation" ,

PATRICK CHABERT l'usine nouvelle 16.5.91

Inutile de faire l'analyse du texte pour comprendre que le rédacteur donne un satisfecit aux syndicats concernés comme ils pourrait le faire à de «bons employés» au sein d'une entreprise .

Cette façon de présenter l'activité humaine sous la contrainte capitaliste comme un passage obligé est caractéristique de la pensée unique comme l'article ci-dessous en témoigne en matière de critères de développement économique .

LA PENSEE UNIQUE

ROUGE ET VERT

Signe des temps: les économistes ont inventé un nouvel indicateur économique: le **PIB** potentiel. Il mesure le niveau que la production pourrait atteindre en tenant compte des disponibilités en capital et en main-d'oeuvre sans qu'il y ait accélération de l'inflation. De ce point de vue, la France, depuis plus de dix ans. a une croissance inférieure à celle qui aurait été possible. De 1983 à 1994, le déficit de croissance, c' est-à-dire **l'écart** cumulé du **PIB** réel par rapport à son potentiel, est de 15 %. Pour la même période, **il** n'est que de moins de 5 % pour l'Allemagne. Ainsi, le «il n'y a pas d'autre choix» a conduit, et continue de conduire, à réprimer inutilement la production sans danger inflationniste alors même que main-d'oeuvre et capitaux sont disponibles, que le chômage atteint des cimes insupportables et que les besoins d'une grande partie de la population ne sont pas satisfaits.

PIB potentiel, PIB réel
à quand le PIB virtuel

«La seule politique possible» s'est révélée ainsi être un triple échec au regard de ses propres références:

- elle n'a pas permis au franc de coller à la monnaie allemande puisqu'il se situe fréquemment en dehors des 1imites initialement prévues du serpent monétaire.
- elle n'a pas remporté la confiance des marchés financiers qui prennent en considération la bombe à retardement du chômage.
- enfin elle n'a pas permis à la France d'atteindre la croissance qui était possible sans élévation de l'inflation.

L'autre politique pour notre pays c'est d'entrer dans le cercle vertueux de la croissance. Celle-ci augmentera mécaniquement les recettes fiscales de l' Etat et diminuera de même ses dépenses sociales (RMI, chômage, etc.).

En résultera une diminution du déficit public et de l'endettement. Cette croissance peut être obtenue dans le rattrapage de notre PIB potentiel, mais aussi et en plus dans le relâchement de la pression anti-inflationniste de façon à ne pas faire mieux que la moyenne de nos partenaires. Les instruments permettant la reprise sont la baisse des taux d'intérêt et surtout le partage des gains de productivité en faveur des salariés, c'est-à-dire l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Le retour du balancier

Mais l'échec de la politique économique se situe aussi au niveau mondial. Le chômage règne partout malgré les besoins non satisfaits des populations. Les excédents de capitaux se baladent à la recherche de profits spéculatifs et les désordres monétaires qu'ils provoquent sont à l'origine de crises dévastatrices alternativement pour tous les pays. Et ils se répercutent chaque fois sur tout le monde compte tenu de l'imbrication des échanges.

Aux Etats-Unis, les problèmes sociaux reflètent les dysfonctionnements économiques. Le Japon a vraisemblablement vécu son âge d'or. L'Union européenne est remise en question à cause des politiques de rigueur et de leurs résultats. Les propositions alternatives à la «pensée unique» progressent, y compris dans les cercles économiques. En Europe, c'est la prééminence à accorder au chômage sur l'inflation. Aux Etats-Unis,la lutte contre l'utilisation des capitaux dans la spéculation est préconisée à travers l'instauration d'une fiscalité dissuasive sur les mouvements financiers (taxe Tobin). Même les Etats sud-américains, par la voix du président colombien au cinquième sommet ibéro-américain, sont «déjà en train de remettre en question l'expérience néo-libérale».

Il serait totalement erroné de penser que la situation actuelle. française et mondiale. est figée dans le proche avenir et que notre projet politique doit tenir compte de ce cadre. La politique keynésienne pratiquée pendant les «trente glorieuses» faisait suite à une période très libérale. Le balancier s'est à nouveau retourné il y a plus de 20 ans lorsque le keynésianisme originel a trouvé des limites.

Les désordres mondiaux actuels, économiques et monétaires. sonnent peut-être l'heure d'un nouveau retournement. Encore faut-il créer les forces sociales pour le mettre en oeuvre.

Pierre Guguenheim

LA FISCALISATION DE LA MONDIALISATION

Si la puissance financière dans et avec la globalisation récente de marché, permet aux grandes firmes internationales d'échapper aux contrainte~ politiques et sociales des états nationaux essentiellement par la délocalisation rapide de la production de marchandises,cette puissance a ses limites"

Cette puissance a les limites du capitalisme dans sa totalité:

-Effet des cotations boursières,capitaux volatiles et qui font la fragilité de la bulle financière.
Il n'est pas question là de reprendre la certitude de l'effondrement capitaliste qui a conforté dans leur conviction des minions de staliniens ,mais le risque subsiste et peut entraîner comme en 29 l'effondrement en chaîne des institutions financières..
Les fonds de rente américains ou anglais illustre parfaitement le cycle dangereux à l'intérieur du système ..
Avec la banque mondiale ,le libéralisme est contraint de plus en plus à laisser transparaître son attitude constante anti sociale vis à vis du plus grand nombre d'individus.
Jusque là cette politique était occultée par la logique des blocs et très souvent des pratiques écono- miques criminelles vis à vis des populations passaient pour de simples mesures de rétorsion dans la lutte anti communiste"
Avec l'écroulement de la bureaucratie russe cette justification fallacieuse tombe et le monde épouvanté s' aperçoit enfin que c'est sans scrupule d'ordre idéologique que ce système fonctionne et qu'il menace de façon identique les populations pauvres de la planète.
Le risque de crise économique majeure comme pour le risque écologique prend une dimension nouvelle de probabilité et est aussi un facteur de rupture entre le PS et des Verts.

LES EFFETS DE LA DESTRUCTURATION SOCIALE

Patente dans des zones jusqu'alors en retrait du système capitaliste(nord est asiatique,indiens d'Amérique ect...) ces sociétés traditionnelles basculent brutalement dans le 21° siècle capitaliste. ce qui ,malgré les précautions de celui-ci,destructure la société ou il s'installe celle ci n'ayant pas eu le temps de remodeler ses valeurs pour s'adapter au hold up dont elle est l'objet.
Ce qui n'avait pas été le cas avec la plupart des pays du tiers monde ,colonisés,étatisés et aculturés avant qu'ils ne se révoltent.
Cet effet brutal entraîne des réactions collectives rapides et brutales auxquelles la structure du capitalisme ne peut répondre ,il est obligé de faire intervenir les états nationaux pour régler ces conflits ou avoir recours à la puissance américaine ,accentuant la tension entre son désir d'anationalité de l'économie AMI et la coercition politique des états nationaux.
L'accentuation de ces trois facteurs est donc un critère d'appréciation des possibilités d'éclatement de l' Alliance parti d'alternance et parti vert. Elle vient en renforcement de l'instabilité et des tensions dues à la constitution de l"Europe politique" L'usine Nouvelle
En fait la mondialisation du système capitaliste et ses effets destructeurs sont très loin des préoccupations auxquelles le rédacteur de l'usine nouvelle semble attaché.

La question centrale est bien plus de savoir comment les mutations technologiques ont modifiés les rapports sociaux et de quelles perspectives peuvent se prévaloir ses victimes ;

MUTATIONS ET ACTUALITÉ DE L'AUTOGESTION

par Jacques SCHEIBLING *

Le problème qui m'intéresse est de savoir si l'on n'est pas en train de passer d'une société fortement marquée par le système délégataire à une société en voie de maturation autogestionnaire.

Jusqu'aux années 50, la formation sociale française a fonctionné comme une société duale simple, aux clivages de classe nets. La classe ouvrière, bien circonscrite socialement et géographiquement, héréditaire dans sa fonction productive comme dans ses valeurs, avait connu une dynamique unificatrice dans des luttes essentiellement revendicatives. Son rapport à la société et à l'Etat était celui de l'extériorité: *«La classe ouvrière campe aux portes de la cité»* disait-on, dans tous les sens du terme. Ce rapport défensif à l'Etat se traduisait par une volonté de conquête de pouvoirs locaux, considérés comme des «bastions» ouvriers et, lors des scrutins nationaux, par un vote d'identification de classe, en «contre» du pouvoir bourgeois. Il s'agissait d'accumuler des forces pour, «le moment venu», déboucher sur une révolution conçue en termes de rupture brutale avec le capitalisme mais aussi en termes de rupture sociale.

C'est sur ces bases que s'est constitué le courant révolutionnaire et qu'ont été construits les organes institutionnels, syndicaux et politiques, principalement le PCF et la CGT. Autrement dit, la forme instrumentale des organisations de la classe ouvrière était cohérente avec la structure de la société, leur rôle de médiation correspondait à une classe ouvrière en voie d'identification et à une «idéologie de la classe ouvrière» comme disait Gramsci, qui supposait une avant-garde et un mode de fonctionnement délégataire, lui-même cohérent avec la double tradition étatique de la France et du bolchevisme.

Cette dynamique a pu déboucher sur des formes d'hégémonies partielles lors du Front populaire et dans la Résistance, au point de conférer à la classe ouvrière une charge positive et attractive pour les autres couches de la population.

Ce dispositif social s'est profondément modifié au cours des décennies d'après-guerre. L'évolution des modes de consommation, l'urbanisation accélérée, les transformations du système scolaire, la salarisation des femmes d'un côté, les mutations du système productif, le recours massif à l'immigration de l'autre, ont bouleversé ce schéma traditionnel.
Le monde ouvrier a connu un double mouvement dont la divergence a été accentuée par la crise.
Une part importante de l'ancienne classe ouvrière a vécu un processus d'intégration à la formation sociale. L'évolution du système éducatif a fait que, pour une large part la condition ouvrière n'est plus perçue comme obligatoirement héréditaire. Ce nouveau mode d'insertion dans la société a une dimension politique majeure. Pour cette partie, la question du pouvoir se pose autrement. Le vote national n'est plus seulement défensif; il cherche l'efficacité et l'utilité. Il est moins idéologique et plus politique. C'est sur ce fond que s'est développé le mécanisme du vote «utile», tout particulièrement à la fin du Programme commun, dernière manifestation des anciennes structures et valeurs du monde ouvrier. Le Parti communiste a perdu cette bataille non seulement parce qu'il est apparu comme responsable de la rupture mais aussi parce qu'il est apparu comme négligeant la question du pouvoir. Inversement, le Parti socialiste en a été le bénéficiaire en jouant sur les deux tableaux et sur les opportunités institutionnelles et politiques.
D'un autre côté, une part non négligeable du monde ouvrier a été rejetée aux marges de la formation sociale *(et* cela concerne au premier chef l'immigration mais pas seulement) avec un cumul d'effets de crise: sous-qualification, cités-ghettos, échec scolaire, *et,* de plus en plus, chômage et exclusion des jeunes. On peut se demander dans quelle mesure un consensus tacite n'a pas existé entre le patronat et la classe ouvrière et ses «organisations» pour le traitement de l'immigration. Alors que dans l'entre-deux-guerres le PCF avait joué un rôle majeur pour l'insertion des immigrés étrangers ou provinciaux dans une classe ouvrière unifiée, il est apparu cette fois, au mieux comme gérant la marginalisation dans les entreprises ou dans les cités et au pire comme se situant sur le terrain de la concurrence électorale avec le Front national.
En tout état de cause, les clivages de classe sont désormais beaucoup plus flous. La question de savoir comment se définit la classe ouvrière dans la production. et dans la société devient une question métaphysique. Pour reprendre le mot de Mario Tronti dans un texte publié par la revue M, *«il y* a *toujours moins d'ouvriers et toujours plus de producteurs»*. La notion même de. classe ouvrière s'est dissoute en même temps qu'elle s'est dévalorisée.

Elle a une charge péjorative. Est-ce à dire qu'elle est dépassée et avec elle, celle de parti ouvrier ou de mouvement ouvrier? C'est une question ouverte, me semble-t-il.
Je préfère dire que la dislocation apparente des classes s'accompagne d'un changement de niveau de la conscience collective et individuelle. Cela me conduit à considérer un autre aspect des mutations en cours: celui qui concerne le rapport de l'individu à la société. Nous héritons d'un modèle qui segmentait vie individuelle et vie en société, travail et loisirs, vie militante et vie personnelle (la vie militante étant celle où l'individu se branche sur l'histoire). La conception révolutionnaire proposait le primat de la libération sur l'épanouissement individuel. Ce découpage est de plus en plus rejeté au profit d'une intégration des composantes existentielles dans une promotion de l'individu.
Partant de ces vues trop rapides et très discutables, je ne m' aventurerais à dire que 1968 a représenté la fin d'une longue période: celle du messianisme révolutionnaire. 1968 est la dernière expression de la mythologie révolutionnaire du XIXe siècle qui a servi de référence aussi bien aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière qu'aux mouvements qui les contestaient, avec son cortège de valeurs, de concepts, de formes d'organisation privilégiant la démocratie représentative, de rapport à l'Etat et de rapport à la société. 1968, c'est plus la crise des organisations qui jusqu'alors avaient eu l'initiative dans le mouvement social (le rôle dirigeant) que la naissance d'innovation sociale autrement que sous la forme d'utopie encore vague comme l'autogestion.
Sans idéaliser les formes prises par les mouvements sociaux de ces derniers mois, j'y vois néanmoins des preuves d'une maturation autogestionnaire de la société française et en tout cas une concrétisation de l'idée d'autogestion qui interpelle fortement le courant révolutionnaire.
Au-delà de l'ampleur de ces mouvements, de leur rayonnement qui écarte d'emblée l'accusation de corporatisme dont on les a affublés, c'est la dynamique d'intégration et la dynamique démocratique qui représentent les aspects essentiels d'innovation.
. dynamique d'intégration dans des pratiques politiques nouvelles et dans une citoyenneté de participation active des éléments marginalisés de la vie sociale: les immigrés et les femmes. Le mouvement a été fondamentalement antiraciste et antisexiste.

. dynamique démocratique et autogestionnaire dans la conduite du mouvement, dans l'invention de formes nouvelles de démocratie directe, dans la définition des objectifs, dans son rapport d'autonomie à l'égard des organisations politiques ou syndicales (l'auto-organisation).
Il s'agit bien d'une invention de formes de lutte qui partant de l'engagement individuel permettent la mobilisation de masses considérables et débouchent en fin de compte sur le terrain du politique, du législatif et de l'institutionnel. C'est là que je situe leur caractère autogestionnaire. Ces mouvements sont-ils révolutionnaires? Non, au regard de l'objectif qu'ils se donnent, limité mais radical. Oui, si l'on considère qu'ils portent sur des points de friction du système capitaliste et sur des points de blocage de la société. Ils sont à potentialité révolutionnaire. .
La question stratégique est précisément de savoir si les organisations qui se proclament révolutionnaires seront capables d'articuler l'efficacité et l'expérience antérieures aux formes nouvelles du mouvement social, d'articuler la démocratie représentative et la démocratie directe et de contribuer ou non au dégagement d'une perspective de changement social.
L'idéologie dominante a cherché à exploiter le champ ainsi ouvert dans un moment d'affaissement des valeurs de gauche en tentant de redonner une légitimité au capitalisme par l'individualisme. Pour autant il ne faudrait pas confondre la récupération conjoncturelle avec le mouvement lui-même. L'exigence d'individualité élève le niveau des enjeux de société et les nouvelles générations l'éprouvent directement. C'est un facteur de progrès à condition que ces exigences trouvent à s'exprimer dans le sens de la responsabilité. Cela débouche alors sur un autre rapport au politique. Il s'agit là d'une valeur autogestionnaire fondamentale. .
Ne peut-on en dire autant du mouvement des femmes? Après le moment d'émancipation, vient le moment de la conquête de la citoyenneté à part entière. Malgré la crise, le processus de salarisation se poursuit. Si le premier temps de la libération féminine a été celui de l'entrée sur le marché du travail salarial et celui de la conquête des libertés personnelles, désormais, l'emploi ne constitue plus l'enjeu central. C'est plutôt le travail social incluant la notion de responsabilité. La technologie est en train de supprimer la dimension masculine du travail (les métiers «masculins» sont les métiers condamnés) mais les politiques patronales visent à renforcer le caractère mâle de la responsabilité.
L'enjeu ne porte plus sur les aspects spectaculaires de la discrimination sexiste mais sur les fondements mêmes de la discrimination. Les femmes et en particulier les jeunes n'acceptent plus comme auparavant les positions minorées dans la vie sociale. Il y a là une grande force progressiste en puissance.

* *Agrégé de géographie, membre du comité de rédaction de la revue* M, *coauteur de* Pour une stratégie autogestionnaire *(Ed. Sociales)*

Otto Bauer et la question nationale

ENZO TRAVERSA

Au milieu des années soixante-dix on a assisté à **une « redécouverte» de l'austromarxisme. Il s'agissait d'une opération politico-culturelle, préconisée tout d'abord par les « euro communistes de gauche,** qui mettait en valeur les aspects les plus faibles et les plus discutables de ce courant de la pensée marxiste **la recherche d'une «troisième voie» entre réformisme et révolution, qui aboutit à l'expérience éphémère de l'Internationale «Il et demi».** On connait l'épilogue de l'austromarxisme: en 1934, après avoir été affaibli par quinze ans de stratégie de 1'« autolimitation », le mouvement ouvrier autrichien fut écrasé par le fascisme. Généralement, les interprètes subtils de la pensée d'Otto Bauer et de Max Adler oublièrent d'inclure ce petit détail dans le bilan. En revanche, le domaine dans lequelle l'austromarxisme fut profondément original et créateur **- la question nationale** - ne suscita pas un grand intérêt. La traduction française de l'ouvrage d'Otto Bauer ***la Question des nationalités et la Social-démocratie* *,** paru originellement à Vienne en 1907, comble donc un vide de l'historiographie, nous permettant de redécouvrir un texte oublié - du moins très peu connu - et surtout de l'étudier scientifiquement. En fait, il s'agit de la première édition critique, avec une introduction et de nombreuses notes de Claudie Weill qui situent cet ouvrage dans son contexte historique (en ce sens l'édition française se révèle beaucoup plus utile que l'allemande, parue à Vienne en 1975 comme premier volume de la Werkausgabe du théoricien austromarxiste).A l'origine du livre de Bauer il y avait un double souci: d'une part, il intervenait dans le débat marxiste sur le problème national amorcé en 1848 par Marx et Engels et dominé, au tournant du siècle, par les positions de Kautsky; d'autre part il contribuait à préciser l'attitude du socialisme autrichien dans le domaine, particulièrement difficile et complexe, des relations inter-ethniques au sein de l'Empire habsbourgeois.

L'analyse de Bauer avait été précédée par le congrès de Brünn - (1899), où les socialistes autrichiens avaient adopté un programme d'autonomie nationale (territoriale) pour les différentes nationalités de l'Empire, et par l'élaboration de Karl Renner *(Etat et nation,* 1899) qui avait essayé de penser la nation comme association d'individus et non plus comme unité territoriale.

A la différence de Kautsky, qui ramenait la nation à une série d'éléments objectifs - l'unité de langue et de territoire en tant que base indispensable pour une vie économique et culturelle commune -, Bauer proposait un concept de nation profondément original fondé sur un élément subjectif; la culture et l'expérience historiques communes.

Selon Bauer**, la nation était une « *communauté de destin» (Schicksalsgemeinschaft),* cristallisation historique d'un processus de transmission d'hérédités naturelles et de biens culturels communs. La langue et le territoire étaient perçus comme des attributs possibles, mais non comme les conditions nécessaires et indispensables de la nation.** Se distanciant d'une tradition (marxiste aussi) qui tendait à identifier de plus en plus nation et Etat, **Bauer percevait la nation dans son caractère historique: la culture accumulée à travers les siècles par les hommes et les femmes conscients d'appartenir à une collectivité**.
Comme le précise C. Weill dans son introduction, ce concept s'inspirait largement de la sociologie allemande néoromantique - le conflit entre la communauté *(Gemeinschaft)* et la société *(Gesellschaft)* théorisé par Ferdinand Tönnies - qui, en revanche, était totalement absente dans le marxisme positiviste de Kautsky.L'ouvrage de Bauer se distinguait par deux autres aspects: **la critique de la théorie d'Engels des « peuples sans histoire» et l'idée du développement de l'individualité nationale dans le socialisme.** Frappé par la montée du nationalisme tchèque à la suite de l'industrialisation de la Bohême, Bauer enregistrait le «réveil des peuples sans histoire» (les Slaves du Sud) qu'Engels avait qualifiés en 1848 de résidus ethniques condamnés à l'assimilation (l'historien marxiste ukrainien Roman Rosdolsky a consacré à ce thème une étude passionnante qui devrait bientôt paraître en traduction française). Contre Kautsky qui concevait le socialisme comme une sorte de creuset universel débouchant sur la fusion des nations, Bauer faisait l'hypothèse du développement et de la différenciation des nations dans le socialisme. L'évolutionnisme de Kautsky était remplacé par le concept (d'origine kantienne) d'" aperception nationale», selon lequel les contenus de la culture avaient tendance à s'intemationaliser, mais ils étaient appropriés par chaque nation selon ses modalités spécifiques. Par conséquent,l'intemationalisation de la culture ne supprimait pas mais plutôt contribuait à consolider l'identité nationale, et le socialisme devait renforcer cette tendance:
"Toutes les nations unies pour dominer en commun la nature, mais l'ensemble divisé en collectivités nationales appelées* à *s'épanouir en toute indépendance et* à *jouir en toute liberté* de *leur culture nationale: voilà le principe* de *nationalité du socialisme.
Il faut remarquer une contradiction étonnante dans la théorie généralement cohérente de Bauer. Dans un chapitre consacré à la question juive, il reprenait le concept de "peuple sans histoire» pour l'appliquer aux Juifs de l'Europe orientale.

A son avis, les *Ostjuden* étaient condamnés à l'assimilation et le développement de la littérature yiddish n'était qu'un phénomène «transitoire». C'était une position paradoxale, car le concept de nation comme communauté de culture extra-territoriale adhérait parfaitement à la situation des Juifs de l'Est, une minorité nationale homogène sur le plan culturel mais dépourvue d'unité territoriale. **En fait, l'élaboration théorique des austromarxistes eut une influence considérable sur l'évolution politique du Bund et des socialistes juifs, qui se chargèrent de la traduction russe de ce livre.** Mais cette attitude de Bauer, tout à fait contradictoire avec les bases théoriques de son ouvrage, s'explique à la lumière de **l'assimilationnisme** dominant à l'époque au sein de l'intelligentsia juive viennoise, dont il était un des représentants les plus prestigieux.
En 1907, Otto Bauer concevait l'autonomie nationale comme incompatible avec le principe de l'autodétermination nationale, mais, par la suite, il changea d'attitude. L'éclatement de la social-dé-mocratie autrichienne en tant que parti " global» *(Gesamtpartei),* la scission de la centrale syndicale tchèque en 1910 et, surtout, l'expérience de la révolution russe (à laquelle il assista en tant que prisonnier de guerre), l'amenèrent à reconnaître le droit d'autodétermination nationale. En 1923, lorsque l'Empire multinational habsbourgeois avait cessé d'exister, Bauer formula ouvertement ce principe dans la préface à une nouvelle édition de son livre.
L'intérêt et l'actualité de cet ouvrage résident, à notre avis, dans sa perception de la dimension subjective du phénoméne national, liée non pas à l'idée mystique de «l'âme» nationale, mais à l'expérience historique concrète des peuples opprimés. Trotsky avait adopté la même démarche lorsqu'il disait, à propos des Noirs américains, qu'il ne fallait pas adopter des critéres abstraits pour savoir s'ils constituaient ou pas une nation: ***"la conscience historique, les sentiments et les impulsions d'un groupe sont beaucoup plus décisifs en ce domaine.* 1)** *(cf Trotsky on Black Nationalism and Self-Determination,* Pathfinder Press, 1978, p. 28)
On peut constater que, dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la pensée marxiste, cet ouvrage d'Otto Bauer fut toujours intégré par la réflexion théorique des socialistes des minorités nationales et des nations opprimées : au début du siècle, les Juifs et les Arméniens de l'Empire tsariste; plus récemment, les Occitans, les Basques et les Catalans.
Aprés ce petit rappel de ce qui fut la théorie la plus évoluée du principe de nationalité reprenons ce que pense cornélius Castoriadis maître à penser des troskystes «pablistes» du pouvoir national.
Cornelius Castoriadis met en évidence que la démocratie est loin d'être réalisée (*). Etymologiquement ce terme signifie "le pouvoir du peuple".

Cependant l'impossibilité actuelle des citoyens d'agir sur leur "bien commun" ne veut pas dire que la démocratie soit "bourgeoise". Le capitalisme a largement prouvé sa capacité à se développer sous des régimes totalitaires. Et surtout l'on ne saurait sous-estimer la possibilité de s'assembler, de manifester, de publier un journal ou un livre. **Tous ces droits ont** été **arrachés et non** octroyés. La démocratie a été le produit de luttes. Les droits et les libertés ne sont pas "formels". Ils sont partiels et souvent rendus futiles par la désertification politique.
Les décisions importantes sont prises dans les coulisses, *que* ce soit au Gouvernement ou au Parlement.
Derrière eux se retrouvent les partis, souvent **un** seul d'ailleurs. *"Quant à ces partis eux-mêmes structures bureaucratiques-hiérarchiques, ils n'ont rien de démocratique".*
La séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, considérée comme une garantie de démocratie, est elle-même plus que sujette à caution. Dans de nombreux pays, dont malheureusement la France, le gouvernement a la haute main sur le pouvoir judiciaire. Mais la nature même d'exécutif et de législatif est contestable.
Castoriadis *donne l'exemple du budget: il est "imbibé d'un bout à l'autre, tant du côté des recettes que du côté des dépenses... par des objectifs et des valeurs qu'il vise à réaliser". En règle générale "toutes les décisions gouvernementales... concernent et engagent, dans une obscurité radicale..., l'avenir. Elles tendent à orienter l'évolution de la société... vers une direction de préférence a une autre ".*

LE REPLI SUR SOI

Castoriadis voit l'essentiel des avancées démocratiques dans la critique des institutions établies. C'est ainsi que pour lui "le" politique est la gestion du pouvoir, mais "la" politique est "la mise en question... des représentations collectivement admises". "On considère... que cela va de soi de vivre dans une société où l'on peut mettre tout en cause, alors que c'est la chose du monde qui va le moins de soi".
. Cependant le système actuel favorise le repli sur soi. En témoigne l'apathie des sociétés occidentales dans les grands événements tels que ceux de Yougoslavie, de Somalie, du Rwanda et même d'Algérie.
Cependant le " **public... est loin d'être innocent dans cette affaire, puisqu'il accepte le jeu et s'adapte à ce qu'on lui donne... La télévision en offre le meilleur exemple: du fait qu'une chose est placée au centre de l'actualité pour 24 heures, elle devient insignifiante et cesse d'exister après ces 24 heures parce qu'on a trouvé ou qu'il faut trouver autre chose qui en prendra la place**". C'est ce constat qui a donné le titre au livre.
L'usage que font les hommes de leur liberté est déterminant dans l'instauration d'une véritable démocratie.

Majoritairement il s'agit pour l'individu de *"faire de l'argent, consommer et "Jouir"* (s'il y arrive)". L'incapacité des démocraties occidentales à mordre sur les intégrismes de tous bords tient pour beaucoup à cela. ***"On ne peut pas corroder les cultures islamiques en les persuadant que Madonna est supérieure au Coran".***
PIERRE GUGUENHEIM
** Cornélius Castoriadis, "La montée de l'insignifiance", Seuil, 1996.*
Il n'y a pas de marche continue de l'histoire vers la démocratie. Pour Cornélius Castoriadis (*) il n'existe en cette matière aucune "fatalité du progrès". ***"La victoire sur le nazisme avait été accompagnée par la consolidation et l'expansion considérable du totalitarisme communiste"*** . Par contre il y a eu des mouvements historiques de mobilisation collective qui représentent ***"peut-être, le point de départ et le tremplin d'autre chose"***. Et de citer mai 68 et relevant de la même démarche mais à un degré moindre décembre 95.
En réalité]a seule avancée régulière concerne "l'instrumental", c' est-à-dire la science.
D'où la croyance dans la "fatalité du progrès". Mais ce mysticisme scientiste ne fait que masquer le vide de sens. Il est aujourd'hui lui-même remis en cause, compte-tenu des nuisances sur l'environnement et la croissance des négalités. Dans ce domaine également les avancées démocratiques sont indispensables. ***"Le savoir n'est pas innocent. Il faut... au moins essayer de comprendre ce que l'on est en train de vouloir savoir et être attentif aux retombées possibles de ce savoir".***
Les conditions d'une démocratisation de la vie publique sont loin d'être réunies. Dans la réalité actuelle les individus, politiciens, "capitalistes,managers et techno- crates de l'Etat, membres des appareils des partis", etc., qui ont une influence sur la politique n'atteignent pas le chiffre de "27.000 sur 37 millions de personnes". ***"L'oligarchie dominante est formée par un millième de la population... Constatons que parler d'égalité politique entre un balayeur de rues en France et de Francis Bouygues est une douce plaisanterie".*** Ce n' est évidemment pas par des procédures que l'on pourra corriger cet état de fait.
DES ZAPPANTHROPES
Ceux qui attendent des recettes de Castoriadis ne manqueront pas d'être déçus. Mais c'est dans la logique des choses. Il ne peut pas y avoir de recettes toutes faites, mais seulement des avancées vers un régime qui, par définition, ne saurait être imposé, mais doit être élaboré par les êtres humain eux-mêmes. Rendre les individus autonomes, c'est-à-dire actifs dans la maîtrise collective de leur destin est affaire d'éducation. Ce terme doit être pris dans un sens très large. Il s'agit de multiplier les terrains où s'exerce l'autonomie collective.

Et cette exemplarité peut faire boule de neige. La tâche est immense. Il s'agit rien moins que s'extraire de la "glu de la société de consommation". Car les individus naissent dans un lieu déterminé, à une époque déterminée. Leur système de pensée est conditionné dans une large mesure par cette contingence. ***"La société ne peut faire autrement, en premier lieu, que produire des individus sociaux qui lui sont conformes et qui lu produisent à leur tour".*** C'est pourquoi le changement n'est pas inéluctable. ***"Le risque est que ... au lieu de produire des individus plus libres dans des sociétés plus libres (il apparaisse) un nouveau type humain, que l'on peut provisoirement appeler le zappanthrope ou le réflexanthrope, type d'être, tenu en laisse, et tenu dans l'illusion de son individualité et de sa liberté"***.
Alors, Castoriadis pessimiste? ***"Aussi longtemps qu'il continuera à y avoir des gens qui réfléchissent, qui mettent en question le système social ou leur propres système de pensée, il y a une créativité de l'histoire sur laquelle personne ne peut tirer un trait. Le lien que nous avons avec cette créativité passe par des individus vivants. Ces individus existent, même s'ils sont actuellement en très petit nombre"***.
PIERRE GUGUENHEIM
** Cornélius Castoriadis, "La montée de l'insignifiance", Seuil, 1996.*
.

L'AUTOGESTION ET LA MODERNITE

L'autogestion a été un concept de lutte de mouvements sociaux en lutte et particulièrement de groupes sociaux et de populations révoltées contre un pouvoir central coercitif et qui axent leur combat sur un idéalisme égalitaire leur assurant une autonomie organique.
Cette idéologie autogestionnaire prenant ses racines dans la révolte collective peut elle être intégrée à notre société technico-scientifique d'aujourd'hui?
Les souverainistes structuralistes de tous poils affirment avec véhémence le contraire prétextant qu'elle fut une idéologie rétrograde au regard du développement scientifique des nations occidentales .Ce que l'on peut illustrer par cet argument souvent opposé à l'idée autogestionnaire: «on ne peut revenir aux temps des chandelles»
Cette opposition de la modernité à l'idée autogestionnaire est elle fondée? Certainement pas si on ne la considère pas comme une idéologie datée et historiquement détruite.
C'est bien parce que la techno-science a fait éclater le cadre des sociétés traditionnelles et que par le double effet des avancées de la lutte de classe qu'elle a engendrée et les besoins du capitalisme d'une politique du savoir adaptée à son élargissement.

Des masses d'individus de plus en plus grandes furent instruites des méthodes de reproduction fondamentales.
C'est bien parce que l'universalisme de la raison qui a sous tendu la formation des partis politiques hégémoniques n'a pu s'avérer de façon organique comme le promoteur du bonheur des nations que l'autogestion est restée un concept opérationnel dans l'organisation de la communauté humaine.
C'est pourquoi elle a pu devenir pour de nombreux intellectuels la forme moderne des conceptions humanistes du développement scientifique de l'humanité. Fonction précédemment portée par le socialisme marxiste dont par son caractère conflictuel elle ne peut être dissociée dans les limites actuelles de son élaboration.
En effet le concept autogestionnaire reste un concept de lutte, une utopie réaliste comme le préfigurait le PSU des années 80. Elle est le fruit de la révolte d'individus instruit de la reproduction élargie, en ce elle est la progression dans toutes les parties du monde d'une économie sociale qui tout en restant endémique témoignent de la volonté de réalisation de partie de plus en plus importante d'exclus ou de groupes sociaux opprimés.
Un excès de réalisme milite pour dire que toute expérience autogestionnaire ne peut durablement survivre dans un contexte global d'économie capitaliste mais le bon sens politique modère cette appréciation quand l'expérimentation s'accompagne d'une initiative tendant à lui donner une perspective visant à en faire une idéologie dominante.
Nous sommes encore loin du but mais les tentatives du Forum Social Mondial sont une avancée prodigieuse en ce sens.
Néanmoins il apparaît que l'éclatement des sociétés traditionnelles a généré de larges strass qui restent accrochés à leur culture religieuse ou tribales véhiculant un eudémonisme auquel se rattache des bribes de pouvoir locaux ou familiaux. Afin de leur assurer une survie toute relative les représentants de ces catégories ethniques s'allient avec le pouvoir capitaliste comme a un système de substitution de la production traditionnelle. Il en va de même pour une grande masse d'individus précarisés dans les sociétés industrielles.
Si l'autogestion est par nature issue d'une action pacifiste elle reste conflictuelle avec ces aspects périphériques de la domination capitaliste. Le principal détenteur de cette domination suivit en cela par les gouvernements nationaux des principales puissances capitalistes ,joue avec ses alliances contre nature pour renforcer son hégémonie mondiale afin de prévenir toute tentative de révolte allant justement dans le sens de l'autogestion ,quitte à devoir contrôler en permanence ces zones de pouvoir à priori antinomiques avec ses intérêts. Nous en avons vu la démonstration avec la guerre en Irak.

Cette lutte des autogestionnaires contre cette organisation anachronique et dangereuse de la communauté humaine doit être constante .Elle nécessite une véritable programmation de solutions alternatives préservant l'intégrité des expériences autogestionnaires dans le monde. C'est cette programmation qu'il est urgent de définir et pour ce faire la constitution d'une force politique capable de la porter. Encore une raison pour que prenne forme un parti-mouvement international qui sans vouloir incarner la conscience autogestionnaire pourra garantir aux expériences autogestionnaires un développement durable.
Pour l'instant la lutte « contre toute les formes de libéralisme» est insatisfaisante car elle risque de cristalliser cette lutte dans un cadre étatique au détriment des expériences actuelles. D'autant que l'idée d'une écologie dirigiste et coercitive reste un danger au prétexte de sauver la planète d'instaurer une communauté d'experts digne des romans celtiques du moyen age .
II nous faut impérativement discerner comme l'ont fait du reste toutes les pensées normatives ce qui dans chaque idéologie va dans le sens de l'autogestion d'un développement soutenable et durable seule perspective « moderne» d'un socialisme autogestionnaire et d'une conscience mondialisée .
Nombreux encore confondent cette exigence et la laïcité comme principe universel ,c'est je pense,une erreur la laïcité reste fondamentalement un moyen de préservation d'une pensée normative contre des dérives métaphysiques d'organisation de la société par un pouvoir abusif. En France la polémique autour du « foulard» est assez significative à cet égard. La laïcité ne s'apprend pas elle se vit. Cette réalité peut déplaire au monde enseignant qui au travers de cette polémique voudrait par ce biais redonner une légitimité à leur école.

MONDIALISATION ET ETAT POLICIER : vers un capitalisme autoritaire

Les mutations économiques et sociales qu'entraîne la mondialisation conduisent à des transformations politiques et institutionnelles profondes. Le maintien de l'ordre ou plus précisément l'instauration d'un nouvel ordre national et mondial, devient la fonction première des Etats. La comparaison avec le fascisme vient facilement à l'esprit, mais c'est d'autre chose dont il s'agit .
Les conditions politiques, économiques, sociétales, idéologiques qui ont débouché sur le fascisme et le nazisme sont dépassées. Les peuples sont menacés de nouvelles formes de dominations, de tyrannies.
La mondialisation du Capital se traduit, en effet, par de graves régressions des droits politiques et sociaux. Cette détérioration des rapports sociaux, encadrée et même très souvent amplifiée, par les institutions, débouche sur une profonde crise de société.

Les formations sociales, les représentations collectives, issues du siècle dernier, se défont. En l'absence d'une vision claire et crédible des changements radicaux qu'appellent les mutations actuelles, la précarisation, la marginalisation de pans entiers de nos sociétés ont pour conséquences le repli sur des comportements individualistes, sur des consommations compensatoires voire ostentatoires. Dans ces conditions, le délitement des formes antérieures de sociabilité favorise le retour de l'irrationnel, la montée des mysticismes, des fondamentalismes, des racismes. Ces identités de substitution servent ainsi de justification à la mise en place d'un appareil sophistiqué de surveillance et de répression, national et mondial, par ailleurs très utile au maintien de l'Ordre
Sous cet angle une comparaison entre Bush-Sarkozy est instructive. Ni l'un, ni l'autre ne tentent de dissimuler que le compromis keynésien est fini. Sans état d'âme, ils favorisent la réduction ou en tout cas la stagnation du niveau de vie du plus grand nombre; ils mettent à malles dispositifs de protection sanitaire et sociale. Dans le même temps ils multiplient les cadeaux fiscaux pour les possédants et les aides financières ou politiques aux trusts.
Cela ne manque pas de se traduire par des révoltes, des «incivilités», dès lors on accroît la rigueur des tribunaux, on ouvre de nouvelles prisons. Il faut que les nouvelles classes dangereuses se tiennent à leur place dans les ghettos qui leur sont affectés. "ne suffit pas à la droite dite libérale de criminaliser la pauvreté il faut aussi la stigmatiser.
Et là il faut reconnaître que la couleur de la peau, le nom ou l'accent sont des signes bien utiles pour que ce sous-prolétariat soit facilement identifié, par les policiers, les juges et les patrons et aussi par les imbéciles. La manoeuvre est parfaite lorsque les circonstances historiques ou politiques permettent de désigner un ennemi d'autant plus inquiétant qu'il est omniprésent. Ce fût la criminelle accusation des nazis contre les juifs, n'est-ce pas aujourd'hui la tentation de l'illuminé qui siége à Washington à l'encontre des musulmans, arabes notamment? Les apparences de la représentation démocratique s'estompant, en opposant le «eux» et le «nous» un consensus relatif peut se constituer autour du drapeau.
Sarkozy ne se distinguerait-il pas ici de l'exemple états-unien ? N'a-t'il pas favorisé, comme bien d'autres ministres de l'intérieur avant lui l'organisation et la francisation du culte musulman? C'est là une vieille méthode de police, mieux vaut reconnaître et encadrer certains groupes hétérodoxes que d'ignorer leurs pratiques. Mais cette politique doit être replacée dans une tentative plus générale de « réformer» les lois sur la laïcité, de dialoguer avec les églises, de leur donner une fonction accrue de «corps intermédiaire», donc de conforter leur capacité d'encadrement social.

Sarkozy ne va pas jusqu'à ouvrir ou clore ses discours en se référant à un dieu, mais il donne une importance croissante aux «valeurs» dans lesquelles les couches les plus traditionalistes peuvent se reconnaître.
Le discours et les mesures qui l'illustrent tentent ainsi de trouver une solution provisoire n'en doutons pas - à la crise de la démocratie représentative, à la réduction tendancielle de la base sociale de ces régimes. En France, sous la Illè et la IVè République les gouvernements de centre droite et de centre gauche qui se succédaient, pouvaient toujours compter sur la boutique et la ferme. Dans leur majorité ces couches moyennes étaient attachées à la propriété et hostiles aux grèves et autres troubles. Dans la nouvelle phase du capitalisme, l'échiquier social s'est profondément transformé. Dans la grande bourgeoisie, les financiers ont complètement supplantés les industriels mais pour tous, l'aréne est mondiale.
Entre cette sphère déterritorialisée et les bourgeoisies autochtones, les contacts se distendent et les intérêts souvent divergent. Certains, politiciens ou sociologues, ont cru à une «moyennisation» de nos sociétés, à la formation d'une nouvelle classe moyenne minorant le poids de la classe ouvrière et garantissant ainsi la stabilité des institutions politiques. Or, les ouvriers et les employés n'ont nullement disparus, même si les métiers ont changé. La grande différence c'est l'émergence d'un ensemble de métiers très divers, exigeant tous une culture.
Ces nouvelles couches intermédiaires constituent un ensemble disparate, dont la culture - dans les deux acceptions du terme - ne se réfère plus nécessairement au profit.
Elles sont sensibles aux contradictions sociétales ou écologiques, quelquefois révoltées mais pas révolutionnaires, anti-libérales plus qu'anticapitalistes. **Mais la rencontre et le développement de contestations multiples peut conduire à leur radicalisation.** La coalition de toutes les forces bourgeoises dans un projet plus réactionnaire que conservateur est alors la seule réponse compatible avec le maintien de la démocratie parlementaire, mais c'est une démocratie de plus en plus formelle. La prédominance des pouvoirs économiques-capitalistes-, l'internationalisation des institutions politiques, rendent de plus en plus illusoires les travaux et les décisions des assemblées représentatives. Comme chacun le sait maintenant, les débats des conseils d'administration des multinationales, des clubs où ils se retrouvent, surdéterminent bien souvent ceux des Parlements. Et ce sont des instances internationales, publiques ou même privées, qui assurent la mise en forme légale ou contractuelle de leurs décisions.
Les Chambres et les partis, ne sont plus les lieux ou se confrontent et s'organisent les intérêts des couches et des classes sociales. La désaffection de l'électorat ne fait qu'entériner cette perte de substance de la démocratie de représentation.

Gouvernements et appareils d'Etat, non sans raisons, s'inquiètent de la délégitimation progressive qu'ils subissent.
En France, De Gaulle, en associant nationalisme et paternalisme avait su redonner une assise large à des institutions menacées. La recette ne fonctionne plus. La menace qui pèse sur Chirac, d'un désaveu par ses propres partisans, en est le témoignage. Juppé et plus encore Sarkozy se font pour cela, les champions d'une contre-réforme vigoureuse.
Ils peuvent ainsi satisfaire les grands patrons qui veulent constamment accroitre leurs marges bénéficiaires et leurs petits confrères qui ne peuvent se maintenir qu'en pressurant les salariés. En y ajoutant quelques spéculateurs, quelques nostalgiques de la puissance nationale et coloniale, il y aurait de quoi assurer une majorité à la droite et porter au pouvoir des hommes à poigne. Il y a pourtant bien des obstacles sur ce chemin.
Nous sommes entrés en France dans une situation curieuse. Une campagne électorale s'ouvre. Le meilleur argument du Parti Socialiste c'est la politique actuelle de la droite. Mais réciproquement le meilleur argument de cette droite est la politique passée de cette gauche! Sans préjuger des réponses et des pratiques que devraient adopter les forces alternatives pour ces prochaines années, car elles réclament un bilan et une réflexion spécifiques cette analyse conduit néanmoins à avancer trois propositions:
☐ **Le mouvement altermondialiste est un nouveau moment du processus de déconstruction - reconstruction des forces sociales et des institutions politiques.**

On peut plus dire qu'il faut «aller du local au global». Cette pratique défensive a nourri la résistance et permis le développement de la critique et de la contestation. Se voulant concrète et immédiate elle est souvent tombée dans le minimalisme. Elle n'a pas évité l'intégration au marché, ni troublé les équilibres majeurs du système. Il faut maintenant
D'aller plus loin, constamment associer «le local et le global». Nos initiatives, nos perspectives sont tributaires de ce qui se passe à Porto Alegre et à Mumbaï, au Chiapas et au Venezuela. Les manifestations contre l'agression étatsunienne en Irak ont eu une dimension mondiale sans précédent. Cette dynamique est une condition majeure de la mise en cause du capitalisme mondialisé. - La démocratie active dans ses formes et ses contenus divers, appelle nos initiatives, notre présence, notre soutien. Quand les grévistes et les chômeurs, les intermittents du spectacle et les chercheurs, les assistantes sociales confrontent leurs aspirations et leurs savoirs même dans un cadre catégoriel, quand des villageois se mobilisent pour maintenir des services publics, condition essentielle de sociabilité, la contestation devient proposition. Il s'esquisse et s'expérimente une nouvelle culture démocratique.

-Dans la reconstruction qui s'ébauche, tant pour des raisons de force que de fond, l'alliance des salariés manuels et intellectuels, mais aussi des précaires et des exclus est impérative.
Il faut notamment, de façon volontariste, retrouver ceux-ci dans les mouvements sociaux, mais aussi localement dans les espaces de contre-pouvoir et de solidarité. On ne peut pour cette reconstruction, ni s'en remettre aux partis de gauche, ni faire l'impasse sur leur fonctionnalité pour une partie notable de ceux et celles qu'il faut rassembler.

LA CONVERGENCE DU ROUGE ET DU VERT

L'urgence d'agir sur l'état écologique de la Terre est largement sous-estimée par les courants politiques de gauche et les Verts, coupés de l'écologie associative et absorbés par leur engagement dans institutions.
La réflexion des Alternatifs sur l'écologie est restée faible, malgré la référence au rouge et au vert, nous n'avons pas été capables de conjuguer le social et l'écologique, de les faire converger. C'est ce but qu'il nous faut atteindre désormais, Le constat dressé par de multiples rapports scientifiques, le dernier en mars 2005 pour l'ONU, est alarmant et pose la question de la survie de l'humanité. Le changement climatique s'accélère: le réchauffement de la planète est sans doute l'aspect le plus inquiétant. Mais iI s'agit aussi de l'épuisement progressif des ressources naturelles. Ainsi la raréfaction des ressources pétrolières conduit à des prévisions de hausses très élevées du prix du but, qui ne pourraient qu'avoir des conséquences sociales.
En conséquence un changement radical s'avère indispensable Il passe par une **profonde remise en cause de la croissance.**
Ce terme est **uniquement quantitatif**, que Schumpeter définit comme" **produire plus sans tenir compte de la production**". Cet "**accroissement à moyen et long terme des productions nationales"**, parce que sans limites, ne peut être accepté alors que notre planète est finie. Réduire la croissance en diminuant les productions les plus polluantes, en ralentissant le prélèvement des ressources naturelles, s'impose pour des raisons écologiques et sociales.
Sa critique en effet porte sur la fausse réponse au chômage que constitue encore la relance par la consommation. L'absence de baisse sensible de la consommation malgré la hausse du chômage invalide cette solution.
Mais la gauche et les syndicats traditionnels en sont restés aux recettes keynésiennes et au compromis fordiste comme si rien n'avait changé, ni le rapport de force entre patronat et salariés qui s'est dégradé au profit du patronat, ni le sens de la consommation.
Elle porte également sur l'absence de lien entre la croissance et la réduction de la pauvreté. Les pays ayant un taux de croissance parmi les plus élevés sont des pays ou la pauvreté reste considérable, comme l'Argentine ou la Chine.

En Argentine les 8% de croissance obtenue n'ont pas entamé la pauvreté: plus de la moitié de la population vit encore en-dessous du seuil de pauvreté. Ailleurs elle a accentué les inégalités. A l'intérieur d'un pays comme le Mexique deux mondes de plus en plus étrangers coexistent: le Chiapas n'a rien de commun avec Mexico, ville cosmopolite ayant de nombreux traits communs avec certaines capitales d'Occident.
L'acceptation du PIB (Produit Intérieur Brut) comme norme est d'une absurdité évidente car toute activité contribue à son augmentation, y compris - par exemple - les accidents de la route. Mais le coût global qui se voulait une correction forte a aussi ses défauts et ne peut servir de norme pour estimer la richesse. A vrai dire, la question de la mesure de la richesse reste entière, sachant que tout n'est pas mesurable.
En réponse aux dégâts du productivisme, certains ont inventé le concept de développement durable. Quelle que soit la valeur intellectuelle de cette notion, elle a été récupérée par les grandes entreprises comme la nucléocrate EDF ou la spécialiste des marées noires comme Total, sans oublier Rhône Poulenc. Elle est donc inopérante et mystificatrice.
Les Alternatifs se réfèrent au terme **d'alterdéveloppement.** Il se base sur des objectifs de production, un modèle de production, un modèle de répartition.
S' il reste à définir précisément, nous pouvons décliner ses fondations: - Préférence donnée au qualitatif, au lien social plutôt qu'au quantitatif et à l'accumulation des biens.
- Relocalisation de l'économie: réduire les intermédiaires, produire au plus près des habitants. Refus du gigantisme au profit de petites structures.
- Choix de technologies maîtrisées et non forcément sophistiquées ou hautement performantes.
☐ Conjugaison du discours avec la pratique: engagement ou solidarité en matière de commerce équitable, contre le pillage des matières premières du Sud. Une forte critique du capitalisme a pris pour cible la consommation, soit en mettant l'accent sur la qualité (contre les OGM ou les Mac Do), soit en luttant contre le modèle de surconsommation (casseurs de pub, "décroissants").
☐ Cette critique s'enracine dans des pratiques alternatives individuelles. Quelles qu'en soient l'intérêt, ces initiatives ne suffisent pas. Nous ne pouvons réduire l'alter-développement à **une suite de comportements vertueux.**
☐ Pratiquer les économies d'énergies, avoir un mode de vie qui préserve sa santé ne font pas une politique écologiste. Il est nécessaire de lier pratiques individuelles et engagements collectifs. Cela revient à s'interroger sur la rapidité du changement de modèle de développement, sur les mesures économiques à mettre en place et leur priorité, sur les partenaires favorables à ce changement.

La combinaison - chez les critiques les plus radicaux de la consommation -d'une théorisation de l'autre comme aliéné et du catastrophisme ou de l'impatience peuvent induire une vision autoritaire de la transformation. La brutalité de celle- ci soit sur ces bases, soit par épuisement avéré du modèle actuel (changement au bord du gouffre parce que le modèle social ou économique est mis en cause par la hausse exponentielle du prix des matières premières) se ferait de manière antidémocratique.
Pour notre part, nous privilégions un changement progressif et accepté du mode de développement, d'autant plus que les fondations de notre projet, exprimées ci-dessus favorisent et nécessitent des processus autogestionnaires, de démocratie participative.
Une transition économique est à dessiner; elle doit avancer des "solutions" alternatives crédibles quant à la reconversion des usines d'armement ou la fin des centrales nucléaires, par exemple. Pour mener une telle transition et la faire valider, il nous faut des partenaires. Au niveau politique, hormis une partie des Verts, aucune organisation ne semble prête à de tels choix. Des militants de la LCR mènent une réflexion intéressante mais sans lien avec les orientations politiques de l'organisation. Avec le mouvement altermondialiste, ATTAC, avec certaines ONG, un dialogue de long terme, un processus d'élaboration commune sont envisageables.

ETAT DU MONDE: L'URGENCE .~ B. Caron

L'état de la planète est préoccupant. Les 1300 experts originaires de 95 pays qui ont contribué au rapport publié en mars 2005 par les Nations Unies ont constaté que depuis 50 ans, l'Homme avait modifié les milieux naturels à un rythme effréné, à tel point que des biens naturels essentiels tels que l'air et l'eau, sont gravement menacés.
L'originalité de ce rapport, c'est le lien qu'il établit entre la dégradation des écosystèmes et leurs conséquences sociales. Ainsi, les nouvelles techniques de pêche à Terre Neuve ont contribué à la raréfaction de la ressource en morue, ce qui a provoqué la mise au chômage de plusieurs dizaines milliers de personnes, pour un coût évalué à 2 milliards de dollars.
Hubert Reeves décrit, lui aussi, en s'appuyant sur des faits vérifiés scientifiquement, une situation qui réclame des mesures urgentes. : ce n'est pas la vie sur terre qui est mise en cause, c'est le sort de l'humanité. Les bouleversements actuels sont comparables à ceux qui conduisirent aux changements d'ères géologiques. Le taux de disparition annuelle des espèces vivantes est 1000 fois plus rapide qu'avant 1850. Au moins 30% des espèces pourraient disparaître avant 2050.
La manifestation la plus inquiétante de cette crise écologique est le réchauffement de la planète. La couche neigeuse a diminué de 10% depuis 40 ans. Au pôle Nord, la banquise a perdu 40 % de son épaisseur.

La fonte des glaces menace de nombreuses zones habitées. Les catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, sécheresse...) ont été multipliées par 5 depuis 1950.
Le réchauffement climatique est-il lié à l'activité humaine ou est-ce un phénomène naturel, comment l'affirmaient il ya une vingtaine d'années les compagnies pétrolières?
Les scientifiques sont formels: c'est bien l'activité humaine qui est en cause. En effet, le réchauffement actuel est beaucoup plus rapide que le réchauffement naturel: on est passé de 13,840 en 1950 à 14,40 en 2001, avec une accélération très nette depuis 1980, alors que le rythme naturel est une élévation de 10 tous les 1000 ans.
Aujourd'hui, la terre et la mer absorbent seulement la moitié des émissions de C02. Les accords de Kyoto (qui ne sont pas appliqués par tous) prévoyaient une réduction de 6%, qui permettait de revenir au niveau de 1990, alors qu'il faudrait au minimum une réduction de 50% pour revenir au niveau de 1935.
Si rien n'était fait, on irait vers un scénario catastrophe qui verrait le niveau des mers s'élever de plusieurs mètres.
Sur deux problèmes récents (le trou de la couche d'ozone et les pluies acides), on a su prendre les mesures adéquates: interdiction des CFC des aérosols et réfrigérateurs pour le premier, pose de filtres sur les cheminées des centrales électriques au charbon, pour le second.
Une mobilisation internationale s'appuyant sur de nouveaux comportements individuels et collectifs (engagement des Etats, introduction de nouvelles pratiques de production: **refus du productivisme, prise en compte de l'utilité sociale et écologique, valorisation des énergies renouvelables,** etc..) est la seule solution pour limiter les dégâts, pendant qu'il est encore temps.
Le second aspect préoccupant de la crise planétaire, c'est l'inégalité Nord/Sud.
En 2005, un milliard de personnes (sur 6) vivent dans des conditions très précaires. Chaque minute, 15 personnes dans le monde meurent de faim, une sur dix est sous-alimentée. La durée de vie diminue dans les pays de l'ex-URSS, dans la région subsaharienne. La pollution s'aggrave dans les grandes villes du, Tiers-Monde. La désertification force les paysans à se déplacer. On estime à 25 million le nombre de réfugiés écologiques.
Onze millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année, faute de soins, de vaccinations. Dans 20 ans, 5 milliards de personnes (sur une prévision de 8 milliards) pourraient souffrir de maladies liées à la pollution de l'eau.
Les ressources alimentaires et l'eau seront dans les années qui viennent, plus encore qu'actuellement, deux problèmes cruciaux pour les pays du Sud.

La réduction des inégalités entre le Nord et le Sud et la préservation de l'environnement nécessitent la remise en cause de la croissance, d'autres modes de production, d'autres modes de consommation, une nouvelle conception des échanges .
L'alternative au productivisme, au capitalisme, c'est l'alterdéveloppement.

Vers un autre développement: l'alterdéveloppement

W. Elie

L' alterdéveloppement est une conception qui trouve son origine et ses fondements autour de la valorisation du qualitatif et dans la reconsidération du développement en produisant autrement. C'est:
- une critique radicale de la croissance non partagée
- une affirmation des solidarités avec les populations précarisées au Nord et pauvres au Sud
- une aspiration et une proposition alternatives au développement capitaliste

Dans la jungle des concepts, comment soutenir une politique écologique responsable? La décroissance interpelle (et c'est son argument fort), le développement durable a montré ses limites, la croissance est inégalement répartie, il convient d'aller vers un autre développement.
La question est devenue une préoccupation sociétale, qu'importe l'appellation de cet axe politique, pourvu que les avancées sociales servent la cause écologique et que réciproquement se fasse la jonction du Vert avec le Rouge. Une alternative au développement économique à 2 vitesses (Nord/Sud) est nécessaire.
Elle doit être basée sur les solidarités locales et internationales
L'alterdéveloppement induit un développement humain et une remise en cause de la croissance économique destructrice.
Cet autre développement introduit la préservation des droits sociaux et la qualité d'environnement (problèmes sanitaires), le partage des richesses et l'abolition de la dette pour les pays du Sud. Un développement équilibré de la planète doit assurer la protection des ressources et des emplois socialement et écologiquement utiles. Il donne à la question de l'aide au développement une place essentielle pour remédier aux dés-équilibres internationaux accentués par les politiques des grandes institutions dominatrices (FMI, Banque mondiale, OMC...). Si les problèmes écologiques et sociaux doivent être pensés globalement, il faut aussi agir localement.
. En accord avec les conclusions des experts livrées à l'ONU, il revient à mesurer la finitude des ressources, les effets du réchauffement climatique, les menaces sur la biosphère et aussi à prendre en compte l'avenir de la collectivité humaine en s'opposant à l'attitude libérale qui délibérément tient compte des intérêts immédiats. .

Le refus du productivisme effréné est la base de ce projet et il s'applique à l'agriculture (et sa population sacrifiée), à la limitation des transports (l'Europe des 25 a fait exploser les échanges routiers), à la conservation de nos paysages et au maintien de la biodiversité.
Depuis plus de 30 ans, le transport terrestre a été privilégié pour libéraliser àoutrance le transport routier, au grand bénéfice des transporteurs et au détriment de la SNCF qui n'a pas eu les moyens de mener une politique attractive Les conséquences sur l'environnement et la santé sont connues, le profit reste l'objectif n01. Les routiers sont devenus les nouveaux« esclaves» de la société de consommation à flux tendu après l'expérience négrière du commerce maritime.
Un volontarisme politique fort de la part des états est nécessaire si l'on veut réduire de manière significative les gaz à effet de serre. La concurrence multiplie les échanges et les émissions polluantes et augmente le déficit de souveraineté (alimentaire, énergétique)
L'endettement des ménages du Nord crée une passerelle avec la dette endémique des pays du Sud. Les problèmes du logement, de l'accroissement de la pauvreté et la précarisation des emplois au Nord ne freinent en rien la migration des populations pauvres vers le Nord, les problématiques des pays en développement trouvent un écho en Occident.
L'exclusion gagne du terrain;
. Un développement équitable implique une décélération de notre consommation en cessant le pillage des ressources du Sud, soit un développement harmonisé garantissant des jours meilleurs aux générations futures.
. L'exemple du tsunami a ravivé la question du développement: les coraux et les mangroves (utilisés pour l'élevage de la crevette) ils n'auraient pas arrêté le tsunami, mais auraient pu en limiter les effets. Le développement pensé à court terme, sans approche planifiée, a des conséquences particulièrement néfastes pour l'environnement La perturbation des cycles naturels augmente le risque de cataclysmes. Inondation au Bangladesh), réfugiés d'Afrique centrale ou du Darfour, paludisme (2 millions de morts par an) ou le sida (2,3 millions), sécheresse et désertification;sont quelques-uns des maux que doivent subir les habitants de ces pays.
Aujourd'hui le service de la dette est supérieur à l'aide que les pays pauvres reçoivent du Nord. Le remboursement s'élève à 375 milliards de dollars (contre 68 milliards perçus)
Pendant de temps, les USA imposent leurs règles au monde tout en ayant 7600 milliards de dette.

Il faut sortir de l'ethnocentrisme occidental et offrir aux partenaires du Sud de nouvelles perspectives (aide à l'autonomie/autogestion, économie sociale et commerce solidaire...). C'est un défi qui implique une fiscalité internationale et une stimulation des économies locales par la micro-finance.
La dette du Tiers monde et celle de l'Afrique est entretenue, la dépendance de même, la dette contractée est celle des civilisations occidentales qui ont pillé depuis plus de 400 ans les matières premières et la richesse humaine par l'esclavage. La gestion de notre passé colonial est difficile.
Le FMI et la Banque Mondiale continuent par leur politique impérialiste d'assujettir et d'affamer des populations entières sous couvert d'aides internationales et de projets humanitaires.
Il est temps de dépasser une société qui réduit l'homme à sa seule dimension économique, en choisissant une voie socialement équitable. Car le capitalisme ne semble pas menacé par les contraintes écologiques mais prétend les prendre en compte avec ce qu'on appelle le "développement durable".
Le partage des richesses,l'aide à l'émancipation des Pays du Sud et la relocalisation de l'économie sont des pistes à suivre pour la défense de nos droits et nos emplois, ici et ailleurs, en redonnant du sens au social, l'avenir se construit à la base en reconstruisant des relations
La Banque mondiale prétend que si la Communauté européenne, les USA et le Japon diminuaient de 50% leurs barrières douanières, les pays en voie de développement pourraient leur vendre pour 50 milliards de dollars de plus de marchandises.
Il se trouve que cette somme équivaut très exactement à l'ensemble de l'aide officielle au développement accordée aux "pays en voie de développement" .
La libéralisation des échanges et la spécialisation internationale recommandées par la Banque mondiale sont-elles donc vraiment les formes les plus aptes au rattrapage des pays sous-développés? Ce que ces pays ont à proposer à l'Occident se résume à des matières premières et à un coût salarial dérisoire. Il est clair que depuis plus de 20 ans le prix relatif et même parfois absolu des matières premières payées au tiers monde n'a pas cessé de chuter. Ce qui explique que la croissance du revenu réel par habitant des pays en voie de développement n' a pas cessé de diminuer depuis 1969. Elle est même devenue négative en 1990 et 1991 selon les statistiques de la Banque mondiale.
Quant à l'exploitation des salaires de misère ils ne permettent le démarrage de l'économie que dans le cas où sont prises par les gouvernements d'autres mesures qui précisément vont à l'encontre du libéralisme économique. Il n'y a pas d'exemple d'un pays pauvre qui se soit sorti de la misère dans un contexte libéral.

Hong Kong et Singapour ne peuvent être pris en considération car ce sont plus des «Cités-Etats» que des pays. TaÏwan a reçu une centaine de millions de dollars face à la Chine populaire. La Malaisie qui pourrait être considérée comme une exception, cumule un grand nombre de facteurs particulièrement favorables. Elle dispose de pétrole, d'infrastructures remarquables héritées du colonialisme et d'une communauté chinoise qui représente un tiers de la population et a pris en main la conduite de l'économie, sans parler de l'exploitation de l'immense forêt tropicale dont la moitié a déjà disparu pour alimenter les besoins en bois du Japon.

Un décollage planifié

Hormis la Malaisie tous les pays du tiers monde qui ont pu opérer un décollage l'ont fait en protégeant leur marché intérieur par de sérieuses protections douanières (Brésil, Argentine, Mexique, Corée du Sud, Algérie, etc.). TI est évident que le développement de l'industrie ou de services dans le tiers monde ne peut se réaliser qu'en se déployant d'abord dans son marché intérieur et à l'abri des concurrents occidentaux dominants et dominateurs. C'est pourquoi les exigences du FMI et de la Banque mondiale concernant la libéralisation totale des frontières pour les pays sous-développés ne peuvent conduire qu'à des échecs. Une production axée sur le marché intérieur a aussi pour avantage d'assurer le cas échéant mais pas automatiquement le développement de toutes les couches de la population du pays il faut d'abord que la classe dirigeante ait la volonté de le faire et d'investir. La bourgeoisie de beaucoup de pays (Amérique Latine, Egypte, etc.) n'hésite pas à placer ses capitaux à l'étranger au lieu de les utiliser sur place. C'est encore pire dans les p a y s d'Afrique Noire où l'Etat détient les leviers économiques mais où la bureaucratie locale au pouvoir joue le rôle de pompe à finances au bénéfice de ses comptes bancaires privés suisses ou français.

Le rôle de l'Etat a été différent en Corée du Sud qui a refusé l' exploitation directe par les multinationales. Le manque de capitaux a été compensé par un endettement qui a placéle pays au 3ème rang des débiteurs du tiers monde (45 milliards de dollars). Jusqu'en 1980 l'intervention de l'Etat était totale sur la politique monétaire, la planification et l'octroi de prêts. Aujourd'hui le PNB par habitant de la Corée a atteint celui du Portugal et représentait le double de celui de la Malaisie.

Le cas de la Corée du Sud illustre bien les impératifs nécessaires à un démarrage économique réel. Ce sont la protection du marché intérieur, un Etat pouvant imposer ses arbitrages au secteur privé et la possibilité d'obtention de capitaux dont il reste seul maître de leur utilisation. Ce n'est pas exactement ce que favorisent la Banque mondiale et les gouvernements occidentaux.

Dans cette optique de croissance se pose quand même, et de façon fondamentale, le problème des capitaux.

Lorsqu'il s'agit d'exploiter les matières premières ou la main-d' oeuvre à bas prix les multinationales apportent les investissements, mais en ne laissant presque rien sur place, sur le plan des salaires comme sur celui de la fiscalité. Pour assurer la croissance du pays il faut d'abord que la classe dirigeante ait la volonté de le faire et d'investir. La bourgeoisie de beaucoup de pays (Amérique Latine, Egypte, etc.) n'hésite pas à placer ses capitaux à l'étranger au lieu de les utiliser sur place.
C'est encore pire dans les p a y s d'Afrique Noire où l'Etat détient les leviers économiques mais où la bureaucratie locale au pouvoir joue le rôle de pompe à finances au bénéfice de ses comptes bancaires privés suisses ou français.
Le rôle de l'Etat a été différent en Corée du Sud qui a refusé l' exploitation directe par les multinationales. Le manque de capitaux a été compensé par un endettement qui a placé le pays au 3ème rang des débiteurs du tiers monde (45 milliards de dollars). Jusqu'en 1980 l'intervention de l'Etat était totale sur la politique monétaire, la planification et l'octroi de prêts. Aujourd'hui le PNB par habitant de la Corée a atteint celui du Portugal et représentait le double de celui de la Malaisie.
Le cas de la Corée du Sud illustre bien les impératifs nécessaires à un démarrage économique réel. Ce sont la protection du marché intérieur, un Etat pouvant imposer ses arbitrages au secteur privé et la possibilité d'obtention de capitaux dont il reste seul maître de leur utilisation. Ce n' est pas exactement ce que favorisent la Banque mondiale et les gouvernements occidentaux.

Pierre GUGUENHEIM

LES PROBLEMES DE L' ANALYSE DE LA CONTRADICTION NORD/SUD SONT COMPLEXES ET IMBRIQUES LES UNS DANS LES AUTRES. \.

Comme nous l'avons vu il convient de distinguer les aspects « faim dans le monde» et ceux du sous développement ou mal développement .
La question de la faim dans le monde et la plus facile a analyser, quelles soient d'origine malthusienne comme l'extrapolation de la production agricole des pays pauvres en rapport de l'accroissement de population ou d'ordre de constatation de dysfonctionnement dans une économie mondiale régulatrice,les études massives faites par les organismes internationaux ,les ONG,les chercheurs multidisciplinaires concordent.

L'expansion de la faim ne cesse de se poursuivre par abandon des cultures locales l'accaparement des terres cultivables par des producteurs de produits d'exportation ~destruction des équilibres écologiques et raréfaction de la production agricole par les guerres et conflits de toutes sortes qui font fuir les populations agricoles ou détruisent leur travail.
A tel point que la création de conditions de famine est devenue une stratégie habituelle dans la plupart des conflits .Le cercle vicieux de la misère fait le reste: mange peu, travaille peu, travaillant peu ,produit peu ,produisant peu ,mange peu. La conclusion de ce cycle est l'abandon des terres par les paysans pauvres vers les mègapoles . Mais les raisons« techniques» de la faim dans le monde aboutissent inexorablement sur le problème de la démocratie dans les structures sociales paysannes et de l'organisation qui peut en résulter pour répondre à des problèmes qui gardent une spécificité culturelle locale.
C'est ce vaste mouvement qu'il convient de regarder avec attention et objectivité pour combattre le conformisme et la désinformation du nouvel ordre mondial dans son explication du sous développement déformée en fonction des intérêts des grande firmes internationales de produits chimiques et de Fast Food.
Le mouvement international contre la « mal bouffe» encore mal perçu par les populations mangeant à satiété et mis en quarantaine par les partis politiques électoraux (exp : BOVE en France va dans le sens de cette observation.) Le caractère de lobby ne doit pas être interprété comme un aspect négatif de cette lutte mais au contraire comme la mise en lumière des causes profondes de la disette mondiale et des solutions immédiates possibles.

1-DEFINITION

La contradiction NORD SUD est marquée par l'économisme . A la fin de la période coloniale des grandes puissances occidentales,les grands organismes financiers établissent des critères de suivi économique destinés à jauger les capacités d'investissement dans les nouveaux états constitués par les luttes de libéralisation nationale. PNB PIB sont les nouveaux critères d'appréciation,par exemple pour le PNB :1960 1969
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT 173 218
JAPON 606 1434
ITALIE 928 1401
ROYAUME UNI 1610 1894
ALLEMAGNE FEDERALE 1578 2192
CANADA 2065 2654
ETATS UNIS 3200 4241

En dollards US

Malgré le décollage constaté l'écart va en grandissant et les pays exportateurs s'en inquiètent; la stabilité politique et la solvabilité de ces pays pauvres est nécessaire à l'élargissement des échanges internationaux. L'OCDE organise avec le FMI un système de prêts à long terme permettant de relayer la croissance locale. Commence alors un cycle financier infernal assez voisin du crédit pour les populations pauvres des pays occidentaux. Plus l'état du pays en voie de développement fait appel à ces prêts pour assurer sa croissance plus la dette alourdie son budget/plus sa croissance est regressive .

Le FMI et la dette

La dette des pays du tiers monde était en 1986 évaluée à 1100 milliards de dollar. Face à cette croissance exponentielle le F.M.!. à recours à une intervention directe dans les choix de développement des pays les plus endettés,encadrement des budget de l'état ,critique des mesures sociales non productives ect....Cet intervention freine tout développement social original et impose un schéma dominant de rentabilisation de l'activité économique quel que soit le pays.

Sans faire une analyse circonstanciée de son activité ,on peut dire de façon lapidaire que parés l'abandon du Gold exchange standard suite à la crise du à la défaite des USA au Vietnam et qui avait affaibli les Etats Unis dans leur rôle de première puissance du monde ,le F.M.!. a servi de caisse de compensation financière. Les déséquilibrés dus à l'affrontement politique des états occidentaux entre eux d'une part et avec les {{ nouveaux riches» des états des pays pétrolifères d'autre part ,ont fait du F.M.I. une puissance politique démesurée qui s'est au fil de l'histoire de plus en plus attachée à la puissance financière protégée des USA l'aidant en ceci à retrouver son leader ships mondiale et finalement l'établissement de son empire sur le capital mondialisé .

Du Droit de Tirage Spécial négocié par le F.M.I. à la pensée unique sous contrôle de la puissance militaire des USA l'attitude des grands financiers est constante:

« négocier pour réduire». Toutes velléités d'un régime cherchant à établir une société hors des normes budgétaires calibres par ses soins est irrémédiablement voué à son désengagement et par voie de conséquence à l'étouffement. Les troublions à cette règle sont réduit par la force sous n'im- porte quels prétextes par les USA.

Cette stratégie croisée trouve son apogée en 1992-93 avec la guerre à l'IRAK qui renforce le contrôle des USA sur les pays du golfe.

On peut dire que depuis cette date « le nouvel ordre mondial» sous empire des USA est une réalité constante.

Le 11 septembre à New York a permis de transformer ce nouvel ordre de fait en un état de droit « justice sans limite» permet d'appliquer le principe de mise à l'écart de toute tentative d'une intervention différente à celle décidée par eux mêmes.

En 2002 il est encore un peu trop tôt pour se prononcer sur le résultat de ce renforcement de suprématie car les oppositions sont encore latentes et ,pour pouvoir réussir, les USA ont l'obligation de jouer les moralistes. Ce qui ce conjugue toujours difficilement avec leur forme d'interventionnisme massif.
L'obligation de réussir ou de perdre la face ,laisse une marge de manoeuvre non négligeable aux mouvements sociaux du monde. L'Amérique du Sud première victime sociale du F.M.I. cherche à profiter de l'occasion pour ruer dans les brancards. Le Brésil avec Porto Allégre ,l'Argentine avec son soulèvement populaire en sont des exemples frappants.
C'est pourquoi ces luttes ont besoin de notre solidarité malgré le fait qu'elles ne soient des luttes de « changement de société» .
Créer une solidarité internationale autour d'un créneau de « transformation sociale radicale» serait une avancée inestimable pour l'avenir de notre monde. Sans doute est ce idéaliste face aux puissances financières de la « mondialisation» mais est il nécessaire d'espérer pour entreprendre ?

LE REMOURSEMENT DE LA DETTE

Les mécanismes financiers décrits précédemment ont par le biais du FMI provoqués une accumulation exponentielle de la dette .L'accumulation a atteint des sommes tellement élevées que son remboursement ou même le paiement des intérêts sont des boulets perpétuels aux pieds des économies nationales.
Dans l'accroissement de la concurrence du fait de la mondialisation le poids de la dette devient plus contraignant et offre aux pays occidentaux ,principaux bailleurs de ces fonds un moyen démesuré pour freiner les effets concurrentiels du développement des pays du Sud voir le stopper. Il est donc apparu nécessaire de mettre un terme à ce facteur d' apauvrissement systèmatique. L'idée de l'abandon de la dettte comme mesure de mise à niveau égalitaire s'est imposée comme solution aux yeux de tous les anti mondialiste ou presque. Ormi quelques extrémistes partisans de l'auto destruction du système qui mettent en avant qu'une telle mesure servirait d'abord les olligarchies locales, laissons leur leurs illusions sur l'auto destruction du système .
Par contre elle permettrait d'analyser objectivement les causes de l'état inégalitaire . Pourtant tout comme pour la taxe Taupin sur les transactions financières en vue de pourvoir une aide au pays du Sud le consensus à du mal a s'affirmer pour des considérants électoralistes des partis politiques alors que tous les experts savent qu'il n'y aura pas de solution envisageable sans elle. Quel rapport de cause a effet il y a t il entre la dette et la corruption,l' état totalitaire,les conflits armés et les inégalités sociales? Sinon la certitude qu'ils font partie du même cycle.

Espérons que le mouvement ATTAC pourra faire émerger ce consensus au moins en France si il reste indépendant des partis politiques.
Sa lutte contre l' Empire est aussi une perspective encourageante pour l'avenir,convenablement articulé sur le mouvement humanitaire des O.N.G Il est le meilleur pointeur des insuffisances voir des catastrophes enclenchées par la mondialisation. Le capitalisme lorsqu'il est menacé dans ces intérêts ne dédaigne pas de conforter la montée des racismes porté par les organisations d' extrème droite. Tout comme l'Amérique a aidé les Talibans en Afghanistan pour contrer l'URSS en Asie centrale .En 2001 les talibans sont devenus d'affreux terroristes.
Cette façon inavouée des états unis d' Amérique de se servir d'un rôle de gendarme du monde qu'ils se sont réapropprié à la chute de l'URSS comme deuxième« superpuissance »,pour consolider des «piliers» dans toutes les zones géopolitiques du monde au détriment des valeurs qu'ils sont censés représenter n'est pas une stratégie nouvelle mais elle ne rencontre plus aujourd'hui d'opposition sur l'échiquier international par carence de l'Europe d'une part ,par déséquilibre militaire d'autre part. La Chine,L'Inde,le Japon ne sont actuellement pas en position de développer autre chose que leur lutte d'influence ou de revendications territoriales dans leur propre zone géopolitique. Les guerres du proche-orient,des balkans,en Afrique l'ont démontré.
L'épisode de la Malaisie et de la crise politique qui advint à la suite du départ de capitaux volatiles des fonds de pension anglo saxons marque néanmoins les limites de cette stratégie.
La minorisation systématique des mouvements progressistes de ces zones accroît le risque d'affrontement violent dans l'avenir.
C'est pourquoi la stratégie des mouvements internationaliste doit être binaire :
Approfondissement de la démocratie / société multiculturelle .
Autour de la décentralisation effective de la coopération à ses niveaux «régional, départemental, municipal» , mobiliser *les différences composantes du mouvement social en France* (syndicats, association...) car le tiers monde nous renvoie avec acuité les problèmes, questions de notre propre société: l'effet de miroir.

La question de la dette: 1.100 milliards de dollars au 31.12.1986

- Concrétiser la *dépréciation des dettes* suite aux provisions faites par les banques en annulant les dettes du tiers monde pour la valeur des provisions constituées (40% à 50% des dettes), ce que vient de faire la Bank of Boston, et continuer le processus de provisionnement de façon à restaurer la situation du tiers monde *au lieu et place du rééchelonnement* qui a l'inconvénient de maintenir la dette.
-Fournir de *nouvelles ressources financières au tiers monde* en élargissant l'aide publique au développement et en s'appuyant sur la renationalisation du secteur bancaire.

-Annuler la dette publique de l'Afrique sub-saharienne (la dette de l'Afrique sub-saharienne est essentiellement publique et ne peut donc bénéficier du provisionnement bancaire.)ANNULER la dette du tiers monde!
Dans sa campagne présidentielle, Pierre Juquin avait avancé l'idée. Et pour montrer qu'elle l'était pas utopie, il répétait lue l'équivalent du double de son volume s'était envolé en fumée par une nuit blanche de crach boursier: le monde capita1iste avait digéré. Alors?
Parler de la dette était, il y a quelques années, réservé à un cercle d'économistes et de financiers initiés. Aujourd'hui, l'opinion publique s'en empare peu à peu. Son attention avait été attirée par les banquiers lord-américains eux -mêmes, épouvantés à l' idée que les pays latina-américains, dont l' endettement absolu est colossal, pourraient s'unir dans le refus je la payer dans les premières années 80.
Mais brisée l'union du tiers monde d'Amérique, passé le frisson de la faillite des banques commerciales, la dette ne faisait plus la «une».
Les récentes révoltes de la faim à Caracas ou Buenos-Aires, succédant aux émeutes du pain du Maroc ou de Tunisie, sont les traces de sang que ne peuvent éponger les technocrates du FMI obsédés par les statistiques et équilibres financiers dont ils veulent ignorer l'une des véritables clés, les cours des matières premières.
Effacer la dette du tiers monde! Nous en avons fait un des thèmes de notre juillet alternatif du bicentenaire. L'idée ne semble plus effrayer. Le cadeau de Dakar où Mitterrand annula Il y a peu la dette publique des trente-cinq Etats les plus pauvres vis-à-vis de la France s' apparente au geste gra-cieux des majestés de ce monde. Quelques jours de liberté pour l'esclave mais l'asservissement demeure.
C'est que la dette, couramment abordée comme un problème économique (détérioration des termes de l'échange, développement étranglé), doit être attaquée au niveau de ses racines politiques.
Dans les Etats les plus démunis, principalement d'Afrique subsaharienne, elle est la conséquence d'une double réalité: celle des mécanismes de domination des pays industrialisés sur le tiers monde et celle des régimes autocratiques, militaires, à parti unique...
Dans cette partie du monde, la France conserve une influence politique déterminante, quelles que soient les orientations des gestionnaires de 1 'Etat français. Les rituelles rencontres des chefs d'Etat français et d'Afrique (l'appellation «som-mets franco-africains» fleurait la colonie) nous le rappellent annuellementet la bataille feutrée que se livrent la France et le Canada dans l' espace dit francophone le démontre. C'est pourtant dans cette zone de la planète le plus souvent régie par des despotes que le hiatus est le plus évident avec les discours sur les droits de l'Homme distillés de Cancun à la Bastille par François Mitterrand. Chiche que le prochain soit prononcé à Abidjan ou à Brazzaville?

Comment ignorer que la fortune personnelle du maréchal Mobutu, président zaïrois, est égale à la dette de son pays? Comment ignorer que la Côte d'Ivoire est insolvable quand son dirigeant Houphouët-Boigny construit sur sa fortune personnelle, dit-il, une réplique de la basilique de Saint Pierre de Rome dans son village natal promu capitale?
Comment ignorer que les recettes pétrolières du Cameroun dont le montant est inconnu ne sont pas budgétisées? Comment oublier qu'au temps giscardien, la France cautionnait les délires de Bokassa 1er, empereur de Centrafrique?
L'absence de contre-pouvoir, l'état de non démocratie permettent de telles aberrations dans des pays potentiellement riches aux plans agricole et minier.
L'absence de politique de développement cohérente, les frasques des présidents et couches dirigeantes ont été d'un excellent rapport pour les entreprises publiques et privées de France et d'Europe: paiement des infrastructures lourdes et des études de faisabilité par des fonds publics, surfacturation des prestations de service et des réalisations...
Cette complicité entre nos politiques, banquiers et industriels et les classes dirigeantes d'Afrique ont précipité la misère des bidonvilles tentaculaires et des campagnes exsangues qui se vident.
Poser le problème du droit à la parole, à l'expression politique plurielle dans ces pays ressortirait selon certains de nos gouvernants d'un néocolonialisme de gauche. Voilà la preuve d'une histoire mal digérée! En effet, lorsque des pressions internationales ont été organisées - et c'était juste - face à l'état de guerre - en Pologne, lorsque les manifestations se multiplient - et c'est juste pour arrêter les massacres en Chine, a-t-on osé et ose t-on parler de néocolonialisme ?
Certes, la démocratie, le multipartisme ne sont pas les conditions suffisantes pour régler les problèmes du développement et de la dette, mais ce sont des préalables. Au début des anuées 60, période des indépendances, au nom du credo du développement, la plupart des pays d'Afrique, quelles que soient leurs orientations (la Guinée de Sékou, la Côte d'Ivoire d'Houphouët, la Tanzanie de Nyéréré) ont été régis par des partis uniques: unir toutes les forces pour vaincre la pauvreté.
Trente ans plus tard, ces pays sont plus pauvres encore et leurs populations réduites au silence ou à l'obligation de chanter les louanges de leur timonier -sauveur et père respectif.
Annuler la dette! L'idée peut enthousiasmer l'opinion publique tant elle semble généreuse. Ce serait au demeurant bien loin de rembourser le solde d'une escroquerie planétaire initiée au temps colonial. Aujourd'hui les flux financiers se sont inversés: en Afrique subsaharienne, le service de la dette est supérieur aux transferts publics destinés au développement.

Alors remettre les compteurs à zéro, dans le rapport de force actuel, serait un grand pas en avant. Mais si l'on ne remet pas en cause l'état de non démocratie qui est l'une des clés des gabegies présentes et passées, cela permettra aux régimes forts et dictatures en place de trouver un sacré second souffle.

Guy Labertit ,maurice Najman ,Patrick Silberstein

LE MAL DÉVELOPPEMENT

Le terme de mal développement est venue remplacer celui de sous développement à la fois pour marquer qu'il ne s'agit pas"état inférieur du développement des sociétés capitalistes occidentales mais bien d'un état de conséquences de mauvaises orientations et de mauvais rapport entre parties.

L'échange inégal reste la base de ce mal développement mais l'utilisation des ressources soutenue par de larges couches de population des pays pauvres sinon par des majorités entières compromet un développement durable à tout jamais.

Cette responsabilité nouvelle est essentiellement la conséquence de la prise en compte de risques écologiques majeurs. Le déséquilibre conceptuel des tiers mondistes en faveur de la politique de survie faisait que 14 saccage de la nature était minimisé voir occulté à l'exemple des pays de l'URSS

« Tout pour la production » était la clef de cette survie.

En France ,pour des raisons à la fois complexes et de bon sens politique,le PSU ava~t inclu dans sa critique du capitalisme la détérioration des sites naturels et ce n'est pas un hasard si les précurseurs du mouvement catastrophique ont appartenu à cette formation.

Comme tout nouveau concept le Mal développement est à prendre avec des pincettes il ne s'agirait pas que comme trop souvent il permette de recouvrir une responsabilité collective qui ferait abstraction des contraintes sociales dans lequel ce Mal développement fait son effet.

En 2002 ce concept bien que toujours présent dans les analyses a fait place a une formulation plus positive de « nouvel internationalisme» .

L'INTERNATIONALISME

. .
Nous venons de voir que l'internationalisme ne pouvait plus reposer sur le simple soutien aux luttes d'indépendance nationales ni sur l'émergence d'un socialisme dans les pays anciennement colonisés .A la fois par les contraintes extérieures annihilant inexorablement toutes tentatives d'expérimentation sociales et l'impossibilité qu'elles eurent de trouver dans leur essor les forces de résistance pour un développement original. Le nouvel internationalisme s'est tout d'abord replié sur l'aide caritative répondant à des situations d'urgence et la coopération s'est établie par le renforcement technique des organisations non gouvernementales .L' instrumentalisation progressive de celles-ci par les forces politiques au pouvoir et l'absence de perspectives politiques entrainent une inertie relative de ce mouvement et confinent les ONG dans la spécialisation .Les USA cherche à normaliser ce mouvement à son profit en programme l'aide minimum de survie à son intervention militaire

VOUS AVEZ DIT « TIERS MONDE»?
VOUS AVEZ DIT « MAL DEVELOPPEMENT»?

On parle beaucoup du tiers monde, à la radio, à la télévision, dans les journaux... que recouvre exactement ce terme? Un colloque maintenant fameux de"Médecins du Monde» s'attaquait au "tiers-mondisme, et des" tiers-mondistes" convaincus ont contre-attaqué. Qui sont-ils? Certains livres parus récemment disent que les pays du Sud sont responsables, avec eux, des malheurs dont ils sont victimes: famine, sécheresse, déroute économique,miracle économique transformé en cauchemard social... Qu'en-est-il réellement? Sous-développement, mal développement? Que recouvrent aujourd'hui ces termes?
La consommation serait la simple satisfaction de nos besoins naturels.
Sont-ils réellement naturels? Les multinationales, les économistes, publicistes, scientifiques, hommes politiques aiment à nous le faire croire.
Même si c'est au détriment de notre santé, de notre environnement, des conditions de travail, du Tiers-Monde. Il y a une logique derrière cela, nous pouvons la déceler.
Les mutations d'aujourd'hui sont rapides. Informatisation, restructurations, chômage, partage du temps, conception du travail et de l'argent. Délinquance, racisme, nouvelle pauvreté... Autant de défis à la société jusque dans notre vie quotidienne
Quels sont leurs enjeux ? Comment être acteur ou partenaire d'un avenir qui nous concerne ?

De quoi se compose mon menu quotidien?
Notions d'équilibre alimentaire, valeur nutritive des aliments
D'où viennent tous ces produits que je consomme
Mieux se nourrir pour vaincre la faim?
La concurrence permet au consommateur d'obtenir le prix le plus bas. D'accord. Mais à quel prix? La libre circulation des marchandises est le credo sur lequel s'est fondé et continue de fonctionner le Marché Commun. On nous en a promis une amélioration de la situation économique qui non seulement ne s'est pas vérifiée mais c'est bien le contraire qui a eu lieu. Le chômage des pays de la CEE est nettement supérieur à celui des autres pays industrialisés, qu'ils soient européens ou non.

Le régime de la banane

Il existe actuellement à l'intérieur de la CEE deux modes d'importation de la banane.
L'un correspond à un marché protégé, c'est le cas de la France qui s'approvisionne auprès de ses «départements d'outre-mer» ainsi que de l'Espagne et en partie du Portugal. L'Allemagne pour sa part a des accords avec les multinationales américaines qui sont exemptées de droits de douane et dont les prix sont inférieurs jusqu'à 40% par rapport aux bananes des Antilles. Bruxelles veut uniformiser le marché européen et propose (pour une fois!) d'imposer des quotas et des taxes à l'importation des bananes américaines. Les Allemands ne l'entendent pas de cette oreille. Leur consommation par habitat est le double de celle de la France.
Les bananes sont un élément essentiel pour leurs ménagères, juste derrière le pain et la bière. Ils ne sont pas disposés à un sacrifice pécuniaire supplémentaire sur l'autel de la CEE.
Pourquoi pas? Le problème, ce sont les conditions d'exploitation qui règnent dans les bananeraies américaines.
Les principaux centres de production de trouvent dans la province d'Uraba en Colombie et à l'île de Mindanao aux Philippines. Dans la première région des dizaines de dirigeants syndicaux du secteur de la banane ont été assassinés et également le juge d'instruction chargé de l'enquête sur le massacre d'une centaine de travailleurs de bananeraies. Chacun des membres du groupe de négociateurs syndicaux qui avaient obtenu une augmentation salariale de 25 % pour leurs adhérents a été assassiné. A Mindanao la société Tadeco exploite de la main-d' oeuvre venant de l'établissement pénitencier voisin en leur versant un salaire dérisoire et utilise des détenus pour surveiller le personnel normal.

Rien d'étonnant si les trois multinationales américaines qui s'approvisionnent dans ces régions et inondent le marché mondial (dont United Brands sous la marque Chiquita et Nabisco sous la dénomination Del Monte) parviennent à des prix nettement plus «compétitifs» que la Martinique ou la Guadeloupe.
Or déjà les patrons des multinationales crient au protectionnisme et à la défense des consommateurs et l'issue du conflit n'est pas certaine. Mais pourquoi donc cherche-ton tellement à protéger le consommateur et non pas le producteur ?

Le cacao et le café

Précisément la Côte d'Ivoire qui est le 1er producteur mondial de cacao s'est toujours efforcée de garantir des revenus minimaux aux planteurs indépendamment des fluctuations des cours mondiaux. Parallèlement aux accords internationaux elle avait créé une Caisse de stabilisation. Elle s'imposait même des quotas pour éviter l'effondrement des prix mondiaux. Mais l'accord international pour la régulation des stocks a été dénoncé en 1988 notamment sous la pression des USA. Parallèlement la BanqueMondiale dont tout le monde sàit qu'elle est sous influence américaine a financé la création de toutes pièces de plantations en Malaisie et en Indonésie.
René Dumont qui le reprochait à deux responsables de cette institution parce qu'il y avait déjà excès de production s'est entendu répondre «Nous voulons du cacao à bon marché». Bien entendu les cours ont chuté. Le prix de revient asiatique étant très bas la production ivoirienne se vend maintenant avec perte.
Cette perte a représenté 2,2 milliards de F par an entre 1988 et 1991. Comment le pays peut-il dans ces conditions rembourser sa dette et se développer? En février dernier des négociations ont eu lieu pourréorganiser le marché.
Tous les pays producteurs sauf le Brésil étaient favorables à l'instauration de quotas. Les pays consommateurs y étaient par contre opposés.
Situation semblable pour le café. Là aussi les accords internationaux de stabilisation ont été dénoncés en 1989.
En conséquence la valeur de la livre de grains est passée de 1,2 dollars à 57 cents. Depuis 17 ans les prix nominaux n'avaient pas été aussi bas. Le Brésil et de nouveaux producteurs asiatiques profitent d'une nouvelle répartition des marchés. L'Afrique continue à être perdante. Son prix de revient est de 6,5-7 F CFA alors que les prix de vente plafonnent à 5 F CFA. Ce n'est pas grave.
Les cultures non rentables de café sont remplacées par de la drogue. C'est le cas entre autres de la Colombie pour qui la chute du prix du café représente une perte annuelle de 500 millions de dollars, soit huit fois plus que l'aide américaine de lutte contre la drogue à ce pays.

Au Yemen également la culture du qat qui a des propriétés intermédiaires entre la cocaïne et l'opium a supplanté celle du fameux moka qui était la principale source de devises étrangères.
Le prix des matières premières produites dans le tiers monde a chuté de 10% entre 1980 et 1990. Voilà comment on maintient une inflation basse dans les pays occidentaux et le sous-développement dans le Sud.
La souveraineté alimentaire est le droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire sans mettre en danger celles des autres pays.
La souveraineté alimentaire considère comme prioritaire une production alimentaire primaire, saine et appropriée à la culture, qui procure un revenu rémunérateur pour les paysans et met un terme au processus d'industrualisation de l'agriculture.
La sécurité alimentaire n'a pas la même signification au Nord et au Sud. Si le concept fait référence dans nos pays occidentaux à la qualité de notre nourriture et de l'alimentation, elle évoque dans les pays en développement la question cruciale de l'approvisionnement et de la quantité de nourriture disponible pour nourrir la population.
Dans les pays en développement, les populations souffrent de famine et de malnutrition. La F AG a mis en avant un chiffre accablant: 800 millions de personne souffrent de la faim dans le monde. C'est certes 50 millions de moins qu'il y a 5 ans. Mais on est encore loin de l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015. Au delà de l'insouveraineté alimentaire, l'insécurité alimentaire n'est pas résolue.
La faim et la malnutrition ne résultent pas d'un déficit brut de denrées alimentaires au niveau mondial, mais de leur répartition.
A l'échelle mondiale, 1,4 milliards d'hectares sont cultivés alors que la superficie totale des terres arables est de 3,2 milliards d'hectares. La majorité des terres inexploitées se trouvent en Afrique et en Amérique Latine.
Par exemple, les données disponibles indiquent que l'Afrique a les ressources naturelles nécessaires pour nourrir ses habitants.
En outre, il a été démontré que les petits producteurs sont capables de contribuer de manière significative à la disponibilité alimentaire nationale.
Bien sûr, il existe des causes conjoncturelles (sécheresses ou inondations, guerres, etc.) aux famines, mais qui malheureusement, souvent, font place à des conditions structurelles (mauvaises techniques d'irrigation, surexploitation jusqu'à l'épuisement des sols, dictatures, etc.).Les famines sont particulièrement vendeuses pour récolter des fonds auprès d'une opinion publique choquée.

Mais cette aide, sous forme alimentaire, constitue souvent un facteur aggravant des situations locales et entraîne une dépendance d'un approvisionnement extérieur, souvent inadapté aux conditions internes. En se substituant aux productions locales, l'aide alimentaire provoque une désorganisation des marchés locaux.
Pour les gouvernements du Nord, elle constitue un moyen d'exporter des surplus, invendables sur leurs marchés pour cause de surproduction ou autre. Ainsi, à l'époque du scandale de la vache folle en Europe, les exportations de viande bovine britannique vers l'Afrique (en particulier le Nigéria) ont triplé, causant l'effondrement des prix du marché du boeuf dans le pays, et la ruine des éleveurs...
L'été dernier, les Etats-Unis ont procuré, au titre d'aide alimentaire, au pays de la corne de l'Afrique (Zimbabwe, Zambie, etc.) confrontés à une crise alimentaire, du maïs et des graines génétiquement modifiés.
La Zambie, qui a refusé cette aide, a été accusée d'affamer et de laisser mourir ses populations... Le dilemme est plus complexe: les autorités se voient obligées d'autoriser des semences OGM dans leur pays (et les risques encourus en termes de propagation dans l'environnement et de cont<unination de toutes les autres cultures) pour lutter contre la famine!
Les firmes agro-alimentaires CMonsanto, Dupont, etc.) n'ont aucune vergogne et sont responsables de cette situation inextricable. Mais c'est une pure stratégie de leur part pour contaminer les champs en Afrique et soumettre ainsi des territoires entiers à leur loi des brevets. Une fois que les cultures OGM auront été introduites, le processus sera irréversible et les paysans des pays en développement seront sous le joug des industries biotech.
Des politiques agricoles erronées basées sur les (mono) cultures d'exportation
En réalité, c'est déjà cette logique commerciale qui prévaut dans les relations agricoles avec les pays en développement et qui est largement responsable des politiques agricoles inadaptées aux besoins des populations, créant les situations de crise alimentaire.
Une des solutions proposées pour résoudre le problème de la faible production agricole et des bas revenus dans le monde rural, mais aussi afin de répondre aux besoins en produits de base des pays du Nord, a consisté à encourager les paysans pauvres à produire pour le marché extérieur. Cette politique a eu pour conséquence de détourner les paysans de la production vivrière destinée à la consommation locale en les poussant à mettre en place des cultures pour l'exportation. En retour, ces pays se voient contraints d'importer des denrées alimentaires subventionnées produites par les secteurs agro-industriels des pays du Nord pour couvrir leurs besoins élémentaires

On peut citer des dizaines d'exemples, dans tous les pays du Sud, de ce type de politiques agricoles: aux Philippines, tandis que la production d'ananas triplait et que la production d'asperges était multipliée par seize, la production de riz a baissé de 24 %.
Conséquence de cette politique, les Philippines ont dû importer du riz de l'extérieur (2 millions de tonnes) pour répondre aux besoins dans leur pays, tandis que les importations de blé ont été multipliées par 30. En Egypte, seules 3 % des terres sont cultivables. Elles sont toutes consacrées à l'exportation. Les fellahs (paysans locaux) doivent donc travailler sur des terres arides et non irriguées. En Tanzanie, 63 % des aides agricoles européennes vont à la culture du tabac. Au Guatemala, la production de boeuf a été multipliée par 3, mais la consommation de boeufs par les paysans / éleveurs à été divisée par deux.
Au Kenya, on a concentré la production agricole sur les haricots vert~, qui ne correspondent pas du tout aux besoins des populations. Au Maroc ou en Mauritanie, les accords de pêche conclus avec l' Union européenne ont permis l'exploitation des eaux territoriales par les gros chalutiers européens, raréfiant les ressources piscicoles des pêcheurs locaux et entraînant une baisse de l'autosuffisance alimentaire dans ces régions.
Le problème est que la concentration sur un type de monoculture a créé une dépendance insoutenable des pays du Sud sur les consommateurs du Nord, et surtout sur les firmes agroalimentaires. Les agriculteurs doivent vendre, à tous prix, leur production. Mais la concurrence s'accroît, la production augmente (avec la modernisation des moyens de production) et les marchés potentiels d'exportation sont de plus en plus restreints.
En effet, la plupart des pays en voie de développement ont des capacités d'exportation limitées. La part de marché des PMA ne représente que 0.4 % du chiffre global du commerce mondial et 1 % des importations de l'DE. Sans compter que les pays du Nord, en particulier européens et américains qui ont négocié dans leurs propres intérêts l'accord de Blair House sur l'agriculture à l'OMC en 1993, ont maintenu des barrières à l'importation des produits agricoles en provenance des pays en développement (alors trop faiblement représentés dans les négociations), et surtout les subventions à l'exportation de leurs propres productions, créant ainsi des distorsions énormes sur les marchés (ainsi, le nouveau Farm Bill autorise la subvention du coton américain; sans parler de la PAC et des soutiens aux agriculteurs européens !).
L'accès aux marchés du Nord (quotas, normes phytosanitaires, etc.) est tellement difficile qu'elle pousse les pays à se faire concurrence et à réduire encore davantage leurs prix afin de rester compétitifs. C'est la spirale déflationniste et la catastrophe pour les populations qui en vivent.

La chute des prix des matières premières est à l'origine de l'écroulement d'économies entières du Tiers Monde. Dans certaines régions, le coût de la production a augmenté de plus de 6000 % alors que les revenus des agriculteurs dans certains pays (ex: l'Inde) a diminué de 20 % en un an.
L'Éthiopie vient de connaître, vingt ans après la tragédie humanitaire, une "nouvelle" famine et a dû faire appel à l'aide alimentaire.
Paradoxalement, la surproduction (de blé et maïs) est à l'origine de cette crise. Dans les années 90, l'Éthiopie a été le théâtre de plusieurs initiatives mondiales qui visaient à augmenter la production agricole et à supprimer les subventions aux agriculteurs.
Le gouvernement, sous la pression des bailleurs de fonds internationaux, s'est retiré des marchés du grain pour laisser la place à un secteur privé inexpérimenté.
En 2001, avec la récolte exceptionnelle, les marchés ont été submergés, et les prix ont chuté de manière drastique. En l'absence d'aides aux agriculteurs et de système de stabilisation des prix, mais sous l'emprise de leurs dettes, les paysans ont été obligés de vendre leur bétail, et ont été les premiers touchés par la famine! La tragédie éthiopienne est aggravée par cette absurdité: alors que le pays mendie de la nourriture, de grandes étendues de terres arables dans les régions fertiles pour le blé et le maïs sont en jachère... pour survivre (en réduisant leurs coûts de production en semences, engrais, carburant, etc.), les agriculteurs doivent réduire leurs exploitations, et contribuent ainsi à la pénurie de nourriture...
Aujourd'hui, le gouvernement éthiopien a décidé d'intervenir de nouveau dans la politique agricole et de diversifier la production vers des volailles, pommes, poivrons, oignons, etc. afin de fournir une meilleure alimentation aux agriculteurs, et d'assurer une plus grande flexibilité sur les marchés.
La volatilité des prix crée une situation d'instabilité pour les revenus d'exportations des matières premières. La situation pour les produits de base est d'autant plus difficile que les systèmes de stabilisation des prix (dont le STABEX, instrument clé des Conventions de Lomé), accords par produits, etc. toute tentative de régulation publique (face aux velléités de libéralisation de l'OMC) ont été démantelées. Le **FMI** et la Banque Mondiale ont aussi poussé les gouvernements à se retirer des marchés et à privatiser le secteur de l'agriculture (pour augmenter la rentabilité!).
Un exemple: la crise du café actuellement. Les prix ont baissé de plus de 50 % en trois ans. Or le taux de dépendance à l'égard des recettes tirées des exportations de café atteint jusqu'à 80 % pour le Burundi, 67 % pour l'Éthiopie, 55 % pour l'Ouganda, etc. 25 millions de personnes sont directement touchées. L'économie de 50 pays en voie de développement est affectée.

Dans ces pays, la crise des produits de base affecte les budgets publics et les répercussions sociales, voires politiques (au Guatemala par exemple) sont énormes. En plus, l'OCI (Organisation Internationale du Café) a disparu. Par opposition, Nestlé, Kraft, Sara Lee et Proecter et GambIe ont des recettes globales de 100 milliards de dollars par an. C'est le système commercial international qu'il faut repenser.
Par ailleurs, l'accord **ADPIC** limite les possibilités d'accès des populations locales à leurs propres ressources en termes de terre, d'eau, de plantes, etc. En effet, les brevets sur les semences et les ressources génétiques destinées à l'agriculture et à l'alimentation augmentent les monopoles des sociétés transationales sur les technologies, les semences et les gènes, et menacent les pratiques agricoles traditionnelles durables. L'agriculture et la nourriture ne sont pas des marchandises comme les autres. Elles doivent rester en dehors des règles de l'OMC et redevenir un acte souverain des pays.
On a besoin de politiques publiques d'investissements, de soutien, de distribution en agriculture, pas de privatisation. Le système commercial international souffre de profonds dysfonctionnements. Il faut promouvoir le commerce équitable si on veut assurer la sécurité alimentaire dans le monde.
Les politiques de développement de l'Union européenne ne répondent pas au problème d'insécurité alimentaire dans les PVD. Jusqu'à Lomé **III,** l'agriculture et le développement auto-centré ont été au coeur de la coopération ACP - CE. La nom'elle politique de développement de lUE, définie en 2000, fait aussi du développement rural l'une des 6 priorités. Mais, le contenu des accords de coopération est d'ordre macro-économique et commercial. On a perdu de \l1e l'humain et les objectifs sociaux dans le cadre de ces accords "institutionnalisés" entre une UE néo-libérale et des gouvernements avides d'une aide (même inutile et néfaste). Tout est commerce, compétition, régulation par le marché. L'initiative européenne "Tous saufles armes" en faveur des Pays les Moins Avancés corrobore cette analyse. Lancée par la Commission européenne en février 2001, cette proposition étend le libre-accès au marché communautaire, en franchise de droits et de quotas, à tous les produits en provenance des pays les moins avancés (PMA) (sauf les armes et les munitions). Cette disposition implique une révision du système de préférences tarifaires généralisées, avec cependant des périodes d'application transitoires pour les bananes (2006), le riz et le sucre (2009)... Tous les autres produits agricoles sont couverts, y compris des produits sensibles comme le boeuf et d'autres viandes, les produits laitiers, les fruits et les légumes frais ou transformés, le maïs et autres céréales, etc.

Cependant, un certain nombre de dispositions, en particulier sur les règles d'origines et la coopération administrative devront être respectées. En outre, lUE se réserve le droit d'appliquer des mesures de sauvegarde pour répondre à d'éventuelles difficultés pour les producteurs communautaires, notamment en cas de perturbations des marchés et de leurs mécanismes régulateurs (entendons la P AC !).
En réalité, 99 % du commerce de la CE avec les PMA bénéficiaient déjà d'un libre accès soit au titre de la Convention de Lomé, soit au titre du (Système de préférences généralisées) SPG. En revanche, aucun mécanisme de prix garantis n'est prévu pour les principaux produits sensibles des petites exploitations familiales du Nord et du Sud. Dans son rapport, le Parlement européen s'est inquiété des conséquences possibles d'une telle mesure en matière de sécurité et d'autonomie alimentaire, et a demandé une étude d'impact à la Commission.
Par ailleurs, nous avons dénoncé la concurrence qui risque de survenir au sein du groupe ACP entre PMA et non PMA, d'autant plus que les pays ACP n'ont pas été consultés, malgré la procédure prévue dans l'Accord de Cotonou (articles 36-37).
En fait, cette initiative "poudre aux yeux" ne favorise nullement ni le développement durable, ni des règles commerciales équitables. Tant que les PMA resteront exportateurs de matières premières agricoles et minières, et importateurs de produits manufacturés, leurs parts dans le marché mondial seront déséquilibrées, et leur balance commerciale déficitaire. C'est un problème structurel auquel il faut s'attaquer, en privilégiant la reconversion industrielle dans les PMA, de cultures d'exportations vers des cultures vivrières et d'industries de base en industries de transformation.
En même temps, il faut protéger les industries naissantes. Donc, la libéralisation en elle-même n'est pas suffisante. Au contraire, elle renforce les PMA dans leur rôle d'exportateurs de matières premières, qu'ils considèrent comme leurs avantages comparatifs, aux dépens des besoins locaux de leurs populations qui souffrent de malnutrition. Par conséquent, il faut encourager les PMA à abandonner l'approche de l'accès au marché dominée par les exportations commerciales, au profit d'une stratégie de développement durable intrarégionale et réduise la dépendance à l'égard des pays industrialisés.
En conclusion, cette initiative n'était qu'une opération de charme du Commissaire Lamy destinée à amadouer les PMA et à obtenir leur soutien pour le lancement d'un nouveau round de négociations de l'OMC à Doha.

Le NEP AD, présenté comme l'initiative des pays africains (à l'origine, trois Chefs d'Etat, dont Thabo M'Beki en Afrique du Sud, Abdullall 'Vade au Sénégal) qui veulent "prendre leur destin en main", est en fait le fruit d'une alliance entre les dirigeants adeptes des thèses néo-libérales en Afrique.
Ce programme (qui n'est ni une institution, ni un mouvement pan-africain) ne recueille pas le soutien de la société civile africaine. Formés aux Etats-Unis, ces Chefs d'Etat reprennent à leur compte les théories du libre-échange et appliquent à la lettre les prescriptions des institutions financières internationales, dont la dernière recette miracle en date: les partenariats publics-privés. L'intérêt de cette initiative réside en fait en sa capacité de récolter de nouveaux fonds pour le développement.
Mais, pour l'instant, au-delà des discours, les gouvernements du C8 n'ont pris aucun engagement contraignant.
En réalité la souveraineté alimentaire est la solution à l'insécurité alimentaire. Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental. Il est indissociable du droit d'accès à la terre, à l'eau et à la biodiversité. Les politiques agricoles doivent viser à l'auto-suffisance alimentaire, et la coopération au développement doit veiller à une indépendance de ces politiques.
C'est ce que nous demandons, nous, Verts au Parlement européen, lorsque nous exigeons une réforme de la Politique Agricole Commune, basée sur la qualité des produits, et le respect des agTiculteurs, plutôt que sur des critères de productivité et de rentabilité.
De même nous nous battons contre les accords de pêche inéquitables qui ôtent tout droit d'exploitation par les populations locales de leurs eaux territoriales.
A la Commission développement et coopération, nous insistons sur le droit fondamental qu'est l'accès à une alimentation suffisante et saine, dans toute législation qui nous est soumise. Surtout nous demandons que l'agriculture sorte de l'UMC et des logiques commerciales insoutenables qui réduisent le droit à l'alimentation à néant.
Nous essayons de faire du développement durable l'objectif des politiques de coopération. Les résultats ont été jusqu'ici variables. Dans 10 jours à Cancun, nous rappellerons ces principes et mettrons la pression pour des règles commerciales plus équitables qui aillent dans le sens de la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Intervention de Didier ROD(député Européen Verts)

LA FAMINE DURABLE COMME PROJET?
Rouge & vert

Quand des êtres humains échangent entre eux une partie de leurs productions respectives, c'est pour diversifier leur consommation, donc pour en augmenter l'aspect qualitatif.
Si cet échange (troc) ne s'effectue que dans des relations de voisins immédiat ou proche, sans intermédiaire,il est compatible avec un niveau d'économie n'ayant pas dépassé celui de la stricte et immédiate subsistance, car l'échange n'affecte pas l'aspect quantitatif des consommations de chacun. En l'amélioration qualitative estlimitée, car des voisins ne peuvent bénéficier de conditions de production (ressources, environnement, traditions...) très différentes.
Quand les êtres humains procèdent à des échanges à plus grande distance, donc avec une amélioration qualitative supérieure, des intermédiaires deviennent nécessaires sous une forme ou sous une autre, c'est-à-dire des humains qui se retirent du processus de production pour s'adonner à une activité de service: transporter les biens échangés d'un point à un autre. Comme il faut bien que ces humains qui ne produisent plus de valeurs continuent à vivre, c'est-à-dire à en consommer, ils conservent pour leur propre usage (directement ou en vue d'autres échanges) une partie des biens échangés. Le commerce est né, sans que cette notion ait en soi quoi que ce soit de péjoratif.
Cette apparition du commerce, comme l'attestent les fouilles archéologiques, a probablement été (fusse de manière restreinte ou occasionnelle) très précoce dans l'histoire de l'humanité, bien antérieure en tout cas à la plus haute Antiquité connue, sans doute assez tôt dans la préhistoire. Elle traduit un vrai choix: les producteurs-consommateurs sacrifient (ou échangent) une fraction de quantité contre un gain de qualité. Ceci suppose que l'économie ait dépassé, si peu que ce fut, le niveau de la stricte et immédiate subsistance.
Sous cette première forme, les commerçants se distinguent radicalement des pillards, distinction toujours valable aujourd'hui: commerçants et producteurs, qui sont les uns et les autres des consommateurs, tirent un bénéfice réciproque de leur relation. Par analogie avec les associations «fleurs-insectes pollinisateurs», ou avec les symbioses «plantes légumineuses-champignons ou bactéries fixateurs d'ozone», j'irai jusqu'à dire qu'ils sont en co-évolution sociale. Au contraire, les razzieurs prélèvent bien une part des valeurs produites, y compris sous forme r.e destructions humaines et matérielles violentes, mais sans aucune contrepartie. Toujours par comparaison avec l'écosystème, je parlerai de parasitisme.

Ultérieurement, si les commerçants prennent un poids exagéré pour une raison quelconque (monopole par exemple) et en profitent pour imposer des conditions injustes (déséquilibrées) d'échanges, notamment par la multiplication inutile des intermédiaires, la surévaluation de la valeur du service qu'ils offrent, etc, à leur rôle de partenaires ils ajoutent celui de parasites, qui peut même devenir prédominant. D'où l'apparition d'un sens péjoratif au mot «commerce».
En soi, l'existence d'un commerce entre pays du Sud et du Nord (pour simplifier !) n'a rien de scandaleux. Ce qui est choquant, c'est la profonde injustice de ces échanges et souvent même la substitution de la contrainte au libre-choix d'échanger ou non, fruits d'accidents historiques qui ont fait que des sociétés de niveaux technologiques et économiques très différents sont à un moment donné entrées en contact, et que les plus puissantes ont entrepris le pillage des plus faibles, soit ouvertement (colonialisme), soit plus hypocritement, comme dans l'époque actuelle.
Le pillage des richesses naturelles des pays pauvres (qui de ce fait le deviennent de plus en plus) par les pays riches (qui deviennent toujours plus riches) concerne les réserves minérales (bauxite, uranium...) et fossiles (pétrole, gaz...), les ressources écologiques (flore, faune, terres arables...), et les populations elles-mêmes (esclave, combattants, travailleurs immigrés, trafics d'enfants, au mieux pour l'adoption, au pire pour l'exploitation). La plupart de ces exactions sont maintenant bien connues, ont été largement décrites, et il n'est pas utile d'y revenir ici.
Je m'intéresserai aujourd'hui à un problème rarement ou jamais abordé (en tout cas, pas à ma connaissance) : celui des terres agricoles, non pas sous l'aspect classique de l'accaparement des surfaces par de grands agrariens, généralement d'origine européenne «békés» des Antilles) ou par des multinationales, mais au sens d'épuisement des sols, étant entendu que ces deux phénomènes peuvent au demeurant se conjuguer sur une même parcelle.
L'agriculture semble en première approche une ressource inépuisable, parce que renouvelable indéfiniment, puisqu'elle tire son énergie d'une source (le soleil) éternelle à l'échelle humaine. C'est vrai d'une agriculture durable, c'est-à-dire respectueuse du cycle «producteurs primaires-consomma te urs-organismes décomposeurs» (voir mon article dans «Rouge et Vert» n° 104, page 6 colonne 2). Ce n'est plus vrai d'une agriculture qui ne respecte pas ce cycle, c'est-à-dire qui empêche le recyclage des éléments chimiques pour les remettre périodiquement à la disposition des producteurs primaires (plantes chlorophylliennes).
Je ne parlerai pas ici d'un autre type de destruction des sols: contaminations industrielles ou radioactives accidentelles ou volontaires («pays-poubelles»).

La première cause identifiable de non-durabilité d'une agriculture est le lessivage excessif des sols, qui entraîne irrémédiablement à la mer les éléments de base de la chimie organique (la chimie du vivant). Cette érosion est souvent catastrophique sous l'effet de l'agriculture productiviste : déboisements exagérés, mécanisation lourde et remembrements qui en découlent... Présente dans les pays riches, cette forme de non-durabilité n'épargne évidemment pas les pays pauvres. Mais il en est une autre, moins immédiatement perceptible, et qui leur est spécifique : je l'appellerai le pillage alimentaire. Lorsque de la nourriture est échangée commercialement entre pays du Nord et du Sud, ce n'est pas sur une base égalitaire : la tonne de bananes, de café, de haricots achetée au Sud est payée beaucoup moins cher que la tonne de maïs, de blé ou de fèves achetée au Nord. Ainsi. même dans un échange librement consenti et apparemment réciproque, le déséquilibre monétaire et économique se traduit par un déficit quantitatif impressionnant au détriment du Sud. Pour l'essentiel. il n'est pas fortuit, mais sciemment organisé par la suppression des polycultures uvrières au profit des grandes monocultures d' exportation. par la fixation des cours dans les grandes places financières du monde industriel....
Ce déficit quantitatif global de consommation au Sud n'est pas corrélé à un déficit quantitatif équivalent de production. Cela signifie que non seulement les peuples pauvres mangent moins que les autres, mais aussi qu'une partie de la nourriture qu'ils produisent est consommée ailleurs. Par suite, la matière organique composant ces aliments est aussi délocalisée. c'est-à-dire excrétée et recyclée dans l' écosystème des pays riches! (L'exode rural massif et l' entassement dans de gigantesques bidonvilles sans systèmes de collecte et de traitement des eaux et des déchets accroît encore, en pays pauvres,la dilution de la matière organique dans la mer... 1.
La couche cultivable du sol est de profondeur variable, mais toujours très faible à l' échelle planétaire : quelques dizaines de centimètres en moyenne (c'est une fragilité dont on est rarement conscient). Elle s'est constituée sur des millions d'années, au cours des temps géologiques. et continue à se constituer et à se reconstituer. à partir des roches du sous-sol. par des processus essentiellement physiques (infiltrarion des eaux. glissements et frottements des sols, érosion éolienne des roches aff1eurantes...1 qui sont tous extrêmement lents. '
Lorsque le cycle de la matière organique est préservé (on dira que le système est fermé) les terres cultivables sont conservées, voire s'accroissent lentement. On parlera d'agriculture durable (toutes autres conditions mises à parti. Lorsqu'au contraire ce cycle n' est pas conservé (on parlera de système ouvert). on assiste à une déperdition globale nette. ainsi qu' à un enrichissement des sols en pays riches et à un appauvrissement des sols en pays pauvres.

Aujourd'hui. les taux auxquels s'exportent les éléments nutritifs du sol des pays pauvres (sous la formule d'aliments) sont infiniment supérieurs aux taux naturels de leur renouvellement.
Le capitalisme mondial n' a pas seulement mis en place le vol de la nourriture actuelle des peuples du Sud mais, à terme. le vol de leur capacité future à en produire. Ce qui est ainsi programmé à plus ou moins long terme, si rien ne change, c'est l'impossibilité de manger par suite de l'épuisement des sols, et donc la mort ou l'acceptation de n'importe quelles conditions pour obtenir la nourriture.
Seule la stupidité aveugle des parasites peut leur laisser croire que les peuples affamés se laisseront durablement faire sans se battre! ! !
Sur ce que l'on a appelé la «mondialisation» ,notion marquant un développement particulier des monopoles multinationaux sur l'ensemble de l'économie mondiale nous avons retenu l'étude de l'économiste CHESNAY. François Chesnais se rattache au corps thématique marxiste mais fait oeuvre nouvelle. Pour lui «la mondialisation doit être pensée comme une phase spécifique du processus d'internationalisation du capital» dans laquelle «l'investissement international domine l'internationalisation plus que ne le font les échanges» . L'auteur, après avoir rappelé que le centre d'étude spécialisé des Nations unies avait dénombré 37 000 firmes multinationales souligne que les 100 premières concentrent un tiers de l'investissement direct à l'étranger, à ne pas confondre avec les investissements en portefeuille.
Dans ces 100 groupes sur des actifs de 3200 milliards de dollars, 40% sont situés en dehors des pays d'origine . Mais ces IDE concernent essentiellement les pays développés par l'origine comme pour les destinataires.
Ainsi aboutit-on à une situation où «la forme la plus caractéristique de l'offre dans le monde est aujourd'hui l'oligopole»dans lequel il y a «interdépendance entre (les) firmes qu'il comporte...; les firmes ne réagissent plus à des forces impersonnelles en provenance du marché,mais personnellement et directement à leurs rivales» .
A l'échelle mondiale nombre de branches industrielles sont dominées par des oligopoles , quatre firmes détenant au moins 25% du marché. C'est historiquement le cas du pétrole, de l'aluminium; c'est celui de la plupart des industries de haute technologie - lanceurs spatiaux, avions longs courriers, ordinateurs,semi-conducteurs, télécommunications, etc. mais aussi de nombreux secteurs à production de masse.
En 1992 quatre constructeurs d'automobiles, General Motors. Ford, Toyota et le groupe Wolkswagen ont produit 16 245 000 véhicules sur un total mondial de 34 838 000 .

Les oligopoles nationaux ont disparu devant «le mouvement d'investissement croisé qui a eu lieu au long des années 1980 (mettant) à mal les barrières industrielles protégeant les positions des oligopoles nationaux» , «la seule exception partielle... étant le marché interne du Japon». « A l'étape atteinte des offres «fortement concentrées seront la règle plutôt que l'exception». Or il y a des barrières à d'éventuels concurrents, «des coûts irrecouvrables» constituant. des investissements à fonds perdus, pour la recherche-développement et la réalisation d'équipements spécifiques à durée de vie très courte comme dans le cas des semi-conducteurs. Aux classiques économies d'échelle qu'il faut pour les éventuels concurrents dépasser, s'ajoute «la maîtrise des informations nécessaires pour opérer sur les marchés mondialisés» .
François Chesnais reprend la notion mise en avant par Michel Beaud de «système mondial hiérarchisé» pour indiquer que «la perte de compétitivité industrielle des Etats-Unis» est compensée par une série de facteurs qui permettent le maintien d'une hégémonie américaine - qu'il caractérise plus loin comme relative. C'est le «rôle mondial du dollar» mais aussi des facteurs militaires, diplomatiques, culturels. Dans la suite de l'ouvrage, François Chesnais souligne que dans les dix années qui viennent de s'écouler les firmes transnationales ont abandonné la stratégie domestique ou «multi-domestique». «La production industrielle... organisée à l'intérieur des différents pôles de la Triade (est) destinée à être vendu prioritairement au sein du grand marché continental où l'implantation... a été décidée .
La recherche de «sites de production délocalisés, à bas salaires» se fait «près de leurs bases importantes au sein même des pôles triadiques. De fait les grands constructeurs d'automobiles s'installent en Espagne, au Portugal, au Mexique, en Pologne, en Tchécoslovaquie.
La maîtrise technologique est un des atouts majeurs des entreprises transnationales, mais non sans l'aide des Etats. «Aux trois pôles de la Triade, les plus grands groupes ont... pu intéresser leurs gouvernements et en Europe la commission de la CE. «au financement de très grands programmes de recherche . «La politique technologique... traduit aussi la tentative des Etats de conserver une fonction et un rôle face au processus de mondialisation. Mais «le rapprochement avec la clientèle conduit de plus en plus à l'installation de centres de recherche sur les principaux marchés» . Il y a eu de ce point de vue «des changements d'attitudes provoqué par l'apparition de la télématique» . Mais «le tableau final n'est pas un super-impérialisme stable à la manière des Kautsky,constitué d'oligopoles maîtrisant parfaitement les barrières à l'entrée et organisant leurs rapports en une coopération paisible» Il y a décomposition et recomposition des oligopoles: «l'exemple le plus récent est celui d'IBM» ..

Passant aux **échanges commerciaux,** l'auteur conteste que «la libéralisation des échanges (ait joué le rôle) célébré par les économistes néo-classique». «Elle a conduit à une accentuation notable de la polarisation, ainsi qu'à la marginalisation accrue de nombreux pays» .
Mais «le capital concentré dans le négoce de la grande distribution... calque ses questions sur elles du capital industriel.» Les empiétements sur les entreprises industrielles «ne traduisent pas un mouvement propre du capital-marchandise» . Tout ceci conduit à «un espace de concurrence diversifiée mais en Cours d'unification, dans lequel la concurrence se mène de plus en plus directement entre firmes qui ont impérativement besoin de l'ensemble de l'espace pour se déployer» .
Ainsi disparaissent «toutes les conditions qui sous-tendaient la théorie standard du commerce international et en particulier l'idée... que des spécialisations claires et assez distinctes entre pays assuraient à tous les pays participants un gain dans l'échange» .
C'est à propos de la **mondialisation financière** que l'analyse décrit les phénomènes les plus nouveaux. «Les marchés des changes sont en mesure de modifier le niveau relatif de **toutes les monnaies sans exception** dollar compris, afin de pouvoir encaisser des profits financiers spéculatifs. «Le montant des transactions liées aux échanges des marchandises représentait (en 1991)à peine 3% des montants des transactions quotidiennes sur les marchés des changes qui dépassaient... 1 000 milliards de dollars par jour». Incidemment elles atteignent en 1994 l 300 milliards!
Ainsi «tout Etat qui n'est pas disposé à aller vers l'affrontement avec les foyers du capital , argent concentré de son pays ,est obligé de s'aligner sur les pratiques américaine.»
Cette spéculation a été favorisée par la création de nouveaux produits financiers. Mais cette «mondialisation financière peut être vue... comme une banalisation des euro-marchés qui auraient peu à peu transcendé les marchés financiers nationaux .. Mais nous précise François Chesnais, «la croissance exponentielle du volume de l'euro-marché a conduit les spécialistes... à estimer qu'il était marqué par un multiplicateur de création de crédit». Certaines indications laissent penser qu'il pourrait être de 3 ou 4. C'est qu'il y a dans ce cas «une pyramide de créances et de dettes que le caractère interbancaire du marché, l'absence de réserves obligatoires et de mécanisme de contrôle permettent d'échafauder».
Aussi traitant de l'origine des prêts accordés au tiers monde, il conclut qu' «aucune épargne n'a été transférée, occasionnant un sacrifice» quelconque de la part des prêteurs». On ne peut s'empêcher de rapprocher cela des remarques ultérieures ou abordant les techniques de manipulation comptables consistant à mettre hors-bilan certains crédits douteux. Il reprend la notion de Marx le **capital fictif**.

Pour en montrer l'importance il indique que H. Bourguinat évalue les opérations de ce type à «plus de 10 000 milliards de dollars».
François Chesnais met en garde le lecteur «la globalisation financière est en train de conduire...à un changement progressif de tous les systèmes sur le modèle américain (dans lequel) la détention très «opportuniste» de gros paquets d'actions par des institutions financières (est antagonique) aux besoins du capital productif» .
Tout en soulignant qu'il n'existe pas de cloison étanche entre les opérations de production et celle de type financier, l'auteur écrit «la montée en puissance des investisseurs institutionnels les fonds de pension (4.000 milliards de dollars d'actifs financiers en 1991), les compagnie~d'assurances (1. 900 milliards), les fonds-d'investissement type SICA V (près de 2.800 milliards) est le fait le plus marquant de ces dernières années» (p. Or «ces fonds sont en passe d'acquérir... une légitimité sociale semblable à celle des capitaux tournés vers l'accumulation industrieIle.
Les **conclusions** proposées par l'économiste Chesnais sont très politiques... «Les gouvernements et les élites qui gouvernent les principaux pays capitaliste avancés ont laissé le capital-argent devenir une force à peu près incontrôlable, qui se dresse face à la croissance mondiale en toute impunité» (page 254).
Il ajoute d'ailleurs quelques remarques qui montre une compréhension réeIle des limites écologiques,à une croissance industrielle (page 262) et celle de la nécessité d'un mode de production nouveau, sur lequel toutefois il reste très général :«11 est hors de limites de ce livre de dire dans quel sens et avec quels moyens - on pourra chercher à surmonter l'impasse et à sortir du piège... Cela ne pourra résulter que d'un travail collectif qui devra comme par le passé prendre appui sur les expériences du mouvement social comme tel» (page 268).
Pourtant on ne peut que souhaiter que l'économiste sorte de se spécialité et participe au débat et à l'expérience qui l'un et l'autre explorent les issues possibles.

Michel FIANT (note de lecture de l'oeuvre de françois CHESNAIS)

ECOLE ET TIERS MONDE

« Faire entrer le tiers monde à l'école. »
Comment concevoir une éducation qui fasse saisir l'interdépendance entre le développement des pays du tiers monde et celui des pays riches. Comment peut-on concrètement à l'école favoriser la rencontre entre les différentes cultures et réaliser des actions de solidarité?
De nombreuses pratiques pédagogiques sont centrées sur le respect de la personne. Ont-elles pour autant permis d'approfondir certains aspects de la vie de groupe : mécanismes du "bouc-émissaire" et de la solidarité avec les victimes, la séduction et l'imitation, le leader-ship et le désir.

Ont-elles intégré des techniques de mise en confiance et de régulation permanente des conflits?
La paix n'est pas l'absence de conflits. Ceux-ci existeront toujours, aussi bien à l'échelle des relations individuelles (couple, enfants-parents) qu'au sein de groupes ou de la société. La non-violence est un moyen, sinon de résoudre les conflits, du moins de les vivre positivement.
Décisions rapides, jeux de rôles, techniques de résistance, jeux de stratégie...
L'intérêt récent pour les médecines douces correspond par ailleurs à une nouvelle façon d'aborder les problèmes de la Défense: la maladie, l'agression ne viennent plus forcément de l'extérieur, il s'agit avant tout de renforcer des mécanismes de défense de l'organisme et de la société. Réflexions et exercices pratiques sur l'alimentation, le mode de vie, les nouvelles méthodes de médecine énergétique et sur les techniques de résistance et de dissuasion non-violente. Quel est l'intérêt d'une telle confrontation et quelles en sont les limites?
Si il existe ou doit exister un «droit d'ingérence» c'est bien dans ces circonstances dramatique où aucune solution liée au développement du conflit n'est susceptible de servir de base à un retour à la paix que la vieille Europe devrait s'affirmer comme porteuse de solutions nouvelles et non comme une simple structure sociale ne se souciant uniquement que de sa défense.
On pourra qualifier cette recherche de compromis entre démocratie des états européens et religion de puérile mais toute tentative généreuse est à ce prix .La constitution d'une Europe politique doit rompre avec la spirale du pouvoir dans laquelle les pays anglo saxons et américains voudrait nous contraindre en faisant de notre conception judéo chrétienne de la divinité le socle d'un nouveau bloc néo-impérialiste..
Les instances des Nations-unis sont trop dominées par le schéma d'établissement providentiel d'états sur le modèle de ceux des pays européens pour rechercher des solutions nouvelles pour les pays du tiers monde et en particulier pour les pays arabes.
En effet de par leur histoire et leur mode de reproduction des couches sociales qui les composent ces pays ont des rapports sociaux complexes entre les différentes structures qui les animent et dont les intérêts économiques et culturelle n'ont certainement pas la même réalité. En tout état de cause c'est un débat sur cette réalité qu'aurait dû faire l'objet de la demande d'adhésion de la Turquie à la communauté européenne mais il apparaît clairement que les édiles politiques européennes ne le souhaitent absolument pas et préfèrent la masquer par une vague appréciation de la bonne volonté politique et son alignement au système démocratique occidental de ce grand pays européen islamique. N'en déplaise à monsieur Bush dieu n'est pas uniquement de notre coté.

LA GUERRE EN IRAK

Ainsi la date prévue pour l'entrée officielle en guerre ...a été respectée, date du calendrier militaire connue de longue date. Cela signifie, (mais devait-on en douter ?), ***que le détour avorté par l'ONU n'a iamais constitué l'essentiel. Il ne représentait pas le véritable calendrier.***
En quoi consiste la stratégie américaine, et comment s'insère-t-elle dans le nouveau régime de guerre?
Il est bon de dire que la nouvelle pensée stratégique a mis prêt de dix ans à seize ans a se construire, dans le vide laissé par la fin de la guerre froide.
Pour l'administration américaine, il fallait repenser stratégiquement le monde et son rôle, et c'est ce qui, par étapes successives, a été fait, bien que l'entrée véritable dans un régime de guerre permanent ne date que de l'après 11 septembre 2001.
Alain Joxe, dans "L'Empire du Chaos", en retrace bien les différentes composantes.
LE CHOC
La première pierre a été posée en juin 1993 par un célèbre article de Samuel Hutington, dont on mesure mieux aujourd'hui l'importance.
Intitulé *"The Clash of Civilizations ?", ce texte énonçait une nouvelle représentation du monde: non plus l'affrontement entre deux blocs cherchant à se contenir l'un l'autre, mais un affrontement diffus, multiforme, multi localisé, entre civilisations.*
Il propose de diviser, stratégiquement, le monde entre 6 ou 7 civilisations, mais trois retiennent avant tout son attention: l'Occidentale, la Tao-confucéenne, l'Islamique..
Hutington ne vise absolument pas à faire une caractérisation historique de ces civilisations. Il pose, comme acte de nouvelle vision politique du monde, que ces trois grandes civilisations prétendent à la modernité, et qu'elles sont inconciliables, impossibles à mélanger. Il prédit que les chocs auront désormais lieu entre ces civilisations, et non plus entre Etats, ou entre capitalisme et communisme.
Les identités culturelles, plus importantes que les seuls intérêts économiques, deviennent source d' affron-tements collectifs violents.
Mais la globalité même de cet affrontement fait qu'il put prendre des configurations locales très variées, très mouvantes.
Le conflit israélo-palestinien, par exemple, peut être pensé, mené et développé comme un conflit entre civilisation occidentale judéo-chrétienne et civilisation islamique.
Il convient donc d'identifier, à chaque cas, ces configurations.

Dans ce choc des civilisations, la civilisation judéo-chrétienne représente une alliance "naturelle", qui s'oppose aux deux autres civilisations, nettement moins institutionnalisées. Il est bien entendu du plus haut intérêt d'éviter toute jonction entre la civilisation tao-confucéenne et la civilisation islamique.
Il faut éviter toute occasion donnée à leur alliance, et, au contraire, les contre l'autre. Hutington pense encore en terme d'alliance du front occidental, principe qui sera ultérieurement abandonné, dès lors que s'affirmera l'unilatéralisme américain.
Mais est déjà présente dans ses propos toute **la dimension religieuse de la pensée stratégique,** qui se radicalisera dans ses textes ultérieurs. Dans sa théostratégie, va s'affirmer un curieux mélange de racisme religieux (la chrétienté occidentale) et de répulsion de plus en plus affirmée pour l' Orient.
De dangereuses modernités non occidentales peuvent surgir, contre lesquelles il faut se prémunir.
Moment important de la nouvelle pensée stratégique, car ce qui se trouve posé est à la fois une nouvelle vision du monde, comme marqué par le choc entre des civilisations non mixables, irréconciliables dans leurs principes culturels mêmes, mais aussi une nouvelle dialectique du global et du local:
l'affrontement est toujours global dans son essence, mais toujours local dans ses manifestations (et il faut qu'il le reste, car seul l'Occident a acquis la capacité à se battre de manière globale, en particulier à travers l'OTAN qui, pour lui, doit devenir son cadre d'alliance privilégié).

LA TROISIÈME RÉVOLUTION TECHNICO-MILITAIRE

La seconde pierre va être apportée par les Töffler : ils raisonnent en termes de révolutions techno-militaires: révolution néolithique (agraire), révolution industrielle, révolution électronique. Le choc des civilisations a bien lieu, mais entre ces trois vagues qui coexistent dans la période historique actuelle. Ces civilisations techniques sont antagonistes et ségréguées.
Celles-ci sont strictement hiérarchisées en inférieur, moyenne et supérieure, et elles sont absolument concurrentes et excluantes : les variétés de civilisation (agraire, industrielle, électronique) seraient homologues à des races biologiques en lutte, dans la mesure où les métissages entre elles sont décrits comme stériles et où les guerres de génocide culturel sont inévitables.
Les tenants de la révolution industrielle ont écrasé les agrariens (cas type: la guerre de sécession américaine), et il en est de même aujourd'hui du triomphe annoncé de la nouvelle révolution. **Le refus de tout compromis entre les trois vagues montre déjà "intégrisme raciste qui va marquer si intensément la nouvelle pensée stratégique américaine.**

Et à travers la révolution électronique - qui va, il est vrai, révolutionner l'armement américain -, on voit se profiler une redéfinition du camp de l'Occident.
Car, si la concentration de la civilisation numéro trois se trouve naturellement aux Etats-Unis, en Europe occidentale et au Japon, ce sont les Etats-Unis qui sont, de loin, les mieux préparés à cet avènement par leur libéralisme fondateur.
Dans ce pays, l'aristocratisme de la troisième vague est en train de gagner et la seconde vague (celle du fordisme) de perdre, tandis que la première est si affaiblie qu'elle est jetable dans la marginalité ,de la société américaine.
Les nouveaux sudistes sont les ouvriers du fordisme de masse, les chômeurs des banlieues, les fermiers miliciens. Ils ont déjà perdu.
Ce que les Töffler apportent, ce n'est pas une vision du monde qui soit substitutive à celle de Hutington. Mais plutôt une première affirmation, au sein de la civilisation occidentale, de la "pureté" du modèle américain, et un prolongement du clivage externe en un clivage interne au sein du peuple américain.
Ils apportent aussi et surtout l'accent mis sur la révolution électronique comme mode de recomposition, à la fois de l'économique et du militaire.
Nous voyons s'opérer un premier couplage: civilisation judéo-chrétienne + maîtrise de la révolution électronique (qui, soit dit en passant, commence à disqualifier, aux yeux des stratèges américains, un pays comme l'Allemagne, vu comme englué dans la révolution industrielle).

NOUVEAU PARADIGME

La troisième pierre sera posée par Anthony Lacke le 21 septembre 1993, avec la substitution du nouveau paradigme de l'"enlargement"élargissement) à celui du "containment" (contention). Il ne s'agit plus de contenir l'URSS, mais de développer désormais un processus offensif par expansion du "monde libre".
La notion de "monde libre" change nécessairement de signification: elle ne se réfère plus en opposition au monde communiste ou totalitaire. En fait, le monde se trouve polarisé entre extrême barbarie et pleine civilisation. **La civilisation s'identifie à la démocratie et au marché.**
Elle a, face à elle, non un bloc totalitaire, mais une barbarie diffuse. Et elle doit agir de manière à la fois expansive et préventive.
La barbarie ne se contient pas. Elle s' éradique.
C'est sur cette base que Lake édicte, pour la première fois, la théorie soigneusement de s'installer durablement en quelque lieu que ce soit.
Ensuite la stratégie est précisée.

Paul Wolfowitz, actuel numéro deux du Pentagone, exprime très clairement l'idée maîtresse: les Etats-Unis doivent dominer le monde, en empêchant toute force potentiellement concurrente et dangereuse d'émerger, par attaques préventives qui détruisent ces forces dans l' oeuf.
La lutte dite anti-asymétrie permet de préciser cette stratégie: on peut définir l'asymétrie comme la capacité de tout acteur de combattre les Etats-Unis, en utilisant les vulnérabilités nouvelles liées à la globalisation : la transnationalisation des risques, l'interconnexion informationnelle et infrastructurelle des systèmes américains aux systèmes mondiaux (type internet), l'affaiblissement durable des Etats-Nations et des systèmes de sécurité collective qu'ils ont montés, la montée en puissance des acteurs "délinquants", étatiques ou sous-souverains (réseaux terroristes, mafias, etc.), la dissémination des techno1ogies, la faible possibilité de discriminer l'ennemi dans des contextes conflictuels de plus en plus complexes, etc.

LES TROIS PILIERS DE LA DÉRAISON

De la ressortent les trois piliers de la stratégie américaine - d'une part un renforcement inédit des moyens de défense et de sécurisation de leur territoire, qui est la contrepartie de leurs interventions offensives dans le reste du monde et des risques qu'elles génèrent. Le 11 septembre a puissamment renforcé cette première facette,d'autre part des attaques massives, mais ciblées, contre toute ordre pouvant, actuellement ou dans le futur, acquérir une puissance significative. Face à une menace, réelle ou fictive, les Etats-Unis lancent une attaque préventive, et, en même temps, se déploient militairement à l'échelle du globe, grâce à leur réseau de bases et les liens de dépendance tissés avec les armées locales. La définition de l'axe du Mal a permis de lister les foyers dangereux actuels. Mais il n'est pas douteux que les stratèges américains, bien que polarisés actuellement sur les islamistes (ou plutôt sur les foyers qui existent au sein de la civilisation dite par eux islamiste, sans l'être nécessairement), savent parfaitement que l'ennemi majeur est la Chine, seule puissance future à pouvoir défier leur hégémonie.
Le seul inconvénient dans cette stratégie est qu'elle doit procéder par étape: toute attaque locale supposant, pour éviter tout risque d'échec, et le moins de morts américains possibles, une forte concentration de la puissance militaire américaine, avant d'être à nouveau entièrement disponible pour une attaque future, ils ne peuvent pas tenir plusieurs fronts à la fois. Ou du moins évitent de le faire.
C'est ce que la Corée du Nord a parfaitement compris, profitant de la situation en Irak pour renforcer son armement et sans doute mettre les Etats-Unis en difficulté politique préventivement (avec l'accord de la Chine ?).

-enfin, garder une forte avance technologique sur le reste du monde, en particulier grâce à un contrôle inédit des moyens d'observation et d'informations, directement associés aux systèmes de commande et d'attaque (le système des systèmes). La contre-asymétrie réside en particulier en la production permanente de cette asymétrie au profit de la puissance militaire américaine.

UN EMPIRE RÉACTIF

En même temps qu'il importe de comprendre cette pensée stratégique, il ne faut pas non plus exagérer sa portée en tant que telle. Elle s'associe à ce que j'ai proposé d'appeler: un nouveau régime de guerre, qui dépasse la stratégie proprement militaire. Car le fond commun des différentes étapes d'élaboration de cette pensée stratégique n'est pas seulement la volonté de constituer un "empire", mais la peur du chaos que la globalisation économique et financière génère.

Si Alain Joxe parle d'empire du chaos, je parlerai tout autant d'empire réactif,qui réagit en permanence au chaos que le régime de déploiement globalisé, et considérablement ségrégué et inégalitaire, de l'économique génère, en paralre, en parallèle aux décompositions des ensembles humains des périodes historiques précédentes.

Empire du chaos et du contre-chaos à la fois, empire de la peur. L'attaque contre l'Irak n'est qu'une étape.

De ce point de vue, la régime de guerre, comme ses causes, ne se limitent pas aux Etats-Unis. Bien des traits en sont présents au sein des gouvernants et stratèges de l'Europe occidentale, bien que celle-ci soit traversée par d'intenses contradictions sur ce plan,

Philippe ZARIFIAN

FACE A L'EMPIRE

Nous sommes à un moment historique, à bien des points de vues unique; un moment inquiétant, mais aussi plein d'espoirs.

L'État le plus puissant du monde de toute l'histoire a proclamé haut et fort qu'il entendait diriger le monde par la force [...] en ne tolérant aucune concurrence, ni aujourd'hui, ni jamais. De toute évidence, ils ont la conviction que leurs capacités guerrières sont telles qu'ils peuvent congédier avec mépris quiconque se trou-verait sur leur chemin. C'est sans doute en partie pour donner une leçon au monde (voilà ce qui arrive quand l'empire décide de faire couler le sang) que ce gouvernement s'engage dans une guerre contre l'Irak; bien que "guerre" soit un terme faible vu le rapport de force. Cette doctrine n'est pas totalement nouvelle, ni spécifiquement américaine, mais n'avait jamais été proclamée avec une telle impudente arrogance jusqu'ici.

Je ne répondrai pas à la question posée dans l'intitulé de cette réunion car vous connaissez les réponses autant, voire mieux que moi, à travers vos propres engagements.

"Affronter l'Empire", c'est créer un autre monde qui ne s'appuie pas sur la violence et la domination, la haine et la peur
C'est pour cela que vous êtes ici et, le FSM nous donne de l'espoir et nous démontre que ces aspirations ne sont pas de vains rêves.
Hier, j'ai eu le rare privilège de voir quelques réalisations allant dans [ce] sens lors d'un rassemblement de Via Campesina dans un campement du MST (qui est d'après moi le mouvement populaire le plus important et le plus passionnant au monde aujourd'hui. [...]
Mais j'ai aussi vu récemment ce que sera notre monde si la violence impériale n'est pas arrêtée: j'étais le mois dernier dans le Sud-Est de la Turquie, lieu de quelques unes des pires atrocités commises dans les années 1990 et qui continuent: des exactions furent commises par l'armée quelques heures avant notre arrivée à Diyarbakir, la capitale officieuse du Kurdistan turque. Durant les années 1990, des millions de personnes ont été chassées de cette région dévastée, des dizaines de milliers tuées ou torturées.
Ils essaient de survivre dans des grottes autour de Diyarbakir ou dans de misérables taudis à Istambul, ou partout où ils ont pu trouver refuge [...] 80 % des armes utilisées pour cette campagne venaient des USA. En 1997 seulement, en pleine campagne de "Contre -terreur" du gouvernement turc, Clinton a livré plus d'armes àla Turquie que durant toute la guerre froide. La Turquie était devenue le principal bénéficiaire de l'armement américain.
En 1999, la Turquie a été détrônées par la Colombie [...]. Ce pays, qui avait le pire bilan de respect des droits de l'Homme de tout le continent, est devenu le principal bénéficiaire de l'armement et de l'entrainement militaire américain. Plus de la moitié des leaders politiques et syndicaux assassinés lors de la dernière décennie l'ont été en Colombie. Près d'un demi-million de gens ont été chassés de chez eux l'année dernière, un nouveau record! Le déplacement de population est estimé à un total de 2 700 000 personnes. Les assassinats politiques ont culminé à 20 par jours (contre 10 par jours il y a 5 ans). [...]
J'ai visité Cauca, au Sud de la Colombie, qui a le pire bilan de respect des droits de l'Homme dans ce pays pour 2001. Quelle réussite! J'y ai écouté des heures les témoignages de paysans qui ont été chassés de chez eux par la prétendue "guerre à la drogue" américaine [...]. Leurs vies sont détruites, leurs enfants meurent, ils souffrent de maladies et de blessures. Cette agriculture paysanne est basée sur une tradition riche de connaissance et d'expériences acquise en plusieurs siècles, (réussite humaine remarquable qui peut être définitivement détruit en une seule génération). Peut aussi être détruit définitivement l'une des biodiversités les plus riches du monde [. ..].

Les paysans [...] se retrouvent par millions dans des taudis pourris. Avec le départ de la population, les multinationales peuvent forer les montagnes pour les minerais, le pétrole et transformer ce qui reste du pays en monoculture d'agro-export [. ..]. Deux exemples bien éloignés des expérimentations du MST, mais la Turquie et la Colombie inspirent tout de même de l'espoir car une mobilisation populaire courageuse pour la Justice et la Liberté s'obstine à combattre l'empire là où cela se paie par la destruction et l'assassinat.
Voilà quelques avant-goûts de notre avenir si les "ambitions impériales" continuent, si leurcourse, s'accélère, avec comme stratégie le règne par la force. Rien de cela n'est inévitable.[...]
Il y a de nombreuses questions en débat dans ce Forum Social Mondial. Mais je pense que nous pouvons identifier deux des principaux thèmes. Le premier est la justice globale et la vie après le capitalisme ou, plus simplement, la vie, car il n'est pas certain que l'espèce humaine puisse survivre longtemps au capitalisme.
Directement lié à ce thème, le second, la guerre et paix (et plus spécialement, la guerre en Irak que Washington et Londres veulent coûte que coûte faire, même si c'est seuls). [...]
Le mouvement d'opposition à la guerre est absolument sans précédent. Il est si fort en Europe que le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld congédie l'Allemagne et la France, cette "vielle Europe" [...] Un *"grand nombre d'autres pays en Europe* [sont] *avec les USA"* a-t-il assuré. Ce grand nombre représente la "nouvelle Europe" . [...] L'Italie est à bord, la Maison-Blanche nous l'assure. Ce n'est apparemment pas un problème si 80 % des Italiens sont opposés à la guerre. Cela montre seulement que le peuple italien fait lui aussi partie de la "vieille Europe" et peut être jeté dans les poubelles de l'histoire avec la France, l'Allemagne et tous ceux qui n'ont pas compris où est leur place. [...]
L'Espagne est considerée comme un autre membre important de cette nouvelle Europe - avec 75 % des Espagnols totalement opposés à la guerre, [. ..]. D'après l'analyste de Newsweek [...] la même situation se retrouve dans la plus prometteuse partie de la Nouvelle Europe, les anciens pays communistes [...]. Il rapporte qu'en Tchéquie, les deux tiers de la population s'oppose à la participation à une guerre, pendant qu'en Pologne, seulement un quart de la population soutiendrait cette guerre, même si les inspecteurs de l'ONU "prouvaient que l'Irak pocède des armes de destruction massive". [...].

La "Nouvelle Europe" comprend, outre l'Italie, l'Espagne, la Pologne et la Tchéquie, les dirigeants -ce qui est bien différent de la population- du Danemark (avec une opinion publique sur les mêmes positions que la vieille Allemagne), le Portugal (53% opposé à la guerre quelles que soient les circonstances, 96% opposé à la guerre menée par les seuls USA et alliés), la Grande Bretagne (40% opposé à la guerre quelles que soient les circonstances, 90 % s'il n'y a pas d'aval de l'ONU) et la Hongrie (pas de sondages disponibles).
En bref, l'enthousiasmante "nouvelle Europe" est l'appellation d'un groupe de dirigeants disposés à défier leur population.
La vieille Europe a mal réagi aux déclarations de Rumsfeld. Ces réactions ont été expliquées à la population US par les médias américains. Pour ne citer que la presse nationale, nous apprenons que les alliés européens n'apprécient pas la *"rectitude morale"* du président. Cette *"ferveur évangélique"* qui vient directement à l'homme simple qui s'est dévoué pour chasser le mal du monde. [...] Les cyniques européens, nous dit-on, interprètent la *"pureté d'âme de Bush"* comme de la *"naïveté morale"* [...] Les rares mentions de l'opinion publique dans la nouvelle Europe abordent ces résultats comme s'il s'agissait d'un problème de marketing. Le produit est forcément bon et honorable. [...] Les Allemands et les Français qui *"montrent des tendances démocratiques rétrogrades"* ne *"peuvent pas prétendre parIer pour l'Europe"*. C'est vrai ils parlent simplement pour les peuples de la vieille et de la nouvelle Europe. [...] Ces discours d'officiels et leurs analyses dans les médias sont éclairants. Elles démontrent avec clarté un mépris de la démocratie typique, historiquement, de ceux qui pensent diriger de droit.
Il ya de nombreuses autres illustrations. Quand le chancelier allemand, Gerhard Schroeder, a osé prendre position dans le sens de l'écrasante majorité des Allemands, ce fut analysé comme un problème grave que l'Allemagne devrait surmonter si elle voulait être accepté dans le monde civilisé. [...] Le problème de l'Allemagne, c'est que *"le gouvernement vit dans la peur des électeurs,* ce *qui le pousse* à *commettre erreurs sur erreurs"* analyse le porte-parole de la COU qui, lui, comprend la vraie nature de la démocratie.
Le cas de la Turquie est encore plus révélateur. Comme dans toute la région, les Turcs sont très fortement opposés à la guerre - autour de 90 % - et les élus semblent prendre en compte le peuple qui l'a élu. [...] Cette répugnance d'un gouvernement à suivre les ordres d'en haut démontre que ces dirigeants ne sont pas de vrais démocrates. [...] *"II* Y a *dix ans,* explique l'ancien ambassadeur de Turquie aux USA, Morton Abramowitz, *la Turquie était gouvernée par un vrai démocrate, Turgut Ozal,* [qui sut] *passer outres le choix de ses citoyens de rester hors de la guerre du golfe"*. Il sera nécessaire d'imposer une démocratie authentique en Turquie par un étranglement économique et autres moyens coercitifs.

C'est regrettable, mais c'est ce que la presse appelle" *l'aspiration* à *la démocratie."*
Le Brésil est un autre exemple de la conception de la démocratie pour les maîtres de l'univers. Lors des dernières élections, une large majorité a voté pour une politique qui est fortement combattue par la finance internationale et les investisseurs, par le FMI et le département du trésor américain. Il y a quelques années, c'eut été le signal pour un coup d'état militaire [...] Il Y a maintenant un moyen plus simple pour neutraliser les choix du peuple, grâce aux instruments néo-libéraux qui ont été mis en place: contrôle économique, volatilité financière, attaque contre la monnaie, privatisations et autres dispositifs qui sont de grandes réussites pour réduire l'espace des choix populaires. Voilà ce que les économistes internationaux appellent le "Parlement virtuel" des investisseurs. [...]
Alors que je m'apprêtais à partir pour l'aéroport, j'ai reçu une énième demande de la presse à propos de la faiblesse des manifestations anti-guerre américaines [...] En fait, [elles] sont à des niveaux de mobilisation sans précédent dans l'histoire. [...]
Il y a d'autres types d'actions. Par exemple, la semaine dernière, le conseil municipal de Chicago a adopté une résolution anti-guerre, rejoignant ainsi 50 autres villes américaines. [...] Il y a plusieurs mois, la plus grosse université du pays a adopté une résolution contre la guerre (l'Université du Texas, juste à la porte du ranch de Bush). Il serait aisé de continuer.
Invariablement, des comparaisons sont faites avec la guerre du Vietnam. [...] Nous venons juste de passer le 40e anniversaire de l'annonce publique par l'administration Kennedy de l'envoi de l'US Air Force pour bombarder le Sud-Vietnam, [...] Il n'y avait pas de prétexte de défense, sinon dans le sens de la rhétorique officielle: la défense contre *"l'agression intérieure"* de sud-vietnamiens au Sud-Vietnam et cet *"assaut de l'intérieur"* (dixit le Président Kennedy et son ambassadeur aux Nations Unies, Adlai Stevenson). Les manifestations étaient alors inexistantes et n'ont pas significativement augmentées durant plusieurs années. Avec le temps des dizaines de milliers de soldats américains ont rejoint l'armée d'occupation, des zones de fortes densités de population ont été détruites par un sur-bombardement, et l'agression s'est étendue au reste de l'Indochine. Les manifestations restaient sur le registre du "pragmatique": cette guerre est une erreur qui devient trop coûteuse pour les USA. Contraste tranchant, à la fin des années 1960, la grande majorité de l'opinion était devenue opposée à une guerre "fondamentalement mauvaise et immorale", pas une "erreur" (formule qui reste d'usage jusqu'à présent).
Il y a aujourd'hui une opposition à grande échelle alors que la guerre n'est pas encore officiellement déclarée. Cela reflète une moins grande tolérance face aux agressions et atrocités. [...]

Les dirigeants sont parfaitement conscients de ces évolutions. Quand une nouvelle administration arrive aux affaires aux USA, elle reçoit un bilan du monde rédigé par les services secrets. [H'] Quand Bush l arriva a son bureau en 1989, une
petite part de ce mémento a fui, un passage concernant *"les cas où les USA combattraient des ennemis plus faibles"* Les analystes conseillent dans ce cas [de] gagner «*d'une façon décisive et rapidement*»sans quoi le soutien populaire disparaîtrait. [...] Le travail politique des 40 dernières années a eu un effet civilisateur significatif. Aujourd'hui, attaquer un ennemi plus faible nécessite une propagande énorme, de parler [...] de génocide, peut-être même d'une menace pour notre propre survie. On pourra alors célébrer une victoire miraculeuse contre cet impressionnant ennemi et chanter les louanges des courageux dirigeants qui sont venus à la rescousse juste à temps.
Voilà le scénario en cours pour l'Irak.
[...]. Il est important de garder à l'esprit que les USA sont le seul pays, hors de l'Irak, où Saddam Hussein n'est pas seulement rejeté mais aussi craint.
La propagande menace: si d'aventure il n'était pas arrêté aujourd'hui, il nous détruirait demain.
Comme Condoleezza Rice, la secrétaire d'état, l'annonçait en septembre dernier: la prochaine preuve de la possession d'armes de destruction massive pourrait bien être un champignon atomique et *"probablement sur New York"* [...]. Quand le congrès accorde les pleins pouvoirs au Président pour mener cette guerre, en Octobre dernier, c'est *"pour défendre la sécurité nationale des Etats-Unis contre la menace permanente représentée par /'Irak'*. [...]
[II faut noter] que ne sont pas pris en compte les effets probables d'une guerre sur les Irakiens. Les Nations unies avertissent pourtant [...] que des millions de personnes pourraient être sérieusement en danger de ne pas survivre à une terrible guerre qui détruirait les infrastructures de base. [...] C'est aussi intéressant que les critiques ne prennent pas la peine de s'attaquer à la rhétorique médiocre de démocratisation et de libération. [...]
La CIA informa le congrès, au mois d'Octobre dernier, qu'elle n'avait pas établi de liens entre l'Irak et des actes terroristes du type d'AI Qaida, mais qu'une attaque contre l'Irak augmenterait sérieusement les menaces terroristes [...]. Cela reviendrait à créer une nouvelle génération de terroriste. [...]
Washington est en train de donner une leçon sale et dangereuse: si vous vouIez vous défendre de nous, vous feriez mieux d'imiter la Corée du Nord et d'être une menace militaire crédible, disposant d'un armement nucléaire.

Sans quoi nous vous démolirons en menant notre nouvelle "grande stratégie" . [...] La politique américaine de confrontation militaire laissera le monde plus dangereux et les USA moins en sécurité.
La nature de la menace que représente l'arsenal militaire nucléaire] fut fortement rappelée en Octobre dernier, au sommet de la Havane pour le 40e anniversaire de la crise des missiles. [...] De nouvelles informations furent un éclairage impor tant pour comprendre le dénouement de cette crise. Nous y avons appris que le monde fut sauvé de la dévastation nucléaire par le capitaine d'un sous-marin soviétique, Vassili Arkhipov, qui bloqua l'ordre de faire feu avec ses missiles nucléaires quand des sous marins russes furent attaqués par des destroyers américains à proximité des limites de la zone d'interdiction fixée par Kennedy. Comme Arkhipov le notait, le tir nucléaire avait plus de chance d'enclencher une réponse de même nature des Américains entraînant la "destruction de l'hémisphère nord" [.. .]. Cette révélation est, dans le contexte actuel, particulièrement intéressante: cela démontre avec beaucoup de clarté le terrible et incontrôlable risque d'une attaque contre un *"ennemi plus faible",* un risque pour notre survie, ce n'est pas exagéré de le dire. [...]
Le minutage de la campagne de propagande de Washington a été si transparent! [...] La campagne a commencé en Septembre de l'année dernière. Avant cela, Sadd am était un gars pas fréquentable, soit, mais pas une menace imminente pour la survie des USA. Puis le champignon nucléaire a été annoncé pour début de septembre.
Depuis lors, la peur que Saddam attaque les USA a gagné 60-70 % de la population. *"Les arguments quant* à *l'urgence* à *agir contre l'Irak que Bush* a *développé en Septembre ne seraient absolument pas passée deux mois auparavant"* pour le chef des analystes politiques de United Press International, concluant sur d'autres motivations évidentes de Bush: *"Septembre marque l'ouverture de la campagne pour les élections de mi-parcours du congrès. L'administration,* continue-iI, *faisait campagne pour conserver et augmenter son pouvoir en* se *lançant dans une politique internationale aventuriste, une nouvelle stratégie de guerre préventive, et un appétit pour une confrontation au résultat certain de confrontation avec l'Irak.".* Avant que les débats ne soient centrés sur la question de la guerre, Bush et son équipe étaient en train de perdre pied pour cause d'un bilan social et économique désastreux. Et il n'y avait pas eu de nouvelle attaque terroriste ou d'indication crédible d'une menace imminente. Depuis septembre, la sécurité nationale a pris la place du conducteur. [...] Pour les élections, la stratégie a payé. Les dernières élections de 2002 ont été gagnées par un petit nombre de voix d'écart, mais suffisantes pour que l'exécutif mette la main sur le Congrès. Les analyses des élections montrent que les votants ont conservé leur opposition à l'administration quant à sa politique sociale et économique, mais l'ignorent quand l'enjeu central est une question de sécurité.

Cela pousse à soutenir le représentant de l'autorité, le brave cow-boy qui doit galoper à notre secours juste à temps.
Comme l'histoire le montre, c'est très facile pour un dirigeant sans scrupule de terrifier le public. [...] C'est une méthode classique pour détourner l'attention. [...] Quand la campagne présidentielle a commencé, les stratèges républicains ne voulaient certainement pas que les électeurs s'interrogent sur des questions de pensions, de travail, de santé, et autres sujets de l'échec gouvernemental. Au lieu de cela, les électeurs prieront leurs dirigeants héroïques de les sauver de l'imminente destruction par un ennemi au pouvoir colossal, et de préparer la prochaine confrontation avec la prochaine puissance qui s'est construite pour nous détruire. Ça pourrait être l'Iran, ou un pays des Andes: il y a un large éventail de candidats [...].
Cette stratégie belliqueuse est une seconde nature pour les dirigeants politiques actuels, pour la plupart anciens membres de l'administration Reagan recyclés.
Ils jouent un scénario familier: une politique clientéliste dispendieuse, menant à un déficit tel que tous les programmes sociaux seront sacrifiés, et déclarer un *"guerre* à *la terreur"* (comme ils l'ont fait en 1981) et combattre les diables, les uns après les autres... Donc maintenir la population dans une soumission inquiète.
Dans les années 80, c'était un assassin Libyen qui rôdait dans les rues de Washington pour assassiner notre Président, puis l'existence d'une armée Nicaraguayenne, à seulement deux jours de marche du Texas nous menaça.
Une telle menace pour notre survie contraignit Reagan à déclarer l'état d'urgence nationale. Ou encore l'existence d'un terrain d'aviation sur l'île de Grenade allait permettre aux Russes de nous bombarder (s'ils arrivaient à trouver l'île sur une carte). Les terroristes arabes cherchaient à tuer les touristes américains partout dans le monde pendant que Kadhafi prévoyait *"d'expulser les USA du Monde",* [...] ou les narcotrafiquants hispaniques cherchaient à détruire la jeunesse. Etc., etc.
Pendant ce temps, nos dirigeants ont poursuivi une politique intérieure sans grand résultat économique, si ce n'est pour les grandes entreprises, pendant qu'une majorité considérable de 1" population en payait le coût social. Le même scénario est suivi aujourd'hui. Ils ressortent la "classique stratégie contemporaine de l'oligarchie de droite de mise en danger " pour pouvoir poursuivre leur programme de politique intérieure, voir même de l'institutionnaliser avant que la politique de guerre ne perde ses vertus de propagande. [...]
Bien sûr, il y n'a pas que de simples considérations intérieures [.. .].

Les attentats du 11 Septembre ont donné l'occasion de lancer un plan de longue haleine pour prendre le contrôle des immenses ressources pétrolières irakiennes, l'un des principal gisement pétrolifère du golfe Persique. Ressources que le département d'État américain, en 1945, décrivait comme *"une source prodigieuse de pouvoir stratégique, et l'une des meilleure opportunité financière de l'histoire du monde"*. Les services de renseignement américains prédisent des retombées encore plus importantes dans les années qui viennent.[...] Qu'est-ce que cette" *meilleure opportunité financière de l'histoire"* pour les USA (et pour la grande Bretagne) et cette *"source prodigieuse de pouvoir stratégique"* si ce n'est une *"domination unilatérale mondiale"*. Le but est maintenant ouvertement exprimé, et c'est une effrayante menace pour le monde. [...] Je pense qu'un regard réaliste sur le monde en donne une image complexe. Il y a biens des raisons de se sentir encouragé, mais la route est longue et dure devant nous. .

Traduction: M.Colloghan

1. Entre autres:
- "Acts of aggression, policing rogue states", avec Ramsey Clark et Edward Said. - "The umbrella or US power. Manufacturing Consent".
- "The politial economy of the mass media" avec Edward S.Herman.
En français:
- "L'an 501 : la conquête continue" (EPO, 1995)
- 'les dessous de la politique de l'oncle Sam' (le temps des cerises, 1996),
- 'le nouvel humanisme militaire' (Page deux, 2000)
-"de la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis" et "Responsabilités des intellectuels" (Agone 2000 et 2002) "deux heures de lucidité" - entretiens avec Denis Robert et Weronika Zarachowicz- (les Arénes, 1999)
2. *"Face* à *l'empire. Comment* se *confronter* à *l'Empire* ?"
voir également en annexe le tableau des interventions US dans le monde

L'IRAK ET LE MONDE ISLAMIQUE

Les ouvrages et les polémiques sur l'expansion islamique sont nombreux à la mesure d'une réalité contemporaine concernant environ 840 millions d'individus.
Pour notre étude nous ne retiendrons que le fait que dans des pays aussi variés que la perse,l'Europe (Turquie) ou l'inde les conquêtes arabes ont intégré les populations à leur religion et cela jusqu'à aujourd'hui.
Un deuxième postulat ressort de l'histoire de l'islam c'est son antagonisme avec le développement capitaliste et son substratum l'idéalisme pratique. Le colonialisme, l'impérialisme qui ont marqués l'essor industriel des sociétés occidentales c'est toujours affronté à la société islamique sans pouvoir l'intégrer définitivement.

La révolution scientifique et technique en internationalisant ses observations et ses résultats a bien sur créé une couche de techniciens dans ces pays et les contraintes du marché international les ont portés dans les instances dirigeantes des gouvernement islamiques mais sans que jamais leur pouvoir ne puisse catalyser les éléments populaires permettant une modification culturelle compatible avec la modernité occidentale.
C'est à ce facteur que l'on peut attribuer la résistance massive aux idées socialistes hormis celles ayant trait à la libération nationale. Cet antagonisme constant lié à la dépendance énergétique fait que l'analyse du développement des pays islamiques pour pertinents qu'elle soit ,reste traité la plupart du temps par les intellectuels occidentaux comme un déficit de la modernité et rarement comme une identité culturelle en devenir. Il n'est pourtant pas insignifiant que l'idée de l'autogestion ai été reprise la classe politique algérienne comme moyen de médiation entre nécessité structurelle d'une industrialisation et les valeurs normatives de l'islam.
Des cinq piliers de l'islam la charia est certainement l'élément çonstitutif de la société musulmane le plus structurellement efficient et donc le plus résistant à toute modification politique. Les terroristes islamiques l'ont parfaitement compris et l'attaque en Irak et en Afghanistan des ONG humanitaires occidentales en est une parfaite illustration. La déstabilisation du pouvoir des émirs saoudiens en Arabie saoudite ressort d'une dégradation rapide de cette pratique mettant les autorités religieuses en péril .
La réflexion que doivent mener les Alternatifs sur le devenir des pays islamiques et les possibilités d'une paix juste et durable passe par une question qui paraît fondamentale pour en assurer les bases: .
-l'islam est il à l'instar de la religion judéo-chrétienne occidentale compatible avec la notion d'état qu'elle a engendrée sinon quelle alternative pouvons nous contribuer a mettre en place?
La chute du régime de Saddam Hussein et le chaos politique qui résulte de l'intervention américaine nous oblige à une réflexion plus approfondie sur ce que nous entendons par notre rattachement à l'autogestion comme modèle de société peut être de façon plus directe que la démocratie avancée de Porto Allègre mais sans doute aussi plus brutale.
Nous ne pouvons nous contenter de miser sur la défaite programmée des forces militaires de la coalition anglo-américaine, iI nous faut avancer des propositions autogestionnaires qui« bien qu' aléatoires et temporaires n'en ont pas moins un caractère intrinsèque et absolu» comme dirait le philosophe. Il s'agit moins de donner un sens à un système démocratique adapté a cet ensemble culturel que de formuler des voeux que notre laïcité nous contraindrait à formuler. Il doit exister une voie entre le gouvernement des mollhas et l'état laïc non hégélien.

Cela nous conduit de façon indubitable à définir dans la société musulmane à quelle(s) couche(s) ou catégories sociales nous attribuons des vertus démocratiques permettant de fonder une société autogestionnaire spécifique. Une des pistes possibles serait la définition du travail dans le monde islamique et la survivance d'artisans mais ce n'est qu'un aspect limité d'un système démocratique alliant production et culture ,les techniciens et les experts musulmans peuvent très bien constituer le socle d'un système démocratique original. "
Reste à définir la structure par laquelle cette volonté se prononcerait. La mise en place d'un conseil sur le mode du conseil économique et social permettrait sûrement une médiation des conflits sur le gouvernement souhaité par la multitude.
Le chaos actuel dans le Moyen-Orient doit nous permettre de faire ce que pourquoi nous sommes constituer: une alternative politique durable vers l'autogestion aux déshérités de la mondialisation.
Cela paraît à première vue puéril au regard de la stratégie des pays capitalistes occidentaux dont le principal soucis est la stabilité politique qui ne contredit pas les intérêts énergétiques dans cette région du monde. Faute de pouvoir maintenir des gouvernements autoritaire ou tyranniques qui leur soient favorables, ils ont toujours privilégié l'organisation religieuse comme garante de cette stabilité au risque d'être en complète contradiction avec les buts supposés de leur politique.
Une seconde critique plus sournoise consiste à évoquer au nom de la démocratie l'impossibilité d'intervenir radicalement sur les structures des pays islamiques ce qui en soi est une contre vérité autant par la pression économique que ces pays exercent, que par le fait même de l'intervention de la coalition américaine en Irak.
C'est l'ineptie même de cette intervention et son effet qui rend la solution d'une assemblée constituante islamique nécessaire et non une démocratie présidentialiste à l'européenne ou à l'américaine comme on cherche à l'imposer avec l'alibi du suffrage universel.

L'ISLAM POLITIQUE,
PRODUIT (CONTRADICTOIRE) de LA MODERNITE

La religion musulmane interdirait-elle à tous ceux qui la pratiquent toute possibilité de comportement sécularisé? Autrement dit, faut-il accréditer la thèse que "la religion islamique intéresse la vie tout entière, exerçant une juridiction non point limitée, mais globale. (..) : le pouvoir religieux et le pouvoir politique ne font qu'un'" ? Ces affirmations ne dépassent pas le niveau de la philosophie de comptoir.

Un regard attentif sur le contenu du Coran montre bien que celui-ci ne comporte pas plus de normes que les autres textes sacrés, et pas moins de justifications pouvant servir à la sécularisation du pouvoir politique: si dans la Bible, "rendez à César ce qui est à César et rendez à Dieu ce qui est à Dieu" est présenté comme la "caution laïque" de la religion chrétienne, nous pouvons également trouver dans le Coran des affirmations du même ordre, comme "pour ce qui est des affaires de votre religion, cela me concerne: pour ce qui est des affaires de votre monde ici-bas, vous êtes mieux à même de le savoir". Nier cette capacité-là à l' Islam, c'est aussi nier le fait qu'existent dans tous les textes sacrés des équivoques et des contradictions (reconnues par le Coran lui-même, donc par Dieu...).
Celles-ci enlèvent toute possibilité, à la fois de fonder une "loi islamique" sur le Coran, et d'envisager l' Islam comme une religion monolithique, ce qui reviendrait à nier son origine humaine, donc retirer aux musulmans leur humanité.
Si l'on veut bien examiner la deuxième question, on est porté à établir ce constat: toutes les violences dont sont le tableau les pays arabes aujourd'hui comme l'ensemble du Tiers-Monde sont dues au processus lent et chaotique de l'émergence en leur sein de l'Etat et de la modernité (entendue comme la séparation des sphères privée et publique, la construction d'une société civile et d'une souveraineté étatique). L'Etat y est donc en construction. En son absence, l'armée, la religion, l'économie, etc... se politisent, c'est-àdire entrent en compétition pour le pouvoir, et l'arbitraire y est alors la règle. Devant cet arbitraire, devant la corruption des pouvoirs et l'incompétence des dirigeants, devant l'ubiquité d'une armée omniprésente, les populations ont une aspiration profonde à la modernité, qu'elles identifient souvent à ce qu'elles perçoivent de l'Occident à travers leur écran de télévision (la vie facile, mais aussi l'Etat de droit). Le vote islamiste en est une expression, certes paradoxale, mais bien réelle.
Bien sûr, les solutions envisagées par les islamistes ne concourent pas à l'établissement de la modernité: ils puisent, comme le FLN l'a fait, dans le mythe de l'âge d'or, dans l'utopie, pour répondre à la dégradation du présent et à la crainte de l'avenir. Comme acculées au mur par la domination occidentale, les sociétés musulmanes brandissent alors la défense de leur identité, au besoin remaniée et idéalisée.
Face à cette peur de la modernité occidentale, les sociétés musulmanes sont en fait impatientes de construire leur modernité, même si elles ont d'autres façons de l'exprimer, et si leur expression peut revêtir des formes contradictoires. Le mouvement islamiste n'est pas une résurgence de la société traditionnelle, mais un phénomène de la modernité. Non pas qu'il exprime la modernité, mais il est un produit contradictoire de la modernité.

L'ALTERMONDIALISME ET LES FORUMS MONDIAUX
DAVOS OU PORTO ALEGRE, IL FAUT CHOISIR

Les termes de l'événement sont désormais connus: pendant que se réunissait l'élite économique mondiale et ses sous-fifres politiques à Davos, leurs opposants s'étaient donné rendez-vous à Porto Alegre, au sein d'un Forum Social Mondial.

Le parallèle entre les deux sommets était stratégiquement mis en avant par les organisateurs du FSM, mais cela ne veut pas dire qu'il y a équivalence.

Il n'y a pas, comme aimeraient à le penser les participants à Davos, de " juste équilibre" à trouver, à mi -distance des intérêts des uns et des autres, pour des « *avancées constructives communes*». Le forum qui a réuni les uns et les autres, filmé en " duplex" et retransmis sur Arte le 2 février, posait ainsi cette question fielleuse : entre « *les deux visions de la mondialisation, est-il possible de se parler, de se comprendre* ?». Mais, outre que les acteurs réunis à PortoAlegre ont parfaitement «compris»,il ne s'agit pas d'une question de dialogue et de compréhension mutuelle. L'élite économique internationale adopte ainsi un nouveau discours qui, sous l'apparence d'un fléchissement, d'une écoute généreuse, vise en fait à mettre sur le même plan ce qui n'est certainement pas équivalent: d'un côté une élite qui accumule des richesses et épuise les ressources naturelles au détriment des peuples, de l'autre, les peuples, justement, qui subissent cette domination.

Face à ce discours, le dirigeant Philippin de Focus on the Global South déclarait: « *Porto Alegre représente l'avenir, et Davos le passé»* .

Optimiste, la déclaration dit surtout le changement de donne réalisé par ce premier Forum Social. De manière inédite depuis la fin du monde bipolaire, les acteurs de la transformation sociale de par le monde se sont réunis, non pas par réaction (Davos sert là plus de prétexte), mais sur l'enjeu programmatique de constructions d'alternatives à la mondialisation libérale. Seattle avait frappé les esprits en affirmant 'existence d'un mouvement de résistance. La première grève générale déclenchée l'année dernière en Argentine" *contre la mondialisation et le FMI"* par l'ensemble des syndicats et qui fut massivement suivie par la population allait donner le ton et le caractère des luttes présentes et à venir.

Porto Alegre marquera une étape importante dans ce processus, celle de la maturité internationale des mouvements sociaux. Il s'agit enfin d'avancer vers un programme constructif et une synergie internationale du mouvement de résistance au nouvel ordre mondial. Autant dire que ce mouvement n'a que faire d'une écoute condescendante de l'élite de Davos, car il construit son expérience tous les jours, dans ses luttes et ses territoires à conquérir.

Nous faisons le pari qu'il s'agit bien d'un saut qualitatif dans l'offensive sociale contre la mondialisation, parce que]' on est aIlé vers une démarche propositionneIle et non plus seulement réactive, et vers la construction d'un réseau international paraIlèle et indépendant du " monde de Davos" pour" une autre mondialisation".
L'autre nouveauté réside dans la reconstruction du lien avec le monde politique. L'arme politique est la seule qui puisse faire gagner les peuples face au pouvoir économique libéral. Le fait que la nécessité d'une alternative politique soit de plus en plus présente dans les objectifs des mouvements sociaux auto-organisés, autorise aussi de nouveaux dépassements. Par ailleurs,]' exemple des victoires du Parti des Travailleurs brésilien montre]' alliance fertile qui peut exister entre le mouvement social et l' organisation partidaire.
Et puis, il y a eu la visite de certains hommes politiques. Mais, pour ceux qui visent le médiatique, qu'ils prennent garde à leurs contrad tions. Oui, le politique a de l'avenir, il repre peu à peu sa place, mais à ceux des homm politiques qui se laisseraient séduire par le sol, brésilien, nous leur disons: il faudra choisir. (ne peut pas balancer entre Davos et Porto Alegre, comme si les deux sommets étaient représentatifs d'un même type de légitimité. (ne peut pas participer au Forum Social Mondial et participer à l'avancée de la politique libéra au niveau de son gouvernement. On ne peut pas pavaner dans la dénonciation du libéralisme dans un forum mondial et expulser ceux qui sont les victimes dans son propre pays.
Quant à eux, les Alternatifs ont choisi depuis longtemps. Définitivement du côté du mouvement social, mais s'inscrivant aussi résolument dans la construction d'une force politique alternative, ils étaient présents à Porto Alegre. Avec le plus grand nombre, avec les acteurs et actrice du mouvement social, et avec les pays du SUD, ils entendent être parties prenantes de cette dynamique de contre-pouvoirs et de propositions alternatives au capitalisme global.
-Nous assistons simplement à la naissance d'un nouveau type de rapport de force destiné à se développer de manière fulgurante avec, en contrepartie, un accroissement considérable de la répression internationale exercée au nom de la société internationale. Et là aussi il faudra choisir.
Raùl ARANCIBIA et Nathalie LUYCKX

LE BRESIL

Le ***Mouvement des travailleurs sans terre (MST) est sans doute l'un des plus important phénomène politique brésilien. Découvert en France grâce aux photographies de Sebastio Salgado, c'est hélas à cause des assassinats répétés de ses membres dans le Nord-Est brésilien que l'on évoque en général ce mouvement. Il mérite pourtant plus d'attention tant par son ampleur et ses revendications, que par ses pratiques. Il s'agit sans doute, avec la CUT et le MNLM, de la principale composante du mouvement social brésilien. Il nous paraissait important de rencontrer un de ses responsables pour comprendre la stratégie du MST après l'arrivée de Lula au pouvoir. C'est chose faite avec Vilson Santin, membre de la direction nationale du Mouvement des Sans Terre et d'une coopérative agro-pastorale à Santa Catarina.***

Vilson Santin: Le MST s'inscrit dans la longue histoire des luttes pour la terre au Brésil, commencées avant même la fin de la colonisation: les résistances indigènes et les luttes des populations noires. Le MST est le fruit de cet apprentissage.

A la fin des années 70, et après 20 ans d'une dictature militaire de plus en plus fragilisée, naît un grand mou-vement de contestation. D'abord ouvrier, à Sao Paulo , c'est de ces luttes que sont issus Lula et la CUT ,ce mouvement se développe ensuite sur le terrain des réformes agraires à partir de 79 avec des mouvements spontanés de paysans pauvres et d'indigènes.

Depuis 75, avec la Commission pastorale de la terre, fondée par les secteurs de la pastorale de l'Église catholique les plus influencés par la théologie de la Libération, un mouvement propre aux Sans-terres commence à se constituer.

En 84, une rencontre nationale permet la création du MST. En Janvier, nous définissons, lors de notre premier congrès, notre stratégie (l'occupation des latifundia comme moyen de pression pour obtenir une réforme agraire) et notre orientation politique: un mouvement de masse, organisé à la base et autonome du gouvernement, des partis, syndicats et Églises.

Ce fut le fruit de discussions difficiles. L'Église catholique, par exemple, souhaitait nous voir continuer à participer à la commission pastorale de la terre. Pour d'autres, cette lutte devait s'inclure dans un projet syndical rural plus large.

Nous avons créé ce mouvement de base, axé sur les luttes concrètes et les conquêtes pour les sans terre: la terre, l'éducation, la santé...

La lutte s'est développée sur des objectifs clairs:

- Organiser les sans terre dans leur lutte pour la terre

- Lutter pour une réforme agraire qui changerait le modèle d'agriculture
- Participer au changement de la société brésilienne, la "lutte pour la construction populaire du Brésil",

Nos victoires ont permis le développement du mouvement. 350 000 familles ont conquis leur terre, mais pas seulement la terre: elles ont retrouvé leur dignité.

Tous les aspects de la vie comptent: l'économique, le social, le politique, le culturel, la communication, l'environnement, les droits humains, l'éducation, la santé. Nous travaillons sur tous ces domaines. Pour chaque sujet, nous avons des collectifs qui se spécialisent. C'est une autre dimension du mouvement. Nous avons àpeu près 100 000 familles dans nos campements sur 24 États.

Certaines familles campent depuis 4 ou 5 ans dans les *latifundias*. On s'est toujours préoccupé de leur formation politique, idéologique et personnelle, et de la formation de nos cadres pour garantir la continuité de notre lutte après la conquête de la terre.

R&V : comment fonctionne vos campements?

VS : Tout est axé sur l'idée que sans coopération, il n'y a pas de solution. C'est à la fois un principe et une préoccupation constante depuis la fondation de notre mouvement.

Les formes de coopération sont décidées à la base. Nous n'avons pas de recette toute faite. Nous avons créé une structure interne (le "secteur de production, coopération et moyens environnementaux") qui travaille sur les modes d'élaboration, le suivi des expériences et les formes de coopération.

Les formes de coopération sont très variables. Ainsi, dans les "coopératives de production agropastorales", la terre n'est pas divisée individuellement.

Le travail est divisé entre tâches (production) et un secteur social (travail d'assistances techniques). Les cellules de base sont les familles. Regroupées, elles désignent des responsables par secteur et, en assemblée générale, une" direction collective".

Dans les "coopératives de prestation de service", les terrains sont divisés. La coopération se fait au niveau des achats et des ventes.

Dans mon État, Santa Catarina, nous avons créé notre coopérative qui regroupe 1 000 petits agriculteurs et une marque déposée, "produit de la réforme agraire" ou "Terra Vivan (terre vivante). C'est un label contrôlé par le ministère de l'agriculture. Sous ce label, nous assurons à la fois les tâches de production et de commercialisation. En l'occurrence, il s'agit de lait. Nous produisons plus de 3 millions de litres par mois.

Il y a aussi plusieurs expériences de coopératives d'agro-écologie. Au Rio Grande do Sul, nous produisons des semences écologiques qui sont destinées avant tout aux paysans du MST, mais elles sont vendues plus largement dans tout le Brésil.

R&V : Y a-t-il des règles de base communes à tous les campements du MST?
VS : Nous avons engagé une grande concertation interne qui a permis, en 2000, de rendre plus homogène le fonctionnement de nos campements. Il y a maintenant dans chaque secteur, chaque État et chaque campement des groupes de réflexion qui travaillent à l'amélioration des règlements internes. La question de l'organisation est centrale au MST. Dans notre mode de fonctionnement, les choses ne peuvent pas venir d'en haut. Ça ne marche pas. Tout est centré sur l'organisation à la base. C'est elle qui mène les luttes, qui reven-dique, qui a des espoirs et des besoins. Ce sera le sujet de notre prochaine réunion fédérale.
R&V: Nous avons pu voir l'année dernière, dans un campement dressé par le MST, un fonctionnement paritaire. Est-ce une exception ou trouve-t-on cela dans tous les campements?
VS : C'est effectivement une règle générale mais aussi un mode d'organisation politique.
R&V : Même à la direction du mouvement?
VS : Cela a fait débat. Finalement, nous avons renoncé à la règle des 50 %, pour privilégier les capacités personnelles et l'expérience. Dans les directions par États, il y a plus de femmes ou plus d'homme Nous essayons d'équilibrer au maximum mais ce n'est pas une question simple. Et ce n'est pas en posant un règlement que nous arriverons à régler ce problème. Nous devons faire un énorme travail sur l'éducation et la conscientisation politique pour que les femmes participent pleinement à toutes les activités politiques. Je peux affirmer que l'on a déjà beaucoup avancé.
Nous avons le même problème avec les jeunes. Là aussi, nous avons entamé un gros travail.
R&V : Y a t il des structures financières internes au MST ?
VS : Il y a les coopératives de crédit dans plusieurs États. Le gouvernement de Lula a annoncé qu'il soutiendrait ces coopératives.
Je voudrais revenir sur la question du secteur de l'éducation. C'est particulièrement important pour mon mouvement.
Nous avons développé un gros travail sur la "pédagogie de la terre", une pédagogie propre centrée sur nos réalités.
Dans chaque État, nous avons nos propres écoles de formation technique, professionnelle et nos centres culturels.
Il y a aussi un cours supérieur de formation des pédagogues dans plusieurs états et un niveau supérieur qu'on appel cours de pédagogie de la terre.
Enfin, nous avons un institut supérieur au Rio Grande do Sul, qui forme au niveau moyen (le secondaire2) et des magistères de technique d'administration de coopératives, de technique de santé et de communication.

Dans le programme de réforme agraire qui sera présenté à Lula, nous soulignons l'importance de la question de l'éducation, des centres culturels et de l'élévation du niveau culturel.
R&V : Avez-vous créé des structures sur la santé?
VS : Nous travaillons surtout sur les questions de prévention des maladies et de l'hygiène. Dans chaque campement, il y a une équipe qui s'occupe de cet aspect. Il y a aussi au niveau national, une structure qui s'occupe des problèmes de santé.
Nous n'avons pas la possibilité pour l'instant d'ouvrir des centres de santé mais nous avons beaucoup de personnels de santé qui aident le mouvement volontairement. Nous avons aussi trente militants qui suivent des études de médecine à Cuba.
L'articulation entre notre mouvement et le reste de la société nous paraît fondamental. La lutte pour la terre est un enjeu pour toute la société dans sa conquête de la dignité humaine. Voilà pourquoi on a élargi notre travail au reste de la société brésilienne: avec les urbains, les universités, avec la jeunesse et avec d'autres mouvements. Cette ouverture a été essentielle pour éviter que la répression ne nous liquide, spécialement dans les dernières années avec le gouvernement de Fernando Enrique Cardoso. On a traversé une période très dure durant laquelle plusieurs modes de répression se sont combinés contre nous.
C'est important de noter que cette répression a aidé à fortifier le MST. Nous en avons tiré beaucoup de leçons.
Avec l'élection de Lula, les perspectives d'une réforme agraire sont bien meilleures. Nous avons réaffirmé notre autonomie, mais nous considérons aussi le gouvernement Lula comme un allié. Nous allons continuer les occupations massives pour faire pression sur le gouvernement et l'aider à avancer dans ses réformes.
R&V : Le gouvernement a-t-il donné un calendrier pour ces réformes?
VS : Nous avons établi un calendrier. C'est en deux temps: il y a d'abord les mesures d'urgence pour la première année, à savoir s'occuper des 100 000 familles en campement. Le gouvernement s'est engagé à résoudre ce problème. C'est un signe positif.
Il y a un autre signe positif: la nouvelle ministre de la Réforme agraire et le nouveau président de l'INCRA (institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) ont des liens forts avec notre mouvement.
Nous ne nous arrêtons pas là : nous élaborons, à la base, un projet de nouvelles réformes agraires. Fin juin, nous présenterons à Lula un projet complet.
R&V : Le MST est l'un des membres important de Via Campesina. Quelles sont vos attentes et votre démarche au sein de Via Campesina?
YS: .11 y a plusieurs chantiers: la lutte pour l'indépendance alimentaire des peuples, la lutte pour un nouveau modèle d'agriculture, contre les transgéniques et la question de l'écologie.

Ce sont des batailles très importantes pour la construction d'un autre modèle d'agriculture. Je peux aussi parler des luttes contre la puissance des multinationales ou pour que l'agriculture ne soit plus abordée par l'OMC. Ce sujet ne peut pas être limité à des questions de commerce. Et puis aussi la reforme agraire, la lutte pour la terre, pour les ressources naturelles, la question de l'eau, la lutte pour sa non-privatisation, et dans le cas de notre continent la lutte contre l'ALCA (ALENA élargi).
Plus généralement, nous travaillons au développement de la solidarité entre paysans du monde, les indigènes, contre les violences. L'assemblée mondiale de Via campesina a été créée pour approfondir ces thèmes et définir des actions communes.
R&V : Vous avez le soutien d'ONG étrangères?
VS : De plusieurs et de plusieurs façons! Nous avons des comités de soutien dans plusieurs pays: à Rome, en France, à Bruxelles ou aux USA. Et ailleurs. ce sont des échanges internationaux, constructifs pour tous.
R&V : Les intérêts des paysans des pays pauvres et ceux des pays riches sont-ils convergents?
VS : Oui, sur beaucoup de points: le problème des OGM, des multinationales, de la disparition des petits agriculteurs, de l'indépendance alimentaire, sur les questions environnementales, le respect des diversités culturelles... Ces convergences sont de plus en plus visibles.
Les échanges d'expériences et les visites de paysans européens, ici ou chez eux, ont renforcé les liens.
C'est un devoir pour nous tous de développer des expériences comme ici partout dans le monde. .
2. Au Brésil le parcours scolaire est divisé entre "fondamental", "secondaire" et "supérieur".

EGYPTE

LES PAYSANS EGYPTIENS

LA TERRE OU LA MORT

*Hérodote disait: "l'**Egypte est le don du Nil**"; en réalité le Nil n'y aurait été pour rien sans le paysan égyptien, qui, en plus de sont travail continu pour transformer la vallée du Nil en de vertes plantations, a construit les merveilles de l'antiquité, les pyramides et le Sphinx. Les paysans égyptiens risquent de devenir des sans abri, si **la loi n °96 promulguée par le parlement en 1992** est effectivement appliquée. Cette loi menace environ 5 millions de personnes: les locataires des terres et leurs familles.*
Le problème remonte au début des années cinquante, lorsque le système nassérien a mis en place les réformes agraires de 1954 à 1961, qui limitaient la grande propriété foncière.

Ces deux lois ont conduit à l'expropriation de certains grands propriétaires et à la distribution de leurs terres aux paysans, tandis qu'un grand nombre de propriétaires réussissaient à passer à côté de la loi en louant leurs propriétés à des paysans pauvres.
Les lois nassériennes ont légiféré sur la relation entre propriétaire et locataire : le contrat de location était un contrat à vie, que le paysan pouvait transmettre à ses héritiers; ces lois ont également fixé le montant du loyer (7 fois l'impôt que payait le propriétaire à l'Etat). En contrepartie de cette réforme, l'Etat a monopolisé l'achat des récoltes stratégiques (le coton, la canne à sucre, le blé, le riz), à des prix que lui-même fixait. L'Etat vendait également des engrais et des semences au paysan, au prix qui lui convenait.
Malgré cette situation, les familles paysannes réussissaient à vivre. Elles cultivaient des légumes et élevaient de la volaille ou du bétail.
La situation a changé à partir des années quatre-vingt, avec les dettes importantes contractées par l'Etat. Le FMI a commencé à imposer ses choix en terme de productions agricoles. Les propriétaires fonciers, qui étaient devenus des fonctionnaires d'Etat, et avaient réussi à constituer, par le biais des élections truquées, une majorité à l'Assemblée du peuple, ont fait passer en 1992 la loi des "propriétés agricoles". Cette loi fait du contrat de location un contrat à durée limitée, la valeur de la location devient fonction de l'accord entre le propriétaire et le locataire. Les anciens contrats de location sont donc devenus caducs, ce qui signifie l'expulsion d'environ 5 millions de paysans et leurs familles des terres sur lesquelles ils travaillent et sur lesquelles ils ont construit leurs maisons. L'application de la loi a été fixée au 1er octobre 1997. Depuis quelques mois, les propriétaires et les forces de sécurité centrale (l'équivalent des CRS) ont commencé à préparer la répression, ce qui a conduit à une importante mobilisation paysanne et à des affrontements armés entre les propriétaires et les locataires, et entre les forces de sécurité et les locataires.
Ces derniers mois, des comités de résistance des paysans se sont constitués, à la suite des meetings publics qui se sont tenus dans un grand nombre de villages, rassemblant jusqu'à 4000 paysans. Ces comités se sont adressés aux partis politiques représentés au parlement; mais ceux-ci n'ont pas répondu à l'appel ils étaient de toute façon restés silencieux lorsque la loi a été votée.
Malgré cela, des intellectuels, des avocats et des étudiants ont constitué des comités de solidarité avec les paysans. Le gouvernement a riposté en arrêtant les paysans et ceux qui s'étaient solidarisés avec leur lutte.

L'affrontement en octobre risque d'être un affrontement armé lorsque les forces de sécurité viendront expulser les paysans.Les paysans n'ont d'autre choix que de résister à ceux qui veulent leur arracher leurs terres, ces terres sur lesquelles ils travaillent depuis quarante ans, sur lesquelles ils ont construit leurs habitations.
Le comité national de défense des paysans en Egypte s'adresse à tous les mouvements paysans, ouvriers et humanitaires de par le monde pour populariser sa cause, et pour les appeler à soutenir cette cause, qui est la même que celle des paysans sans terre au Brésil, la même que celle des paysans en Europe
D'ores et déjà, les paysans sans terre du Brésil se sont adressés à l'ambassade d'Egypte à Rio pour protester contre la loi. Tous sont menacés par la pensée unique et le capitalisme sauvage, qui fait de l'être humain la dernière des priorités.

INDE

Ekta Parishad, les sans-terre indiens
Jaï Jagath !

Jaï Jagat ! ("Le monde est à nous tous !"). Le slogan d'EKTA PARISHAD aurait pu être celui de tout le FSM!
Un grand chapiteau rouge et jaune, pavoisé d'étendards verts et blancs est planté au milieu d'un" parc" municipal d'une banlieue de Mumbai, lui même coincé entre bidonvilles et une rivière nauséabonde: c'est le Théâtre de " Land First Mela ", l'événement créé par EKTA PARISHAD durant 3 jours lors de ce FSM.
Il y a là 2000 délégués, assis par terre par groupes issus des 8 états de la Fédération indienne. Chacun parle sa langue. La langue commune est l'anglais, traduit ensuite en langues locales par les quelques anglophones. Chaque délégation prend la parole à tour de rôle, expliquant sa lutte, les problèmes qu'elle rencontre, ses victoires et le chemin qu'il reste à parcourir. Chaque intervention est ponctuée de chants et/ou de danses, toute l'assemblée scandant régulièrement "EKTA PARISHAD !" ou, mieux, " JAl JAGAT ! " (littéralement" Le monde est à nous tous "). Des invités venus de toute l'Inde, et même de bien au delà, interviennent eux-aussi, faisant le lien entre leurs combats et ceux des militants d'EKTA PARISHAD.
" Land, Home, Dignity "
C'est ainsi qu'un ex-député du Parti du Congrès de la région où est née l'organisation prend la parole, d'une façon extrêmement pédagogique, interrogeant régulièrement l'assemblée. De même Anil Garg explique comment les tribus de certaines régions ont été spoliées de leurs terres, et comment il est possible de lutter (voir son portrait par ailleurs).

Des intervenants étrangers prennent également la parole: des délégués Brésiliens du Mouvement des Sans-Terres, des Philippins, des Suisses, des Espagnols... On nous demande aussi en tant que français de faire une intePiention... Il faut la préparer entre nous: nous nous retrouvons à 6, avec deux copains de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, un des Artisans du Monde, Mathieu et moi pour les Alternatifs. Pierre Vuarin, de la FPH, est le porte-parole commun, et met en parallèle les problèmes d'accès aux ressources naturelles en Inde (et notamment la nécessité d'une réforme agraire), et les problèmes d'accès au revenu et au logement en France. Intervention que nous concluons ensemble par le slogan:
"Land for Ali, Home for Each,
Oignit y for Everyone",
Slogan repris par toute l'assemblée.

Des méthodes d'action non-violentes

EKTA PARISHAD est une organisation fondée sur les principes de Gandhi: action non-violente pour conquérir le contrôle des ressources de base, l'eau, la terre et la forêt. L'immense majorité des 150 000 militants de l'organisation sont des paysans hors-castes (les" tribus ") et de basse-castes (" intouchables " ou " dalits "), cultivant de toutes petites surfaces ou sans terre et contraints de louer leurs bras.
L'action vise à assurer l'auto-organisation des communautés de base, leur auto-suffisance ainsi que la défense de leurs intérêts face aux pouvoirs publics. Sa stratégie d'action est la suivante:
- Constitution de dossiers revendicatifs mettant en exergue les problèmes d'accès à la terre, à l'eau...,
- Défense des dossiers devant les pouvoirs-publics,
- En cas d'échec des négociations, pratique de la " non-coopération active " (et non pas de la " résistance passive " insiste un animateur de l'association) avec des actions comme des " longues marches à travers le pays" (" Padyatras "), des" encerclements de dépositaires de pouvoirs" (" Gheraos "), des" blocages de routes" (" Chakka jam ")...
Mais parallèlement à son rôle de contre-pouvoir, l'organisation mène aussi des projets de développement économique et social dans 4000 villages, touchant une population totale de 5 millions de personnes. Il s'agit de formations à l'utilisation des ressources en eau ou forestières, à l'agriculture biologique (horticulture, association de productions animales et végétales, plantes médicinales...) visant notamment des jeunes et des femmes. Il s'agit aussi d'aide à la constitution de stocks de sécurité de graines, de "tontines" (mutuelles de micro-crédit), de support à la commercialisation de produits artisanaux (riz, miel, huile, vêtements de laine...).

.. Donnez-nous la terre, vous aurez nos votes! ..
En ce moment, Ekta Parishad a entamé une grande marche à travers l'Etat d'Orissa (côte Est de l'Inde). D'après les courriers que l'organisation fait parvenir à ses sympathisants, cette marche partie du coeur de l'Etat, la région pauvre et isolée de Kalahandi, a déjà collecté 3 000 plaintes de paysans sans terre et/ou expropriés contre l'Etat qui n'a pas appliqué la législation ou les entreprises qui se sont accaparées ces terres.
Ainsi, le taux de paysans dépourvus de toute ressource atteint 30% dans les zones rurales de cet Etat, et même 60% dans certains villages n'ayant bénéficié d'aucune distribution de terres depuis 30 ans, en violation de toutes les lois en vigueur.
Un autre exemple, l'installation d'une usine d'aluminium, la Sterlite India Co a provoqué le déplacement de 2 villages et devrait en rayer 11 autres de la carte. En tout, près de 1 000 ha de terres, de forêts dont une partie en réserve naturelle, sont en train d'être illegalement colonisés au mépris des droits des populations locales. Des hommes de main de cette compagnie, appartenant à un Indien vivant à Londres, agressent régulièrement les vill-geois qui résistent, et ont tenté d'intimider la marche pacifique avec la complicité bienveillante de la police locale.
Ekta Parishad réunit toutes les preuves de ces violations et mène une campagne auprès des autorités tant locales que fédérales, mais aussi au niveau international . Le parlement de l'Etat d'Orissa venant d'être dissout, l'organisation mène également une campagne pour obtenir des engagements des candidats à la députation, sous le mot d'ordre: " Donnez nous la terre, vous aurez nos votes".
Une lettre de soutien aux revendications des marcheurs peut également être envoyée au gouverneur de l'Etat. Elle est disponible sur le site (en anglais) :
www.ekta-parishad.org . **Emile RONCHON**

LE VENEZUELA

CHAVEZ PRESIDENT

Depuis son accession au pouvoir, Hugo Chavez est caricaturé par une bonne partie des médias français. Dans la bouche de certains, les propos frôlent parfois le racisme. Les qualificatifs les plus odieux ne manquent pas: «populiste», «caudillo d'opérette» ou « semi-dictateur». Difficile d'y voir clair et de se faire une opinion sur le Venezuela et Hugo Chavez à un tel niveau de désinformation et d'acharnement. Heureusement, le Monde Diplomatique, à travers les articles de Maurice Lemoine et d'Ignacio Ramonet, tentent de rétablir quelques vérités, comme lors du coup d'Etat d'avril 2002 où ils démontrèrent la falsification des images diffusées en Europe. Certains journaux militants et des sites alternatifs tentent également d'informer mais ils restent très confidentiels et leur impact reste bien léger par rapport à la puissance médiatique. Hugo Chavez a un parcours atypique et ne correspond à aucun stéréotype. Il n'est pas issu du sérail, de l'intelligentsia et encore moins de la bourgeoisie ou de la classe dominante. Il est issu du peuple et a reçu une formation militaire. Pourquoi dérange t-il autant? Probablement parce qu'il a accepté la confrontation avec l'empire et qu'il est devenu le symbole de la résistance au libéralisme et à l'hégémonie étatsunienne en Amérique latine. Ceci est inacceptable et impardonnable. Tentons de relater son parcours et de présenter l'individu.

Une éducation militaire

Hugo Rafael Chévez Frias est né en juillet 1954 à Sabanetas d'Orinoco (entre les Etats de Barinas et Apure au sud-ouest du pays) où ses parents travaillent comme instituteurs.

Il intègre la vie militaire comme cadet lorsque l'Ecole se transforme en Académie et s'ouvre aux universités publiques. Cette ouverture lui permet d'assister aux activités culturelles, artistiques et sportives. Il en profite pour étudier les sciences politiques à l'université. Au Venezuela, contrairement aux autres pays du cône, l'armée est restée une armée populaire et n'a jamais été investie par la bourgeoisie. De plus, elle n'a jamais intégré l'Ecole des Amériques, directement influencée par la doctrine étatsunienne et la CIA.

Hugo Chavez pratique le beisbol et se révèle être un bon pitcher, ce qui lui permet de devenir populaire parmi ses compagnons d'études. Plus jeune, il rêvait de devenir joueur professionnel.
En décembre 1974, il participe comme cadet au 150è anniversaire de la bataille de Ayacucho au Pérou.
Il y rencontre deux anti-impérialistes latino-américains, le Général Juan Velasco Alvarado qui a gouverné le Pérou et le Colonel Omar Torrijos le Panama. " est influencé par la lecture de Velasco « La Révolution nationale péruvienne ». (En Amérique Latine, le concept de Révolution nationale ne saurait être comparé avec la période de triste mémoire de l'histoire de France)
Plus tard, quand il décide d'organiser le « mouvement» avec d'autres camarades, ils étudient les expériences de Velasco et de Torrijos. Le groupe s'insurge contre l'élitisme et la dégradation des moyens des forces armées et entre en contact avec le PRV (Parti révolutionnaire vénézuélien). Des rencontres ont lieu au Moyen-Orient et à Cuba.

La référence bolivarienne

Le groupe se réfère à Simon Bolivar, à Simon Rodriguez et à Esequiel Zamora:
- " s'inspire de la pensée sociale et revendicative de Simon Bolivar lors de sa croisade contre le joug colonial espagnol. " partage sa vision égalitaire de la société et le rêve d'unir intégralement la « patrie latino-américaine» (du Rio Bravo à la Terre de Feu) pour laquelle il a donné sa vie. Bolivar défendait l'égalité pour les Indiens, la terre pour les paysans, l'abolition de l'esclavage, le développement de l'école publique comme moyen de parvenir à une société juste et humaine. Il est souvent appelé le *«Libertador de America* » et dispose du prestige d'avoir organisé le peuple et d'avoir vaincu les forces coloniales. Bolivar fait partie de l'inconscient collectif des peuples d'Amérique latine, tout particulièrement au Venezuela.
- Simon Rodriguez a été le maître de Bolivar.
- Le Général Ezequiel Zamora est celui qui prit la tête de la révolution fédérale en 1859 contre le despotisme créole.

Les trois constituent le vade-mecum idéologique du groupe de militaires. Ils combinent les concepts révolutionnaires du passé et les fusionnent avec les idées de base de la gauche révolutionnaire latino-américaine. Le nationalisme révolutionnaire, anti-colonial et anti-impérialiste ou le marxisme bolivarien constituent pour eux le bolivarisme. En 1982, le groupe créé un mouvement essentiellement composé de capitaines - l'EBR 200 (Ejercito bolivariano revolucionario). Le sigle reprend les initiales de leurs trois références historiques et le chiffre 200 correspond au bicentenaire de la naissance de Bolivar.

La clandestinité

L'EBR 200 fonctionne pendant des années dans la clandestinité. Ses membres ont des contacts avec plusieurs organisations révolutionnaires. A partir de 1988, le groupe - composé de lieutenants et de capitaines – commence à définir une stratégie L'objectif est de recruter les premiers des promotions car ils sont susceptibles de grimper plus rapidement dans la hiérarchie!et d'avoir des hommes sous leurs ordres.

En 1989, un soulèvement populaire, "caracazo", survient quelques jours après l'investiture du Président social-démocrate Carlos Andrés Pérez et sa décision d'augmenter le carburant et divers produits La répression qui s'abat sur le peuple est terrible, elle fait 3 000 morts et des centaines de personnes sont arrêtées. Hugo Chavez est lui arrêté plus tard, le 6 décembre 1989. Toute forme d'intervention est reportée. Les contacts avec les partis révolutionnaires se poursuivent et le 4 février 1992, une insurrection "civico-militaire" éclate. Elle est appuyée par des combattants de Bandera Roja, d'une partie de la Causa R et de la Liga socialista mais c'est un échec. Certains militaires n'ont pas suivi, des instructions ne sont pas parvenues et des combattants civils n'ont pas pu intervenir. Chavez est arrêté et emprisonné mais cette tentative l'a fait connaître largement. Il négocie un message à la télévision dans lequel il reconnaît l'échec «por ahora» (pour l'instant). Il n'y a aucune manifestation de soutien au régime. Le 27 novembre de la même année, une nouvelle tentative échoue.

En 1993, une élection présidentielle est organisée suite à la destitution de Pérez pour corruption. De sa cellule, Hugo Chavez appelle à l'abstention, bien qu'il opte pour la voie démocratique et propose une assemblée constituante. Rafael Caldera, transfuge de la Démocratie chrétienne (COPEI), est élu à l'aide d'une coalition, "Convergencia nacional", qui intègre des forces de gauche mais l'abstention s'élève à plus de 50 % dans un pays où le taux de participation était de l'ordre de 85 % depuis 1958. Le 26 mars 1994, Hugo Chavez et ses camarades sont libérés. Il entreprend de se rendre dans toutes les villes, tous les quartiers, tous les villages du pays pour présenter son projet de référendum en vue de la mise en place d'une assemblée constituante. Il est très bien accueilli.

En avril 1997, l'EBR 200 - transformé en MBR « Movimiento bolivariano revolucionario » quelques années plus tôt - créé le MVR «Movimiento por una V Republica» et le pôle patriotique: une coalition avec le PPT et le MAS.

En 1998 Hugo Chavez est désigné pour être candidat à l'élection présidentielle e Le 6 décembre, il est élu au premier tour avec 56,7 % des voix

Le 2 fevrier1999, il prend ses fonctions et promulgue un décret pour convoquer un référendum sur la mise en place d'une assemblée constituante. Le 25 avril 1999, le pôle patriotique obtient 92,19 %des voix pour approuver l'assemblée constituante.
En 2000, il est réélu pour 6 ans avec 60 % des suffrages et il dispose d'un parlement largement dominé par ses partisans.
Dans la foulée, il fait adopter le Plan Bolivar 2000(programmes sociaux) et entreprend une redistribution de la richesse pétrolière.
Très rapidement, il se heurte à la bureaucratie qui 0entrave la mise en oeuvre des programmes sociaux et à la PDVSA, compagnie pétrolière qui, nien que publique, se comporte comme une entreprise capitaliste classique et reste contrôlée par le patronat et l'opposition. PDVSA est un état dans l'Etat. L'opposition lance la première grève en décembre 2001 puis déclenche le coup d'Etat en avril 2002 et récidive avec un lock-out de 64 jours de décembre 2002 à février 2003. Toutes ces épreuves sont surmontées grâce à la mobilisation populaire et aux militaires loyalistes.
A l'issue du référendum d'août 2004, Hugo Chavez sort renforcé et bénéficie d'un appui populaire croissant.

Un dirigeant proche du peuple

Pour Marta Harnecker, sociologue chilienne, qui l'a longuement interviewé, «*C'est un homme sympathique, autocritique et réfléchi qui a une grande capacité d'écoute et d'attention, il est passionné et doté d'une grande force intérieure. Il a une grande sensibilité humaine et une authentique vocation populaire. Il a besoin de contacts directs et fréquents avec les milieux populaires les plus humbles.*
Il se sait aimé de son peuple à qui il veut tout donner en échange. Mais l'homme reconnaît ses défauts. Il admet qu'il a de grandes difficultés à travailler en équipe, qu'il perd facilement patience, qu'il a fait confiance à des personnes qui ne le méritaient pas, qu'il parie plus qu'il ne le devrait et qu'il dit toute la vérité quand il pourrait n'en dire qu'une partie.»
Il ne se définit pas comme marxiste mais comme révolutionnaire et bolivarien. Il est convaincu que seule une révolution - c'est à dire, une transformation économique et sociale profonde - peut sortir le Venezuela de la crise qu'il vit depuis des décennies et sur ce sujet, il n'est pas décidé à transiger. Il sait qu'avec le processus révolutionnaire bolivarien se joue l'espoir non seulement de son peuple mais celui de beaucoup de peuples d'Amérique latine et du monde. Il ne prétend pas avoir des solutions claires et précises à tous les problèmes qui angoissent la gauche mondiale. Il reconnaît honnêtement qu'il ne possède pas toutes les réponses et il est convaincu qu'il doit avancer guidé par certaines orientations basiques et inventer au fur et à mesure.

Pour lui, il est absolument clair qu'il n'y a pas de processus révolutionnaire sans un peuple organisé et conscient et que pour cela, il consacre le plus de temps possible à échanger avec lui à travers les discours, l'émission hebdomadaire «Alo, Presidente» et le contact direct. Il appelle le peuple à exercer un rôle actif dans la construction de la nouvelle société qui est en germe. Son obsession est de transformer en organisation le soutien populaire qui s'est manifesté lors du putsch d'avril 2002. Il appelle pour cela à constituer des cercles bolivariens. Il sait qu'un peuple organisé et non désarmé, puisqu'il bénéficie de l'appui de l'armée, est invincible. L'homme est charismatique et bénéficie d'un fort soutien populaire parce qu'il sait parler au peuple et agir, comme aucun autre dirigeant ne l'avait fait avant lui. Il utilise un langage imagé en s'appuyant sur l'inconscient collectif populaire, la culture, les croyances et les rêves. De fait, il utilise une dialectique hétérodoxe pour un européen mais parfaitement compréhensible pour le peuple vénézuélien. Si cela s'appelle du « populisme », c'est ne rien vouloir comprendre au personnage et, à la différence des démagogues, il réalise ce qu'il annonce. .

Richard NEUVILLE

SOURCES:

Aznàrez Carlos, Los suenos de Bolivar en la Venezuela de hoy, Txalaparta, Tafalla Navarra, 2000, 329 p.
Bossi Fernando Ramon, Los bolivarianos hoy en Nuestra América, Emancipacion, Buenos Aires, 2003, 155 p.
Harnecker Marta, Venezuela, una revolucion sui generis, El viejo Topo, Barcelona, 2004, 65 p.
Heinz Dieterich, Hugo Chàvez, el destina superior de los pueblos latinoamericanos, Publicaciones de la Alcadia de Caracas, 2004, 166 p.

LE MEXIQUE

CHAPIAS: la mobilisation (1995)

L'annonce par le gouvernement de la reprise «pacifique» de toutes les localités contrôlées par l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) présage un bilan très lourd pour les populations.

D'ores et déjà les communiqués transmis par l' EZLN (malgré l'interdiction faite à la presse de pénétrer dans la zone d'opérations) témoignent d'un génocide contre la paysannerie. Des dizaines de cadavres entassés ont été repérés dans l'entrepôt funéraire de Guadalupe Tepeyac.

Les deux communiqués signés par le sous-commandant Marcos font état de bombardements indiscriminés sur la population qui tente de fuir massivement les villages tels Comitan, Los Margaritas, Trinitaria, Ocosingo et Chancala.

Dans leur «percée» vers la frontière avec le Guatemala en pleine jungle les unités spéciales de l'armée n'épargnent ni enfants ni femmes.
Le général Ramon Anieta, responsable de l'assaut donné à Guadalupe Tepeyac, parle «de guerre totale» .
Le secret et la censure imposés sur les opérations militaires risquent de couvrir un massacre et de légitimer l'action «pacificatrice» du Président Zedillo. Malgré l'absence d'informations, la population mexicaine s'est mobilisée. Plus de 150000 personnes sont sorties dans les rues de la capitale dimanche 13 février pour exiger le retrait militaire du Chiapas, la poursuite des négociations et manifester leur soutien aux zapatistes. A la suite de l'intervention des troupes mexicaines dans la région du Chiapas, un collectif composé de militants alternatifs, écologistes et associatifs s'est rassemblé samedi Il février devant l'ambassade parisienne du Mexique pour protester contre J'intervention militaire au Chiapas, rompant le cessez-le-feu antérieurement négocié.
Munis de pancartes et de déguisements zapatistes, les manifestants n'ont pas cessé de conspuer pendant plus d'une heure la dictature du PRI.
L'ambassadeur mexicain - ancien procureur chargé d'instruire les cas de révolte politique - a finalement accepté de recevoir une délégation composée essentiellement d'animateurs du Comité d'action zapatiste en France, d'une représentante de la presse mexicaine à Paris et d'un correspondant de Rouge et Vert. Sur un ton extrêmement direct les questions posées sont allées au fond des choses :.
1) Pour quelles raisons le gouvernement décide de violer (en période de sécheresse dans la région du Chiapas) unilatéralement le cessez-le- feu instauré entre les deux parties?
2) Comment justifier le bombardement des villages indiens?
3) Quelle est la part de responsabilité personnelle (de l'ambassadeur lui même) dans la répression contre les zapatistes ?
Accompagné de sa conseillère politique française, il a éludé toute réponse précise: «Mes informations sont incomplètes. Il n'y a pas d'intervention militaire. Il s'agit simplement d'une opération légale de police à la demande du pouvoir judiciaire. Rassurez-vou.s, je transmettrai vos préoccupations à la chancellerie. Là, j'en saurai davantage».
Les formules appelaient des réponses: n'est-ce pas cela qu'attendaient les bailleurs de fonds internationaux après le crash économique pour redonner confiance aux investisseurs? N'y -a-t-il pas un lien étroit entre ce crédi t de 50 milliards de dollars concédé récemment à vos chefs par vos complices américains et la décision d'en finir avec l'insurrection paysanne? L'ambassadeur prétexte que le Mexique était un pays indépendant et ses décisions libres.

Une région pour deux Etats en conflit (2005)

J'ai pu m'intégrer à une communauté paysanne zapatiste en aidant à récolter le café en compagnie d'un groupe de jeunes de Mexico, et ainsi pu constater la précarité de la vie que mènent les indigènes: aucun chauffage alors que les nuits d'hiver sont très fraîches, haricots rouges accompagnés de tortillas1 à quasiment tous les repas. Enfin, j'ai pu participer à ce moment historique que fut le meeting à San Cristobal de las Casas donnant le signal de départ de la caravane zapatiste.

Tableau du Chiapas à la veille de la rébellion

Situé au sud-est du Mexique, constitué de hautes montagnes, le Chiapas reste un des États les plus pauvres de la Fédération mexicaine. En 1990, 59% de la population active ne perçoit pas le revenu minimum, et la situation s'aggrave constamment : ainsi le nombre des personnes disposant de ressources inférieures au revenu minimum s'est accru de 122% de 1980 à 1992. En 1992, 50% de la population etait sous-alimentée Les inégalités sont fortes puisqu'en 1994 6 000 familles possèdent la moitié des terres d'un État qui compte 3,3 millions d'habitants. Ce qui signifie que la réforme agraire qui a suivi la révolution mexicaine zapatiste du début du XXe siècle n'a pas été mise en oeuvre au Chiapas. Cet État a aussi l'un des plus bas niveaux scolaires de la fédération: en 1990, 30% de la population est analphabète et 62% des enfants ne finissent pas l'école primaire, soit des taux trois fois supérieurs à ceux de l'ensemble du Mexique.

Après celui d'Oaxaca, le Chiapas est l'État du Mexique au sein desquels la proportion d'indigènes est la plus forte. Ces populations, qui au Chiapas comprennent les ethnies Tzotzile, Tzeltale, Tojolabale, Choie, Zoque et Name, sont très pauvres. L'état de santé des indigènes est nettement plus précaire que celui des autres populations. En effet, selon une enqu'ête locale, les taux de mortalité infantile sont en 1998 respectivement de 87%0 et de 35%02, contre 31%0 pour l'ensemble de la population du Mexique

La situation socio-économique de la population s'aggravant, le Chiapas connaît, à partir des années 80, des luttes importantes pour le partage des terres: occupations, manifestations, emprisonnements, marche sur Mexico.

Mais au lieu d'étendre l'application de la réforme agraire au Chiapas, le gouvernement PRI, pour satisfaire les conditions de l'accord de l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord-Américain), décida de remettre en cause cette réforme en modifiant l'article 27 de la Constitution sur les ejidos. Les ejidos sont des parcelles de terres, individuelles ou collectives, dont les paysans ont uniquement le droit d'usage et de transmission à leurs descendants. Ces terres n'ont donc aucune valeur marchande.

La modification constitutionnelle ouvre la voie à la marchandisation des terres, et à leur accaparement par les multinationales. Elle constitue donc une véritable provocation pour la paysannerie pauvre du Chiapas.

Le déclenchement de la rébellion

Comme l'ont dit de nombreux paysans,
«on n'obtenait rien du gouvernement, tant au niveau de la terre, de l'école que de la santé». D'où la volonté d'un certain nombre d'entre eux de prendre les armes pour que ça change enfin.
Dans ces conditions, l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale), créée en 1983, déclenchait le 1 er janvier 1994, jour de la mise en application de l'ALE NA, une rébellion armée. Cette dernière qui a mobilisé 3 000 indigènes3 a touché 7 localités dont San Cristobal de las Casas, ville de 120 000 habitants. Elle eut un important écho à Mexico puisque, dès le 12 janvier 1994, 100 000 personnes descendaient dans les rues de la capitale pour apporter leur soutien aux zapatistes en reprenant leur slogan «paix, justice, liberté2».
Les mobilisations de soutien aux luttes du Chiapas sont depuis ce jour devenues une constante à Mexico. La première manifestation massive en 1994 incita le Président de la République à cesser les opérations militaires qu'il avait alors entreprises au Chiapas.

La communauté zapatiste de San Juan de la Libertad

Aujourd'hui, dans le cadre de l'administration rebelle zapatiste, la communauté paysanne de Brillante, où j'ai vécu près d'une semaine, fait partie de la municipalité de San Juan de la Libertad, qui regroupe un certain nombre de villages et hameaux sur une zone assez étendue. Cette municipalité fait partie du «Caracol» d'Oventic. Le territoire sous influence zapatiste, qui occupe environ un quart de l'État du Chiapas, est divisé en 5 «Caracoles». Chacun de ceux-ci a à sa tête un « Buen gobierno» élu, qui s'oppose au mauvais gouvernement de Mexico. Un double pouvoir de fait s'est donc construit. La communauté de Brillante est composée de petits paysans qui produisent dans des exploitations d'environ deux hectares du café biologique pour la commercialisation et du maïs pour l'autoconsommation. Si à Brillante l'exploitation agricole est individuelle, dans d'autres communautés indigènes elle est collective. A Brillante, la situation foncière a bien changé depuis 1990. À cette époque, l'ensemble de ces terres, situées sur des pentes à plus de 2000 m d'altitude, appartenait à deux grands éleveurs bovins et les paysans n'étaient que leurs ouvriers agricoles.
Mais face aux menaces que le mouvement des sans terre faisait peser sur eux, les latifundistes se résignèrent à vendre leur exploitation. Et en 1995, les ouvriers agricoles se partageaient les domaines: chacun achetant sa part à un prix modéré qui évita un endettement de longue durée.

La répression militaire

En 1995, les Zapatistes prirent la Mairie de San Juan de la Libertad, située dans le bourg d'El Bosque, sur le versant opposé à celui de Brillante. Mais en 1998 ils en ont été délogés par l'armée mexicaine. 31 autres *((Municipalités Autonomes Rebelles Zapatistes))* ont subi le même sort la même année6. La municipalité zapatiste de San Juan de la Libertad a alors vécu pendant 5 années dans la clandestinité, changeant régulièrement de lieu de réunion pour éviter les arrestations.

À la fin des années 90, les communautés zapatistes ont subi une double répression, non seulement de la part de l'armée, mais aussi de forces paramilitaires, constituées d'indigènes locaux priistes et mises en piace par le gouvernement. Cette répression a fait de nombreux morts parmi la population civile. Par exemple, le 22 décembre 1997, les forces paramilitaires procédèrent au massacre d'Acteal qui coûta la vie à 45 civils indigènes8. Cette violence intimide toujours les populations. Aujourd'hui encore, certaines personnes n'osent pas afficher en public leur sympathie envers les Zapatistes.

En outre, touts les attaques militaires ou paramilitaires des années 90 ont provoqué de nombreux déplacements de population: 30 000 personnes ont ainsi dû quitter leurs maisons.

Si actuellement il n'y a pas de militants zapatistes de San Juan de la Libertad incarcérés, ce n'est pas le cas dans toutes les municipalités.

Ce n'est qu'en 2003 que la municipalité zapatiste de San Juan de la Libertad s'est installée ouvertement à Brillante. Si les formes de direction varient d'une municipalité zapatiste à l'autre, celle de San Juan de la Libertad est composée d'un président et d'un secrétaire élus pour trois ans, pour un mandat non renouvelable, ainsi que d'une « présidence» qui est une assemblée de 32 personnes également élue. Aucun de ces 34 postes de responsabilité n'est actuellement occupé par une femme! C'est la coutume qui se perpétue, et montre l'ampleur du chemin à parcourir.

Comme sur toute la zone sous influence zapatiste, à San Juan de la Libertad, l'administration de cette obédience fait concurrence à celle des Priistes. Les citoyens choisissent de fait leur citoyenneté: zapatiste ou priiste. Les Zapatistes créent progressivement leurs propres services publics. Ainsi, à quelques kilométres de Brillante, ils ont créé un centre de santé. Le « Caracol» d'Oventik possède un petit hôpital. C'est ici, entre autres, que sont formés les « promoteurs » de santé qui exercent ensuite dans les centres de santé. Les cours sont assurés soit par des médecins mexicains zapatistes, soit par des étrangers membres de Médecins sans Frontière.

Les Zapatistes développent également leur propre système scolaire. Si à Brillante il n'y a qu'une école primaire officielle, où l'ensemble des enfants est aujourd'hui scolarisé, à Oventic, j'ai pu voir une école primaire et un collège zapatistes.

Ce dernier, dont les locaux ont été construits grâce à l'aide d'une ONG italienne, forme des « promoteurs » d'éducation pour école primaire. Enfin, une ébauche de système judiciaire zapatiste a été mise en place. L'avantage de l'administration zapatiste sur celle de l'Etat est que ses membres sont issus du « Chiapas d'en bas ». La très grande majorité des paysans de San Juan de la Libertad n'ont fréquenté l'éèole que pendant un à trois ans; et ce à cause de l'éloignement de J'école du domicile. Paysans, analphabètes durant des années, ce n'est qu'actuellement en exerçant leur fonction que les responsables politiques de la municipalité apprennent sur le tas à lire et écrire, qu'ils se mettent à parler l'espagnol afin notamment de pouvoir communiquer avec les Zapatistes des autres ethnies.

Les décisions de ces responsables sont sans doute plus adaptées à la population que celles du mauvais gouvernement, car elles s'appuient sur les us et coutumes de la communauté. Par exemple, dans les écoles primaires zapatistes, l'école est donnée en langue indigène.

À ce sujet, j'ai rencontré à El Bosque une jeune fille qui, de milieu paysan Tzotzil, m'a avoué que ses premières années d'école furent très difficiles, car elle ne parlait pas l'espagnol. Chez les zapatistes, l'école est davantage liée à la vie. L'histoire qu'on y enseigne ne nie pas celle des indigènes. Au niveau de la santé, les Zapatistes intègrent la médecine traditionnelle, notamment basée sur les plantes. Les soins dans leurs établissements sont gratuits, tout comme dans ceux de l'administration priiste. Avec l'administration zapatiste, les indigènes ont le sentiment de retrouver leur dignité, bafouée depuis des siècles.

Si la prévention et l'environnement font partie des préoccupations sanitaires des Zapatistes, je ne les ai jamais entendus parler de planification des naissances. Or, à San Juan de la Libertad, les familles sont très nombreuses. Selon une étude locale réalisée en 1998, le taux de fécondité chez les indigènes du Chiapas est de 82. Comme m'a dit le Secrétaire de la municipalité zapatiste, s'il n'y a plus à San Juan de la Libertad de grands domaines agricoles à partager pour nourrir de nouvelles bouches, il y en a dans d'autres parties du Chiapas.

Quel projet économique?

Au niveau économique, en plus du partage des terres, les Zapatistes prônent l'établissement de coopératives et la démonétarisation. Ainsi, à Brillante, il existe une coopérative de vente des produits artisanaux. Ce qui n'est pas le cas pour le café (contrairement à Oventic), alors que nombre de paysans se plaignent du bas prix de cette denrée proposé par les « coyotes» qui passent avec leur camionnette ramasser les sacs de cette denrée, amenés au bord de la route par les chevaux. À Oventic, il existe aussi une coopérative de production de chaussures.

Les « promoteurs », tant d'éducation que de santé ne reçoivent aucun revenu monétaire, mais seulement des biens: aliments, habits.

La construction en 2004 du local de la municipalité zapatiste de San Juan de la Libertad a été assurée par l'ensemble des hommes de la communauté. Pour la garde de cet établissement, les membres de la « présidence», à tour de rôle, viennent y passer la nuit deux par deux. En effet, le Chiapas connaît toujours des violences ponctuelles de la part des forces militaires et paramilitaires: des militants se font-parfois assassiner.
Si l'ordinateur de la municipalité a été acheté grâce au versement d'une contribution de chacun des membres de la communauté, ces citoyens zapatistes, se considérant en rébellion contre le mauvais gouvernement, refusent de payer tant leurs impôts que leurs factures d'électricité. En cas de coupure de courant pour non-paiement, il a été mis en place une commission zapatiste qui rétablit le courant en piratant la ligne.
Bref,la démocratie zapatiste est beaucoup plus participative que celle du mauvais gouvernement.

La bataille administrativo-politique

À la mairie zapatiste de San Juan de la Libertad, les projets ne manquent pas. On attend que le collège d'Oventic ait formé suffisamment de « promoteurs» pour ouvrir une école primaire. On parle d'instaurer un état civil. En fait, cette municipalité ne fait qu'appliquer les accords de San Andres, signés en 1996 entre le gouvernement et l'EZLN, accords qui prévoyaient notamment l'autonomie des régions indigènes.
Avec ces premières réalisations, la municipalité zapatiste de San Juan de la Libertad commence à être considérée par sa rivale priiste. Ainsi, à quatre reprises en un an, m'a confié le Président, le maire officiel est venu le trouver pour régler des différends juridiques dont les parties étaient de citoyenneté différente: un priiste contre un zapatiste.
S'il n'y a aujourd'hui plus de combats au Chiapas, la présence de l'armée mexicaine reste importante dans les zones d'influence zapatiste : à 6 km de Brillante, j'ai pu voir une petite caserne. Sur l'ensemble de ces zones, il y a 2 369 soldats mexicains qui sont présents9. Mais aujourd'hui le pouvoir central joue plutôt le jeu de la concurrence administrativo-politique en « y mettant le pactole» pour tenter de couper l'herbe sous le pied des Zapatistes avant que leur mouvement ne s'étende. Ainsi, ces dernières années les autorités officielles ont fait goudronner la route qui relie Brillante à San Cristobal de las Casas. Ce qui est bien utile dans un lieu où il n'y a ni radio-télévision, ni téléphone (même portable), ni courrier, ni fax, ni internet, ni journaux. En outre, les mêmes autorités ont créé depuis deux ans seulement une école préscolaire dans un hameau d'une dizaine de foyers, proche de Brillante, perdu dans la montagne. Enfin, est-ce un hasard si les maîtres de l'école de Brillante sont, eux aussi, des paysans de la région?

Par ailleurs, les Zapatistes rencontrent des difficultés pour assurer leurs services publics : par manque de «promoteurs». Certains de ces derniers démissionnent pour aller, m'a-t-on rapporté, travailler en ville ou aux Etats-Unis. De plus, compte tenu de la répression militaire de ces dernières années, certaines personnes craignent de s'afficher comme symapthisant-e-s zapatistes et ne scolarisent pas leurs enfants àl'école de cette obédience. Est-ce un hasard si, dans une autre municipalité, un poste militaire a été créé à proximité d'une école zapatiste? Enfin, comme me l'a expliqué le curé de San Juan de la Libertad, lui-même sympathisant zapatiste, les écoles de cette tendance ne sont pas habilitées à décerner des diplômes de fin d'études primaires. Ce qui constitue en fin de scolarité un handicap pour se faire embaucher. Un paysan militant zapatiste explique ainsi que seulement 10% des élèves primaires de sa municipalité vont à l'école zapatiste.

La grande marche

Suite à l'adoption de la « 6e déclaration de la forêt Lacandona », discutée par les communautés de base, la nouvelle stratégie zapatiste consiste à unifier les luttes de tous les exploités et marginalisés du Mexique, voire de la planète. Pour lancer une nouvelle campagne sur ce thème, l'EZLN a entamé le 1 er janvier 2006 à San Cristobal de las Casas la marche d'une caravane qui doit parcourir l'ensemble du Mexique pendant 6 mois. J'ai assisté à cette fête-meeting du 1 er janvier qui, dans une atmosphère « rassemblement du Larzac », a regroupé entre 15 000 et 20 000 manifestants. Très nombreux étaient les paysans venus des campagnes en camionnette.

Le passage de la caravane à l'usine Coca-Cola avant de se rendre sur le lieu du meeting, place de la Cathédrale, fut tout un symbole: il s'agissait de dénoncer à la fois les multinationales, leur appropriation des ressources naturelles, l'eau en l'occurrence, et la globalisation capitaliste. Parmi les orateurs du meeting, deux femmes ont rappelé que l'égalité des sexes était une des priorités zapatistes. Les discours, parmi lesquels celui du sous-commandant Marcos, étaient clairement anticapitalistes.

Les projets de privatisation des ressources naturelles (pétrole, électricité) furent dénoncés, et l'ALENA accusée d'appauvrir les paysans. Condamnation également par les orateurs des OGM. Avec l'organisation des communautés de base, les interventions ne pouvaient pas ne pas faire référence à l'autogestion. Tous les partis institutionnels (PRI, PAN10 du Président Fox, PRD11 du maire de Mexico) ont été vilipendés pour leur participation au processus de globalisation. La victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle de Bolivie a été saluée. Les mots-clefs des discours étaient « écouter », « dignité», « personnes humbles et simples ». Le principal slogan repris en choeur par l'assistance, était: «Zapata vive, la lucha sigue »12

En faisant le tour des stands installés place de la Cathédrale, on comprenait que la caravane avait le soutien de l'extrême-gauche et des lesbiennes. En outre, la CUT (Centrale Unitaire des Travailleurs) locale a, elle aussi, apporté son soutien à cette démarche. Les chansons de la révolution mexicaine du siècle dernier, les sketchs anti-Bush, les vendeurs informels d'objets artisanaux et la notable présence de « touristes alternatifs» étrangers complétaient le tableau.
Le fait que 12 ans après son éclosion le mouvement zapatiste rassemble encore tant de forces prouve qu'il a soulevé un espoir Il a d'ailleurs fait des petits dans les États voisins du Chiapas : Oaxaca, Guerrero, Hidalgo. Il s'inscrit dans les mobilisations populaires, les avancées autogestionnaires et les changements politiques que connaissent un certain nombre d'autres pays d'Amérique latine (Bolivie, Argentine, Venezuela, Équateur, voire Brésil) dont les populations supportent de plus en plus mal les effets de la mondialisation capitaliste. Enfin il renforce le front latino-américain face à l'impérialisme nord-américain, avide de piller les richesses naturelles du sous-continent. .

Jean-François LE DIZES

1. Galettes de maïs
2.« Sumisiones, cambios y rebe[dia » sous [a direction de Mercedes O[ivera Bustamante. Universidad Autonomia de Chiapas. Tuxtla Gutierez 2004
~. « La rebe[ion de Chiapas » de Nei[Harvey. Editions ERA Mexico 2000
4. « Mexique: du Chiapas à !a crise financière» Revue Futur antérieur. Editions L'Harmattan.1996
5. « L'état du monde 2002 » Éditions La Découverte
6. de PRI (Parti Révo[utionaire institutionnei), au pouvoir au Mexique de ia fin de la révo[ution à 2000
7. Imprecor juillet-août 2005
8. Le quotidien « El Heraldo de Chiapas » 9. Le quotidien « Quarto Poder » Chiapas
10. Parti d'Action Nationale
11. Parti de la Révolution Démocratique
12. « Zapata vit, la lutte suit»

Deux nouveautés caractérisent le champ politique mexicain. La première est le changement radical de stratégie de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), qui a décidé de sortir de son enfermement au Chiapas - la province la plus pauvre du Mexique - et tente désormais de se projeter sur le terrain politique national. La seconde est la prise de contrôle par Lopez Obrador de l'appareil du Parti de la révolution démocratique (PRD) [".]. Lopez Obrador est en tête de tous les sondages en vue de l'élection présidentielle.
[Obrador] vient de la province rurale et pétrolière de Tabasco, et est d'origine modeste. Il fut jadis le dirigeant local du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui a régné sans partage sur le Mexique, de la révolution à l'an 2000, soit pendant plus de quatre-vingts ans.
Lorsque le PRD s'est constitué, suite à une scission au sein du PRI en 1988, Lopez Obrador a suivi Cardenas, qui l'a nommé Président du parti.

Il a ensuite été gouverneur de a ville de Mexico, qui comprend environ un tiers je la population mexicaine.
L'éducation politique de Lopez Obrador est indéniablement « priiste » . Ceci implique qu'il est pragmatique, clientéliste et dénué de tout principe politique. Cela dit, il s'est formé au sein de la gauche du PRI, et témoigne d'une certaine sensibilité sociale. Il combine un conservatisme politique avec une approche « caritative» du problème de la pauvreté. [".] Le programme de Lopez Obrador comprend des éléments de nationalisme économique et social propres à la gauche latino-américaine. Il s'accompagne cependant d'un «silence»que lui-même qualifie de « réaliste» - concernant certains problèmes brûlants du moment, notamment les relations du Mexique avec les Etats-Unis, e Venezuela et le MERCOSUR. Ceci s'explique bien entendu par sa volonté d'obtenir le soutien tdu capital national et étranger, ainsi que celui de washington. C'est un programme qui, comme le dit Lopez Obrador, respectera les engagements contractés par les gouvernements précédents.
Il faut toutefois noter que le programme de Lopez Obrador n'est pas néolibéral, au sens où le sont ceux du PRI ou du PAN. Il s'oppose par exemple à la privatisation de l'électricité et du pétrole, reconnaît les accords de San Andres, et a établi un dialogue avec les syndicats démocratiques. Surtout, Lopez Obrador confère un rôle relativement important à l'Etat dans l'économie. [...]
Le terrible tremblement de terre de 1985 a illustré le caractère profondément réactionnaire du régime du PRI. Pendant des jours, celui-ci n'a rien fait pour assister les survivant-e-s, qui ont été secourus par la population pendant que l'armée s'employait à mettre les biens matériels à l'abri. C'est ce qui explique la vague populaire qui, en 1988, fit un triomphe à la candidature de Cuauhtemoc Cardenas, qui achevait alors de rompre avec le PRI. Une fraude massive empêcha Cardenas d'accéder au pouvoir. Le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, qui lui vola la victoire, fit assassiner au cours des années qui suivirent plus de 600 cadres du PRO, ce qui conféra initialement à ce parti un crédit politique important.
Le problème est que, depuis lors, le PRO a dilapidé ce crédit, en menant là où il occupe des postes de pouvoir (gouvernements de provinces et ville de Mexico) des politiques similaires à celles des autres partis. L'incorporation dans ses rangs de vieux leaders du PRI corrompus et anti-démocratiques, et sa participation à certaines des décisions les plus réactionnaires des dernières années, le font désormais percevoir par la population comme un parti comme les autres.

Un tournant significatif de l'EZLN

L'EZLN a rendu public un document intitulé la« Sixième déclaration de la Selva lacandona }) cet été. Elle y développe une critique du capitalisme qui, même si elle est assez sommaire, définit clairement l'EZLN comme anti-capitaliste et comme un mouvement appartenant à la gauche. Les zapatistes y annoncent leur décision de sortir des frontières du Chiapas, et de prendre part à la construction d'un front ouvrier et paysan national. Le nom qu'elle donne à cette initiative est «l'autre campagne», en référence manifeste à la campagne présidentielle qui bat son plein.

La« Sixième déclaration}) marque un tournant théorique et stratégique de l'EZLN. Elle rompt avec les mouvements et les intellectuels qui, à l'instar de John Holloway et de certains autonomes italiens et espagnols, prônent le rejet de la politique et appellent à« changer le monde sans prendre le pou-voir}) (l'EZLN avait antérieurement noué des alliances avec ces secteurs). Elle cesse par ailleurs de revendiquer comme base sociale exclusive des secteurs marginaux [...] et adopte un discours de lutte des classes.

En cherchant à construire un front politique et social, l'EZLN est désormais dans l'obligation de faire de la politique, c'est-à-dire d'intervenir dans des rapports de force concrets. Puisqu'elle se définit comme anti-capitaliste, elle devra également se situer idéologiquement par rapport aux mouvements du passé qui avaient le socialisme comme référant. En déclarant formellement son appui à Cuba et au Venezuela, elle devra aussi dire ce qu'elle pense de l'évolution de ces pays et de leurs gouvernements respectifs

Jaguars au pouvoir et caracoles zapatistes

La fin du règne du PRI et la transition politique marque le nouveau millénaire au Mexique, celle de la consécration d'un Vicente Fox impuissant, faute de majorité parlementaire, la jeune démocratie mexicaine manque de plus en plus de souffle.

Echec des traités de libre-échange ZLEN, dépendance accrue du grand frère gringo, le pays traverse une période d'incertitude politique et de régression sociale.

Sous l'emprise du PRI2 (70 ans au pouvoir) et des caciques locaux suivie une alternance du PAN (libéraux, conservateurs), le Mexique vit des jours d'incertitude et l'agitation se précise à l'approche des présidentielles 2006, l'éclaircie pourrait venir à gauche.

Lopez Obrador, maire de gauche (issu du Parti Révolutionnaire Démocratique) de la ville de Mexico, gagne les classes moyennes à revenus modestes et le coeur des délaissés'de la société mexicaine et s'annonce comme un challenger crédible surfant sur la vague chaviste.

Les priistes n'ont pas dit pour autant leur dernier mot, dans sa soif de pouvoir et de privilèges, le jaguar veille. Dominateur et omnipotent, il sort facilement ses griffes.

Au sud Est du pays, éloignés des préoccupations électorales, les zapatistes, ont eux pris leur destin en main, Prolongement de la lutte pour l'émancipation et apprentissage du pouvoir et expérimentations locales, la Junta de Buen Govierno s'affiche comme des structures d'autogouvernement dans des zones sous contrôle, un gouvernement alternatif en soi, Les zapatistes ouvrent leurs portes dans leurs cinq caracoles, dans les Altos et la forêt du Chia pas. Zapata, le Che et la société civile internationale mobilisée contre le néolibéralisme colorent les façades.
Créées en août 2003, ces enclaves forment un univers particulier en terre autonome où sont appliquées les décisions communes de lois, d'éducation et de politique, un laboratoire social à visage humain, Sur les murs s'expriment les aspirations des rebelles zapatistes: Revoluciàn, Democracia, Libertad y Justicia. Dans ce choix de société, d'aspiration à une nouvelle démocratie et d'exigences nouvelles de pouvoir populaire,l'autonomie est largement mise en oeuvre.
Ici, peu à peu, la population souvent méprisée dans les établissements officiels, cherche à donner une forme à ses paroles, Les anciens disent que <*de Caracol, l'escargot, rampe dans les conversations. Autonome, il se nourrit par les pieds et sécrète sa maison, Hermaphrodite, nocturne, patient, il illumine le chemin laissant sa marque de bave brillante où se reflète la lune»,*
Expression nouvelle qui a été construite par eux-mêmes et qui répond à des préoccupations locales, transformation des conditions de vie, bouleversement des relations entre gouvernants et gouvernés. Le 9 août 2003, au Chiapas, les Indiens zapatistes entourés de la société civile fêtaient l'inauguration de la naissance des caracoles, A cette occasion, les cinq conseils de bonne gouvernance (JBG) chargés de la santé, de l'éducation, de la justice et de la résolution des conflits élisaient domicile dans chacun des caracoles. Ces lieux de décisions, d'échanges et de coordinations se définissent selon l'EZLN3 *«comme des portes pour entrer dans les communautés et pour que les communautés sortent; comme des fenêtres pour nous voir dedans et pour que nous voyons dehors; comme des amplificateurs pour emporter au loin notre parole et pour écouter celle de celui qui est au loin»,* Processus d'autonomie offert à des dizaines de milliers de personnes, l'expérience zapatiste présente une société en mutation après 10 années de luttes. Les caracoles construisent avec les zapatistes et non-zapatistes une société paysanne alternative. Les préoccupations indigènes sont vitales: la Terre-mère (inaliénable), la santé (essentielle) et l'éducation (en nette amélioration liée à la formation de «promoteurs»).
S'y ajoutent l'agro-écologie, la médecine traditionnelle, le commerce (réseaux de distribution, artisanat, café, miel, échanges équitables).

Pourtant le chemin est long, Gloria Muiioz Ramirez5, relate cette résistance en reconnaissant « *...qu'il reste à équilibrer le travail entre hommes et femmes, qu'en matière de santé les objectifs ne sont pas atteints; que tous les villages n'appliquent pas les normes de l'agriculture biologique, que le collège ne fonctionne pas encore, que les paramilitaires continuent à sévir, que la commission fédérale d'électricité leur coupe la lumière, qu'il n'y a plus d'argent...»* malgré l'apport des associations et des ONG, Aujourd'hui,l'indien retrouve pas à pas sa dignité, c'est un autre Chiapas, « rien n'est plus comme avant ». Radio Insurgente6, nouvelle arme médiatique, relais d'information et voix de l'EZLN diffuse les initiatives locales et l'énergie des compaineras/os.., Esperanza!
En aventurier à moto (éd.Mille et une Nuits), Che Guevara se rappelle à notre souvenir avec la sortie du film et de ses carnets de voyages, et qui dans sa volonté de pourfendre les injustices faites aux indiens réaffirme que « l'avenir appartient au peuple qui, pas à pas ou d'un seul coup, va conquérir le pouvoir, ici et partout sur la terre ». Cette lutte perpétuelle le conduit au Guatemala puis Mexique (ou il rencontre Castro) et en Bolivie où il y laisse sa vie alors qu'un mouvement de sans terres y rejaillit aujourd'hui (4 millions de paysans sans terre). .

1-Zone de Libre échange des Amériques
2-PRI, Parti révolutionnaire institutionnel
3-Ejercito (armée) Zapatista de Liberaciàn Nacional 4-Enseignement dans la langue maternelle (tzotzil, tzeltal, tojolabal, chol...)
5-journaliste mexicaine à La Jornada et Rebeldia qui publie régulièrement sur http://www.risa!.co!lectifs.net/campagne anniversaire "EZLN, 20 et 1 a le feu et la parole" livre traduit et documentaire vidéo,
http://cspcl.ouvaton.org/
Page web : http://www.radioinsurgente.org/

LE CHILI

Mon 6ème voyage dans ce Chili si accueillant et si «tendre», au point que ses habitants éprouvent le besoin de dénommer toute chose de la vie quotidienne sous une forme diminutive «*cafecito», «decito», «pan cito»* , *«sopita»...).* Un pays si beau, avec sa Cordillère des Andes, ses 4000 km de côtes, ses lacs, son désert d'Atacama, sa Patagonie, au point que les dieux grecs, dit la légende, auraient fini par émigrer vers ces cieux si cléments. Un pays qui dispose effectivement d'une nature pour le moins généreuse, avec son sel, son cuivre (1er producteur mondiaL..), ses forêts - hélas! dévastées et constituées désormais surtout de pins et d'eucalyptus -, ses arbres fruitiers, sa vigne, sans oublier ses fameux *«mariscos»* (fruits de mer)...

Un pays à l'apparence tranquille, avec des indicateurs macro-économiques flatteurs, qu'il s'agisse du taux de croissance, du montant des exportations, de la réduction de la dette extérieure, du chômage à un chiffre, du recul de la pauvreté... Mais, au-delà des apparences, un pays qui ne va pas si bien, où la richesse est très concentrée et bien mal répartie, où tout ou presque est privatisé, où le coût des études universitaires est exorbitant, où les gens sont contraints de courir et de beaucoup travailler pour vivre, où il y a encore des prisonniers politiques, où ses minorités "indiennes" - surtout les Mapuches- sont bien malmenées... Un véritable paradoxe qui s'est imposé à moi au fil de mes nombreuses rencontres et des multiples témoignages que j'ai pu recueillir, aussi bien de la part de "citoyens de base" que de responsables sociaux ou politiques, d'étudiants et d'enseignants, de chômeurs, de prisonniers politiques que j'ai pu visiter, de Mapuches, d'altermondialistes qui préparent activement un prochain Forum Social "Chileno".. .
Mon parcours m'a amené à Santiago, dans la région de Rancagua (140 km au sud de la capitale), à Concepcion, en "Araucanie", le pays des Mapuches. Malaise et espoir, deux mots qui résument bien mon impression d'ensemble....

Chili: cette "exception" de l'Amérique Latine

La première impression qui frappe le visiteur est incontestablement celle d'un pays "tranquille", où l'on peut circuler sans crainte d'être agressé ou même importuné, où les gens s'activent pour aller au travail ou vendre ce qu'ils peuvent (un ami de Santiago me confiait avec humour: « *tout Chilien cherche* à *vendre quelque chose* à *un autre Chilien»),* pour consommer - c'est fou le nombre de super et d'hyper-marchés qui ouvrent.. . Une course à la consommation stimulée par une publicitéobsédante: les films, séries, journaux télévisés sont interrompus toutes les 7 ou 8 minutes par des messages publicitaires. Et l'on dénombre assurément moins de mendiants à Santiago qu'à Paris, même si on est sans cesse sollicité, aux carrefours, dans les bus, les gares routières, sur les places, par des petits vendeurs, des jongleurs, des musiciens... Un pays et un peuple industrieux, "sérieux", *"sencillos"* (modestes), beaucoup moins ostentatoires que le voisin argentin. Au point qu'on a pu dire, à tort à mon avis, que le Chili était le pays latino-américain le plus "européen".
Les indicateurs socio-économiques confirment cette première impression. Le taux de croissance pour le premier semestre 2004 s'élève à 4,9%, un taux assez remarquable. Les exportations de cuivre - le Chili en est le premier producteur mondial sont en hausse constante et assurent des rentrées d'autant plus impressionnantes que le cours de ce précieux métal renchérit régulièrement.

Et contribuent par ailleurs à réduire le montant de la dette extérieure chilienne, qui n'est actuellement que de 38 milliards de dollars, le quart de celui de l'Argentine. Le chômage ne toucherait que 9,6% de la population active, même si ce chiffre est contesté par les syndicats et n'apparaît pas crédible aux yeux de nombreux citoyens. Quant à la pauvreté, même si les critères choisis pour la caractériser sont également en butte à la critique, elle serait passée de 39% en 1990 à 20,6% en 2003. C'était une promesse solennelle du Président Ricardo Lagos que de réduire au maximum cette pauvreté. Désormais, selon une vaste enquête menée en 2002, 96,1% des habitations sont dotées d'électricité, 91,9% d'eau courante; plus de 50% des foyers auraient un poste téléphonique fixe et l'on dénombre actuellement plus de 8 millions de téléphones portables (pour 16 millions d'habitants) . Et l'on pourrait citer d'autres indicateurs positifs, comme celui de la construction immobilière, des routes et autoroutes

J'ai rencontré une fonctionnaire du Ministère de l'Economie qui a insisté sur ce qu'elle appelle la« culture du sérieux» : les hauts fonctionnaires, à l'image de leurs ministres et même du Président Ricardo Lagos, ont un sens réel de l'Etat et du "devoir" . Effectivement, il semble bien que les maux, si fréquents dans nombre de pays d'Amérique Latine, comme la corruption ou l'expatriation des capitaux, soient très peu répandus.

En résumé ,un pays qui semble échapper à la crise,qui se singularise incontestablement si on le compare à ses voisins (Bolivie, Pérou, Argentine...) . Et un peuple qui semble satisfait par cet ordre économique et social, même s'il est souvent « râleur» et critique Mais, si l'on essaie d'aller au-delà des apparences, la réalité n'est pas si rose et l'on s'aperçoit vite que la société chilienne ne va pas si bien. Loin de là, on va le voir....

Symptômes d'une société stressée, déstructurée, inégalitaire.. .

Fin juillet: un jeune, membre d'une secte satanique, poignarde mortellement, en plein jour, dans la cathédrale de Santiago - située Plaza de Armas -, un prêtre qui était en train de terminer une messe. Mi-août: une fillette de 12 ans poignarde égaIement et blesse sa meilleure amie, âgée aussi de 12 ans, pour, dit-elle, « *être acceptée dans la famille satanique* ». Deux agressions qui s'ajoutent à un nombre significatif de faits divers, qui se sont également déroulés pendant mon séjour, avec viols et prostitution, impliquant à plusieurs reprises des hommes politiques et des ecclésiastiques. Il n'y a pas un quartier ou un village où il n'y ait une chapelle tenue par une église ou une secte, et les prédicateurs, souvent avec micros à l'appui, haranguent avec force et conviction les passants sur les places publiques, stigmatisant le mal et le péché... « *Une véritable plaie* », me répète sans cesse un ami de Santiago. Plusieurs intellectuels chiliens soulignent la « *perte de points de repères»* au sein d'une société qui ne se voit proposer qu'un "idéal" de consommation.

Selon une enquête - une de plus !- publiée le 8 août dans le journal *La Tercera,* le Chili est le pays d'Amérique Latine où l'on consomme le plus d'anti-dépresseurs. Signe incontestable d'un stress général et d'un profond mal-être.
On comprend mieux ce malaise et cette tension quand on apprend que, toujours selon *La Tercera* (8 août 2004), 83% des Chiliens qui ont un emploi travaillent plus de 40h par semaine, et que 93% des contrats de travail ne sont proposés que pour une durée maximale de 1 an (73% des contrats le sont pour seulement 6 mois). Et encore faut-il préciser que de nombreux Chiliens sont plus ou moins contraints d'accepter de travailler sans contrat, autant dire au noir.
Un exemple parmi tant d'autres : une mère de famille du quartier Recoleta de Santiago, nous l'appellerons Paulina, travaille dans un restaurant 58H par semaine, sans contrat, payée 600 pesos à l'heure (0,92 centime d'euro), dont 17H le dimanche. Et régulièrement, la patronne demande à Paulina de ne pas venir tel ou tel jour car elle « *n'a pas d'argent pour la payer*». Et Paulina de m'avouer, la larme à l'oeil: « *J'ai bien conscience d'être sur-exploitée, une esclave, mais je ne trouve pas d'autre travail…* ».Le salaire minimum, pour ceux qui ont un contrat, est de 130 000 pesos (= 173 euros) . Or, pour ivivre décemment en zone urbaine, surtout si on a plusieurs enfants scolarisés, il faudrait, selon les observateurs, au moins le double., sinon le triple. C'est pourquoi les critères de la mesure de la "pauvreté" sont jugés irréalistes et absurdes par beaucoup: est déclarée en effet "pauvre" toute personne dont le revenu mensuel est inférieur à 43 712 pesos (= 58 euros) ! En réalité, on peut estimer qu'au minimum 40 % des Chiliens sont pauvres, c'est-à-dire vivent très difficilement, et le plus souvent avec un taux d'endettement élevé. Une évidence : une majorité de Chiliens donnent l'impression de courir sans cesse, parfois d'un travail à l'autre, pour faire vivre leur famille. C'est sans doute une des raisons qui expliquent le nombre relativement élevé d'enfants qui travaillent. J'ai été surpris d'apprendre dans l'édition du 8 août 2004 du journal *El Sur,* diffusé dans la région du Bio-Bio (Concepcion), qu'on avait recensé 27 348 enfants et adolescents de moins de 18 ans qui travaillaient dans cette seule région, soit dans le secteur de la pêche, soit comme "artistes", petits clowns, petits vendeurs.. .
Une dernière donnée: le Chili serait, selon le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement), le pays du monde le plus inégalitaire : 10% les plus riches détiennent 41,2% des biens et des richesses, ou encore les 20% les plus riches sont 14,3 fois plus riches que les 20% les plus pauvres.

Une inégalité qui, selon nombre d'économistes, ne peut que s'accentuer, compte tenu du fait que la *«privatizacion de todo»* , la privatisation de tous les secteurs de la vie économique et sociale, génère inévitablement une concentration de plus en plus grande de la richesse...

Un« modèle» économique et social contestable et contesté

Rappel: le dictateur Augusto Pinochet (1973-1990) a permis dès les années 1975-76 aux *"Chicago's Boys"* des Etats-Unis de venir expérimenter au Chili leur modèle basé sur la privatisation non seulement de l'économie, mais aussi des gisements miniers (notamment du cuivre), des ressources énergétiques, des forêts, de l'exploitation de la mer, sans oublier les services publics comme la gestion de l'eau, le téléphone, l'enseignement supérieur et même la santé.

On peut dire que le Chili est l'un des pays où l'on a le plus poussé la logique du "tout privé" et du libéralisme. Un modèle, basé sur la vente du patrimoine industriel et naturel aux grandes entreprises nationales et internationales, qui a certes rapporté sur le coup un montant impressionnant de devises et qui rapporte encore des *royalties* substantielles. Mais ce processus a eu comme résultat de déposséder l'Etat et le peuple chiliens de leur souveraineté. Et de faire payer au citoyen tout service ou tout bien essentiel. Un système qui n'a pas été remis en question, sinon à la marge, par les régimes démocratiques de Patricio Aylwin, Eduardo Frei et Ricardo Lagos.

Deux exemples parmi tant d'autres qui illustrent bien les ravages engendrés par ce système. Celui d'abord de l'enseignement supérieur. J'ai pu rencontrer à Concepcion des enseignants et le président de la FEC (Fédération des Etudiants de Concepcion). Depuis les années 80, a étéinstauré le *"credita fiscaf* : un étudiant est invité, pour financer ses études, à contracter auprès d'une banque agréée un emprunt d'un an renouvelable pour toute la durée de ses études.

Le montant mensuel moyen de ce crédit: 130 000 pesos (= (173 euros). Avec bien sûr l'engagement formel de rembourser le total de l'emprunt (7 à 8 millions de pesos au bout de 5 ou 6 ans !) dès que l'étudiant trouvera un emploi, avec prélèvement automatique (jusqu'à 50%) sur son salaire. Les élèves de milieu modeste peuvent certes bénéficier de *"becas"* (bourses), mais on estime que celles-ci ne permettent de couvrir au mieux que 60% de l'ensemble des frais. Un tel système, si anti-démocratique, explique pourquoi nombre d'universités chiliennes sont perturbées par des grèves à répétition.. .Deuxième exemple, celui des forêts. Il faut savoir que le Chili est l'un des pays d'Amérique Latine qui disposait il n'y a pas si longtemps d'un des patrimoines forestiers les plus vastes et les plus diversifiés, avec des espèces "natives" comme le hêtre, le chêne, l'auraucaria..., qu'entretenaient notamment, à leur façon, les Indiens mapuches , au sud du Chili.

Plus de 75% de ce patrimoine a été cédé à des entreprises forestières chiliennes, japonaises, nord-américaines. Conséquences: pour des raisons de rentabilité, les espèces "natives" ont été remplacées par le pin et l'eucalyptus, qui épuisent le sol et les nappes phréatiques, mais qui rapportent un maximum de devises. On peut parler d'un véritable désastre écologique, dénoncé par nombre d'associations et d'intellectuels. Sans oublier qu'il s'est agi parallèlement d'un processus systématique de dépossession des communautés indiennes qui ont assisté impuissantes à la destruction de leur milieu ambiant, de leur "cosmos"... Depuis mon premier voyage, en 1986, j'ai pu mesurer les ravages de ce processus inexorable, et c'est avec une tristesse infinie que mon regard se pose désormais sur des paysages désolés, des collines arasées, des forêts uniformes.. .Chili, qu'as-tu fait de tes forêts?
On ne peut pas dire que ce modèle ultra-libéral soit pour l'instant contesté d'une façon très significative. Cela est dû au fait que Ricardo Lagos, sans s'attaquer aux principes de ce modèle, essaie d'en atténuer les effets, notamment avec son programme *"Chili Solidaire"* : suppression progressive des *"campamentos"* (bidonvilles), construction de nouvelles maisons, acheminement progressif de l'électricité et de l'eau courante dans les zones rurales reculées, y compris dans les communautés rurales mapuches... Mais on verra plus loin qu'une prise de conscience plus large apparaît, que des mouvements alternatifs surgissent peu à peu, qui contestent parfois radicalement cette concentration accélérée de la richesse et cette privatisation généralisée.

Deux« points de fixation» : **les prisonniers politiques et les Indiens mapuches**

Samedi 7 août 2004- 11 H : je me présente, avec "Chacha", un ex-prisonnier politique, à la porte de la prison de Concepcion, *El Manzano*. Je viens visiter d'une part Victor Ancalaf, prisonnier mapuche, dont j'ai vu l'avocat à Santiago, et deux prisonniers politiques, membres du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et du Front patriotique Manuel Rodriguez..
Deux heures intenses et émouvantes. Victor Ancalaf, leader mapuche, est condamné à 5 ans de prison (mais d'autres chefs d'accusation sont possibles) : il est accusé d'avoir participé à l'incendie d'un camion dans la région de l'Alto Bio-Bio (région des *"Pehuenches",* Mapuches de la Cordillère des Andes), camion d'une entreprise forestière. Il nie farouchement, preuves à l'appui, avoir participé à cet incendie. Il paie manifestement son engagement pour la cause de ses frères mapuches. Très digne, il nous parle de la dépossession millénaire dont a été victime son peuple, dépossession territoriale, forestière, culturelle, linguistique, spirituelle.

Je lui promets de faire ce qui me sera possible pour développer à Grenoble une campagne de lettres et de pression pour obtenir sa libération.« *No somas reconocidos»* « Nous ne sommes pas reconnus», véritable leit-motiv que j'ai entendu maintes fois de la bouche des responsables mapuches que j'ai rencontrés, même si des fonds non négligeables ont été débloqués par les autorités. Sans doute pour étouffer la révolte des Mapuches, et aussi pour diviser un mouvement traversé effectivement par des contradictions Mais les deux problèmes cruciaux, celui de la restitution des terres volées (notamment sous le régime de Pinochet), et celui de la reconnaissance des Mapuches comme Peuple, restent entiers.
Victor Ancalaf souligne par ailleurs qu'il y a actuellement, en plus des 6 actuels prisonniers, 210 Mapuches *"procesados"* en butte à des poursuites. A noter enfin que ces prisonniers mapuches relèvent de la "Loi anti-terroriste" et qu'ils ont très peu de chance de bénéficier de remises de peine. Un véritable « cancer)} que cette négation des droits des Mapuches, pour reprendre l'expression d'un ami sociologue de Concepcion. Nous rencontrons ensuite les deux autres prisonniers politiques (ils sont environ 40 au Chili). L'un d'entre eux, Reinaldo Cortès, est en prison depuis 14 ans! Il a été emprisonné, lui et les autres, dans les années 91-92, parce que leurs mouvements politiques (MIR, Frente patriotico Manuel Rodriguez, Front Lautaro) ont refusé d'abandonner la lutte armée, estimant que Pinochet et les forces armées conservaient en sous main le pouvoir, avec leur Constitution, leurs juges, leur contrôle du Sénat. Sans doute une graveerreur d'appréciation, mais le nouveau régime démocratique aurait dû faire preuve de discernement et régler rapidement une telle situation.
Une Loi dite d'indulgence vient d'être votée: on peut espérer que la majorité des prisonniers politiques seront enfin libérés, mais rien n'est moins sûr.. .J'ai participé à Santiago à une manifestation pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques: j'ai pu mesurer, en discutant avec leurs proches, la douleur et l'incompréhension engendrées par cette situation....

Emergence timide mais réelle de mouvements "alternatifs"

Mercredi 29 juillet- 11 H- Plaza Italia, Santiago: Grande manifestation de nombreux secteurs contre la politique néo-libérale du gouvernement. Environ 6 000 personnes: des enseignants, des étudiants, des travailleurs sociaux, des ouvriers.. .Au delà des revendications catégorielles, une tonalité générale: refus de la logique économique basée sur le "tout privatisé", dénonciation du système universitaire du « *credita fiscal»*... A l'appel de la CUT (centrale unitaire des travailleurs), mais aussi de nombreux mouvements politiques, et sociaux..

Présence remarquée du nouveau mouvement politique, extra parlementaire « *Podemos* », qui regroupe le Parti communiste, le Parti Humaniste, le MIR, la Gauche chrétienne…
Lundi 16 août - 7H du matin: Ayant appris par hasard qu'un blocage de la route reliant Tirua à Canete allait avoir lieu à la hauteur de Quidico (environ 140 km au sud de Concepcion), je me retrouve au milieu de 200 manifestants - des pêcheurs et des membres de deux communautés mapuches qui bloquaient complètement la route littorale, avec force pneus enflammés. En face, à deux cent mètres, des Carabiniers, avec leur matériel anti-émeute… Irrésistiblement, me viennent des images des manifestations des années 86…
Des pêcheurs en colère, car les quotas de pêche auxquels ils ont droit sont menacés, entre autres parce que de véritables bateaux-usines, notamment japonais, râclent les fonds marins à la limite des eaux territoriales et entament ainsi sérieusement les ressources halieutiques. Problème mondial des moyens disproportionnés entre une pêche artisanale et une pêche industrielle. ..Les autorités laissent cette concurrence inégale.. .
Deux manifestations parmi bien d'autres d'un refus encore timide mais réel du modèle chilien. Ricardo Lagos et son gouvernement, qui s'appuient, faut-il le rappeler, sur la "Concertation" - qui regroupe principalement le Parti socialiste, le PPD (Parti populaire démocratique) et la Démocratie chrétienne - , bénéficie encore d'un soutien assez large, selon diverses enquêtes d'opinion. En grande partie parce qu'il n'y a pas d'alternative politique encore crédible face aux deux blocs que sont la Concertation et la droite chilienne (constituée de l'UDI, dont le leader, Joaquin Lavin, est l'actuel Maire de Santiago et candidat àl'élection présidentielle de 2005, et de Rénovation nationale, pro-pinochétiste). Mais de multiples témoignages, que j'ai recueillis auprès de citoyens d'origine sociale diverse, et de nombreuse enquêtes sociologiques publiées dans des journaux comme *El Siglo* ou *Plan* B, révèlent à quel point un très grand nombre d'hommes, de femmes, de jeunes se sentent épuisés par cette course incessante pour travailler le plus souvent dans des conditions difficiles, pour combler un endettement très répandu, contracté notamment suite aux études universitaires des enfants, quand ceux-ci ont pu les suivre … Un profond malaise qui explique pourquoi on voit surgir de plus en plus des mouvements, des associations, des groupes d'habitants qui réfléchissent et revendiquent., et en viennent à contester un modèle de plus en plus difficilement supportable.
J'ai pu discuter à Concepcion avec des militants qui se réfèrent au mouvement altermondialiste et qui préparaient activement un Forum social qui devait se dérouler dans leur ville en septembre, en prélude au grand Forum Social Chilien prévu à Santiago les 19, 20 et 21 novembre 2004.

Forum où sont attendus plusieurs milliers de participants et où seront abordés des thèmes comme« *Les conséquences des privatisations des services publics* », « *la protection des ressources naturelles* », « *la démocratie participative* », le projet ALCA (Aire de Libre Commerce dans les Amériques), proposé par les États Unis, et auquel s'opposent les peuples et même des chefs d'état comme Chavez ou Lula...
Quant au regroupement *"Podemos",* un regroupement pluriel même si le parti communiste y occupe une place prédominante, il va présenter plusieurs centaines de candidats aux prochaines élections municipales du 31 octobre prochain. Il représente une tentative intéressante d'alternative politique...
Fin de mon séjour: la Cour suprême lève l'impunité de Pinochet. Le procès de ce dictateur et de ceux qui ont tué dans le sang l'espoir d'un autre Chili allumé par Salvador Allende aura t-il enfin lieu? Il faut l'espérer. Par ailleurs, Lula a effectué une visite très réussie, proposant à Ricardo Lagos un partenariat pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition, et pour insérer le Chili dans le front visant à empêcher les Etats Unis d'imposer leur ordre économique. Autant de signes d'une lente évolution... Mais les défis auquel est confrontée la société chilienne sont énormes et seul un réveil en profondeur de cette société pourra permettre de les relever. **Jo BRIANT**.

LA FIN DU CONDOR**? (Une nouvelle Amérique du Sud est en train de voir le Jour)**

Par Emmanuel Dupuy

L'Amérique du sud a longtemps été la chasse gardée des Etats-Unis, qui a travers le plan Condor élaboré dans les années 1970, visait à mettre et démettre les régimes selon leur bon vouloir, faisant du continent américain , un enjeu essentiel de la confrontation Est-Ouest.
Après Lula au Brésil, Hugo Chavez au Venezuela, Tabaré Vazquez en Uruguay, Evo Morales en Bolivie, peut-être Manuel Lopez Obrero demain au Mexique, c'est un nouvel axe progressiste, qui est entrain de se mettre en place, contrecarrant quelque peu les projets de libéralisation des marchés du continent latino-américain, pourtant établis de longue date à Washington.
Par ailleurs, la victoire de la socialiste Michelle Bachelet au Chili, certes associée aux centristes, s'inscrit également dans un nouvel ordre géopolitique en Amérique latine. Ainsi, un continent, longtemps marqué par une «mise sous tutelle» du puissant voisin nord-américain, pourrait se découvrir de nouvelles perspectives.
La victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle bolivienne confirme un nouvel ordre géopolitique en Amérique latine, longtemps marqué par cette «mise sous tutelle» du puissant voisin nord-américain.

Ce front altermondialiste, démontre, dans la poursuite du formidable engouement pour le Sommet des peuples d'Amérique, en novembre dernier, que « l'ultralibéralisme de gouvernement » prôné par les Etats-Unis, n'est pas si attrayant pour les populations qu'ils veulent bien le laisser entendre. Ce débordement par la gauche remet en cause ce qui semblait acquis par la stratégie nord-américaine visant à se doter sur l'ensemble du continent américain d'un hinterland économique et politique sûr.

L'ALENA et la ZLEA, tendant vers un marché commun des Amériques voulu déjà par Bush père, au début des années 1990, censées assurer la pérennité de son approvisionnement en réserves pétrolières, lui permettant d'assurer et de contrôler la gestion des flux migratoires et de juguler selon ses critères exclusifs les trafics, d'ouvrir des débouchés économiques et lui autorisant une production agricole sans menace de concurrence subventionnée, notamment eu égard aux subventions européennes qu'elle récuse pour les pays dit ACP semble désormais enterré.

Le cas de l'Amérique latine est également exemplaire de la dégénérescence des partis politiques traditionnels, grands battus des derniers scrutins, qui semblent céder le pas à une mobilisation populaire mieux organisée.

Comme en témoignent par ailleurs la réussite mitigée des révolutions colorées en Europe orientale et au Caucase, la tentation du recours à des stratagèmes parallèles d'affirmation de puissance, via le réseaux d'ONG semi-officielles, ne permet plus aux Etats-Unis d'assurer aussi facilement que par le passé ce qu'ils ont l'habitude de considérer comme des « Marches » à défendre ou à conquérir.

En constatant également l'échec de la coercition au service de l'imposition de la paix, comme en témoigne le bourbier irakien, l'échec de la reconstruction afghane, la fronde iranienne et le rejet programmé du « Grand Moyen-Orient », force est de constater que l'idée communément acquise d'un expansionnisme infaillible des Etats-Unis perd un peu plus en crédibilité au fur et à mesure de l'actualité…

Loin d'être un simple pied de nez à l'hyper-puissance des Etats-Unis, cette victoire va sans doute faire des émules sur le continent et peut-être l'élément fédérateur manquant à la cohésion de l'Amérique latine, notamment dans les négociations commerciales mondiales. En étant un peu plus optimiste, mettons-nous à rêver à cette Union latine, au-delà du simple mécanisme économique proposé à travers le Mercosur, qui manque cruellement sur la scène internationale et qui peut-être le levier pertinent pour retisser des liens distendus avec l'Europe. **Emmanuel Dupuy est secrétaire général de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe**

LA CRISE DE LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET L'EXTREME DROITE

La percée du Front national sur la scène politique.

La percée du Front National aux dernières élections nous interroge. Aprés les apparitions musclées aux facultés dans la période "soixante huitarde"l'extrême droite se cantonnait à une présence symbolique tant sur le terrain des luttes sociales qu'au niveau institutionnel.

L'épuisement de l'idéologie gaulliste mal relayée par ses successeurs a ouvert des horizons aux soit-disant nouveaux intellectuels de droite. C'est la période où s'epanouissent des cercles comme le GRECE ou le CLUB DE L'HORLOGE.

La crise économique avec son cortège de misère sociale et d'anxiété, l'arrivée de la gauche au pouvoir offrent à l'extrême droite une nouvelle crédibilité. Présenter aux déçus du socialisme et au plus ardents revanchards de la droite, l'immigration comme bouc -emissaire, la coalition socialo-communiste" comme "un monstrueux-pouvoir-à-dévorer-nos saines-valeurs-occidentales",c'est avec suffisamment de démagogie utiliser un créneau politique laissé vacant à la droite traditionnelle.

Il faut reconnaître, non sans inquiétude, qu'ils sont en position de réussir.

Depuis 81, ils s'emploient à se forger une image de marque à deux faces: l'une respectable et démocratique capable de capter l'électorat populaire, l'autre organisationnelle les plaçant comme ultime rempart face à la menace marxiste

Sur le premier aspect, la menace est suffisamment précise pour que l'on analyse quelles ont été les erreurs et carences de la gauche qui leur ont permis une si rapide ascension et quel jeu joue la droite classique.

Sur le second point, c'est rechercher le poids et le risque réel qu'il représente les nouveaux rapports de force au sein de l'extréme droite, les degrés d'infiltration dans les secteurs de l'appareil d'état qu'ils considérent comne déterminants (Police,armée...),dans les organisations syndicales corporatistes, dans les facs et mouvements associatifs, enfin l'aide,le degré de crédibilité que leur accordent la bourgeoisie, le patronat et leurs homologues européens .

Rien ne servirait aujourd'hui de dramatiser, mais l'histoire récente nous enseigne la vigilance. Préserver l'avenir, c'est décapiter LA BETE NOlRE à temps.

Pour le collectif S.P. **G.ANDRIEUX G.JAMES(JAMME)**

Réenchanter le monde

Trente ans après la création du Front national, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 est venue reposer brutalement la question des raisons du succès d'un parti et d'un homme dont certains avaient prédit le déclin inexorable.
Dans son ouvrage, Erwan Lecoeur, qui a soutenu une thèse sur le Front national, met en perspective l'histoire du phénomène FN dans les trente dernières années et apporte des hypothèses d'explication originales de la réussite de ce " néo-populisme à la française ".
Rouge & Vert: Comment Le Pen est-il parvenu, malgré les tensions permanentes que vous relatez, à rassembler les trois grandes tendances (nationaux-catholiques, nationalistes-révolutionnaires, et Nouvelle Droite) autour de la notion générale de "national-populisme raciste" ?
Erwan Lecoeur : C'est sans doute là que réside le succès du FN, depuis le début des années quatre-vingt, avec ses premières apparitions sur la scène électorale et médiatique.
Créé en 1972, le parti-Front est présidé par le même homme depuis cette date; le FN, c'est Le Pen. C'est une première, dans l'histoire de l'extrême droite en France: un mouvement uni, symbolisé par une personnalité unique.
Au départ, Jean-Marie Le Pen avait été promu par les dirigeants du groupuscule Ordre nouveau comme simple porte-drapeau, pour des raisons électoralistes. Il a su jouer des événements (scissions, départs) et des rivalités entre tendances rivales pour s'imposer comme chef absolu. On oublie souvent de dire à quel point ce rassemblement (qu'ils appellent eux-mêmes un " compromis nationaliste ") est fragile, si l'on prend en compte les diver-gences profondes entre tous ces groupes. Le Pen est une construction qui s'est imposée à toute une partie de l'extrême droite, autant qu'elle en provient.Il est moins idéologue que la plupart de ses lieutenants, mais a su jouer le rôle du rassembleur, du porte-parole.
Il est le chef, qui a rassemblé le " camp national" et lui a permis de sortir de l'ombre. Sa principale légitimité est donc médiatique. On pourrait d'ailleurs faire un parallèle avec l'émergence récente de Marine Le Pen, comme nouvelle figure symbolique, héritière du chef de la tribu FN.

R&V: Le succès du FN serait à rechercher dans la crise d'une certaine identité collective qu'il a su capter. Comment le FN a-t-il pu traduire cette situation de "perte de sens" et comment a-t-il réussi à se poser comme un recours à cette crise?

E.L: La crise en question ne se limite pas à la question économique, ni même à la sempiternelle" crise de la politique ".Il s'agit plutôt d'une crise globale de la façon dont on perçoit le monde, dont on imagine l'avenir et les moyens de sortir de " l'insignifiance" (le mot est de Cornélius Castoriadis).
Je reprends le terme de " crise du sens" utilisé par Alain Bihr ; le manque en question est celui d'un ordre symbolique qui permet de se représenter le monde et d'organiser les informations qui nous parviennent chaque jour.Ce sens, c'est aussi celui d'un ordre collectif, qui permet de se situer, de faire partie d'un collectif, qui procure une identité. Les religions ou les idéologies ont joué ce rôle, relayées par des institutions rassurantes (Eglise, Etat, etc.).
Ce thème est récurrent dans la littérature sociologique aujourd'hui. On parle de plus en plus de " tribus ", " d'ethnies ", voire de sectes nouvelles. On entend des appels au retour à la Nation ou à des" civÎlÎsations " en conflit.
Mais il s'agit de faire le lien entre le besoin de sens et la .quête d'identité et l'émergence de ces discours simplistes, qui utilisent des fictions originelles, des bricolages qui empruntent au religieux et à " l'ethnique" (" ethnico-religieux ") pour reconstruire des communautés d'intérêt.
Et c'est dans ce fatras que le FN construit une forme d'appartenance exclusive; "être Français" au sens du FN, permet de se sentir moins seul, en rupture avec la " décadence" ressentie de nos sociétés. C'est un travail de représentation sociale,qui utilise des symboles (historiques ou religieux, notamment) pour se positionner comme une" alternative" réactionnaire et rassurante. Il propose de restaurer un ordre social connu, issu du passé, où chacun retrouverait sa " vraie" place.
C'est une illusion, mais ainsi il gagne des points à chaque fois qu'il est le seul à critiquer la modernité en crise, le " système" et " l'établissement" qui le sert et s'en sert (la " Bande des quatre ", etc.). Sa posture est simple, c'est celle d'une minorité active (qui peut influencer un changement dans la majorité, comme l'a montré Serge Moscovici), qui s'oppose constamment et prend ainsi le rôle de porte-parole des mécontents et de recours à la " crise" perçue par les individus.
R&V: On avait oublié le FN avant les Présidentielles et pourtant son influence sociale n'a cessé de progresser. La lepénisation des esprits a fonctionné et un parti s'est construit en se positionnant clairement "en dehors" du système. Comment, aujourd'hui, reprendre ce combat contre l'influence néfaste du FN et quelle vision alternative peut-on construire au plan local et global?
E.L: Il s'agit en effet d'une influence sociale, et non pas uniquement d'une progression politique ou électorale.

C'est la première erreur généralement commise àl'égard du FN : n'en parler qu'au moment des élections, pour s'alarmer de sa progression après chaque scrutin. De mon point de vue, c'est la surprise du 21 avril qui est surprenante.
Au delà du concours de circonstances qui a vu l'élimination de Lionel Jospin, rien ne permettait sérieusement de penser que le FN lepéniste avait disparu du jeu après la scission de 1998, et surtout que sa progression - quasi ininterrompue depuis 1984 - était terminée. La sociologie de Max Weber explique ensuite pourquoi entre Le Pen et Mégret, la compétition était inégale: le" prophète" a terrassé le " bureaucrate ".
Les médias se sont abusés eux-mêmes, par manque de recul et d'analyse. Après avoir trop parlé du FN, ils ont essayé la tactique inverse; il était trop tard. Le lepénisme est implanté durablement dans la société, avec Jean-Marie, ou avec Marine dans les années qui viennent.
La seconde illusion dont s'est nourrie la société française, c'est que l'antiracisme moral suffirait à contenir le lepénisme. Nous avons laissé l'idée d'une" fin de l'Histoire" nous envahir l'esprit et le FN a pris la place du mal absolu en politique, contre lequel il fallait se dresser.
C'est le piège dans lequel est tombé une partie de la gauche, comme de la droite: le front anti-Front a renforcé l'image d'exception de ce parti dans le champ politique et social. Il en a fait un recours pour ceux qui voulaient marquer leur refus du monde tel qu'il est.
Et puis, il y a un risque à vouloir s'opposer à une vision du monde dangereuse sans proposer de vision alternative: faire de l'antiracisme un fond de commerce, jusqu'à dépendre du FN pour exister.
Il va falloir faire autre chose que de l'antiracisme. Pour sortir de ce cercle vicieux de la morale et de l'instrumentalisation, il faudrait que d'autres groupes que l'extrême droite se donnent les moyens de porter un discours et une vision du monde en rupture avec l'ordre établi.
L'influence du FN dans l'opinion recule lorsque d'autres critiques fortes prennent le pas: mouvement de 1995, mobilisations alter-mondialistes, etc.
Si je simplifiais, je dirais que, sur un plan médiatique et symbolique, José Bové est à ce jour la meilleure alternative à Le Pen.
Cela reste insuffisant et parcellaire, mais devrait inciter à reprendre le chemin de la politique, au sens du combat d'idées, porté par des visions du monde. Ces potentialités existent, mais sont mal utilisées, voire gâchées.
Un exemple: l'écologie politique est sans doute porteuse d'une vision du monde et de valeurs en rupture, mais elle est aujourd'hui inexploitée par les groupes qui s'en réclament.

Il ne s'agit pas d'agiter le poing en criant à la révolution, ou de s'enfermer dans sa petite vérité, mais la politique; c'est-à-dire influencer les comportements et les valeurs, en donnant des espoirs au plus proche, chaque jour, et aussi en reprenant le travail symbolique au sens large, qui est le fondement de toute collectivité et le moteur de la transformation des sociétés. Il s'agit d'opposer à une utopie mortifère et réactionnaire une autre utopie. L'histoire des sociétés ne cesse de nous montrer que ce combat est la seule issue. Encore faut-il qu'il soit mené.

Propos recueillis par René SEIBEL

(1) Un néo-populisme à la française - Trente ans de Front national, par Erwan Lecoeur (Editions La Découverte, 2003)

DOSSIER EXTREME-DROITE
Les univers culturels des fascistes d'aujourd'hui

A l'affirmation lénifiante «les électeurs. du Front national ne sauraient tous être des fascistes» répond l'affirmation opposée: « ceux qui élirent Hitler n'étaient pas non plus tous des nazis»
Deux jours de fête du FN les 22 et 23 septembre ont mis en lumière les univers culturels dont l'approfondissement est proposé aux militants de ce parti.
Incontestablement, la prise de position du Front national a surpris, et d'abord ses propres électeurs. C'est que l'idéologie, les pratiques et les réseaux de l'extrême droite sont multiples bien au-delà de ce que l'on imagine traditionnellement. Nous en dressons ici un inventaire rapide à travers la fête des "bleus, blancs, rouges" ou l'exemple alsacien.
Le *FN* veut donner une culture politique la plus solide possible à ses militants :collectivement par son institut de formation dont toutes les séances sont disponibles sur cassettes,individuellement grâce aux lectures proposées par les sept ou huit stands librairies qui exposaient chacune plusieurs centaines de titres, ainsi que par les maisons d'éditions qui travaillent dans sa mouvance, chaque acheteur, duement fiché, recevra par correspondance d'épais catalogues. Plus d'une dizaine d'auteurs dédicacent leurs livres.
Le programme de l'Institut de formation nationale illustre clairement la pluralité des cultures proposées. Quatre séances sont par exemple consacrées aux racines de la culture française : «Humanisme et ftumanités, Athènes et Rome» par Maître Wagner, l'avocat de Le Pen, qui développe une version réactionnaire de ce qu'on est censé apprendre au lycée sur la question, dans une optique Action Française de royalisme qui sent sa naphtaline. «France, Fille aînée de l'Eglise» par Jean Madiran, le directeur de Présent illustre une conception théocratique et cléricale de la société, dont le développement remplit un volume de 680 pages «Pour qu'il règne» (c'est-à-dire pour la Toyauté sociale du Christ), livre de chevet des catholiques :1ditionnalistes lepénistes. «La aule et l'héritage celtique»par Jean Haudry «Directeur du Centre d'Etudes Indo-Européennes de l'Université de Lyon III» développe la filiation indo-européenne (aryenne) des européens dans un discours que les nazis n'auraient pas rejeté.
Enfin, Pierre Vial, animateur du GRECE en abordant «Les Francs et l'Héritage germanique» développera les marottes propres à son courant sur les survivances païennes au sein de la société féodale. Inutile de préciser que chacune des visions de l'histoire dans lesquelles s'inscrivent ces exposés sont incompatibles: pendant que les amis de Madiran vont à la messe, ceux de Vial et de Haudry organisent de bizarres cérémonies païennes lors des solstices.

Il n'empêche que les orateurs ont dans leur domaine des connaissances de bon niveau, étant souvent des universitaires dans le domaine concernéet que tous les ancêtres intellectuels du FN ont été ou seront présentés lors de ces cycles.

Affirmation d'une simple coincidence ?

Les rayonnages des librairies montés pour la fête confirment l'hétérogénéité que le programme de formation laisse entrevoir: c'est tout l'héritage des courants contre-révolutionnaires et fascistes qui est disponible. Plusieurs contre-cultures voisinent, mais tous les ouvrages même en apparence les moins politiques doivent conforter les conceptions des militants du FN.

Ainsi trouve-t-on beaucoup de livres religieux mais aucun des évêques actuels. Beaucoup d'ouvrages sur la deuxième guerre mondiale, tous favorables à la collaboration, ou apologies des SS, aucun n'est écrit par un résistant. On trouve de la propagande nazie en antiquité ou en réimpression, les badges ou broches des ligues et des mouvements de collaboration, les posters d'artistes nazis (comme 1les gravures de Georg Sluyterman). La fédération du Gard propose l'oblitération par une flamme spéciale «Fête des Bleu Blanc Rouge» d'enveloppes timbrées à l'effigie du Maréchal Pétain! Le Front National n'a nul besoin et nulle envie de parader avec des croix gammées: ses militants frais émoulus de leur cycle de formation comprennent vite que si National Hebdo se dit «National Populaire» tandis que son rédacteur en chef était sous l' occupation un cadre du «Rassemblement National Populaire», il faut y voir l'affirmation d'une continuité et non une simple coïncidence. Car ce sont aujourd'hui des milliers de cadres du FN qui se sentent les héritiers de Pétain, de la collaboration, voire des fascismes et du nazisme. Ces militants n'avaient pas il y a un, trois ou cinq ans une telle perception. Cette réappropriation subjective constitue désormais un élément important dans nos analyses du FN et dans la politique à lui opposer.

Arthur GORDON

Fascisme d'hier et fascisme d'aujourd'hui

claude BOURDET

Beaucoup de gens s'étonnent de la résurgence d'une extrême droite raciste,agressive et relativement puissante, caractérisée le plus nettement aujourd'hui par le phénomène « Front national». C'est comme s'il s'agissait d'un événement bizarre apparaissant pour la première fois dans l'histoire française! On oublie trop facilement, tout d'abord, ce qui s'est passéentre 1 940 et 1 944 ; le développement, facilité sans doute par la présence nazie et la volonté de Vichy, d'un grand nombre d'organismes fascisants ou fascistes, Légion, SOL et Milice en zone sud, PPF, Francistes, parti national-collectiviste de Clémenti et bien d'autres en zone nord.

Vichy et les nazis n'expliquent pas tout. Il y avait évidemment un substratum fourni par les Ligues d'avant guerre, Action Française, Jeunesses Patriotes, PPF de Doriot, Croix de Feu et PSF de La Roque, d'autres encore.

Conséquence du chômage

Plus généralement encore, le fascisme, avec son caractère populaire, qui le distingue de la droite classique, a régulièrement tendance à apparaître dans tous les pays quand une fraction inculte et relativement primitive du prolétariat (ou des classes moyennes prolétarisées) a le sentiment que la gauche, que les forces démocratiques, : s'occupent que peu ou mal de ses besoins. C'est le moment que choisissent les manipulateurs de droite pour proposer au peuple des pseudo-solutions et concentrer ses revendications et ses haines non plus contre la classe dirigeante et ses procédés d'exploitation, mais contre un « ennemi» bientôt chargé de toutes les fautes, juifs, franc-maçons, communistes et socialistes hier, immigrés et communistes aujourd'hui.

Entre les deux guerres, les causes et les conséquences mal comprises et mal assumées de la première guerre mondiale, puis la crise des années trente, causée par les erreurs du capitalisme mondial, mais auxquelles la gauche du « Cartel» puis du Front populaire n'ont pas su répondre, ont créé les conditions du développement de cette extrême droite

Aujourd'hui le changement de structure du capitalisme et un développement du cho- mage bien plus rapide et vaste qu'avant guerre, développement coïncidant avec la prospérité accrue, un enrichissement considérable de larges couches de la population et l'échec relatif, dans ce domaine,du pouvoir de gauche de 1981 à 1986 ont créé les conditions optima pour une nouvelle résurgence fasciste.

Mais il y a lieu de se demander aussi si la disparition de l'extrême droite en 1944-45 n'était pas *en partie une apparence.*

Dans l'ensemble, la Résistance avait été populaire et de gauche; l'extrême droite, à quelques exceptions près, s'était fourvoyée dans Vichy et la collaboration. Il y a eu à la Libération un véritable esca-motage ; certains droitiers se sont sans doute sincèrement convertis aux idées démocratiques, mais la majorité des familles et des tempéraments de droite et d'extrême droite ont simplement disparu de la *surface* sans pourtant abandonner leur idéologie et leur être profond.
Puis un certain nombre de phénomène sont intervenus:
. La légitimation d'une certaine droite modérée par le MRP, servant de réceptable démocratique à tous ceux qu'effrayaient communisme et socialisme.
. Une réhabilitation encore plus complète avec le gaullisme de 1946-47 et l'apparition du RPF.
La montée du militarisme et du chauvinisme sous la forme du colonialisme, et les diverses aventures coloniales avec en conclusion la guerre d'Algérie, disqualifiant la gauche qui avait laissé se développer ces guerres et qui y avait perdu ses traditions et sa raison d'être.
. La claire mise en lumière du stalinisme, provoquant la mise au ghetto du parti communiste français et le développement généralisé de l'anti-communisme dans tout le reste de la population.
. La croissance, sur la base de ces erreurs de la gauche, d'une puissante force de droite, le néo-gaullisme, mêlant inextricablement les tendances d'extrême droite à celles d'une droite classique parlementaire et modérée.
. La crise de 1968 et tout ce qu'elle a démontré sur l'absence d'ouverture de la société française pour la jeunesse de ce pays. . La transformation du capitalisme à partir des années 70, le chômage de structure, l'absence de réponse de la gauche.

Poujadisme et OAS

On peut penser qu'une partie seulement de ces événements aurait suffi à faire disparaître le reliquat de la situation particulière de 1944-45 et à faire reparaître les forces d'extrême droite momentanément cachées.
Le rôle d'une gauchedigne ce nom, est de faire barrage au front national et aux succédanés qui aparaitront probablement demain .
Cependant il faut bien voir que la seule dénonciation dans les luttes électorales, voire même dans la rue, ne suffit pas.
A part toutes les séquelles des erreurs politiques commises depuis la Libération, nous nous trouvons devant un immense scandale que le droite classique fait sans doute actuellement proliférer et fructifier, mais auquel la gauche n'a pas vraiment cherché à porter remède: l'existence de trois millions de chômeurs à une époque où le produit national brut et même le revenu national par tête sont nettement plus élevés qu'ils n'étaient quand il y avait moins d'un million de sans travail, il y a un peu moins de vingt ans.

Dire *qu'on n'y peut rien,* que c'est *une conséquence des lois économiques* (comme si celles-ci ne pouvaient pas être corrigées), aggraver la situation par respect pour «l' l'Europe», pour le «libre échange», pour la «libre circulation des capitaux », etc., est non seulement économiquement délirant mais politiquement dangereux.
C'est parce que la gauche allemande n'avait aucune réponse valable à la crise des années 30 qu'Hitler et le nazisme étaient imbattables.
Aujourd'hui la droite française a aggravé la situation économique et sociale: cela ne fait que commencer et ce n'est pas étonnant.
Mais si la gauche continue à avoir aussi peu d'imagination économique, et d' être aussi respectueuse de l'Europe de: multinationales et de l'économie mondiale du FMI, il ne faudra pas s'étonner si une fraction encore plus considérable du prolétariat inconscient (mais à qui la faute) des classes moyennes appauvries et de lé petite paysannerie sacrifiée aux théories échangistes, se jettent dans les bras de n'importe quel sauveur, fut-il aussi dérisoire que Jean-Marie Le Pen.

BREF HISTORIQUE DE L'EXTREME DROITE

1934

La crise économique de 1929 se répercute en France. **DALADIER** (radical) est au gouvernement.
Le 6 février 1934 les« ligues» c'est à dire les organisations d'extréme droite descendent dans la rue en une manifestation insurrectionnelle.
DOUMERGUE (centre droit) remplace Daladier. l'extréme droite s'est developpée aidée par le penchant favorable du préfet de police **CHAPPEE l**imogé par Daladier. L'affaire **STAVISKY** implique beaucoup de monde,y compris **ROSSIGNOL** Pdt de l'**UNC** ,Union nationale des anciens combattants.
Les « Ligues» se sont essentiellement:
L'ACTION FRANCAISE Revue d'obedience royaliste mais dirigée par **MAURRAS** qui devient le maitre à penser de l'ED et plus largement des nationalistes (Edgar**FAURE,**Alexandre **SANGUI- NETTI**,Claude **ROY**,**NIZAN...**) avouent avoir flirter avec.
Son organisation« **LES CAMELOTS DU ROI»** avait une importance au quartier latin.
Les « **CROIX DE FEU»** du colonel **ROQUE** ,organisation plus politicienne ,y adherent :
DE WENDEL,MERCIER (des champagnes) basée sur les associatons d'anciens combattants Les « **JEUNESSE PATRIOTES»** de Pierre **TAITTINGER** (les champagnes) dont DUPRAT (occident) dira qu'il organisaient les jeunes pour des opérations politiques à son profit.
Les « **CHEMISES BLEUES»** de Marcel **BUCHARD** organisation activiste, spécialisée dans le coup de main contre les organisations ouvriéres .

1940 Le **«RASSEMBLKMENT NATIONAL POPULAIRE»** de Marcel **DEAT** mort en Italie en 1955 a fondé en 1933 le« **PARTI SOCIALISTE DE FRANCE»** .En 1937 il participe au gouvernement Albert **SARRAUT** comme ministre de l'air avec **PIETRI** Paul **BONCOUR** ,P.E **FLANDIN.**
Pendant l'occupation allemende *il dirige* « **l'OEUVRE»** journal collaborateur et fonde *le* **«R.N.D»** d'orientation fasciste. En 1944 il est secrétaire d'état au travail et aux affaires sociales de Vichy. Condamné à mort par coutumace .
Le « **P.P.F** » de Jacques **DORIOT** , Maire communiste de St Denis exclu en 1934 fonde le «p**arti populaire français**» **PPF**(organisation fasciste) collabore avec l' Allemagne Combat sur le front de l'Est et meurt en Allemagne en 1945 .
Née de l'occupation et organisation para militaire **LA MILICE FRANCAISE** de D**ARNAUD BASSOMPIERRE** ,**CHARBONNEAU** ,**VAUGELAS** devient vite l'organisation prépondérante de l'ED avec son aboutissement militaire la« **L.V.F**» Légion des volontaires français et les «**WAFFEN S.S**» français d'abord **VOLENS NOLENS** puis 33 éme**PANZER «CHARLEMAGNE**».
La **FEN (fédération des étudiants nationalistes),**pendant l'occupation ,ne développe pas d'activité commune de propagande. Chaque organisation vivant sur elle même avec des déplacements de militants de l'une à l'autre.
Ce n'est qu'en 1944 qu'elles signent« un pacte d'unité anti bolchevique» et lancent un appel à manifester. Mgr **BAUDRILLARD** bénit les drapeaux .
1947 LUCAS créè les « **COMMANDO ST EXUPERY**» organisés par la **fondation de préparation à la formation militaire ST EXUPERY** ,groupant plusieurs centaines de jeunes gens et couverture de **LUCAS** et de militants nationalistes fascistes chevronnés pour leurs activités subversives. Ils sont dissous en 1949.
C'est en 1947 qu'éclate l'affaire du« **PLAN BLEU**» dont **DEPREUX** ministre de la guerre (et Pdt honoraire du PSU par la suite)a instruit l'affaire par le juge **LEVY** ;des militants anti communistes proches du mouvement gaulliste **R P.F** sont arrêtés .Une perquisition dans une villa de **CHAMAL- LIERE** y fait découvrir des armes,la DST remonte à l'origine du groupe et trouve une association d'anciens combattants formée par la fusion de l'**ASSOCIATION REPUBLIQUAINE DES COM -BATTANTS** et les **COMBATTANTS DE LA VICTOIRE** ,Le président de la fédération Airouet **de MERVELLE** est mélé à cette affaire et permet d'arréter le **comte VULPIAN** qui avait tmsformé son château de **BOIS LAMBALLE** (cote du nord) en QG du complot qui présentait deux objectifs:

1-attentat contre **DE GAULLE** à mettre au compte des communistes
2- Prise de pouvoir par les partisans bretons de la région OUEST.
Ils bénéficient de l'appui des généraux de gendarmerie **GUILLAUDOT** Chef de la gendarmerie bretonne et du général **MERSON .**
Dans le developpement du complot un militant fasciste **LOUSTANEAU LACAU** est arrété . Des ramifications ménent jusqu'à Jacques SOUSTELLE ancien responsable des services spéciaux de la France libre,adherent RPF,sont également impliqué:
CRETE ancien chef FFI, **MONTELER** ex officier FFL, les généraux **LARMINA -KOENIG-BETHOUART** , le général **JUIN** est également mis en cause ..
Thaddé **DIFFRE** membre de l'**UDSR** de **PLEVEN ET MITTERAND ,**chef adjoint de l'association républicaine des combattants paraît également mélé à l'affaire.
Des représentants du **STERN** et de**l'IRGUN** en France **MISRAITI MOSKYITCH LIBINE FREIDRI** font partie du complot.
Egalement cités « **LES MAQUIS NOIRS**» **MAILLOT** dirigeant de maquis fasciste dans le DOUBS.
Ces affaires ne doivent pas faire oublier que depuis 1945 et malgré l'épuration de l'appareil d'état à la libération ,la presse d'ED continue.
En 1945 paraissent les premiers «DOCUMENTS NATIONAUX» issus de la « **FRA NCE ET LA FRANCE SEULE**» de MAURRAS.
Des liens se nouent entre le groupuscule royaliste «**JEUNESSE SOCIALISTE ROYALISTE**» et et le «**MOUVEMENT SOCIALISTE MONARCHISTE**» qui edite « **LA CROISADE**» (J. **BURQUIN)**
Le MSM edite déjà
« **LYS ROUGE**» puis la « **VOIX ROYALE**» et « **AVANT GARDE ROYALISTE**» .
ACTION FRANCAISE edite les documents nationaux dans « **ASPECT DE LA FRANCE** ».
R.**MALLAVIN** édite le bulletin confidentiel"**QUESTIONS ACTUELLES**" d'abord gaulliste de droite puis durcissement mais *4000* abonés seulement ,il lance alors « **ECRITS DE PARIS**» qui doit devenir un centre de ralliement des militants de l'ED, des contacts sont pris entre Factions. En même temps naissance de « **RIVAROL** »hebdo financé par **WOLF**.
Moins à droite que le précedent« **LA PAROLE FRANSAISE**» d'André **MUTTER** tire à 100.000 exemplaires.
MUTTER député va créer le parti musclé de la droite traditionnelle le «P**ARTI REPUBLICAIN DE LA LIBERTE**»très anti communiste y participe:
ALLOT (alias F**.BRIGNEAU-**Pierre **BOUTANG-**Antoine **BLONDIN** qui va lancer« **JEUNE DROITE LITTERAIRE** ».

-Le « **COMBATTANT EUROPEEN**» groupe activistede **BINET** = René **VINAY**(BINET) mort en 1957 edite une idéologie issue de **YOCKEY** (USA) ,qui sera la base idéologique d'E**UROPE ACTION** en 1953, y participent:
Maurice **BARDECHE**,le journaliste Marc **AUGIER(**alias **ST LOUP**) fait référence à la partie la plus dure de la collaboration.
Puis edite« **UNITE POPULAIRE**» organe du **P.R.U.P «PARTI REPUBLICAIN D'UNITE POPULAIRE»** tiré à 4000 exemplaires ,puis un rapprochement assez ténébreux avec DALBIN représentant péroniste de droite en France et chef du « **RASSEMBLEMENT TRAVAILLISTE FRANÇAIS** ».
-La« **DERNIERE LANTERNE**» réalisé par d'anciens Waffen SS: Pierre **BOUTANG** -A **BLONDIN** qui est dissous par la police.
-**L'INDEPENDANCE FRANCAISE** de Marc **JUSTINIEN** d'inspiration maurassienne et exprimant une unité de vue avec « **ASPECT DE LA FRANCE**» y participent :**LAGOR**, **ALLOT** (F.**BRIGNEAU**)-**BLONDIN** .
REALISME le journal le plus important avant la sortie de « RIVAROL» edite des thémes de pétinisme dur . Une organisation « dure», le PRUP dont le fondateur est BINET (ancien troskiste) dont le comité directeur est formé d'anciens du PC ou du PCI d'où unE tendance à un communisme national y participent: Robert WEBER -Jean FLAUST-Marcel DELAIN - Maurice PLAIS-PONCIER-DEBERQUE. mais pas plus de 150 membres.
Puis avec **DALBIN, BINET** fonde le «T**RAVAILLISME FRANCAIS** »dont le journal est
« **APPEL**» avec Michel **CORNET** et **HYTTE .**
1948
BINET prépare avec **DALBIN** un regroupement et fonde le**MSUF**,mouvement dur,raciste et anti- sémite. Maurice **BARDECHE** en est le leader intello .
En même temps se fonde le **P N F parti national français** créé par un ancien commissaire de police Georges **VILLARET** alias jean **ROY** avec mensuel« **LA LIBERTE DU PEUPLE** » journaliste :
Pierre**HOFSTETTER** Ph **ST GERMAIN** Jacques **DIDOS** groupe 300 adherents
ROY passe au **R P F** par le commissaire **DIDDES** chef du S.O gaulliste récupérateur de *militants* au travers de l'action anti communiste.
Existe aussi « **LA VICTOIRE** »d'Henri **BONIFACIO** regroupement traditionnel des **FAISCEAUX**

L'Union des jeunes générations francaises puis **LES JEUNES NATIONAUX EUROPEENS** après adhésion au **M S.E(italien)** **.**reprenant le theme du socialisme national de Gustave **HERVE** des années 20. y participent :
B**ONIFACCIO -DULAC**-Hubert **ST JULIEN-P. de LUC-** Pierre **SAVAR Y -BUCARD** fondateur du PARTI FRACHISTE tirage 2 à3000 exemplaires.
Le **MSUF** fait fonction de laboratoire idéologique avec **BARDECHE** et son edition « **LES SEPT COULEURS**» titre du roman de Robert **BRASILLACH.**
Ses théses sont:
-Europe unie comme 3éme force face au USA et à l'URSS
-Hostilité au sionisme
-revendication d'un état fort et populaire (ex **:BINET** : TITO est il le DORIOT slave?)
-Discipline,absolutisme intégral du chef.
1949
A la dissolution des **COMMANDOS ST EX, LUCAS** crée**«CITADELLE** »organe franchement fasciste avec Remy **RAYMOND**,Roland **CAVALIER** forme le **PNF** mais pas plus d'adhésion. Toutefois le mouvement **LUCAS** persistera jusqu'à la guerre d'Algérie où il aura une petite notoriété sous le nom de « **PHALANGE FRANCAISE».** Née d'une scission de **la FEN** (fédération des étudiants nationalistes) la revue**« ETUDIANT** »paraît de mai 1949 à juin 1950 par Ph **WOLF, BURNET,BERNY**y menent campagne contre l'**UNEF** ,déjà attaquée par les étudiants **R P F**dirigé par Jacques **DONATI** (futur **RI**). En juin 50 **WOLF** quitte **ETUDIANT** qui devient« **CONTRE REVOLUTION»** organe des étudiants **d'ACTION FRANCAISE** mais il y a echec du front fasciste-royaliste . Collaborateurs: Roland **LAUDENBACH**,Michel **VIVIEN,BOUTANE,NIMIER**« **LA PARSIENNE** »de J .**LAURENT** Dirigé par **LE PEN** les groupes étudiants font le coup de poing avec le PC et la LICA. **LE PEN** « prend» la corpo de droit tenue par les progessistes .
1950 -WOLF Fonde **RIVAROL et OCCIDENT** titre repris jusqu'en 1964
-Création **du FRONT DES FORCES FRANCAISES** du futur député **UNIR ESTEBE,** de R **PARET** et de **TRECOURT** puis **ESTEBE** remplace **MULLER** à « **PAROLE FRANCAISE»** .que **WOLF** fusionne avec **France REELLE** de **JEANTET** -**MAZELAUZANNE**,mais concurrence avec **RIVAROL, WOLF** cesse de soutenir **TRECOURT .** JA **FAUCHER VINATREL**.Jean **LOUSTAU** et Stephane **HECQUET** créé
« L'HEURE FRANCAISE» qui paraitra jusqu'en 1956

-Sortie en novembre 1949 du mensuel« **LA LUTTE»** anti communiste avec pour objectif l'unification des forces nationales. Pendant ce temps le **MSUF** entreprend de créer le **M S E mouvement social européen** avec pour objectif de coordonner les mouvements européens.
-Jaques **ISORNI** (avocat de PET AIN) crée le journal **UNIR** avec **ESTEBE (F F F)**L'amiral **DECOUX ,**Odette **MOREAU ,LOUSTANEAU-LACAU (**Plan Bleu) dans le but électoraliste de 1951 .. **RIVAROL** le plus grand tirage de l'ED au début 40.000 exemplaires Y participent: Maurice **GAIT**-Julien **GUERNEC** -Anoine BLONDIN- dirigé par **WOLF** (argentierde l'opération) et **MALLARVIN** (organisation) les journalistes sont:
PLEYBER DOMINIQUE THERIQUE. DEON. BLONDIN. PARAZ (futur député CNI) **CAILLEMER,ST GERMAIN. BEN.SACHER,BASOCHE**.(Louis **TRUC)COUSTEAU**Lucien **REBATET**.Guy **GROUZET.** (Yves **JACQUEMEIN**) quand **WOLF** coupe les crêdits **MALLAR VIN** accepte le concours de d'Alfred **FABRE LUCE** jusqu'en 1968 .
LA JEUNE NATION devient le mensuel « **JEUNE NATION** »avec pierre **SIDOS** fils d'un chef milicien fusillé à la Libération **HEULLIN** mandataire aux halles cadet du francisme et **JP TIXIER VIGNANCOURT.**
1953 Le SO du **RPF** est formé par une partie de l'ED animée par(depuis la réintégration de DIDDES) l'avocat **BIAGGI,DROUOT L'HERMINE** et des membres de **l'ACTION PROFESSIONNELLE** comme **CALMEJANE** (mon instit dans le 11°)
Adhesion de nombreux anciens combattants d'Indochine **de l'ACNF-ACUF- à JEUNE NATION** Roger **HOLLEINDRE** futur responsable du SO de **TIXIER VIGNANCOURT** en1965 prend la parole à un rassemblement de« JN ».
Gonflé par cet apport militant «**JEUNE NATION** »se lance dans l'activisme contre les militants du PC d'abord.
Le préfet de police **BAYLO** laisse faire.
Le 5 mars 1954 organisé par le général **MIRAMBEAU** Pdt des anciens d'Indochine, «**JN**» lance une opération contre le gouvernement LANIEL (Giffle **PLEVEN**)
Jacques **SIDOS** est inculpé de coups et blessure ayant entrainé la mort sur un militant communiste le 8 5 54
On distingue aussi jean **MALARDIER** futur trésorier du mouvement ou le fondateur du **PNF.**

TIXIER VIGNANCOURT trouve l'action de« **JN»** compromettante et se retire pour former le **RASSEMBLEMENT NATIONAL** avec le Dr **MOREAU** .**ALLIONE.**Maitre **GOUDY**. le colonel **OTTAVIANI, DEMARQUET .**
En juillet 1953 l' U DCA de pierre POUJADE ancien membre de **l'U P J F du PPF de** DORIOT lance l' «**UNION DE DEFENSE DES COMMERCANTS ET ARTISANS»** L'**UDCA** devient rapidement un véritable parti politique en grande partie grace à l'inclusion de nombreux militants de l'**ED** qui ont compris l'intérêt du mécontentement des couches moyennes conjuguée avec la guerre d'Algérie.
Le mouvement poujadiste remporte un vifsuccés en 1954 et permet à de nombreux militants nationaux de se faire elire sous cette étiquette dont **LE PEN** futur pdt **du FRONT NATIONAL .**
En Algérie le climat politique est tout autre ,des gens comme JJ **SUSINI, KOWACS** ,des organisations comme **MAIN ROUGE** officine du SDECE, **L'ORAF** de Jean **ORTIZ GOUTALIER** qui formeront le futur noyau du **FN** .se livrent une guerre sourde entre gaulliste et militants nationaux. L'**UDCA f**rancaise ne prend pas part à cette bataille. d'où un desaccord entre **POUJADE** et **LE PEN.**
Le 13 mai 1958 avec l'affaire des **UTB** unité territiriales Blendi constitués avec la complicité de **CHABAN DELMAS** c'est l'appel à de Gaulle.
TOMASO rallie le gaullisme puis c'est l' 0 AS. Entretemps **LE PEN** et **DEMARQUET** ont créé **le FRONT NATIONAL DES COMBATTANTS (FNC)**
Constitution de listes qui aboutiront au succés d'**ORSINl**,de **LOUSTANEAU LACAU** dans les basses pyrénnées d'ESTEBE en Gironde de D.**SAIVRE** à Oran ils atteignent 280 .000 voix puis intégration dans le **C.N.I centre national des indépendants)**
Le MSE edite **LA SENTINELLE** racisme biologique,transposition de lois moyennageuses à l'état fasciste,tel Numerus clausus ou le Ghetto(unité spécifique d'habitat),reprend les publications du suédois **ABERG** du suisse **ARMAUDRUZ** (Adjt du Ct **FONTALLAI** chef fasciste.
Il organise un congrés à Rome en 1950 avec surtout le mouvement allemend **DEUSHE SOZIALE BEWENUG** de **PRIESTER** et le **M S I (movimienti sociale italiano)** , le mouvement suédois **NA VINSKA RORENSEN**
Ce premier congrés décidera surtout de la tenue d'un deuxiéme en 1951 à Malmoe initiative qui déclenchera un mouvement anti fascistes dans la presse axé essentiellement sur la présence à ce congrés **du SOZIALE REICH PARTI** (nazi) du général REIMMER qui dirigea l'écrasement du pusch du 27/4/44 dans l'armée allemande.

De ce congrés sort un« manifeste pour l'Europe» repris par le journal de **BARDECHE**: «**défense de l'occident**»
En France tous les groupuscules fascistes adherent au **MSE :**
-comité de soutien du «**nouveau Promethé**» Pdt Maurice **ACHAM**
-comité rédactionnel
« **Avant garde francaise**» **COUTRAIX PAILLY**
«Groupement syndicaliste Force et vie» jean **LESIEUR**
«Union des jeunes générations francaises»BONIFACIO
«**PRUP**» M.**PLAIS** «**cercle jacques Bainville**» **VINARD**
-comité de la revue «**MAI**» J**.MARDONMO** yvan **SICARD**
comité «**Napoleon europe**» L **TESSIER** (St paulien)
*-groupe «**La Citadelle**»***MOLINIER LUCAS J**acques **BARBIER**
Remy **RAYMOND ,**P **GROUZY**

1958 POUJADE lance un appel pour fédérer les « **COMITES DE SALUT PUBLIC**» mais il echoue .

1959
Pierre **SIDOS** (**VENNER MALLARDIER MEYNIEL**) a une entrevue avec GUENA chef de cabinet de **DEBRE** pour la reconstitution de **JEUNE NATION GUENA** propose que le mouvement s'apelle «**LA JEUNE NATION FRANCAISE**». Le mouvement prépare le lancement du **P N F,**statuts déposés en Aout,mais dissention au referendum de Septempbre **,JEUNE NA TION** menant bataille contre le « oui à De Gaulle» alors que le FNC de LE PEN fait campagne pour le « oui»
DEMARQUET DIDDES.
MARTEL qui a créer avec le professeur **BOUSQUET** l'**UFNA** avec **CRESPIN** vient d'Alger parler à un meeting du **FNC** en février 58
POICHET -Geoges **SMELZ**-Francois **ORCIVAL** lancent la **F.E.N** d'où sortira en 1968 le **GRECE** et la **NOUVELLE ECOLE**
1960
1963 EUROPE ACTION, COMITE TIXIER VIGNANCOURT
LE PEN anime le comité d'initiative pour une candidature nationale. Le comité après avoir cherché Arrete la candidature de **TIXIER VIGNANCOURT** contre **DE GAULLE.** La **FEN** crée la **FER** fedération des étudiants réfugiés DR **ROLLEY-** Pierre **DEMARA Y** - Jean marcel **ZAGAMAY**
1964 création des « comites TV »dont **SIDOS** se retire laissant la place aux volontaires
d'**EUROPE ACTION**
Roger **HOLLEINDRE** prend la direction du mouvement jeune avec d'énormes moyens. **TIXIER VIGNANCOURT** fait 5,1 % des voix,deception .

TV attaque **LE PEN** puis apres son élimination crée l'**A R L P alliance républicaine pour les libertés et le progrés. EUROPE ACTION** profite de la scission des comités TV bien plus qu'**OCCIDENT** qui vient de renaitre d'une scission de la FEN
1966 _FANE fédératiion d'action nationale européenne des groupes nazis fusionnent; -Le comité de soutien à l'**EUROPE REELLE** animé par **COLLER** et Didier **RENAUD** ex membre d'Occident.
La section francaise du mouvement social belge du Waffen SS **DEBRAUD** lié au suisse **AMAUDRUZ.**
ACTION OCCIDENT de Marc **FREDERIKSEN** lié à Pierre **SIDOS** et à **OCCIDENT DUPRAT, JACQUARD**
Cercle **CHARLEMAGNE** formé de 2 ou3 exclus d'**OCCIDENT** Bulletin « **NOTRE EUROPE** »
Négociation avec fédération des etudiants européens de **JACQUARD** pour créer le **R S E** Le ralliement d'Yves **JEANNES** (ancien responsable en Algérie du **M S E**) lui donne une certaine vie.
En 1967 tous les militants de la **FANE** rejoignent **OCCIDENT**
Reste le **R S E** avec **JACQUARD - LAMBERT - FROLOFF-SCHMELZ**
1968 MALLIARAKIS. SIDOS André **CANTELAUBE.DE WINTER . LE GOFF** forment
« **L'OEUVRE FRANCAISE**»
Novembre 68 **Holleindre** tente de créé le **P N F** mais il y a désaccord sur Israél
1969 KAYANAKIS CAUNES PLANCHARD BARKEROOT forment « **JEUNE REVOLUTION»** mouvement qui colle au **G U D**
1970 Les militants d'**OCCIDENT** Robert **ECORCHEVILLE LECLERC Maitre GALVAIRE** ,F. **DUPRAT Alain robert Le GUDDE christian LEFEVRE** responsable du SO forment « **ORDRE NOUVEAU»**
1971 Idem de « **FRONT NATIONAL»** vote au **BP d'ON** en faveur de **LE PEN** (215 pour 52 contre 8 abst) sur le titre des listes
1972 Des personnalités entre dans **ORDRE NOUVEAU** dont **LE PEN** qui représente
la tendance **FN** à la direction de l'**O.N**
1973 Désaccord de **LE PEN GAUCHER** et **DUPRAT** liste **FN** pour le premier Liste **O.N** pour le second
1978 Eclatement de l'**O.N** en **FRONT NATIONAL** d'un coté et **P F N** de l'autre Pdt Pascal **GAUCHON .**
1981 LE PEN se présente aux élections présidentielles mais n'obtient pas le nombre requis de signatures. Elections remportées par la gauche le 10 Mai

L'EXTREME DROITE TRADITIONNELLE

Alain ROBERT

Qui est Alain ROBERT?

Cheville ouvrière du groupe Occident en 1964-1968, co-fondateur du GUD en octobre 1968, puis d'Ordre Nouveau en 1971.

Secrétaire Général du Front National avec BRIGNEAU (de Minute) et LE PEN en 1972.1973 et

candidat du F.N. dans les Yvelines en 1973.

- Membre aujourd'hui du CNIP.

Une carrière bien remplie!

Gérard **ECORCHEVILLE**

Qui est Gérard ECORCHEVI LLE ?

- Co.fondateur avec Gérard LOGUET et Alain ROBERT du GUD, revendiqué acr congrès d'Ordre Nouveau en 1972 comme militant du mouvement (alors qu'il écrit dans l'organe des jeunes du CNI).
- Aujourd'hui un des dirigeant du P.F .N.

Et enfin Pascal **GAUCHON**

Le Secrétaire Général du P.F.N., adhérent au CNIP : le P.F.N. va présenter 76 candidats.

Pascal GAUCHON est avantageusement connu des organisations signataires de ce document et particulièrement de la Ligue des Droits de l'Homme.

Ainsi le P.F.N. a organisé en mars 1975 «Un Forum avec la Nouvelle Droite» auquel assistaient Louis PAUWELS et de nombreux membres du **GRECE** (Nous sommes de la même famille et nous avons déjà la même démarche intellectuelle nous déclare Pascal GAUCHON).

Marc **FREDERICKSEN** se situe dans la même ligne de pensée: «Nous nous reconnaissons dans les textes d'Alain **de BENOIST** et les recherches de Louis **PAUWELS».**

Tous ces personnages sont ou ant été candidats au suffrage universel des Français. Les liaisons entre eux sont étroites. Mieux vaut le savoir!

QUELQUES HOMMES DE LA«NOUVELLE DROITE»

Yvan BLOT

Qui est Yvan BLOT?

- L'énarque qui préside le Club de l'Horloge depuis 1973.
- Un *ancien* collaborateur de Michel PONIATOWSKI, chargé de la propagande du RP,R.lors des élections,

-conseiller de Bernard PONS pendant la campagne présidentielle.

- Sous le pseudonyme de Michel NOREY, un des responsables du GRECE (Directeur du Secrétariat Ëtudes et Recherches) au moins jusqu'en 1975.

Qu'écrit Yvan BLOT (Michel NOREY) ?

Sous l'intitulé «Le réalisme biologique» (qui disparaîtra plus tard quand le «message d'Uppsala» et le groupe nazi Nouvel *Ordre* Européen le rendront par trop voyant).
«Ethnie et dressage sont les deux fondements d'une humanité supérieure, c'est-à-dire de la forme de vie la plus élevée connue. L'ethnie est en effet l'élément de différenciation privilégié sur le plan des virtualités biologiques. Le dressage, sur une base *raciale* adaptée n'en est pas *moins* la source historique de toute civilisation ».
(études et Recherches N° 1,1974).

Philippe MALAUD

Qui est Philippe MALAUO ?
- Ancien *dirigeant* des Républicains Indépendants, il préside depuis décembre 1976 le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP) où se regroupe une large fraction de l'extrême droite, en particulier le Parti des Forces Nouvelles (P.F.N).
- Lié au Club de l'Horloge auquel il rend hommage dans la préface de la Révolution Libérale (1976)

Qu' écrit Philippe MALAUD ?
«Les biologistes prouvent que l'hérédité est déterminante. Ce qui fut vrai pour eux ne l'est.il pas dans une certaine mesure pour nous ?».
(La Révolution Libérale, page 59).
Sans oublier Alain de BENOIST qui a débuté sa carrière à la Fédération des Etudiants Nationalistes, organisation liée à Jeune Nation (dirigée par les frères SIDOS). Il fut l'artisan du ralliement de la FEN -(*) à Europe Action de Dominique VENNER.
En 1968, Alain de BENOIST prend la tête d'une série d'associations donc le centre sera le GRECE .
(Institut d'études Occidentales, le Cercle Européen de Provence, etc,).
Alain de Benoist est actuellement dirigeant du GRECE et collaborateur au Figaro Magazine.

(+) *Fédération des Etudiants Nationalistes.*
* G. *R.E.C.E. : Groupement de Recherches et d'Etudes pour la Civilisation Europeenne},*

Nous donnons la parole ce mois-ci au Parti socialiste unifié (P.S.U.)

Article paru dans «article 31» N°3 Décembre 1984

ATTENTION, INSECURITE , LE P.S.U. et la sécurité

Le thème de l'insécurité mobilise l'opinion. Cette mobilisation repose sur un sentiment confus né d'une multitude d'actes d'agression physique ou morale dans nos biens, dont la répétition dans de plus en plus de zones du tissu urbain accroit la sensation de risque dans leur quotidienneté pour un nombre croissant d'individus. Leur relatation journalistique (notamment audiovisuelle) place chacun de nous au rang de victime.

Cet état de chose, déjà largement source de vives polémiques *sous* les différents gouvernements de droite, ne peut que sensibiliser davantage les militants de gauche, au niveau soit institutionnel, soit organisationnel.

Dans le débat qui le traverse, le P.S.U. propose une réponse sur ces deux plans qui coïncide avec sa réflexion politique globale et son passé largement porteur de la « révolution judiciaire» qui, il y a dix ans...

J.P Jeffroy, élu municipal chargé de la sécurité dans une commune de la région parisienne

Différentes enquêtes prouvent que le sentiment d'insécurité ressenti par une grande partie de la population est principalement lié aux effets de la crise socio-économique que nous connaissons depuis plus de dix ans et qui touche maints aspects de notre vie quotidienne: chômage, précarité de l'emploi, échec scolaire, difficultés d'insertion professionnelle ou sociale, délinquance, tensions internationales, etc.

C'est tout cela qui contribue à alimenter le sentiment d'insécurité que ressentent nombre de nos concitoyens.

Régulièrement, le thème de l'insécurité revient à la une des journaux et des medias, ou bien fait l'objet de déclarations et de campagnes politiques.

Mais curieusement l'insécurité est toujours liée à la délinquance et ce rapprochement systématique et exclusif est utilisé pour accréditer l'idée que la délinquance est l'unique cause de l'insécurité.

Ce raccourci trompeur et démagogique, qui trouve un plus large écho dans la population aux prises avec de grandes difficultés et qui est quotidiennement confrontée à des actes de petite et moyenne délinquance, a été utilisé par la droite avant mai 81 pour masquer ses responsabilités dans les difficultés rencontrées par la population et préparer la mise en place de la loi « Sécurité et Liberté ». Depuis lors, le sentiment d'insécurité est utilisé pour discréditer l'action gouvernementale de la gauche.

Dès 1981, le gouvernement de gauche décidait de créer une commission des maires chargée d'étudier les réalités de la délinquance et de faire des propositions pour modifier la situation.

Il est d'ailleurs interessant de noter que le gouvernement n'a pas nommé une commission d'experts mais d'élus locaux, c'est à dire ceux qui se trouvent au plus près des réalités et des préoccupations de la population. C'est à la suite du travail de cette commission et du rapport qu'elle a déposéqu'un décret gouvernemental de juin 1983 a créé un conseil national de prévention de la délinquance et rendu possible la création de conseils départementaux et nationaux.
Les conseils communaux, placés *sous* la présidence du Maire de la ville sont composés, à parité, de représentants de la commune et de l'Etat. Ainsi se trouvent réunis à l'échelon d'une ville des élus des associations locales et des représentants de l'Etat ayant chacun leur spécificité dans une politique de prévention (justice, police, éducation surveillée, jeunesse, sports, éducation nationale).
Le premier avantage de cette structure est le décloisonnement qu'elle implique entre administrations d'une part, entre ces dernières et la ville d'autre part. Cela doit permettre la concertation la plus large et la coordination des moyens des uns et des autres, tout en préservant la spécificité de chacun. Le rôle du conseil communal est de faire le constat des réalités locales de la délinquance et des actions de préven1&1 tion entreprises sur le territoire de la commune, de définir des objectifs et de coordonner des actions auxquelles l'Etat et la commune décident de contribuer et cela notamment en ce qui concerne l'aide aux victimes et le travail d'intérêt général (T.I.G.) qui est une peine de substitution à l'incarcération pour les petits délits.
Un autre avantage des conseils communaux est de faire participer à ses travaux des représentants d'associations qui sont l'émanation de la population locale; ceci doit permettre un dialogue entre la population et les administrations et une démocratisation de ces dernières. C'est égaIement un moyen supplémentaire de réflexion et d'action permettant de développer la prise de conscience et l'action collective de tout le corps social.
En fait, il importe de faire passer l'opinion publique d'un réflexe de peur et d'exclusion à une démarche de solidarité.

Gerard Jamme, collectif du secteur de protection du *P.S.U.*
Pour avoir maintes fois manifesté sous des banderoles « Halte à la répression ».
Pour nombre d'entre nous l'avoir fait avec un casque à la main ou sur la tête et porteur d'un drapeau dont la hampe pouvait avoir plus d'importance que la grandeur du fanion.

Pour avoir longtemps réfléchi, car marcher sans réfléchir est indigne d'un militant du P.S.U., aux risques que représentaient notre environnement immédiat. Le problème de la sécurité ne peut, pour nous, être dissocié de ses deux éléments actifs: prévention et répression.
Prévention par souci de ne pas rester inerte dans les contradictions de comportement que sous-tendent tel ou tel raisonnement politique.
Prévention par volonté de convivialité, d'inclure dans un mouvement toutes les formes d''expressions convergentes.
Mais répression pour empêcher que des actes n'ayant aucun rapport avec l'objet de la manifestation vident celle-ci de sa signification.
Tout cela est constamment présent à l'esprit du militant qui manifeste et somme toute relativement simple, voire évident.
Cette évidence subsiste quand on aborde le problème de l'insécurité sur fond de crise économique, de mutations sociales et de contradictions de masse.
Certes, le gouvernement, notre gouvernement, a fait un réel effort pour sortir de la logique de la loi «Sécurité et Liberté» .
Certes, l'exemple du conseil national de prévention de la délinquance et ses corrolaires départementaux et municipaux est important, voire indispensable pour la mise en place de véritables structures de dialogue, mais ne serait-il pas préférable que la gauche et son gouvernement actuel ne traite pas ce sujet en mettant en scène des acteurs désincarnés, idéalisés: délinquant, victime, policier et divers fonctionnaires, société civile élective ou associative.
Ne serait-il pas préférable qu'elle, au moins sur ce sujet, reprécise les rôles de chacun de ces protagonistes dans sa démarche politique globale, ce qui nous permettrait à nous autres militants qui ne manifestons plus de nous y retrouver.
En conclusion, nous soumettons aux lecteurs *d'ARTICLE* 31 les résultats du récent sondage de Lucien Harris sur le sentiment d'insécurité:
37% des personnes interrogées se sentent en parfaite sécurité
57% se sentent dans un climat de moyenne sécurité
43 % craignent en premier lieu la prise d'otages
9 % considèrent les immigrés comme responsables de l'insécurité
58% considèrent l'insécurité comme une conséquence du chômage.

Extrême ou nouvelle elle phagocyte la droite

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

Bas les masques.l'extrême droite et la nouvelle droite investissent la droite classique et traditionnelle.

Ces rapprochements inquiétants ne sont pas vraiment nouveaux (voir « l'Unité" n. 447). Mais depuis quelques moi, ils s'intensifient et se concrétisent.

Dans certaine villes, lors des élections municipale des candidats du R.p.r. et de l'U.d.f. ont fait liste commune. avec des militants de l'extrême droite. Exemple: Antony.Le chiraquien Devedjian (ex-Ocddent) avait réuni autour de lui du beau - monde Notamment Philippe SERLIN "de l'Uni,une association d'étudiants très proche du *R.p.r.* et mélée à 1'ex-SAC, Thierry Baudrier,du musclé GUD, l'esfucturi, pétainiste du S.n.p.m.i. et Jean-Yve le Gallou, secrétaire au Club de l''Horloge, cette filia!e du Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne (Grece) qui impulse la pensée de la nouvelle droite. Ainsi . «cogneurs» de l'extrême droite et «intellectuels» de la nouvelle droite s' intégrent désormais aux partis classiques de l'opposition. Un renfort qui se traduit au niveau des hommes ,mais surtout,innovation capitale,dans le domaine des idées.

Certains thèmes défendus depuis le 10 mai par la droite s'inspirent plus ou moins directement des analyses ou des théorie du Grece et de son émanation le club de l'Horloge.

Réarmement idéologique

NOUVELLE DROITE = DROITE «LIBERALE» ETERNELLE DROITE

La Ligue des Droits de l'Homme. le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les Peuples (MRAP), l' associatJon Henri CURIEL, estiment nécessaire d'attirer l'attention d'un large public sur les hommes et les groupes qui constituent ce qu'on appelle « La Nouvelle droite» et leurs liens avec les forces de la droite dite libérale.

Le GRECE

Au centre de la nouvelle droite, une association constituée en 1969, le GRECE (Groupement de Recherche et d'Étude pour la Civilisation Européenne).

Oui dirige le GRECE) Des hommes qui ont exercé de hautes responsabilités dans les groupuscules d'extrême droite des années 1960.

- Alain de BENOIST, ancien de Jeune Nation, ancien responsable de la Fédération des étudiants nationalistes et du Mouvement National de Progrès.

☐ Dominique VENNER, ancien responsable de Jeune Nation, fondateur d'Europe-Action, du M.N.P., puis de Cité-Liberté. -
☐ Jean-Claude BA R O ET, ancien directeur de Cité-Liberté. - Jacques BRUY AS, ancien responsable régional d'Europe Action, de la Fédération des Étudiants -Nationa- listes et du M.N.P. (Alpes-,vlaritimesi.

- Jean-Marie MAB I RE, ancien rédacteur en chef d'Europe-Action.
- Jean-Claude VALLA, ancien responsable régional d'Europe-Action, de la F.N.E. et du M.N.P. (Lyon).
- Roger LEMOINE, ancien secrétaire d'Europe-Action, ancien secrétaire du M.N.P.

PRINCIPALE REVUE DU GRECE /NOUVELLE ÉCOLE

Qui trouve-t-on au comité de patronage international de Nouvelle-Ecole ? Entre autres, des res- ponsables de mouvements et de revues néo.nazis, qui se rattachent à ce qu 'on peut appeler « l 'Internationale-fasciste»
- Robert PEARSON, fondateur en 1958 de la ligue nordique (avec Hans F.K. GÜNTHER, un anthropologue nazi allemand), présidenc de la ligue mondiale anticommuniste qui coordonne les groupes racistes et antisémites.
- Alain de BENOIST, rédacteur en chef de Nouvelle-Ecole, est, lui aussi, membre de la Ligue nordique...
- Maria CAPPIERI, R. GAYRE of GAYRE and I\JIGG, Bertil J. LUNDMAN, Robert E. KUTTNER : *responsables* de la revue anglaise The Mankind Ouaterly qui fait réguiièrement référence à la ((science raciale allemande» propagée par le professeur hitlérien Hans F.K. GÜNTHER.

POURQUOI remercier le GRECE ?

Les remerciements de Valéry Giscard d'Estaing au GRECE ne s'adressent pas seulement à une organisation qui a largement contribué à sa campagne électorale. Il y a bien des thèmes communs à la nouvelle droite et à la droite dite libérale.

Valéry Giscard d'Estaing remercie le GRECE pour son soutien lors des élections présidentielles de 1974

«J'ai bien reçu votre lettre du 6 mai et je vous remercie *Je* suis sensible à l'appui que vous m'apportez dans cette campagne. Votre association qui se propose d'agir contre tout sectarisme intellectuel et contre toute main-mise socialisante sur !a vie culturelle de notre pays a pu voir en moi le candidat du libéralisme et,partant, de la liberté».

CONDAMNATION TRADITIONNELLE DE LA POLITIQUE
alain BENOIST
«je ne crois pas un instant que le destin d'un peuple et d'un pays puisse défendre en quoi que ce soit des combinaisons électorales et des partis. la preuve c'est que, chaque fois qu'il se passe quelque chose d'important, les partis tendent à disparaître».
Nouvelles littéraires 5 mars 1981
« L'identité eurooéenne naîtra grâce à la culture et non pas de vagues combinaisons de lois électorales».
le Figaro Magazine 28 février 1981
«Malheureusement, l'influence des partis a augmeneé au cours du septennat. Et pourtant, chaque fois que la France subit une grande épreuve nationale, les partis disparaissent» .
Idem
BIOLOGIQUEMENT ET CULTURELLEMENT,LA DIFFERENCE C'EST L' INÈGALITÈ
«Dès qu'elle est vécue, perçue dans la vie quotidienne et non seulement imaginée, la diversité entraine des classements, des hiérarchies, des inégalités..
- Défendre le droit à la différence c'est lutter contre le principe de - l'école unique, contre la robotisation sociale, contre l'universalisme politique et philosophique».
A. de BENOIST Ëléments, hiver 1978-79
Valery Giscard d'Estaing
«je n'ai jamais été partisan d'une société égalitarienne, nivelant les conditions de vie. Ce seraît absurde»,
Figaro Magazine 28 février 1981
Ministre de l'Education
«l'inégalité des hommes est l'un des fondements de toute culture... A la base de cette inégalité il y a une différence de capacités. C'est la même chose entre les groupes raciaux».
Lorenz Nouvelle-Ecole (hiver 1974-75)
christain BEULLAC Ministre de !'Ëducation
«Une idéologie du laxisme, de la permissivité, de l'égalitarisme à tous crins s'est infiltrée dans notre enseignement dans nos écoles, sinon dans nos familles. cocktail insipide, mais corrosif de marxisme et de modes venues d'outre-Atlantique. cet état d'esprit a fait des ravages».
Discours aux jeunes giscardiens Sélestat
L'ESSENTIEL C'EST LE «CAPITAL GENETIQUE»
c'est.à-dire l'hérédité du sang.
Les «lois biologiques» ont été troublées par les «théories universalistes».
«La vraie politique c'est la biologie»
Nouvelle-École (1969 N° 9)

«le patrimoine spirituel d'une civilisation vécue collectivement répond au patrimoine génétique d'une descendance biologique».
Discours au colloque «Biologie et devenir de l'Homme» 24.09.1974
« La hiérarchie sociale actuelle n'est pas conforme à la hiérarchie biologique».
Nouvelle-Ëcole (1971 N° *14)*
«Ma confiance dans la France... vient du plus profond de notre sang et de notre terre».
Voeux aux Français 31.12.1980
« les lois et constantes de l'Histoire des peuples de l'antiquité européenne dont nous sommes génétiquement issus doivent également être valables pour nous, leurs lointains descendants».
Yvon BLOT(Club de l'Horloge)
(à propos des Français) «Je voyais dans leur regard l'expression d'un attachement collectif à un système de valeur venu du fond des âges ... ancré quelque part dans la biologie profonde de ce peuple qui en fait un groupe à part, :a jamais distinct des autres peuples et destiné à devenir, s'il surmonte les derniers risques, une élite pour le monde»
L'Etat de la France (1981)

LA NOUVELLE DROITE :
LA CONSTRUCTIONDOCTRINAIRE

Les thèmes récurrents sont repérables comme identiques à eux-mêmes à travers leur répétition, en dépit de leurs redéfinitions successives, sejon les types d'organisation des discours produits. D'une part, les thèmes positifs: honneur, élite,inégalité, hiérarchie, différence, enracinement (Indo-Européen), réalisme biologique... D'autre part, les thèmes négatifs: l'égalité, régalitarisme, le judéo-christianisme, l'amour, le métissage, la dialectique,l'universalisme, etc...
Les organisateurs successifs de l'idéologie néo-droitière sont incarnés par des références doc' trinales, successivement approuvées, appuyées sur des noms propres(Nietzche, Renan, Wagner, Dumézil, Evola, Spengler, etc...) ayant eux-mêmes valeur, outre celle d'habilitation ou d'autorisation "culturelle", de mise en discours et en problématique des thèmes. On distinguera rapidement deux grandes articulations successives de l'idéologie "Nouvelle Droite".
. Dans la première période (1962-1972) prédomine le racisme biologique, auquel correspond un régime de discours: celui de la bonne inégalité (racisme inégalitariste). La doctrine du "réalisme biologique" s'organise tout d'abord autour d'un modèle national-révolutionnaire où opèrent les influences croisées de la droite nationale française et du nazisme (1962-69).
Le nationalisme européen est opposé au libéralisme cosmopolite et au communisme international. Les références idéologico-politiques sont: Drumont et Barrès, J. Plancard d'Assac et J. Monnerot.

Il se réorganise ensuite autour d'un modèle empiriste/ positiviste logique lié à deux axes polémiques: lutte contre le "judéo-christianisme" (Nietzche, Renan, Rougier), et contre le marxisme (Popper, Monod, Rougier) (1970-72), comme noyau dur de la "subversion" moderne.
. La deuxième période (1972-1982) est marquée
par l'apparition d'un racisme ethno-culturaliste ou différentialiste, lié à un nouveau régime de discours:
celui de la bonne pureté. On y rencontre l'éloge sans réserve du propre ethnique des racines culturelles ou de l'héritage mental comme figures du Souverain Bien.
Ce discours différentialiste s'élabore, en un premier temps, selon le modèle tri-fonctionnel indo-européen, réinscrit en certaines dérivations idéologico-politiques des travaux scientifiques de G. Dumézil, et mis en syncrétisme avec les mythes wagnériens.
On oppose les valeurs éthiques et politiques proprement indo-européennes à l'"économie-commune-destin" (1972-1976), identifié comme postulat commun du libéralisme et du messianisme socialiste, également récusés. Le modèle "révolutionnaire-conservateur" est ce autour de quoi, en un second temps, s'organise le discours public du G.R.E.C.E. - Nouvelle Ecole.
Sous l'influence d'Armin Mohler s'opère une redécouverte de G. Sorel, Q-Spengler, A.Moeller van den Bruck, J. Evola, C. SCM1itt (1977-82). La Nouvelle Droite se pense elle même selon les valeurs de la «révolution Conservatrice»
Deux dispositifs idéologiques
Il faut également identifier les catégories intellectuelles dominantes constituant le cadre permanent de la doctrine néo-droitière. Dès la fondation d'Europe-Action et la production d'un nouveau discours raciste-européen se constituant progressivement dans sa spécificité, avant même la création du G.R.E.C.E. (1968), on peut remarquer deux dispositifs idéologiques à l'oeuvre, deux principes polémiques fondamentaux, qui organisent les constructions doctrinales successives et relativement variables de l'entreprise tardivement nommée "Nouvelle Droite" :
. Ce sont, d'une part, les grandes catégories intellectuelles négatives, de l'ordre de la critique, définissant le monde des anti-valeurs, et dessinant la figure de l'ennemi principal
- D'abord l'anti-judéo-christianisme: le "judéo-christianisme" est en position d'origine du Mal (déclin,décadence, perte d'identité, aliénation culturelle, etc.).
Lutter contre son influence, c'est refuser l'imposition d'une mentalité étrangère. Une xénophobie religieuse et spirituelle s'attribue les lettres de noblesse d'un mouvement de décolonisation mentale, voire d'un courant "anti-impérialiste" de libération .

Ensuite l'anti égalitarisme:
l'égalitarismedémocratique(libéral,socialiste,communiste...) est dénoncé comme dernier avatar de la mentalité judéo-chrétienne(égalité de tous devant Dieu),l'égalité étant le poison ,l'anti-égalitarisme est le reméde On peut identifier leurs symétriques inverses, et définir les catégories idéologiques positives, de l'ordre du mythe, que la nouvelle Droite vise à constïuir et imposer aux sommets de la hiérarchie sociale. Du retour aux origines ou aux racines (indo-) eurc péennes, il faut reconnaître qu'il est le phantasme majeur et/ou le mythe dominant, celui du propre et d pur. L'impératif est de redécouvrir le recouvert
L'héritage indo-européen est posé comme mode de réorganisation, tant de la société civile que de l'Etat, Et l'unique moyen de leur commune régénération.
La hiérarchie des trois fonctions (souveraine, guerrière productrice) est prônée comme conforme aux structures mentales des Européens présumées héritées de leurs ancêtres. Mythe de refondation, poético-esthétique, garanti aux frontières par des modes d'autorisation scientistes (la science dumézilienne dit que...).
Quant au recours aux sciences du vivant et au sciences de l'homme pensées comme rameau d'une biologie généralisée et appliquée: éthologie anthropologie physique, génétique, psychologie diférentielle (héréditarisme individuel et racial), socico-biologie il faut souligner sa permanence, sa virulence passée et son actuelle prudence. Ce biomorphisme des discours a fonction de légitimation: la vérité scientifique comme opposée aux illusions démocratiques. Mythe scientiste, garanti aux frontières pa des modes d'habilitation vitalistes (organicisme selectionnisme, *etc...).* Le réalisme biologique peu dès lors affirmer l'inégalité foncière (différence ncomparabilité, hiérarchie...) entre les individus entre les races (peuples, ethnies, cultures...).
La négation des" Droits de l' Homme"
C'est là le produit naturel et ultime de la machine doctrinale du G.R.E.C.E.: l'Homme, dans l'universalité de sa dignité, est une illusion, et les Droits de l'Homme sont autant de fictions dangereuses, parce que «paralysant» l'affirmation des différences inter- individuelles, inter-culturelles, inter-ethniques. Principe de la non-ingérence dans les affaires ethniques culturelles... Il faut que l'Homme universel disparaisse pour que se libèrent et s'exaltent les différences raciales présentées hors du vocabulaire de la race: "culturelle, "ethniques", "nationales", "régionales". Le respect de l'humanité en chaque homme est censé empècher le culte de la surhumanité présumée d'origine indo-européenne.

L'entrée "judéo-christianisme", dans le dictionnaire néo-droitier, permet d'assigner l'origine, "étrangère" à la mentalité européenne, les Droits de l'Homme, tandis que l'entrée "égalitariste" permet de réduire les Droits de l'Homme à une somme de croyances et d'objets fictifs. définis comme fondateurs de la "mystique démocratique" (Rougier) D'une part, donc, un blâme radical. d'autre part. un éloge sans réserve.
D'abord un double rejet explicite: ni judéo-Christianisme, ni égalitarisme, qui euphèmise une double récusation, demeurant dans l'implicite: ni esprit juif sémite, monothéiste..) ni esprit démocratique (libéralisme socialo-communisme).
Ensuite, un éloge romantico-naturaliste de la Vie, sous la caution des "sciences du vivant". Embarquées malgré elles -, et une glorification de l'héritage indo-européen qui tend il se confondre avec l'hérédité présumée de la race la plus douée - seuls les disciples maladroits ayant levé les masques lexicaux, "La race indo-européenne" disait par exemple M. Poniatowski,la seule race porteuse d'avenir, la race blanche serait l'avenir de l'homme..." Pierre-André TAGUIEFF

LA " NOUVELLE ECOLE"

Cette société de pensée est encore plus originale que les autres. Elle ne participa ni au "Assises" ni aux diverses Conventions des institutions républicaines; c'est le prototype du club isolé. Son siège est situé à Paris au 3 de l'Avenue Franklin Roosevelt (VIII°) té1.225 91 85
Créée en 1964, elle succède au club "Patrie et Progès".
Entre I958 et 1962, on a beaucoup parlé. dans les milieux politiques parisiens de ce mouvement. Se situant à la fois à droite et à gauche.à droite par son attitude pro-Algérie française, à gauche par ses tendances collectivistes et planistes- Il apparaît à beaucoup comme une société quasi-secrète dirigée par un groupe d'hommes tenant curieusement à l'anonymat.
Le bulletin de « Patrie et Progrès»(Janvier 1960) explique bien que l'association dont les trois quarts des adhérents ont statutairement moins de 35 ans est dirigée par un comité central de douze membres et un bureau politique de quatre membres mais les seuls noms relevés sont ceux de MM; J. GAGLIARDI, Ph. ROSSILLON, H. de MONTERA, et J. PASCAL délégués permanents à la direction de **l'association.**
Leur but est de créer une organisation capable d'accueillir une jeunesse que les partis politiques n'intéressent pas et de rechercher une démocratie moderne.

On parle peu du mouvement jusqu'à la sortie en 1959 de quelques pamphlets dont l'un "Survivre à de GAULLE" est largement commenté dans la presse française et étrangère.
"France-Observateur" du 5 Mars 1959, avait consacré une page entière à un mystérieux docmuent ronéotypé paru sous le titre "Patrie et Progrès", G. SUFFERT dans "l'Express" du 12 Mars le qualifiait d' authentiquement fasciste" tout en ne dissimulant pas sa sympathie pour certaines idées exprimées. Les auteurs, en fait, se référaient à un "socialisme patriotique" et ne cachaient par leur admiration devant la supériorité économique et politique des pays communistes.«Salut public de l'Algérie Française», et "Jeune Nation" accusent Patrie et Progrès d'être composé de jeunes technocrates partis à la recherche d'un national communisme.
Pour H. COSTON (1): ""Tout ce que nous pouvons dire, c'est que patrie et Progrès s' apparente étrangement à ce fameux plan du 9 Juii1let 1934 que l'on a qualifié de synarchique en raison du rôle joué lors de son élaboration par Jean COUTROT, considéré comme le principal animateur du Mouvement synarchiste d'Empire. Deux journaux aussi différents que «le Monde» et « Salut Public de l'Algérie Française» ont fait, eux aussi,ce rapprochement.
Le second (2) considérait le Plan de «Patrie et Progrès»comme une réédition du Plan du 9 Juillet 1934 : "Reprenons "l'affaire" à son origine. Au lendemain des journées de Février 1934,paraissait le "Plan du 9 Juillet, qui, élaboré par seize syndicalistes, «managers» industriels et financiers, hauts-fonctionnaires, etc..voulait proposer au "Parlement désemparé" un programme de redressement national avec la primauté des techniciens sur le plan politique et économique.
" Aujourd'hui, après la grande peur qui a étreint les républicains,(c'est-à-dire ceux qui identifient la France à leurs habitudes et à leurs ambitions personnelles) au soir du 13 Mai 1958, une tentative identique à celle d'il y a vingt cinq ans, est en cours, qui groupe des hommes de milieux aussi divers qu'autrefois. Ses recherches veulent proposer une doctrine révolutionnaire susceptible d'éviter de nouvelles crises politiques,en ce moment où tous les partis sont sclérosés.
Tous ces chercheurs envisagent avec terreur le moment où de GAULLE disparaîtra". En effet, à cette époque là, "Patrie et Progrès" se révèle le plus proche du ,pouvoir gaulliste.
Sur le plan des relations avec les Etats-Unis, sur les options européennes,Sur l'aide au Tiers-Monde, les choix sont ceux du régime.

La critique de la démocratie prend un tour plus violent. M. Jacques DEMAREZ reproche à l'opposition d'accorder plus d'importance à la résistance du pouvoir qu'à l'action réformatrice. Si l'on parle tant de la démocratie, prétend M. H. de MONTERA ,c'est que l'on pense que cela ne prête pas à conséquence et que c'est un merveilleux sujet Sur lequel on peut parler sans rien dire.
Cependant à partir de 1960, de plus en plus, «Patrie et Progrès»évolue vers les formules d'un régime technocratique autoritaire. On lui reproche de chercher à former 3 000 à 4 000 cadres qui constitueront une sorte de franc-maçonnerie politique et qui s'efforceront d'accaparer les leviers de commande dans les organisations militaires, universitaires, syndicales.
De Juillet à Octobre 1962, le mouvement fait peu parler de lui. Les militants sont divisés et "Patrie et Progrès" qui condamne maintenant le gaullisme, refuse de rejoindre l'opposition. Ce refus de choisir va entrainer la chute.
Mieux vaut l'U.N.R. que les vieux partis, affirme une circulaire intérieure d'Octobre 1962. On compte Sur de GAULLE pour "assassiner" les vieux partis et on le proclame.
Finalement, le 3 Octobre 1964, le comité directeur prend trois décisions:
1) Renouvellement de la délégation permanente pour permettre à plusieurs membres du club de se consacrer exclusivement aux travaux d'élaboration doctrinale.
2) Changement des formes d'activité et des structures de l'Association (3).
3) Abandon du nom de " Patrie et Progrès" pour celui de la "Nouvelle Ecole".

LA NOUVELLE ECOLE

La délégation permanente sera désormais composée de
MM. Yann BERRIET, Marc CADIOL et Pierre PAOLINI.
Ce nom nouveau, a expliqué son président, M. BARRIET, traduit une double préoccupation.
La première est d'accentuer l'effort de«création politique» qui fut à l'origine de la «Patrie et Progrès». La seconde préoccupation est de créer une sorte de "centre de formation" largement ouvert, lieu de contacts et d'échanges qui, utilisant la technique des séminaires, se propose d'initier à la politique, ses problèmes et ses méthodes, tous le8 citoyens qui en ressentent le besoin".
Toutefois les idées politiques, économiques et sociales de "Patrie et progrès" restent celles de la "Nouvelle Ecole", il n'y a pour s'en convaincre qu'à analyser les obiectifs de cette nouvelle, société de pensée qui sont double:
- Elle veut à long terme, inspirer des formules originales pouvoir et constituer une classe politique renouvelée.

Elle souhaite à moyen terme:
-Repolitiser les générations dans un esprit nouveau
-Former un "château d'eau" intellectuel
-Utiliser avantageusement les mass-média
-Publier un corps de doctrine complet
Pour réaliser ses objectifs,la Nouvelle Ecole" s'emploie à de nombreuses activités qui sont clairement exprimées par les deux sens du mot Ecole. D'une part, une "Ecole de pensée", élaborant des propositions, rédigeant des livres et articles, revendiquant l'expression de sa génération ; D'autre part, une"Ecole de formation", initiant aux problèmes et méthodes de la politique, des citoyens qui cherchent un engagement.
Le Club travaille à l'élaboration d'un programme de gouvernement précis et cohérent où la politique extérieure tient une large part: c'est ainsi qu'il voit dans la "construction d'une Europe indépendante, neutre et armée, la clef d'une politique mondiale visant à l'éclatement des blocs et à l'affranchissement du Tiers-Monde".
Par ailleurs, il organise de très nombreuse conférences auxquelles participent diverses personnalités. En cela, il rejoint le club Henri ROCHEFORTqui, lui aussi, en invite une à chacune de ses réunions.
1) Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui" , Lectures Françaises,numéro spécial de Décembre 1960.
2) Numéro du 23/4/1959 .
3) Les thèses et la doctrine de l' association sont exposées dans quatre livres: "Survivre à de GAULLE", " Les Hexagonaux", "La Décolonisation de l'Europe" de J. GAGLIARDI et «la Querelle des Continents» de J.PASCAL

Extrait de -les clubs politiques en France -
thése fac de droit et sciences économiques d'Aix de vincent OLIVIER avril 67

CONCLUSION

La conclusion de ce mémento consacré à l' Autogestion peut être la suivante :

-Explosion des sciences humaines et la diffusion de masse des résultats des recherches entreprises font exploser les structures culturelles de la société .

Il s'avère que les sciences humaines si elles n'ont pas épuisé leurs investigations concernant la nature humaine et la structure de l'individu humain ont accumulé un gigantesque répertoire épistémologique sur l'homme et son environnement qui permet aujourd'hui de placer l'homme comme objet scientifique dans la nature connue avec un maximum de fiabilité et de pertinence .

Ces nouvelles connaissances ont infirmé des corps entiers de doctrines sociales servant de socle culturel des sociétés actuelles .

Faute de n'avoir pu prendre le pouvoir, les idéologies traditionnelles n'ont pas résisté à ce phénomène,seules celles incluses dans la sphère du capitalisme comme support à son développement économique ont pu tirer profit de celui-ci. C'est le cas de la nouvelle droite intégriste qui par des aphorismes ou des appropriations abusives d'expériences scientifiques a conforté ses thèses les plus radicales.

Alors que la technique investit ces nouveaux champs expérimentaux et s'ingère dans la vie quotidienne de multitudes de plus en plus importantes de la planète,les philosophies spéculatives se trouvent confortées par cette absence de synthèse,voir connaissent des développements alimentés par les concepts les plus archaïques, le Capitalisme devient le sens même de la vie et de ses disciplines .La fragilisation des méthodes explicatives de l'activité humaine fait que les grandes familles intellectuelles se disloquent .

Il ne reste qu'un vague mouvement de refus par rapport à des développements de la techno-science jugés dangereux pour l'avenir de l'humanité.

Toute l'idéologie issue du «siècle des lumières» s'effondre .

Le «jardinier de la Nature» devient son bourreau et seul le recours au «miracle» peut tenir lieu de raison de poursuivre l'activité sur les mêmes bases.

Le marxisme qui devait mettre fin aux philosophies spéculatives par la prise de pouvoir de la classe ouvrière au moment de l'effondrement du capitalisme ne trouve pas sa réalisation dans les sociétés industrielles ;les principes de la prise de pouvoir bolchevik- léniniste dans les pays en voie de développement se soldent par des massacres massifs et inutiles .

Par contre le prolétariat mondial de plus en plus conscient de la paupérisation rapide des populations et des dégâts subit par leur environnement de façon irréversible mettent de plus en plus en cause les cadres politiques qui les gouvernent.

L'action politique doit avant même de se conceptualiser poser une question en forme d' énigme :
-Comment concilier une*"non-crise"du* système économique avec l'ampleur durable des dégradations sociales (et écologiques) ?
C'est un mouvement global qu'il faut concevoir et construire. La mobilisation mondiale contre l'invasion de l'Irak, d'une ampleur sans précédent, montre qu'il est possible. Mais cette mobilisation n'a pas suffit à empêcher l'agression et la main mise états-unienne sur les ressources pétrolières irakiennes. Il s'avère nécessaire d'élargir et stabiliser les objectifs et les forces d'opposition à l'Empire.
Le fond du problème réside dans une disqualification, progressive, mais forte, du système capitaliste, comme*"centre"* de production et reproduction du vivre au sein d'une société en voie de mondialisation. C'est le capital qui par le biais des marchés financiers délimite l'espace et les tâches étatiques. Dans leurs frontières, les États doivent maintenir l'ordre établi, assurer pour ce faire une régulation sociale, politique, idéologique. A l'extérieur, ils doivent imposer le libéralisme économique. De façon paradoxale, c'est sous couvert de démocratie qu'ils vont assurer ces politiques, déconsidérant à la fois l'institution et l'idéologie.
Si l'on considère ainsi les événements au Chiapas et à Porto Alegre, en Argentine, au Vénézuela et en Bolivie,en Inde,en Egypte, ils prennent un autre sens, une autre dimension. C'est bien ici et là, les initiatives et les mobilisations populaires, très largement spontanées qui ont permis des avancées notables. L'occupation des latifundia, la prise en main d'entreprises privatisées ou abandonnées, le renouveau des formes de luttes et de mobilisation, l'émergence de nouvelles formes démocratiques sont pour tous et toutes des leçons.
Elles se retrouvent sur et dans un seul et même processus:
l'émancipation humaine.
C'est bien la notion de «conscience»qui est en question :
La conscience de la «classe ouvrière» est- elle suffisante pour initier un mouvement révolutionnaire conforme à la nature humaine ?.
De toute évidence non, aussi clairvoyante qu'elle soit des intérêts immédiats de la classe ouvrière (entendons par là l'organisation de la force de travail humain dans les moyens de production)elle ne peut qu'être limitée qu'à un sentiment d'appartenance propre à s'opposer à des pouvoirs hostiles mais est insuffisante pour apporter une réponse globale au devenir de l'humanité dans cette nature qu'elle contribue à transformer comme antagonique avec la vie humaine dans un bref délai.
Ce sont les effets de cette impossibilité qui donnent aux détracteurs politico-sociologues de l'autogestion leurs arguments les plus susceptibles de marquer les multitudes à convaincre.

L'autogestion yougoslave déjà avait subis cette forme de critique malgré la sympathie calculée des intellectuels de l'Ouest;(voir page 83):
C'est ce scepticisme calculé ou sincère qu'il nous faut dans un premier temps combattre avec vigueur : une «révolution culturelle» certainement mais une «révolution lente» à la différence de la révolution culturelle chinoise qui s'inscrivait dans une lutte de pouvoir dans la société chinoise en crise de sous développement comme le fut avec sa spécificité «léniniste» la révolution russe .
La nécessité pour une société autogestionnaire de se penser à la fois en terme de conscience de classe et de pratique d'émancipation créant les possibilités objectives d'une transformation radicale de la société actuelle est une démarche double à laquelle répond le concept de socialisme autogestionnaire.
«Les intellectuels doivent amener leur expertise en appui aux citoyens, seuls sujets de l'histoire. Ils ne doivent pas "rapter" le pouvoir au nom de leur savoir.
Ainsi en irait-il des "intellectuels organiques" (Gramsci) mobilisant des "savoirs engagés" (Bourdieu)
L'intellectuel, de préférence en collectif, devenant intellectuel collectif peut, doit, contribuer au dévoilement des mécanismes cachés...»
C'est le rôle du socialisme autogestionnaire de permettre «une prise de conscience inédite de notre appartenance aux propensions et mutations de la Nature, et du caractère proprement vital, crucial, de la manière dont nous pouvons réfléchir et agir sur ce rapport.
Notre puissance de pensée et d'action, qui est à la source de tout pouvoir, dépend, en affaiblissement dramatique, comme en renforcement, de la manière de traiter « politiquement » ce rapport dit « écologique».
L'action politique doit donc avoir deux fers au feu :l'émancipation constante de l'être humain et la défense de la nature comme objet constitutif de cet être .
La médiation dans la production peut reposer sur la capacité de développer une production désirante permettant de faire imploser les cadres aliénants de la reproduction élargie.

LES CAUSES DE L'ALIÉNATION DE LA NATURE HUMAINE

Une société tout entière aliénée où « le capital apparaît de plus en plus comme une puissance sociale dont le capitaliste est le fonctionnaire »ne peut être objet d'analyse que si on prend en compte tous ses aspects sociaux.
La dialectique elle-même - qui ne saurait faire l'objet des concepts, parce que son mouvement les engendre et les dissout tous, n'apparaît, comme Histoire et comme Raison historique, que sur le fondement de l'existence,car elle est par elle-même le développement de la praxis et la praxis est en elle-même inconcevable sans le besoin, la transcendance, et le projet. (SARTRE)
« c'est seulement la concurrence et la lutte des individus entre eux qui engendrent et développent cette contingence en tant que telle .» Lucien SEVE
« Dans la concurrence, la personnalité elle-même n'est qu'une contingence, et la contingence, une personnalité» Marx (page 38)
NICOLAS PASQUARELLI Secrétaire général du C.E.R.M.
«L'aliénation est inscrite dans la nature même des rapports sociaux capitalistes qui ont suscité historiquement ses formes concrètes. L'homme producteur est séparé des conditions de la production, l'appropriation privée des fruits du travail aboutissant à priver la masse des individus de la richesse sociale.
Cette aliénation tend à devenir de plus en plus forte dans la mesure même où des machines complexes s'interposent entre le travail direct des ouvriers et le résultat du travail. La nécessaire division du travail aboutit, de plus, à une extrême parcellisation qui renforce encore son caractère inhumain. L'accélération considérable des cadences de travail va dans le même sens. C'est pourquoi, si l'exploitation et l'aliénation sont d'abord le fait de la classe ouvrière, avec le capitalisme monopoliste d' Etat et la socialisation des forces de production, elles touchent de plus en plus l'ensemble de la population. La paupérisation qui en résulte pour celle-ci est en contradiction croissante avec les possibilités offertes au développement social des individus par la masse des richesses et de culture existant réellement.....
La production de nouveaux biens de consommation n'engendre donc pas forcément une vie meilleure. Les records de production n'ont pas grande signification quand les conditions de vie et de travail privent la plus grande partie de la population de la possibilité réelle d'en profiter.

Cette contradiction provoque une tension permanente difficilement supportable qui s'accentue encore par l'incapacité des monopoles à satisfaire les besoins individuels et collectifs qu'ils suscitent.

LUCIEN SEVE Agrégé de l'Université, directeur des Editions sociales, membre du Comité central du P.c.f

A la veille de la Commune de Paris, le journaliste Henri Rochefort commençait l'éditorial du n° l de La Lanterne par la phrase fameuse: «Il y a en France 36 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement.» A ceci près que la France compte maintenant beaucoup plus de 36 millions de sujets, je crois qu'il est permis de dire que cette phrase est encore plus vraie aujourd'hui qu'elle ne l'était à la veille de la Commune. En effet, à part une petite minorité de profiteurs du régime actuel, il n'y a pratiquement pas une couche sociale, pas une catégorie professionnelle qui ne revendique, et le plus souvent avec quelle vigueur !

Cela pose donc un problème essentiel, dont les grandes lignes ont déjà été indiquées par Nicolas Pasquarelli: celui d'abord du bien-fondé de ces revendications - et d'un point de vue théorique, qui est celui où je souhaite me placer ici, le fondement des revendications nous renvoie nécessairement au concept de besoin - et d'autre part, celui de la source de l'insatisfaction qui est ressentie par tant de couches sociales, à commencer par la classe ouvrière (mais de moins en moins par elle seule) et par conséquent aussi celui de la clef des satisfactions qui sont visées par ces luttes revendicatives, qui nous renvoient à la notion, sans doute plus souvent utilisée que comprise, d'aliénation.

Je voudrais essayer, en limitant intentionnellement mon propos, de préciser le sens de ces deux concepts dont la complexité est génératrice de bien des ambiguïtés, malentendus et faux-semblants; et je voudrais le faire sur la base du marxisme, parce que je pense que le marxisme est historiquement la source principale de cette problématique, et parce qu'il est théoriquement, à mon sens, la plus sûre boussole pour s'y orienter.

Je commence par le concept de besoin.... Dans un exposé où l'on aurait le loisir de s'étendre, on pourrait indiquer un faisceau très impressionnant de preuves que cette notion de nature humaine est aujourd'hui indéfendable. En renvoyant à la littérature scientifique existante, je me bornerai ici à évoquer l'une de ces preuves: le cas limite, mais tel1ement instructif, des enfants sauvages, popularisé par un film qui, peut-être, malgré ses mérites, n'en a pas entièrement montré le fond. L'exemp1e le mieux connu est celui d'Amala et Kamala, ces deux fillettes qui ont été trouvées aux Indes en 1920, (qu'on a vues sortir du terrier d'une louve au terme d'une battue, et dont l'une pouvait avoir un an et demi, l'autre sept à huit ans.

Pour qualifier l'état psychique dans lequel elles étaient, il a fallu forger un néologisme car, ayant grandi dans un monde de loups, elles n'étaient nullement *homonisées,* mais bien *lupisées,* c'est-à-dire psychiquement semblables à des louves. La description de leur comportement dans les premiers temps qui suivirent leur capture est d'un intérêt exceptionnel~ parce qu'elle nous montre que chez elles les prétendus" besoins inhérents à la nature humaine » se présentaient selon une liste, sous des formes et dans des limites absolument méconnaissables. Par exemple, elles dormaient en moyenne quatre heures par nuit, leur alimentation était exclusivement carnée (elles mangeaient les poulets qu'elles arrivaient à attraper en leur courant après à quatre pattes avec agilité, ou les charognes qu'elles parvenaient à déterrer) ; aucun signe, chez l'aînée qui a survécu jusque vers 18 ans, d'une sexualité humaine. Je vous renvoie, pour en apprendre davantage, par exemple au livre de L. Malson, Les enfants sauvages - mythe et réalité (10/18, 1964), qui recense et analyse la cinquantaine de cas connus d'enfants sauvages.
Je me suis borné à ces trois indications pour montrer que même les besoins qui passent fréquemment pour être les plus organiques (sommeil, faim, besoin sexuel) et à propos desquels il pourrait vraiment sembler qu'il y a lieu de parler d'une nature humaine innée et immuable en son essence, sont en réalité susceptibles, chez l'homme, d'une extraordinaire variabilité. J'ai en vue cette idée que Marx jetait sur le papier au printemps de 1845 sous la forme d'une Thèse sur Feuerbach, qu'il développait dans L'idéologie allemande et qu'on retrouve, à bien regarder, dans tout son travail scientifique u1térieur, y compris dans Le Capital:
« l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité c'est l'ensemble des rapports sociaux.»
Cela ne veut nullement dire qu'il n'y ait pas de conditions organiques, et même génétiques, au développement des besoins humains. Personne, bien entendu, ne s'imagine que les besoins humains n'ont pas de support organique. Mais cc qu'il est capital de bien voir, c'est qu'il s'agit là d'un support, et non pas vraiment d'une base au sens où par base on entend ce qui détermine l'essentiel de la réa1ité considérée.
Ce que la biologie

détermine,ce sont des conditions de possibilité - ou d'impossibi1ité; ni plus ni moins. Mais ce qui se développe au cours d'une biographie individuelle au sein de ces conditions,ce n'est pas la biologie qui peut par elle-même en rendre compte. Autrement dit ce que Marx a très profondément mis en lumière, d'une manière à laquelle on a toujours profit à revenir, c'est que le besoin humain est social de part en part: social non pas seulement dans ses formes et ses normes,
" **la faim qui se satisfait avec de la viande cuite, mangée avec fourchette et couteau est une autre faim que celle qui avale de la chair crue en se servant des mains, des ongles et des dents.,** note-t-il dans la Contribution à la critique de l'économie politique (Ed. sociales, '957, p, '57) mais idée rarement aperçu dans l'analyse de Marx et pourtant, me semble-t-il, la plus féconde, social dans son essence même, c'est-à-dire qu'à la limite les besoins spécifiquement humains sont l'effet,intériorisé dans les individus, des rapports sociaux au sein desquels ils sont produits et se produisent comme hommes.
C'est aussi sur cette base qu'on peut donner un sens rigoureux au second des concepts qui nous occupent, le concept tellement ambigu d'aliénation, qui dans l'usage ou l'abus qui en est fait aujourd'hui, nous vient essentiellement de Marx.
Très schématiquement, sur cette question des plus complexes, je veux dire d'emblée que nous en trouvons aussi deux interprétations opposées, et parfaitement inexactes. La première, c'est que Marx aurait toujours conservé, même dans son oeuvre de maturité,la notion d'aliénation qui est présente dans ses oeuvres de jeunesse (antérieures à 184.5-46), c'est-à-dire l'idée d'une essence humaine abstraite que l'Homme aurait en quelque sorte perdue avec la société de classes (et dans le capitalisme plus complètement que dans aucune autre société de classes), et qu'il récupérerait, qu'il se réapproprierait dans le communisme. Si telle était la conception marxiste de l'aliénation, il faut dire qu'auraient raison ceux qui croient qu'entre le marxisme et une conception religieuse de l'homme il n'y aurait pas de différence absolument fondamentale. Mais te11e n'est pas la conception de Marx, en tout cas au delà du grand tournant qu'elle opère en 1845-46, après qu'il ait pris contact avec le prolétariat parisien et aussi, notamment grâce à Engels,avec l'économie anglaise. Il rejette alors toute idée d'une essence humaine abstraite que les hommes pourraient« perdre» et «retrouver», et par conséquent il rejette toute spéculation philosophique ou morale sur l'essence humaine au vieux sens du mot pour se mettre à l'étude scientifique de ces rapports sociaux qui sont la seule réalité de l'essence humaine. Dans ce sens, tout un humanisme philosophique qui abonde encore en divers lieux est nul, me semble-t-il, dans le principe même, au regard du marxisme.

Mais de là on pourrait en venir il croire que Marx s'est détourné totalement dans sa maturité du concept,jugé irrécupérable et spéculatif jusqu'à la moelle, d'aliénation. Ce serait là aussi purement et simplement une erreur, comme on peut s'en convaincre au de1à de tout doute, si du moins on veut bien lire Marx d'une manière non sélective, en prenant tous les grands textes de maturité tels qu'ils sont, les Gundrisse, la Contribution, le Capital, y compris le Livre IV, y compris le chapitre VI longtemps inédit. On y voit régulièrement apparaître le concept d'aliénation (en allemand Entfremdung) dans un sens parfaitement clair, et qui récuse toute réduction mutilante du marxisme mûr à une sorte de structuralisme économique. Que disent-ils en effet, tous ces textes de la maturité, quand apparaît sous la plume de Marx la notion d'aliénation? Très clairement ceci: **le propre de l'activité humaine, avons-nous dit, c'est l'objectivation sociale de son produit et des conditions mêmes de sa production, la constitution progressive d'un ensemble gigantesque (puisqu'historiquement cumulatif) de forces et de rapports de production, ainsi que d'autres éléments et rapports sécrétés par le travail social humain. Or, dans le capitalisme, cet appareil social gigantesque est reproduit sans cesse et apparaît d'emblée, non pas pour ce qu'il est en réalité, c'est-à-dire le produit de l'ensemble des producteurs, mais comme propriété privée du capitaliste, comme une sorte de présupposition naturelle absolument extérieure au travail des prolétaires et plus généralement de tous ceux qui créent les richesses sociales; il apparaît comme une chose étrangère (entfremdet) aux hommes qui la produisent et reproduisent, comme une réalité qui les surplombe, les écrase, les opprime, qui leur impose ses lois propres à titre de fatalité naturelle par rapport à laque1le leur «liberté" est illusoire - bref, qui les aliène. Dans le capitalisme, ce n'est plus essentie1lement par la nature que les hommes sont dominés, aliénés, mais par leur propre produit social devenu étranger, ce qui explique d'ai1leurs, aux yeux de Marx, les profondes mutations correspondantes des idéologies et des formes de la conscience religieuse. Un trait fondamental du capitalisme ainsi exprimé par cette notion d'aliénation - qui n'est pas je ne sais quel résidu des oeuvres de jeunesse de Marx mais qui tient une place centrale dans ses travaux scientifiques - c'est que dans le capitalisme la production n'est pas pour les besoins des individus et des masses, mais pour le profit, pour la mise en valeur du capital devenu en quelque sorte la fin en soi de toute l'activité sociale, ce qui tend à conférer à ses formes les plus diverses le caractère d'un processus devenu fou.**

Et par delà tout jeu de mots on aperçoit ici tout un aspect de cette multiforme aliénation. On cite beaucoup aujourd'hui l'exemple de la pollution mais, pour important qu'il soit, il ne constitue nu1lement une absurdité particulière;en fait l'ensemble des formes de la vie humaine se trouve de plus en plus attaqué par une substance po1luante universelle et c'est le capitalisme.

Ainsi l'aliénation, à scientifiquement parler, est la séparation radicale que le capitalisme suppose ct impose entre les producteurs et les conditions sociales de leur production; et de là dérivent tous les phénomènes vécus d'aliénation dont l'humanisme abstrait, lors même qu'il les décrit correctement, ne parvient pas à saisir la racine.

Intervention à la semaine de la pensée socialiste 22-29 avril 1971
«probléme de la révolution socialiste en France»
Ed.Sociales

Nous voyons à travers ces assertions contradictoires et parfaitement représentatives des courants de pensée que nous venons d'évoquer que la tache est immense. Elle ne peut être réaliser que dans un consensus méthodique suivant la voie ouverte par Marcuse .

1. ***Aussi longtemps qu'il continuera à y avoir des gens qui réfléchissent, qui mettent en question le système social(concurrence. ndlr) ou leur propres système de pensée, il y a une créativité de l'histoire sur laquelle personne ne peut tirer un trait. Le lien que nous avons avec cette créativité passe par des individus vivants. Ces***
2. ***individus existent, même s'ils sont actuellement en très petit nombre***

ou avec Cornélius Castoriadis nous dirons que :

La mondialisation et le risque écologique majeur nous pousse à comprendre plus qu'à expliciter la multitude des cultures de notre planète.

Néanmoins il apparaît que l'éclatement des sociétés traditionnelles a généré de larges strass qui restent accrochés à leur culture religieuse ou tribales véhiculant un eudémonisme auquel se rattache des bribes de pouvoir locaux ou familiaux. Afin de leur assurer une survie toute relative les représentants de ces catégories ethniques s'allient avec le pouvoir capitaliste comme à un système de substitution de la production traditionnelle .Il en va de même pour une grande masse d'individus précarisés dans les sociétés industrielles.

La révolution lente que nous préconisons passera donc nécessairement par une nouvelle «praxis»de la démocratie s'affirmant comme antagonique de la politique américaine et de sa politique dite «libérale»qui ne vise qu'à imposer une organisation sociale conforme à ses intérêts.
Les FORUM SOCIAUX MONDIAUX et les victoires même partielles des «dominés(es)» devraient très bientôt en déterminer les grandes lignes et régénéré un corps doctrinal commun qui s'oppose aux thèses des intellectuels liés au libéralisme économique .
Ce corps doctrinal ne peut néanmoins faire l'économie de répondre à une question de manière formelle et motivée :
La mise en cause de la croissance dans le processus de destruction écologique a-t-elle un caractère à visée autogestionnaire ? N'est ce pas confondre la cause et l'effet ? Sujet entraînant la confusion des idées comme le mentionne Victor Leduc ou plate forme de discutions incontournable pour une approche «écologique» des phénomènes sociaux ?

CROISSANCE ET DÉCROISSANCE:

Des articles parus ces derniers mois dans le Monde Diplomatique (Serge Latouche) ou dans la revue silences ont mis en lumière le concept de " *décroissance soutenable* " s'opposant au concept de " *développement durable* ".

Le terme de décroissance dérange parce qu'il est souvent ressenti comme ayant une connotation négative. Au contraire, la sacro-sainte croissance semble quant à elle faire l'unanimité à gauche comme à droite. Elle est rarement remise en question, alors que le concept de croissance zéro était évoqué par le Club de Rome dans les années 70.
Aujourd'hui, le terme de croissance est signifié comme positif, sans pour autant être à l'abri de contradictions lorsqu'on l'entend un Raffarin parler de " *croissance négative* ", peut-être pour éviter d'utiliser le mot décroissance ...?
En fait, le mot" *croissance"* est propre aux économistes, et il est associé au PIB, au Produit Intérieur Brut, et donc aux richesses d'un pays. Il est donc avant tout question de croissance économique, et non de développement humain et social, bien qu'il soit toujours sous-entendu que les fruits de la croissance vont profiter à tous, sous-entendu que le niveau de vie de chacun va en être rehaussé.
Ce n'est pas totalement faux dans le sens où nombre de pays émergent ont vu naître une classe moyenne qui peut désormais entrer dans la société de consommation, moteur de l'économie libérale.
Mais cette croissance a aussi et surtout élargi considérablement le fossé qui sépare les revenus les plus élevés des revenus les plus modestes. Les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres.

Les chiffres du PNUD (Plan des Nations Unies pour le Développement) en 2003 sont malheureusement là pour le rappeler: 1 % de la population mondiale la plus riche possède autant que 57 % de la population mondiale la plus pauvre. Les trois plus grosses fortunes mondiales pèsent l'équivalent des 41 PIB des pays les plus pauvres.

Alors, à qui profite la croissance?

Permet-elle à plus d'êtres humains d'accéder à une alimentation plus saine, à l'eau, à l'énergie, à la santé? Le libéralisme ne semble clairement pas avoir ces priorités.

En fait, il est intéressant de rapprocher le terme de *"croissance"* de la notion *" d'entropie "*, qui en thermodynamique est synonyme de dispersion d'énergie. Intéressant, parce que la croissance économique a pour effet d'augmenter la consommation des ressources planétaires et des énergies en particulier. Elle est donc effectivement associée à des réactions thermodynamiques.

Un système inerte, physique, a une entropie croissante, c'est-à-dire qu'il tend vers la dispersion de son énergie, sa décomposition. C'est le second principe de la thermodynamique.

Un système vivant lutte au contraire en permanence contre l'entropie, jusqu'à sa mort. Elle se nourrit d'entropie négative, ou néguentropie. Tant qu'il est vivant et en bonne santé,l'entropie d'un organisme est en décroissance.

Mais l'entropie finit par l'emporter à la mort, ou lors d'un cancer où les cellules cancéreuses fonctionnent pour leur propre compte, se développent de manière anarchique et indifférenciée, et finissent par étouffer l'organisme.

Par analogie, l'économie libérale tend par sa croissance à accroître les inégalités de répartition des richesses et à épuiser les ressources. Elle accroît son entropie.

Mais ne tend-elle pas également, lorsque l'on voit le nombre de cancers augmenter en France de 62 % de 1980 à 2000, et le nombre de décès par cancer augmenter de 20 % en vingt ans, à détruire notre santé, que ce soit dans les pays riches, mais également dans les pays pauvres où les entreprises délocalisent pour des normes sociales et environnementales moins contraignantes ?

La société n'est-elle pas elle-même devenue malade de son progrès et de sa croissance?

Si l'on reste dans cette analogie thermodynamique, on peut dire que l'économie libérale est un système cancérigène, voire mort, dont l'entropie va croissant, et dont les éléments que sont les transnationales fonctionnent comme des métastases cancéreuses qui rongent une humanité atteinte d'un cancer économique, social et physiologique.

Partant donc de cette vision assez noire de l'évolution humaine, et prenant conscience que la sacro-sainte croissance ne peut se poursuivre éternellement sans mettre en danger non seulement la biodiversité, la pérennité des ressources, la viabilité de la planète,
mais également l'avenir de l'humanité (ne serait-ce que par la baisse de la fertilité masculine), un certain nombre de chercheurs, économistes et sociologues, en particulier dans les années 1990, ont inventé le terme de décroissance soutenable, notamment au travers des travaux de Nicholas Georgescu-Roegen.
Ces chercheurs remettent en cause la notion de développement durable: notre si chère croissance relève en effet plus de la fuite en avant que d'une réelle durabilité. Et ce que de plus en plus d'habitants de la planète partagent, ce ne sont pas les richesses, mais la pauvreté, comme l'indique l'indice GINI relatif aux inégalités.

Décroissance et progrès social

Un courant de pensée, représenté notamment par le réseau de l' Après-développement et la revue Silence, milite pour la décroissance économique. Il s'appuie essentiellement sur le fait que les activités humaines dépassent de 20 % la capacité biologique de la terre. Or, malgré cela, la quasi-totalité des responsables politiques continue d'entonner le refrain de la croissance comme remède à tous nos maux.
Le concept de développement durable lui-même est lourd de menaces car il tend à faire croire qu'une économie de croissance reste un horizon possible.
Il convient d'être clair: réduire de 70 % nos émissions de gaz à effet de serre, ainsi que le préconise nombre d'experts pour stabiliser à son niveau actuel le réchauffement climatique, implique inévitablement une décroissance économique, c'est à dire une diminution de notre PNB.
Cela ne signifie pas que toutes nos activités doivent être réduites, certaines devraient peut-être être accrues mais l'essentiel de nos activités ayant une empreinte écologique, une décroissance globale est nécessaire.
De simples aménagements à notre mode de civilisation ne suffiront pas: nous devons remettre en cause notre conception de la richesse et du progrès social pour les déconnecter de la possession et de l'utilisation de biens matériels.

Décroissance économique et non sociale

Pour construire une nouvelle civilisation, nous devons commencer par bâtir un projet politique qui intègre expressément la nécessité d'une décroissance économique. L'objectif est de rendre cette décroissance porteuse de progrès social, celui-ci ne se confondant avec le progrès matériel que pour les catégories les plus pauvres de la population.
Il ne peut y avoir de décroissance «soutenable» que s'il y a dans le même temps une profonde redistribution des richesses à l'échelle mondiale et natio-nale, qui passe notamment par un meilleur partage du travail.

La décroissance ne peut se concevoir socialement que dans le cadre d'un système économique qui garantisse à tous un emploi convenablement rémunéré, en supprimant les hauts salaires.

Contre le suicide consumériste

Compte tenu de la gravité de la situation écologique et de son caractère planétaire, seule une révolution mondiale peut permettre de stopper la spirale productiviste et consumériste qui conduit l'humanité à sa perte. Cette révolution mondiale doit être non violente et démocratique. Elle doit commencer par un profond changement des mentalités. A ce stade, le rôle des associations est primordial (cf campagne pour la décroissance des Casseurs de pub). Mais ces actions doivent être rapidement relayées par la présentation d'un projet politique qui offre une alternative crédible au système économique responsable de la crise écologique. Pour être efficace, ce projet devra être porté devant l'ensemble des citoyens européens, au printemps 2004, à l'occasion des élections au Parlement européen, seule institution démocratique supranationale.

LE MYTHE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Lorsqu'il s'est avéré évident dans les années 1990, que les activités humaines avaient un impact négatif sur l'environnement, la notion de développement durable est venu à point nommé pour défendre la croissance en y rajoutant un vernis d'écologie.

Toutes les transnationales ont aujourd'hui un service développement durable, et poursuivent dès lors sans état d'âme leur exploitation des ressources et des êtres humains.

" Développement durable ", nous disons pour notre part que c'est un oxymore, c'est-à-dire une contradiction dans les termes, comme agriculture (industrielle) raisonnée, matière vivante (alors que comme on l'a vu la matière et le vivant ont des lois thermodynamiques différentes), juste suffisance (entendu à propos de la dissuasion nucléaire française), démocratie libérale... Ne pourrait-on d'ailleurs parler à ce propos de fascisme libéral?

En défendant le concept de " décroissance ", sans doute un peu par provocation, pour prendre le contre-pied des thuriféraires de la croissance, ses partisans remettent donc en cause un développement qui se veut durable alors qu'il est d'ores et déjà reconnu que les réserves mondiales estimées ne nous laissent que 40 ans (officiellement) pour préparer l'après-pétrole, 70 ans pour préparer l'après-gaz, et sans doute également 40 ans pour préparer l'après-uranium dans des conditions économiquement rentables. Si 40 ans c'est " durable ", de qui se moque-t-on? Devra-t-on relancer l'exploitation du charbon pour 200 ans?

Ne devrait-on pas d'ores et déjà diminuer de moitié notre consommation pour nous donner 80 ans pour rechercher et développer une solution de substitution (renouvelable), ou laisser les pays dits en développement se développer...un peu? Car il y a également, dans le concept de " décroissance ", l'idée de laisser une part de notre développement aux pays émergents, tout en recherchant des modèles alternatifs de production et de consommation pour tous, pays émergents ou développés. Cette approche peut nous amener à remettre en vigueur des modes de vie traditionnels , communautaires, plus en harmonie avec la nature, que certains pays ou peuples ont parfois conserver tout en tirant parti de certains de nos acquis technologique: énergie renouvelable, électronique de régulation,informatique mais en ramenant leur coût de production au plus bas,par exemple en favorisant les solutions techniques les plus faciles à mettre en oeuvre(ex:les cuiseurs solaires pour les pays d'Afrique)
Ce n'est pas avec un soupçon d'écologie que la dégradation de l'environnement et de la santé sera stoppée, ni avec un zeste de social, ou de fiscalité type " taxe Tobin ", que les inégalités seront nivelées, mais avec une profonde remise en question de notre modèle de développement. La notion de " décroissance" ne remet pas fondamentalement en cause celle de " développement", mais celle de développement économique et libéral au profit d'une oligarchie. Le développement doit par faite ment s'intégrer dans son éco-système, sous peine d'être voué à un échec certain et d'entraîner la disparition, à plus ou moins long terme, de ses espèces. Alors, et seulement alors, ce développement pourra être regardé comme durable.
C'est Schumpeter qui fait la distinction entre croissance et développement: la croissance, c'est produire plus; le développement, c'est produire autrement.
Autrement, mais pas n'importe comment. Car le développement même durable a ses effets pervers: promouvoir l'essence sans plomb peut par exemple favoriser la dissémination de substances chimiques encore plus toxiques (l'ozone), de même que la lessive sans phosphates.
Là, le développement durable devient une" superbe" opération de marketing, en spéculant sur la dégradation de l'environnement.
De surcroît, l'un des effets pervers importants du développement durable est l'effet rebond: une voiture plus économe en carburant va inciter son conducteur à parcourir plus de kilomètres, et donc à polluer plus.
De même, si les voitures d'aujourd'hui sont moins polluantes qu'il y a 30 ans, le parc automobile rien que sur Paris a augmenté de 30 % en trente ans!

La pollution a donc globalement augmenté.. ..
De plus, le conducteur passe de plus en plus de temps dans son véhicule, puisque le trafic est saturé. Ivan Illitch, dans son livre phare" La convivialité ", faisait remarquer que lorsqu'on divisait la distance parcourue par le temps passé avec sa voiture (y compris pour les frais annexes, les réparations...), on obtenait la vitesse d'un vélo! Ou lorsqu'on prend l'avion, nous passons presque plus de temps à l'aéroport ou en transport de ou vers l'aéroport, qu'en heures de vol!
Et parfois plus pour de petits trajets! Pour chaque type de transport, il faudrait en fait comptabiliser le nombre d'heures totales passées dans ou " autour" du véhicule (ainsi que la quantité de C02 émise) sous forme de coût en heures et en pollution.

PRODUIRE, CONSOMMER, MOURIR:

Quant au temps gagné grâce à l'électroménager, s'il est une réalité, il est immédiatement récupéré par les médias pour nous lobotomiser un peu plus, et nous inciter à consommer encore plus! Les publicitaires favorisent sciemment l'utilisation du vecteur télévisuel ou télématique (Internet), car ils savent pertinemment qu'un tube cathodique a des effets anesthésiants sur le cerveau, diminuant sa concentration, et accaparant son attention.
Ceci est prouvé scientifiquement, en particulier dans un film suisse, " Le tube ", diffusé l'année dernière dans une salle à Paris. Si les pubards (les publicitaires...) pouvaient nous injecter de la pub en intraveineuse, ou cloner le consommateur idéal, ils le feraient!
L'être humain de ce début de millénaire est assimilé à un atome d'égoïsme, un " homo economicus ". Elle nous réduit à la simple action instinctive de consommer, et nous animalise, nous chosifie dans des réflexes pavloviens ; non sans d'ailleurs un profond sexisme exaltant les pulsions que la publicité attribue à chaque sexe sous un vernis de psychanalyse freudienne des plus primaires: " éros et thanatos", pulsion de vie et pulsion de mort, dont la publicité aime à jouer en particulier avec l'automobile.
Derrière le terme de décroissance, il y a donc aussi une critique radicale de la société de consommation et de son modèle de " vie ". " Liberté, égalité et fraternité" est remplacé par" produire, consommer, mourir ", et les valeurs humaines d'entraide et de solidarité sont jetées aux poubelles de l'histoire, froidement.

" Produire et mourir ", nous avons vu que le nombre de cancers, et en particulier de cancers professionnels liés à l'utilisation de substances chimiques ou carcinogènes, est en hausse (chimie, agriculture, amiante, peintures, nucléaire). Je prends le cancer comme exemple parce que les statistiques sont là pour nous montrer l'ampleur de ce fléau national, mais d'autres maladies se développent, ne serait-ce que les allergies.
" Consommer et mourir ", nous voyons aussi que pour soutenir l'économie" à tout prix ", il nous est suggéré d'accepter les pollutions issues de l'industrie agro-alimentaire et maintenant des OGM, de l'incinération, de l'industrie chimique et pharmaceutique, de l'industrie automobile, quel qu'en soit le coût sanitaire et humain, car le consommateur est aussi victime du fléau " cancer ", et sacrifié sur l'autel du progrès et de la croissance.
Mais on peut atteindre un degré supplémentaire dans l'ignoble, lorsque l'on voit ce qui s'est passé le 1 er août au Paraguay, où les vigiles ont bloqué les issues d'un super-marché en flammes, pour contraindre les clients à passer par les caisses plus de 400 morts...
Le système semble prêt à tout pour nous faire consommer. N'est-ce pas une des finalités de la loi fascisante " Patriot Act" votée aux Etats-Unis? encadrer totalement les populations, et incidemment les pousser vers les caisses enregistreuses? La première réaction des Américains après le 11 septembre 2001 n'a-t-elle pas été d'aller dans les centres commerciaux pour afficher leur patriotisme?
Outre le fichage autorisé par cette loi, il existe déjà aujourd'hui un moyen technique de pister les habitudes du consommateur, par Internet, ou en fonction de ses achats par Carte Bleue, de façon à vous proposer plus particulièrement ce qui vous sied le plus, et vous ressentirez cela comme une attention particulière. La société de consommation pense à vous, ce qui signifie aussi qu'elle pense pour vous.
Il n'est pas jusqu'au ministre des finances, Nicolas Sarkozy, qui invite les français à plus consommer pour stimuler l'économie et la croissance, au risque d'attiser les frustrations de la France d'en bas.
L'objectif de la société de consommation est bien de vous faire acheter ce dont vous n'aviez pas besoin, ce à quoi vous n'auriez même pas songé auparavant, et que vous achèterez à crédit s'il le faut, quitte à vous endetter à un taux scandaleux. Et ça marche!
Avec le crédit, nos robins des bois des temps modernes ont trouvé le moyen de voler aux pauvres pour donner aux riches! La manipulation ira jusqu'à toucher vos proches qui se feront les collaborateurs inconscients d'un marketing insidieux, en vous présentant les atouts du dernier gadget qu'ils auront acquis,, sans doute pour vous inviter à intégrer le club des nouveaux consommateurs, et peut-être pour se convaincre eux-mêmes de l'utilité de leur dernier achat.

Ne pas consommer les produits " dernier cri" est souvent ressenti par l'entourage comme une marginalisation, une anormalité, et une réaction de rejet, de dénigrement, peut se faire jour, suivant des mécanismes presque tribaux. Il est courant d'entendre les jeunes dire de leurs camarades habillés en hommes -sandwichs qu'ils" ont de la marque "! " Avoir de la marque" est comme un signe de ralliement.
Comme si cela allait de soi, on acquiert le dernier téléphone mobile, avec appareil photo intégré, voire avec GPS, et on rend son fixe; on remplace le walkman par le mini-dise, le magnétoscope par le OVO, la vieille télévision par un écran 16/9ème , l'appareil photo par le dernier numérique avec tant de millions de pixels, le minitel par Internet. Le système ne sait plus quoi inventer pour inviter les consommateurs à renouveler leurs appareils! Et pour intégrer le groupe, la communauté, conserver et entretenir ses liens sociaux, la participation à cette grand-messe consumériste, rédemptrice, et fédératrice, est un passage quasi obligé, sous peine d'exclusion sociale... Erigera-t-on un jour un bûcher pour les mauvais consommateurs?
Ces actes de consommation à outrance sont-ils bien réfléchis? Pas plus que lors des soldes, où l'on achète six robes au lieu d'une, parce qu'elles sont moins chères de 20 %...
Cela nous coûtera donc, au global, plus cher, mais un sentiment de satisfaction entretenu par le système nous donnera l'illusion d'avoir fait une bonne affaire. On est plutôt dans le mécanisme de l'achat compulsif dans une société profondément névrosée qui cherche des compensations à son mal de vivre par la consommation...
Autre leurre: la croissance permet-elle de payer moins cher nos consommations ?En apparence oui, mais dans la réalité, l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture industrielle et la grande distribution disposent de subventions de l'Etat leur permettant de distribuer à bas prix, souvent même à l'autre bout du monde en concurrence des produits locaux!
On en arrive ainsi à une situation surréaliste où la Nouvelle-Zélande exporte ses pommes vers l'Europe, et importe les kiwis de Californie!
Non seulement ces subventions favorisent les grandes industries et anéantissent les petits commerçants et les petits fermiers (en raison aussi de normes d'hygiène plus contraignantes, et disproportionnées pour des circuits de distribution courts), mais elles concurrencent aussi la production des pays du Sud et remettent en question l'auto-suffisance alimentaire de ces pays: ainsi, l'Indonésie et les Philippines sont devenus importatrices de riz!
On me dit souvent que le bio c'est trop cher. Mais dire que l'on paye moins cher en grande surface, c'est faux, car étant subventionnés,les produits qu'il acquiert sont payés deux fois par le consommateur : une fois par son achat, mais aussi une fois par ses impôts.

L'agriculture industrielle dispose de subventions beaucoup plus importantes que l'agriculture biologique, par exemple.
De plus, le produit de supermarché n'intègre pas le coût environnemental : quelle quantité de C02 a été émise avant son arrivée dans mon assiette, quelle quantité de pesticides a-t-il reçu? (une pomme reçoit près de 42 traitements !)
Et à quel degré ces pesticides dégraderont-ils l'environnement, la santé du producteur, la santé du consommateur ?
Et encore, car un système de quotas de C02 ne remettra pas fondamentalement en cause le fonctionnement du système, il tentera de le réguler!
Or ce coût existe. Il se retrouve en particulier dans l'augmentation du nombre de cancers et d'allergies, dans l'augmentation des dépenses de santé depuis 30 ans (médicaments, hospitalisations, examens), les malformations chez des enfants d'agriculteurs...
La situation est si préoccupante que des cancérologues de renom tirent la sonnette d'alarme (le professeur Belpomme a organisé une conférence le 7 mai à Paris à l'Unesco, réunissant même certains grands noms des académies des sciences et de médecine: «ces maladies créées par l'homme»

PRODUIRE ET CONSOMMER AUTREMENT:

Il existe des solutions, et elles ne demandent pas forcément dans tomber dans le sectarisme en revenant, comme on l'entend les critiques parfois le dire, à la bougie. Il s'agit déjà de questionner individuellement l'utilité et le bien fondé d'un travail,ou d'un achat, et collectivement de remettre en cause les fondements du salariat et de la consommation. Autrefois, le travail n'était pas matériellement rémunéré (à part au niveau alimentaire), mais renchérissait le lien social, et valorisait le savoir-être et non seulement le savoir-faire. Il avait une valeur symbolique de cohésion sociale: participer, c'était créer. On pourrait aussi citer Marx: « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins».
Il est aussi nécessaire d'intégrer toutes les conséquences d'une production et d'une consommation. L'agriculture biologique est une de ces solutions.
Elle a dix mille ans d'histoire et connaît encore une évolution, des progrès techniques, des innovations et fait l'objet de recherches. L'agriculture industrielle n'a que 50 ans, et il faut rappeler que les engrais sont issus de la recherche sur les explosifs de 14-18 (NPK) : le nitrate d'ammonium d'AZF nous l'a cruellement rappelé... Elle demande aussi plus de main-d'oeuvre, pour désherber par exemple, ce qui raviverait un tissu social agricole bien effiloché aujourd'hui, étant donné la diminution du nombre d'agriculteurs en trente ans.

Au niveau de l'industrie chimique, comme le soulignent les cancérologues comme le professeur Belpomme, nombre de substances carcinogènes ou dangereuses auraient dû déjà être étudiées, voire interdites, quelles qu'en soient les conséquences économiques ! C'est théoriquement l'objet du programme européen REACH. Mais les gouvernements Blair, Schröder et Chirac se sont refusés à le faire,et l'UIC, l'Union des Industriels de la Chimie, semble un lobby particulièrement puissant...
Une vraie politique d'énergies renouvelables et une réduction de nos consommations d'énergies fos-siles et fissiles sont indispensables, mais là aussi les politiques se refusent à le faire. De plus, il est impossible d'augmenter de manière importante la part des renouvelables sans une réduction de notre consommation.
En ce qui concerne les déchets ménagers et industriels, le tri et le recyclage ne répondent pas au problème que représente l'augmentation de nos déchets: plus de 400 kg/habitant/an, 30 millions de tonnes par an en France, soit deux fois plus qu'il y a trente ans!
Il faut donc réduire nos déchets à la source, et donc encore une fois optimiser notre consommation, en privilégiant les produits sans emballage.
Nous pensons que des incitations fiscales auprès des entreprises et des particuliers seront insuffisantes pour inverser la tendance actuellement constatée: cancers, allergies, catastrophes naturelles pas si naturelles que ça, épuisement des ressources, augmentation des disparités et du paupérisme, pollutions, effet de serre et réchauffement du climat, perte de la biodiversité, disparition des espèces et peut-être de l'homme par stérilité.
Nous pensons que sans une prise de conscience à la fois collective et individuelle, ces conséquences, peut-être sous-estimées, s'aggraveront. Or, il nous semble peu constructif et souhaitable de réformer la société libérale comme le défend l'association ATTAC par exemple. C'est l'effet pervers que peut engendrer le concept même de " développement durable". Grain de sable ou huile dans ses rouages n'empêcheront pas le libéralisme de continuer à tourner et à entraîner la planète vers une dégradation irrémédiable et une mise en danger même du genre humain.
Un changement, de société ne pourra venir que de comportements individuels responsables se généralisant, sans sectarisme, sans violence,sans leçon donnée aux autres, mais en actes réfléchis.

Quels actes responsables le consommateur peut-il effectuer?

o Privilégier le commerce de proximité plutôt que la grande surface, en adaptant ses achats à l'augmentation de ses. dépenses: moins de viande par exemple, mais sans devenir végétarien (deux fois par jour, c'est trop) ; moins de quantité mais plus de qualité (l'absorption de sucres et de graisses tend à nous faire conserver la sensation de faim: voir le film" Super size me ").

o Adapter ses dépenses, c'est aussi privilégier l'alimentation je suis ce que je mange), ou la culture par exemple, sur les gadgets inutiles.

-Favoriser les produits locaux, en vérifiant leur provenance sur l'étiquette:

- refuser les fraises en hiver, ou les haricots verts du Maroc, même équitables.
- Aller au marché plutôt qu'au supermarché.

-Refuser les poires d'Argentine, et les pommes de Nouvelle Zélande, même bios -.Défendre la souveraineté alimentaire, ce n'est pas du poujadisme ou un repli identitaire, ce n'est pas du protectionnisme, c'est une question de survie, et cela favorise un commerce équitable français qui est tout aussi nécessaire

-Réduire sa consommation de produits exotiques qui doivent être consi dérés comme des produits de luxe:café,thé,bananes,chocolat -Acheter les produits du commerce équitable au besoin. La monoculture de ces produits a anéanti les agricultures traditionnelles des pays du Sud . . Ce raisonnement est aussi valable pour la consommation de drogues... Il n'y a pas pour l'instant de dope équitable

Utiliser le vélo, la marche (avec un sac ou un caddy), les transports en commun

o Se poser la question de l'utilité d'un voyage et de son coût financier et environnemental

o Se poser la question de l'utilité d'un achat: ai-je besoin d'une télévision, d'un ordinateur? Puis-je m'en passer? Ne vais-je pas ainsi dégager de l'argent pour des livres, ou du temps pour débattre et entretenir des liens sociaux, avec mes amis, mes voisins, ma famille, avec différentes générations, du temps pour écrire et transmettre mes écrits, du temps pour la vie associative et politique? Cela ne me permettra-t-il pas aussi de sortir de ma bulle internet, un environnement virtuel, pour me confronter au réel?

Savoir se poser les bonnes questions, c'est souvent déjà avoir ne serait-ce qu'une partie de la réponse... .

Thierry F.

DÉVELOPPEMENT DURABLE OU DÉCROISSANCE ?

Croissance ou décroissance?

Entendons nous d'abord sur les mots. La croissance est mesurée par le produit intérieur brut (PIB). Cet indicateur est synonyme de richesse et de bien-être. Rien n'est plus faux.

Croissance et richesse

Le PIB est un indicateur économique de croissance complètement faussé:

o **Il ne tient pas compte des destructions de capital.** Lorsqu'une forêt tropicale est détruite, lorsqu'une nappe phréatique fossile est épuisée (ou une mine, ou une nappe pétrolifère), lorsqu'une terre est devenue inutilisable suite à sa salinisation due à l'irrigation, pour ne prendre que ces exemples, du capital a disparu. Cette perte en capital n'est pas intégrée dans les coûts économiques.

o **Il ne tient pas compte du coût des nuisances engendrées par cette production.** Le coût de dépollution des eaux polluées par l'industrie ou, par l'agriculture intensive, celui du traitement de la plupart des déchets, et emballages, par exemple, n'est pas incorporé dans le prix des produits.

o **Il ne prend en compte que ce qui est marchand.** Exemple classique: le monsieur qui épouse sa cuisinière diminue le PIS. Toutes les « richesses» qui n'ont pas donné lieu à échange d'argent ne sont pas prises en considération (bricolage, peinture, jardin potager, lien social, etc.). Une évaluation chiffre à50% l'augmentation du PIS si on en tenait compte.

Des chercheurs ont évalué dans certains cas l'évolution du PIB « réel» en prenant ces facteurs en considération. Ainsi en tenant compte de la dépréciation du capital naturel la croissance moyenne annuelle de l'Indonésie entre 1971 et 1984 aurait été de 4% et non de 7%. Les dommages dus à la pollution en Allemagne de l'Est en 1985 représentaient 6% de PIS.

-Des demandes pressantes se sont manifestées à l'ONU afin qu'elle prenne en considération le coût des dégradations de l'environnement dans le nouveau Système des comptabilités nationales préconisé. Ces demandes n'ont pas été retenues.

Les « indicateurs» sont des constructions sociales. Le PIB, qui est censé mesurer la richesse, a été établi pour légitimer le système capitaliste. Son élaboration ne correspond pas à la vérité économique.

Croissance et bien être

Le PIB comme indicateur de bien-être est tout autant, sinon plus, fallacieux

o **Le PIB est accru alors qu'il s'agit d'inconfort.** Le PIB augmente de 0,36 à 0,40%.
grâce à la pollution atmosphérique (c'est ce qu'elle coûte dans les pays développés). Les accidents de voiture l'augmentent du fait des coûts de réparation et des frais médicaux engendrés. Les embouteillages l'accroissent de 2,6% (carburant, usure de la voiture), etc.
o **La croissance du PIB provoque des dégâts.** Pour accroître la production agricole les haies sont détruites entraînant l'érosion du sol et l'insuffisance de retenue des eaux pluviales. Pour accroître la production industrielle les travailleurs sont soumis à un stress qui endommage leur santé, etc.
o **Maintenir simplement la situation existante dans certains domaines accroît le PIB.** Les inégalités dans les pays ou entre pays obligent à des dépenses sécuritaires qui font croître le PIS mais ni la richesse ni le bien-être, etc.
Cette inadéquation entre la croissance et le bien-être est telle que d'autres indicateurs ont été créés. Il en est ainsi de l'indice de développement humain, établi par les Nations Unies, qui classe les pays en tenant compte, outre du niveau du PIB (pouvoir d'achat par habitant), de l'espérance de vie à la nais-sance, du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de scolarisation. Dans cet indicateur les Etats-Unis, malgré leur énorme avance en PIB par habitant, ne se retrouvent qu'au 8ième rang en 2001 (ils étaient au 4ième en 1995). D'autres indicateurs ont été créés par la Banque mondiale: qualité de la vie, pauvreté, inégalités,
En France le Réseau d'alerte sur les inégalités calcule, depuis 1982, un indicateur des inégalités et de la pauvreté, le PIB 40.
Questions: pourquoi ne parle-t-on que du PIB et pourquoi cet indicateur sert-il de boussole?

Décroissance et développement durable?

Lorsque Thierry parle de décroissance impérative il se réfère au PIB, c'est-à-dire à la production marchande. Mais est-ce une bonne méthode que de cautionner ainsi, et de façon non critique, un indicateur contestable sur les plans économique et éthique ? Par contre « le monde n'est pas une mar-chandise » permet de transposer sur le plan de la société une contestation qui, restreinte à individu, risque de demeurer totalement inefficace dans les délais impartis.
Le terme décroissance est-il opportun? Le club de Rome qui a proclamé en 1972 «Halte à la croissance» n'a pas vraiment convaincu...
Décroissance évoque immanquablement arrêt des progrès. Or pas plus que la chute du Mur n'a signifié l'arrêt de l'histoire, la fin de la marchandisation ne signifiera l'arrêt des progrès .

Seule la croissance capitaliste basée sur le profit et des saccages écologiques et sociaux sera bloquée. Rien n'empêchera l'humanité de faire des progrès. Il suffit de penser à des domaines comme la diminution de consommation d'énergie, celle de production de déchets, l'introduction de matériaux et techniques écologiques dans le bâtiment -économie de travail humain et bien d'autres choses.
Certes le terme de développement durable a été galvaudé comme le souligne Thierry, Mais le fait même qu'il soit « récupéré» par nos détracteurs prouve son succès et son impact. Charge à nous de faire respecter son contenu

Pierre GUGUENHEIM

Une planification autogestionnaire ?

Le renoncement au Plan «à *la. française»* et la fin du système soviétique n'ont pas signé la mort de la planification. Celle-ci est toujours en vigueur aujourd'hui, à ceci près qu'elle est réalisée au sein des multinationales. Ce sont elles qui, dans le plus grand secret, concoctent ce que nous consommerons demain.
Par exemple (on en parle ou en dispose déjà), des tissus que l'eau ne peut pas mouiller, des blousons-téléphone, des écharpes écran tactile, des vêtements à décorations changeantes, des crèmes antirides qui éviteront les opérations esthétiques, des animaux robots d'appartement, des téléphones jetables, des ordinateurs jetables et bien d'autres choses dont on ne pourra plus se passer dès lors qu'elles seront entrées dans notre univers quotidien. Ceci est également vrai sur le plan alimentaire, très particulièrement suite aux organismes génétiquement modifiés.
Ce sont des sommes fabuleuses qui sont consacrées à la recherche et à la mise au point de ces produits dont nous ne ressentons nul besoin mais que la publicité se chargera de nous faire acheter. Même si ce ne sont pas les multinationales qui inventent réellement les produits, mais des start-up, ce sont elles qui les diffusent et les commercialisent car elles seules ont la capacité financière de les imposer sur le marché.
Si l'autogestion c'est se rendre maître de son destin et de ses choix, cela concerne également notre vie et. (éventuelles) consommations futures. Laisser les entreprises planifier la production à venir est inconcevable tant du point de vue social qu'écologique. Elles décident en fonction des profits qu'elles en retireront et non des besoins de la population. Elles ne tiennent aucun compte de l'état des ressources naturelles utilisées (rares ou non renouvelables), ni non plus des nuisances occasionnées (aux travailleurs, à la nature), sans parler de facteurs éthiques.
Or il est clair que tout développement qui, maintenant, ne s'effectue pas dans une perspective de «durabilité» de la planète est porteur, mondialement, de considérables dangers écologiques, voire sociaux.

C'est donc de façon parfaitement démocratique et au niveau national, c'est-à-dire à l'issue d'un débat impliquant la totalité des citoyens, que doivent être prises les orientations du Plan. Il s'agit dès lors de désigner les priorités qui peuvent être les besoins collectifs non ou insuffisamment satisfaits (santé, éducation, culture, etc.), l'élaboration de techniques écologiques et/ou diminuant la pénibilité au travail, une production correspondant aux demandes du tiers-monde, une réimplantation d'une fabrication destinée au marché national et qui aurait été délocalisée, une augmentation du temps libre, etc.
Cette planification nationale serait ensuite déclinée aux niveaux régionaux, locaux et enfin d'entreprises, en associant chaque fois la totalité des citoyens concernés de façon à respecter les orientations du Plan mais en tenant compte des capacités et désirs spécifiques.
Si une telle planification autogestionnaire nécessite une structure politique et économique de la société très éloignée de la situation présente, des possibilités d'intervention n'en existent pas moins à terme plus rapproché.
La Corée du Sud nous donne l'exemple d'une planification contraignante extrêmement efficace dans un pays pourtant capitaliste. Le gouvernement s'était donné comme objectif un taux de croissance très élevé et la création de conglomérats, privés, aptes à se mesurer aux plus importantes multinationales. En 1950 son PIB par habitant représentait seulement 6,9% de celui des Etats Unis. En 1990 il en représentait 37,8%. A titre de comparaison les chiffres pour le Brésil sont respectivement de 15,2% et 21,3%. En 1996 la Corée adhérait à l'OCDE avec un niveau de vie équivalent à celui de la Grèce et de l'Espagne. En 1992 la Corée du Sud comptait 2 multinationales parmi les 50 premières mondiales (aux 18ème et 41ème rangs) et 12 par mi les 500 premières. Le contrôle des investissements afin qu'il n'y ait pas de gaspillage et qu'ils correspondent aux besoins du pays ou de l'exportation fut le principal instrument utilisé. Le gouvernement fixait les investissements utiles et les faisait financer par une banque que l'Etat contrôlait à des taux d'intérêt extrêmement bas, voire négatifs. Les investissements ne rentrant pas dans ce cadre restaient financés sur le marché local avec des taux d'intérêt élevés. Cette Planification contraignante a parfaitement réussi. On peut objecter que la faillite de plusieurs chaebols après la crise financière de 1998 prouverait le contraire. Il n'en est rien. Dès le début des années 90 les chaebols, en pleine réussite économique et s'étendant à l'étranger, trouvaient la tutelle de l'Etat insupportable et demandèrent la libéralisation de l'économie en Corée. Rejetant tout plan ils se libérèrent de toute planification étatique et se financèrent sur le marché international. Le gouvernement libéralisa de plus en plus l'économie et la finance.

Lorsque la crise financière asiatique éclata en 1997-1998 et que les capitaux étrangers se retirèrent brutalement, les industries et banques coréennes furent sérieusement atteintes.
A comparer avec l'Inde et la Chine qui n'avaient pas libéralisé à ce point l'économie et ne furent pas touchées par la crise financière de 97-98.
Cet exemple témoigne qu'un pays ne relevant pas du *«socialisme réel»* a pu planifier la production nationale en fonction de ce qu'il estimait être ses besoins, et pour le plus grand bien de sa santé économique.
La planification autogestionnaire, une utopie'? Certes, mais tout-à-fait réaliste. .

Pierre GUGUENHEIM .Utopie, selon Le Larousse: « *Conception imaginaire d'un gouvernement idéal»*

Nous sommes sans doute là dans la polémique la plus «politique» de la recherche autogestionnaire car elle stigmatise à elle seule la capacité pour une vison utopique de se définir comme moyen alternatif. La révolution c'est la destruction ou plus précisément le non être d'un état antérieur et dans les années 60 la bourgeoisie technicienne avait tenté la sienne avec un plan de «croissance zé-ro» préconisé par l'OCDE . La révolution lente proposée par les autogestionnaires a besoin de préciser les organes sociaux qui auront cette destruction comme objectif à long terme .
Par delà les termes pompeux et les à priori historiques c'est bien une recherche par consensus «sympathiques» qui s'engage et qui devrait, au delà de savoir si le marché reste le régulateur économique le mieux adapté pour cette tâche,aboutir à une définition de la conscience autogestionnaire .
Notre conscience a été le constat d'un échec global de la révolution «copernicienne»et de la social démocratie et de la nécessité d'une autogestion ouvrière idée qui s'impose lentement devant les dégats de la globalisation marchande,charge aux génèrations futures d'en faire un mode opératoire.
Dans cette nouvelle époque capitaliste, quatre tendances se développent donc, à l'échelle du globe, dans l'organisation et le comportement de classe.
1. Les formations sociales où subsistent des rapports sociaux et des statuts pré-capitalistes s'intègrent progressivement à la société capitaliste mondiale.
2. Un mouvement tumultueux et dramatique de paupérisation et de prolétarisation frappe les pays dominés, au détriment notamment de la paysannerie.
3. Une polarisation s'opère au profit des intérêts d'une hyper-bourgeoisie planétaire qui depuis quelques pays prétend dominer l'ensemble de l'activité économique et politique du monde.

4. Ces mutations provoquent une crise des institutions et des représentations politiques, accentuant notamment le désarroi des forces anti-capitalistes, qui ne parviennent à dépasser ni l'espace national, ni les référents déologiques anciens.
Déjà sont visibles les traits essentiels d'évolution des classes sociales reconditionnées par cette histoire concrète. (Michel FIANT)
Voilà posé au travers de l'expression de militants autogestionnaires les thèmes principaux d'une recherche de médiation dans et hors production de marchandise compatible avec les objectifs autogestionnaires et la sauvegarde de l'être humain. Bien évidemment ce point central de l'avenir des hommes entre eux et entre eux et la nature ne peut trouver une solution simpliste .
Dans un tel cas nous ne pouvons qu' appliquer la «machine du ni..ni..ni...» c'est à dire de solutions marquées historiquement et dont les effets négatifs ne peuvent être attribués avec certitude aux moments historiques où elles ont été utilisées .
Seule la planification **autorégulée** par l'ensemble des éléments sociaux constitutifs d'un ensemble producteurs-consommateurs peut permettre de répondre à la globalité des contingences dans une pratique autogestionnaire contradictoire avec le procès capitaliste actuel : c'est l' **alter développement**

2007

Les Assises nationales des “ Collectifs du 29 mai ” (collectifs du non à la constitution européenne)et l'adoption d'une “ Charte pour une alternative au libéralisme ” constituent un événement politique important dans la période. Le 29 mai n'est pas mort, le rejet du libéralisme est toujours là, l'exigence d'une alternative grandit.
Après le Non au TCE exprimé le 29 mai 2005, après la formidable mobilisation victorieuse des jeunes et des salariés contre le CPE, alors que s'engage une action citoyenne d'ampleur contre l'immigration jetable de la loi CESEDA, il n'est pas anodin que les forces qui ont été motrices de la victoire du Non de gauche au référendum, il y a un an, se retrouvent aujourd'hui pour proposer les bases communes d'une alternative antilibérale.
Dans les luttes comme dans les urnes, nos concitoyens ne cessent d'exprimer le rejet des politiques libérales qu'on veut leur imposer depuis 20 ans. Et le 21 avril 2002 est là pour rappeler que notre peuple ne se satisfait plus d'une simple alternance. Il est temps d'ouvrir une véritable alternative et notre Charte se veut une contribution essentielle à ce débat.
Les politiques néolibérales, caractéristiques du capitalisme de notre temps, se développent depuis plus de vingt ans à l’échelle de la planète. Remettant en cause plus de deux siècles de luttes sociales et démocratiques, elles orchestrent un véritable recul de civilisation.

Cette offensive tous azimuts veut modifier substantiellement le partage des richesses au bénéfice des profits et des détenteurs de capitaux, élargir la sphère du marché, de la concurrence et de l'appropriation privée, et mettre l'économie hors de portée de la volonté démocratique.
Tous les pays industriels du Nord ont été dominés par ce dogme libéral: trop de contraintes, pas assez de fluidité, trop d'État et trop de réglementations sociales… Résultat: les profits se sont envolés, tandis que la part des salaires dans les richesses produites a baissé de 10 points en vingt ans.
C'est cela qu'il faut changer. Cela suppose de contester la logique du libéralisme et de lui opposer d'autres finalités et d'autres méthodes.

Faire face à l'offensive libérale

Pour maximiser les profits du capital, les libéraux ont imposé partout les mêmes règles et méthodes.
· Ils baissent le "coût du travail", désengagent les entreprises du financement de la protection sociale et entreprennent une baisse généralisée de la fiscalité sur le capital. À l'échelle planétaire comme à celle de l'Europe, ils cassent la solidarité et amplifient le dumping social, fiscal, environnemental.
· Partout, au nom de la nécessaire "fluidité" ou "flexibilité", ils font reculer l'essentiel des droits collectifs et des mécanismes de solidarité, misant sur une insécurité sociale qui amplifierait les replis individualistes au détriment des résistances collectives. Une logique de régression absolue a ainsi commencé de s'installer. Si ce processus continue, les générations futures vivront plus mal que celles qui les ont précédées!
· Ils élargissent constamment la sphère du marché, en libérant les échanges et en faisant de l'éducation, de la culture, de l'information, de la santé et du corps humain lui-même de simples marchandises. Ils ouvrent le capital massivement et privatisent des entreprises industrielles et des services publics.
Ils ponctionnent la masse salariale, par l'expansion des systèmes assurantiels et des fonds de pension. Ils mettent au coeur de la dynamique économique la spéculation financière mondialisée, au détriment des investissements matériels et des dépenses sociales.
· Ils privent l'État de toutes ses fonctions de régulation et de répartition, tout en renforçant ses instruments de coercition et de contrainte sur les "classes dangereuses" et les individus. L'État social a été remplacé par l'État pénal.
L'État a redéployé ses missions et renoncé à agir volontairement sur l'activité économique par sa fiscalité, ses instruments de crédit ou son secteur public.

En même temps, partout reculent les instances de concertation et de décision plus ou moins démocratiques, remplacées par un petit nombre de décideurs publics ou privés, d' "experts" ou d'instances dites "indépendantes" (Banque Centrale Européenne, autorités de régulation…).

· Avec leur ultralibéralisme, ils imposent partout, et notamment en Afrique, un système de dépendance de type néocolonial qui accélère la liquidation de la paysannerie et élimine toute possibilité de souveraineté alimentaire. Pour de nombreux États, cela se traduit par un recul absolu des indicateurs les plus vitaux du développement humain.

Les résultats de ces choix, suivis obstinément depuis plus de vingt ans, dans le cadre de pouvoirs de droite "néolibéraux" ou de pouvoirs de gauche "sociaux-libéraux", ont abouti à des effets désastreux.

· Le chômage est maintenu à un haut niveau et la précarité se développe largement, les deux exerçant une pression sur les salariés et encourageant à la résignation.

· Le recul de l'État social et la montée de l'autoritarisme ont alimenté un doute massif sur l'action publique, ont favorisé les replis et aggravé le désengagement civique dans tous les pays.

· La spirale inégalitaire s'est accélérée, après avoir été atténuée dans les trente années précédentes. La pauvreté s'est étendue et s'est aggravée, à l'échelle du monde comme à celle des pays riches eux-mêmes. Pauvreté et précarité ont déchiré les tissus sociaux, exacerbé les discriminations, incrusté les mécanismes dangereux et violents de "l'exclusion", nourri le rejet de l'Autre.

· L'environnement s'est un peu plus dégradé, les ressources naturelles ont été gaspillées, notamment au détriment des pays et des régions les plus fragiles. Le modèle de développement capitaliste libéral mène la planète à une catastrophe écologique.

· Le monde de l'information, de la culture et celui de la pensée se sont uniformisés avec la concentration croissante et la domination de quelques grands groupes multimédias transnationaux.

Les idées libérales forment la trame d'une sorte de "pensée unique": le capitalisme et sa "concurrence libre et non faussée" seraient devenus l'alpha et l'oméga de toute organisation sociale, certains allant jusqu'à décréter la "fin de l'Histoire".

· Le capitalisme se développe de plus en plus comme une hyper industrie culturelle avec au coeur une convergence de nouvelles technologies qui modifient les manières de produire et servent de prétexte à une idéologie du risque cassant les protections sociales au profit de l'actionnaire-roi.

Depuis plus de vingt ans, nous avons pu mesurer les effets d'un véritable projet de société, faisant des indications des marchés financiers la norme et le critère de toute rationalité, publique ou privée.

Nous avons pu mesurer la nocivité de ces choix quand ils étaient mis en oeuvre par des gouvernements de droite, en connivence avec les institutions patronales.
Mais nous avons pu voir aussi combien étaient désastreuses toutes les politiques de gauche qui, d'une façon ou d'une autre, partaient du postulat qu'il fallait bien s'accommoder de ces normes capitalistes et libérales.
Dans tous les pays d'Europe, les salariés ont mené de nombreuses luttes contre tous ces processus. Des grèves et des manifestations imposantes ont eu lieu ces dernières années, notamment en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, en Autriche, en Grande-Bretagne ou en France, contre les démantèlements des systèmes de protection sociale et de retraite ou les législations du travail. Une série de scrutins ou de référendums ont également témoigné du rejet massif des politiques libérales.
Il s'agit aujourd'hui de rassembler toutes les forces disponibles, de créer les mobilisations d'ensemble nécessaires en France et en Europe pour un autre modèle social fondé sur la satisfaction des besoins sociaux.

Construire une alternative

Nous savons donc aujourd'hui que le réalisme suppose de retrouver collectivement une autre voie. Ce n'est pas la recherche du profit maximum et la croissance ininterrompue de la marchandisation qui sont la source d'une amélioration de l'état du monde, mais la volonté de voir s'élargir les capacités de chaque personne humaine.
Ce qu'il faut rechercher, c'est la satisfaction des besoins sociaux, le développement des capacités humaines et donc plus de recherche, de qualification, de culture et de démocratie.
Cela suppose de répartir et d'utiliser autrement les richesses disponibles, d'instaurer un socle ambitieux de droits collectifs et individuels, de restaurer des politiques publiques actives, de mettre au coeur du projet politique l'appropriation sociale et les services publics, d'instaurer une autre manière de décider de notre avenir commun, de concevoir un "alter développement", de réorienter la construction de l'Europe et du Monde.
Alors que les libéraux prônent le retrait de la volonté collective devant les forces obscures du marché, nous affirmons que l'utilisation des ressources disponibles relève de choix politiques. Il faut donc donner aux collectifs humains les moyens nécessaires pour réaliser les objectifs qu'ils se sont démocratiquement fixés.
De tels objectifs se heurtent aux intérêts des forces et classes dominantes, ils susciteront leur résistance. Leur réalisation sera le résultat d'un mouvement continu articulant mobilisations sociales, débats citoyens et perspectives politiques.

1. **Sécuriser l'emploi et augmenter le niveau de vie. Pour en finir avec la faillite sociale du libéralisme…**

Plus de 20 ans de domination du libéralisme en France, plus de 20 ans à économiser sur les êtres humains pour maximiser les profits. Les résultats sont hélas connus: plus de 5 millions de chômeurs réels, 4millions de personnes vivent en-dessous du seuil officiel de pauvreté –7 millions si on applique les critères d'Eurostat–, la précarisation de millions de salariés, d'exploitants agricoles, d'artisans. En France comme ailleurs, les politiques libérales conduisent à une faillite sociale.

Nous n'admettons ni la fatalité du chômage ni celle de la précarité. La norme doit devenir celle de la sécurisation de l'emploi, des revenus et de la formation. L'emploi n'est pas une variable d'ajustement mais un droit social, qui doit être reconnu par la Constitution et doit faire l'objet de politiques cohérentes visant à éradiquer le chômage.

Une nouvelle politique fondée sur des principes clairs.

· Il faut rendre effectif le droit à l'emploi. Pour cela, un nouveau statut du salariat est nécessaire, reposant sur trois grands principes : continuité du contrat de travail, obligation de reclassement, financement mutualisé à la charge des entreprises. Le salarié privé d'emploi conserve son salaire et ses droits sociaux (protection sociale, retraite…) et doit bénéficier d'un service public de l'emploi agissant sur sa formation, qui est un droit, et sur son devenir professionnel.

Construire un nouveau cadre pour le travail et l'emploi

· Un préalable à une politique alternative en matière d'emploi est la suppression des dispositifs libéraux: abrogation du contrat nouvelles embauches et de la loi sur l'égalité des chances (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, clauses de suppression des allocations familiales en cas d'absence…), fin des cadeaux fiscaux et sociaux faits aux entreprises, dont aucun n'a été efficace pour créer des emplois, retour sur les entorses à la durée légale du travail. Le CDI à temps complet doit redevenir la norme avec l'objectif de mettre hors-la-loi le temps partiel imposé ou choisi sous contrainte, Chaque salarié doit avoir la possibilité de disposer d'un emploi stable à plein temps, en CDI, avec la reconnaissance d'un droit à la formation sur le temps de travail.

· Les gouvernements libéraux n'ont eu de cesse de réduire les garanties conquises par de longues années de lutte par les salariés. Il convient de les rétablir en donnant aux salariés et aux services de l'État des moyens réels de contrôle. Pour contrecarrer le droit tout puissant du patronat à licencier, les élus du personnel disposeront d'un droit de veto suspensif et verront leurs pouvoirs élargis en matière d'emploi et de revenu.

Les procédures de contrôle public seront renforcées, en redonnant ses moyens et prérogatives à l'inspection du travail, en rétablissant l'autorisation administrative de licenciement et en la renforçant.

Les licenciements boursiers seront interdits par voie législative et les licenciements abusifs frappés de nullité avec obligation de réintégration.
· Les concentrations capitalistes ont suscité des cascades de sous-traitances faisant subir aux PME des contraintes de plus en plus lourdes, qui conduisent dans bien des cas à des faillites, au nom de la "concurrence libre et non faussée". La puissance publique doit mettre un terme à la logique du dumping social en assurant le respect des droits sociaux.
· Enfin, les délocalisations doivent faire l'objet d'un contrôle, avec, là aussi, création d'un droit de veto suspensif des représentants du personnel, et d'un droit de préemption, voire de réquisition par les salariés et/ou la collectivité des entreprises abandonnées par leurs patrons pour cause de délocalisation ou de suppression d'activité.

Assurer à chacun un emploi et un revenu décent

· Le pouvoir d'achat doit être revalorisé et le droit au salaire garanti ; l'écart des salaires doit être réduit. La première priorité est le relèvement des salaires, revenus et indemnisations les plus bas.
En particulier, le SMIC –qui doit être conforté– ne doit pas être inférieur à 1500 euros et les minima sociaux doivent permettre à chacun de pourvoir aux besoins d'une vie décente. D'autre part, le relèvement des rémunérations du travail est un levier puissant de dynamisme économique. Conjugué à un objectif de plein emploi, il permet de financer des assurances sociales (maladie, retraite, famille) qui demeureront bien entendu mutualisées.
· L'action contre le chômage s'appuiera sur trois piliers: la création d'emplois publics répondant prioritairement aux besoins sociaux, le développement de l'activité économique utile et la réduction du temps de travail à 35 heures pour toutes et tous, sans perte de salaire ni aggravation de la flexibilité. Au fur et à mesure des gains de productivité, notre objectif est d'atteindre une semaine de 32 heures: il faut en finir avec l'antienne de la droite et du patronat qui consiste à rabâcher qu'on peut "travailler plus pour gagner plus": dans le meilleur des cas, on travaille plus pour gagner autant.

Des moyens au service d'une politique de l'emploi

Ne l'oublions pas, les dix points de produit intérieur brut volés en dix ans par le capital sur les revenus du travail représentent, chaque année, 160 milliards d'euros. A ceux qui diront " comment ferez-vous ", répondons qu'il y a de quoi faire.
· Le rétablissement d'une juste rémunération des revenus du travail nécessite une refonte de la fiscalité sur les revenus du capital (y compris les avantages exorbitants dont bénéficie une classe étroite de dirigeants), sur les transactions financières, sur la spéculation immobilière.

· Rémunérer mieux le travail, étendre le travail en réduisant le chômage, c'est évidemment s'en prendre à la rémunération et aux intérêts du capital, c'est donc heurter de plein fouet des intérêts puissants. Mais ce n'est pas mettre en danger l'économie, quoiqu'en diront les libéraux : ce n'est pas le revenu national qui change, mais sa répartition. Nos propositions sont réalistes. Leur réalisation nécessite le soutien et l'intervention de la population et l'action déterminée de la puissance publique. Ce sont, tant pour l'emploi que pour les autres volets, les conditions impératives d'une alternative aux politiques libérales

2.**Installer un socle de droits collectifs et individuels**

Ce qui est vrai sur le plan social et économique l'est aussi sur tout ce qui fonde une société: le libéralisme tend à nous "individualiser" face au marché, sans droits réels garantis par la collectivité. Il tend ainsi à rogner, voire à supprimer les protections collectives et les droits fondamentaux. Il parle d'égalité des chances pour masquer l'inégalité profonde des droits.

A l'inverse, nous réaffirmons non seulement qu'une société doit énoncer un ensemble de droits fondamentaux et universels, mais encore qu'elle doit se donner les moyens de les appliquer en faveur de toutes et tous. Ce qui, en premier lieu, implique de faire de l'extension et de l'exercice des droits une obligation constitutionnelle : l'engagement de l'État pour y parvenir relève d'une obligation.

· Les droits universels concernent le respect de la personne et de son intégrité. Ils comprennent l'égalité entre les hommes et les femmes, la liberté de conscience (et son corollaire, la laïcité qui doit être défendue et étendue), la liberté de disposer de son propre corps…

· Les droits fondamentaux doivent garantir, à toute personne qui y réside, une vraie place dans la société et lui permettre l'expression de sa responsabilité pleine et entière.

· **La primauté de la loi doit être respectée.**

Cela suppose notamment de:

· Garantir l'accès pour tous aux biens communs de l'humanité et garantir leur préservation: l'eau, l'air, l'énergie, un environnement de qualité…

· Assurer à tous la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux (droit à un logement décent, droit à la santé, à l'éducation, à une information pluraliste, à la culture, à un revenu minimum garanti, à l'accès à des transports qui puissent assurer la libre circulation de chacun, à une justice publique, égale, indépendante et contradictoire…). Cela passe par la création, la restauration et/ou le développement d'un service public et cela peut aller jusqu'à la gratuité dans certains domaines. En matière de logement notamment, le droit doit être opposable en justice aux administrations chargées de son application.

·Élargir les droits et les pouvoirs des salariés dans les entreprises.

· Rétablir le principe selon lequel les accords d'entreprise ne peuvent être moins favorables aux salariés que les accords de branche, et ceux-là moins favorables que le Code du travail.

· Abroger les lois démantelant la protection sociale. En particulier, prendre en charge à 100% les soins de santé et rétablir le droit à la retraite à taux plein à 60 ans, sur la base des 37,5annuités, avec retour de l'indexation des retraites sur les salaires.

· Abroger les lois discriminatoires à l'encontre des migrants et garantir leurs droits, à commencer par une régularisation des sans-papiers et l'octroi d'une carte de résident de dix ans; lutter contre toutes les discriminations; réhabiliter le sens de la fraternité autant que celui de solidarité. Revenir sur toutes les lois liberticides.

· Développer l'exercice de la citoyenneté dès l'enfance avec l'enseignement; faciliter l'exercice de responsabilités par les jeunes mais aussi tout au long de la vie par des assemblées de citoyens effectivement impliquées à tous les niveaux de décision ; instituer le droit d'initiative populaire.

Garantir la liberté d'expression et le respect des libertés publiques.

· Considérer que la culture favorise l'émancipation des femmes et des hommes, en garantissant l'accès à la création et aux oeuvres, notamment par l'école et l'éducation populaire. Ceci n'est possible qu'en mettant fin à l'hégémonie de quelques groupes financiers sur la production culturelle. Dans ce cadre, nous défendrons, pour tous les peuples, le droit à l'exception culturelle.

3 **La dimension transversale de l'objectif d'égalité hommes/femmes**

Alors que les droits des femmes n'ont jamais été prioritaires en Europe, nous voulons en faire une exigence éthique et démocratique. C'est un fait que les premières victimes du libéralisme sont les femmes. Leur taux de chômage est plus élevé, elles subissent davantage le temps partiel imposé, elles touchent des salaires plus faibles. Elles constituent en Europe la majorité des travailleurs pauvres, des chômeurs non indemnisés, des retraités qui perçoivent une pension inférieure au minimum vieillesse. Cette situation constitue une régression pour toute la société.

Nous devons mettre la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes au rang des valeurs fondamentales. Elle fait partie de nos priorités et nous proposons une politique volontariste et cohérente en la matière. Les droits humains fondamentaux des femmes considérés comme des acquis non négociables sont les suivants:

· Le droit des femmes à disposer de leur corps par la contraception et l'avortement libre et gratuits doit être appréhendé comme un droit universel, préalable à leur émancipation dans la société.
Il ne saurait donc être soumis au relativisme culturel. Il implique notamment des moyens nouveaux pour la gynécologie hospitalière et médicale.
· Le droit à vivre dans le respect, l'intégrité et la dignité de la personne conduit à prendre des mesures pour éradiquer les violences subies par les femmes.
· L'intégration dans tous les domaines (éducation, formation, marché du travail, administrations, etc.) de la lutte contre les stéréotypes sexistes qui enferment hommes et femmes dans des rôles sociaux spécifiques.
· Le droit à l'emploi, à un revenu minimum, à une pension, aux allocations de chômage.
· La répartition équitable entre les hommes et les femmes du travail rémunéré (travail professionnel) et du travail non rémunéré (travail domestique et parental) permettant aux femmes d'accéder à une réelle autonomie.
La représentation équilibrée des femmes et des hommes (parité) dans la vie démocratique, à tous les niveaux de décision.
·Le refus de l'esclavage sexuel et de la prostitution.
·La capacité pour chacune et chacun de choisir son orientation sexuelle.

4. **Une nouvelle appropriation sociale et une refondation des services publics**

Le développement des services publics est la garantie première de la mise en oeuvre égale des droits fondamentaux, de leur accessibilité à toutes et à tous, sur tout le territoire. La Constitution doit reconnaître leur rôle et leurs principes intangibles : égalité d'accès, continuité territoriale et péréquation. Ce principe fondamental d'une société solidaire est contredit par la logique de privatisation qui a prévalu depuis une vingtaine d'années. Pour inverser cette logique, nous mettons en débat les perspectives et propositions suivantes.
· L'arrêt des privatisations totales ou partielles et le refus de l'ouverture du capital: l'ensemble des services et des entreprises de réseaux concernés doivent relever du secteur public, sous forme de monopoles publics (énergie, transports, télécommunications, activités postales, autoroutes…).
· L'exercice des missions de services publics, à tous les niveaux, par des opérateurs publics doit être la règle. En cas de délégation, celle-ci doit être exceptionnelle, limitée et contrôlée, et le retour à un opérateur public doit être possible à tout moment.
· Des services publics de l'eau, du logement, de la petite enfance, du médicament, de l'aide aux personnes âgées, dépendantes, handicapées, doivent être créés.

En ce qui concerne le logement, la maîtrise publique des sols urbains doit être instaurée, la spéculation immobilière lourdement taxée, les loyers encadrés.
· Les services publics doivent être protégés de la concurrence, ce qui suppose la sortie de l'AGCS, le refus de toute directive de type "Bolkestein" et de toutes les directives européennes de libéralisation. La coopération entre les opérateurs publics nationaux doit s'engager au niveau européen. Dans certains domaines (l'énergie, les services postaux, les télécommunications, le transport ferroviaire, la sécurité alimentaire, maritime et aérienne…) la création de services publics européens est à l'ordre du jour.
· La gratuité doit être un objectif pour la plupart des droits fondamentaux: c'est au moins le cas pour la petite enfance, l'enseignement, la santé et les transports publics de proximité. Pour les services qui ne sont pas gratuits, des tarifs abordables et identiques doivent être garantis partout et de façon égale.
· La démocratisation des services publics passe par un pouvoir de contrôle et de décision des usagers, des élus et des salariés. Pour déterminer les grands choix (en matière de tarifs, d'investissement, de nouveaux services, de normes de qualité…), il faut combiner le souci de proximité exprimé à l'échelon local, avec le respect de l'intérêt général et de l'égalité de tous devant les services publics. Une évaluation doit être faite de l'efficacité des services rendus, de leur organisation et de leurs coûts, non pas d'abord en fonction de règles comptables mais en fonction de la satisfaction des besoins.
· Les services publics sont un instrument essentiel de la solidarité sociale, de l'effectivité des droits fondamentaux et la garantie de leur accès pour tous sur l'ensemble du territoire. Et pas n'importe quel instrument: ils opèrent une redistribution non monétaire et collective. Ils sont aussi un instrument de la citoyenneté et donc de la démocratie. Ils constituent un mode d'amélioration du niveau de vie des couches populaires en répondant à des besoins sociaux majeurs. Leur développement, décidé collectivement, contribue aussi à la promotion d'un autre mode de développement. Leur extension est un facteur fort de création d'emplois. Les services publics sont une dimension majeure de la transformation sociale.
· L'appropriation sociale de toute une partie de l'outil économique est nécessaire pour orienter autrement cet outil. Son champ dépasse celui des services publics. C'est bien entendu au débat public de trancher ce qui doit ou non relever de la maîtrise publique. Les modes de contrôle social ne sont pas nécessairement les mêmes selon les secteurs et leur importance stratégique. La question de l'appropriation sociale doit être posée dans l'optique de modifier, pour la détermination de notre destin, le rapport des forces entre le capital et la souveraineté populaire.

Il s'agit de donner à la société les moyens de contrôler et d'orienter son développement. L'appropriation sociale n'est pas une condition suffisante de la transformation sociale; elle en est une condition nécessaire.

5. **Engager des politiques publiques actives, avec des moyens correspondants**

Pour contredire la logique de la main libre aux marchés financiers, il faut agir avec détermination. Plusieurs types d'interventions et de moyens peuvent être combinés dont il convient de débattre:

· L'objectif de politiques économiques publiques (d'investissement, de recherche, d'innovation) doit viser la satisfaction la plus large des besoins sociaux. Ces politiques doivent se mener dans le cadre d'une planification démocratique et viser notamment le maintien des emplois, la diversification des activités et l'économie des ressources non renouvelables.

· Pour contribuer à cet effort, plusieurs sortes d'initiatives publiques peuvent être prises: création de nouveaux services publics (logement, petite enfance, aide aux personnes dépendantes, etc.), initiatives en faveur de services publics européens, soutien à la gestion décentralisée de biens publics comme l'eau, encouragement de l'économie sociale et solidaire qui a besoin d'un statut clairement énoncé.

· La fiscalité doit être réformée, afin d'accroître les ressources et de les orienter vers les dépenses utiles et non vers les placements financiers. Dans ce cadre, s'imposent la revalorisation de l'impôt sur les hautes tranches de revenus, une taxation plus forte du patrimoine et des fortunes, un relèvement de la fiscalité sur les entreprises, sur les profits non réinvestis, sur les transactions financières et la publicité.
A l'inverse, la TVA sera supprimée sur les produits de première nécessité.

· Une telle réforme fiscale permettrait de mobiliser les ressources budgétaires nécessaires. Cela suppose aussi de mettre fin à la logique du Pacte de stabilité qui limite la dépense publique, aussi bien dans chacun des pays qu'au niveau européen. L'harmonisation sociale passe au contraire par une extension des budgets publics à ces deux niveaux.

· Le contrôle des fonds publics sera assuré et démocratisé. Les aides consenties aux entreprises, notamment sous forme de baisses de cotisations sociales, devront dans un premier temps être conditionnées au respect par les entreprises bénéficiaires de normes sociales et d'objectifs chiffrés de créations d'emplois. Leur statut d'exception devrait ensuite être progressivement résorbé.

· Le crédit doit être réorienté, dans une logique publique de développement humain et durable. Un pôle public de crédit sera mis en place de manière à orienter les ressources vers les besoins sociaux prioritaires. L'indépendance accordée aux institutions bancaires, à l'échelle nationale et supranationale, devrait être remise en cause afin qu'elles soient placés sous contrôle démocratique et mis au service des objectifs démocratiquement décidés.
· Les assurances privées se sont vu ouvrir un boulevard, avec les contre-réformes de la santé et des retraites. Elles doivent être réintégrées dans une logique de service public assurant la couverture des risques dont la couverture est obligatoire.
· Par rapport aux entreprises de sabotage financier qu'aurait à subir un programme de transformation sociale, les pouvoirs publics auraient la responsabilité -et la capacité- de prendre toutes les mesures de contrôle des capitaux, nécessaires pour contrer les fuites de capitaux et les délocalisations sauvages.

6. Un renouveau démocratique

Dans la reconstruction que nous proposons, la dynamique démocratique n'est pas un supplément d'âme. C'est une rupture démocratique que nous entendons promouvoir. Face aux choix dictés par une minorité qui détient tous les leviers de commande, il faut mettre la souveraineté populaire au centre de notre projet démocratique.
· Cela passe par la mise en place d'une autre République, d'une Sixième République instaurant un nouveau système politique, d'une République démocratique et sociale, représentative et participative, laïque et émancipatrice. Elle ne doit pas être décidée "par en haut": son architecture devra faire l'objet d'un vaste débat national, suivi de l'élection au suffrage universel d'une Constituante, puis d'un vote par référendum.
· Elle implique d'abord la remise en cause de la monarchie présidentielle induite par l'élection du chef de l'État au suffrage universel, la subordination de l'Exécutif à l'Assemblée, la généralisation de la proportionnelle, la suppression du Sénat actuel, la désignation par le suffrage populaire des instances décisionnelles, la limitation drastique des autorités prétendues indépendantes qui échappent à la souveraineté populaire.
· La souveraineté populaire sera également renforcée par la parité, ainsi que par le non-cumul et la limitation des mandats dans le temps. Un statut de l'élu lui garantissant ses droits sociaux et professionnels en fin de mandat sera en revanche créé.

· L’égalité de tous sur le territoire sera restauré: la nécessaire décentralisation ne doit être ni le cheval de Troie des inégalités sociales, fiscales et autres, ni le cadre d’une nouvelle féodalisation des territoires et des pouvoirs. Les lois de décentralisation Raffarin seront abrogées.
· L’exercice de la citoyenneté sera étendu et les pouvoirs directs des citoyens seront considérablement élargis, avec des droits d’initiative et de contrôle; la généralisation de la démocratie participative viendra compléter la démocratie représentative. Le référendum d’initiative populaire sera instauré. Les associations, maillon irremplaçable du tissu social, de la démocratie et de l’éducation populaire, bénéficieront des moyens permettant leur fonctionnement indépendant.
· Dans la perspective d’une démocratie sociale, de nouveaux droits dans l’entreprise doivent établir en tout domaine la possibilité d’intervention des salariés, de leurs institutions et de leurs organisations. Cela passe notamment par l’extension des droits du Comité d’entreprise, avec notamment l’instauration d’un droit de veto sur toute disposition contrevenant aux droits fondamentaux des salariés, et son obligation dans les entreprises de moins de 50 salariés. Le code du travail devra intégrer le meilleur des conventions collectives de branche et des accords d’entreprise pour faire converger par le haut les droits des travailleurs.
· L’extension des droits démocratiques aux résidents étrangers, immédiatement aux élections locales, comme pour tous les citoyens européens, et aux autres élections. Reste à préciser les modalités de ce principe: droit de vote et donc de citoyenneté donné tout simplement aux résidents, ou large extension de l’acquisition de la nationalité.
· Le droit à l’information, le pluralisme des courants d’opinion, la diversité des composantes du peuple et le débat contradictoire doivent être garantis grâce à un service public de l’audiovisuel démocratisé, mieux financé par l’accroissement des ressources publiques, et grâce à l’essor de média associatifs libérés des contraintes publicitaires.
· On ne peut dissocier la question de la démocratie en France de celle de la construction d’une Union Européenne qui est souvent un moyen de s’abstraire de tout contrôle populaire.
Devra notamment être garanti dans notre constitution le droit imprescriptible du peuple de refuser une loi ou des règles européennes au moyen du suffrage universel direct.

7. **Un nouveau type de développement**

La logique du libéralisme est par nature gaspilleuse et prédatrice. À sa place, il convient de mettre en oeuvre une conception radicalement différente du développement: économe en ressources naturelles, écologique, respectueuse de l'environnement, centrée sur le développement des capacités humaines et le respect de la diversité culturelle.

· L'objectif de la vie économique ne doit pas être la croissance pour elle-même mais l'utilité sociale des activités et des productions. Il faut mettre en place à tous les niveaux de nouveaux indicateurs de développement humain, centrés sur la satisfaction des besoins sociaux, sur le modèle des travaux du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), et ne pas en rester aux actuels indicateurs de croissance comme le PIB.

· Un véritable service public de l'environnement doit être constitué pour assurer l'accès de tous aux biens communs et protéger les ressources naturelles vitales. Il devra permettre en particulier le retour à la gestion publique de l'eau et des déchets.

· La lutte contre les pollutions doit faire l'objet de mesures contraignantes. Nous refusons le principe des "droits à polluer" qui exonèrent les entreprises de leurs responsabilités en la matière.

· Une logique publique de réduction des pollutions doit guider une politique des transports visant à réduire nettement le transport routier de marchandises, à développer les transports publics de voyageurs et le ferroutage. Il faut remettre en cause l'utilisation de la voiture en centre-ville et le tout-camion pour le transport de marchandises. Dans ces domaines, une logique de service public est la seule à même de contredire la concurrence, qui pénalise les transports ferroviaires et fluviaux.

· En matière énergétique, des choix nouveaux doivent s'imposer autour des principes suivants: économies d'énergie, diversification des sources et promotion des énergies renouvelables; développement des conditions de transparence et de sécurité; contrôle démocratique étendu; respect strict du principe de la maîtrise publique. La constitution d'un pôle public de l'énergie en sera l'outil. Sortie progressive du nucléaire ou maintien d'un nucléaire sécurisé et public, le débat est ouvert. Un contrôle indépendant doit permettre d'assurer la transparence du dossier. Un débat citoyen sur l'avenir du nucléaire sera conduit, de l'information jusqu'à à la prise de décision.

· Il est temps d'en finir avec les bonnes résolutions sans lendemain et de faire de la lutte contre le changement climatique une vraie priorité.

La création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, dont les décisions prévaudraient notamment sur les normes commerciales, en sera la garante. La politique des transports doit être réorientée au niveau européen en tenant compte de cet objectif, à travers une harmonisation fiscale et sociale vers le haut du transport routier. Un programme national d'économies massives d'énergie dans les logements et de développement des énergies renouvelables devra remplacer l'inefficace "Plan climat" adopté par le gouvernement Raffarin.

· Nous devons agir pour le maintien de la diversité biologique. La publication d'un diagnostic régulier des espèces en voie de disparition, des sites gravement pollués et des milieux biologiques menacés devra être rendue obligatoire.

· Il faut mettre un terme à l'action des firmes qui imposent la culture des OGM au mépris de la volonté des peuples et du principe de précaution, et avec pour seul souci la soumission des agriculteurs aux semenciers. Les cultures d'OGM en plein champ doivent être interdites, de même que le développement d'OGM à finalité alimentaire. Dans le même ordre d'idée, il faudra refuser clairement toute brevetabilité du vivant. Par respect du principe de la souveraineté alimentaire, la politique agricole doit remettre en cause les subventions à l'exportation qui déstabilisent les agricultures du Sud. Cela suppose d'organiser les relations commerciales internationales sur d'autres bases que celles de la concurrence généralisée. Les revenus agricoles seront revalorisés, sans pénaliser le consommateur final, en agissant sur les filières de distribution.

8. **Une autre Europe dans un autre monde**

L'Europe constitue pour nous, collectifs du 29 mai, un enjeu particulièrement décisif: la signature de la France devra être définitivement retirée au bas du TCE. Nous proposons que l'Union européenne abolisse la primauté donnée au principe du respect l'économie de marché, où la concurrence est libre et non faussée. Les traités actuels qui régissent l'Union seront abrogés et remplacés par de nouveaux textes fondateurs. Un processus démocratique et populaire pourvoira à ce remplacement. Sa méthode (processus constituant, renégociation des traités…) doit être débattue.

· L'Europe que nous voulons sera une Europe sociale, qui intègrera les conventions démocratiques et sociales internationales existantes, énoncera et concrétisera les droits sociaux fondamentaux, respectera le principe de non-régression et instituera un droit social européen contre les logiques de concurrence et de dumping. Des normes de salaire minimum, de minima sociaux et de droits sociaux fondamentaux, seront fixées selon des modalités permettant la convergence par le haut. Un budget communautaire conséquent et une harmonisation des fiscalités du capital conforteront ces évolutions sociales.

· L'Europe que nous voulons sera celle de l'emploi, en coordonnant la lutte contre le chômage et la précarité.
À cet effet, le Pacte de stabilité sera dénoncé et il sera mis fin à "l'indépendance" de la Banque Centrale Européenne, dont les statuts et les missions seront révisés. Une réduction simultanée du temps de travail permettra de créer des emplois, tandis que des dispositifs seront instaurés contre les licenciements collectifs et les délocalisations. Une politique coordonnée de croissance socialement utile sera impulsée en matière de grands réseaux transeuropéens de transport et d'énergie, de recherche et développement des technologies nouvelles, de logement, de rénovation urbaine, de transports collectifs.
· L'Europe que nous voulons sera celle des services publics. Les libéralisations en cours seront stoppées et les conséquences sociales des libéralisations passées feront l'objet d'une évaluation publique. La coopération entre les services publics de réseau permettra l'émergence de services publics européens. Ces services doivent trouver une place centrale dans le droit fondamental de l'Union et être placés hors du champ de la concurrence. Cela suppose de les exclure des négociations commerciales internationales type AGCS.
· L'Europe que nous voulons impulsera un nouveau type de développement. Une Charte fixera les ambitions européennes d'un "alterdéveloppement" humain, économe et donc durable. Cela suppose d'agir pour l'expansion du ferroviaire et de la voie d'eau, la sécurité maritime, la lutte contre les inondations, les économies d'énergie et l'essor des énergies alternatives renouvelables, la protection des milieux naturels et l'amélioration des cadres de vie. En matière énergétique, devront primer des choix permettant de promouvoir les économies d'énergie, la diversification des sources et l'énergie alternative renouvelable. La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre fera l'objet d'objectifs et de moyens pour les atteindre. La maîtrise publique de la sécurité en matière d'énergie nucléaire sera affirmée.
· L'Europe que nous voulons sera celle de la relance démocratique. Une nouvelle Charte des droits et libertés sera élaborée démocratiquement et son application sera impérative pour tous les États de l'Union. Les institutions fonctionneront selon le double principe de la souveraineté populaire et de la subsidiarité. Elles reposeront sur une citoyenneté européenne élargie, sur des droits d'initiative citoyenne renforcés, sur un renforcement des pouvoirs du Parlement européen pour réduire les prérogatives de l'Exécutif, et sur une coopération plus solide avec les Parlements nationaux.
· L'Europe que nous voulons sera celle de la solidarité et de la paix. L'Europe annulera la dette des pays du Sud, augmentera son aide au développement et reconnaîtra aux pays du Sud le droit de protéger leur appareil économique.

Elle recherchera d'autres modalités de coopération, hors de tout impérialisme économique, technologique ou culturel. Elle bannira tout soutien et toute intervention militaire au profit de régimes dictatoriaux et autoritaires (Afrique…); elle coopérera avec les sociétés civiles.
Elle agira partout en faveur du désarmement et de la paix, de l'abaissement des budgets militaires et d'un processus de dénucléarisation. Elle se placera en rupture avec la politique agressive développée par les États-Unis, et s'émancipera du cadre de l'OTAN, qui ne doit en aucun cas être tenue pour une institution européenne. Les troupes de pays membres de l'UE intervenant dans ce cadre sur divers théâtres d'opération (Afghanistan, Irak…) doivent être retirées. L'Europe refusera la banalisation et l'emploi de l'arme nucléaire.
· Ainsi conçue, l'Europe sera un levier pour construire une alternative à la mondialisation capitaliste, injuste et belliciste. Elle promouvra une logique de la solidarité qui supplantera l'inégalité croissante qui résulte de la libéralisation effrénée.
Cela suppose de contredire partout les normes édictées par les multinationales, le G8 et les institutions financières internationales. Cela implique, entre autres: de remettre en cause la logique et le mode de fonctionnement de l'OMC; de subordonner les normes commerciales aux normes sociales, sanitaires et environnementales; de lutter contre les paradis fiscaux et judiciaires; d'établir les relations Nord-Sud sur la logique du codéveloppement, ce qui implique en premier lieu que les peuples et les nations redeviennent maîtres de leurs richesses naturelles; d'annuler la dette; de refonder les institutions internationales; d'abonder le fonds de développement culturel à destination des pays du Sud prévu dans la Convention pour la diversité culturelle de l'UNESCO.
En s'engageant en faveur de telles orientations, La France constituera un point d'appui pour tous ceux qui veulent changer l'Europe et le monde. En effet, la mise en oeuvre de ces ambitions ne pourra se faire par de simples négociations diplomatiques, mais par le déploiement d'un mouvement populaire européen susceptible de bousculer les résistances et d'imposer une autre perspective.
L' alter développement doit devenir l'arme contre le libéralisme et l'outil de nouveaux rapports sociaux créant les conditions objectives d'une société autogestionnaire hégémonique .C'est aujourd'hui un espoir immense et une espérance qui ne peut que s'imposer à la raison des futures générations dont nous le savons dés à présent les conditions de vie seront difficile sinon extrêmes .

ANNEXES

LA QUESTION RUSSE ET LA THEORIE DU PROLETARIAT,

2-1-1,- **La Russie contre l'Europe au XIXo siècle.**

2.1.1.1- Dans la première lutte qu'ils livrèrent à propos du " rôle" de la Russie dans la politique européenne, les socialistes marxistes visaient à réfuter l'opinion fausse selon laquelle les conclusions du marxisme historique étaient inapplicables à ce pays. Les déductions sociales que Marx avait tirées de l'étude du premier oapitalisme,l'Angleterre, avaient été généralisées par lui à la France, à l'Allemagne et à l'Amérique en raison de leur portée universelle. L'internationalisme marxiste ne pouvait douter que la même clef permît d'ouvrir la porte qui avait semblé se refermer pour toujours au nez de la société capitaliste avec la défaite des baïonnettes napoléoniennes, retardant d'un siècle tout le développement historique.

2-1-1.2.- Pour la Russie, notre école attendait et préconisait donc, comme pour tous les pays européens, une révolution bourgeoise du type des grandes révolutions anglaise et française. En 1848, celle-ci vint ébranler toute l'Europe. Pour Marx, la Russie des tsars assumait la fonction de citadelle de la réaction européenne anti-libérale et anti-capitaliste. C'est pourquoi la destruction du mode de production féodal y fut prévue, attendue , revendiquée, Jusqu'en 1871, l'appréciation marxiste de toutes les guerres nationales qui se succèderont en Europe sera fonction de leur capacité à entrainer un désastre pour Pétersbourg, Cela fit accuser Marx de pangermanisme anti-russe, mais s'il souhaitait la défaite du tsarisme, c'est parce que son maintien constituait un obstacle non seulement à la révolution bourgeoise, oomme nous avons vu, mais à une ultérieure révolution ouvrière en Europe, En conséquence, la première Internationale ouvrière accorda son plein appui aux mouvements des nationalités opprimées par le tsar, comme en témoigne l'exemple classique de la Pologne,

2-1-1-3,- La doctrine historique de l'école marxiste considère comme close en 1871, én Europe, la période de l'appui socialiste aux guerres de systématisation nationale en Etats modernes, aux luttes internes de la révolution libérale et aux renaissances nationales, A cette date, l'obstacle russe se dresse toujours à l'horizon. *A* moins d'être abattu1 il barrera la route à toutes les insurrections ouvrières dressée contre « la confédération des armées européennes» envoyant les cosaques défendre non plus de Saints Empires, mais les démocraties parlementaires auxquelles le développement occidental aura abouti.

2-1-1-4,- Très vite, le marxisme s'occupe des questions sociales de Russie. Il étudie sa structure économique et le développement des antagonismes de classe. Cela ne l'empêche nullement de rechercher le cycle des révolutions socia1es en tenant compte des rapports de force internationaux;car la gigantesque construction de Marx a mis en évidence que les conditions de la révolution résident dans une maturité de la structure sociale (dont les étapes du cycle révolutionnaire dépendent) qui se manifeste justement à l'échelle intérnationale. Tout de suite donc une question se pose : n'est-il pas possible d'abréger le développement historique qui, en Russie, n'en est pas encore arrivé au stade atteint dès le début du XIXo siècle ou dès 1848 dans le reste de l'Europe ? Nous avons deux réponses de Marx à ce problème ; la première en 1877, dans une lettre à un périodique, la seconde en 1882, dans la préface à la traduction russe du Manifeste Communiste due à Vera Zassoulitch.
La Russie pourra-t-elle sauter par dessus le mode de production capitaliste? La première réponse est en partie positive Oui? si. la révolution russe donne le signal.à une révolution ouvrière en Occident de façon que l' une complète l'autre.!! Mais la seconde réponse déclare que cette occasion était déjà perdue,
Elle se réfère à la réforme agraire bourgeoise de 1861 l'abolition de la servitude de la glèbe - qui provoqua la dissolution finale du communisme primitif de village. Bakounine - férocement stigmatisé par Marx et Engels - en avait fait l'apologie :
« **Si la Russie suit la voie qu'elle a prise après 1861 elle perdra la plus belle occasion de sauter par-dessus toutes les alternatives fatales du régime capitaliste que l'histoire ait jamais offerte à un peuple. Comme tous les autres pays, elle devra subir les lois inexorables de ce systèm**e.»
Voilà tout concluait brutalement Marx. C'était tout : la révolution prolétarienne ayant manqué et ayant été trahie en Europe la Russie d'aujourd'hui est tombée dans la barbarie capitaliste. Des écrits d'Engels sur le mir communiste russe montre que dès 1875 et à plus forte raison en 1894 le mode capitaliste de production a gagné la partie : désormais,il domine non seulement sur les villes, mais dans certaines régions de la campagne russe? et ceci sous le pouvoir tsariste,
- En Russie, l'industrie capitaliste a surgi grâce à des investissements directs de l'Ftat plutôt Que d'une accumulation primitive, Avec elle? Il est le prolétariat urbain et le parti ouvrier marxiste qui apparaissent.

Tout comme les premiers marxistes dans l'Allemagne d'avant 1848 ce Parti est placé devant le problème d'une double révolution, Sa ligne théorique, représentée tout d'abord par Plékhanov? puis par Lénine et les Bolchéviks) est en pleine harmonie avec celle du marxisme européen et international, surtout dans la question agraire, qui est en :Russie de première importance.
Cette double révolution, quelle sera la contribution des classes rurales? les serfs et des paysans misérables bien que juridiquement émancipés dont les conditions de vie ont empiré par rapport à celles qu'ils connaissaient dans le féodalisme pur? Partout, serfs et petits paysans ont historiquement soutenu les révolutions bourgeoises? et ils se sont toujours insurgés contre les privilèges de la noblesse terrienne. En Russie le mode féodal présente cette originalité de n'être pas centrifuge comme cela avait été le cas en Europe et surtout en Allemagne : pouvoir d'Etat et armée nationale y sont en effet centra1isés depuis des siècles. Historiquement, et jusqu'au XIX° siècle. Cette condition est progressive, non seulement, sous l'aspect politique et historique (c'est-à-dire en ce qui concerne<Les origines de l'armée,de la monarchie et de l'Etat(importés du dehors), mais aussi sous l'aspect social. L'Etat,la Couronne((et certaines communautés religieuses non moins centralisées) possèdent plus de terre et de serfs que la noblesse terrienne:de là la définition de féodalisme d'Etat appliqué à la Russie . Un tel féodalisme s'était montré capable de resister au choc des armées démocratiques françaises,pendant de longues années .Marx alla jusqu'à en appeler à des armées européennes ,turques et allemandes pour le détruire.
En substance: la voie du féodalisme d'Etat au capitalisme d'Etat a été moins longue en Russie qu'en Europe celle du féodalisme moléculaire aux Etats bourgeois centralisés, et du premier capitalisme autonomiste au capitalisme concentré et impérialiste.

2-1-2.- **Les perspectives de disparition du dernier féodalisme.**

2.1.2.1.- Ces formes sociales séculaires expliquent qu'une classe bourgeoise d'une puissance comparable à celle d'Europe ne se soit jamais formée en Russie. En conséquence, la greffe de la révolution prolétarienne sur la révolution bourgeoise que les marxistes attendaient y apparaissaient encore plus difficile que dans l'allemagne de 1848.
A la différence de ce qui s'était passé en Angleterre, la tradition révolutionnaire allemande s'était tout entière épuisée dans la réforme religieuse. constatant sa carence au XIXo siècle, Engels tournait son attention vers les paysans dont il retraça la guerre historique de 1525 la terrible défaite, due à la lâcheté de la bourgeoisie urbaine, du clergé réformé et aussi de la petite noblesse.

En Russie (où une petite noblesse et un clergé rebelles faisaient également défaut), la classe paysanne pouvait-elle jouer le rôle de substitut de la classe bourgeoise politiquement absente? Tel fut le premier point sur lequel les marxistes entrèrent théoriquement et pratiquement en lutte contre tous les autres partis. Selon la formule de nos adversaires? la révolution russe ne devait être ni bourgeoise, ni prolétarienne, mais paysanne. Nous avons défini la révolution paysanne seulement comme une figure complémentaire (controfigura) de la révolution bourgeoise citadine.
Le marxisme durant 100 ans de polémiques et de guerres de classe - a refusé la perspective monstrueuse d'un « socialisme paysan» qui serait engendré par un mouvement des petits cultivateurs - en vue d'un partage utopiquement égalitaire des terres - parvenant pour ce faire à contrôler l'Etat. Ils réalisèrent cela - selon cette doctrine - mieux que la bourgeoisie impuissante et que le nouveau prolétariat dont on ne soupçonnait pas la terrible énergie? découlant de son existence en tant que section du prolétariat européen. La bourgeoisie naît nationale et ne se transmet pas d'énergie par-dessus les frontières, Le prolétariat naît international et comme classe, il est présent dans toutes les révolutions «étrangères». La paysannerie n'arrive même pas au niveau national.
C'est sur ces bases que Lénine édifia la doctrine marxiste de la révolution russe dont,écartant la bourgeoisie indigène et la paysannerie, il désignait le prolétariat comme protagoniste.
Le développement de tout ce qui précéde a été fait-de façon documentaire-dans notre travail : Russie et révolution dans la théorie marxiste.(Cf. " il Programma Comunista du n° 21 de 1954 au n° 8 de 1955).
2-1-2-2- **Les grandes questions de la révolution russe étaient au nombre de deux : la question agraire et la question politique.**
Dans la première ,les populistes et les socialistes révolutionnaires étaient partisans du partage des terres; les mencheviks de leur municipalisation, les bolcheviks de leur nationalisation. Autant de postulats - selon Lénine lui-même - d'une révolution non pas socialiste mais «bourgeoise démocratique»
La troisième position était pourtant la plus avancée, parce qu'elle créait les conditions les meilleures pour un communisme prolétarien.
Nous nous limitons à citer - à nouveau - «Deux tactiques»: L'idée de la nationalisation de la terre est donc une catégorie de la société mercantile et capitaliste. Dans la Russie actuelle? seule la partie de l'agriculture organisée en sovkhoses est nationalisée? et c'est la plus petite. 1e reste n'est même pas arrivé à ce niveau.
En ce qui concerne le pouvoir les Menchéviks sont partisans de laisser la bourgeoisie s'en saisir et de passer alors à l'opposition : en 1917, ils collaboreront au gouvernement avec les bourgeois.

Les populistes sont pour un illusoire gouvernement paysan avec Kérensky ils feront la même fin que les précédents.
Les bolcheviks sont pour la prise du pouvoir et une dictature démocratique du prolétariat et des paysanss. Les paroles suivantes de Lénine expliquent **l'adjectif** «démocratique» et le substantif «paysan».
«**Cette victoire ne fera nullement de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste.**
«Non seulement les transformations qui sont devenues une nécessité en Russie n'impliquent pas l'écroulement du capitalisme mais elles débarassent effectivement le terrain pour son développement large et rapide(?) à l'européenne et non plus à l'asiatique.
«Cette victoire nous aidera à soulever l'Europe, et après avoir rejeté le joug de la bourgeoisie, le prolétariat socialiste d'Europe nous aidera à faire la révolution socialiste»
Que faire, alors, des alliés paysans? La réponse de Lénine est claire.Marx avait déjà dit que les paysans sont les alliés naturels de la bourgeoisie. Lénine écrit :
«Dans la véritable lutte, dans la lutte décisive pour le socialisme les paysans, comme classe de propriétaires terriens, auront la même fonction de trahison et montreront la même inconstance qu'aujourd'hui la bourgeoisie pour la démocratie.»
A la fin du travail cité (n°8.1955) nous avons montré comment Lénine soutenait sa formule : Prise du pouvoir et dictature dans la révolution bourgeoise contre la bourgeoisie elle-même avec l'appui des seuls paysans. Il la soutenait de ce double point de vue; pour arriver à la révolution proléta-rienne en Furope, condition sans laquelle le sbcialisme ne pourrait vaincre en Russie; pour éviter la restauration du tsarisme qui aurait repris son rôle de garde blanche de l'Europe.

2-1-3.- **L'inoubliable *épopée* russe de la révolution prolétarienne mondiale.**

2-1-3-1.- Marx avait prévu la guerre entre l'Allemagne et une alliance franco-slave. En 1914 elle éclate. Comme il l'avait prophétisé,la révolution Russe naît des revers militaires du tsar.
La Russie était alors alliée aux puissances démocratiques , France, Angleterre et Italie. Aux yeux des capitalistes~ des démocrates et des sociaux-traîtres qui avaient adhéré à la cause la guerre anti-allemande, le tsar était devenu un ennemi à abattre parce qu'ils le jugeaient incapable de conduire la guerre ou le soupçonnaient de se préparer en seoret à une allianoe avec les Allemands.

Aussi la première révolution~ en février 1917~ fut-elle accueillie par les applaudissements unanimes des patriotes, démocrates ou socialistes, qui l'attribuaient non tant à la lassitude des masses; en particulier des soldats, qu'aux habiles manoeuvres des ambassades alliées.
Bien que n'ayant pas, en majorité, adhéré à la guerre, les socialistes de droite s'orientèrent tout de suite vers un gouvernement provisoire qui devait continuer celle-ci en accord avec les puissances étrangères. C'est sur cette base qu'ils conclurent le compromis avec les partis bourgeois.
Avec hésitation tout d'abord, mais de toutes ses forces après le retour de Lénine et des autres chefs de 1917 en Russie, et le ralliement de Trotsky, le parti bolchevik se prépara à renverser ce gouvernement soutenu par les menchéviks et les populistes.
Dans notre exposé sur la « structure économique et sooiale de la Russie d'aujourd'hui» - particulièrement dans la première partie, nous avons exposé à l'aide de documents le déroulement historique qui conduit en Octobre - dont on célèbre aujourd'hui le quarantième anniversaire - à la seconde révolution.
Nous avons confronté la lutte pour le pouvoir en 1917 aux questions doctrinales qui avaient surgi auparavant dans la vie du parti.
2.1.3-2.- La conquête du pouvoir par le Parti communiste résulta de la défaite de tous les autres partis, tant" ouvriers ct paysans" que bourgeois(qui s'obstinaient à continuer la guerre aux côtés des Alliés) dans la guerre civile, Cette conquête fut complétée par la victoire sur ces partis dans le soviet pan-russe, qui parachevait celle dans la rue obtenue sur eux et leurs alliés d'en dehors du soviet - par la dispersion de l'Assemblée Constituante convoquée par le gouvernement provisoire - par la rupture des bolcheviks avec l'ultime allié le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, partisans de la guerre sainte contre les Allemands et qui avaient une forte influence dans les campagnes.
Ce bond gigantesque n'alla pas sans des luttes graves à l'intérieur du parti lui-même.
Historiquement il ne se termina qu'après quatre ans environ d'une terrible guerre intérieure~ avec la défaite des armées contre-révolutionnaires qui comprenaient à la fois les forces de la noblesse féodale et monarchique, celles Qu'avant et après la paix de Brest-Litovsk de 1918 l'Allemagne avait suscitées contre la révolution, enfin, celles que les puissances démocratiques avaient mobilisées à grand renforts parmi lesquelles l'armée polonaise.
Pendant ce temps? il n'y eut en Europe qu'une série de tentatives malheureuses de prise du pouvoir par la classe ouvrière ardemment solidaire de la révolution russe. En substance, la défaite des communistes allemands en janvier 19191 après la débâcle militaire du pays et la chute du Kaiser fut décisive.

Ce fut là la première rupture grave dans le déroulement historique prévu par Lénine, qui jusque-là s'était magnifiquement vérifié, surtout dans l'acceptation de la paix de mars 1918 par les bolcheviks, solution décisive que la démocratie mondiale qualifia stupidement de trahison.
L'histoire des années suivantes confirma qu'il ne fallait pas compter sur l'aide d'un prolétariat européen victorieux à l'économie russe tombée dans une désorganisation effrayante, Les bolchevikl n'en continuèrent pas moins à défendre le pouvoir en Russie, et le sauvèrent~ mais il n'était désormais plus possible de régler la question économique et sociale de la Russie selon la prévision de tous les marxistes, c'est-à-dire en soumettant les forces productives surabondantes de l'Europe (elles le restaient même après la guerre) à la dictature du parti communiste international.
2 1,3,3, - Lénine avait toujours exclu - et il l'exclut jusqu'à sa mort,ainsi que les marxistes-bolcheviks authentiques - que la société russe puisse prendre des caractères socialistes si la révolution russe ne se répercutait pas en Europe, et si donc l'économie y restait capitaliste. Cela ne l'empécha pas de toujours soutenir qu'en Russie le parti prolétarien soutenu par les paysans devait prendre le pouvoir, et le garder, sous une forme dictatoriale.
Deux questions historiques se posent, Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, créa un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, dès lors que cos victoires ne se sont pas produites? La seconde question concerne la durée concevable pour une telle situation et s'il n'y avait pns une autre issue que la contre-révolution politique franche, le retour au pouvoir d'une bourgeoisie nationale à visage découvert.
Pour nous, la révolution d'Octobre fut socialiste, Quant à l'issue opposée à la contre-révolution armée (qui ne se produisit pas) elle n'était pas unique, mais double :
-ou l'appareil du pouvoir(Etat et parti) dégénérait en s'adaptant politiquement à l'administration de formes capitalistes, c'est-à-dire en renonçant ouvertement à attendre la révolution mondiale(c'est ce qui s'est passé)
-ou bien le parti marxiste se maintenait au pouvoir pendant longtemps , et s'engageait à soutenir la lutte prolétarienne révolutionnaire dans tous les pays étrangers, tout en reconnaissant, avec le même courage que Lénine, que les formes sociales restaient, à l'intérieur, largement capitalistes, et même pré-capitalistes,
Nous examinerons tout d'abord la première question, la seconde étant liée à l'examen de la structure sociale de la Russie actuelle, faussement présentée comme socialiste,

2.1,3-4,- Tout d'abord, on ne doit pas considérer la Révolution d'Octobre sous l'angle de la transformation , ni immédiate, ni même très rapide, des formes de production et de la structure économique , mais comme une phase de la lutte politique internationale du prolétariat, Elle présente en effet une série de caractères qui sortent totalement des limites d'une révolution nationale et purement anti-féodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.
a) Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale avait un caractère impérialiste « même pour la Russie» et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme, tout comme dans la guerre russo-japonaise qui avait provoqué les luttes de 1905.
Ce défaitisme avait donc les mêmes raisons que dans les autres pays , où les partis socialistes avaient également le devoir de le pratiquer; il ne dépendait pas du fait que l'Etat russe n'était pas démocratique. Le développement du capitalisme et de l'industrie en Russie ne suffisait pas à fournir une base au socialisme, mais il suffisait à donner un caractère impérialiste à la guerre. Les traîtres qui avaient épousé la cause des brigands impérialistes sous le prétexte de défendre la démocratie « en général» (ici contre le danger allemand, là contre le danger russe) condamnèrent les bolcheviks ,pour avoir mis fin à la guerre et liquidé les alliances militaires ,et ils cherchèrent à poignarder la Révolution d' Octobre. C'est contre eux, contre la guerre, contre l'impérialisme mondial qu' Octobre vainquit : ce fut là une victoire purement prolétarienne et communiste.
b) En triomphant des attentats de ces traîtres, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution, et il restaura la doctrine marxiste dont ils avaient comploté la ruine. La voie de la victoire sur la bourgeoisie, il la définit pour toutes les nations emploi de la violence et de la terreur révolutionnaire – rejet des"garanties démocratiques" - application illimitée de la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste, concept essentiel du marxisme, Ainsi, il abandonnait pour toujours à leur imbécilité ceux qui, dans la dictature, voyaient le pouvoir d'un homme, et presqu' autant ceux qui, redoutant la tyrannie au même titre que les démocrates bourgeois, n'admettaient que la dictature d'une classe amorphe, non constituée en parti politique comme le posent au contraire les textes séculaires du marxisme.
c) Depuis, la classe ouvrière s'est souvent présentée sur la scène politique (ou pis, parlementaire) fictivement divisée en plusieurs partis :jamais la leçon d'Octobre, montrant que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total de l'unique parti prolétarien, n'a été démentie.

L'importance de ces trois points réside dans le fait que c'est peut-être justement en Russie, en raison de la survivance d'un despotisme médiéval, qu' une exception par rapport aux pays bourgeois avancés aurait pu s'expliquer.
Or c'est au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme (dont à aucun moment, ni dans la pensée ni dans l'action, Lénine non plus que son admirable parii bolchevik ne s'écarièront) que la révolution russe emprunta, que les révolutionnaires russes martelèrent? à la terreur ou à l'enthousiasme du monde,
C'est ignoble que ces noms soient aujourd'hui exploités par ceux qui , honteux de ces gloires qu' ils feignent théatralement de vouloir célébrer demandent des excuses pour ces voies que la russie a dû prendre, en raison de circonstances et de conditions locales. Des gens qui - comme si telle était leur mission, comme s'ils en avaient seulement le pouvoir! promettent de faire parvenir les autres pays au socialisme par d'autres voies, différentes selon les nations, que leur trahison et leur infamie pavent de tous les matériaux fangeux que l'opportunisme est capable. de pétrir : liberté, démocratie, pacifisme, coexistence, émulation!
Pour Lénine ,la révolution occidentale était l' oxygène dont le socialisme avait besoin en Russie, Pour ces gens-là, qui le 7 novembre défilent devant son mausolée stupide, l'oxygène est que le capitalisme fructifie et prospère dans le reste du monde, pour pouvoir coexister *et* marcher avec lui.

SOCIALISME OU BARBARIE INVARIANCE 6 Rue simon Bolivar 1°trimestre 1969
voir aussi «écrits sur le tsarisme et la commune russe» K. Marx,F.Engels cahiers de l'I.S.E.A N°7
JUILLET 1969 Librairie Droz

ANNEXE II

La révolution chinoise

La révolution chinoise en identifiant l'origine profonde des processus dégénératifs des sociétés socialistes européennes, a misé sur le refus des "deux étapes" dans la construction du socialisme et sur une accélération parallèle des transfornations structurales et politiques: elle attaque les rapports et le mode de production, accentue l'égalité, critique la hiérarchie produite par la division sociale du travail, nie la prétendue objectivité du développement et la prétendue neutralité de la science et de la technique. Elle refuse le modèle d' accumulation des autres Pays socialistes, fondé sur la prédoninence de l'industrie et sur l'imposition des paysans, pour rechercher un développement global.
L'unification de ce processus est garantie par la radicalisation des rapports sociaux, la gestion collective par le bas, la tendance à fondre les processus de production et de formation (ville-campagne, industrie-agriculture, travail nanuel et intellectuel).
Tout le système politico-bureaucratique a été attaqué par le recours permanent à la lutte de masse, la réaffirnation de la dictature prolétarienne pendant toute la période de transition, la décomposition et recomposition du parti dans le feu de l'affrontement.
La portée révolutionnaire de ce choix est à la racine du heurt avec l'U.R.S.S. et de la nouvelle phase de lutte des classes, au sein du peuple et du parti, ouverte par la"révolution culturelle prolétarienne"

o Cette rupture éclaire les choix internationaux du communisme chinois , la valeur de ses propositions aux pays opprimés, l'appui qu'il offre à la révolution dans les pays capitalistes développés.

- **a)** sur le terrain international, il refuse le partage du monde entre les Surpuissances, dénonce une coexistence fondée sur le status quo, met
- **b)** l'accent sur le caractère direct et mortel du choc entre impérialisme et socialisme, c'est-à-dire refuse toute stabilisation, fait appel aux forces révolutionnaires du monde entier et accentue le caractère subjectif et direct du processus révolutionnaire contre toute délégation et leadership de camp; ce qui signifie aujourd'hui, avant tout au Vietnam, l'intensification et l'extension de la guerre populaire anti-impérialiste contre la thèse soviétique de la négociation et du compromis.
- **c)** dans les pays sous-développés, il dénonce l'impossibilité expérimentée pour les pays arriérés de résoudre leur sous-développement autrement que par un choix révolutionnaire fondé sur la guerre populaire.

d) La position chinoise s'écarte ainsi de la politique de non-alignement (qu'elle a autrefois soutenue) et de la volonté de coexistence des partis réformistes, mais également de ces avant-gardes qui donnent le pas (comme dans certaines formes de la guérilla américaine) au moment militaire sur le moment politique.

c) pour les pays fortement industrialisés, elle refuse le développement graduel, prône un bouleversement global du système,la nécessité d' une destruction et d'une reconstruction ininterrompues de l'alternative, de la maturité historique du communisme;autant de questions qui,dans un contexte différent excluant toute imitation infantile,sont au centre du processus de crise générale du capitalisme et des nouveaux caractères de la lutte sociale en Occident.

Par ses caractères, la révolution chinoise,le maoisme,stimule un internationalisme de type nouveau.

La Chine ne confie pas sa survie et les développements futurs de la révolution mondiale à la réouverture d'une contradiction (en dernière analyse une guerre entre les puissances impérialistes ou social-impérialistes, ni à son propre développement comme état entre les états, armée entre les armées, économie entre les économies.

Elle se fie plutôt à la cohérence et à la richesse de sa propre croissance révolutionnaire, et à la croissance autonome et parallèle de l'initiative révolutionnaire des autres secteurs du monde.

L'internationalisme ainsi défini n'est pas le retranchement défensif du socialisme d'un seul pays, ni la reconstitution d'un groupe discipliné autour d'un modèle d'Etat, mais un internationalisme dans lequel chacun «marche sur ses deux jambes», en affrontant dans un esprit créateur les problèmes de sa propre société et de sa propre lutte, et dans lequel l'unité est le produit d'une inspiration commune et de la nature spécifique de chaque processus révolutionnaire.

Cette unité trouve sa base objective dans la convergence des problèmes de tous les pays du monde autour d'un thème unique: celui de la construction, dans les délais et sous des formes différents, d'une société communiste. Cette thématique naît aujourd 'hui de la réalité, non d 'un choix idéologique; du fait qu'il n'existe pas une"voie capitaliste" à l'industrialisation pour les pays d'Asie et d'Afrique, qu'il n'existe pas une voie "thermidorienne" de développenent des sociétés de l'Europe de l'Est, non plus qu'une voie réformiste d'expansion civile dans les pays de capitalisme avancé. C'est en cela que réside la valeur générale de la proposition émise par la révolution culturelle, qui a rallié, partant de contenus divers, d'autres formations du regroupement révolutionnaire mondial.

La révolution chinoise a elle-même besoin de ces multiples initiatives autonomes.

La pensée maoiste accorde une importance particulière au caractère instable et précaire du processus révolutionnaire, même lorsque la révolution est victorieuse et qu'elle détient le pouvoir. L'avenir ne peut être garanti que par la rupture de l'encerclement et la contribution d'autres peuples et d'autres traditions à l'extension du processus révolutionnaire mondial.
Dans un tel cadre, la lutte des classes dans les pays à capitalisme avancé reprend une valeur primordiale. Non pas ,qu'il faille adopter une idée absurdement eurocentrique ; au COntraire, si l' on conprcnd le caractère unitaire du systène capitaliste de domination, on voit l'impossibilité de séparer la révolution "dans les points culminants" de celle des régions arriérées.
Sans une relance de la révolution en Occident, on ne peut empêcher avec certitude l'impérialiste, sa logique de violence, de chercher un débouché catastrophique, ni les sur-puissances d'imposer au monde un joug écrasant.
Si l'on n'utilise pas de façon révolutionnaire les énormes ressources économiques et scientifiques accumulées par les pays industriels, on ne peut affronter les problèmes du sous-développement mondial et soutenir les révolutions nationales.
Et les grands problèmes de l'édification du communisme resteraient sans réponse là justement où les conditions historiques sont les plus mûres et permettent la solution la plus complète et définitive.
On serait mal fondé de penser que la révolution en Occident est gênée par le contexte mondial en ce sens que le prolétariat occidental jouirait d'une position privilégiée et participerait aux mécanisnes de l'exploitation impérialiste.. Aujourd'hui la situation est différente: l'exploitation impérialiste alimente de façon marginale le soi-disant «bien être» des pays développés.et le sous-développement mondiale n'est pas essentiellement le produit d'un transfert de richesses d'une aire à l'autre. Au contraire, l'exploitation des pays arriérés est vitale pour l'impérialisne, dans la mesure où elle alimente les mécanismes internes et internationaux d'auto-reproduction de son système économique, et paralyse le développement des pays arriérés en désagrégeant leur structure économique et en conditionnant leur structure politique. C'est le même mécanisne qui opprime les peuples Occidentaux; les raisons de révolte sont les mêmes pour les masses exploitées de l'une et de l'autre aire.
La liquidation de ce mécanisme global, de son modèle technologique de production et de civilisation? permettrait dans les deux zones une libération de forces productives et un contrôle de l'orientation du développement, garantie d'un progrès simultané :

Il suffit de penser aux ressources figées dans le réarmement mondial ou à la direction absurde que donne le capitalisme à la recherche scientifique, pour saisir le lien non pas solidaire, mais objectif et matériel, qui unit le prolétariat d'Occident aux peuples des zones arriérées.
A la seule condition d'engager en Commun une lutte révolutionnaire, car sans un processus révolutionnaire, les "aides" n'alimentent que le gaspillage des classes privilégiées dans les pays exploités, et les surprofits des monopoles internationaux, la politique de désarmement met en danger la stabilité de l'emploi, et la suppression des consommations d'opulence ne correspond pas à une satisfaction différente des besoins. C'est pourquoi, aucune de ces politiques n'est jamais parvenue à obtonir l'appui populaire dans les pays où elle a été tentée et encore moins à alimenter une force internationaliste chez le prolétariat d'Occident.
Ce tableau de la situation mondiale signifie en conclusion pour le prolétariat et la gauche italienne que:
a) le développement de la révolution en Occident, la contestation du pouvoir capitaliste à l'intérieur de ses places-fortes, a des termes précis et une valeur décisive. Il n'existe dans le monde ni l'espace ni les forces capables de garantir un développement pacifique et une stabilisation démocratique ;la crise tend à s'aggraver, et s'enfermer dans des horizons bornés ou renvoyer la lutte à plus tard, c'est se laisser emporter par la dégénérescence totale du cadre international.
b) le développement de la révolution on Occident suppose un nouveau regroupement international des forces anticapitalistes. Faire référence à un "camp socialiste qui comprendrait l'Union Soviétique, la Chine et Cùba, c'est construire sa politique sur une anbiguïté paralysante. Il n'est évidemment pas question d'ignorer les contradictions existant entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, dans leur politique de puissance, ni les différences qui distinguent encore deux types de société de classe et répressive. Mais on ne peut plus considérer l'U.R.S.S. comme une force engagée dans le regroupement révolutionnaire, et il faut contester ses choix internes et internationaux**.Le protagoniste du mouvement anticapitaliste, ç'est la révolution chinoise.**
c) Le mouvement révolutionnaire d'Occident - et particuliérement en Italie - peut aujourd'hui compter sur la crise drs équilibres mondiaux et sur la maturation de forces neuves dans tous les secteurs. Le conditionnement des rapports de force apparaît toujours pesant pour la révolution italienne, mais il existe des ouvertures, et de nouveaux terrains d'action.
On peut surtout penser avec raison qu'un développement de la lutte anticapitaliste en Italie agira Comme un multiplicateur rapide sur d'autres pays,amorcera un processus plus vaste et pourra donc échapper au danger d'isolenent, dans une Europe conservorvatrice et stabilisée.

Le changement de camp et de nature sociale de l'U.R.S.S.marque un tournant qualitatif dans la confrontation mondiale. L'expérience soviétique et la Troisième Internationale achèvent leur parabole dans une direction bien différente de celle pour laquelle des générations entières de révolutionnaires avaient combattu. Mais il ne s'agit pas là d'une défaite historique.
Tout l'équilibre du monde est changé. L'avance brutale du capitalisme a été contenue et de nouvelles forces se sont affirmées sur la scène de l'histoire. La nature même des problèmes a fait un bond qualitatif.
La Chine - grâce entre autres à ses propres luttes passées, aux luttes passées de l'U.R.S.S. et à celles de tout le mouvement révolutionnaire - ne prend pas simplement la place que l'U.R.S.S. occupa pendant les années 20 mais représente une ligne nouvelle d' édification du socialisme Autour d'elle se constitue un regroupement révolutionnaire des pays nouvellement indépendants. Dans les pays révisionnistes, la dialectique politique et sociale peut se rouvrir à un rythme et avec une **ri**chesse insoupçonnés. Le prolétariat occidental joue à nouveau,un rôle primordial. La révolution à l'échelle mondiale et dans son aspect le plus radical revient à l'ordre du jour, comme seule alternative à un avenir catastrophique, à la dégénérescence de la société humaine. Dans cette lutte, grande est la responsabilité d'une gauche occidentale qui pendant trop longtemps a délégué à d'autres des problèmes et des tâches dont elle était la première responsable.
Il manifesto «pour le communisme» octobre 1970

ANNEXES 3

LE *P . S . U* . ET L'*AUTOGESTION*

ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE -recensement septembre 2003
par Jean-Pascal BONHOTAL

1 . 1,' AUTOGESTION SANS LE PSU:

Réflexions générales:

-Henri ARVON *L'autogestion,* 1980, Que sais je PUF ,
-Alain GUILLERM, Yvon BOURDET *L'autogestion,* 1975 ,Seghers
-*Qui a peur de l'autogestion? revue Cause commune,* 1978 , 10/18
-Daniel CHAUVEY *Autogestion,* 1970, Seuil «politique»
-revue *Autogestion et Socialisme* (Anthropos) devenue *Autogestions* (privat) dans les années 1980

Réflexions anarchistes et trostskistes :

-Daniel GUERIN *Ni dieu ni maître ,anthologie de l'anarchisme,* maspéro , 1973
-Maurice JOYEUX *Autogestion, gestion directe ,gestion ouvrière: la F.A. et l'autogestion* ,1973 (réédité dans *Volonté anarchiste* n09 , 1979)
-*Autogestion et socialisme,* janvier 1965 n° 13 de *Sous le drapeau du socialisme*
~ Michel P ABLO- RAPTIS *L'autogestion comme mode d'action, Sous le drapeau du socialisme,* juin-Juillet 1968
- Michel P ABLO- RAPTIS *l'autogestion dans la lutte pour le socialisme, Sous le drapeau du socialisme,* décembre 1972
- tendance marxiste révolutionnaire internationale *La lutte pour l'autogestion et la révolution,* maspéro , 1972
-Ernest MANDEL *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion, anthologie,* 1973 , maspéro
-jean-Luc DALLEMAGNE *Autogestion ou dictature du prolétariat,* 10/18, 1976
Les marxistes contre l'autogestion, SELlO , 1974

CFDT et « deuxième gauche»

-Déclaration de la CFDT du 16 mai 1968
-Dossier sur l'autogestion, *Syndicalisme-hebdo* ,novembre 1972
-Edmond MAIRE *Demain l'autogestion,* 1976 ,Seghers
-*La CFDT et l'autogestion,* 1976, Cerf
-Daniel MOTHE *Autogestion et conditions de travail,* 1976, Cerf
-Jacques MOREAU *Régionalisation, autonomie et autogestion,* CFDT-Aujourd'hui, mars-avril 1976
-Michel BRANCIARD Du *socialisme démocratique au socialisme autogestionnaire* CFDT Aujourd'hui, janvier -février 1980
-Assises du socialisme *Pour le socialisme,* 1974, Stock
-Pierre ROSANVALLON *l'âge de l'autogestion* ,seuil, «politique» 1976

-Pierre ROSANVALLON, Patrick VlVERET Pour une nouvelle culture politique, 1977, Seuil

II. LE PSU SANS L'AUTOGESTION (1960-1968)

-Guy NANIA *Un parti de la gauche: le PSU* ,1966 ,librairie GEDALGE
-Edouard DEPREUX *Renouvellement du socialisme,* 1960, Calmann-levy
-Pierre MENDES-FRANCE *La République moderne,* 1962, Idées ,NRF
-pierre BELLEVILLE *Une nouvelle classe ouvrière,* 1963 , JulJiard
-Les travailleurs peuvent ils gérer l'économie? les Cahiers du centre d'études socialistes,
février 1963 . .
-Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier? les Cahiers du centre d'études socialistes, mai-juin 1967
-Gilles MARTINET *La conquète des pouvoirs,* 1968 ,Seuil

II. L'ELABORATION DE LA PROBLEMATIQUE AUTOGESTIONNAIRE (1968-1972)

-Appel du Parti socialiste unifié, mai 1968 (tract reproduit dans *Archives d'espoir: 20 ans de PSU,* Syros 1980)
-du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion, novembre 1968 , PSU Documentation N°l-« 17 *théses»* du congrès de Dijon du P.S.U. ,supplément à *Courrier du PSU,* mars 1969
-Michel ROCARD *Le PSU et l'avenir socialiste de la France,* Seuil « politique» ,1969
- Michel ROCARD *Le PSU,* 1971 , Epi
-Qu'est ce que le PSU? N° spécial, 5/6 ,1971 *Chronique sociale de France*
-la révolution socialiste et le rôle du PSU. 7ème congrès du PSTJ , supplément à Tribune socialiste juin 1971
-Sur le mouvement politique de masse ,juillet 1971, PSU-documentation n022-23
-Serge MALLET *Le pouvoir ouvrier,* 1971 ,Anthropos (réédite ,1975 Denoel-Gonthier
« médiations »)
-Michel ROCARD *Questions à l'Etat socialiste,* 1972, Stock (réédité Marabout, 1975)
-Philippe BRACHET, Georges CONSTANTIN, Jean LEGARREC *élements pour un débat sur l'autogestion, Critique socialiste,* n09/l 0 septembre 1972
-Victor FAY *Quelques expériences d'autogestion, Critique socialiste,* n09/1 0 septembre 1972
-le PSU analyse l'accord entre le parti communiste français et le parti socialiste pour une programme commun de gouvernement, octobre 1972 , PSU-documentation n035-37
-Textes préparatoires au 8ème congrés du PSU, Toulouse, décembre 1972

IV. LE DEVELOPPEMENT DE LA REFLEXION SUR L'AUTOGESTION (1973-1978)

-*Contrôler aujourd 'hui pour décider demain,* Manifeste du parti socialiste unifié, janvier 1973, Téma -action
-*Autogestion et révolution socialiste* 1 colloque, janvier 1973 , Syros
-*La gauche ,l'extrême gauche et l'autogestion,* revue *Autogestion et socialisme,* janvier-mars 1973
-*l'autogestion et l'Etat socialiste,* dossier *Critique socialiste* n° 12, mars 1973 -*l'autogestion: documents' et débats,* dossier *Critique socialiste* n° 13/14, mai-septembre 1973
-Comité de liaison pour l'autogestion socialiste 14 *thèses sur l'autogestion, Critique,socialiste* n° 15, octobre - novembre 1973
-Pierre NAVILLE *Autogestion et grèves en Yougoslavie, Critique socialiste* n° 15 , octobre -novembre 1973.
-*Pour l'unité populaire ,pour le socialisme autogestionnaire,* Conseil national du PSU,novembre 1973 ,Syros
-*Lutte ,contrôle ,autogestion, les réponses politiques du PSU,* août 1974, PSU-documentation, supplément au N°65-66
-*pour la victoire de la gauche: demain quel socialisme?* mai 1974, Syros
-Charles PIAGET *Que signifie aujourd'hui militer pour le socialisme, être révolutionnaire?* octobre 1974 supplément à *Trihune socialiste*
-9ème Congrès du PSU ,Amiens décembre 1974; SYROS
-*le PSU, le parti de l'autogestion socialiste,* mars 1976-, PSU-documentation, N°106-107
-*L'autogestion? Etats généraux pour l'autogestion socialiste,* juillet 1976, Syros
-10ème Congrès du PSU, Strasbourg janvier 1977 , Syros.
Christophe W ARGNY *Louviers ,sur la route de l'autogestion,* 1977 ,Syros
-Michel Mousel et la commission économique du PSU *L'Utopie réaliste: une autre logique économique pour la gauche,* 1977 ,Christian Bourgois -
-*Nationalisations et autogestion* ,juillet-août 1977 ,PSU-documentation, n0126-128
-*Pour vivre ,produire, travailler autrement, programme autogestionnaire présenté par le PSU,* 1978 ,Syros
-*Nationalisation, contrôle ouvrier ,autogestion* ,Syros, 1978
-*Nationalisations, autogestion,* dossier *Critique socialiste,* Novembre-décembre 1977 ,n030-31

V. LA CRISE DE LA PENSEE AUTOGESTIONNAIRE

-*Autogestions,* dossier *Partis pris,* février 1979 ;.
-*L'expérimentation sociale en question* ,dossier Critique socia1iste ,juin 1979 ,N°35
-*Vingt ans de PSU* ,dossier *Critique socialiste,* 1980, N°38-39
-François DALBERT *Expérimentation sociale et autogestion* ,Cahiers du centre populaire de formation socialiste, N°6 ,1980 ,'. '
-Pierre NAVILLE *Autogestion .et planification,* Cahiers du centre populaire de formation socialiste, *N°7* ,1980 l, 1 ; 1
-Victor LEDUC *Autogestion et socialisme* , Cahiers du centre populaire de formation
socialiste, N°8 ,1980 l ,
-Christophe WARGNY *A Vandancourt ,c'est tous les jours dimanche* 1980, Syros -Huguette BOUCHARDEAU , *Un coin dans leur monde* ,19'80 ,Syros
-Huguette BOUCHARDEAU, *Tout le possible,* 1981, Syros
-Pouvoir socialiste et autogestion, dossier *Critique socialiste,* 1 er trimestre 1982, N°42
-A vez-vous vu passé la gauche, dossier *Autogestions* ,été 2002 , N° 1 0
- *Communes: de la décentralisation à l'autogestion?* dossier *Critique socialiste,* 1 er trimestre 1983, *W45*
- *L'autogestion,* colloque *Critique socialiste, 1986*
-les couleuvres de la gauche, dossier *Autogestions,* 1986 ,N°23

V. BILANS (1989)

-Victor LEDUC , *Aliénation ou autogestion* ,1989 , La Brèche
-Victor FAY, *L'autogestion, une utopie réaliste,* 1996 ,Syllepse
-Amis de Tribune socialiste-TREMA
L *'autogestion est d'elle d'avenir?* colloque, mars 2001

LES CRISES DU CAPITALISME DE 1980 A 2018

Mort du libéralisme pur et dur

1929 ! La mère de toutes les crises, le mythe fondateur du capitalisme moderne. La prise de conscience, par nos sociétés vouées au marché, que le système porte en lui sa propre mort, pour peu qu'il se laisse aller aux excès. Une psychose toujours présente, au nom de laquelle une théorie de la régulation a vu le jour,érigeant des digues là où la déraison menace à tout moment d'emporter l'édifice. A peine né, le libéralisme économique pur et dur est peut-être mort cette année-là. Magazine Challenges 06.03.2008

Ce qui donna le « Néo-libéralisme » puis « l'ultra- libéralisme » ou « pensée unique » que nous connaissons actuellement.

La montée crescendo de la « pensée unique » comme sauvegarde de l'économie de marché entraina la radicalité autoritariste que nous avons souligné.

Cette « pensée unique »dirigea l'action politique de tous les candidats au pouvoir quel que soit leur appartenance de laissant qu'une faible marge de différenciation lors des échéances électorales.

Elle dirigea également le sens de l'information qui, tout en se faisant passer pour critique, se borne à rester dans le champ de la « pensée unique ».

Ce rétrécissement de l'expression politique ne pouvait que favoriser l'extrême droite, qui dans sa phase extra-parlementaire profitait déjà des effets des crises économiques sur la population et en particulier sur les couches dites « moyennes ».

Les textes qui suivent marquent le louvoiement des réponses de la « gauche de la gauche » à cet état de fait.

D'une façon lapidaire on peut y discerner deux réponses présentant des axes stratégiques différents :

1- les partisans de l'approfondissement de la démocratie représentative : 6 ième république – relais sociaux mieux pris en compte par l'appareil d'état- pouvoir accru des syndicats- suprématie parlementaire, etc.....

2- Ceux de l'élargissement de la démocratie reprenant les thèmes de l'établissement de l'autogestion dans la sphère de production et dans la vie sociale : consommation, écologie, enseignement etc...

Cependant devant la durée des crises économiques et l'incapacité du système capitaliste d'y remédier autrement que par l'appauvrissement massif et progressif des « multitudes » par l' « austérité »et, comme nous le soulignions « la pensée unique », aucune de ces deux tendances ne répondaient complètement à cette nouvelle situation. La première par son échec et son peu d'impact dans la société civile par faute d'un réel mouvement populaire sur ces sujets.

La seconde remettant en exergue la question fondamentale de la stratégie autogestionnaire : peut-on appliquer l'autogestion en système capitaliste ?

La société civile dans son combat contre l'austérité a très vite compris qu'il était nécessaire de remettre cette question à plat en élargissant tout d'abord la liberté de parole (Nuit debout). Mais nous sommes loin d'avoir toutes les réponses adaptées à la situation.

C'est pour cela que l'extrême droite revenu à une stratégie parlementariste, déjà amorcée par la «nouvelle école » et le « G.R.E.C.E », apparait comme une alternative possible aux sociaux-libéraux du parti socialiste.

Le parti communiste français après son alliance électoraliste avec ceux-ci se partage entre nostalgiques de la suprématie ouvrière et partisans du rassemblement des « gauches ».

Mais la désyndicalisation et l'âpreté des luttes sociales font que ces présuppositions dans la production ne peuvent maintenir très longtemps un bras de fer avec les forces capitaliste.

Dés 1980 et malgré la sortie du PCF du gouvernement qu'il avait contribué à mettre en place son influence déclinait régulièrement au profit des syndicats dit « apolitiques » cfdt, fo……

Enfin la classe ouvrière semble de moins en moins à même à elle seule de s'identifier au changement social dans son ensemble.

C'est là une réalité que la crise accentue (en poussant à une mutation des structures industrielles à la tertialisation) mais qu'elle contribue à masquer (en polarisant l'attention sur l'emploi, la baisse du revenu ouvrier)…….Par ailleurs la crise a tendance à briser l'unité sociale. Ces raisons, autant idéologiques que sociologiques, permettent de faire la double hypothèse d'une crise d'identité de la classe ouvrière et d'une diminution de son impact social.

Serge Depaquit l'autogestion (journal du PSU) N° 9 janvier 1980

INTRODUCTION

La montée en puissance des pays dits «émergents» signe pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, dont la domination coloniale et les différentes formes d'impérialismes économique et culturel ont été les principales manifestations. C'est un phénomène majeur et positif mais il faut néanmoins se garder de tout simplisme car cela se traduit aussi par le rôle de plus en plus important joué par d'anciens impérialismes (russe) comme par de nouveaux à l'image de l'impérialisme économique chinois en Afrique.

Cette hégémonie a été, dans un premier temps, remise en cause par le long processus des révolutions anticoloniales du XXème siècle. Une deuxième étape de ce processus s'est ouverte à partir des années

1990:

-dans un premier temps en Amérique indo-afro-latine avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche modérée ou plus radicale dans une grande partie du continent; dans un second temps dans le monde arabe par l'ouverture d'un vaste processus révolutionnaire à partir de 2010 notamment en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Libye, à Bahreïn et au Yémen.

Pris dans leur ensemble, ces processus populaires relèvent d'une dynamique émancipatrice globale démocratique et sociale dans laquelle la question de l'auto organisation des dominé-e-s a toute sa place. Ils sont toujours ouverts et vivants même s'ils sont marqués par de nombreuses contradictions, doivent faire face à d'importantes difficultés et surmonter des obstacles tout aussi nombreux.

C'est notamment le cas du djihadisme qui met en difficulté les processus révolutionnaires dans le monde arabe et aggrave un certain nombre de conflits intra-nationaux et régionaux de l'Atlantique à l'Asie du sud-est.

L'OFFENSIVE LIBERALE

Cette offensive tous azimuts veut modifier substantiellement le partage des richesses au bénéfice des profits et des détenteurs de capitaux, élargir la sphère du marché, de la concurrence et de l'appropriation privée, et mettre l'économie hors de portée de la volonté démocratique.

Tous les pays industriels du Nord ont été dominés par ce dogme libéral: trop de contraintes, pas assez de fluidité, trop d'État et trop de réglementations sociales… Résultat: les profits se sont envolés, tandis que la part des salaires dans les richesses produites a baissé de 10 points en vingt ans.

- Ils baissent le “coût du travail”, désengagent les entreprises du financement de la protection sociale et entreprennent une baisse généralisée de la fiscalité sur le capital. À l’échelle planétaire comme à celle de l’Europe, ils cassent la solidarité et amplifient le dumping social, fiscal, environnemental.

- Partout, au nom de la nécessaire “fluidité” ou “flexibilité”, ils font reculer l’essentiel des droits collectifs et des mécanismes de solidarité, misant sur une insécurité sociale qui amplifierait les replis individualistes au détriment des résistances collectives. Une logique de régression absolue a ainsi commencé de s’installer. Si ce processus continue, les générations futures vivront plus mal que celles qui les ont précédées!

- Ils élargissent constamment la sphère du marché, en libérant les échanges et en faisant de l’éducation, de la culture, de l’information, de la santé et du corps humain lui-même de simples marchandises. Ils ouvrent le capital massivement et privatisent des entreprises industrielles et des services publics. Ils ponctionnent la masse salariale, par l’expansion des systèmes assurantiels et des fonds de pension. Ils mettent au cœur de la dynamique économique la spéculation financière mondialisée, au détriment des investissements matériels et des dépenses sociales.

· Ils privent l’État de toutes ses fonctions de régulation et de répartition, tout en renforçant ses instruments de coercition et de contrainte sur les “classes dangereuses” et les individus.
Pour de nombreux États, cela se traduit par un recul absolu des indicateurs les plus vitaux du développement humain.

Le recul de l’État social et la montée de l’autoritarisme ont alimenté un doute massif sur l’action publique, ont favorisé les replis et aggravé le désengagement civique dans tous les pays.

==========

Ce constat fait par les Alternatifs courant 2002 sur le poids du néolibéralisme dans l’économie mondiale n’a fait que s’accroitre jusqu’à aujourd’hui et le gouvernement de Manuel Vals, comme premier ministre de François Hollande élu en France président en 2012, n’a eu de cesse, à coup de 49-3, que de lui donner force de loi.

Parallèlement l'autoritarisme de l'état, aidé par les décrets d'état d'urgence contre le terrorisme, servait à appuyé sa posture « sociale-libérale ».

Néanmoins cette stratégie tentant de pérenniser les ambitions politiques des cadres du parti socialiste français en ce sens a échoué et à la veille des élections de 2017 la crédibilité de ce parti, qui a marqué sa suprématie électorale sur toutes les composantes de la gauche depuis plusieurs décennies, se trouve réduite à zéro.

A droite également les crises qui se succèdent et l'incapacité des uns et des autres à les surmonter malgré « l'austérité » a définitivement ruiner le reste de confiance des électeurs pour la classe politique, les votes blancs, le glissement d'une partie de l'électorat vers les slogans de l'ED, l'abstention, en sont les corollaires.

Pour comprendre ce revers politique il convient d'analyser les crises économiques les plus récentes.

Bien que les crises économiques aient toujours été un sujet polémique, principalement sur leur caractère cyclique ou non. Les causes des dernières bulles financières, subprimes… etc… leur amplitude et leur durée, nous font les considérer non plus comme de simples répliques ou comme celle de 1929 mais comme les stigmates d'un capitalisme qui n'a plus les capacités de se révolutionner à l'échelle mondiale et dont le capital financier aux mains des multinationales concentre les revenus de la « mondialisation » .

LES CRISES LES PLUS RECENTES

1985

Depuis presque 10 ans, nous ne pouvons le nier, le mot "crise'' est sur toutes les lèvres, pour justifier ou contrer une politique. L'arrivée de la gauche au pouvoir le 10 mai 81 n'a rien changé: chômage, inflation, arrêt de la croissance ont dû être pris en compte. Après avoir tout parié sur la relance, la gauche semble tout parier sur la lutte contre l'inflation avec recul du pouvoir d'achat.

Pourquoi la gauche a-t-elle choisi ces différentes politiques économiques :

1 - Quelles analyses de la crise de 1985 ?

Suivant 15 pays et les tendances politiques, deux grandes analyses ont été mises en avant avec, bien sûr, des variantes à l'intérieur de chacune de ces deux analyses.

Le capitalisme est en crise parce qu'il ne parvient pas à vendre tout ce qu'il produit.

La réduction de la croissance économique réduit la progression des revenus donc limite les débouchés. Il s'agirait d'une crise de sous-consommation ou de surproduction.

Le capitalisme est en crise parce que l'Etat a atteint un poids excessif, que les salariés en demandent trop et qu'il y a un dérèglement monétaire

Mais l'extension du rôle de l'Etat est plutôt un effet de la crise-limiter les dégâts, la stagnation du la baisse du pouvoir d'achat aggrave la crise et le dérèglement monétaire semble plutôt dû à la spéculation internationale.

2 - Ouelles sorties de la crise?

A partir de ces deux grandes"analyses"de la crise, les pouvoirs ont tenté de sortir de la crise par plusieurs solutions.

La **première solution**, dite "keynésienne", est à base de relance par l'augmentation des dépenses sociales, des revenus et du budget de l'Etat. En France deux relances ont échoué ces dernières années, celle de 1975 avec Chirac et celle de 1981 avec Mauroy (augmentation du SMIC, des allocations familiales, etc...). Les relances n'ont rien changé sinon accroître les importations permettant à d'autres pays de tenter d'exporter leur crise. Si cette solution est un échec, c'est parce que la crise n'est pas due à une sous-consommation.

La **deuxième solution**, dite "libérale", est à base de resserrement du crédit, de réduction de charges sociales et impôts, donc d'austérité. Cette sortie de crise est appliquée en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Le crédit cher asphyxie les entreprises et entraîne faillites et chômage.

La réduction des revenus sociaux et des salaires loin de relancer l'économie, aggrave la crise. La baisse de l'inflation est payée cher et ne permet pas une sortie de la crise.

La **troisème solution**, dite "mixte" combine un soutien de l'investissement par l'Etat et une modération des hausses de revenus. L'échec de cette politique est celle de Barre qui a réussi à cumuler les inconvénients des deux: la croissance du chômage et de l'inflation.

Partout, c'est l'échec.

Aucun pays n'a réussi, ne serait-ce qu'un début de sortie de crise. L'effet des influences extérieures n'est pas négligeable.

Si les politiques économiques de sortie de la crise ont échoué c'est parce que personne ne veut admettre les vraies raisons de la crise.

2000 . Le fondement de la crise de l'an 2000, dite de la « bulle Internet », était simple à comprendre: les détenteurs de capitaux étaient persuadés que les nouvelles technologies ouvraient une période exceptionnelle de profits, avec une augmentation prodigieuse de la productivité.

Le lendemain de l'an 2000, il fallait se rendre à l'évidence: les profits attendus n'étaient pas au rendez-vous.

Il va alors falloir compresser les coûts dans les entreprises pour dégager des flux de trésorerie encore plus importants pour soigner les dividendes des actionnaires, le cas de France Telecom en étant l'exemple le plus achevé.

Alors que la fin des années 90 laissait apparaître une baisse sensible du chômage, le début des années 2000 s'avèrera catastrophique.
Nous sommes ici passés d'un régime de profits basé sur une accumulation, certes fictive, de capital, à un régime de profits basé sur les versements de dividendes, faute de perspective de nouvelle révolution technologique!

Pour prendre l'exemple français, les versements nets de dividendes des entreprises non financières sont passés de 43,4 milliards en 2000 à 76,6 milliards en 2007, soit une augmentation de 76%, largement supérieure à l'augmentation du PIS sur la même période, Le hic, c'est qu'il ne suffit

pas que les dividendes soient versés, il faut aussi qu'ils soient consommés pour renouveler ces profits d'année en année,
Pour faire simple, cela voudrait dire qu'il faudrait que les détenteurs d'actions aient augmenté leur consommation de 76% sur la même période.
Soyons clair, leur train de vie, et tout particulièrement, ceux du haut de l'échelle est, à proprement parlé, scandaleux par rapport à la moyenne nationale, mais il est difficile de croire qu'ils aient augmenté celui-ci d'un tel montant sur une si courte période. Alors d'où vient la solution?

La solution vient de l'endettement des ménages salariés. Faute d'augmentation des salaires, les ménages des classes populaires n'ont parfois pas d'autres solutions pour boucler les fins de mois que de recourir à des crédits à la consommation.

Comment ne pas mettre en rapport que, sur la même période (2000 - 2007), les encours de crédit de trésorerie des ménages ont bondi de 100,2 à 141,2 milliards d'euros!

Chacun le comprendra, des augmentations incessantes de dividendes compensées par un endettement toujours plus fort des ménages n'est pas une trajectoire soutenable... et c'est à partir des États-Unis que ce petit jeu mettra le feu à la finance mondiale.

On ne fait jamais les choses à moitié dans ce pays! Des courtiers peu regardants négocient des crédits immobiliers à des ménages insolvables auprès de banques tout aussi peu regardantes sur la probabilité de remboursement, attitude compréhensible puisque ces mêmes banques vont revendre ces créances sur le marché obligataire. Au final, presque tous les établissements bancaires du monde entier vont se retrouver avec ces créances douteuses dans les bilans:les banques vont se méfier les unes des autres et refuser de se prêter mutuellement de l'argent, ce qui bloquera les systèmes bancaires des principaux pays occidentaux.

Outre la chute des valeurs en bourse amorcée depuis l'été 2007, ce blocage des systèmes bancaires entrainera une raréfaction générale du crédit qui plongera l'économie mondiale dans la plus grave crise économique depuis 1929 !

2007 LES « SUBPRIMES »

Pour mémoire, les crédits « subprimes » ont été accordés à des ménages américains à faibles revenus. Afin de leur faire miroiter l'accession à la propriété, ces crédits proposaient des échéances réduites les premières années, échéances qui ne couvraient pas les taux d'intérêt pratiqués supérieurs aux taux bancaires classiques dans la mesure où ces emprunteurs présentaient un risque de défaillance supérieur à la moyenne.

Il s'ensuivait que ces ménages s'endettaient encore plus sur les premières années. Au moment de payer des mensualités permettant de commencer à rembourser le capital, ces emprunteurs se trouvaient fréquemment en défaut de paiement, la maison était saisie ce qui permettait aux organismes de crédit de retrouver leur créance.

Au-delà de toute considération morale, cette mécanique est parfaite tant que le marché immobilier est fortement à la hausse : la valeur du bien saisi est supérieure au capital prêté initialement, ce qui permet de dégager une plus-value permettant à l'organisme prêteur de se rembourser avec intérêts. Lorsque le marché progresse peu ou pire régresse, cette mécanique infernale s'enraye : l'organisme prêteur vend un bien dont la valeur est inférieure au capital augmenté des intérêts, inférieure à la créance et c'est à ce moment qu'éclate une crise bancaire.

Afin de garantir la solidité des établissements de crédits, ces emprunts à risque ont souvent été « titrisés », c'est-à-dire qu'ils ont été regroupés et revendus sur le marché boursier en tant que véhicule de fort rendement (taux d'intérêt pratiqués supérieurs aux taux usuels). Ces titres ont ensuite été achetés par différents établissements financiers, notamment les SICAV monétaires « dynamiques ». Plutôt que de donner un rendement égal à celui du marché monétaire, ces SICAV proposaient des rendements légèrement supérieurs par inclusion dans leurs portefeuilles de ces titres à haut risque. Devant les doutes quant à la valeur de ces SICAV gérées par les établissements bancaires, ces derniers ont préféré racheter les demandes de retrait des déposants plutôt que de déclarer leur SICAV en faillite : les mauvaises créances qui avaient été externalisées par la titrisation reviennent dans l'actif des banques. Cette phase se déroulera durant l'été 2007.

Il est impossible de comprendre cette crise sans intégrer que notre économie est « capitaliste », ce qui signifie que l'initiative économique, c'est à-dire la décision de produire ou pas et quoi, revient aux détenteurs de capitaux, Cette décision ne sera prise que si elle correspond à une perspective de mise en valeur du capital. Celle-ci peut prendre deux formes: une meilleure valorisation de celui-ci (mon capital valait 100, il en vaut maintenant 120) ou encore la perception d'un revenu sous la forme d'un dividende, D'une façon générale, la détention d'une action offre cette double perspective: la hausse du cours et la perception d'un dividende annuel.

L'État social a été remplacé par l'État pénal. L'État a redéployé ses missions et renoncé à agir volontairement sur l'activité économique par sa fiscalité, ses instruments de crédit ou son secteur public. En même temps, partout reculent les instances de concertation et de décision plus ou moins démocratiques, remplacées par un petit nombre de décideurs publics ou privés, d' "experts" ou d'instances dites "indépendantes" (Banque Centrale Européenne, autorités de régulation…).

- Avec leur ultralibéralisme, ils imposent partout, et notamment en Afrique, un système de dépendance de type néocolonial qui accélère la liquidation de la paysannerie et élimine toute possibilité de souveraineté alimentaire.

Pour de nombreux États, cela se traduit par un recul absolu des indicateurs les plus vitaux du développement humain.

Les résultats de ces choix, suivis obstinément depuis plus de vingt ans, dans le cadre de pouvoirs de droite "néolibéraux" ou de pouvoirs de gauche "sociaux-libéraux", ont abouti à des effets désastreux.

- Le chômage est maintenu à un haut niveau et la précarité se développe largement, les deux exerçant une pression sur les salariés et encourageant à la résignation.

· Le recul de l'État social et la montée de l'autoritarisme ont alimenté un doute massif sur l'action publique, ont favorisé les replis et aggravé le désengagement civique dans tous les pays.

La spirale inégalitaire s'est accélérée, après avoir été atténuée dans les années 1955-1973. La pauvreté s'est étendue et s'est aggravée, à l'échelle du monde comme à celle des pays riches eux-mêmes.

Pauvreté et précarité ont déchiré les tissus sociaux, exacerbé les discriminations, incrusté les mécanismes dangereux et violents de “l’exclusion”, nourri le rejet de l’Autre.

· L’environnement s’est un peu plus dégradé, les ressources naturelles ont été gaspillées, notamment au détriment des pays et des régions les plus fragiles. Le modèle de développement capitaliste libéral mène la planète à une catastrophe écologique.

· Le monde de l’information, de la culture et celui de la pensée se sont uniformisés avec la concentration croissante et la domination de quelques grands groupes multimédias transnationaux. Les idées libérales forment la trame d’une sorte de “pensée unique”: le capitalisme et sa “ concurrence libre et non faussée” seraient devenus l’alpha et l’oméga de toute organisation sociale, certains allant jusqu’à décréter la “fin de l’Histoire”.

· Le capitalisme se développe de plus en plus comme une hyper industrie culturelle avec au cœur une convergence de nouvelles technologies qui modifient les manières de produire et servent de prétexte à une idéologie du risque cassant les protections sociales au profit de l’actionnaire-roi.

D’autre part l'état de la planète est préoccupant. Les 1300 experts originaires de 95 pays qui ont contribué au rapport publié en mars 2005 par les Nations Unies ont constaté que depuis 50 ans, l'Homme avait modifié les milieux naturels à un rythme effréné, à tel point que des biens naturels essentiels tels que l'air et l'eau, sont gravement menacés.

. Dans 20 ans, 5 milliards de personnes (sur une prévision de 8 milliards) pourraient souffrir de maladies liées à la pollution de l'eau. Les ressources alimentaires et l'eau seront dans les années qui viennent, plus encore qu'actuellement, deux problèmes cruciaux pour les pays du Sud.

Si nous regardons le cours du capitalisme depuis la seconde guerre mondiale, on peut schématiquement le diviser en deux périodes, celle qui va de 1945 à 1975 que l'on dénomme souvent les « trente glorieuses» et celle qui va de 1975 à maintenant que l'on dénomme parfois, par opposition, les « trente piteuses ».

La première période est celle d'un capitalisme extrêmement contrôlé par l'État. Ce capitalisme se met en place immédiatement après la seconde guerre mondiale comme un compromis entre classes sociales:

l'État y joue un rôle prépondérant de régulation, garantissant aux détenteurs de faibles rémunérations mais une certaine sécurité de celles-ci grâce, notamment, à des politiques keynésiennes de stimulation de l'économie et la protection de barrières douanières, Le compromis passé entre les classes était simple: il devait y avoir un partage équitable des gains de productivité entre le capital et le travail. Pour toute une série de raisons que nous n'allons pas ici examiner, ce compromis rentrera en crise dans les années 70.

Avec la liquidation des grands complexe industriels du primaire, les détenteurs de capitaux souhaiteront alors se défaire de la tutelle de l'État, réclameront de nouvelles opportunités d'investissement, obtenues par la liberté de circulation des capitaux et la privatisation de secteurs entiers de l'économie.

Avec ce nouveau cours, les vieilles théories néoclassiques sur l'équilibre naturel des marchés retrouveront grâce justifiant notamment l'abandon des politiques keynésiennes et le retour d'une politique de stabilité monétaire.

Ces politiques aggraveront le chômage dans tous les pays et aboutiront à un nouveau partage de la valeur ajoutée en faveur du capital et au détriment des salariés, Un chiffre frappant illustre ce glissement.

Aux États-Unis, de 1979 à 2006, le revenu réel du quintile le plus bas a cru de 11 %, c'est à-dire, de 0,4% par an.

Le revenu réel de l'ensemble de la population a cru de 33%, c'est-à-dire de 1,06% par an, Par opposition, le revenu réel du pour cent le plus élevé a lui augmenté de 256%, c'est-à-dire 4,8% par an.

Ce nouveau cours, que nous qualifions de néolibéral, va renouer avec les crises. Depuis le début de la décennie, ces crises se font de plus en plus fortes,

En juin 2009, le nombre de chômeurs aux Etats-Unis atteignait 14,7 millions, le portant à 9,5% de la population active. Ces chiffres récents sont à mettre en relation avec la mise en œuvre des plans de relance dès la fin 2008. Que ce serait-il passé si les gouvernements n'avaient pas agi? Que ce serait-il passé si ceux-ci, suivant l'opinion de l'extrême-droite républicaine américaine, avaient laissé le marché s'autoréguler ?

Une voie infiniment plus rationnelle consisterait à permettre à la population de déterminer ses grands choix économiques pour ensuite mettre les moyens de production à sa disposition.

Dans le cadre du secteur bancaire, cela supposait une appropriation collective du secteur bancaire pour que celui-ci accorde les crédits nécessaires aux différents secteurs économiques en fonction des choix démocratiques de la population: cela constitue une remise en cause drastique de la propriété privée, remise en cause qui n'est nullement dans les attributions de nos États "démocratiques"... .

LA GAUCHE AUTOGESTIONNAIRE

- LES ALTERNATIFS

En 1990 la 3ième gauche incapable d'adapter son fonctionnement à ces nouvelles interrogations, s'est dissout.
Une partie non nègligeable, soucieuse d'apporter une réponse, tente de se recomposer sous une nouvelle étiquette : **les alternatifs.**

Rompant avec les conventionnels clivages : réforme- révolution, elle a la prétention de définir ce qui caractérise la vie sociale actuelle dans sa globalité, écologie comprise.

2010

Pour l'instant la lutte « contre toute les formes de libéralisme» est insatisfaisante car elle risque de cristalliser cette lutte dans un cadre étatique au détriment des expériences actuelles. D'autant que l'idée d'une écologie dirigiste et coercitive reste un danger au prétexte de sauver la planète , d'instaurer une communauté d'experts digne des romans celtiques du moyen âge.

II nous faut impérativement discerner comme l'ont fait du reste toutes les pensées normatives ce qui dans chaque idéologie va dans le sens de l'autogestion d'un développement soutenable et durable seule perspective « moderne» d'un socialisme autogestionnaire et d'une conscience mondialisée.

Nombreux encore confondent cette exigence et la laïcité comme principe universel, c'est je pense, une erreur : la laïcité reste fondamentalement un moyen de préservation d'une pensée normative contre des dérives métaphysiques d'organisation de la société par un pouvoir abusif.

En France la polémique autour du « foulard» est assez significative à cet égard.

La laïcité ne s'apprend pas elle se vit. Cette réalité peut déplaire au monde enseignant qui au travers de cette polémique voudrait par ce biais redonner une légitimité à leur école.

Ce débat sur la laïcité va dominer l'activité des alternatifs jusqu'à leur dissolution en tant qu'organisation mi -2016. Ils ont néanmoins le temps de fonder les grandes lignes d'un axe stratégique sur le thème de : **l'élargissement de la démocratie.**

. Nous revoici donc dans le cadre de la contradiction classique : réforme-révolution.

LE CONCEPT DE L'AUTOGESTION SELON SYLLEPSE, texte de 2014

Un mot pour certain, une pratique pour d'autres, une aspiration pour beaucoup, l'autogestion fleurit dans la France des années 68 pour dire quelque chose qui ne ressemble pas à hier et prépare demain. L'autogestion dessine de nouvelle lignes de partage et pose, sans détours, une simple question :Qui est candidat au pouvoir ? Ici et maintenant !

L'Autogestion ? une «formule creuse»c'est ainsi qu'en Mai 68,Georges Séguy ,secrétaire général de la CGT,qualifiait un des thèmes majeurs que la lutte des classes au plan international avait fait émerger au mitan des années 1960. Dix ans plus tard, le PCF sacrifiera – de façon purement sémantique et totalement instrumentale – à la mue autogestionnaire, deux de ses dirigeants, Félix Damette et Jacques Scheibling, reconnaissant à l'occasion que le PCF n'avait «pas su prendre en compte, en 1968, tout ce qui germait de positif et dont l'autogestion faisait partie».

La «formule creuse», que certains ont qualifiée de «nouvelle vieille idée» (ré)émerge à l'occasion de la rupture de la Yougoslavie avec l'URSS de Staline. Il s'agit alors pour la Ligue des communistes yougoslaves de consolider sa base au sein de la classe ouvrière en l'associant à la gestion des entreprises.

Bien qu'elle ait été restreinte au plan économique local, et en réalité sous le contrôle de l'État dirigé par un parti unique, l'hérésie autogestionnaire yougoslave ouvrait à la fois une brèche dans le partage du monde de Yalta et dans ce que le stalinisme avait érigé comme le modèle unique de «socialisme».

À Belgrade, le socialisme retrouvait ainsi un visage «humain» qu'il était possible d'opposer à celui, «monstrueux», de Moscou. Une décennie plus tard, l'autogestion algérienne (1963-1965) constituera une nouvelle 129 tentative d'orienter un processus de libération nationale vers une perspective socialiste.

Les expériences et les références se multipliant, du Mai français au printemps tchécoslovaque, l'idée autogestionnaire fait florès au point d'être intégrée, récupérée, détournée, déformée, «coupée en rondelles», absorbée et de s'introduire, bon gré mal gré, dans les discours et les programmes de la quasi-totalité des partis et des organisations de la gauche parlementaire et extraparlementaire. Elle connaît son apogée avec le programme de la République autogérée formulé au début des années 1980 par Solidarnosc en Pologne.

C'est en décembre 1966 que paraît à Paris le premier numéro d'Autogestion, revue qui prend l'autogestion pour objet d'études. Celle-ci, y écrit Henri Lefebvre, «doit s'étudier de deux façons différentes: en tant que moyen de lutte, frayant le chemin» et «en tant que moyen de réorganisation de la société».

Le comité de rédaction de la revue reflète à la fois la pluralité des approches et celle des parcours, on y trouve notamment Yvon Bourdet, Jean Duvignaud, Joseph Fisera, Daniel Guérin, Serge Jonas, Henri Lefebvre, Catherine Lévy, Pierre Naville et Michel Raptis/Pablo. (Georges Gurvitch, un des initiateurs du projet, est décédé avant la parution.)

Henri Lefebvre y dresse un portrait théorique de l'autogestion, résumant pour l'essentiel la problématique: en tant que stratégie politique, elle permet «l'ouverture vers le possible.» Elle est la fois la voie et l'issue, elle «montre le chemin pratique pour changer la vie », ce qui est, rappelle-t-il, le but et le sens d'une révolution. Il s'agit donc d'une utopie concrète et d'une stratégie la france des années 68

Sous la plage, la grève qui tentent d'éclairer les voies révolutionnaires de la fin du 20e siècle, que ce soit dans les pays capitalistes avancés, dans les sociétés bureaucratiques de l'Est ou encore dans les pays coloniaux.

Si elle naît spontanément, écrit encore Henri Lefebvre, l'autogestion «n'apparaît pas n'importe où n'importe quand», elle se manifeste «dans les points faibles de la société existante».

À l'appui de sa démonstration, il revient sur l'exemple algérien: «Où s'installe l'autogestion? Dans les domaines abandonnés par les colons. Elle met en question la société entière, et les appareils hérités de l'ère coloniale ou constitués lors de l'indépendance.»

La problématique autogestionnaire porte donc en elle «sa généralisation et sa radicalisation possibles», mettant ainsi à nu les contradictions de la société: «La perspective optimale et maximale aussitôt ouverte, c'est le bouleversement de la société entière, la métamorphose de la vie.» Il faut évidemment pour qu'elle s'étende qu'elle gagne les «points forts», qu'elle les pervertisse, les investisse et les occupe, suscitant par là même de nouvelles oppositions du système et de nouvelles radicalisations.

Un autre sens est contenu dans les propos d'Henri Lefebvre:l'autogestion contient à la fois les ferments du dépérissement de l'État (fut-il issu d'une révolution) et ceux de la mise en cause de la bureaucratisation naissante:
«La contradiction principale que l'autogestion introduit et suscite, c'est sa propre contradiction avec l'État.
Par essence, elle met en question l'État, en tant que puissance contraignante, érigée au-dessus de la société entière, captant et accaparant la rationalité inhérente aux rapports sociaux (à la pratique sociale).
Dès que pointe au ras du sol, dans une fissure, cette humble plante, l'énorme édifice étatique est menacé. Les hommes de l'État le savent, l'autogestion tend à remanier en fonction de son développement, l'État, c'est-àdire à le mener vers le dépérissement. Elle avive toutes les contradictions au sein de l'État.» L'autogestion doit donc «se constituer en pouvoir qui ne soit pas étatique», ce qui nécessite, bien entendu, l'établissement des besoins sociaux «formulés, contrôlés, gérés par les intéressés», sous la forme d'une planification démocratique.

UNE IDEE CREUSE QUI CREUSE COMME LA VIEILLE TAUPE

La décennie 1967-1977 est le théâtre d'une floraison de pratiques sociales et de «nouveaux mouvements sociaux» pratiquant le «fait accompli» (on revendique, on prend, on fait), la transgression de l'ordre établi («changer la vie, ici et maintenant») et la critique-pratique des institutions et des normes de la société bourgeoise (comités de quartier, collectifs d'habitants, crèches autogérées, Lip et «mini-Lips», pratique «sauvage» des IVG, expériences pédagogiques et contre-cours, «contre-

culture», etc.) qui mettent l'autogestion – explicitement ou implicitement – au coeur des dynamiques émancipatrices embrasant l'ensemble des sphères de la société. Des expériences autogestionnaires comme celle de la Clyde en Écosse et plus encore les événements révolutionnaires de Tchécoslovaquie, du Portugal, du Chili, d'Italie, du Pérou alimentent évidemment les réflexions.

Tout cela conforte l'usage du terme et consacre son intégration, plus ou moins explicite, plus ou moins avec réticences, plus ou moins de manière opportuniste, plus ou moins superficiellement, à l'univers de la gauche, de toute la gauche, ou presque.

Des structures de toutes natures – politiques, syndicales, associatives, municipales, pédagogiques, culturelles, du cadre de vie, nationalitaires, etc. – se déclarent en faveur de l'autogestion, au point que certains – les organisations réunies en 1973 dans le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS) y voient un «second clivage» – dont on peut encore aujourd'hui discuter la pertinence –, séparant les partisans des adversaires de l'autogestion se superposer à celui, classique, séparant les révolutionnaires des réformistes.

Ainsi, en 1973, la revue, désormais intitulée Autogestion et socialisme, publie-t-elle un dossier intitulé «La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion» qui fait l'inventaire des positionnements autogestionnaires d'une trentaine d'organisations de toutes natures.

Huit d'entre elles, selon la revue, sont favorables à l'autogestion: la CFDT, le Parti socialiste unifié (PSU), l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), le Cercle socialisme, l'Alliance syndicaliste,

La Révolution prolétarienne, la Fédération anarchiste (FA) et le Groupe Hispano-Suiza. Deux contributions s'y opposent frontalement, celle des stalino-maoïstes de l'Humanité rouge et celle de Lutte ouvrière (LO). Les autres organisations sollicitées n'ont pas répondu. De son côté, l'Organisation communiste internationaliste (OCI), sous la plume de Stéphane Just, publie en 1974 un livre destiné à combattre «l'intoxication autogestionnaire» grâce à laquelle la réaction cléricale veut «pulvériser» la classe ouvrière…

Le PCF, quant à lui, semble n'avoir pas voulu mêler sa voix à celle des «gauchistes Marcellin». Il est vrai que dans l'introduction à son Manifeste (décembre 1968), il n'hésite pas à écrire que les «gauchistes» et les «opportunistes» ont pour projet d'«instituer l'autogestion dans

l'entreprise [...] sans toucher à la propriété privée des moyens de production et sans changer l'État bourgeois par un État socialiste.

[...] De tels mots d'ordre ne représentent qu'un néant, un cri en l'air, un vain bavardage.» Selon le parti de Waldek Rochet, comment peut-on en effet préconiser la conquête «d'un pouvoir à l'usine», d'un «pouvoir à l'université» sans jamais poser la question du pouvoir politique?

La question posée s'apparente évidemment à un tour de passe-passe venant d'un parti qui, six mois auparavant, a lourdement contribué à l'échec politique de la crise révolutionnaire de mai-juin. Elle mérite cependant d'être prise en considération, car si le mot d'ordre de «prise des pouvoirs étudiants, la grève ouvriers et paysans» pouvait revêtir une certaine dose d'ambiguïté, il était cependant l'expression spontanée de l'aspiration de certains secteurs à la prise en main immédiate de leurs affaires à un moment où le pouvoir, qu'il soit patronal ou gouvernemental, se délitait.

Si la critique de l'illusion gradualiste d'un certain néo réformisme de l'époque revendiquant «la conquête des pouvoirs» est justifiée, elle n'évacue pas pour autant la question essentielle qu'avait posée la conjonction de la grève générale, des occupations, de la Commune étudiante et de la vacance gouvernementale: comment peut-on passer des «pouvoirs» qui commencent à tomber dans l'escarcelle du mouvement des masses au pouvoir?

L'autogestion constitue manifestement une des réponses mises en avant par l'activité spontanée du mouvement des masses:

«Lorsque le développement de la lutte de classe ouvrira une période révolutionnaire, les travailleurs tendront à assurer eux-mêmes le fonctionnement de leur entreprise.

L'instauration de l'autogestion dans quelques entreprises crée un double pouvoir qui, [...] ne peut que s'étendre ou disparaître. [...] La stratégie de l'autogestion pose de façon concrète la destruction de l'appareil d'État bourgeois et le renversement de la bureaucratie», écrit en 1972 la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI).

Il va de soi que d'autres propositions politiques (front unique et bloc social, gouvernement des partis ouvriers, etc.) accompagnent indissolublement une telle perspective. Dans une brochure publiée cette

même année, Autogestion et dictature du prolétariat, la Ligue communiste (LC) estime pour sa part que les propagandistes de l'autogestion «esquivent la question clé de la conquête du pouvoir d'État» et qu'il s'agit dès lors d'une perspective «confusionniste» et «réformiste».

Pierre Franck, dirigeant de la LC, qu'on ne peut soupçonner d'esquiver une telle question n'avait pourtant pas hésité à proclamer en mai 1968 que la Sorbonne était le «premier territoire socialiste de France».

«Ceux qui ne croient pas à l'autogestion sont ceux qui hier ne croyaient pas en la République», Syndicat des métaux CFDT de La Roche-sur-Yon

La montée en puissance de l'idée autogestionnaire se fait par plusieurs chemins convergeants. En ces «années de braise», elle se love dans la conjonction de nombreux facteurs que nous nous contenterons d'énumérer: la dernière phase de la crise des «socialismes» réellement existant à l'Est, la recherche concomitante par différentes forces des «voies nouvelles» de sortie du capitalisme permettant d'échapper à la bureaucratisation des sociétés post capitalistes, l'émergence dans les pays développés de nouvelles couches sociales, la massification de l'enseignement, l'intégration rapide à la production de la révolution scientifique et technologique, la marchandisation progressive de toutes les activités humaines, la perception de la contradiction entre ce qui est possible et ce qui est.

Le positionnement de la CFDT est à la fois le révélateur et l'accélérateur de cette nouvelle donne dont le mouvement de Mai est l'accoucheur.

Déconfessionnalisée, la centrale évolue rapidement vers l'autogestion et joue donc de ce point de vue un rôle essentiel dans la période qui nous intéresse.

Deux ans avant Mai 68, Frédo Krumnow, secrétaire général de la fédération Hacuitex CFDT, propose une articulation entre les revendications immédiates et la perspective de transformation sociale: «C'est dans les manifestations publiques à l'occasion des grèves largement suivies que la classe ouvrière doit crier son droit à l'autogestion des entreprises et de l'économie tout autant et peut être plus que la semaine de 40 heures payée 48 ou la retraite à 60 ans.»

Ce faisant, il s'agit que l'organisation syndicale proclame «avec netteté [ses] objectifs» et qu'elle cherche «les chemins par lesquels il [lui] faut passer». Frédo Krumnow réclame la mise en oeuvre du «suffrage

universel en économie». Sa fédération prend ainsi position pour la planification démocratique, l'expropriation de la propriété privée capitaliste et manifeste ouvertement sa volonté de rupture avec le capitalisme tout en se gardant de ce qui se fait à l'Est. (Il est d'ailleurs notable que dès 1962, des documents internes à Hacuitex font référence aux expériences autogestionnaires en cours en Yougoslavie et en Algérie.)

En 1965, la fédération chimie, dirigée par Edmond Maire, se prononce elle aussi en faveur de l'autogestion, bien que de manière autrement plus ambiguë: «Un socialisme autogestionnaire qui peut exister avant que la propriété capitaliste soit abolie, une autogestion qui ne présuppose pas l'appropriation collective des moyens de production.»

Dans un document interne daté d'avril 1969, Albert Détraz, responsable du secteur politique de la confédération, précise les conditions d'une issue autogestionnaire: «L'appropriation sociale des moyens privés de production est la condition nécessaire de l'autogestion.»

Le 16 mai 1968, un communiqué de la CFDT avait d'ailleurs appelé à «substituer des structures démocratiques à base d'autogestion» au pouvoir patronal et politique. C'était la première fois que la centrale de la rue Montholon mettait publiquement en avant la perspective de l'«autogestion». Notons que ce n'est pas un moment anodin et que dans le feu de l'action, l'autogestion trouve sa «vérité», elle est à la fois un moyen et une fin.

Dans un livre publié en 1971, Eugène Descamps évoquera une des faiblesses du mouvement de Mai: «Ni les occupations ni la mise en place de services auto-organisés [...] ne sont consciemment développées comme des structures de base [pour exiger] une solution politique.»

Ce constat est à rapprocher de la lecture très prudente que fait Jacques Kergoat dans «Sous la plage, la grève» de l'usage de l'autogestion dans la grève générale et de l'expérience du comité central de grève de Nantes décrite par Les Cahiers de Mai : «La ville de Nantes s'est organisée elle-même sans passer par les corps intermédiaires de l'État. Dès les premiers jours de grève, le dépérissement de l'État se réalisait dans les faits. [...] Un élément du socialisme se réalisait concrètement [...].

Ce front uni [les trois syndicats ouvriers, des associations familiales, des syndicats paysans, l'UNEF, la FEN] a permis [...] la création d'un pouvoir

autonome des travailleurs face à la désagrégation du pouvoir de la classe dominante.»

Dans un texte publié à la fin de l'été 1968, Henri Lefebvre (1998) revient sur ce qui aurait pu être et anticipe sur ce qui sera dans les années 1970 en affirmant que le mouvement «esquisse un projet d'autogestion généralisée et dans ce sens engage une pratique sociale.

Les grèves actives vont jusqu'à tenter la constitution d'une sorte d'économie parallèle […] (liens directs entre producteurs et consommateurs, entre paysans et ouvriers dans certaines régions). On envisage de soustraire à l'État des secteurs clés […].

L'esquisse de l'autogestion généralisée s'étant à tous les niveaux de la société […]. Un peu partout […] cette pratique sociale cherche sa voie». L'autogestion est donc conçue par certains comme un mot d'ordre transitoire permettant de passer, dans les circonstances d'une crise majeure comme celle de Mai 68, d'une phase «négative» – la contestation radicale du pouvoir – à une phase «positive»: l'affirmation par les masses de leur propre pouvoir.

Dans l'introduction à Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, l'anthologie qu'il publie en 1970, Ernest Mandel nuance le propos en soutenant que l'autogestion n'est applicable que si on évolue vite vers la prise totale du pouvoir, ce à quoi Michel Pablo rétorque que «la prise du pouvoir total serait énormément facilitée par l'"autogestion" des entreprises et services occupés en ouvrant la possibilité d'un "bond qualitatif"».

Le congrès de 1970 de la CFDT confirme l'option stratégique, André Jeanson indiquant dans son rapport introductif que la confédération cherche à créer un rapport de forces pour l'utiliser «jusqu'au débouché dans la société socialiste».

Pour briser les piliers de la société capitaliste («propriété des capitaux, propriété des moyens de production, pouvoir»), il pose les «trois piliers du socialisme autogestionnaire: propriété sociale des moyens de production, autogestion, planification démocratique».

Il définit au passage quelques éléments qui donnent un éclairage particulier au clivage évoqué plus haut entre partisans et adversaires de l'autogestion:

«Les militants de la CFDT refusent de se laisser enfermer dans l'alternative entre "réformistes" et "révolutionnaires"». Les perspectives de la confédération sont définies comme «révolutionnaires» et les combats de classe quotidiens sont conçus comme inscrits dans un but ultime («la réalisation totale de notre projet de société»).

Le passage d'une société à l'autre impliquant qu'il y ait à un moment donné «un passage décisif, qualitatif, une rupture», laquelle sera «progressivement atteinte».

L'IMAGINATION AU POUVOIR!

Alors que le PSU adopte en 1972 un document, Contrôler aujourd'hui pour décider demain (PSU, 1973) – précisant ainsi son choix en faveur d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion en affirmant l'incompatibilité des «organes populaires de base» avec l'État bourgeois et leur rôle «dans la dissolution du pouvoir jusqu'à l'échelon central» – le premier manifeste de la LC (1972) ne fait encore aucune mention de la thématique autogestionnaire.

Et à lire les documents de l'époque, on a l'impression qu'aussi bien les situationnistes qu'Ernest Mandel – qui évoque «le caractère universel de la tendance des travailleurs à s'emparer des entreprises et à réorganiser l'économie et la société sur la base des principes qui correspondent à leurs besoins d'autodétermination» – semblent réduire l'autogestion à une nouvelle formulation des thèmes classiques de la démocratie ouvrière des conseils (Mandel, 1970).

Ce qui n'est pas le cas de la TMRI qui, précisément en raison du développement des forces productives, place l'autogouvernement au centre de la stratégie révolutionnaire: «L'autodétermination [et] la démocratie sont devenues la condition d'une large mobilisation révolutionnaire des masses, aussi bien pour fixer les objectifs revendicatifs, les moyens de lutte que pour définir le contenu du socialisme» (1972).

Tout au long des années 1970, la LCR rechigne de faire de l'autogestion un axe stratégique. Dans Oui le socialisme!, son manifeste de 1978 bien plus détaillée que celui de 1972, la référence à l'autogestion n'est pas centrale, mais la formule est cette fois employée.

Si la perspective générale reste celle de «la démocratie des conseils» le document distingue la bataille pour des nationalisations, non «sous gestion ouvrière» – comme le revendiquent certains courants qui font référence à l'autogestion – mais sous contrôle ouvrier, comme perspective transitoire d'une «planification démocratique et autogérée» qui supposerait l'existence d'un gouvernement des travailleurs. La référence à «la centralisation autogestionnaire» sert surtout à critiquer le courant rocardien pour lequel la centralisation est synonyme de bureaucratie.

En 1973, menacés de licenciements, les ouvriers et les ouvrières de Lip décident d'abord de prendre en main le contrôle des cadences, de séquestrer les administrateurs et enfin de prendre le contrôle de l'usine en reprenant la production de montres pour les vendre. C'est le fameux «On fabrique, on vend, on se paie».

L'usine de Palente devient alors une sorte de laboratoire in vivo de la mise en oeuvre d'une stratégie autogestionnaire. Malgré l'environnement capitaliste, on peut dire que l'autogestion a vécu un temps, en dehors d'une crise majeure. Pouvait-elle se perpétrer en dehors d'une généralisation? Il est évidemment permis d'en douter, mais est-il suffisant de se contenter d'exprimer une vérité incontestable selon laquelle l'autogestion n'est pas possible en système capitaliste, alors même qu'en expropriant les patrons et en s'emparant de l'outil de production, les horlogers de Palente montraient que cette manière de combattre pour la défense de l'emploi portait en elle-même la question de sa généralisation.

À propos de Lip, la LCR préfère parler de contrôle ouvrier. Citant Charles Piaget pour qui «Lip, n'est pas de l'autogestion, mais de l'autodéfense», elle met en garde contre des tentations de gestion ouvrière dans le cadre du système capitaliste qui, à Manuest, par exemple, ont conduit les nouveaux patrons, anciens délégués CFDT, à proposer le licenciement des délégués syndicaux (Yvetot, 1979).

Ailleurs, Charles Piaget évoque la dynamique du conflit qui a bouleversé l'ordre social dans l'entreprise et qui a fait toucher du doigt aux salariés «ce que pourrait être concrètement une forme d'autogestion. […]

Si au départ cela n'a pas été voulu comme ça, on a vu qu'il pouvait y avoir une autre forme d'organisation, une autre forme de travail [et]

l'imbécillité d'une certaine forme de production, des produits, du système de consommation» (Piaget, 1974).

Quant aux ouvrières de «PIL» – anagramme de Lip – qui elles aussi fabriquent et vendent, elles parlent de «grève productive». Dans un livre publié en 1976, un collectif de travailleurs de Lip donne son analyse: «Les Lips ont donné du "contrôle ouvrier" l'illustration la plus accomplie, si accomplie qu'elle a dépassé le simple stade du contrôle, notamment avec la reprise de la production» (Collectif, 1976).

Rencontrant un formidable écho national et international, les Lips ont aussi accessoirement montré comment pouvait se construire un bloc social et politique (un «rassemblement populaire») et répondant – du moins partiellement – à des questions politiques essentielles:

«L'unité des travailleurs intellectuels, des qualifiés, des professionnels, des OS ne peut se faire par l'addition des revendications catégorielles, écrit Maurice Najman (1974), il faut au contraire unifier sur des objectifs et une pratique qui dépasse la catégorie pour embrasser toute la classe dans ses intérêts historiques.

C'est ici que Lip apporte une première réponse qui articule les luttes d'OS [...] et les luttes des techniciens et ingénieurs [...] dans la remise en cause pratique de l'organisation capitaliste du travail. Les ouvriers professionnels et qualifiés de Lip, en faisant la critique-pratique [...] de la division capitaliste du travail, ont réorienté le débat qui traverse le mouvement ouvrier [...] autour de quelle couche ouvrière l'unité peut-elle se réaliser?» .Pour nombre de militants, la pratique du contrôle ouvrier permet la négation progressive des prérogatives patronales. Ainsi, pour Victor Fay (1996) qui évoque la situation italienne du début des années 1970, cette pratique va bien au-delà des frontières des entreprises:

«[Il] s'insinue dans les institutions adoptées par le patronat [et] s'exerce, dans les grandes entreprises privées et publiques, à tous les niveaux [...]. Chez Fiat, chez Pirelli, chez Olivetti, à la Société nationale du pétrole [il] englobe tous les problèmes du travail, y compris la répartition des tâches dans les équipes. Instauré intra muros, il tend à s'imposer extra muros, à transcender les problèmes de l'usine, à intervenir dans tous les domaines du transport et de l'habitat [...].»

L'autogestion: badge inoffensif ou stratégie?

Avec la signature du programme commun de la gauche (1972), la question de la transition au socialisme – et donc de l'autogestion – fait à nouveau l'objet d'un débat au sein de la CFDT: «La conquête du pouvoir politique et économique est une condition nécessaire, mais elle est insuffisante. La construction du socialisme démocratique et autogestionnaire exigera des transformations radicales visant à la propriété sociale […], la transformation des rapports de production, le développement économique fondé sur la satisfaction des besoins, la remise en cause puis la disparition de la division sociale du travail […]; le passage des rapports sociaux hiérarchiques à des rapports égalitaires; la répartition plus égalitaire des revenus, etc.» Dans le débat entre la CFDT et la CGT, cette dernière écarte ces questions d'un revers de main pour s'en remettre aux seules solutions apportées par le programme commun.

Pour Henri Krasuki, le risque bureaucratique fait partie de l'héritage du capitalisme, et ce n'est qu'après la prise du pouvoir que la participation des travailleurs peut devenir un élément de pouvoir… Le texte même du programme commun de la gauche allait révéler, qu'au-delà des ambiguïtés de certains secteurs cédétistes, le clivage entre partisans et adversaires de l'autogestion avait manifestement quelque pertinence, même si l'opération des Assises (1974) en révélera ultérieurement les limites et l'abîme de divergences.

À peu près au moment où s'amorce le recentrage de la CFDT, Pierre Rosanvallon, «chargé de mission» d'Edmond Maire, fait de l'autogestion avant tout **«une stratégie d'expérimentation»** qui permettra, selon lui, de **«dépasser de façon concrète l'alternative réforme ou révolution»** (Rosanvallon, 1976). Critiquant, souvent d'ailleurs avec pertinence, les conceptions téléologiques d'un certain marxisme, il n'en évacue pas moins – la rupture qui permet de passer des parties au tout.

Autrement dit, il suffit d'installer des bribes de d'expérimentation autogestionnaire dans les espaces que le despotisme d'entreprise ou le pouvoir d'État voudront bien consentir et laisser agir les contradictions du système.

Ce qui est évidemment aux antipodes de la démarche d'un Pierre Naville qui, s'il insistait sur la notion d'expérimentation sociale, ne la concevait que comme un outil de la planification démocratique, permettant à un pouvoir socialiste de «procéder par la "méthode des essais et des erreurs"», d'émettre des hypothèses et de faire des choix, de les vérifier,

les corriger, les abandonner ou les améliorer, pour éviter de répéter les «expériences brutales [et] étatiques» (Naville, 1980).

Il s'agit donc désormais pour ceux qui réduisent l'autogestion à des «fioritures», selon le mot d'Yvan Craipeau, opposant à la dérive droitière de Michel Rocard au sein du PSU, de diluer la question des «pouvoirs» et du «double pouvoir» dans une perspective intégratrice où «peuvent coexister l'État, "démocratisé", mais tel qu'il a été construit par la bourgeoisie, et des structures "autogestionnaires" disposant de [...] pouvoirs.» Cependant, un large courant de la confédération reste insensible aux sirènes des recentreurs, en témoigne la contribution déposée au congrès où l'autogestion est réaffirmée comme processus d'expropriation: «[L'autogestion] est à la fois un processus qui tend à déposséder les capitalistes de leur pouvoir et de leurs moyens de production et un processus de conquête du pouvoir par les travailleurs.»

Le texte ajoute: «Parce que le pouvoir politique permet aux capitalistes de se maintenir [...], c'est bien le pouvoir politique qui doit être conquis le premier par les travailleurs et leurs organisations politiques, ce qui ne veut pas dire que nous lions notre action à des échéances électorales. [...] Cette première conquête par les forces politiques de gauche, si elle est indispensable ne saurait être suffisante.»

Dans ses «Quatorze thèses pour l'autogestion», le CLAS, qui regroupe notamment l'AMR, les Centres d'initiative communiste (CIC) et le PSU, critique lui aussi le contenu du programme commun de gouvernement sous deux aspects. D'abord parce qu'il entretient l'illusion d'une possible avance vers le socialisme en restant dans le cadre du système économique et en «laissant subsister les formes institutionnelles de son appareil d'État». Ensuite, parce qu'il s'inscrit dans une logique de «capitalisme d'État assorti d'une gestion dite démocratique, mais dans laquelle ce sont les appareils des partis et de syndicats qui, dans le cadre de la propriété étatique des moyens de production, assumeraient le rôle dirigeant».

Dans son livre, Autogestion, publié en 1970, Daniel Chauvey avait parfaitement cerné la question en articulant les divers éléments contenus dans l'idée d'expropriation du capital: «L'abolition du régime de propriété privée des entreprises n'offre par elle-même aucune garantie d'abolition de l'exploitation des activités de travail.

C'est le mode social de production qu'il faut transformer, c'est le salariat qu'il faut abolir, et ceci ne résulte pas automatiquement du changement de forme juridique de la propriété des moyens de production [...].»

UNE CRITIQUE PRATIQUE DE LA VIE QUOTIDIENNE

Au moment où aucune des institutions de l'appareil d'État n'échappe à la contestation radicale – y compris de l'intérieur par leurs propres agents – , la question de l'unification et de l'articulation des luttes et des couches sociales est évidemment posée avec acuité. Là encore les partisans de l'autogestion voient en elle un axe structurant.

Dans un texte de 1973, Paul Blanquart, membre du comité de rédaction de la revue Politique aujourd'hui, considère que la «pratique de l'autogestion [permet de dépasser] les frontières entre luttes économiques, luttes politiques et luttes idéologiques [et] redonne son unité et son extension au combat anticapitaliste. Elle s'attaque au lieu où tous les éléments du système s'enracinent et se nouent.»

Alors que beaucoup cherchent encore à ordonner la hiérarchisation qu'ils établissent entre ce qu'ils appellent «front principal» et «fronts secondaires» (école, sexualité, féminisme, culture, nationalités, écologie, etc.), la stratégie autogestionnaire permet d'articuler les multiples contestations, de combattre en même temps l'exploitation, l'aliénation et les oppressions, à condition de permettre leur expression autonome et leur autodétermination.

Dans le même texte, Paul Blanquart évoque ces contestations et leur «attitude autogestionnaire» qui contredisent radicalement le mode de vie bourgeois en s'attaquant «aux conditions culturelles du capitalisme» et en recherchant «l'instauration de nouveaux rapports sociaux».

Allant plus loin, il écrit: «Ne faut-il pas [...] faire sortir des contre-institutions d'un certain usage de l'institution, loger des réseaux contre-institutionnelles dans les failles des institutions existantes, en exploitant leurs contradictions?»

Pour l'AMR (1973), l'autogestion constitue l'axe stratégique du nouveau programme de transition en ceci qu'elle s'attaque à l'ensemble de des éléments qui permettent l'exploitation capitaliste et les contraintes sociales qu'elle nécessite: «[L'autogestion] trouve ses fondements dans les conditions nouvelles de la socialisation capitaliste de la production, de la consommation, de l'espace, du temps, et des relations sociales. [...] La

pratique autogestionnaire peut être définie comme la pratique qui questionne en termes d'action directe la finalité des institutions et des valeurs.»

L'autogestion apparaît, comme l'écrit Paul Blanquart, comme un «axe stratégique unificateur» en ce sens qu'elle ébranle la société existante et ébauche la société à construire tout en mobilisant des couches sociales par le truchement des mouvements sociaux:

«Le dynamisme même de l'autogestion s'oppose à ce que ce soit des gens différents qui luttent sur des fronts différents. Il relie entre elles les différentes institutions (école, famille, relations hiérarchiques dans l'entreprise) en faisant voir que, derrière les différents «secteurs» le même et unique ennemi se dissimule. Il donne ainsi au projet socialiste toute son envergure en faisant éclater les institutions. [...] La pratique autogestionnaire crée ainsi un processus de contagion cumulative de toutes les luttes, dans un brassage de toutes les forces, qu'il oriente dans la même direction.»

Le socialisme et le dépérissement de l'État sortent alors de l'abstraction, et, c'est ainsi que Victor Leduc nous invite à lire les événements de mai 1968:

«Si l'étudiant gère son université, le travailleur son entreprise, etc., c'est la fin de la séparation entre le citoyen et l'"homme privé", entre l'État et ses "administrés", séparation qui est le fait de toutes les démocraties historiquement connues.

À la limite, le mouvement tend à une absorption de l'État en des unités autogérés, librement constitués et coordonnées. Peut-être l'histoire verra-t-elle, dans le mouvement de Mai, la première ébauche d'une démocratie permanente, fusion et dépassement de la démocratie politique et de la démocratie économique» (Leduc, 1989).

La stratégie révolutionnaire pour l'autogestion implique évidemment pour ses partisans que les révolutionnaires du dernier tiers du 20e siècle révisent en profondeur leurs modes d'intervention et leurs conceptions des rapports «parti(s)-masses» afin de favoriser systématiquement «l'autodétermination, l'auto-organisation, l'autonomie des mouvements de masse». Les conditions nouvelles de la lutte des classes supposent «la reconnaissance de multiples déterminations dans la conscience de la lutte anticapitaliste, qui peuvent donner naissance à des mouvements spécifiques et autonomes» (AMR, 1973).

Le PSU souligne dans son manifeste que «les luttes, même dures, [...] ne rendent pas directement crédible la possibilité de prendre le pouvoir» et qu'il faut donc mettre en avant des «revendications qualitatives difficilement assimilables par le capitalisme et remettant en cause la réalité de son pouvoir».

C'est au travers de l'autogestion que «peuvent se réconcilier le travailleur et le citoyen, dissociés l'un de l'autre par la bourgeoisie» (PSU, 1973).

L'autogestion: à la fois projet, programme et pratique sociale

À partir de la mort de Georges Pompidou (1974), la perspective électorale offerte par l'union de la gauche change la situation politique. C'est la réponse politique de la gauche parlementaire à Mai 68, en l'absence de réponse politique intelligible formulée par une gauche révolutionnaire incapable d'offrir une perspective. La SFIO moribonde a laissé la place à un «nouveau» Parti socialiste à Épinay (1971) qui s'emparera bientôt de l'autogestion et de l'aspiration à «changer la vie» pour les assécher. L'autogestion, considérée seulement comme un «modèle» d'un socialisme plus ou moins lointain se révélera alors, notamment pour le Parti socialiste en voie de régénération, n'être qu'un leurre destiné à drainer les voix de couches sociales à la recherche d'un débouché politique. Les premiers symptômes de cette situation se manifestent à l'occasion du conflit phare de Lip, au cours duquel ni le PCF ni le PS ne précisent si les nationalisations qu'ils préconisent s'étendraient à la demande des travailleurs de telle ou telle entreprise?

Telle était pourtant bien la réponse d'un gouvernement de gauche («Nationalisation et autogestion») qu'auraient attendu les Lips et quelques autres, en même temps que l'engagement d'en avoir le contrôle et la gestion, seule garantie que la nationalisation soit comprise comme une véritable socialisation.

Ce qui amène, en décembre 1973, au décours du conflit de Lip, Frédo Krumnow à mettre en débat ses réflexions sur les liens entre l'action syndicale et la question du pouvoir: «En cas de victoire électorale, il est indispensable d'avoir une classe ouvrière prête à une prise de pouvoir aux divers niveaux, capable immédiatement de mettre en cause les formes de la légalité capitaliste bourgeoise pour y substituer sa propre légalité. [...] La classe ouvrière a déjà une expérience de la sortie de la légalité, non seulement chez Lip, mais dans beaucoup d'autres occasions.

[Elle] doit être prête à aller le plus loin possible dans la rupture de la légalité, créant ses formes de pouvoir, même partielles, [souligné par

nous], fondées sur des alliances sociales les plus larges possibles» (Krumnow, 1977).

Ce n'est pas l'avis de René Yvetot qui refuse l'idée de soutenir la proposition d'autogestion des entreprises nationalisables par le programme commun au prétexte que celui-ci ne remet pas en cause l'économie capitaliste (1979).

1981, LE TOURNANT

Les années de reflux n'ont guère été propices aux luttes à caractère autogestionnaire, en dehors de ce qui s'est pratiqué en Argentine et, sous une forme particulière, en Grande-Bretagne avec les contre-plans ouvriers de la Lucas Aerospace. Déjà à l'automne 1977, le rapporteur de la commission «Conditions politiques de l'autogestion généralisée» de la 2e conférence internationale sur l'autogestion notait que la revendication autogestionnaire semblait avoir perdu de son actualité: «Les revendications [...] dans la France en crise n'ont pas été dans ce sens, mais [ont été] plutôt reprises par les appareils traditionnels et formulées dans le langage traditionnel» (Autogestion et socialisme, 1977).

Cependant, en septembre 1981, Solidarnosc se définit comme une «organisation unissant les caractéristiques d'un syndicat et celles d'un large mouvement social» et se prononce pour une Pologne autogérée. Les militants y adoptent trente-cinq thèses qui mettent en avant le projet d'un «ordre économique et social réunissant le plan, l'autogestion et le marché».

Un chapitre intitulé «La république autogestionnaire» fait de la représentation des travailleurs le «propriétaire social» des moyens de production et la 21e thèse propose la création auprès du Parlement d'une chambre composée des organes d'autogestion...

L'état de guerre mettra fin au processus, tandis qu'en France, quelque mois auparavant, le 10 mai, l'élection de François Mitterrand à la tête de l'État signait, contrairement à ce que l'on a pu croire sur le moment, la fin d'un cycle.

L'autogestion a-t-elle pour autant été remisée au magasin des accessoires désuets, au même titre que la révolution, la rupture ou la socialisation des moyens de production et d'échange?

Rien n'est moins certain alors que des pages nouvelles ont commencé à être écrites, notamment en Amérique latine, et que, comme le constatait

Michel Fiant au cours d'un atelier du Forum social mondial de Paris (2003), «des luttes, des expériences, des conquêtes manifestent non seulement la permanence, mais aussi le renouveau des aspirations à l'autodétermination, à l'autogestion. Il ne s'agit nullement d'une nostalgie passéiste, c'est le produit d'une nouvelle situation. La mondialisation capitaliste réanime d'anciennes contradictions et en provoque de nouvelles».

Henri Krasuki ne croyait pas si bien dire quand il proclamait avec dérision que l'autogestion était un mot «magique»: magique en effet une orientation qui pourrait bien réenchanter les prochains affrontements avec la société bourgeoise et indiquer à nouveau les voies de la rupture. Frédo Krumnow ne disait rien d'autre quand il écrivait que «Lip ne peut donc rester un accident de parcours. Il doit être intégré comme élément essentiel et probablement déterminant d'une stratégie syndicale révolutionnaire. La réflexion et l'examen des possibilités d'action de masse mettant en échec la légalité bourgeoise devraient se faire dans chaque branche et dans chaque entreprise».

(Krumnow, 1977).

Sophie Béroud, claude Kowal, patrick Silberstein - Syllepse,2014

Annexe :

DES SOVIETS A SACLAY ?

En tant [...] qu'organe d'un double pouvoir, [le comité central d'action] organise l'autogestion.

Ici une parenthèse s'impose. L'autogestion était considérée en général comme une forme d'organisation économique qui ne pouvait exister en système capitaliste. [...] Peu nombreux sont ceux qui ont vu dans l'autogestion un des moyens de favoriser la lutte. C'est-à-dire que l'autogestion ne s'intègre plus du tout dans le système capitaliste, mais devient la gestion de l'économie au profit de ceux qui combattent le capitalisme.

C'est en réalité un des objectifs qu'il faut donner à l'occupation des usines qui remet en cause la propriété privée des moyens de production et permet la gestion par et pour les travailleurs en lutte. Aucun doute que

c’est là une forme d’intervention qui compromet très gravement le pouvoir de la bourgeoisie.

Au Centre d’études nucléaires de Saclay, on ne parle pas de l’autogestion. On la pratique (Pesquet, 1968).

POUR EN SAVOIR PLUS

Autogestion, Paris, Anthropos, notamment les n° 3 (Dossier de l’autogestion en Algérie), 8 (L’autogestion yougoslave), 11-12 (Conseils ouvriers en Tchécoslovaquie).
Paul Blanquart, « Changer les rapports sociaux », in collectif, Autogestion et révolution socialiste, Paris, Syros, 1973.
Daniel Chauvey, Autogestion, Paris, Le Seuil, 1970.
Collectif, Lip, affaire non classée, Paris, Syros, 1976.
Pierre Cours-Salies, La CFDT. Un passé porteur d’avenir, Montreuil, La Brèche,
1988.
Critique socialiste, revue du PSU.
Albert Détraz, Frédo Krumnow, Edmond Maire, La CFDT et l’autogestion, Paris,
Le Cerf, 1973.
Victor Fay, L’Autogestion: une utopie réaliste, Paris, Syllepse, 1996.
Frank Georgi (dir.), Autogestion. La dernière utopie ?, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
Frédo Krumnow, CFDT au coeur, Paris, Syros, 1977.
Victor Leduc, Aliénation ou autogestion. Le dilemme de notre temps, Montreuil,
La Brèche, 1989.
Henri Lefebvre, L’Irruption…, Paris, Syllepse, 1998 (1968).
Ernest Mandel, Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, Paris, Maspero, 1970.
Pierre Naville, Le Temps, la technique, l’autogestion, Paris, Syros, 1980.
« Projet de statuts de l’autogestion des travailleurs de l’usine W. Pieck [Tchécoslovaquie] », Autogestion n° 7, Paris, Anthropos.

PSU, Contrôler aujourd’hui pour décider demain, Théma, 1973.
Jacques Pesquet, Des Soviets à Saclay?, Paris, Maspero 1968.
Pierre Rosanvallon, L’Âge de l’autogestion, Paris, Le Seuil, 1976.
TMRI, La Lutte pour l’autogestion et la révolution, Paris, Maspero, 1972.
René Yvetot, « Sur quelques problèmes du contrôle ouvrier », Critique Communiste, n° 17, janvier 1979.

Ce texte de 2014, écrit par des militants de Syllepse, retrace de façon assez claire le débat politique autour du thème de l'autogestion en France jusqu'en 1990 date de la dissolution du PSU et la création des Alternatifs.

Toutefois il limite ce débat spécifiquement entre organisations ayant des intérêts politiques divergents voir contradictoires et à une stratégie qui aurait plusieurs axes possibles :

''L'autogestion: à la fois projet, programme et pratique sociale ''

Le : « à la fois » masque mal le manque de cohérence qui pouvait exister entre ces organisations incapables de s'unir en une seule. Par contre il atteste de l'intérêt actuel pour le concept comme réponse à la situation économique.

« But et chemin » tel en est a définition. La forme mouvement d'Ensemble en est la représentation sociale et organisationnelle.

==========

2009 Une crise plus profonde que prévue

Au terme des deux premiers mois de l'année 2009, il s'avère que la récession dans laquelle les économies occidentales s'engagent est plus profonde que prévue.

Le dernier trimestre de l'année 2008 est marqué d'un recul du PIB américain de 6,2% [1] ! Dans ce pays, les prévisions du chômage sont dramatiques : 8,2% en 2009 et 10,3% en 2010 [2]. Si une bonne partie de la croissance du milieu de la décennie était portée par les mises en chantier de nouveaux logements, cette activité a décrue de 75% par rapport à 2005 ! En Europe, si les chocs économiques sont traditionnellement moins violents, ils n'en sont pas moins sévères.

Les gouvernements des principaux pays européens anticipent des reculs significatifs de leurs PIB (Royaume Uni : -2,8% ; Allemagne : -2,3% ; France : -1,8%).

Dans notre pays, le chômage a bondi d'une façon inhabituelle en janvier 2009 avec 90 000 nouveaux demandeurs d'emploi (+4,3%).

Face à cette conjoncture désastreuse, les gouvernements et les banques centrales tentent d'agir pour enrayer la spirale de la récession.

Les banques centrales ont bien entendu utilisé les moyens conventionnels à leur disposition, à savoir les baisses de taux directeur et l'émission de monnaie en faveur des banques commerciales.

Ces baisses de taux d'intérêt ont parfois été soudaines comme en témoigne cette baisse de 1,5% le 6 novembre 2008 de la part de la Bank of England. La Banque centrale européenne n'est pas en reste avec deux baisses de 0,5% depuis le début de l'année : du jamais vu de la part de cette institution prudente à orientation monétariste.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, contrairement à l'habitude, ces annonces n'ont eu absolument aucun effet sur les marchés financiers et l'on s'achemine partout vers des taux de refinancement nuls : nous aurons bientôt épuisé les ressources de la politique monétaire.

Les opérations de refinancement des banques se sont multipliées avec des durées rallongées. Traditionnellement soucieuses de ne recevoir en contrepartie de ces opérations que des actifs de première qualité, elles ont toutes dû abaisser ces critères et accepter des actifs plus risqués. En l'espace de trois mois, le bilan de la BCE a doublé, celui de la Fed a triplé [3]. A côté de ces outils conventionnels, on voit certaines banques centrales se lancer dans des activités nouvelles telles que le financement direct des entreprises aux Etats-Unis et la fourniture de devises aux entreprises au Japon.

De nombreux établissements bancaires, principalement dans le monde anglo-saxon, sont au bord du gouffre. Les gouvernements étasunien comme britannique sont obligés d'intervenir dans ceux-ci, notamment sous forme d'augmentation de capital ce qui revient à des nationalisations *de facto*.

Après 170 milliards de dollars injectés en urgence au mois d'octobre 2008, il s'avère que le gouvernement américain a du apporter un nouveau soutien de 30 milliards de dollars en février 2009.

La participation du gouvernement dans Citigroup est aujourd'hui de 36% et des rumeurs courent sur une éventuelle prise de contrôle de Bank of America. Au Royaume-Uni, Royal Bank of Scotland vient de dévoiler une perte abyssale de 24,1 milliards de Livres Sterling, contraignant le gouvernement à augmenter sa participation de 21 milliards de Livres. Devant les menaces de nouvelles dépréciations d'actifs, de nombreuses voix s'élèvent dans le monde financier pour une nationalisation des principaux établissements bancaires destinée à relancer définitivement le crédit et rendre confiance aux investisseurs : brusque retournement de tendance d'un milieu traditionnellement favorable au libéralisme économique.

Les principaux gouvernements de la planète ont désormais recours aux plans de relance pour essayer de conjurer cette récession.

L'État en tant qu'acteur économique majeur est capable d'aller à contre-courant des marchés afin d'enrayer la morosité ambiante :

schématiquement, il dépense alors que les ménages et entreprises ont, au contraire, tendance à freiner leurs investissements et trains de vie. Le secteur automobile, notamment étasunien, est particulièrement sinistré par le recul des ventes et concentre une partie importante de ces plans de relance.

L'inquiétude se porte sur le sort des « Big three » : General Motors, Ford et Chrysler. GM est au bord de la faillite et pour la première fois son management a mentionné le risque de liquidation de l'entreprise. Celle-ci ne survit que grâce à des injections massives et continues de la part du gouvernement : 4 milliards au 31 décembre, 5,4 milliards au 21 janvier, 4 milliards au 17 février ! De plus, un éventuel dépôt de bilan aurait des répercussions en Europe, notamment avec Opel, où GM menace de ne plus soutenir sa filiale.

Dans une telle perspective, que fera le gouvernement allemand ? Les avis sont partagés au sein de la coalition entre accepter la faillite qui profiterait, certes, à Volkswagen mais détruirait de nombreux emplois) ou souscrire à une augmentation de capital d'une entreprise amputée de la plupart de ses brevets qui ont été transférés à la maison-mère aux États-Unis… Si cette situation est extrême outre-Atlantique, elle n'en est pas moins préoccupante dans nos pays.

En France, la production a violemment chuté en décembre et janvier avec un niveau égal à 51,6% de ce qu'elle était en 2005 !

Dans les pays européens, diverses mesures ont été prises visant à relancer les ventes d'automobiles à l'instar de la prime à la casse instaurée en France (surnommée Sarkozette) ou encore le renforcement de la participation du FSI [4] dans le capital de Valeo.

Un autre volet essentiel des plans de relance est l'investissement public dans les infrastructures (autoroutes, réseau ferroviaire…), la recherche, les équipements de défense et de sécurité, le patrimoine, les entreprises publiques et les collectivités locales. Dans le cas français, ces investissements ont été augmentés de 10,5 milliards d'euros.

En comparaison, les dépenses directement affectées au pouvoir d'achat des ménages à bas revenus étaient ridiculement basses : 800 millions d'euros affectés à la prime de solidarité active, précédant la mise en place du RSA en juin 2009. C'est sans doute dans ce déséquilibre entre les milliards affectés à la sauvetage du secteur bancaire et une relance essentiellement orientée vers les investissements et non le pouvoir d'achat qui explique le succès de la mobilisation syndicale du 29 janvier 2009. Cette journée d'action aura permis de rajouter un volet social de 2,6 milliards d'euros au plan de relance [5].

Un aspect nouveau de ces plans de relance serait le contenu écologique de ceux-ci. Une récente étude d'HSBC a tenté de chiffrer le pourcentage écologique de chaque plan de relance, la palme revenant à la Corée du Sud avec une part de 80,5% ! La part écologique du plan de relance français serait de 21,2%. Cette étude est l'exemple même du mirage de l'éco-capitalisme : sont, entre autres, comptabilisées dans ce pourcentage les aides au secteur automobile qui seraient affectées à la recherche de véhicules moins polluants ! A cet égard, il convient de rappeler cette évidence : parce que le capitalisme est d'essence marchande, toute prise en compte du facteur écologique dans la production revient à renchérir les prix et donc amoindrir la productivité. Voilà qui explique les nombreux tours de passe-passe auxquels se livrent les partisans d'un nouveau capitalisme soit-disant vert.

La nature profonde des plans de relance gouvernementaux éclate aujourd'hui au grand jour. L'endettement des ménages est un facteur essentiel d'obtention de flux de trésorerie libres pour les entreprises.

Ceux-ci facilitent le versement de dividendes qui permettent la valorisation du capital. Cet endettement n'a pu être possible que grâce à un secteur bancaire n'hésitant pas à endetter les ménages au-delà de l'entendement et de la décence.

Cette machine ayant été brusquement cassée par la crise des « subprime », ce sont désormais les États qui prennent la relève en s'endettant à leur tour par des déficits budgétaires massifs.

Alors qu'en novembre, le gouvernement Sarkozy-Fillon annonçait un déficit budgétaire de 4% du PIB pour 2009, celui-ci a bien été obligé de reconnaître qu'il sera de l'ordre de 5,5%. Que l'on se rassure, le gouvernement français est battu à plate couture par l'Espagne qui envisage 6,2%, le Royaume-Uni, 8,8% et l'Irlande, 11%.

Nous sommes désormais très loin des critères de stabilité du Traité de Maastricht. Quoiqu'il en soit, de tous les pays occidentaux, les États-Unis sont les plus agressifs avec un déficit public anticipé de 1753 milliards de dollars pour 2009. Pour mémoire, le déficit de 2008, qui restera un des plus important du passé, n'était que de 455 milliards de dollars. Exprimé en pourcentage du PIB, cela fait 12,3%. Mais rapporté au budget de l'État lui-même, cela veut tout simplement dire que pour six dollars encaissés, l'État en dépense dix !

Dans ces conditions, l'objectif de Barack Obama de revenir à une situation normale en 2011 pourrait tenir de la promesse d'ivrogne.

La question qui vient immédiatement à l'esprit est de savoir comment ces déficits vont être financés.

Dans le contexte de la débâcle boursière de ces derniers mois, les gouvernements n'ont aucun mal à emprunter sur les marchés financiers en quête de placements sûrs.

Mais en cas de succès de ces plans de relance qui se traduirait par une reprise économique accompagnée d'une hausse des valeurs boursières, ne risque-t-on pas d'assister à un krach obligataire se traduisant par une remontée des taux d'intérêt de la dette publique ? Comment, dans un tel cas, les gouvernements pourront-ils alors réduire cette dette ? Il n'y a guère que deux solutions : l'augmentation des impôts ou le recours à l'inflation. C'est sans doute dans ce contexte que l'on doit interpréter les récentes annonces des gouvernements étasunien et britannique de relèvement des impôts sur les hauts revenus.

C'est aussi dans ce contexte que l'on peut comprendre le changement de ton de nombreux gouvernements européens à l'égard des paradis fiscaux. Nous venons définitivement de tourner la page du néolibéralisme sans connaître exactement le futur équilibre du capitalisme de demain… si le capitalisme perdure.

Pour l'instant, toutes ces mesures n'ont nullement convaincu les marchés boursiers qui poursuivent leur descente aux enfers. Sur les deux premiers mois de l'année 2008, le Dow Jones a cédé 24,49%, le CAC40, 21,24%. Aucun marché boursier n'est épargné à la seule exception de la bourse de Shanghai qui affiche une progression de 19,65% !

Indiscutablement, nous assistons là-bas à la confirmation d'un nouveau capitalisme en pleine expansion. Alors que la croissance chinoise était essentiellement tirée par les exportations, le gouvernement est en train de prendre les mesures qui permettront d'orienter de façon plus soutenue la production en direction de la consommation intérieure. Leur dernier plan de relance, dévoilé lors de l'ouverture de la session parlementaire de l'Assemblée nationale, est gigantesque : 1162 milliards d'euros, soit 33% du PIB !

Il faut dire qu'avec un endettement de seulement 20,9% du PIB, ce pays dispose encore de nombreuses cartouches ! L'objectif de ce gouvernement est de promouvoir une croissance de 8% cette année. C'est certes loin des taux de 12% que nous avions connus mais cette croissance ferait rêver plus d'un dirigeant occidental. En tout cas, la bourse de Shanghai a répondu positivement à cette annonce : nous sommes décidément loin de la morosité des places occidentales. Qu'on ne s'y trompe pas : la récession mondiale a des conséquences sociales catastrophiques dans ce pays avec plus de 20 millions de travailleurs immédiatement sans travail.

Il y existe de nombreuses luttes sociales mais celles-ci ne devraient nullement tendre à une remise en cause d'un capitalisme qui devrait conserver une croissance significative sur les prochaines années. Cette émergence de la Chine en tant que pays se montrant capable de faire front à la crise comparé au marasme assourdissant des pays occidentaux est sans doute la leçon géopolitique la plus forte de ce début d'année.

Nous vivons donc une crise majeure du système capitaliste dans les principaux pays. Depuis le début de la crise, les classes dirigeantes sont face à une alternative : ne rien faire et laisser le marché s'autoréguler ou au contraire faire intervenir massivement l'État dans l'économie quitte à abandonner temporairement ses croyances libérales.

Il apparaît que le premier point de vue est ultra-minoritaire et ne trouve grâce que dans les milieux ultra-conservateurs étasuniens. Il est clair qu'un tel scénario mènerait droit, dans le pire des cas, à la barbarie la plus totale, dans le meilleur des cas, à la révolution sociale, mais en aucun cas à la sauvegarde du capitalisme. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre que la totalité des gouvernements ont choisi la seconde option.

Dans les pays occidentaux, les organisations syndicales, les associations de chômeurs et de retraités, les mouvements écologistes et de consommateurs présentent des revendications différenciées mais qui, toutes, remettent en cause la rentabilité du capital.

Dans ce contexte, les gouvernements tendent à se substituer aux entreprises pour répondre de façon très partielle à ces besoins tout en s'endettant, ce qui facilite en retour la formation de profits pour les entreprises : cependant, comme nous l'avons vu, cet exercice sera périlleux et si nous sommes définitivement sortis du néolibéralisme, rien n'indique à ce jour que nous ayons une nouvelle formule stable d'accumulation du capital.

Si la revendication d'une orientation plus sociale des plans de relance est une revendication syndicale immédiate et légitime, nous aurions cependant tort, en tant qu'organisation politique autogestionnaire de soutenir ou de favoriser quelque plan de relance que ce soit, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas d'autre objectif que de sauver le capitalisme par une relance de la croissance. Notre rôle est de soutenir les revendications sociales et écologiques, tout en montrant que la satisfaction de celles-ci passe par une remise en cause définitive des profits et cela suppose donc que les entreprises ne soient plus gérées par les détenteurs de capitaux mais par les travailleurs, les usagers et citoyens, ce qui nous ferait sortir *de facto* du capitalisme.

C’est la seule voie à suivre pour aboutir à une société émancipée dans laquelle la production répond aux seuls besoins de la population et qui, de ce point de vue, n’impose ni la croissance, ni la décroissance mais le retour en force de la valeur d’usage.

Enfin, un autre mot apparaît de plus en plus dans les débats : le protectionnisme. Chaque pays accuse plus ou moins les autres de protectionnisme scrutant leurs plans de relance respectifs. C’est l’Union européenne qui a ouvert le bal pointant une clause du plan de relance étasunien mentionnant l’obligation d’acheter des aciers fabriqués localement.

C’est la présidence tchèque de l’Union européenne qui dénonce les plans ouest-européens de soutien au secteur automobile exigeant le maintien des emplois dans leurs pays respectifs. D’une façon plus générale, l’OCDE dénonce une contraction des échanges mondiaux, contraction qui, toutefois, reste en ligne avec la récession mondiale annoncée.

Certains économistes, notamment à gauche de l’échiquier politique, prônent ouvertement le recours au protectionnisme comme moyen de garantir l’emploi et les salaires [6].

Que l’on soit clair, si le libre-échange est effectivement « la liberté qu’à le capital d’écraser le travailleur » [7], les barrières douanières, n’ont d’autre objectif que de permettre au capital national de prospérer à l’intérieur de ses frontières et s’opposent *de facto* à l’altermondialisme.

Là encore, l’alternative réside dans **l’appropriation collective** des moyens de production qui permet de déconnecter les revenus du travail fourni, qui permet ainsi de « subventionner » certaines activités économiques par rapport à d’autres, ce qui, de l’avis de la majeure partie des économistes constitue la réponse la moins couteuse pour tous en terme de protection sociale des productions locales [8].

Notes

1] Il va de soi qu’en tant qu’Alternatifs, nous n’assimilons pas le succès ou l’échec d’une économie au seul PIB. Cependant, le capitalisme, en tant que système économique, supporte difficilement les récessions et un recul du PIB plus ou moins prononcé reste un signal pertinent de la crise de ce système.

[2] Alors que depuis 1945, le taux de chômage dans ce pays oscille autour des 5%. A noter aussi qu’il n’est pas exactement comptabilisé de la même façon que chez nous et que de nombreux économistes considèrent qu’il est traditionnellement sous-estimé.

[3] Ce qui signifie que les banques centrales interviennent de plus en plus directement dans l’économie, sortant ainsi de leur rôle de simple régulateur du système bancaire.

[4] Fonds Stratégique d'Investissement. Il s'agit du nouveau fonds souverain français essentiellement destiné à des prises de participation nationales.

[5] Dont une partie correspond à des aides aux entreprises pour financer le chômage partiel.

[6] Voir à cet égard le dossier sur le protectionnisme (page 18 à 22) du numéro 660 (mars 2009) du Monde diplomatique.

[7] Karl Marx. Expression utilisée dans un discours prononcé devant l'association démocratique de Bruxelles, le 7 janvier 1848.

[8] Bernard Guillochon, « Le Protectionnisme », Editions La Découverte, Collection Repères, 2001.

Huit ans plus tard la récession est toujours d'actualité. Les politiques d' « Austérité » sont la règle commune en Europe et seules des mesures de plus en plus "libérales" permettent au capitalisme financier de maintenir un taux de rentabilité acceptable. La production stagne voir régresse au fil des années le chomage et la pauvreté sont en constante augmentation.Avec de faibles variations pour le chomage.

ANNEXES

NOTES

Fonctionnement d'une banque.

Une banque est une entreprise particulière dont la principale fonction est la création monétaire. Lorsqu'une banque accorde un prêt, elle crée de la monnaie à partir de rien. A l'actif (ce que possède une entreprise), elle inscrit la créance sur l'emprunteur.

Au passif (comment l'entreprise finance ce qu'elle possède), elle inscrit cette somme d'argent en compte en banque au nom de l'emprunteur. Comme l'emprunteur n'emprunte pas pour le plaisir de contempler son argent mais pour le dépenser, celui-ci va donc le transférer à un autre agent économique qui a toutes les chances d'avoir son compte dans une autre banque. Inversement, la banque risque de recevoir d'autre montants en provenance de tiers. Ces transferts entre banques se font à travers les comptes qu'elles détiennent auprès de la banque centrale. Si une banque est débitrice (elle transfère plus d'argent qu'elle n'en reçoit) et ne dispose pas assez d'argent en banque centrale, elle devra emprunter de l'argent « banque centrale » auprès d'autres établissements bancaires (marché interbancaire) ou directement auprès de la banque centrale (prêteur en dernier

ressort).

On comprend donc que la contrepartie de l'argent que nous détenons dans un établissement bancaire (au passif) n'est ni de l'or, ni un compte auprès de la banque centrale mais un ensemble de créances et de titres dont les valeurs sont variables. Ce sont les actionnaires de la banque qui supportent ou bénéficient en premier lieu des variations de ces actifs. Si le prix de ces actifs baissait trop, les fonds propres (les actifs moins les dettes) seraient absorbés, ce qui remettrait en cause l'endettement des banques et donc les comptes bancaires des clients. Afin de garantir la solidité des établissements de crédits, ces emprunts à risque ont souvent été « titrisés », c'est-à-dire qu'ils ont été regroupés et revendus sur le marché boursier en tant que véhicule de fort rendement (taux d'intérêt pratiqués supérieurs aux taux usuels). Ces titres ont ensuite été achetés par différents établissements financiers, notamment les SICAV monétaires « dynamiques ». Plutôt que de donner un rendement égal à celui du marché monétaire, ces SICAV proposaient des rendements légèrement supérieurs par inclusion dans leurs portefeuilles de ces titres à haut risque. Devant les doutes quant à la valeur de ces SICAV gérées par les établissements bancaires, ces derniers ont préféré racheter les demandes de retrait des déposants plutôt que de déclarer leur SICAV en faillite : les mauvaises créances qui avaient été externalisées par la titrisation reviennent dans l'actif des banques. Cette phase se déroulera durant l'été 2007.

A partir de cet instant, les banques ont tout lieu de s'interroger sur leurs actifs respectifs. La méfiance s'installe entre établissements bancaires et les taux d'intérêt du marché interbancaire montent en flèche. Les banques centrales sont alors obligées d'intervenir pour éviter le défaut de paiement d'un établissement. Ces interventions sont de deux ordres : injection de liquidités dans le système bancaire et baisse des taux de refinancement.

Le fonctionnement d'une banque centrale

La banque centrale joue un rôle déterminant dans l'animation du réseau bancaire : chaque établissement bancaire doit disposer d'un compte auprès de la banque centrale. C'est par transfert de compte à compte que les banques commerciales compensent les différents mouvements de leurs détenteurs de compte.

A tout moment, la banque centrale propose de créer de la monnaie centrale aux établissements bancaires. Le taux directeur exprime le taux autour duquel la banque centrale est disposée à prêter aux établissements bancaires. Lorsque le taux baisse, l'emprunt auprès de la banque centrale devient moins cher, ce qui fait mécaniquement baisser le taux du marché interbancaire et donc, par ricochet, les taux d'intérêt que les banques proposent à leurs clients.

La banque centrale joue aussi sur le volume des crédits accordés aux banques (injections de liquidités). A titre d'exemple, la Banque Centrale Européenne propose toutes les semaines et tous les trimestres de créer de l'argent contre le dépôt d'actifs en garantie (opérations d'open market).

La banque propose alors un volume de liquidités qu'elle met aux enchères en fonction des taux d'intérêt proposés par les banques.

Si la Federal Reserve (Fed) comme la Banque Centrale Européenne (BCE) n'hésiteront pas à injecter les liquidités nécessaires pour éviter un blocage du marché interbancaire, si la Fed organisera le rachat in extremis d'une des principales banques d'investissement du pays, Bear Stearns, par JP Morgan Chase, ces deux banques centrales auront néanmoins des

politiques différentes en terme de taux d'intérêt. Ces différences doivent se comprendre comme étant la conséquence des mandats respectifs de chacune des banques : le mandat de la Fed est double et porte sur le dynamisme économique et la stabilité de la monnaie alors que le mandat de la BCE est strictement limité à la stabilité monétaire.

La conséquence immédiate de la crise des subprimes est un coup d'arrêt donné au dynamisme de l'économie américaine porté par les déficits jumeaux : le déficit du budget et des ménages et le déficit extérieur.

L'endettement des ménages et de l'Etat constitue un élément favorisant le profit des entreprises.

Si on résumait l'économie monétaire à deux types d'agent économique, les entreprises et les ménages, on pourrait considérer que les entreprises donnent des salaires, des intérêts et dividendes aux ménages (en tant que travailleurs, créanciers ou propriétaires) qui en contrepartie dépensent leurs revenus pour acheter la production des entreprises. Si l'ensemble des revenus dépensés par les entreprises en salaires, intérêts et dividendes retournait aux entreprises sous forme d'achats, nous aurions alors un équilibre assez improbable.

Supposons que les ménages dépensent moins que ce qu'ils reçoivent. Cela signifie que les entreprises vont alors devoir se refinancer. Ceci ne pose pas de problème si le capital productif des entreprises (matériel comme immatériel) a augmenté. Les entreprises ont alors la possibilité d'émettre de nouvelles actions, de nouvelles obligations auprès des ménages ou encore de créer elles-mêmes la monnaie nécessaire par les banques qui sont elles-mêmes des entreprises.

Supposons maintenant que les ménages dépensent plus que ce qu'ils reçoivent. Comme pour les entreprises, ils vont devoir financer ce différentiel et le feront par endettement auprès des banques. Cet autofinancement des entreprises en général (les entreprises reçoivent plus qu'elles ne dépensent) est favorable aux profits de celles-ci dans la mesure où il offre des flux de trésorerie libres (free cash flow) aux entreprises permettant des versements de dividendes.

Cependant, les ménages comme les entreprises ne forment pas des ensembles homogènes. On peut donc concevoir que certains ménages soient fortement endettés alors que d'autres possèdent de nombreux actifs financiers dont des actions de sociétés. Toutefois, l'endettement de certains ménages par rapport à d'autres ne peut s'étendre à l'infini : il arrive que l'espoir de voir une dette se rembourser devienne hypothétique, ce que la crise des subprimes a mis en évidence.

De même, le déficit de l'Etat en tant que représentant collectif des ménages permet de favoriser le profit des entreprises, d'autant que la dette de l'Etat est généralement considérée comme fiable… à condition qu'elle ne dépasse pas certaines limites.

Cette crise des « subprimes » n'est que le révélateur d'une triste réalité : un moteur essentiel des profits des entreprises américaines reste l'endettement des ménages. Assécher ce moteur en restreignant le crédit et ce sont des perspectives de profits qui s'estompent, la valeur des entreprises qui part en fumée. En effet, ce sont alors des perspectives de dividendes qui s'estompent et donc la valeur des actions.

Qu'est ce qui donne de la valeur à une entreprise ?

On pourrait penser que la valeur d'une entreprise se résume à sa valeur patrimoniale : ce qu'elle possède moins ce qu'elle doit. Ce n'est pourtant pas cette valeur qui est retenue par les agents économiques lorsqu'ils échangent des actions au quotidien sur un marché boursier ou lorsqu'ils achètent et vendent des entreprises. Une action, titre de propriété d'une entreprise, est aussi un titre financier et s'évalue de la même façon que tout titre financier : sa valeur est censée être égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie qu'il procurera à son détenteur. Du point de vue de l'action, les flux de trésorerie que le détenteur peut attendre sont, bien entendu, les dividendes.

La valeur actuelle d'un dividende est d'abord donnée par le taux d'intérêt. En effet, la valeur actuelle d'un dividende à deux ans est égale à la somme qu'il convient de placer aujourd'hui pour obtenir son montant dans deux ans. Si j'attends un dividende de 1€ dans deux ans et si le taux d'intérêt du moment est égal à 4%, la valeur de ce dividende est égale à 1/(1,04x1,04), soit environ 0,92 €. Si le taux était de 6%, la valeur de ce dividende sera de 1/(1,06x1,06), soit 0,89 €. On comprend alors que plus le taux d'intérêt est bas, plus la valeur actuelle du dividende à venir est forte.

Un dernier paramètre à prendre en compte est la prime de risque. A l'inverse du coupon d'une obligation d'Etat, le dividende n'a aucune certitude. Il convient donc d'appliquer sur le calcul d'actualisation une prime de risque qui s'ajoutera au taux d'intérêt. Si nous appliquons en plus des 4% de taux d'intérêt une prime de risque de 8%, la valeur actuelle d'un dividende à 1€ dans un an n'est plus que de 1/(1,12x1,12), soit 0,8 €.

Dès lors la politique de la Fed va consister à baisser son taux d'intérêt directeur pour stopper une chute de la bourse. Son taux directeur (Target Federal Funds rate) passera d'un sommet de 5,25% (taux effectif au 29 juin 2006) à 2,25% au 18 mars 2008 avec des baisses brusques de trois quarts de point (0,75%) les 22 janvier 2008 et 18 mars 2008. A chaque baisse significative de taux, la Fed parviendra à enrayer la chute de Wall Street, ceci s'inscrivant dans son mandat de soutenir le dynamisme économique et l'emploi.

Pourquoi le niveau de la bourse a-t-il une incidence sur la croissance ?

Une vision simpliste de l'entreprise capitaliste voudrait qu'il suffise que l'entreprise engrange des bénéfices pour que le ou les propriétaires de l'entreprise soient satisfaits de leur investissement. Ceci est inexact à deux titres.

Le premier est que le bénéfice est une donnée comptable qui ne traduit pas la réalité de l'entreprise, notamment de ses actifs immatériels. Une entreprise peut donc très bien avoir un bilan désastreux une année tout en détenant le « produit du siècle » qui n'a pas été valorisé. Inversement, une autre peut très bien afficher un bilan satisfaisant à tout égard alors que celle-ci est en sous-investissement notoire, ce qui aura des effets négatifs sur les exercices à venir.

Le bénéfice doit donc être interprété comme une addition de deux données : les flux de trésorerie libres et la variation des actifs investis.

Si la première valeur est indiscutable (c'est l'argent qui est effectivement rentré dans l'entreprise), la seconde est une affaire d'appréciation. La première est l'expression de ce que les actionnaires peuvent se verser en dividendes et c'est celle-ci qui importe dans la

mesure où ce sont les espérances de dividendes qui valorisent une entreprise.

La véritable question que se pose un actionnaire est : est-ce que mon investissement de 100 vaudra demain une valeur supérieure et cela est directement corrélé au niveau de la bourse. Ce phénomène a été mis en évidence par l'économiste James Tobin et son Coefficient Q qui exprime le ratio entre la valeur marchande du capital (donnée par la bourse) et la valeur de remplacement du capital (donnée par les achats et les salaires). Si ce coefficient est supérieur à 1, cela signifie que les détenteurs d'argent ont intérêt à investir puisque leur investissement est immédiatement valorisé alors que s'il est inférieur à 1, cela signifie que les détenteurs d'argent ont plutôt intérêt à ne pas investir, puisque leur investissement sera déprécié. A partir de diverses séries statistiques, James Tobin a mis en évidence que la croissance était directement corrélée avec la valeur du coefficient Q avec une année de décalage.

Cependant, cette politique de la Fed va avoir des répercussions sur le niveau du dollar par rapport aux autres monnaies et tout particulièrement l'euro, dont la Banque Centrale suit une politique légèrement différente. En effet, en baissant son taux directeur, la Fed baisse immédiatement l'ensemble de ses taux à court terme et contribue à relancer l'inflation. Désormais, le taux d'intérêt à court terme du dollar est de l'ordre de 2% alors que l'inflation est légèrement supérieure à 4%. Cela signifie que détenir du dollar à court terme provoque une érosion de pouvoir d'achat de 2% par an. De même, détenir un bon du trésor à 10 ans ne rémunère qu'aux environs de 3,5%, ce qui ne préserve pas la valeur de l'argent.

En clair, l'économie américaine est rentrée dans une phase de taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins inflation) négatifs. Cette politique n'a pas été suffisante pour empêcher l'économie américaine d'entrer en récession (baisse du PIB constatée sur deux trimestres consécutifs), récession essentiellement provoquée par la baisse de la valeur des biens immobiliers (elle-même due à la hausse progressive du taux directeur de la Fed de 2004 à 2006) entraînant une baisse de la demande de consommation. C'est ainsi que la Fed demande alors au gouvernement américain de compléter sa politique monétaire par une politique budgétaire significative (déficit). Comme nous l'avons vu, ceci n'est qu'une variante de l'endettement des ménages : si les ménages ne s'endettent pas individuellement, alors endettons-les collectivement grâce au déficit budgétaire. Cette politique ne change pas et nous devons maintenant nous interroger sur sa soutenabilité, notamment à l'égard des agents économiques non résidents.

En d'autres termes, les autres économies vont-elles accepter de poursuivre le financement du déficit commercial étasunien ? Rien n'est moins sûr.

La politique de taux d'intérêt réels négatifs de la Fed a considérablement terni l'attrait de la détention de dollars pour des non-résidents. Il s'ensuit que le dollar, qui était une devise de référence pour toutes les économies, va considérablement perdre de sa valeur, passant de 1,35 dollars pour un euro en septembre 2007 aux environs de 1,55 en mars 2008. Certains se consolent en indiquant que cette chute du dollar est une bonne nouvelle pour relancer les exportations américaines et réduire le déficit extérieur. C'est exact, mais cela n'empêche pas que cette baisse de la devise signifie avant toute chose une dépréciation générale du travail américain dans les échanges extérieurs et donc une baisse de pouvoir d'achat des ménages américains en général. Est-ce que la baisse du dollar ira au-delà de 1,60 pour un euro ?

Si tel était le cas, cela signifierait immanquablement que nous entrerions alors dans une autre période, une période où le dollar ne sera plus la devise de référence, la devise des échanges internationaux. Ne sommes-nous pas déjà rentrés dans cette phase ?

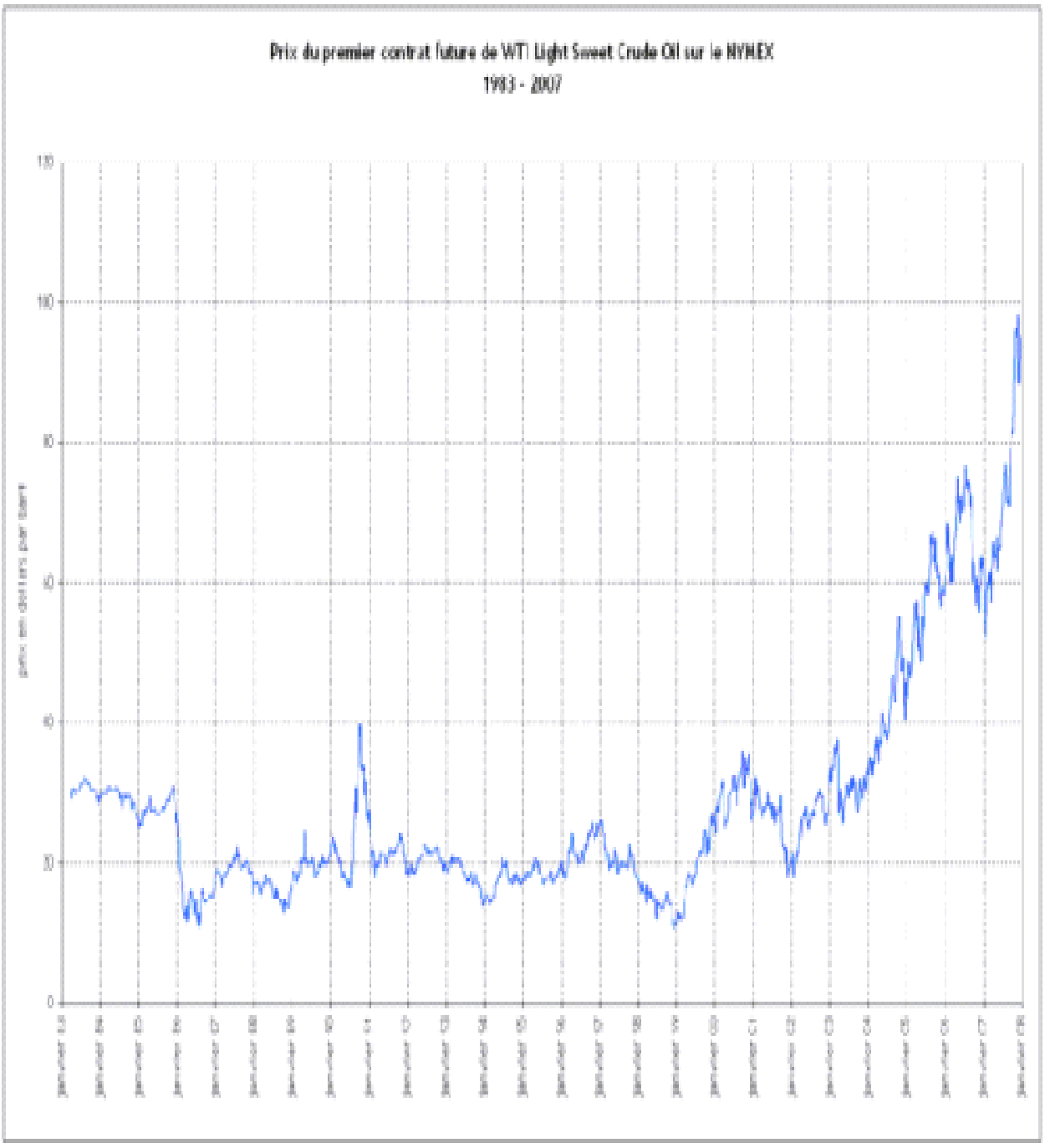
Un indice intéressant nous permettant de nous faire une petite idée est l'évolution comparée du prix du pétrole en dollars et en euros. En septembre 2007, le cours du baril s'établissait

aux environs de 80$. Depuis mars, il est supérieur à 100 $ et oscille violemment autour des 105 $. Exprimée en dollars, cette hausse est de l'ordre de 30%. Exprimée en euros, le baril de pétrole passe de 60 € à 68 €, soit une hausse de seulement 8%. A chaque baisse brutale du dollar, le pétrole hausse brusquement comme si les agents économiques n'avaient plus le dollar comme devise de référence mais raisonnaient dans un panier de devises intégrant, bien entendu, l'euro.

Sommes-nous entrés dans une période dans laquelle les agents étrangers ne sont plus disposés à financer indéfiniment le déficit américain ? En d'autres termes, si la consommation américaine, qui était le moteur de l'économie mondiale, s'estompe, quel vont être les relais ? C'est le débat actuel sur la thèse du découplage des économies. Il est important de rappeler que le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) représente désormais 25% du PIB mondial. Cette hypothèse signifie qu'une économie comme l'économie chinoise, portée par les exportations, va devoir changer de moteur, notamment en privilégiant la consommation de ses nouvelles classes moyennes, ce que les récentes hausses de salaires semblent confirmer. Quoiqu'il en soit, le découplage est réel même si il est loin d'être total, le FMI ne se privant pas de le rappeler ces derniers jours.

Par ailleurs, de nombreux périls (notamment l'inflation chinoise) se mettront en travers de cette évolution. Dans l'immédiat, cela se traduit par une baisse sensible de la croissance de la Chine (10% de prévu en 2008 au lieu de 11,4% en 2007) et des pays émergents, induisant une croissance mondiale moindre prévue pour 2008 (3,7% au lieu de plus de 4,5% antérieurement).

Mais l'élément le plus important de cette crise financière est la hausse généralisée du prix des matières premières. Nous avions évoqué la hausse du pétrole. Pris dans une perspective un peu plus longue, on s'aperçoit que la hausse du prix du baril est brutale à partir de 2004, le prix du baril fluctuant précédemment autour de 30 $. Nous avons donc une hausse de l'ordre de 200% en l'espace de 4 ans, ce qui est gigantesque. Même exprimée en euros, cette hausse est phénoménale : de 30/1,25 à 90/1,48, soit une hausse d'environ 150%.



Les raisons de cette hausse sont connues et s'expliquent par un double mouvement : la stagnation des réserves prouvées de pétrole et la demande grandissante des économies émergentes, notamment la Chine. Ceci nous prouve une fois de plus que même en faisant abstraction du péril écologique qui nous guète (réchauffement climatique dû à des émissions excessives de gaz à effet de serre), le modèle de développement mondial basé sur les hydrocarbures n'est pas tenable.

Un deuxième phénomène vient désormais se grever sur cette hausse du pétrole : la hausse généralisée des produits agricoles. Comme toujours, une telle hausse s'explique par une conjonction de facteurs parmi lesquels on peut citer : une consommation en hausse de la part des économies émergentes, l'utilisation croissante des terres destinées à des agro-carburants, de moindres rendements agricoles qui pourraient être annonciateurs des dérèglements climatiques et écologiques à venir, l'incidence de la hausse du pétrole sur les prix des transports. A titre d'exemple, le cours du blé (Soft Red Winter FOB) est passé de 133 € la tonne (sept. 2006) à 245 € en septembre 2007. Il est aujourd'hui au plus haut depuis vingt huit ans. De même, le maïs, le riz, le soja, le colza ont vu leurs cours doubler, voire tripler en l'espace de deux ans.

Tout ceci provoque la relance d'un phénomène que nous avions connu précédemment : l'inflation. Cette inflation ne touche pas les populations de la même façon. Celles dont une part importante du budget est composée d'aliments sont frappées de plein fouet. C'est ce qui explique que des manifestations contre la vie chère, que l'on qualifie déjà d'émeutes de la faim, ont fait leur apparition dans des pays aussi divers que le Mexique, Haïti, Egypte, Burkina Faso Maroc, Cameroun, Mauritanie, Côte d'ivoire. En Thaïlande, les rizières en viennent à être protégées par des gardes armées. Afin d'assurer une alimentation minimale à leur population, le Vietnam et le Cambodge ont interdit ou réduit leurs exportations.

Cette irruption de la question alimentaire dans l'actualité valide malheureusement les craintes que le mouvement altermondialiste pointait depuis quelques années. Une agriculture exclusivement orientée vers la satisfaction des besoins du marché mondial peut être dangereuse du point de vue de la sécurité alimentaire dans la mesure où la répartition des pouvoirs d'achat est très inégale. Par ailleurs, nous nous apercevons que notre mode de vie occidental, notamment notre alimentation (fortement carnée) n'est pas généralisable à la planète entière : il suffit qu'un quart supplémentaire de la population mondiale entre dans ce mode de vie pour que la faim fasse son apparition. Cette crise alimentaire remet au devant de la scène la nécessité de pratiquer partout dans le monde et dès que possible l'autosuffisance alimentaire, seule capable de réduire les transits de marchandises et les émissions de gaz à effet de serre qu'ils induisent.

Chez nous, le phénomène se ressent d'une façon moins violente certes, mais bien significative pour les ménages à bas revenus. On constate une flambée des prix de l'alimentaire en général. Le taux d'inflation de la zone euro s'établit brutalement à 3,5% alors qu'il était de 2% antérieurement. Il est bon de rappeler que ce taux d'inflation est établi pour un ménage moyen. Pour un ménage modeste consacrant proportionnellement une part plus importante de son budget à l'alimentation, l'inflation ressentie sera plus encore importante.

Alors que l'objectif de la Banque Centrale Européenne était de contenir l'inflation sous le seuil de 2%, on constate qu'elle a largement laissé filer celle-ci. Vouloir contenir l'inflation aurait signifié poursuivre la hausse du taux directeur entamée depuis décembre 2005 (il était à l'époque de 2%). Or à partir du 13 juin 2007, la BCE laissera son taux inchangé à 4%. Si la BCE avait voulu maintenir l'inflation dans la zone des 2%, elle aurait probablement dû le positionner aux alentours de 5-6%.

Elle ne l'a pas fait compte tenu de la baisse des bourses européennes dans le sillage de Wall Street depuis août 2007. Elle n'a pas non plus baissé son taux directeur à l'instar de la Fed, ce comportement s'expliquant par la différence du mandat donné à ces deux établissements. Son action s'est donc limitée à injecter des liquidités afin de fluidifier le marché interbancaire.

Alors que des fractions de plus en plus importantes de la classe politique, droite et gauche confondue, ainsi que le FMI exigent une attitude plus souple de la BCE, voire une modification du mandat donné à celle-ci, la BCE navigue à vue dans une position intermédiaire : elle laisse filer doucement l'inflation sans pour autant répondre positivement aux demandes de baisse de taux.

Comment expliquer cette attitude ? Jusqu'à présent l'essentiel de l'inflation a été portée par la raréfaction des ressources naturelles. De ce point de vue, de nombreux économistes jugent qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter et que nous ne rentrons pas dans une boucle infinie d'une inflation qui part des salaires pour s'étendre aux prix pour ensuite retourner sur les salaires. C'est exactement ce qu'indique Jean-Claude Trichet lorsqu'il déclare fin mars devant le parlement européen que « pour préserver la stabilité des prix à moyen terme et le pouvoir d'achat de tous les citoyens de la zone euro », il faut absolument éviter « les schémas selon lesquels les salaires nominaux seraient indexés sur les prix à la consommation ».

Cependant, cette inflation stimule une demande urgente de réévaluation salariale. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la récente manifestation de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) qui s'est tenue le 5 avril à Ljubljana en Slovénie demandant l'établissement d'un SMIC européen et une augmentation généralisée des salaires de 150 €. Il est à noter qu'outre-Rhin, le syndicat des conducteurs de trains, GDL, a obtenu une augmentation des salaires de 11%. Les employés des services publics se sont vus obtenir une augmentation immédiate de 5,1% le 31 mars accompagnée d'une garantie de revalorisation de 2,9% pour 2009. De même, les métallugistes de Basse-Saxe, de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Brême ont obtenu une augmentation de 5,2%.

Sommes-nous déjà dans ce contexte ? Si les salariés allemands ont obtenu satisfaction, il faut comprendre que cela s'est fait dans le contexte d'un gel des salaires durant de très nombreuses années et d'une économie disposant d'une balance commerciale largement excédentaire. Est-ce que la réduction du chômage outre-Rhin a été un élément favorable à ces réévaluations et si oui, dans quelle mesure ? La situation reste cependant différente en France, en Italie et en Espagne : nous ne constatons pas actuellement d'augmentation significative des revenus dans ces pays. Est-ce que la décroissance du chômage due à l'effet démographique ne va pas changer la donne ? Qu'en est-il de la grève des ouvriers de Dacia en Roumanie ? Comme on le voit, il est encore difficile de répondre à cette question.

S'il est normal que la réaction syndicale à une situation d'inflation soit l'augmentation des salaires, une approche pleinement politique doit plutôt porter sur la question du maintien du pouvoir d'achat. Limiter notre approche à la seule augmentation des salaires, promouvoir l'échelle mobile des salaires est une politique à courte vue qui ne pourra que mener à l'échec. En effet, dans un tel cas, la banque centrale a deux possibilités : pratiquer une politique monétaire expansive de manière à reconstituer les profits des entreprises ou pratiquer une politique monétaire restrictive qui vise au contraire à pénaliser les entreprises qui cèdent sur les revendications salariales.

Une politique monétaire expansive permet de reconstituer les profits des entreprises.

Une politique monétaire expansive permet de faciliter l'octroi de crédit par les banques commerciales par deux mécanismes : l'injection de liquidités dans le système bancaire et la baisse du taux directeur qui influe indirectement sur les taux d'intérêt pratiqués. Comme les agents économiques souscrivent des crédits pour les dépenser immédiatement, il s'ensuit qu'une offre plus importante de monnaie se présente pour acheter la production, ce qui entretient l'inflation.

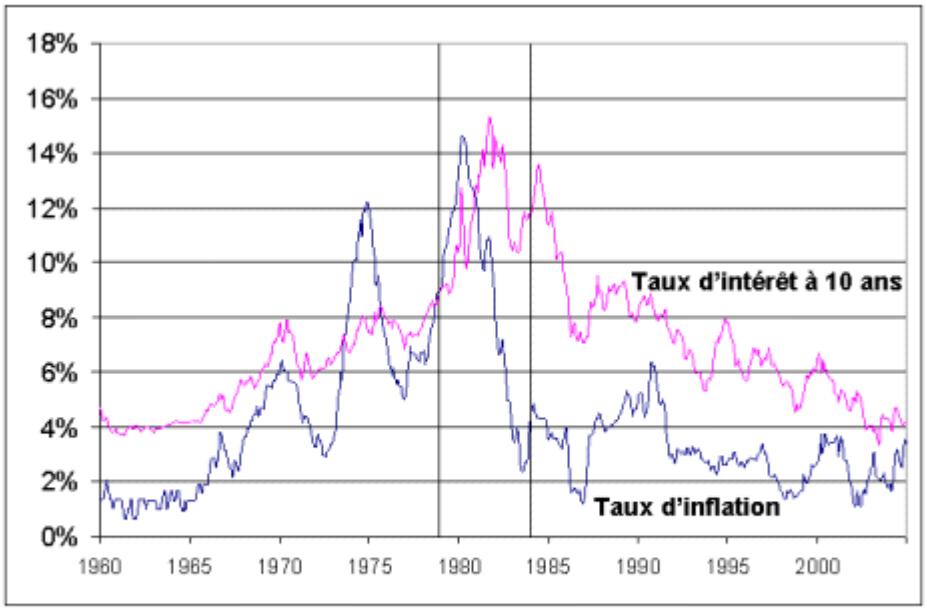
Dans le cadre d'une économie dominée par les entreprises de capitaux, les salaires sont donnés comme étant fixes. Si, suite à divers mouvements revendicatifs ou à une conjoncture favorable aux salariés, les salaires augmentent, ceci aura pour effet de réduire les profits des entreprises et leurs flux de trésorerie libres (condition des dividendes et de la valorisation des entreprises). Une politique monétaire expansive permet alors d'offrir à la production une offre de monnaie supérieure à ce qu'elle était antérieurement, ce qui permet de reconstituer les profits des entreprises.

Il est donc paradoxal que voir des forces de gauche (y compris « radicales ») soutenir une politique monétaire expansive : cela revient à soutenir l'effacement des gains salariaux par une dévalorisation monétaire des salaires. Même dans l'hypothèse où les salariés sont en position de force et qu'ils ont alors la possibilité de contrer ultérieurement cet effacement monétaire par de nouvelles augmentations, une telle politique revient à créer une spirale infernale d'inflation qui ne mènera à rien et surtout pas à un changement social dans les rapports de production.

Il est donc fatal que cette politique monétaire, qui a d'ailleurs été pratiquée dans les années 70, ne pourra tenir très longtemps. A un moment ou à un autre, la politique monétaire sera appelée à devenir restrictive. Nous devons d'ailleurs nous interroger sur l'analyse qui est faite à gauche du « Volcker Coup » de 1979.

Le Volcker Coup

En 1979, Paul Volcker est nommé à la tête de la Federal Reserve. Partisan des principes monétaristes de Milton Friedman (école de Chicago), celui-ci va brutalement changer de politique monétaire afin de juguler l'inflation. Le taux d'intérêt directeur sera immédiatement relevé, ce qui aboutira à une hausse du taux d'intérêt réel à long terme de –2% à 9% en l'espace de trois ans.



Taux d'intérêt nominaux à 10 ans et Taux d'inflation aux Etats-Unis
source: (Federal Reserve,2005)

L'inflation sera jugulée mais les conséquences sociales de cette politique sur la population américaine seront catastrophiques avec des faillites d'entreprises et une remontée significative du chômage de 5,5% à 9%.

D'une façon générale, nous estimons que ce changement de politique de la Fed marque le lancement du néolibéralisme par son volet monétariste. C'est exact. Mais est-ce suffisant ? A ne pas avoir de politique alternative, n'a-t-on pas ouvert la voie à cette politique, politique qui a été mise en place sans réelle opposition des populations qui voyaient là l'occasion de mettre un peu d'ordre dans l'économie ?

Ne devrions-nous pas plutôt considérer que cette politique était inévitable ? De plus, une politique visant à juguler l'inflation, n'est-elle pas en faveur du pouvoir d'achat des salaires les plus faibles ? Des situations de faillites d'entreprises, ne sont-elles pas capables de bousculer le système établi en favorisant la reprise de celles-ci par leurs salariés ? La réponse à cette question est évidemment positive à la condition que nous soyons capables de penser les outils de financements d'une économie composée d'entreprises autogérées.

Le mode de financement le plus simple d'une entreprise est bien entendu l'endettement. A cet égard, une politique monétaire restrictive provoque une hausse des taux d'intérêt qui ne facilite pas l'accès au crédit pour les projets économiques. La seule façon de réduire les taux d'intérêt à un niveau acceptable consiste à pratiquer des excédents budgétaires.

Pourquoi un déficit (excédent) budgétaire augmente (diminue) les taux d'intérêt ?

Si l'Etat pratique le déficit budgétaire, cela signifie qu'il va devoir emprunter pour compenser le non équilibre de celui-ci. Il va donc y avoir une demande supplémentaire d'argent auprès de ceux qui en disposent, ce qui va pousser les taux d'intérêt à la hausse.

L'inverse est tout aussi vrai. Si un Etat pratique l'excédent budgétaire, il va lever plus d'impôts qu'il ne va dépenser d'argent. Cela signifie qu'il va donc temporairement retirer de l'argent de la circulation, ce qui réduira le budget des ménages et donc la pression inflationniste. Dans ce cas de figure, la banque centrale pourra alors relâcher son taux directeur ce qui poussera les taux d'intérêt à la baisse.

Alors que dans le cadre du « Volcker coup », ce sont les ménages à faibles revenus qui ont fait les frais de cette politique par la hausse des taux d'intérêt et les difficultés induites pour exercer une activité économique, ce sera désormais par l'impôt que nous jugulerons l'inflation et maintiendrons des taux d'intérêt faibles avec l'avantage supplémentaire de disposer d'une marge de redistribution éventuelle.

Une entreprise ne pourra jamais exclusivement se financer par l'endettement. Ceci signifie que les travailleurs de celle-ci devront posséder en propre une partie des actifs de l'entreprise. Comment s'en assurer ? La redistribution interentreprises (www.redistribution.fr) est une partie (et une partie seulement) de la réponse. En redistribuant une fraction de la richesse créée par les entreprises en fonction du nombre de travailleurs embauchés par chacune d'elle, cette mesure garantit à chaque individu une partie du salaire minimum. La base de prélèvement (schématiquement, la différence entre les encaissements de facture et les achats) fait que tout achat est déduit de l'assiette et est ainsi financé de façon collective. Cette redistribution est donc un élément de financement partiel des actifs (et donc des fonds propres) de l'entreprise et une solution facilitant l'appropriation des entreprises par les travailleurs.

Il n'en reste pas moins vrai que ce mécanisme ne finance qu'une partie de l'investissement initial d'un nouveau poste de travail. Si l'entreprise est déjà suffisamment importante en nombre de travailleurs, un nouveau poste de travail correspond à une augmentation marginale de l'investissement, augmentation que l'entreprise a toutes les chances de pouvoir autofinancer. A l'inverse, dans de petites entreprises ou des entreprises de tailles plus importantes souhaitant fortement développer l'emploi, cela est plus difficile à soutenir humainement. C'est la raison pour laquelle nous devrons accepter le maintien d'une forme de capital-risque qui aura le rôle d'une police d'assurance : plutôt que d'investir en devenant propriétaire de l'entreprise, ces sociétés financières garantiront des revenus aux travailleurs en échange d'une portion future des flux de trésorerie générés par cet investissement.

Un tel débat ne serait pas complet si nous ne nous interrogions pas non plus sur la forme de l'entreprise autogérée. Une société reprise par ses travailleurs qui conserve le statut d'une entreprise de capitaux a toute les chances de ne plus être détenue par ceux-ci à l'avenir. De ce point de vue, la coopérative de producteurs offre des garanties évidentes. Pour autant, cette forme d'entreprise est souvent accusée d'entretenir le sous-investissement ? Est-ce exact et si, oui quelles sont les autres formes d'entreprises autogérées que l'on peut imaginer ?

Cette crise financière nous a montré les limites d'une économie de profits basée sur un endettement insoutenable d'une partie de la population. Le découplage en cours de l'économie mondiale n'est possible que grâce à une montée en puissance de nouvelles économies émergentes (Chine, Inde, Russie, Brésil). Cependant cette croissance nouvelle se heurte à la finitude de notre planète dont les ressources naturelles (sols, minerais, mers…) ne sont pas inépuisables. C'est dans ce contexte que l'inflation fait sa réapparition dans nos économies européennes. Si la critique de la libre circulation des capitaux comme élément de déstabilisation des équilibres financiers est évidente, il n'en reste pas moins vrai que la gauche se trouve face à un choix stratégique à réaliser. Accompagner une politique monétaire laxiste par un volet syndical de réévaluation permanente des salaires ou au contraire préserver le pouvoir d'achat des classes populaires par des politiques monétaire et budgétaire rigoureuses qui entraveront les profits des entreprises et poseront la question de la substitution des entreprises de capitaux par des entreprises autogérées ?

Dix ans de crise… et puis Macron

La crise a 10 ans, et Cocorico ! elle est née en France le 9 août 2007, le jour où BNP Paribas gela les retraits de ses clients dans trois de ses fonds monétaires1. Cette contribution propose une analyse de cette décennie et cherche à la relier à l'irruption du « macronisme ».

Les interprétations de la crise

On peut distinguer deux principaux schémas d'interprétation de la crise, que l'on baptisera pour simplifier – et donc avec des guillemets – keynésien et marxiste.

Le récit « keynésien » repose sur deux propositions essentielles :

K1 la crise est le produit de l'instabilité financière.

K2 les politiques d'austérité sont contre-productives

La lecture « marxiste » s'organise autour de deux propositions :

M1 la crise est le résultat de la baisse tendancielle du taux de profit.

M2 les politiques keynésiennes sont inefficaces : le capitalisme doit rétablir le taux de profit, ce qui suppose notamment la dévalorisation du capital.

Notre interprétation combine ces deux approches, non pas (on l'espère) de manière impressionniste, mais en les hiérarchisant autour d'une idée-clé : la base matérielle de la crise, c'est l'épuisement des gains de productivité qui aurait dû – toutes choses égales par ailleurs – conduire à une baisse du taux de profit.

C'est en effet le taux de profit qui détermine la bonne santé du capitalisme. Son évolution fournit une grille de lecture utile en faisant jouer les trois composantes de cet « indicateur synthétique », pour reprendre la formule d'Ernest Mandel. En effet, le taux de profit :

-augmente avec les gains de productivité du travail ;

-baisse avec l'augmentation du salaire réel ;

-baisse avec l'augmentation de l'intensité capitalistique.

Il est facile de jeter un pont entre ces notions et les concepts marxistes. Il suffit (à peu près) de remplacer « intensité capitalistique » par « composition organique du capital » et de remarquer que le taux de plus-value dépend du rapport entre productivité du travail et salaire réel.

Les rendements décroissants du capitalisme

L'examen de ces grandeurs conduit à un constat saisissant. Nous utilisons ici les précieuses données de la Long-Term Productivity Database établies par trois économistes de la Banque de France2. Elles portent sur les variables essentielles pour la dynamique du capitalisme, à savoir :

– la productivité du travail ;

– l'intensité capitalistique mesurée comme le volume de capital par unité produite ;

– le PIB par tête ;

– la productivité globale des facteurs3.

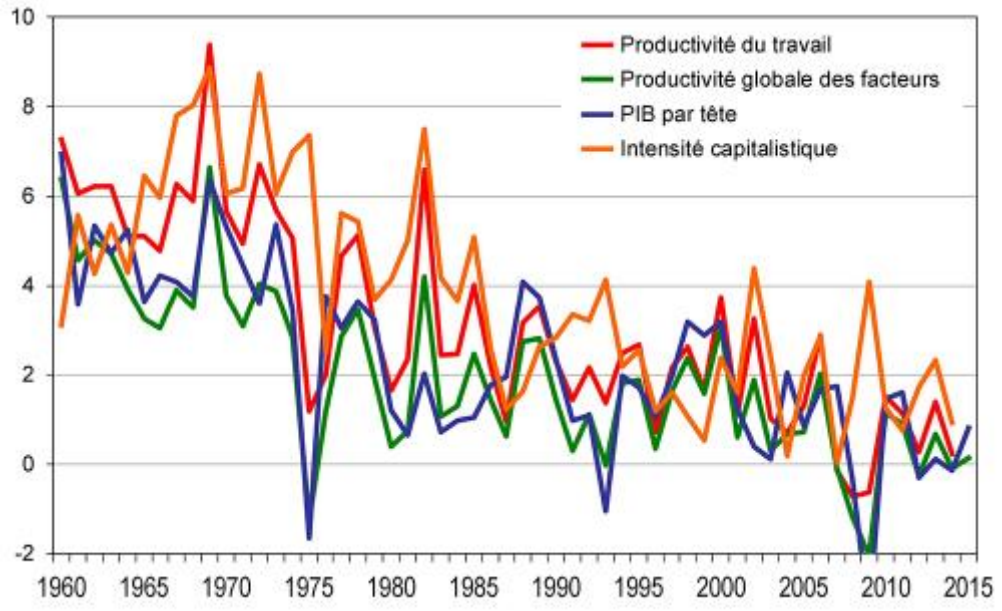
Dans le cas de la France (mais c'est vrai pour la plupart des pays), le taux de croissance de ces quatre variables est à la baisse (graphique 1).

Leur évolution est comparable, ce qui ne doit pas surprendre, puisqu'elles sont logiquement corrélées. Il n'est donc pas interdit de prendre leur moyenne pour construire un indicateur synthétique qui fait clairement apparaître la rupture introduite par la récession de 1974-74 (graphique 2).

C’est la fin des « Trente glorieuses » et l’indicateur est désormais orienté à la baisse, en dépit d’une relative stabilisation entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000. Il est significatif que la tendance à la baisse est amorcée dès le début de ce siècle, c’est-à-dire avant même la crise. Depuis, toutes les variables observées sont à un niveau très faible, voisin de zéro.

Graphique 1

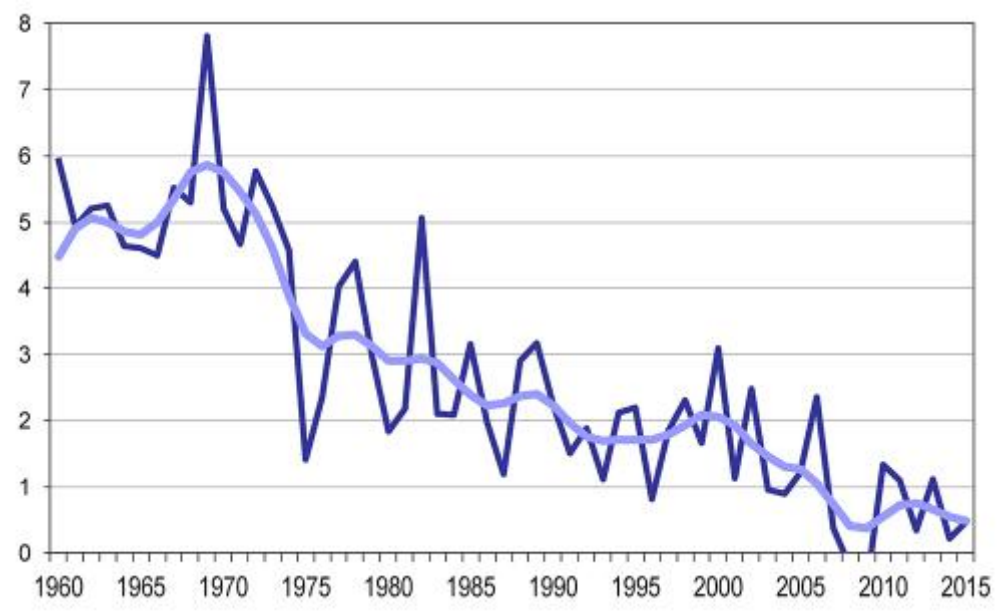
La baisse de la dynamique capitaliste



France 1960-2015. Taux de croissance annuels

Graphique 2

Un indicateur de la dynamique capitaliste



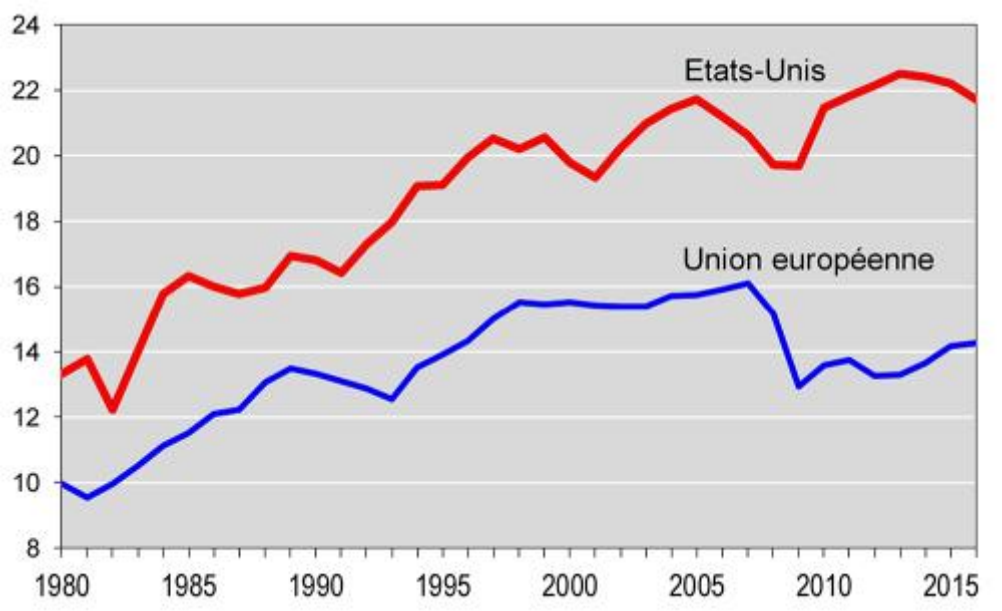
France 1960-2015. Taux de croissance annuels

L'épuisement des gains de productivité est la caractéristique essentielle de la phase néo-libérale ouverte au milieu des années 1980. La tendance avait été amorcée à la fin de la phase précédente et ce ralentissement avait alors entraîné la chute du taux de profit, conduisant aux récessions généralisées de 1974-1975, puis 1980-1982.

Or, le capitalisme a malgré tout réussi à restaurer le taux de profit après les récessions généralisées de 1974-75 et 1980-82 en dépit de ce mouvement général de ralentissement des gains de productivité (graphique 3). Le lien qui existait auparavant entre gains de productivité et profitabilité est donc rompu. Cette restauration du taux de profit malgré de moindres gains de productivité fonde la périodisation qui distingue le capitalisme de « l'Age d'or » (environ 1955-1985) et le capitalisme néo-libéral qui s'est mis en place ensuite.

Graphique 3

Taux de profit aux États-unis et en Europe

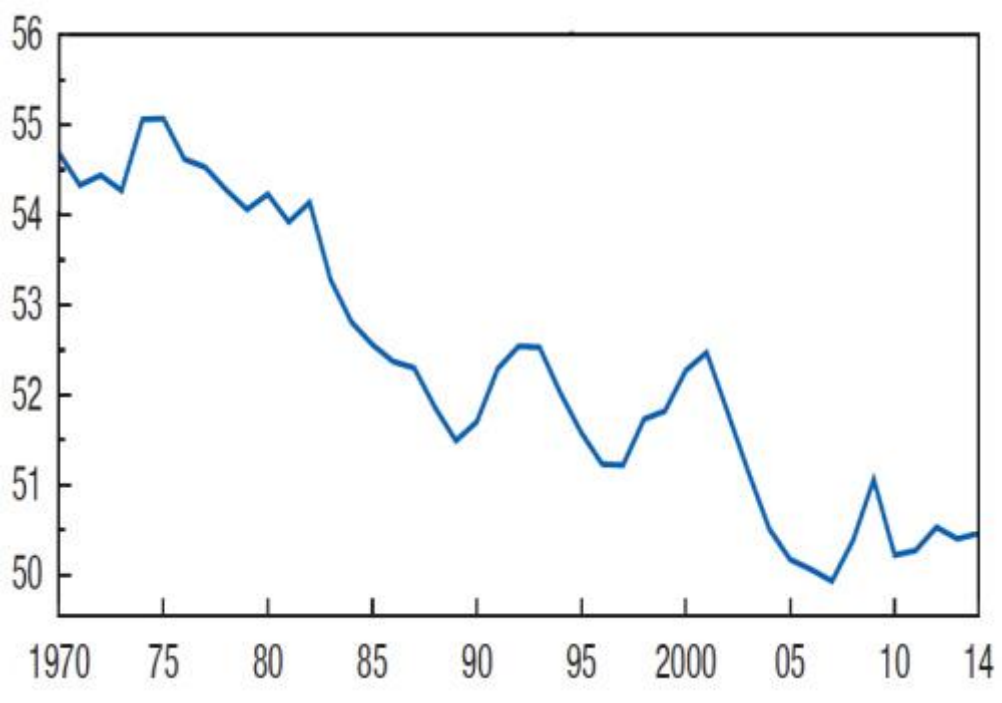


Source : Commission européenne, banque de données Ameco.

Cette prouesse n'a pas été obtenue par une baisse de l'intensité capitalistique (une économie de capital) mais par une baisse continue du salaire (le capital variable de Marx) relativement à la valeur produite, autrement dit par l'augmentation du taux d'exploitation (graphique 4). C'est là une tendance à peu près universelle, d'ailleurs reconnue par des institutions comme le FMI ou l'OCDE. Les salaires ont donc ralenti plus vite que les gains de productivité, et la part des profits dans le revenu national a pu augmenter.

Graphique 4

Part des salaires dans le revenu national



En %. Économies avancées. Source : FMI4.

Mais si cette baisse de la part des salaires a effectivement permis de rétablir le taux de profit, elle ne pouvait suffire en elle-même à assurer la dynamique du capitalisme. En effet, un problème se pose immédiatement, celui des débouchés (la « réalisation » du profit), autrement dit la réponse à cette question : qui va acheter les marchandises produites par des salariés dont le pouvoir d'achat progresse moins vite que la valeur produite ?

La réponse à cette difficulté du modèle néolibéral est passée par la mise en place de ce que l'on appellera, faute de mieux, des « dispositifs néo-libéraux ». Les trois principaux sont la redistribution d'une partie des profits à des couches sociales privilégiées qui la consomment, la croissance à crédit et les débouchés offerts par le reste du monde. Le capitalisme néolibéral est donc intrinsèquement associé à la montée des inégalités, au surendettement et aux déséquilibres commerciaux.

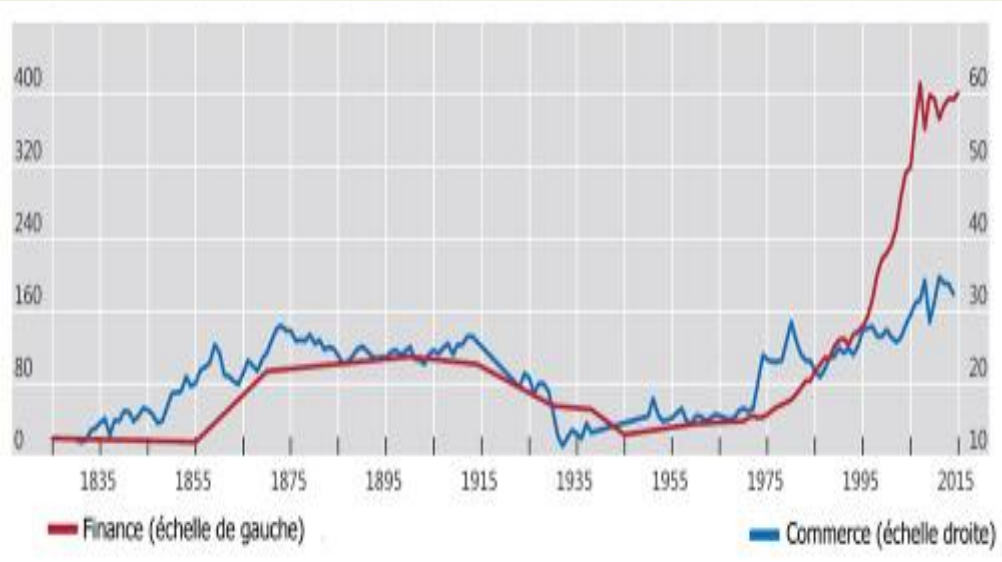
Les fonctions de la finance

Dans ce schéma d'ensemble, la financiarisation joue un rôle déterminant : elle assure la redistribution vers le « 1 % », elle entretient, voire stimule, le surendettement, elle facilite les transferts internationaux et elle accompagne la mondialisation productive, laquelle permet à son tour de peser sur les salaires.

Sur longue période, la finance accompagnait la croissance du commerce mondial, progressant à peu près au même rythme (graphique 5). Puis, à partir de 1995 et jusqu'au début de la crise, elle explose littéralement. C'est une manière parmi d'autres de représenter cette dérive : on pourrait aussi comparer les cours boursiers et la rentabilité des entreprises.

Graphique 5

Finance et commerce mondial 1825-2015



La « finance » est mesurée par la somme des actifs et passifs financiers. Source : BIS5.

Peut-on pour autant interpréter la crise comme une crise financière, le résultat en somme d'une finance détraquée ? C'est à notre sens perdre de vue que cet essor incontrôlé était en quelque sorte la contrepartie des fonctions remplies par la finance dans une configuration d'ensemble qui avait sa cohérence, mais une cohérence instable.

Ce mode de fonctionnement n'était pas durable, parce qu'il impliquait une distorsion continue des « courbes du capitalisme » : baisse de la part des salaires, creusement des déséquilibres commerciaux, montée de l'endettement, etc.6

La finance n'est donc pas un facteur autonome et les racines de la crise se trouvent dans la sphère de la production. Tous les projets visant à maîtriser ou désarmer la finance sont certes absolument légitimes, mais, même s'ils étaient mis en œuvre, ne régleraient pas le problème de fond du capitalisme et ne lui apporteraient pas un nouvel élan. La financiarisation est un symptôme et non la cause de la perte d'efficacité du capitalisme.

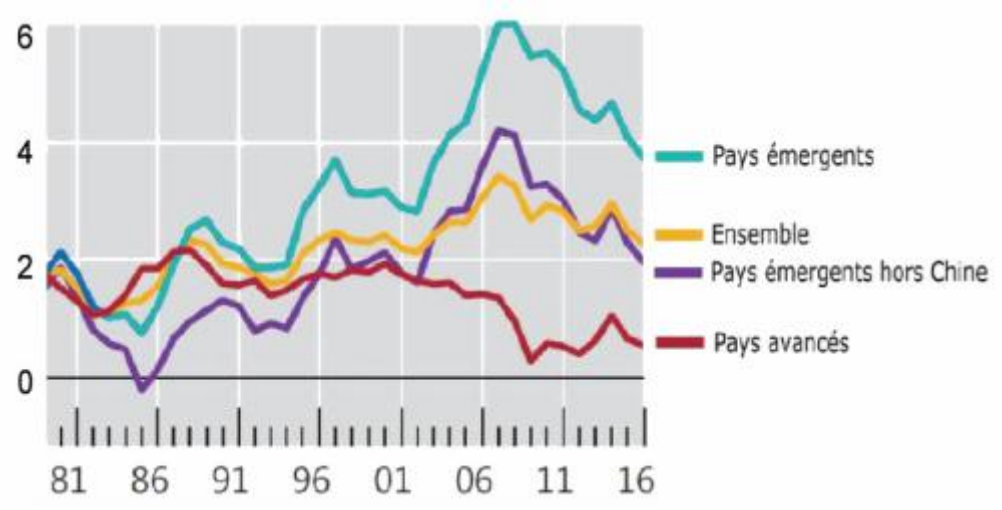
La fin de l'émergence

La décennie précédant la crise a vu s'opérer un grand basculement dans l'économie mondiale, qui était déjà en germe depuis la chute du mur de Berlin mais qui correspond surtout à l'irruption des pays dits émergents sur le marché mondial, en premier lieu la Chine. Il ne s'agissait pas seulement d'une intensification des échanges mais d'une interconnexion des économies réalisée sous forme de « chaînes de valeur mondiales » (global value chains) autrement dit par la mise en place de structures de production transnationales. On pouvait alors penser que les pays émergents serviraient de relais aux « vieux » pays capitalistes en offrant non seulement l'avantage de bas salaires mais aussi de forts gains de productivité.

De nombreux indicateurs montrent cependant que ce processus est en train de s'épuiser, et il est possible de préciser les éléments déjà proposés dans une précédente contribution7. Le premier constat porte sur les gains de productivité. Le graphique 6 montre que la croissance de la productivité du travail était orientée à la baisse dans les pays dits avancés au moins depuis le début des années 2000. Mais sa forte croissance dans les pays émergents – et notamment la Chine – permettait à la moyenne mondiale de progresser. Avec la crise, la tendance s'est brutalement inversée, et c'est la moyenne mondiale qui évolue désormais à la baisse. Le rôle de « réserve de productivité » des pays émergents est en train de s'épuiser lui aussi, dans la mesure où les pays émergents autres que la Chine ne tirent plus la moyenne mondiale.

Graphique 6

Productivité du travail

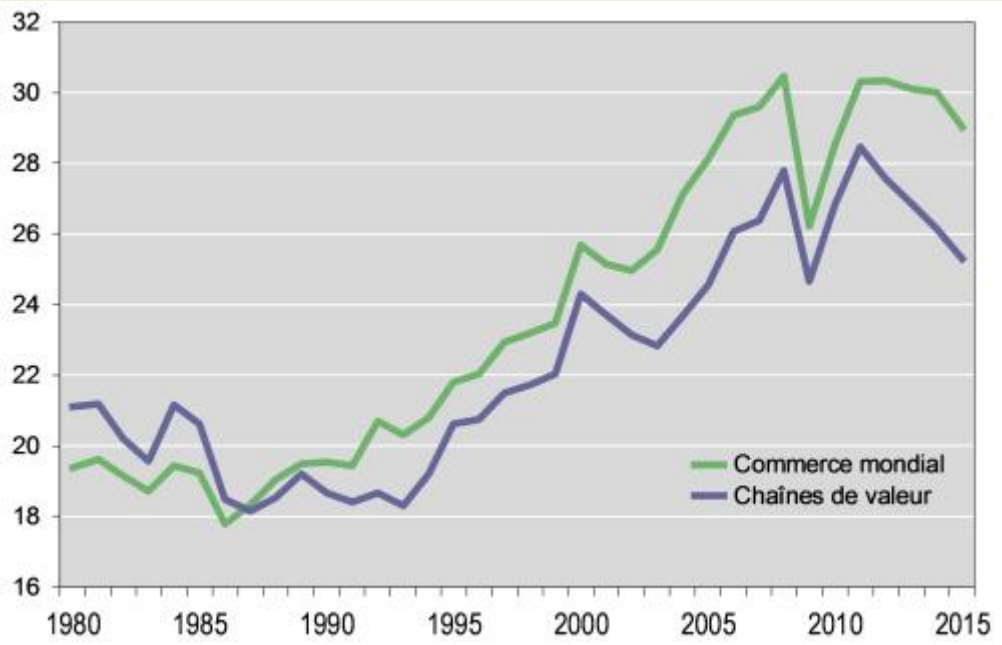


Taux de croissance en %. Source : BIS8

Cette involution peut s'expliquer par un ralentissement très net des chaînes de valeur mondiales à partir de la crise qui s'explique notamment par le tournant de l'économie chinoise vers un modèle plus autocentré. Le même phénomène s'observe sur le commerce mondial (graphique 7).

Graphique 7

Chaînes de valeur et commerce mondial



Chaînes de valeur : part de la valeur ajoutée réalisée à l'étranger (foreign added value) dans les exportations, en %. Source : Auer et al.9.

Commerce mondial : demi-somme des importations et des exportations, en % du PIB mondial.

Source : World Bank DataBank.

Ce constat inquiète les organisations internationales et suscite deux types de réaction. D'un côté, il y a la volonté d'approfondir encore la libéralisation des échanges et des investissements à travers de nouveaux traités comme le TTIP ou le CETA. D'un autre côté, notamment aux États-unis, le protectionnisme est présenté comme le moyen de revitaliser les capitalismes nationaux. Mais ni l'une ni l'autre de ces options ne représentent une issue cohérente. L'exacerbation de la concurrence se heurte aux limites sociales et à la force des mécanismes qui conduisent à une certaine rétractation dans l'interconnexion des économies. Quant au protectionnisme à la Trump, il ne tient pas compte du phénomène des chaînes de valeur mondiales qui conduit à un degré élevé d'imbrication entre économies nationales sur lequel il est difficile de revenir.

Le mirage des réformes structurelles

Le constat du ralentissement des gains de productivité et de la perte d'efficacité du capitalisme a conduit à un débat sur le risque de « stagnation séculaire »**10.** On redécouvre le « paradoxe de Solow » selon lequel les innovations ne se traduisent pas par des gains de productivité. Mais peut-être mesure-t-on mal la « vraie » croissance ?11 Cette voie est cependant une impasse : même en « corrigeant » les données, on ne modifie pas la trajectoire à la baisse de la productivité12.

Rarement les économistes, y compris les plus orthodoxes, auront été aussi partagés, entre ceux qui prévoient des destructions massives d'emplois liées à la robotisation et ceux qui annoncent une longue période de croissance médiocre, voire nulle. Mais une chose en tout cas est sûre, et c'est un autre paradoxe, le capitalisme tendra dans les deux cas à étendre la régression sociale.

Si les robots prennent les emplois, il ne restera que des petits boulots ou un revenu « universel » de subsistance. Et dans le cas contraire, la faible croissance justifiera elle aussi le recours aux petits boulots qui valent mieux, comme chacun le sait, que pas de boulot du tout.

Déjà, les progrès technologiques conduisent, à travers « l'économie de plateformes » (Uber, etc.) à l'extension du précariat et à la corrosion du statut de salarié, comme de la protection sociale. Ce n'est d'ailleurs pas la technique en soi qui est en cause mais son immersion dans une logique de rentabilité. Une autre conception, qui mériterait réellement l'appellation d'économie collaborative, pourrait, dans un autre cadre, être envisagée.

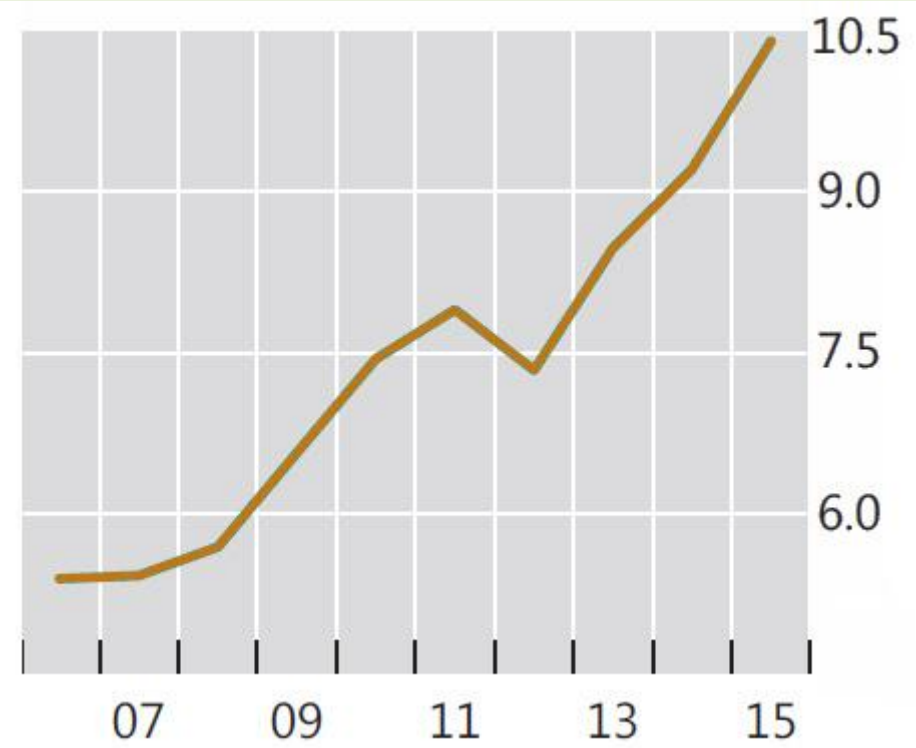
Récemment, le constat du ralentissement des gains de productivité a conduit à une nouvelle ligne d'interprétation. Les économistes de la Banque de France qui ont contribué à mettre en lumière cette évolution soulignent que « la productivité n'a pas ralenti dans les entreprises les plus productives. Dans ces conditions, le ralentissement de la productivité moyenne semble être dû à une divergence croissante entre ces entreprises et les autres »13.

Cette analyse est développée à l'OCDE, qui a ouvert depuis quelques années un nouveau chantier portant sur l'avenir de la productivité. Elle repose sur les écarts de performance entre les entreprises de pointe (frontier firms) et les « retardataires » (laggard). Ce programme de travail a été introduit en 2015 dans un article14, d'ailleurs cité par les économistes de la Banque de France.

Il a été durci avec l'introduction du concept d'« entreprise-zombie » (zombie firms) dans un document de travail15 qui relève alors d'un fondamentalisme schumpétérien : ces entreprises « mortes vivantes » doivent disparaître parce qu'elles font obstacle à la destruction créatrice et donc à une (ré)allocation optimale des facteurs de production. Le vocabulaire se fait ici particulièrement brutal : l'OCDE parle de zombie congestion pour évoquer le capital ou l'emploi « englués » (sunk) dans ces entreprises. Le capital ainsi immobilisé freine l'investissement, conduit à une éviction des entreprises les plus productives et pèse sur la productivité globale des facteurs. Et on dispose même de statistiques sur la proportion d'entreprises « zombie » (graphique 8).

Graphique 8

Part des entreprises zombie



En %. Source : BIS16

Ce type d'études repose sur des approximations statistiques et gonfle systématiquement le poids des entreprises zombie17. Mais elles contribuent à légitimer le discours sur les réformes structurelles, comme le montre clairement la conclusion qu'en tirent les économistes de la Banque de France déjà cités : le rattrapage des retards de productivité « nécessite la mise en œuvre de réformes structurelles ambitieuses :

incitations au changement, en particulier en encourageant le libre accès au marché des produits, possibilité d'adapter les processus de production grâce à une flexibilité adéquate sur le marché du travail, formation professionnelle pour développer des compétences répondant aux besoins et accès à un financement approprié pour les entreprises les plus prometteuses ».

C'est sur ces analyses que s'appuie la philosophie économique de Macron : la France est en grande partie une entreprise zombie, et c'est en élaguant ses branches mortes, en libérant les énergies et l'innovation que l'économie française pourra retrouver un nouveau dynamisme. Mais il est piquant de constater que cette vision rejoint paradoxalement la proposition « marxiste » selon laquelle il ne pourrait y avoir de sortie capitaliste de crise sans dévalorisation du capital désormais inefficace.

En défense du capital fictif

C'est ici que l'on retrouve la finance. Le capitalisme néolibéral a en effet surfé sur un océan de dettes. Mais, et c'est là un trait essentiel de la période ouverte par la crise, les dettes, qu'elles soient publiques ou privées, n'ont pas été apurées et ont au contraire continué à progresser. Cette progression est particulièrement nette pour la dette des États, mais aussi pour celle des entreprises. Christine Lagarde a donc raison d'insister sur les « séquelles de la crise financière »18.

La période précédant la crise a en effet été caractérisée par une énorme accumulation de « capital fictif », sous forme de titres financiers, autrement dit de droits de tirage sur la plus-value produite par l'exploitation du travail salarié. Pour que le capitalisme reparte sur des bases saines, il aurait été nécessaire de détruire ce capital fictif (et même sans doute une partie du capital productif). Certes, il y a eu des pertes, mais les politiques menées à travers le monde ont été guidées par la volonté de préserver au mieux ces droits de tirage que représente le capital fictif.

Cela s'est fait de deux manières : d'une part en transférant une partie des dettes privées vers les dettes publiques et, à travers les mesures d'austérité, par une ponction supplémentaire de plus-value ; d'autre part, par l'injection massive de liquidités. Dans le premier cas, on peut dire que le capitalisme « respecte » la loi de la valeur, en cherchant à augmenter le ratio plus-value/capital. Dans le second cas, au contraire, il cherche à nier ou à contourner la loi de la valeur en conservant le capital fictif, c'est-à-dire la valeur boursière de titres sans rapport avec la situation de la sphère productive. Fondamentalement, la crise peut donc être interprétée comme un sévère rappel à l'ordre de la loi de la valeur, et la prochaine crise le confirmera sans doute.

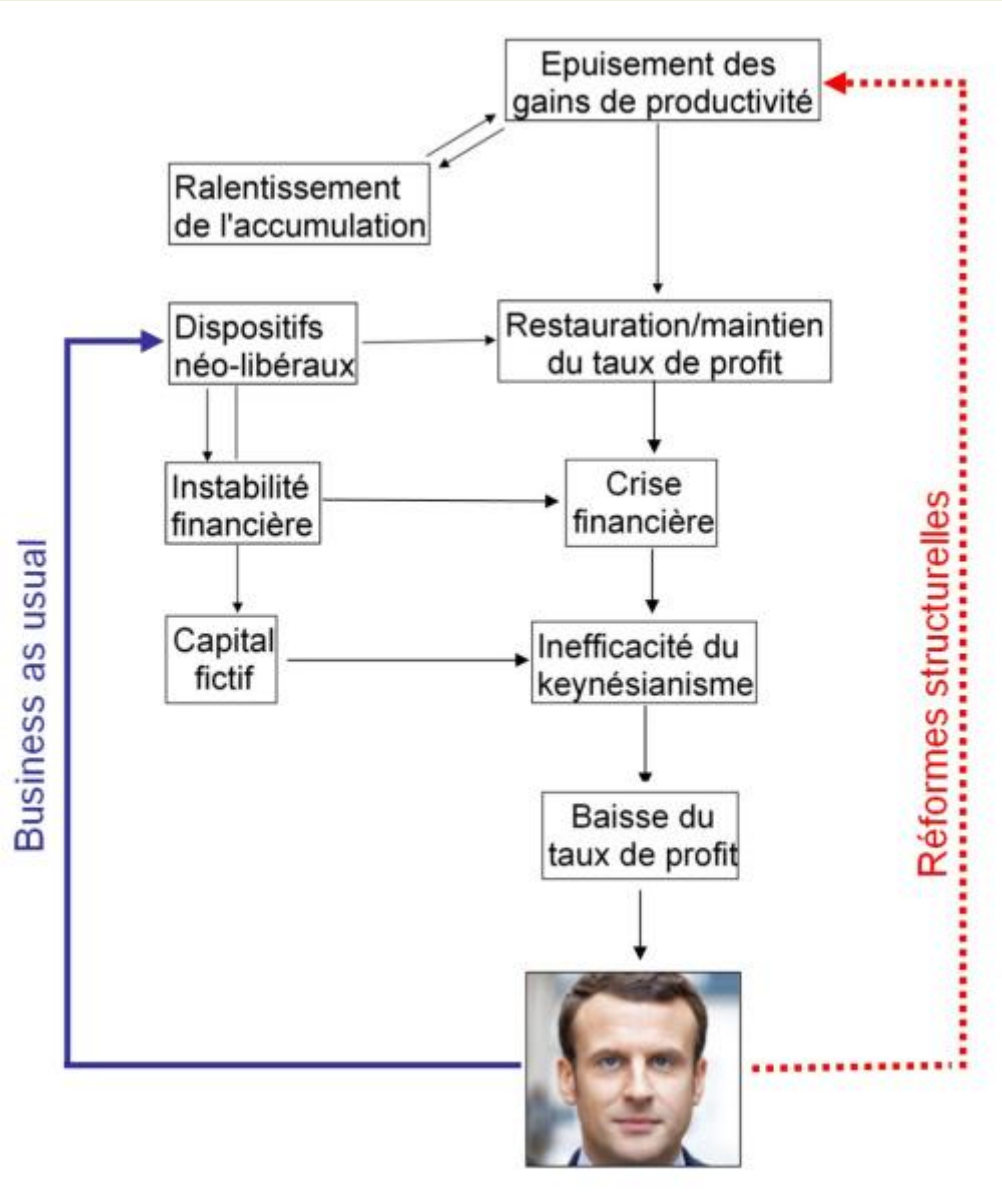
Il y a là une contradiction fondamentale entre la volonté de préserver le capital fictif et l'objectif d'une reprise de l'accumulation. C'est ainsi que la finance se transforme : alors qu'elle était un élément-clé de la cohérence du modèle néo-libéral, elle devient un obstacle. Mais, évidemment, elle reste le support de la richesse du « 1 % ».

L'inefficacité du keynésianisme

Les recettes classiquement dénommées keynésiennes ne permettent pas au capitalisme de surmonter ses difficultés. On pourrait même avancer la thèse selon laquelle le keynésianisme n'est acceptable par le capitalisme que dans les périodes où il peut compter sur de forts gains de productivité. L'idée d'une relance par la demande est en totale opposition avec la logique capitaliste dont l'unique objectif est de rétablir le taux de profit.

C'est vrai aussi, malheureusement, pour les projets qui cherchent à combiner relance de l'activité et transition écologique. La contradiction entre l'austérité budgétaire et la nécessité de recourir à l'investissement public pour soutenir la transition écologique devrait sauter aux yeux. C'est d'ailleurs le constat très lucide que fait Gaël Giraud : « C'est là qu'intervient l'immense enjeu de la transition écologique, qui exige un effort d'investissement public colossal si nous voulons mettre en œuvre l'accord de Paris. Donner la priorité aux coupes budgétaires est exactement le contraire de ce qu'il faut faire pour, à court terme, créer des emplois et, à long terme, éviter la catastrophe climatique »19. Mais entre « ce qu'il faut faire » et ce que le capitalisme accepte de faire, il y a les exigences de la rentabilité qui délimitent étroitement le champ ouvert à un « capitalisme vert ». Toute relance de type keynésien supposerait en fin de compte que le capitalisme accepte de fonctionner avec une moindre rentabilité, et que les dominants dans lesquels il s'incarne renoncent à leurs privilèges.

Et Macron est arrivé…



L'élection surprise de Macron n'est évidemment pas le fruit d'un simple déterminisme économique. Il est cependant possible d'établir un lien avec les remarques qui précèdent, comme l'illustre le schéma ci-dessous.

La partie centrale reprend les analyses précédentes qui conduisent à cette conclusion : tant que le capitalisme ne renoue pas avec des gains de productivité, il ne peut fonctionner autrement que sur le mode néo-libéral. C'est le seul moyen de préserver, voire d'accroître le taux de profit en dépit de la faiblesse des gains de productivité.

Le « macronisme » est alors fondé sur un constat et sur un pari.

Le constat consiste à prendre acte de la fin de la social-démocratie : il n'y a pas d'autre possibilité que de revenir au business as usual, autrement

dit de renforcer les « dispositifs néo-libéraux » (c'est la flèche bleue du schéma). Quant au pari, il repose sur la capacité des réformes structurelles à produire les conditions d'une reprise de la productivité (c'est le flèche rouge en pointillé du schéma). La combinaison de ces deux principes fournit, nous semble-t-il, une grille de lecture qui permet de rendre compte des orientations du nouveau régime, telles qu'on peut les percevoir à ce jour.

La philosophie de Macron est intrinsèquement libérale : elle consiste à considérer la société française comme une entreprise qu'il faut gérer en tant que telle. Son hypothèse est encore une fois que la libération des énergies (destruction créatrice et flexibilisation) peut lui donner un second souffle. On pourrait dire, en prolongeant la passionnante étude d'Olivier Favereau20 que le macronisme est le stade ultime de la financiarisation.

Il est donc logique que Macron veuille gérer le corps social comme le ferait un DRH de l'ensemble du personnel d'une entreprise : des primes pour les cadres performants, des miettes pour les autres (ceux qui « n'ont pas réussi »), le tout enrobé d'un discours mêlant les exhortations à l'innovation et les appels à la rigueur.

La particularité de Macron est en effet une étonnante logorrhée qui a réussi à séduire une fraction de l'électorat mais qui ne devrait pas faire longtemps illusion, tant sa traduction en décisions concrètes est banalement austéritaire. Il suffit de comparer les envolées philosophico-politiques de son discours devant le Congrès de Versailles, le 3 juillet dernier, et les calculs d'apothicaire de son premier ministre, le lendemain devant l'Assemblée nationale dans sa déclaration de politique générale21.

La baisse de 5 euros par mois de l'aide au logement, ou la quasi-suppression des « contrats aidés »22 font vite faire redescendre sur terre. Si Macron entend gérer le pays comme une entreprise, voire comme une start-up, le résultat risque de mécontenter tout le monde (ou presque) … comme dans beaucoup d'entreprises.

Une esquisse de synthèse

Tout ce qui précède invite à une articulation des thèses « keynésiennes » et « marxistes » présentées au début de cette contribution. On a signalé les limites de la lecture keynésienne sur deux points : la crise n'est pas

financière et les politiques de relance de la demande ne sont pas compatibles avec les critères capitalistes. Du côté des thèses marxistes, l'invocation exclusive de la baisse tendancielle du taux de profit ne permet pas de comprendre la nature systémique de la crise qui est au fond la crise des solutions apportées à la crise précédente, ce que nous avons désigné sous le terme de « dispositifs néo-libéraux ».

C'est pourquoi, une lecture appropriée de la crise doit combiner et hiérarchiser ces deux groupes de propositions. De ce point de vue, il nous semble que le récent livre d'Attac23 avance une synthèse intéressante et représente une avancée dans la compréhension de la crise.

Cette nécessaire articulation se retrouve d'un point de vue programmatique et, les choses n'ayant guère avancé, nous nous bornons à reproduire la conclusion d'une précédente contribution24 :

« Il serait en tout état de cause suicidaire de renoncer à la défense des salaires et des droits sociaux ou à la mise en avant de l'investissement public nécessaire à la transition écologique, sous prétexte que ces propositions équivaudraient à une vaine tentative « keynésienne » de « sauver » le capitalisme.

La démonstration des limites du keynésianisme conduit à revenir sur les interprétations de la crise mais aussi à s'interroger sur les contours d'une alternative anti-capitaliste. La question pourrait être ainsi formulée : entre la petite musique keynésienne et la fanfare de l'appel au renversement immédiat du capitalisme, existe-t-il une place pour une partition de transformation sociale ? La difficulté est de ne pas traduire une analyse critique radicale en une rhétorique anti-capitaliste abstraite, et de construire des médiations mobilisatrices entre les revendications anti-austérité immédiates et les mesures de rupture assurant leur viabilité. » (Pour A l'Encontre,août 2017)

Michel Husson

Publié sur le site A l'encontre

http://alencontre.org/europe/france/dix-ans-de-crise-et-puis-macron.html

1 Mathilde Damgé, « Le 9 août 2007, le début de la crise des subprimes »,lemonde.fr, 9 août 2017.

2 Antonin Bergeaud, Gilbert Cette and Rémy Lecat, Long-Term Productivity Database.

3 La productivité globale- des facteurs est la moyenne pondérée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital (l'inverse de l'intensité capitalistique). C'est un déterminant essentiel de taux de profit : voir

Michel Husson, « Arithmétique du taux de profit », note hussonet, 13 août 2014.

4 FMI, ?, World Economic Outlook, April 2017, chapter 3 : « Understanding the Downward Trend in Labor Income Shares »

5 BIS (Bank of International Settlements), 87th Annual Report, 2017, Graph VI.2.

6 Michel Husson, « Les limites du keynésianisme », A l'encontre, janvier 2015.

7 Michel Husson, « La fin de l'émergence du Sud ? », A l'encontre, 22 mars 2015.

8 BIS (Bank of International Settlements), 87th Annual Report, 2017, Graph VI.2.

9 Raphael Auer, Claudio Borio, Andrew Filardo, « The Globalisation of Inflation: the Growing Importance of Global Value Chains », CESIFO Working Paper n° 6387, March 2017.

10 Michel Husson, « Stagnation séculaire : le capitalisme embourbé ? », A l'encontre, 5 juin 2015.

11 Michel Husson, « Mr. P. Aghion bouleverse la croissance », A l'encontre, 6 juillet 2017.

12 Chad Syverson, « Does mismeasurement explain low productivity growth? », Business Economics, Vol. 52, n° 2, April 2017; David Byrne, Dan Sichel, « The productivity slowdown is even more puzzling than you think », Vox, 22 August 2017.

13 Rémy Lecat, Antonin Bergeaud, Gilbert Cette, « Standard of living & risk of secular stagnation? », Bloc-Notes Eco de la Banque de France, 10 août 2017.

14 Dan Andrews, Chiara Criscuolo, Peter N. Gal, « Frontier Firms, Technology Diffusion and Public Policy », OECD, 2015.

15 Müge Adalet McGowan, Dan Andrews, Valentine Millot, « The Walking Dead? Zombie Firms and Productivity Performance in OECD Countries », OECD, January 2017.

16 BIS (Bank of International Settlements), 87th Annual Report, 2017, Graph VI.2.

17 voir Michel Husson, « Optimisme structurel à l'OCDE », Alternatives économiques, 9 mars 2017.

18 Christine Lagarde, « 2015 : année de l'action et de la volonté politique », Bulletin du FMI, 15 janvier 2015.

19 Gaël Giraud, « Cette obsession de la dette publique est une erreur majeure », Trends-Tendances, 14 août 2017.

20 Olivier Favereau, L'impact de la financiarisation de l'économie sur les entreprises et plus particulièrement sur les relations de travail, BIT, mars 2016.

21 Discours du Président de la République devant le Parlement réuni en congrès, 3 juillet 2017 ; Déclaration de politique générale du Premier ministre Édouard Philippe, 4 juillet 2017.

22 Laurent Jeanneau, « Le mauvais procès fait aux contrats aidés », Alternatives économiques, 23 août 2017.

23 Attac, Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas, Les liens qui libèrent, 2017.
NB : l'auteur de la présente contribution a participé à la rédaction de cet ouvrage.

24 Michel Husson, « Les limites du keynésianisme », A l'encontre, janvier 2015.

2016-2017

LA CLAQUE

A . FONTAINE nov 2016

Le peuple américain vient de donner une claque retentissante et bien méritée à ces prétendues élites qui, du haut de leur situation sociale, se disent compétentes et se croient irremplaçables dans la gestion d'un système qui leur assure privilèges et profits aux dépends de ceux qui le font fonctionner par leur travail. Tous ces brasseurs de vent : économistes, bureaucrates des sociétés anonymes, membres de sociétés de conseil ou de soi-disant réservoirs de pensées, publicistes, communicants, valets médiatiques, ... se sont vus signifier de prendre la porte. De se coltiner enfin « la réalité rugueuse à étreindre ». Mais méfions-nous, sortis par la porte, ils vont revenir par la fenêtre avec leur mépris pour ceux qui ne votent pas comme ils le voudraient.

En France, il faut profiter de ce nouvel air du temps, des mois de répits que nous donnent la stupéfaction et le désarroi des privilégiés pour exiger l'arrêt de la mondialisation ultralibérale qui accentue les inégalités en détruisant les nations, leur appareil producteur et les remparts sociaux en place.

Avec tous les laissés pour compte de cette mondialisation, construisons un contrat social humaniste et non plus économiste.

D'abord sortir la France de l'Union Européenne, outil institutionnel d'un libéralisme sans limites.

Sur le territoire national :

- fin du démantèlement des services publics et, à l'inverse, création d'un maillage plus serré de leur implantation, en matière de circulation des informations, de transport ferroviaire et de santé.

- augmentation des bas salaires et limitation des plus hauts à un plafond décent. Fini les rémunérations à la Carlos Ghosn.

- convocation d'une constituante pour doter le pays d'institutions qui respectent la souveraineté du peuple, inaliénable et indivisible, dont personne, élu ou groupe, ne puisse se dire le représentant.

Ceci est à notre portée, mais hâtons-nous, le temps amène l'oubli. Déjà, pour distiller l'idéologie économiste, ceux qui nous ont soûlés de leurs analyses tendancieuses et de leurs prévisions véreuses se pavanent toujours sur les ondes et les écrans.

1-A.Fontaine est membre des amis de tribune socialiste

==========

MICHEL ONFRAY : "TRUMP EST LA POUPEE GONFLABLE DU CAPITAL"

Pour le philosophe, Donald Trump montre ce qu'est le capitalisme sans fard. Ce que lui reprochent ses détracteurs. Président, il se pliera au système.

Propos recueillis par Sébastien Le Fol

Publié le 09/11/2016 à 11:16 | Le Point.fr

POUR MICHEL ONFRAY, DONALD TRUMP EST LE VISAGE SANS FARD DU CAPITALISME.

Le Point.fr : Quelle est votre analyse de l'élection de Donald Trump ?

Michel Onfray : Elle montre que Marx avait tort de croire que le capitalisme travaille à sa fin et que la révolution s'avère dialectiquement inéluctable ! Le capitalisme est plastique et change en fonction de l'histoire. Il s'avère increvable. Trump en est la forme contemporaine :

cet homme, qui est un pur produit de la télé-réalité et de l'argent, ignore la morale et manifeste un franc cynisme en tout. Il est la figure grossière de nos petits marquis poudrés et policés de la politique. Son premier discours après qu'il a gagné les élections a été indigent, vide, creux, insipide, comme lui : des remerciements comme à la cérémonie des Césars – à mon père, à mes parents, à ma femme, à mes filles, à mon frère mort qui me voit de là-haut, etc. Rien qui ait à voir avec la grande histoire, tout qui ait à voir avec la petite, la toute petite histoire de sa petite personne. Trump est le nom du capitalisme nu.

En ce sens, les médias, les élites, les sondeurs, les penseurs comme il faut le haïssent parce qu'il montre la vérité du capitalisme cynique pour lequel l'argent est le fin mot de l'histoire. Ceux qui haïssent Trump lui reprochent de montrer ce qu'est le capitalisme sans fard et de leur gâcher le travail pendant qu'eux avancent masqués. Trump est la poupée gonflable du capital.

Qu'est-ce que son élection nous dit de l'état de nos démocraties ?

Qu'elles n'ont de démocratie que le nom : le battage médiatique éhonté pour nous le présenter comme le Diable, les sondeurs qui le donnaient perdant, les économistes qui le montraient comme une catastrophe, les politologues qui le méprisaient ouvertement ont été désavoués par le peuple de l'Amérique profonde qui a dit à la nomenklatura, sinon à la mafia, dont elle ne veut plus. La désillusion viendra pourtant ! Cette élection est l'occasion de reculer pour mieux sauter.

Car la brutalité du capitalisme qui produit des victimes ne sera pas remise en cause par Trump. Au contraire. Le prétendu remède que le peuple se prescrit va s'avérer un véritable poison pour lui. Le président des États-Unis est toujours l'homme de paille des lobbies, du complexe militaro-industriel, des vendeurs d'armes, de Wall Street. Il n'y a aucune raison pour que Trump s'émancipe de ces pouvoirs véritables. En régime capitaliste libéral, c'est l'argent qui fait la loi. Trump ne dérogera pas.

Trump symbolise-t-il le triomphe des passions en politique ?

Les passions sont partout ! Trump n'en a pas le monopole. Il n'y avait pas d'un côté les passions avec Trump, de l'autre la raison avec Clinton. On ne gagne pas des élections avec la raison et l'intelligence, des raisonnements et de l'analyse, mais en mobilisant les passions : la haine, le ressentiment, la vengeance, le mépris, l'agressivité, la parade, la vanité, l'arrogance, l'orgueil font la loi. Je vous renvoie à l'actuel spectacle pitoyable des primaires de la droite et du centre…

L'éthologie est la discipline avec laquelle il convient de décoder le jeu politique. On apprend plus en la matière en regardant la chaîne Animaux que la chaîne Histoire !

Existe-t-il un trumpisme français ?

Oui. Mais il n'est pas chez tel ou tel plus que chez tel autre. Car il est partout distillé en plus ou moins grande quantité dans le personnel politique français.

L'élection américaine peut-elle rebattre la présidentielle française ?

Non, je ne crois pas. La présidentielle française nous invite à changer le ruban du paquet cadeau, mais pas son contenu : le prochain président de la République française sera un libéral. Libéral de droite, libéral du centre, libéral de gauche, libéral d'ailleurs, mais libéral. Il restera dans le cadre del'Europe libérale pour laquelle le marché doit faire la loi. Après avoir parlé de la France avec des trémolos dans la voix pendant la campagne, le président nouvellement élu ira prendre ses ordres à Bruxelles. Et la France sera dans la rue dans les mois qui suivront…

Propos recueillis par Sébastien Le Fol

« Le choix inconditionnel du néolibéralisme par Hillary Clinton a été catastrophique. La seule réponse désormais consiste à s'en prendre aux milliardaires. » C'est ce qu'écrit la journaliste et militante canadienne Naomi Klein dans une chronique publiée le 9 novembre dans The Guardian, où elle analyse la victoire de Donald Trump.

Ils vont pointer un doigt accusateur sur James Comey et le FBI. Ils mettront tout sur le compte des stratégies de découragement des électeurs et du racisme. Ce sera la faute de Bernie ou de la féminophobie.

Ils accuseront les petits partis et les candidats indépendants. Ils reprocheront aux médias de lui avoir fourni une plate-forme, aux médias sociaux d'avoir été son mégaphone et à Wikileaks d'avoir déballé le linge sale.

Sous la politique néolibérale de dérégulation, de privatisation, d'austérité et avec le business des grandes entreprises, le niveau de vie de beaucoup de gens a baissé en un temps record

Mais tout cela passe à côté de cette force qui porte précisément la plus grande responsabilité du cauchemar dans lequel nous nous sommes éveillés : le néolibéralisme. Cette vision mondiale, qui a été incarnée à fond par Hillary Clinton et la machine qui l'entoure, n'a pas fait le poids face à l'extrémisme à la Trump. La décision de jouer la carte de Clinton contre celle de Trump a scellé notre sort. Pouvons-nous au moins tirer les leçons de cette erreur ?

Ce que nous devons comprendre, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui souffrent. Sous la politique néolibérale de dérégulation, de privatisation, d'austérité et avec le business des grandes entreprises, leur niveau de vie a baissé en un temps record. Ils ont perdu leur emploi. Ils ont perdu leur pension. Ils ont perdu une partie importante du filet social qui rendait cette perte moins effrayante. Ils voient pour leurs enfants un avenir qui s'annonce encore plus grave que leur existence présente déjà passablement précaire.

En même temps, ils ont vu la montée de la « classe Davos », un réseau hyper-connecté de milliardaires, de dirigeants élus qui se sentent horriblement à leur aise vis-à-vis de leurs intérêts, et de stars d'Hollywood qui confèrent à l'ensemble un glamour insoutenable. Mais ils n'ont pas été invité à la fête du succès et, dans leur cœur, ils savent que cette richesse et ce pouvoir croissants est d'une façon ou d'une autre lié à leurs dettes et impuissance croissantes.

Pour les gens qui percevaient la sécurité et un statut social comme un droit de naissance – et cela signifie globalement les hommes blancs –, ces pertes sont insupportables.

Donald Trump s'adresse directement à cette souffrance. La campagne du Brexit l'a fait elle aussi. Tous les partis de l'extrême droite montante en Europe le font également.

Ils font coïncider cette souffrance avec un nationalisme nostalgique et une colère dirigée sur de lointaines bureaucraties économiques – qu'il s'agisse ici de Washington, des accords de libre échange nord-américains, de l'Organisation mondiale du commerce ou de l'Union européenne. Et, naturellement, leur réponse se situe aussi dans la stigmatisation des migrants et des gens de couleur, dans la diabolisation des musulmans et dans le mépris des femmes. Le néolibéralisme élitiste n'a rien à proposer contre cette souffrance, parce que le néolibéralisme a libéré cette classe Davos.

Des personnes comme Hillary et Bill Clinton sont comme des poissons dans l'eau au sein de la fête de ceux de Davos. Mieux encore, ils l'ont organisée.

Le message de Trump était celui-ci : « Tout est l'enfer. » Clinton a répondu : « Tout va bien. » Mais rien ne va bien, loin de là.

Les réponses néofascistes à l'incertitude et à l'inégalité qui prolifèrent ne disparaîtront pas.

Mais ce que nous savons des années 1930, c'est que, pour combattre le fascisme, il va falloir une gauche authentique. Une partie considérable

des partisans de Trump pourrait s’en détacher et être mobilisée par un programme réellement redistributif. Un programme qui proposerait de s'en prendre aux milliardaires avec autre chose que du blabla et d'utiliser l'argent pour un New Deal écologique.

Un plan qui pourrait déclencher une immense vague d'emplois bien payés et protégés par les syndicats, qui pourrait apporter les moyens et les opportunités nécessaires aux communautés de couleur et qui pourrait contraindre les pollueurs à payer pour recycler les travailleurs et les intégrer pleinement à cet avenir.

Un plan qui dessinerait une politique de lutte conjointe contre le racisme institutionnalisé, l'inégalité économique et le changement climatique. Qui pourrait s'en prendre aux mauvais accords commerciaux et à la violence policière et qui pourrait reconnaître les communautés natives comme les défenseurs originels de la terre, d'eau et de l'air.

Les gens ont le droit d'être en colère, et un programme puissant et intersectionnel de gauche pourrait diriger cette colère là où il faut, au lieu de lutter pour des solutions holistiques qui n'engendrent qu'un déchirement de la société.

Naomi Klein

(Extrait de la tribune de Naomi Klein dans The Guardian du 9 novembre).

La rupture ce n'est pas l'élection de Trump (ou de Le Pen demain); elle date du jour où l'on a accepté que des gens dorment dehors. Où l'on a accepté le chômage de masse et aux files d'attente aux Resto du Coeur. Où l'on a accepté les déserts médicaux et le suicides des paysans et des infirmières. Où l'on a accepté que les gains se fassent en jouant à la bourse alors que le travail ne permettait plus de vivre bien. Où l'on s'est habitué à entendre parler de notre monde sur le mode du compte à rebours de fin, de la disparition des espèces. Où l'on a accepté que Monsanto soit intouchable de par la loi et les abeilles décimées... Où la culture, le lien commun, a été confié prioritairement à TF1. Où l'argent est devenu la valeur dominante des sociétés d'égoïsmes et ou des milliardaires sont devenus plus riches et plus puissants que les Etats...

Où l'on s'est habitué aussi à une classe de politiciens intouchables, interchangeables et inchangeables à la fois se passe des promesses (discours de Villepinte) ou des Référendum.

Rien d'étonnant dans un monde où les multinationales font une OPA sur les lois (TAFTA, Commission Européenne) que les banquiers présentent directement leur candidat (Macron) ou indirectement (Sarko-Hollande), que les milliardaires, qui deviennent les seuls grands féodaux aillant les moyens de faire entendre leur voix hors des partis et finissent par s'emparer du pouvoir (Trump) ou postulent de le faire (Le Pen).

Langlois-Mallet

L'adversaire d'une vraie liberté est un désir excessif de sécurité.

Jean de la Fontaine

Les événements qui ont marqué la fin du quinquennat de François Hollande – refus de la déchéance de nationalité, mobilisation contre la loi Travail, la campagne présidentielle puis celle des législatives...- ont bouleversé le champ politique.

Le vote pour Jean-Luc Mélenchon a participé de ce bouleversement et a inscrit France insoumise comme une réalité politique nouvelle et incontournable. Mais les défis de la nouvelle situation ne se résument pas à l'ambition de constituer France insoumise comme« alternative globale au système ».

Emmanuel Macron n'a pas seulement réuni les libéraux de droite et de gauche. Il a également donné à la bourgeoisie financière une unité politique et entraîné avec elle d'importants secteurs des catégories sociales intermédiaires. Quant au Front national, sa pression reste forte dans la société.

Dans cette situation, les forces de la gauche et de l'écologie, dans leurs dimensions politiques, sociales, culturelles, sont affaiblies et désorientées, mais disposent des ressources pour réagir.

Il s'agit aujourd'hui d'œuvrer, face à ce pouvoir, à la constitution d'une opposition de gauche, sociale et politique, en commençant par la mobilisation en vue d'empêcher la grave régression sociale et démocratique qu'il veut imposer. Et qui permette de travailler à l'élaboration d'un projet de société.

C'est dans cette dynamique unitaire et citoyenne que pourra se refonder et se déployer à gauche une force, nécessairement pluraliste et démocratique.

Une chose est de souhaiter un « processus constituant » pour rassembler largement à gauche, dont « l'équipe animatrice » de France insoumise devrait prendre l'initiative. Autre chose est de considérer que France insoumise, en l'état, représente d'ores et déjà un tel cadre qu'il suffirait de rejoindre. En quoi inviter Ensemble ! à le faire en tant que mouvement pourrait-il faire apparaître en cours une telle transformation, que ses dirigeants ni n'annoncent ni ne proposent ?

Pour notre part, nous considérons que c'est en tant que mouvementent indépendant qu'Ensemble ! doit intervenir, se transformer et se renforcer.

Et par là-même appuyer les choix d'investissements militants, dans diverses initiatives et notamment dans France Insoumise, de tel ou tel membre ou de groupes locaux.

Ensemble ! témoigne par sa création et son existence de la possibilité de rassembler différents courants, traditions et expériences. Il s'agit là d'un atout précieux qu'il faut préserver.

De même que le projet pour une alternative au capitalisme, autogestionnaire, écologique, féministe, altermondialisteque porte Ensemble ! Les insuffisances organisationnelles doivent être surmontées, pour qu'Ensemble ! soit une force à l'échelle nationale de proposition et d'action, apte à animer des campagnes politiques, et à contribuer à la construction, à la base et au sommet, d'un rassemblement à vocation majoritaire.

Ensemble ! doit évoluer et se donner les moyens de peser dans la situation présente, afin de favoriser au mieux l'avancée vers cette force pluraliste et démocratique nécessaire. La tâche de l'heure est bien d'accroître l'efficacité d'Ensemble !, non de renoncer à son existence comme mouvement indépendant.

L'EFFONDREMENT DU SYSTEME MONETAIRE FIDUCIAIRE OCCIDENTAL A PEUT-ETRE COMMENCE…

By Mickael - Fondateur de News360x -

Mai 2, 2016

Le 19 avril 2016, la Chine sortait les nouveaux yuans soutenus par l'or. Ces deux dernières années, le rouble russe était pleinement soutenu par l'or. Personne dans les médias occidentaux n'en parle. Pourquoi le feraient-ils ?

– Un lecteur occidental pourrait commencer à se demander pourquoi il est constamment stressé par un système monétaire fiduciaire basé sur le dollar étasunien et manipulé à volonté par une petite élite d'oligarques financiers pour leur avantage, au détriment des gens ordinaires.

Dans un récent article de Russia Insider, Serguei Glaziev, un des plus éminents économistes russes et conseiller auprès du président Poutine, avait affirmé : «Le rouble est la devise la mieux soutenue par l'or au monde.» Il a continué en expliquant que la quantité de roubles en circulation est couverte par environ deux fois la quantité d'or détenue par le Trésor russe.

En plus de leur alliance financière, la Russie et la Chine ont également développé, ces deux dernières années, leur propre système de transfert d'argent, le Système de paiement international chinois (CIPS) ou, autrement dit, le réseau CIPS remplace le système de transfert occidental SWIFT pour le commerce interne entre la Russie et la Chine. Le terme SWIFT signifie Société pour la télécommunication financière interbancaire mondiale, un réseau qui fonctionne dans 215 pays et territoires, utilisé par plus de 10 000 institutions financières.

Jusqu'à récemment, presque toutes les transactions monétaires internationales devaient passer par SWIFT, un établissement privé, basé en Belgique.

«Privé» comme la Federal Reserve Bank (Fed), les banques de Wall Street et la Banque de règlements internationaux (BRI), toutes impliquées dans les transferts monétaires internationaux et fortement influencées par la famille Rothschild. Ce n'est pas étonnant que le SWIFT indépendant suive les sanctions de Washington, par exemple, en écartant l'Iran du système de transferts internationaux. De même, Washington a employé des pressions sur SWIFT pour qu'il vienne en aide aux fonds vautours new-yorkais de Paul Singer qui a extorqué plus de 4 milliards de dollars à l'Argentine. Cette extorsion a été faite en entravant les paiements réguliers de la dette argentine comme convenu avec 93% de ses créanciers. Par la suite, l'Argentine a trouvé d'autres moyens pour effectuer ses paiements et évité de s'enliser dans le discrédit et l'insolvabilité.

Tout ceci a changé pour l'Argentine quand Mauricio Macri, le nouveau président néo-libéral, mis en place par Washington, est apparu sur scène en décembre dernier. Il a rouvert les négociations et s'est dit prêt à payer une importante tranche de cette dette illégale, malgré une décision de l'ONU stipulant qu'un pays qui conclut un accord de règlement avec la majorité des créanciers ne devait pas être mis sous pression par les créanciers récalcitrants.

Dans le cas de l'Argentine, le seigneur des vautours avait acheté la dette défaillante du pays pour une misère et maintenant que l'économie du pays s'est renforcée, veut se faire une fortune sur le dos de la population. Et voilà un exemple de la façon dont fonctionne notre système monétaire occidental frauduleux .

L'économie de la Chine a surpassé celle des États-Unis, et cette nouvelle alliance orientale est considérée comme une menace existentielle pour l'économie véreuse occidentale. Le CIPS, déjà utilisé pour le commerce et les échanges monétaires entre la Chine et la Russie, est également utilisé par les autres membres du BRICS, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ; ainsi que par les membres de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS) : l'Inde, le Pakistan et l'Iran, ainsi que l'Union économique eurasienne (EEU – Arménie, Belarus, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie et Tadjikistan). On dit que le CIPS est prêt à être mis en œuvre dès septembre 2016. Ce serait une alternative formidable au système monétaire occidental frauduleux, à la Ponzi basé sur le dollar.

Cette nouvelle souveraineté monétaire orientale est une des raisons principales pour lesquelles Washington essaie si durement de détruire les BRICS, principalement la Chine et la Russie – et récemment avec un effort particulier et sous de fausses accusations, le Brésil, dans une sorte de révolution latino-américaine de couleur.

En outre, en fin d'année dernière, le yuan a été accepté par le FMI pour faire partie du panier des SDR (Droits de tirage spéciaux) comme cinquième monnaie de réserve ; les quatre autres étant le dollar étasunien, la livre sterling britannique, l'euro et le yen japonais. Les SDR fonctionnent comme une devise virtuelle. Ils sont constitués de la moyenne pondérée des cinq devises et peuvent être prêtés à la demande des pays, comme moyen de prévention des risques liés à l'échange.

Faisant partie des SDR, le yuan est devenu officiellement une monnaie de réserve. En fait, en Asie le yuan est déjà fortement utilisé par les Trésors de nombreux pays, une alternative au dollar étasunien de plus en plus volatil.

Ce n'est pas un secret, le système monétaire fiduciaire occidental basé sur le dollar est à bout de souffle, arrive en fin de course – c'est le destin réservé à tout schéma de Ponzi. Que veut dire monnaie fiduciaire 1? C'est de la monnaie créée ex nihilo, à partir de rien. Elle est appuyée sur du vent ; certainement pas sur l'or, ni même sur la production économique du pays ou des pays qui l'émettent, c'est-à-dire les États-Unis d'Amérique et l'Europe. Elle est simplement déclarée «avoir cours légal» par décret [en quelque sorte un assignat, inconvertible, sans gage – NdT].

Aucun plan pyramidal à la Ponzi ne peut être maintenu indéfiniment, inévitablement il s'effondrera. Ce système a été inventé et utilisé par une petite couche supérieure invisible de l'élite qui en a tiré des bénéfices immenses au détriment des 99% d'entre nous.

Puisque ces élitistes sont au contrôle des média avec leur propagande mensongère, ainsi que leur machine de mort belliqueuse – les forces armées étasuniennes, l'OTAN, et l'ensemble de l'appareil de sécurité et d'espionnage international, CIA, MI6, MOSSAD, DGSE, BND, etc. – elles nous rendent impuissants – mais seulement pour autant que nous ignorons ce qui se passe vraiment dans les coulisses.

Notre système monétaire occidental est basé sur la dette. Il possède toutes les caractéristiques d'un monstrueux poulpe global. Le système bancaire étasunien a été dérégulé au cours des années 1990 par le président Clinton. Les vassaux européens ont suivi le mouvement au début des années 2000. Environ 97% de tout l'argent en circulation dans le monde occidental est créé par des banques privées avec un clic de souris sous forme de prêts ou de dettes. Chaque prêt octroyé par une banque privée représente une dette dans ses livres ; une dette qui rapporte des intérêts, la source principale des bénéfices des banquiers. Bénéfices ex nihilo ! Ils ne représentent aucun travail, aucune production, aucune valeur ajoutée réelle à l'économie.

Si, et quand, les banques, dans cet enchevêtrement de dettes, commencent à demander leurs passifs exigibles, elles peuvent déclencher une avalanche irrésistible – qui conduirait à une fin chaotique du système. Cette fin de course pourrait avoir juste commencé. Nous en avons vu une augmentation graduelle dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, avec la farce de la course aux armements pendant la guerre froide, et un point culminant lors de la crise des crédits hypothécaires (subprimes) étasuniens de 2007-2009, conduisant à une crise économique globale artificielle interminable, qui pourrait bien venir à terme dans un grand fracas en 2016-2017.

Les dommages pourraient être impensables : le chaos, la pauvreté, la famine, la misère, la mort. Mais l'élite invisible au pouvoir tirerait son épingle du jeu, tout en restant en place pour recommencer à zéro – si nous les laissons faire.

C'est toujours la même chose : un peuple mal informé peut être manœuvré à volonté et sera frappé d'épouvante devant des événements inattendus, comme des actes terroristes provoqués avec des bombes ou des faillites bancaires.

Soyons tout à fait clairs – nous serons tous mal informés tant que nous écouterons et croirons les média de masse contrôlés par six géants médiatiques anglo-sionistes qui alimentent le public occidental avec 90% de ses informations, que l'on appelle desactualités et que nous consommons avec enthousiasme chaque jour ; l'avalanche des mensonges – qui se répètent dans chaque pays occidental, heure après heure – devient ainsi la vérité. Point final.

Nous devons sortir de nos fauteuils douillets, et écouter cette étincelle intime du fond de notre cœur, nous disant, à contrecourant des avalanches de mensonges, qu'il y a quelque chose qui sonne faux, que nous sommes gavés de duperie. Nous devons creuser pour la vérité. Elle est là – sur internet, les media alternatifs, tels que Global Research,Information Clearing House, VNN, Le Saker, NEO, Russia Today, Sputnik News, Press TV,TeleSur et beaucoup d'autres sources crédibles pour les chercheurs de vérité.

Revenons à l'effondrement imminent. Les règles de base pour le plan monétaire pyramidal ont été mises en place en 1913 par la création de la Fed. Une fois encore, la Fedest entièrement privée, Rothschild a dominé l'institution bancaire qui sert de banque centrale aux États-Unis. C'est la machine omnipotente pour la fabrication de dollars. Elle a été frauduleusement et secrètement conçue en 1910 sur l'île de Jekyll en Géorgie, comme c'est écrit dans l'histoire de l'île de Jekyll, lors d'une «chasse au canard» qui«comprenait le sénateur Nelson Aldrich ; son secrétaire personnel Arthur Shelton ; le Dr A. Piatt Andrew, ancien professeur en économie à l'Université de Harvard ; Henry P. Davison, partenaire de J.P. Morgan & Co ; Frank A. Vanderlip, président de la National City Bank ; et Paul M. Warburg partenaire de Kuhn, Loeb, and Co. Dès le début, le groupe a procédé clandestinement. Ils ont commencé par éviter l'usage de leurs noms de famille et se rencontraient discrètement dans le wagon ferroviaire privé d'Aldrich dans le New Jersey.»

La concoction tramée par ces chasseurs de canard est devenue en 1913, grâce à une mystification, le système privé de la Federal Reserve Bank dominé par Rothschild, la banque centrale des États-Unis.

Après la signature de l'acte de promulgation de la Fed, le Président Woodrow Wilson a déclaré : «Je suis l'homme le plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est commandée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré. La croissance de la nation, et donc toutes nos activités, sont aux mains de quelques hommes.

Nous sommes arrivés à être un des pays les plus mal gouvernés, un gouvernement des plus complètement contrôlés et dominés dans le monde civilisé, non plus un gouvernement de libre opinion, non plus un gouvernement par conviction et vote de la majorité, mais un gouvernement par l'opinion et la contrainte d'un petit groupe d'hommes dominants.»

Le système sioniste-anglo-saxon possédait déjà une banque centrale au Royaume Uni qui remonte à 1694. Elle était alors déjà contrôlée par les Rothschild, comme l'était tout le système bancaire. Le baron Nathan Mayer Rothschild avait une fois avoué : «Il m'importe peu de savoir quelle est la marionnette placée sur le trône d'Angleterre pour gouverner l'empire où le soleil ne se couche jamais. L'homme qui contrôle la masse monétaire britannique contrôle l'Empire britannique, et moi je contrôle la masse monétaire britannique.» La fortune de la famille Rothschild ne peut pas être valablement estimée, mais elle serait évaluée en milliers de milliards. Ce que le baron Nathan Mayer Rothschild avait dit y a 300 ans reste encore valable à ce jour.

Il n'est pas étonnant que vouloir se dégager de ce plan monétaire bidon soit la première priorité pour la plupart des pays qui aiment leur souveraineté, leur autonomie et leur liberté, bien qu'ils n'osent pas le dire si ouvertement de peur que l'empire ne se rue sur eux et les punisse avec toutes les véritables terreurs financières qu'ils veulent éviter. Et en se ruant contre les pays insoumis, l'empire, tel une bête mourante, essaye d'entraîner avec lui, dans la tombe qu'il s'est creusée, autant qu'il peut du monde vivant.

Est-ce donc une coïncidence ou plutôt une convergence délibérée de plusieurs événements si l'empire, dans un effort ultime, commence d'abord par ravager puis piller autant qu'il le peut avant son effondrement ?

Le 10 avril, Zero Hedge rapporte que «l'Autriche vient juste d'annoncer une décote de 54% contre les créanciers seniors dans le cadre du bail-in 2 en conformité avec les nouvelles règles européennes». La mauvaise banque autrichienne, la défaillante Hypo Alpe Adria, devenue Heta Asset Resolution AG après sa nationalisation, a découvert dans son bilan un trou de $ 8,5 milliards ; suffisamment pour déclencher un nouveau bail-in selon la récente réglementation européenne. Est-ce une coïncidence si ce fut également en Autriche, le 10 avril 1931, qu'une banque importante a fait faillite et déclenché la Grande Dépression ? C'était une première en Europe. Soyez prêts pour d'autres à venir, parce que la surexposition des banques européennes est estimée au-delà de mille milliards de dollars.

Le 15 avril, le New York Times a signalé que cinq des huit plus grandes banques de Wall Street étaient en violation de la régulation bancaire étasunienne. La Fed et la Federal Deposit Insurance Corporation [Agence fédérale de garantie des dépôts bancaires], la FDIC, ont indiqué que les banques «J.P. Morgan, Chasse, Bank of America, Wells Fargo, State Street and Bank of New York, manquaient toutes de plans crédibles pour faire face à l'éventualité d'une faillite en cas de crise financière». Ces banques ont jusqu'en octobre 2016 pour se conformer. Selon les nouvelles règles, un renflouement par les contribuables [bail-out] serait peu probable. Par conséquent, les bail-in pourraient affecter des millions de déposants et d'actionnaires ; leurs fonds seraient volés pour auto-secourir les banques trop grandes pour faire faillite. Après tout, leur non-conformité aux demandes du régulateur, ou leur insolvabilité, peuvent facilement être arrangées pour servir de fondement juridique au vol de l'épargne des gens ordinaires.

Il n'y a pas à s'inquiéter, les banques trop grandes pour faire faillite ne disparaîtront pas, mais votre épargne oui.

Les Panama Papers divulgués par la CIA – pour ceux qui doutent toujours de la participation de la CIA à cette affaire– visent d'une manière tout à fait rudimentaire à diffamer les suspects habituels : les présidents Poutine et Assad, ainsi que l'Iran, le Venezuela, le Brésil naturellement – et d'autres. Étrangement aucune personnalité notable de l'UE ou des multinationales étasuniennes n'apparait sur la liste. Y aurait-il quelqu'un pour croire sérieusement que M. Poutine, ancien agent du KGB, serait assez simplet pour mettre sa fortune (s'il en avait une à cacher) au Panama, l'épitomé d'un État marionnette des États-Unis, où vous ne pouvez pas tirer la chasse sans que Washington le sache?

Quelques néoconservateurs symboliques apparaissent dans les listes, tels que le nouveau président de l'Argentine nommé par Washington, Mauricio Macri, qui fonce comme un fou pour ruiner son pays. En moins de quatre mois il a fait reculer l'économie de l'Argentine de dix ans ; le taux de pauvreté qui en novembre 2015 était inférieur à 10%, est passé à 34% vers la fin de mars 2016. L'empire a besoin de lui pour graduellement transformer l'Argentine en chaos, toutefois pas trop rapidement, de peur qu'il ne soitrenversé et remplacé par un adversaire des États-Unis – qui ne serait pas du tout apprécié à Washington. Pour les types comme Macri, se retrouver dans les Panama Papers est un avertissement pour qu'ils se conduisent comme il faut.

La publication des Panama Papers pourrait également être une incitation pour que les citoyens et grandes sociétés étasuniennes fassent rentrer à la maison leurs participations – se comptant en milliards de dollars non déclarés – empilées dans des paradis fiscaux outre-mer, vers des abris financiers étasuniens comme ceux du Delaware, du Wyoming, du Dakota du Sud et du Nevada, aidant de ce fait à graduellement renforcer un dollar en décomposition.

Simultanément, certains pays européens et le Japon ont introduit des taux d'intérêt négatifs afin d'augmenter la liquidité monétaire, espérant stimuler ainsi leurs économies toujours stagnantes. C'est le prétexte. En réalité, les intérêts négatifs ne sont que le précurseur d'un système financier complètement contrôlé par les banques. Normalement les bail-in et les intérêts négatifs devraient donner lieu à une ruée de déposants pour retirer leur argent des banques. Cela ne s'est pas encore produit.

En Suisse, un des premiers pays à introduire des intérêts négatifs, la Banque nationale suisse a signalé que la demande de billets de banque de 1 000 CHF – une des coupures les plus élevées au monde (apparemment maintenue en dépit de l'appel de Draghi, le président de la BCE, à éliminer les grosses coupures) – a augmenté de 17% (4,7 milliards de CHF – $4,85 milliards) en décembre 2014, le mois qui a suivi l'introduction d'intérêts négatifs. Est-ce l'indication que les Suisses ont tranquillement commencé à amasser de l'argent liquide en grosses coupures ?

Les amas de billets de banque et les ruées sur les dépôts bancaires seront empêchés par l'introduction d'une société sans argent en espèces, c.-à-d. toutes les transactions monétaires deviendront graduellement électroniques. Le processus a déjà commencé.

En Suède et dans d'autres parties de l'Europe, ainsi qu'au Japon, les supermarchés et les magasins sans argent ont un grand succès, particulièrement parmi les jeunes consommateurs, qui jouent allègrement en payant avec leurs téléphones portables aux caisses des supermarchés devant un œil électronique.

Si seulement les jeunes innocents savaient que les banquiers oligarques veulent contrôler leur argent et les asservir avec un gadget amusant, ils pourraient décider de résister. Mais ceux qui contrôlent le système savent bien que les jeunes sont l'avenir. Nous, les vieux résistants, nous nous éteindrons avec le temps. Problème résolu.

Mais nous ne sommes pas encore morts. Les temps changent… The times are A-changing… (Bob Dylan, 1964).

Le trio néfaste – bail-in, intérêts négatifs, et société sans argent liquide – rendra l'existence dans le premier monde industrialisé tout à fait insupportable, telle une danse stressante sur la pointe des pieds, avec l'épée proverbiale de Damoclès suspendue, de manière intimidante, au-dessus de nos têtes, par l'empereur.

Washington pourrait avoir un joker dans sa manche – en réintroduisant l'étalon or ; le même étalon or que Nixon avait abandonné en 1971. Les États-Unis ont également accumulé au cours des 25 dernières années des quantités énormes d'or. Un nouvel étalon or du dollar, serait très probablement fixé avec un rapport qui éliminerait toute la dette étasunienne, y compris les futures obligations non-escomptées selon le GAO [General Accounting Office, l'équivalent de la Cour des comptes française – NdT] d'environ $125 milliards.

Ils essaieraient de maintenir le monde occidental industrialisé dans l'orbite de Washington, mais pourraient perdre la plupart du monde en voie de développement et les ressources naturelles qu'il possède, et qui sont convoitées par l'Occident. Ces pays opprimés et colonisés depuis des siècles sont susceptibles de s'orienter vers la nouvelle alliance Chine-Russie – laissant l'Occident délocalisé et hors-jeu, sans main d'œuvre, avec une puissance militaire massive mais dépassée.

Pour contrer le développement de cette ultime imposture criminelle des tsars banquiers sionistes occidentaux, la Chine et la Russie ont préparé ces dernières années un système financier indépendant, décroché du dollar US et incorporant maintenant les BRICS, les nations de l'OSC, aussi bien que l'Union économique eurasienne. Cette association de pays et d'économies comprend environ la moitié de la population mondiale et au moins un tiers de la production économique du globe ; un fait qui, pour des raisons évidentes, est totalement ignoré par les média de masse. Le machiavélique bateau en perdition ne veut pas que ses passagers sautent pour se sauver.

L'annonce faite par la Chine, le 19 avril 2016, que ses yuans soutenus par l'or n'étaient plus convertibles en dollars pourrait bien déclencher un ajustement économique vers le camp oriental.

Beaucoup de pays sont attentifs et fatigués de l'exploitation occidentale, de l'asservissement, des menaces de sanctions, de l'oppression et du danger toujours présent d'invasion par sa machine à massacrer. Pour une économie du tiers monde, le décrochage du dollar peut en effet ouvrir de nouveaux horizons, créant de nouvelles alliances, de nouveaux espoirs pour un monde plus égal et plus juste.

Peter Koenig est un économiste et un analyste géopolitique. Il est également un ancien membre du personnel de la Banque mondiale et a travaillé intensivement dans les domaines de l'environnement et des ressources en eau. Il écrit régulièrement pour Global Research, ICH, RT, Sputnik, PressTV, Counterunch, TeleSur, le blog du Saker, et d'autres sites internet. Il est l'auteur d'une fiction basée sur des faits, The Implosion – un thriller économique au sujet de la guerre, de la destruction environnementale et de la cupidité des grandes entreprises, basée sur des faits et sur 30 ans d'expérience de la Banque mondiale partout dans le monde. Il est également un des co-auteurs de The World Order and Revolution! – Essays from the Resistance [L'Ordre mondial et la révolution! – Essais de la résistance].

Traduit par Alex Moumbaris, relu par Marie-José Moumbaris pour le Saker Francophone.

Notes

La monnaie fiduciaire est la monnaie comprenant les pièces et les billets de banque qui se caractérise par le fait que sa valeur est déterminée par la confiance que lui accordent ses utilisateurs plutôt que par son coût de production,

SOURCE droit finance

Le bail-in est une pratique financière qui impose à certains créanciers d'une banque en difficulté (y compris parfois de simples clients épargnants) une diminution du montant des créances qu'ils possèdent sur l'établissement de crédit ou une conversion de celles-ci en actions de capital. Le bail-in permet ainsi aux banques de se recapitaliser en cas de crise. On distingue le bail-in du bail-out, qui désigne le renflouement d'une banque par un État (comme lors de la crise de 2008) – source droit-finance

SOURCE le Saker Francophone

Pour un authentique rassemblement

Ça y est, le verdict définitif est tombé: Manuel Valls est nettement et sévèrement «remercié», Benoît Hamon est désigné -certes avec moins de participation que lors des primaires de 2012- comme candidat à la présidence de la République pour le parti socialiste.Une bonne nouvelle : de plus en plus de citoyens font connaitre leur volonté de rompre avec les choix politiques et les trahisons de François Hollande et de ses amis, élargissant ainsi les possibilités et potentialités d'un rassemblement victorieux des forces de progrès.Portés par l'enthousiasme du moment, certains demandent déjà à Benoît Hamon et aux autres candidats appelant à remettre en cause le libéralisme destructeur de nos sociétés, de se rapprocher en vue d'une candidature commune.C'est une belle idée, celle dont nous rêvons tous, persuadés que nous sommes -et nous avons raison- que les vrais changements ne peuvent passer que par le rassemblement du peuple dans ses différentes composantes et sensibilités.Mais pour quel gouvernement partagé ? Sur quels objectifs et dans le cadre de quel processus ?Les primaires, présentées comme un renouvellement moderne de la démocratie alors qu'elles ne font que renforcer l'idée d'un homme providentiel, ont confirmé ce que nous savions déjà, les querelles au sein du Parti socialiste et la cynique remise en cause de : «on s'explique d'abord, on vote ensuite, puis tout le monde se rallie au panache du gagnant…»Que constatons-nous à l'arrivée ? Le contraire: certains socialistes décident de rejoindre Macron, d'autres comme le 1er ministre Bernard Cazeneuve exigent, pour éventuellement soutenir l'heureux élu, qu'il change son programme et salue l'action de F. Hollande, d'autres encore attendent pour tomber du bon côté.Benoît Hamon affiche sa main tendue aux autres candidats progressistes, mais déclare dans le même temps: « j'irai jusqu'au bout, il y aura un bulletin de vote Benoit Hamon à l'élection présidentielle ».Il est donc, comme tous les dirigeants ordinaires des différents partis, d'accord pour le rassemblement à condition que ce soit autour de lui, pour le faire élire lui.Cette conception du rassemblement, je la connais bien à tous les niveaux. Elle vise à garder les mêmes pour ne rien changer et en tout état de cause, elle ne risque pas de rassembler… C'est pourquoi je la combats d'où qu'elle vienne.

De plus, quel que soit le président élu, les députés devront se prononcer à l'Assemblée nationale : ainsi, lors de la dernière législature, la majorité socialiste a remis en cause la protection des salariés dans le code du travail, imposé le travail du dimanche, asphyxié nos hôpitaux publics…

D’où cette question essentielle: quels seront les candidats présentés par le Parti Socialiste pour composer la future Assemblée sous l’étendard de Benoît Hamon?Manuel Valls député à Evry ? Myriam El Khomri députée de Paris ? elle serait donc invitée par Benoit Hamon à voter l’abrogation de la loi Travail qu’elle a défendue jusqu’au bout…Tout cela n’est pas clair et même, pour tout dire, très ambigu ! Une fois de plus, la porte serait ouverte à toutes les «navigations à vue» et autres reniements.Sans parler du spectacle lamentable que nous offrent les Sarkozy, Guéant, Le Pen et Fillon ! Non contents de revendiquer les plus hautes responsabilités pour pressurer celles et ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail, ils en profitent pour s’enrichir personnellement, eux et leur famille, avec les deniers publics. Pendant ce temps, par-delà toutes ces « cuisines entre amis », l’immense majorité de nos concitoyens n’en peut plus de la vie qui lui est faite et exige légitimement de pouvoir intervenir pour la changer.

Cette exigence est urgente, juste, possible et nécessaire. Jean-Luc Mélenchon a raison d’affirmer qu’il est temps de «sortir» tout ce monde-là, de changer de système pour redonner du pouvoir au peuple.On peut certes formuler remarques et reproches à l’égard de cet homme qui - comme vous et moi- n’est ni un messie, ni exempt de défauts, mais il est évident qu’il est le seul à s’être engagé depuis 2012 et dans cette campagne depuis des mois, sur des objectifs clairs, immédiatement à l’ordre du jour: France Insoumise cherche à mobiliser le plus possible, à faire participer le plus grand nombre à ses travaux et veut présenter des candidatures renouvelées. Tout n’est pas parfait, c’en est loin et l’essentiel reste à faire, y compris pour la prochaine législative. De multiples expériences se mènent, de nouveaux chemins se défrichent pour construire une nouvelle République qui passe par un rassemblement respectueux de toutes les diversités, débarrassé des pressions et manoeuvres diverses. Un rassemblement authentique d’hommes et de femmes sincères traçant et bâtissant concrètement la société dans laquelle ils veulent vivre.

Jacqueline Fraysse (PCF)le lien 3 2 2017

LES ÉLECTIONS

Le texte de A.Fontaine-(1) réagit à l’élection de D.Trump aux EU. Ce populiste lié à l’ED américaine qui renoue avec tous les poncifs populaires états-uniens : « avant tout les E.U ».

En France, aux présidentielles de 2017, on verra l'effondrement des ''partis traditionnels'', la percée en tête du 1er tour à part sensiblement égale entre des candidats qui ont constitué leur propre mouvement (Macron, Mélenchon) et l'extrême droite portée par le Front national.(M.Le Pen)

Avec un abstentionisme record, E.Macron ,ancien ministre de l'économie de Valls avec un programme ultra libéral à l'allemande et un positionnement ni droite ni gauche, bat ses adversaires au deuxième tour.

Les principaux résultats

L'extrême réussite de LREM aux législatives n'est que l'expression du raz de marée des abstentions, qui d'ailleurs touchent légèrement Macron.

Ce dernier passe de 18,19% des inscrits au premier tour de la présidentielle à 13,43% des inscrits pour LREM au premier tour des législatives, auxquels il faut ajouter les 1,96% du Modem, soit 15,39%.

La déperdition est de 2,80%

Pour le FN les chiffres en pourcentage des inscrits sont

16,14% à la présidentielle et 6,29% aux législatives.

La déperdition est de 9,85%

Pour la France insoumise on a

14,84% à la présidentielle et 5,25% aux législatives.

La déperdition est de 9,60%

Pour Fillon on a 15,16% à la présidentielle et 7,51% aux législatives pour Les Républicains auxquels il faut ajouter les 1,44% de l'UDI, soit 8,95%.

La déperdition est de 6,21%

Analyse

Il est clair que les électeurs ont sanctionné les partis, si on peut dire, traditionnels. Si Macron, par sa nouveauté n'entre pas dans ce désaveu, il n'en sort pas entièrement indemne.

Les sondages sociologiques indiquent que ce sont surtout les employés et les ouvriers qui se sont abstenus, ce qui explique que les déperditions aient frappé les partis pour lesquels ces catégories votent le plus. L'UPR et Debout la France subissent proportionnellement la même déperdition.

Pour améliorer la justice sociale, les moins favorisés ne peuvent compter que sur le politique. Cependant, ils se détournent du vote aux législatives. Pour les moins favorisés, les députés n'ont aucun rôle politique.

Comment leur donner tort devant le fonctionnement de la Vème République ? Grâce à un système électoral fait sur mesure, un parti légèrement majoritaire obtient la majorité absolue à l'Assemblée. Avec 15,39% des inscrits, les macronistes vont occuper plus de 70% des sièges. Comme le remarquait un député :

« si je suis dans la majorité, on me demande de ne pas créer de vagues et de voter pour le gouvernement ; si je suis dans l'opposition mes interventions sont inutiles ». Bilan : les députés ne servent à rien.

Le Président est un tyran en place pour cinq ans. Inamovible, il dispose de tous les pouvoirs pour parvenir à ses fins : pression sur son parti, dissolution de l'assemblée, 49,3, …Donc seule l'élection du Président a une importance politique.

De plus, les députés se prétendent les représentants de leur circonscription et, à ce titre, se votent des privilèges (voyages gratuits, assistants, allocation pour subvention locale, ..) sous le prétexte qu'ils doivent rester en contact avec leurs électeurs. Les récentes affaires ont dû déciller pas mal d'yeux.

Mesures générales

Contrairement aux discours permanents sur des électeurs uniquement soucieux de leurs préoccupations quotidiennes, ces élections montrent que les moins favorisés ont bien compris que seul le vote pour le Président peut peser dans le sens de plus de justice sociale. Ils votent à la présidentielle et s'abstiennent aux inutiles législatives.

Si on veut que le peuple retrouve le chemin des urnes, il faut inverser le système mis en place par la Vème République : supprimer certains pouvoirs du Président et restaurer l'influence nationale des députés.

La volonté nationale n'est pas le résumé de la volonté de 577 confettis. Donc revenir aux fondamentaux de toute république : la souveraineté du peuple est inaliénable. Personne ne peut se dire son représentant que ce soit un individu désigné, élu ou tiré au sort, un groupe, un parti,... les élections législatives servent à choisir des citoyens, députés à la Chambre pour, à partir de leurs propositions, leurs débats avec leurs collègues, essayer de dégager la volonté générale relative aux sujets à régler. La loi qui en résulte doit être soumise à l'approbation de l'ensemble du peuple (votation, comme en Suisse) seules des élections à la proportionnelle permettent d'avoir une Chambre, échantillon statistiquement correct à l'image de la diversité politique de la nation.

Le gouvernement n'a qu'un rôle : exécuter et faire exécuter les lois.. Il dispose pour cette tâche des administrations publiques.

Le Président préside, c'est à dire veille au bon fonctionnement des institutions

Retour au politique

Depuis plus d'une année, les médias se régalent de conjonctures en suppositions sur tel ou tel candidat. Ils abrutissent les citoyens. Pas la moindre once de réflexion sur l'évolution des classes en marche. A cela, s'ajoute les réseaux sociaux aux mains de multinationales états-uniennes, machines à faire prendre des vessies pour des lanternes : la diffusion de l'information n'augmente en rien la réflexion. La communication porte le vide du discours politique à son comble, la forme remplace le fond.

Pourquoi en est-on là ?

Personnellement en adepte du matérialisme historique, j'incrimine un changement de mode de production et d'échange.

Dés la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'automatisation des moyens de production a continuellement progressé. Dans les entreprises des ouvriers moins nombreux sont devenus de simples surveillants du bon déroulement des lignes de production. On en est arrivé à un point où l'essentiel pour ces entreprises réside dans la gestion de l'entrée et de la sortie des marchandises et de leur écoulement vers les consommateurs. Les gestionnaires deviennent dominants.

Le mode production capitaliste a peu à peu cédé la place à un mode de production économiste, la contradiction classe ouvrière-classe bourgeoise a été remplacée par la contradiction classe exécutante-classe compétente.

Nous ne sommes plus au XIXème siècle et, faute de s'en être aperçu, on ne sait plus où on est ? où on va ? Tous les concepts sont dévoyés ; compte uniquement le fait d'occuper une place d'élu, les affiches électorales se réduisent à la photographie des candidats.

Dans ce contexte, tout laisse à penser que les macronistes, soutiens des bureaucraties des sociétés anonymes (la classe compétente), vont englober la majeure part des élus du PS et de LR. Pour ces derniers, c'est le retour au bercail.

On parle à tort et à travers de la gauche, de la droite, sans compter l'extrême droite et l'extrême gauche. Que représentent de tels mots ? Ce sont des termes collés depuis des décennies à des partis qui souvent n'ont même pas mérité de tels qualificatifs Par exemple, dès sa création, le PS était un parti de droite, celui de la future classe dominante du mode de production économiste. Mais, s'étant proclamé héritier de la SFIO, ce qu'il n'a jamais été, il s'est retrouvé la rose au poing avec une étiquette de gauche. La supercherie a duré jusqu'à maintenant.

Il semble qu'elle ne fasse plus illusion ; c'est plus clair. Le PS, dans son rôle de droite, a trouvé un remplaçant plus moderne avec En marche ; dans son rôle d'héritier de la SFIO, la France insoumise lui succède.

Dans le grand désert politique qui s'annonce, il faudrait essayer de reprendre la réflexion à son point initial. Les contradictions qui traversent les sociétés rythment l'Histoire. Quelles sont celles qui traversent la nôtre ? Telle est la tâche philosophique qui nous attend. Celle aussi de rendre ses lettres de noblesse à la politique, comme analyse des luttes des classes, non comme résultat de complots ourdis par des individus plus ou moins roublards.

2018 l'Allemagne dans l'Europe

Socle de la popularité d'Angela Merkel, l'insolente bonne santé de l'économie allemande a besoin d'être rééquilibrée.

« L'économie ? Elle est quasiment absente du débat "grand public" en vue des élections. En revanche, les médias diffusent des reportages sur les retraités pauvres, les travailleurs précaires, les difficultés de logements ou la montée des inégalités, constate Henrik Uterwedde, chercheur à l'institut franco-allemand de Ludwigsburg (DFI).

Ces questions sociales ont émergé dans le pays, plus que l'économie au sens strict. Il faut dire que dans ce domaine, l'Allemagne va de record en record… »

L'économique et le social, deux faces d'une même médaille, comme deux visages de l'Allemagne. L'un très souriant, socle de la popularité ininterrompue de la chancelière Angela Merkel depuis 2005. L'autre, plus préoccupant.

Côté économique, « jamais l'Allemagne n'a enregistré d'aussi bons résultats », confirme Sylvain Broyer, économiste français basé à Francfort, pour la banque Natixis. « Le pays est au plein-emploi ou presque, ses exportations atteignent des niveaux records, tout comme la consommation des ménages qui voient leurs salaires augmenter, poursuit-il. Enfin, l'avenir des jeunes du pays est certainement le plus enviable des pays du G7. »

Un budget fédéral en excédent

Cerise sur le gâteau, « le budget fédéral est en excédent depuis 2014, souligne Ludovic Subran, chez Euler-Hermes, ce qui a permis de commencer à réduire le poids de la dette publique ».

La locomotive allemande ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin. Après avoir « clairement accéléré la cadence durant le premier semestre – pour atteindre sa meilleure performance depuis 2011 –, la dynamique devrait se poursuivre en 2018 », prévoit Ludovic Subran.

Les clés du succès sont bien identifiées. La compétitivité de son industrie repose sur son fameux « Mittelstand », ce tissu d'entreprises familiales en pointe sur les biens d'équipement et qui exportent aux quatre coins du monde.

Des entreprises qui ont profité de la chute du Mur pour sous-traiter dans l'ancienne Europe centrale et contenir leurs coûts de production.

CDD et mini-jobs

Ces derniers ont aussi été maîtrisés par les lois Hartz, à partir de 2005, qui ont libéralisé le marché du travail et réduit la durée d'indemnisation du chômage. Ces lois ont aussi favorisé les « mini-jobs » à 450 € par mois, en particulier dans les services où les syndicats sont faibles. L'industrie a ainsi bénéficié de services bon marché. Un système de formation performant, fondé sur l'apprentissage, a fait le reste.

Revers de la médaille, « une précarité croissante, qui a fait débat pendant cette campagne électorale, observe Henrik Uterwedde, au DFI. Aujourd'hui, les contrats de travail à durée déterminée pèsent la moitié des nouveaux postes. On observe des recours abusifs aux mini-jobs, mais aussi des appels à augmenter le smic. »

Car l'Allemagne commence à se rééquilibrer. « L'introduction d'un salaire minimum, en 2015, est à mettre au crédit de la coalition sortante, souligne Sabine le Bayon, spécialiste de l'Allemagne à l'OFCE. C'est un pas dans la bonne direction, même si on manque encore de recul pour savoir s'il est effectivement appliqué partout et avec quels effets sur les travailleurs pauvres. »Autre signal positif, « la part des bas salaires dans la population active s'est stabilisée », note Sylvain Broyer.

Une redistribution au profit des jeunes

Les défis sociaux demeurent. « Le chômage structurel ne recule que lentement », relève cet économiste, et « le risque de pauvreté (1) est passé de 10 % en 2000 à 16,7 % aujourd'hui. Ce risque a doublé depuis 2005 pour les populations en emploi ».

Cette hausse concerne essentiellement les réfugiés et les retraités, affirment plusieurs experts. De fait, « le pays a choisi depuis longtemps une redistribution au profit des jeunes », insiste Sylvain Broyer.

Une orientation justifiée par le défi démographique, alors que l'Allemagne, vieillissante, doit tout faire pour encourager la jeune génération, la vie de famille et la natalité, si elle veut conserver une économie dynamique. « Les partis politiques sont conscients de ces défis et les ont pris en compte dans leur programme », reprend Sylvain Broyer.

Ces mêmes partis proposent tous d'augmenter, à des degrés divers, les investissements publics du pays – un autre point de faiblesse –, en particulier dans le numérique où l'Allemagne a du retard.

Ses excédents commerciaux colossaux engrangés chaque année - 252 milliards d'euros en 2016 – lui en donnent les moyens…

(1) Cet indicateur mesure la possibilité que le revenu net d'un ménage soit inférieur à 60 % de la médiane nationale.

2017-2018

L'année 2017 se clôt sur les conséquences politiques de l'élection présidentielle d'avril qui a porté MACRON à la présidence.

Celle-ci et plus particulièrement pour les législatives ont été marquées par une augmentation de l'abstentionnisme significative. Jamais encore la participation à l'élection du président de la république n'avait été aussi basse (75%).

Les résultats du vote marquent également un bouleversement des intentions des votants. On ne vote plus en fonction de l'alternance droite-gauche (LR-PS).

Néanmoins aucun des candidats partisans déclarés de ce changement politique ne profitent majoritairement de cette rupture :

MACRON 24%

LE PEN 21,3%

MELENCHON 19,58%

FILLON représentant la droite traditionnelle 20%

Au premier tour.

Toutefois les mécanismes électoraux de la Vème République gaulliste reposant sur le présidentialisme et le parti fort était de fait en complet décalage avec ses résultats.

Il fut donc désigné candidat pour le second tour :MACRON et LE PEN , ainsi malgré les incertitudes de ce nouveau contexte électoral et le faible écart entre les candidats, le cadre politique du second tour revenait à un schéma classique, déjà testé après la présidence de Miterrand et l'élection de Chirac. Le vote utile dans un opposition d'un candidat ''républicain'' et un candidat d'extrême droite.

Résultat :

MACRON 66%

LE PEN 33,90%

Dans la foulée le vote des législatives est encore plus éclairant sur les tendances électorales des français. Le présidentialisme et le parti fort de la constitution de 1956 suscitait un intérêt pour ce scrutin en consolidation du pouvoir de la personne élue présidente de la république.

L'abstentionnisme record marque le désengagement des français pour ce scrutin.

MACRON passe 18,19 des inscrits à 15,39. Déperdition 2,80%

FN 16,14 des inscrits à 6,29 ; Déperdition 9,85 %

FRANCE INSOUMISE 14 ,84 des inscrits à 5,25 Déperdition 9,60 %

FILLON 15,16 des inscrits à 8,95 Déperdition 6,21 %

Il est clair que les électeurs ont sanctionné les partis, si on peut dire, traditionnels. Si Macron, par sa nouveauté n'entre pas dans ce désaveu, il n'en sort pas entièrement indemne.

Une fois de plus, le vote « utile » a joué, évitant surtout que le nouveau Président soit un mal-élu !

*Les sondages sociologiques indiquent que ce sont surtout les employés et les ouvriers qui se sont abstenus, ce qui explique que les déperditions aient frappé les partis pour lesquels ces catégories votent le plus. L'UPR et Debout la France subissent proportionnellement la même déperdition.

*Pour les moins favorisés, les députés n'ont aucun rôle politique.

Comment leur donner tort devant le fonctionnement de la Vème République ? Grâce à un système électoral fait sur mesure, un parti légèrement majoritaire obtient la majorité absolue à l'Assemblée. Avec 15,39% des inscrits, les macronistes vont occuper plus de 70% des sièges.

*Les journalistes, tous transformés en « expert » ou en « éditorialiste », n'aient une quelconque légitimité à se prononcer sur tout au nom d'une pseudo omniscience-autoproclamée (économique, écologique, sociale, financière, etc.), ils ont, tout autant que le discours des candidats, fabriqué le « climat » d'une élection que ne devaient gagner ni la gauche radicale de J.L. Mélenchon ni la droite-ultra et néofasciste de M. Le Pen : le Médef et l'establishment parisien avaient choisi et dans leur sillage les grands groupes de presse, les grands hebdos et la plupart des quotidiens du « Monde » à « Libé », via BFM TV et autres chaînes publiques et privées ! Macron était le meilleur !

*Il fallait produire par tous les moyens le plus de « franc-macrons » possible et persuader tout le monde qu'une France nouvelle était née ! Les résultats de cette mobilisation médiatique ont été cependant très médiocres pour les élections législatives : le succès ne provient que du mode de scrutin (majoritaire uninominal).

Le mouvement de Macron ne représente au premier tour que 16% des inscrits ! Plus de 51% des citoyens se sont abstenus !! Le « triomphe » est totalement artificiel.

La solution « ni droite ni gauche » à la Macron est ainsi devenue l'idéal (provisoire) de ceux pour qui « tout doit changer afin que rien d'essentiel ne change »

*L' « exécution » politique du P.S est la meilleure nouvelle apportée par les élections de 2017. Avaient raison ceux qui souhaitent depuis longtemps la réduction de ce parti à un groupuscule sans importance pour tout le mal politique dont il est responsable depuis des décennies !

Malheureusement, son effondrement n'est sans doute pas définitif tant les « socialistes » ont une capacité de reproduction et tant ils sont utiles au système qui déjà les re-médiatise : ils correspondent en effet sociologiquement à une partie des « couches moyennes » et populaires inaptes à choisir clairement la société qu'ils souhaitent et dotés d'un goût irrépressible pour les compromissions. Leur rôle – essentiel – d'occultation des réalités sociales, de refus des clivages de classe, et leur adhésion à un capitalisme « amélioré », est indispensable au système.

Depuis la victoire de Macron, tout est fait pour redonner vie à un P.S dont la défaite a été totale : les médias multiplient les interventions de ceux qui ont été ridiculisés quelques semaines plus tôt !

*C'est la « France Insoumise », avec un capital humain de 7 millions de citoyens ayant voté pour J.L. Mélenchon, qui constitue le cœur d'un radicalisme en rupture avec le capitalisme financier français et européen, toujours tourné vers les États-Unis. Elle absorbe les « Verts » (avec un programme écologique très avancé) dont l'organisation est en perdition, n'ayant jamais eu la volonté de reconnaître la contradiction majeure entre logique du profit, règne de l'argent et exigences de la protection de l'environnement.

La France Insoumise met à mal la direction du PCF, elle aussi professionnalisée et très inquiète de son avenir immédiat. Cette direction semble prête à poursuivre une stratégie timide et prudente assurant, selon elle, sa survie. Elle se refuse à l'insertion du parti dans la dynamique de la France Insoumise, jugée trop « aventureuse » ! Il apparaît que l'avenir socialiste et la Révolution (dont elle ne parle plus jamais) se soient éloignés à jamais !

*Extrait de « regards sur les élections présidentielles et législatives françaises ''on ravale la façade" Robert CHARVIN

A gauche le faisceau concordant des analyses ouvrent de nouvelles perspectives mais aussi de nouvelles interrogations qui viennent télescoper ses thèmes de réflexion habituels voire les contredire.

Forte de son expérience avec les mouvements contestataires des ces dernières années (nuit debout etc…) et malgré les crispations organisationnelles une idée semble s'imposer : Il faut mettre son mouchoir sur les contradictions éventuelles entre les groupes de réflexion pour agir ensemble.

C'est sur cette ligne directrice que s'ouvrira 2018.

2018 -La Fed va revenir en octobre à une politique monétaire « conventionnelle ». Une première depuis fin 2008.

La Réserve fédérale américaine s'apprête à fermer une parenthèse exceptionnelle, ouverte il y a près de dix ans. À partir d'octobre 2018, vient-elle d'annoncer, elle va définitivement tourner la page de sa généreuse politique monétaire, engagée dans la foulée de la crise financière de 2008.

Pour soutenir l'économie américaine vacillante, la Fed s'était alors engagée dans une politique très souple consistant à prêter massivement aux banques et aux entreprises en leur achetant des bons du Trésor et autres titres monétaires. Elle a ainsi pesé à la baisse sur les taux d'intérêt et injecté d'immenses liquidités dans le système financier pour fluidifier le crédit et stimuler l'investissement.

La réserve fédérale américaine maintient ses taux d'intérêt inchangés

Mais cette politique non conventionnelle, qui a aussi été adoptée par la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et celle du Japon, a conduit la Fed à accumuler 4 500 milliards de dollars d'actifs, contre 900 milliards avant la crise.

La situation économique américaine est désormais suffisamment solide pour que l'institution s'attelle à présent à dégonfler ce bilan, a expliqué mercredi 20 septembre sa présidente, Janet Yellen.

Un processus « long et ennuyeux »

Ce désengagement va se faire de manière très progressive et prévisible, afin de ne pas provoquer de crise obligataire. Concrètement, la Fed va petit à petit cesser de racheter de nouveaux titres, ce qui permettra de réduire son bilan à mesure que les titres arrivent à échéance. Un processus que Janet Yellen espère « long et ennuyeux », aussi inoffensif que de regarder « l'herbe pousser ».

Le résultat de ces dix années d'« assouplissement quantitatif » (quantitative easing) reste discuté parmi les économistes. Les uns assurent que sans elle, la reprise n'aurait pas eu lieu. D'autres sont plus sceptiques et mettent en avant le contre-exemple du Japon.

Comment la Fed cherche à sortir des taux zéro

Pour rassurer les marchés, Janet Yellen a répété que l'outil primordial de politique monétaire restait l'action sur les taux d'intérêt, pour lesquels la normalisation a déjà été engagée depuis 2015 (ils sont compris dans une fourchette de 1 % à 1,25 % et remontent progressivement).

Mais elle a concédé qu'en cas de détérioration majeure de l'économie, elle pourrait reprendre son programme de rachat de titres.

Séverin Husson (avec AFP)

RAPPEL/2008 2009 : « on voit certaines banques centrales se lancer dans des activités nouvelles telles que le financement direct des entreprises aux Etats-Unis :

Dès lors la politique de la Fed va consister à baisser son taux d'intérêt directeur pour stopper une chute de la bourse. Son taux directeur (Target Federal Funds rate) passera d'un sommet de 5,25% (taux effectif au 29 juin 2006) à 2,25% au 18 mars 2008 avec des baisses brusques de trois quarts de point (0,75%) les 22 janvier 2008 et 18 mars 2008. A chaque baisse significative de taux, la Fed parviendra à enrayer la chute de Wall Street, ceci s'inscrivant dans son mandat de soutenir le dynamisme Cependant, cette politique de la Fed va avoir des répercussions sur le niveau du dollar par rapport aux autres monnaies et tout particulièrement l'euro, dont la Banque Centrale suit une politique légèrement différente. En effet, en baissant son taux directeur, la Fed baisse immédiatement l'ensemble de ses taux à court terme et contribue à relancer l'inflation. Désormais, le taux d'intérêt à court terme du dollar est de l'ordre de 2% alors que l'inflation est légèrement supérieure à 4%. Cela signifie que détenir du dollar à court terme provoque une érosion de pouvoir d'achat de 2% par an.

De même, détenir un bon du trésor à 10 ans ne rémunère qu'aux environs de 3,5%, ce qui ne préserve pas la valeur de l'argent.

En clair, l'économie américaine est rentrée dans une phase de taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins inflation) négatifs. Cette politique n'a pas été suffisante pour empêcher l'économie américaine d'entrer en récession (baisse du PIB constatée sur deux trimestres consécutifs), récession essentiellement provoquée par la baisse de la valeur des biens immobiliers (elle-même due à la hausse progressive du taux directeur de la Fed de 2004 à 2006) entraînant une baisse de la demande de consommation. C'est ainsi que la Fed demande alors au gouvernement américain de compléter sa politique monétaire par une politique budgétaire significative (déficit). Comme nous l'avons vu, ceci n'est qu'une variante de l'endettement des ménages : si les ménages ne s'endettent pas individuellement, alors endettons-les collectivement grâce au déficit budgétaire. Cette politique ne change pas et nous devons maintenant nous interroger sur sa soutenabilité, notamment à l'égard des agents économiques non résidents.

En d'autres termes, les autres économies vont-elles accepter de poursuivre le financement du déficit commercial étasunien ? Rien n'est moins sûr.

La politique de taux d'intérêt réels négatifs de la Fed a considérablement terni l'attrait de la détention de dollars pour des non-résidents. Il s'ensuit que le dollar, qui était une devise de référence pour toutes les économies, va considérablement perdre de sa valeur, passant de 1,35 dollars pour un euro en septembre 2007 aux environs de 1,55 en mars 2008. Certains se consolent en indiquant que cette chute du dollar est une bonne nouvelle pour relancer les exportations américaines et réduire le déficit extérieur. C'est exact, mais cela n'empêche pas que cette baisse de la devise signifie avant toute chose une dépréciation générale du travail américain dans les échanges extérieurs et donc une baisse de pouvoir d'achat des ménages américains en général.

Est-ce que la baisse du dollar ira au-delà de 1,60 pour un euro économique et l'emploi. »